Aix Le Cercle des économistes
Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2013

Le Choc des temps

L'économie mondiale entre urgences et long terme

The Clash of Times

The Global Economy between Emergencies and the Long Term

Le Cercle des économistes

Remerciements

Le Cercle des économistes remercie pour leur collaboration et leur soutien aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2013 :

Sciences Po Aix,

L'Université Aix-Marseille,

La Mairie d'Aix-en-Provence,

La Communauté du Pays d'Aix et Pays d'Aix Développement,

Le Festival d'Aix-en-Provence.

Aéroports de Paris ; Alstom ; Amundi ; AREVA ; BNP Paribas Cardif ; Caisse des Dépôts ; CIC Lyonnaise de Banque ; CM-CIC Securities ; CNP Assurances ; EADS-Airbus ; EDF ; Fédération SYNTEC ; GDF SUEZ ; GE ; Groupe RATP ; HSBC ; Ingenico ; Kepler Cheuvreux ; Klépierre ; Lafarge ; LE GROUPE LA POSTE ; Le Leem ; Malakoff Médéric ; McKinsey & Company ; Michelin ; NYSE Euronext ; Orange ; PwC ; Renault ; RTE ; Saint-Gobain ; Solvay ; Standard & Poor's ; STMicroelectronics ; SUEZ ENVIRONNEMENT ; Total.

Ainsi que :

BRED ; Burson-Marsteller i&e ; Carrefour ; CLIFFORD CHANCE ; Davis Polk ; DS Avocats ; EXANE ; Gide Loyrette Nouel ; Groupama ; JeantetAssociés ; La Française des Jeux ; Linedata ; Orrick Rambaud Martel ; Pitch Promotion ; Ricol Lasteyrie ; Rise Conseil ; SNCF ; SCUTUM ; Turenne Capital ; Unibail-Rodamco ; Vae Solis.

Et :

Bruna Basini *(Le Journal du Dimanche)* ; Nicolas Beytout *(L'Opinion)* ; Hedwige Chevrillon (BFM Business) ; Guillaume Duval *(Alternatives Economiques)* ; Philippe Escande *(Le Monde)* ; Henri Gibier *(Les Echos)* ; Christophe Giltay (RTL Belgique) ; Vincent Giret *(Le Monde)* ; Emmanuel Kessler (TF1/LCI) ; Éric Le Boucher (*Les Echos*/Slate.fr) ; Emmanuel Lechypre (BFM Business) ; Gilles Leclerc (Public Sénat) ; Philippe Lefébure (France Inter) ; Patrick Lelong (France Info) ; Vincent Lemerre (France Culture) ; François Lenglet (France 2) ; Philippe Mabille *(La Tribune)* ; Christian Menanteau (RTL) ; Philippe Mudry *(L'Agefi)* ; Jean-Francis Pécresse (Radio Classique) ; Sophie Pedder *(The Economist)* ; Nicolas Pierron (Radio Classique) ; François-Xavier Pietri (TF1/LCI) ; Jean-Pierre Robin *(Le Figaro)* ; Dominique Rousset (France Culture) ; Dominique Seux *(Les Echos)* ; Riccardo Sorrentino *(Il Sole 24 Ore)* ; Jean-Marc Sylvestre (i>TÉLÉ).

Et enfin :

Les Amis du Cercle des économistes, Marie Castaing, Élisabeth Gourdon et leur équipe ;

Hélène Clément et Clara Pisani-Ferry pour le suivi éditorial ;

Anne Raffaelli pour la relecture des épreuves ;

Didier Guilland, Boréal pour les enregistrements audio et vidéo ;

Ubiqus pour les transcriptions ;

Studio Wagram pour la mise en page.

À l'occasion des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2013, le Cercle des économistes a créé un concours national intitulé « la parole aux étudiants » à l'intention des 18-28 ans de toutes les disciplines. Les 100 étudiants sélectionnés ont été invités à participer aux Rencontres Économiques et à assister aux concerts et opéras offerts par le Festival d'Aix.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont accompagné ces étudiants :

Le jury du concours présidé par **Erik Orsenna** (de l'Académie française) ; **Monique Canto Sperber** (Présidente de la Fondation Paris Sciences et Lettres) ; **André Cartapanis** (Cercle des économistes) ; **Bernard Foccroulle** (Directeur du Festival d'Aix) ; **Sylvie Kauffmann** *(Le Monde)* ; **Vincent Lemerre** (France Culture) ; **Guillaume Pepy** (Président de la SNCF) ; **Bruno Raffaelli** (Sociétaire de la Comédie Française) ; **Akiko Suwa-Eisenmann** (Cercle des économistes) ; **Rémy Weber** (Président de CIC Lyonnaise de Banque) et **Tidjane Thiam** (Président de Prudential) qui a remis le prix « Inventez 2020 » aux cinq lauréats du concours.

Ainsi que :

France Culture pour sa coproduction, le Festival d'Aix-en-Provence pour le parcours musical offert aux étudiants, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour son soutien actif, ainsi que nos partenaires : la SNCF et CIC Lyonnaise de Banque ;

Ainsi que les journalistes qui ont animé les sessions étudiantes :

Didier Adès ; Dominique Dambert ; Sylvie Kauffmann *(Le Monde)* ; Vincent Lemerre (France Culture).

Et l'équipe du concours :

Béatrice Fages ; Martine Moran ; Anaïs Paccard ; Marie Vialard.

© Le Cercle des économistes, 2013
104 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
www.lecercledeseconomistes.asso.fr
En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Sommaire

Avant-propos ..... J.-H. Lorenzi 10

Session inaugurale. Le temps de l'économie et des sociétés : accélérations, transitions, ruptures

Essai sur le marché, la dynamique économique et le temps ..... J. Mistral 14
Le futur existe-t-il déjà dans l'avenir ?..... É. Klein 20
Three Long-Term Shifts in Global Politics..... F. Fukuyama 24
Gouverner la croissance africaine..... L. Zinsou 27
Échanges..... 31

1. Cultures et rapport au temps

Temps et cultures..... Fr. Benhamou 34
The Flaws of Uniform Rethoric ..... R. Flores 37
Produire de la durée dans le temps accéléré du capitalisme .. A. Mbembé 40
Systèmes de valeurs : la différence chinoise ..... J.-L. Beffa 43
Monochronic vs Polychronic Cultures..... J.-Ch. I. von Pfetten 46
Temps rapide et temps lent dans le monde moderne..... G. Finchelstein 48
Le temps chinois ..... H. Bazin 51

2. Crises et sorties de crises, entre urgences et long terme

Sommes-nous réellement dans l'après crise ?..... A. Cartapanis 56
Are we Going Through an Income-Distribution Crisis ? ..... P. Bofinger 64
Pour une vision de long terme des crises ..... O. Klein 69
Trois horizons d'action pour sortir de la crise..... É. Labaye 74
Construire une communauté européenne de l'énergie ..... G. Mestrallet 77
Débloquer le secteur du service public..... P. Mongin 81
Globalization and Institutions for Long-Term Growth ..... V. Songwe 84

3. Les temps du développement

Time Dimensions of Development ..... P. Jacquet 90
Le temps de l'Afrique est-il venu ?..... I. A. Mayaki 95
The Conundrum of Inequality and Growth ..... N. Lustig 104
Développement ou progrès..... Ph. de Fontaine Vive-Curtaz 106
On the Razor's Edge ..... J. C. Ferraz 109
Le développement, une question de synchronisation ..... M. Nabli 112
Nécessité des politiques de court terme..... E. Duflo 115
Échanges..... 117

4. Le prix du temps

L'indétermination du prix du temps ..... C. Lubochinsky 124
Temporal Illusions and Minsky's Financial Instability Hypothesis ..... H. Shefrin 129
On ne régule pas le temps ..... Ph. Camus 132
Gérer le temps de l'action publique ..... L. Gallois 136
Les fonds d'investissement et le prix du temps..... J.-P. Villain 139
Le prix du temps et le prix du temps perdu ..... É. Lombard 142
Le prix du temps pour les banques ..... Ch. de Backer 149
Balancing the Long-Term Catch-up and Short-Run Stability in China..... FAN Gang 153

Débat. Y a-t-il une spécificité française ?

..... B. Jacquillat, L. Berger, Ch. de Margerie, G. Plassat, A. de Romanet 158

5. La fin de la dictature de la finance ?

Repenser la place de la finance ..... J.-P. Pollin 176
Y a-t-il une dictature de la finance ? ..... Ch. Noyer 183
Is there a Right Size of Finance? ..... H.-H. Kotz 187
La finance virtuelle est morte, vive la finance réelle ..... M. Cicurel 192
Éloge de la banque schumpétérienne ..... Ph. Wahl 195
Finance is a Tiger in a Cave ..... HU Yifan 197
Il n'y a pas de dictature des marchés ..... É. Le Boulch 199
Enjeux à moyen terme des agences de notation ..... C. Sirou 203
The Financial Crisis as Wake-up Call for Regulators ..... S. Wolburgh Jenah 206
Échanges 209

6. La revanche de la nature

Agir maintenant ..... J.-M. Chevalier 214
Making the Case for Carbon Literacy ..... A. Turner 218
Un constat sans appel ..... Ph. Germa 221
« Retrouver l'aspiration multimillénaire de l'humanité à l'harmonie » ..... P. Gadonneix 224
Växjö, Sweden – The success story ..... B. Frank 228
À la veille d'une nouvelle révolution verte ..... X. Beulin 231
L'eau, principal enjeu du XXIe siècle ..... J.-L. Chaussade 233
Les entreprises de l'énergie face au réchauffement climatique ..... L. Oursel 236
Échanges 239

7. Innovation et obsolescence programmée

Le paradoxe de l'innovation et de l'obsolescence programmée ..... M. Guillaume 244
Innovation and the Tin-Toy Maker ..... A. Ross 248
Encourager l'innovation par l'obsolescence programmée ? ..... D. Maillard 251
Des objectifs d'innovation tous les quatre ans ..... Ph. Lazare 254
Fiction et réalité de l'obsolescence programmée ..... Ch. Beigbeder 257
Obsolescence programmée : le point de vue d'une avocate ..... L. Donnedieu de Vabres-Tranié 260
Autopoiesis Model of Innovation ..... A. Gupta 263
Innovation is a Driving Force ..... B. Tilahun Alemu 267

8. Entreprises : être socialement responsables ou mourir

Responsabilité sociale, pourquoi ? ..... J.-P. Betbèze 270
Social Responsibilities: Looking after both Sides of the Fence ..... T. Mboweni 273
La Poste, acteur du développement responsable ..... J.-P. Bailly 275
Conjuguer développement et responsabilité ..... Ch. Blanchard-Dignac 278
Contraintes de l'autorégulation ..... J.-P. Martel 282
"Making Money is a Technique, Spending it is an Art" ..... RYU Jin Roy 285
Liberté, égalité, responsabilité ..... G. Sarkozy 288
Performances et responsabilité ..... J.-D. Senard 290
Créer des emplois, première responsabilité sociale ..... S. Villepelet 293
Échanges 296

9. Compétitivité : une question d'horizon

Lost in Competitiveness..... A. Bénassy-Quéré 304
External Competitiveness and the Role of the Financial System ..... Cl. Buch 309
Les marges de manœuvre de la compétitivité..... J.-L. Placet 315
How to Make a Bankrupt Department Store into a Winner..... M. Borletti 318
Making Changes Permanent ..... J. García-Legaz Ponce 321
Le combat de la différenciation..... N. Tissot 325
Do not Let the American Corporate System Win..... Sh. Burrow 328
Échanges 332

10. La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance

Urgence de la lutte contre les inégalités..... A. Suwa-Eisenmann 338
Declining Inequality and Social Discontent in Latin America... N. Lustig 341
Fighting Inequalities for the Sake of Growth..... J. Naidoo 344
Croissance et inégalités, une relation complexe ..... Fr. Bourguignon 347
Pour une inégalité juste et efficace ..... Th. Martel 350
Faire confiance, donner confiance : les deux clés de la croissance ..... Fr. Lavenir 352

11. Les rythmes du quotidien

Entre désir et possibilité ..... D. Roux 356
ITC: Pros and Cons ..... H. Watanabe 358
Le service public aujourd'hui ..... É. Molinié 362
Un pari réussi ..... M. Chibout 366
Une transformation historique du commerce..... L. Morel 368
TIC et vie quotidienne..... Ph. Sajhau 371

12. Quel futur pour le capitalisme ?

Vers un capitalisme coopératif ?..... Y. Algan 376
How to Understand the Future of Capitalism ..... Y. Benkler 380
Remettre les outils au service du modèle..... D. Cerutti 384
Pour une vision de l'entreprise à 360 degrés..... J.-P. Clamadieu 387
Fair Competition Needed ..... H. Ibrahim 390
Beyond Capitalism ..... H. Rosa 392

Débat. Repenser l'industrie, le cas de l'automobile

..... L. Fontagné, J. Attali, C. Ghosn, J. M. Soria López 398

13. Financer l'économie

Le financement de l'économie ..... A. Brender 414
Changements de paradigme dans l'industrie financière ..... B. Prot 417
Être une puissance financière pour rester une puissance économique ..... J.-P. Jouyet 422
The German Mittelstadt, an Economic Driving Force..... D. Bahr 425
Attention aux excès de règles ..... R. Weber 428
Pas de légitimité économique sans légalité juridique ..... G. Terrier 432

14. Appréhender la transition démographique

En Europe, après le vieillissement, le basculement des années 2030..... J.-M. Charpin 440
Labour and Pension Reforms in Italy ..... E. Fornero 442

La Suède et la réforme du système des retraites ..... G. Lund 446
Le vieillissement de la population en Afrique subsaharienne : un autre regard ..... D. Ouissika 449
Les trois paradigmes du social ..... A. Masson 455
La fécondité en Europe : différences ou convergences ? ..... H. Le Bras 460
Choc des temps et transitions démographiques en Europe ..... P. Berès 465
Échanges 468

15. Relancer la gouvernance économique mondiale

La gouvernance mondiale en panne ..... Ch. de Boissieu 474
Are we in the Doldrums? ..... J. Frazer 478
A Tectonic Shift of Economic Power ..... K. Iwata 481
Décider et imposer : deux impératifs pour une bonne gouvernance ..... P. Sellal 483
For a Proper Regional Integration ..... T. Valovaya 486
La gouvernance mondiale, une question de convergences ..... L. Cannon 488
A Machiavellian Approach to Global Governance ..... S. Clemons 490
Why are Bilateral Agreements Taking Over? ..... LEE Hye Min 492

16. Plus ou moins d'État ?

Réformer l'État ..... Ph. Aghion 496
From Innovation to Growth ..... L. Tyson 502
Pour un espace politique international ..... K. Derviş 506
The Appropriate State ..... P. Molander 509
Le retour de la politique industrielle ..... É. Cohen 514
L'État de demain : point de vue d'un juriste ..... P. Hubert 518
Quel État au Moyen-Orient ? ..... A. Caruso 522
Pour une Tunisie prospère et solidaire ..... J. Belhaj Abdallah 525
Échanges 533

17. Réindustrialisez ! Il est temps

La troisième révolution industrielle et ses conséquences ..... Ch. Saint-Étienne 538
Un diagnostic juste pour une politique industrielle efficace ..... R. Fernandez 544
La réindustrialisation espagnole ..... C. Espinosa de los Monteros 548
Cultivez ses avantages comparatifs ..... Th. de Montbrial 550
Comment réindustrialiser ? ..... B. Lafont 552
Petits et grands pour un tissu industriel rentable ..... D. Lombard 554
Retrouver le goût de l'épargne risquée ..... Y. Perrier 556
Permettre l'avenir ..... Cl. Gaymard 559
Pour un pacte républicain ..... R. Ricol 562

18. Prendre le temps de former

Pourquoi faudrait-il prendre le temps de former ? ..... Ph. Trainar 566
Cinq ingrédients pour une formation performante ..... C. Villani 573
Ce que l'école doit devenir ..... J.-P. de Gaudemar 580
Quelle formation pour le troisième millénaire ? ..... N. Lahrichi 583
What Legacy for the Young? ..... K. McDowell 586
Échanges 588

19. Équilibrer le budget

Finances publiques : synchroniser temps économique et temps politique ..... A. Trannoy 598
Growth and Sound Public Finance Go Hand in Hand ..... A. Kinberg Batra 601
Une valse à sept temps ..... V. Pécresse 604
The Importance of being a Cyclical Dove and a Structural Hawk ..... J. Bernstein 608
Tax-based vs Spending-based Consolidation ..... Fr. Giavazzi 612
L'erreur de l'austérité ..... Ch. Wyplosz 615
Sommes-nous victimes d'une idéologie du déficit ? ..... J. Beunardeau 618

20. À quoi servent les économistes ?

À quoi servent les économistes ? ..... Cl. Waysand 624
Petit monde et grand monde ..... N. N. Taleb 627
Les économistes, l'éthique et la justice sociale ..... M. Aglietta 631
Economists as Priests? ..... T. Sedláček 637
Impasse, pair et manque ? ..... J. Cordoba 640
L'illusion de la maîtrise ..... Ch. Potts 642
What are economists good for? ..... M. Jadot 644
The Time when Economists Should Have Spoken Louder .... L. Heikensten 647
Japanese Economists and Deflation ..... R. Tamaki 649
Échanges 651

Débat. Introduction sur le temps du politique

..... Ch. de Boissieu, Olli Rehn 656

21. Rendre à la politique économique des perspectives de long terme

Politiques économiques : arbitrage entre court terme et long terme ..... P. Artus 668
Le FMI et le long terme ..... Ch. Lagarde 672
We're in a mess ..... A. Turner 679
L'entreprise et le long terme ..... P.-A. de Chalendar 683
About Abenomics ..... M. Itoh 686

Débat. Les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe

..... E. Fornero, P. Moscovici, J.-Cl. Trichet 690
2025 : L'Europe à nouveau le centre du monde ..... O. Pastré 698

22. Le temps des crises : une dynamique de la construction européenne

For a more integrated Europe ..... L. Boone 704
How to Unleash the Potential of the Common Currency ..... J. Weidmann 709
Euro Zone: Breakdown or Recovery ..... Y. Papantoniou 713
Instaurer le dialogue entre solidarité et responsabilité ..... D. Reynders 717
Une Europe puissance serait utile au monde ..... H. Védrine 720
L'industrie au cœur du projet européen ..... M. Lahoud 723
Échanges 725

23. Le monde face au choc des temps

Les politiques publiques face à la barrière des temps ..... J. Pisani-Ferry 730
Comment agréger les préférences temporelles ? ..... P. Lamy 737
Pourquoi le compromis franco-allemand est-il si important ? ..... G. Cromme 740
Monetary Policy in a Fragmented World ..... B. Cœuré 742
L'Afrique, une solution pour le monde nouveau ..... Y. N'Dour 752
Crise ou métamorphose ? ..... E. Orsenna 754
Advising Abenomics ..... K. Hamada 756
Échanges 759

Déclaration Finale 767

Final Statement 773

Index des auteurs 775

Avant-propos

Le temps est une pierre angulaire de l'économie. Mais c'est une variable dont l'importance a été longtemps sous-estimée. Chacun comprend que pays, cultures, domaines sont régis par des temps différents : le temps de la finance n'est pas celui de l'éducation et celui du politique n'est pas celui de l'industriel. Pour les uns les urgences s'accumulent, pour d'autres il s'agit de retrouver un horizon long, d'autres enfin, sont coincés entre le très court terme et le long terme…

À l'heure où l'économie mondiale se fait de plus en plus interdépendante, ces différents temps ne peuvent s'ignorer. Au contraire, souvent concurrents ou antagonistes, ils s'affrontent et leur choc déclenche des paralysies. Ainsi, l'objectif de ces 13e Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence était-il de réfléchir à la manière dont l'économie mondiale peut retrouver un équilibre entre les urgences et la nécessaire construction du monde de demain.

Pendant trois jours, venant de plus de 30 pays, des universitaires, des chefs d'entreprises, des représentants d'institutions internationales de premier plan ont débattu de ce Choc des temps. Pour soutenir et encadrer leur réflexion, des personnalités éclatantes d'autres disciplines, mathématiques, physique, sociologie, démographie, ont été sollicitées.

La réflexion s'est construite selon quatre grands axes :

– La définition des différents temps et des clivages qu'ils peuvent engendrer.

– Le temps des mutations et les urgences qu'elles suscitent.

– Une réflexion sur le monde de demain et les nécessaires politiques de long terme.

– Le débat sur le temps du politique, son heure, ses retards et sur la gouvernance de ces différents fuseaux horaires.

Comme d'habitude, mais peut-être de plus en plus, les intervenants – 220 cette année – nous permettent par la diversité de leur expérience et la profondeur de leur réflexion d'accéder à une véritable intelligibilité d'une situation planétaire infiniment complexe et de dessiner les contours d'un avenir collectif.

Le « Choc des temps » était l'occasion à ne pas manquer pour donner corps à un souci constant du Cercle des économistes, celui de mettre la jeunesse au cœur de sa réflexion. Il s'est agi cette année de lui donner la parole. C'est ainsi que nous avons lancé un grand concours national auprès de tous les étudiants, toutes disciplines et tous niveaux confondus autour du sujet « Inventez 2020 ».

Le concours a été un vrai succès : les travaux des étudiants ont fait surgir des idées fortes et ont permis de cerner les attentes d'une génération qui attend beaucoup de son avenir et compte contribuer à le façonner.

Les « Rencontres » ont ainsi augmenté leur éclat et leur influence en incluant dans leur cercle ces nouveaux protagonistes.

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence ont été conclues, comme toujours, par une déclaration du Cercle des économistes qui comporte douze mesures concrètes pour la France et l'Europe.

Jean-Hervé Lorenzi
Président du Cercle des économistes

Session inaugurale

Le temps de l'économie et des sociétés : accélérations, transitions, ruptures

L'économie mondiale a été frappée il y a cinq ans par la crise financière la plus dévastatrice depuis les années 30. Néanmoins l'économie mondiale a, jusqu'ici, mieux résisté que par le passé : l'industrie financière américaine ne s'est pas effondrée, la crise de la dette européenne n'a pas fait disparaître l'euro, les relations commerciales internationales n'ont pas été interrompues. Cela suffit-il pour déclarer que le pire est derrière nous ? Au cours de l'Histoire, de nombreux espoirs ont été détruits par une opacité indéchiffrable décourageant les prévisions et décisions de long terme. Aujourd'hui, où allons-nous ? Depuis 2008, avons-nous tout bonnement cherché à retarder le pire ? Sommes-nous à l'aube d'un rééquilibrage historique marqué par des ajustements difficiles à l'Ouest et un dynamisme continu pour le « Reste » ? Allons-nous enfin sortir du premier « grand cycle » de l'économie mondiale et entrer dans une nouvelle phase d'ajustements structurels (probablement douloureux) menant à un nouveau potentiel de croissance ? Autant de questions à aborder dans une perspective de long terme et dans le but de déterminer les sujets sur lesquels nous devons nous concentrer aujourd'hui pour atteindre demain la troisième option : renforcer la discipline financière, stimuler l'innovation, augmenter la flexibilité sociale tout en rendant la solidarité plus efficace, développer la coopération internationale.

Contribution du Cercle des économistes

Jacques Mistral

Témoignages

Francis Fukuyama • Étienne Klein • Lionel Zinsou

Modérateur

Nicolas Pierron

Essai sur le marché, la dynamique économique et le temps[1]

Jacques Mistral

Un récent sondage de l'institut Pew a donné une vision particulièrement sombre de l'état d'esprit des Européens (en dehors de l'Allemagne) : moins de 15% de la population considère la situation économique comme «bonne» ; dans la génération montante, plus de 75% sont inquiets. L'Europe est-elle le continent qui a peur de l'avenir? La «crise» semble en effet nous envelopper de toutes parts, c'est devenu un mot valise, on l'emploie à tout propos, au sujet des banlieues, de l'éducation, de l'autorité, de l'hôpital, sans parler de la famille ! En tant qu'économistes, nous travaillons à la saisir sous forme de concept. Même sans être spécialiste, on sait qu'il existe des explications concurrentes, ou complémentaires, mettant en jeu les excès de la finance, la sous-consommation, les délocalisations, l'épuisement du progrès technologique, le désordre des finances publiques. Autant d'explications a posteriori ; mais ce qui est troublant, c'est que, ex ante, la crise était imprévisible. Quant aux remèdes, on ne sait trop à qui se fier : certains recommandent de poursuivre dans la voie de l'austérité ; mais, quand on est au fond du trou, le bon sens suggère plutôt que l'on arrête de creuser. Pour d'autres, la règle d'or, en matière de politique macroéconomique, serait désormais d'être «non conventionnel» ; autant recommander d'accélérer par temps de brouillard. Le savoir des économistes n'est plus ce qu'il était, un savoir respecté parce qu'opérationnel, mieux, décisionnel. Oui, la crise résiste au savoir des économistes.

---

1. La préparation de ce texte doit beaucoup aux échanges que j'ai eus depuis 3 ans au sein de l'Association Paul Ricœur ; je remercie en particulier Olivier Abel et Myriam Revault d'Allonnes dont le livre, *La Crise sans fin,* m'a beaucoup apporté. Je reste naturellement seul responsable de la présente rédaction.

Sous l'angle économique, social et politique, la crise a une quadruple détermination. Il y a d'abord une réalité objective, très inégalement ressentie, celle des emplois détruits, des restos du cœur, du chômage de longue durée. Il y a en second lieu l'analyse que nous pouvons en faire, avec un succès inégal, après la mise en cause des paradigmes anciens, la «nouvelle macroéconomie classique» qui n'a jamais rien eu à dire et le modèle de marchés efficients qui a conduit au désastre. Il y a ensuite le vécu subjectif, le parcours du combattant que représente pour tant de jeunes l'entrée sur le marché du travail, le chômage de masse ou, au mieux, les mobilités aléatoires en cours de carrière, les entrepreneurs abordant les fermetures de sites avec prudence et les décisions d'investissement avec perplexité, les futurs pensionnés considérant avec inquiétude leurs retraites amputées. Il y a enfin des doutes envahissants sur la capacité des institutions et des autorités politiques à définir et à mettre en œuvre les mesures pour faire face à ces défis. La crise, on le voit, on le sait, c'est une série de discontinuités ; quelle est leur nature?

Il faut, comme pour toute chose, se référer aux données de l'espace et du temps. L'économie a un lien étroit avec l'espace : la tragédie du Rana Plaza[2] au Bangladesh a récemment rappelé à quel point nos conditions de vie étaient désormais le reflet d'une géographie mondiale. Depuis deux décennies, il n'est en effet question que de «mondialisation». La diffusion aux pays «émergents» d'un modèle de croissance que l'on avait cru réservé aux «pays avancés» est certainement le phénomène le plus frappant au tournant du XXe et du XXIe siècle. Les restructurations industrielles pèsent en effet lourdement sur les territoires ; mais la crise, à ce jour, n'est pas une crise de la mondialisation : nous ne sommes pas, comme dans les années trente, dans la spirale dépressive du protectionnisme et des dévaluations compétitives. En fait, si l'économie a bien un lien étroit avec l'espace, elle a un lien encore plus intime avec le temps. La quintessence de l'économie, c'est la croissance, c'est-à-dire la dynamique ; ce sont les anticipations, c'est-à-dire la projection dans le futur. Dans les pays dits avancés, c'est bien là qu'est la rupture. Mais d'où l'économie tire-t-elle un rapport si intime au temps?

■ Y a-t-il une accélération du temps économique?

On parle souvent de «l'accélération» du temps économique. En fait, comme le montrent l'anthropologie, l'histoire de l'Antiquité ou celle du Moyen-âge, la vie dite «économique» est restée pendant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, soigneusement insérée au sein des autres activités sociales : Polanyi[3] en a donné une démonstration inégalée. Le don, le coquillage, le port, la foire,

2. Le 24 avril 2013, le Rana Plaza, immeuble qui abritait des usines de textiles, s'effondrait sur les quelque 3 000 travailleur, faisant des centaines de victimes.
3. Karl Polanyi (1886-1964), historien de l'économie et économistes hongrois.

le bazar n'ont pas créé «l'économie de marché» telle que nous la connaissons. L'économie est restée fondée pendant de très longues périodes sur la répétition de gestes pratiquement immuables, sur la perpétuation d'un circuit, par exemple celui formalisé par les physiocrates, dont la dilatation ou la contraction étaient le produit de chocs exogènes, récoltes, guerres, épidémies ou afflux d'or : le temps de l'économie n'avait rien à voir avec celui que nous connaissons aujourd'hui. Accompagnant les Lumières et le progrès technologique, l'irruption du marché généralisé est depuis la fin du XVIIIe siècle le grand moteur de la modernité. Le marché a depuis eu ses prophètes ; il est pour Marx une force émancipatrice, il a pour Schumpeter un potentiel illimité, il véhicule selon Robbins[4] le triomphe d'une rationalité instrumentale. Et surtout, il se faufile constamment entre les limites qu'on entend lui imposer, il se démène pour échapper à l'emprise de la société, il prétend ne se mouvoir que par lui-même. Le marché est, comme l'a montré Dumont, une force auto-instituée ; serait-ce là que le bât blesse?

Le marché bouscule en permanence les cadres sociaux qui entravent son développement. En l'absence d'obstacle, il aurait pour terme naturel non seulement la généralisation à la planète entière de l'économie de marché mais également la création d'une véritable société de marché dont serait exclu tout ce qui pourrait entraver son épanouissement ; traditions, valeurs, comportements, tout doit lui être subordonné, même la personne, l'individu transformé en «entrepreneur de lui-même». Tony Judt a dressé avant sa disparition le réquisitoire émouvant de ce que «nous avons perdu» en adhérant naïvement, depuis un quart de siècle, au mythe du marché auto-régulateur. Autant dire, comme l'avait affirmé Margaret Thatcher sans ambages, qu'arrivé à ce stade il «n'y a rien qui mérite le nom de 'société'». Ce n'était pas l'énoncé d'une théorie mais l'affichage d'un programme et c'est là qu'il faut y regarder à deux fois ; car il n'y a plus rien, non plus, qui structure alors l'écoulement du temps, la matrice dans laquelle les «agents économiques» forment leurs projets et prennent leurs décisions. D'un coté, le passé est révolu, il n'a pas de valeur intrinsèque et ne fournit aucun guide pour l'action ; quant à l'avenir, nous le connaissons mal, comme le reconnaît le bon sens populaire qui a conclu de longue date que l'art de la prévision était plus qu'aléatoire. Entre les deux, il y a le présent, moment essentiellement schumpetérien, créateur et destructeur, créateur ou destructeur : en lui se cristallise, ou non, la promesse d'un avenir supérieur qui justifie les sacrifices qu'il faut bien consentir. Mais comment traverse-t-on le présent?

On en arrive ainsi à la croissance et à la crise. Conformément à une métaphore utilisée avec bonheur par exemple par Michel Aglietta, la croissance, c'est «la flèche orientée du temps». La croissance est le fruit des sacrifices consentis dans

4. Lionel Robbins (1898-1984) est un professeur d'université anglais qui joua un rôle clé au département d'économie de la London School of Economics de 1929 à 1961, date à laquelle il devient directeur du *Financial Times*.

le passé, dont on mesure ainsi le sens, et elle fait vivre dans l'attente de progrès à venir, le fameux «partage de (ses) fruits» ; entre les deux, le présent est pour chacun, étudiant, salarié, chef d'entreprise, investisseur ou ministre, le moment d'une action éclairée, posant en termes de choix rationnel les arbitrages que commande l'ensemble des opportunités, des risques et des signaux de prix ; bref, des choix directement en prise avec les réalités de l'heure, des choix qui assurent la maîtrise du temps, ou au moins en donnent l'impression. La croissance, c'est la narration communément acceptée d'un «progrès» en cours, c'est le cadre qui façonne les anticipations et les décisions décentralisées, c'est le ciment de ce que serait une société de marché d'où l'on aurait fait disparaître tout autre repère.

■ Mais soudain vient la crise

À quoi la reconnaît-on? Les choses semblent suivre leur cours : la rationalisation toujours plus poussée des méthodes de production et de distribution, la diffusion des produits à une échelle toujours plus large, l'acquisition de compétences plus pointues, l'application de recherches plus prometteuses les unes que les autres, tout cela continue et pourtant la «reprise» se dérobe ; tous ces projets désormais se juxtaposent sans que se dégage une vision de l'avenir ; le présent est plongé dans l'opacité ; l'avenir fait peur. Les sacrifices passés, ceux qui sont demandés aujourd'hui, perdent leur sens ; les acquis de l'expérience deviennent inopérants et les risques associés au futur qui s'annonce paraissent incommensurables ; le futur est indéterminé, pire, indéterminable (c'est la situation «d'incertitude radicale» que décrit Keynes) ; les «anticipations rationnelles» supposées toujours ramener l'économie à son optimum sont réduites à une fantaisie littéraire. Le «marché», incapable de trouver en lui-même les ressorts qui lui permettraient d'aller au-delà de l'équilibre statique de l'offre et de la demande, pour lequel il reste imbattable, nous aurait tout simplement trahis. La crise, c'est une situation où l'économie de marché poussée à son terme rendrait la société incapable de se projeter dans l'avenir.

Incapable d'établir un pont entre l'expérience du passé et l'anticipation de l'avenir, l'économie de marché arrivée à son apogée semble ainsi ne plus savoir quoi faire du présent. Pour rendre compte de cet état, il est utile de recourir à une autre métaphore introduite par Hannah Arendt, celle de la «brèche du temps». Le plus frappant dans cette métaphore, c'est la dualité d'interprétations qu'elle suggère. D'un côté, elle exprime bien la discontinuité, la rupture ; c'est un peu comme la fusée explosant en vol, la «flèche du temps» a quitté sa trajectoire notionnelle, tout semble perdu. Mais il y a aussi une toute autre interprétation, celle que suggère Arendt. Car la «brèche», ce sont aussi des murailles qui tombent, une colonne qui perce l'encerclement, la liberté retrouvée. Voilà ce que nous devons surtout en retenir : le monde ancien étant

arrivé à ses limites, le moment était venu de briser les contraintes de toutes natures qu'il avait tissées, financières, sociales, politiques, idéologiques ; mais lorsque la brèche est ouverte, le temps est venu de l'évasion, l'action décisive est dans les mains des évadés.

Tâchons de reprendre ce qui précède et qui a été trop brièvement énoncé. Nous nous interrogeons sur le temps de l'économie, qu'est ce qui en assure la continuité? Que faire lorsque le fil semble rompu? Hommes et femmes d'expérience réunis ici, nous savons que la mondialisation, et l'économie de marché généralisée qui la sous-tend, ont toutes les apparences d'une réalité substantielle : c'est même, comme on le résume souvent, la réalité de notre temps. Le commerce mondial, les flux de capitaux, la croissance du PNB, «c'est du solide» est-on tenté de dire. Assurément ; et pourtant, la première mondialisation, à la fin du XIXe siècle, aussi brillante que celle que nous avons traversée, a comme on le sait connu une fin tragique en débouchant sur la Première Guerre mondiale ; et la prospérité des années 20 sur la Grande Dépression. Ces comparaisons, évidemment, ne disent rien sur notre avenir, mais elles jettent le trouble. Elles invitent en tout cas à s'évader du discours strictement économique, à reconnaître que les flux et les chiffres, aussi impressionnants soient-ils, décrivent la surface de l'économie, non ses fondements. La crise actuelle nous oblige à nous réinterroger sur cette fragilité du temps économique. Une autre philosophe, après Hannah Arendt, peut nous y aider. En commentant la «brèche du temps», Myriam Revault d'Allones explique brillamment que «la pérennité du monde n'est pas de nature substantielle mais générative», réflexion qu'il est tentant de transposer ici : ce qui assure la pérennité de l'activité économique, ce n'est pas la matérialité de l'action, la division du travail, la circulation des biens et l'accumulation des richesses ; c'est la composante générative d'une histoire qui organise la géographie et le temps en rendant possible et cohérent l'enchaînement des décisions humaines.

Où en est-on, finalement, aujourd'hui? Le fil spatial, celui qui organise les approvisionnements, la répartition des productions, les restructurations, est plus fragile qu'on ne le croit souvent, mais il n'est à ce jour pas brisé ; heureusement car sa rupture nous plongerait pour sûr dans une nouvelle Grande Dépression. Le fil inter-temporel, celui qui valide les actions passées, porte les attentes et permet le projet est, dans les pays dits «avancés», sérieusement endommagé. Nous sommes dans une «brèche du temps». Cette brèche, on peut penser instinctivement qu'il faut la refermer, ramener le fleuve dans son lit, replacer la «flèche du temps» sur sa trajectoire, revenir à la croissance potentielle ; mais, et c'était notre point de départ, la crise résiste à ces formules rassurantes. Les années passent et l'horizon semble s'éloigner, l'avenir ne sera pas l'extrapolation de la croissance que nous avons connue. C'est pourquoi il faut plutôt tâcher de déceler les perspectives nouvelles qui se profilent lorsque les vieilles murailles tombent, il faut exploiter les chances d'évasion que cela nous offre. Dans les

dernières phrases de *La Démocratie en Amérique,* Tocqueville écrivait : «Je vois de grands périls qu'il est possible de conjurer… et je m'affermis de plus en plus dans cette croyance que, pour être honnêtes et prospères, il suffit encore aux nations démocratiques de le vouloir.» Il est aussi tentant d'évoquer l'appel bien connu de Roosevelt : «La seule chose dont nous devions avoir peur, c'est de la peur elle-même.» Voilà des paroles qui peuvent éclairer notre présent et poussent à l'évasion. En temps de crise, c'est vrai, le futur fait peur, il paraît temporairement confisqué ; mais, comme le démontre l'histoire, l'avenir reste disponible, il faut le vouloir. Comment redonner forme à notre avenir collectif, comment retrouver la maîtrise du temps? Bien prétentieux celui qui imaginerait détenir les réponses ; il faut s'y mettre, tous ensemble, et c'est ce but que nous avons voulu poursuivre en choisissant le Temps comme thème de ces Rencontres d'Aix-en-Provence.

Le futur existe-t-il déjà dans l'avenir ?

Étienne Klein
Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Aujourd'hui, constatant que leurs vies s'accélèrent, que leurs agendas sont saturés, qu'ils sont devenus des Cyber-Gédéon ou des Turbo-Bécassine, certains s'exclament : «le temps passe de plus en plus vite !» Comme si la dynamique du temps épousait celle de leur emploi du temps, et surtout comme si le temps pouvait se voir doter d'une vitesse et même d'une accélération. Une vitesse exprime la façon dont une certaine grandeur varie au cours du temps. Par exemple, la vitesse d'une voiture est égale à son déplacement dans l'espace rapporté à la durée de ce déplacement. Mais alors, la vitesse du temps, comment pourrait-on la définir ? Il faudrait pouvoir exprimer comment le rythme du temps varie par rapport… au rythme du temps. Cela nous conduirait à dire que le temps a une vitesse telle qu'il avance de vingt-quatre heures… toutes les vingt-quatre heures. Et nous serions bien avancés !

Le succès croissant de cette expression «le temps s'accélère» me semble être le meilleur marqueur, non pas de notre époque, mais du rapport que nous avons avec notre époque. Proclamer, simplement parce que le rythme des événements s'accroît, que c'est la vitesse même du temps qui augmente, c'est fabriquer un raccourci trompeur, un raccourci qui est même très efficacement trompeur puisqu'il déforme le rapport psychique que nous avons avec le monde et avec les autres.

▶ Des présents multiples et hétérogènes

En réalité, nous sommes moins les victimes d'une prétendue accélération du temps que de la superposition de présents multiples et hétérogènes qui sont souvent en conflit mutuel : en même temps que nous travaillons, nous regardons les écrans de nos téléphones portables, écoutons la radio

et pensons à autre chose encore… Il s'agit sans doute d'une mutation anthropologique, qui tantôt nous excite (elle crée une sensation de tourbillon existentiel), tantôt nous stresse (elle nous dépasse, et même nous ensevelit, voire nous brûle). Cette mutation est advenue si rapidement que notre cerveau, qui s'est construit très lentement, n'a pas encore pu s'adapter à une telle juxtaposition permanente de stimuli. Mais il ne faut pas oublier que dans notre société, beaucoup de gens s'ennuient à mourir. D'autres – souvent les mêmes – trouvent le temps de regarder la télévision cinq heures par jour. Tout le monde ne trépide pas.

Ce qui se passe, c'est que les temps propres des individus se désynchronisent. En relativité, la désynchronisation des horloges vient de leur mouvement relatif dans l'espace. Mais là, ce n'est pas le mouvement qui décale nos horloges individuelles. Nous sommes tous au même endroit, à peu près immobiles les uns par rapport aux autres, mais nous n'habitons pas le même présent, nous ne sommes pas vraiment ensemble, nous n'avons pas le même rapport à ce qui se passe. Notre société me semble être submergée par une entropie chrono-dispersive qui produit des effets sur l'intensité et la qualité du lien social.

Il est banal de dire que notre rapport au progrès a changé. Or, l'idée de progrès faisait aimer le temps historique, car elle était doublement « consolante ». Elle l'était d'abord parce qu'en fondant l'espoir d'une amélioration future des conditions de vie, elle rendait l'histoire humainement supportable (l'idée de progrès a d'ailleurs pour anagramme le degré d'espoir…). En faisant miroiter loin sur la ligne du temps une utopie crédible et attractive, elle faisait retrousser les manches et surtout elle donnait l'envie d'avancer ensemble. Elle était également consolante par le fait qu'elle donnait un sens aux sacrifices qu'elle imposait : au nom d'une certaine idée de l'avenir, le genre humain était sommé de travailler à un progrès dont l'individu ne ferait pas lui-même l'expérience puisqu'il n'était qu'un infime maillon de l'interminable lignée des générations. Croire au progrès, c'était en somme accepter de fabriquer du futur collectif en sacrifiant du présent personnel.

▶ Où en sommes-nous ?

Pour accepter de sacrifier du présent personnel, il faut un rattachement symbolique au monde et à son histoire. Ce rattachement fut longtemps perspectiviste. Il ne l'est plus. Nous avons perdu en profondeur temporelle. Nos rattachements sont plus horizontaux, plus fluides, plus réversibles. C'est d'ailleurs le réseau des télécommunications qui incarne le mieux ce nouveau rapport au temps : il est temporaire, individualisé, sans frontière *a priori*. Les nœuds qui le constituent ne sont que des nœuds de passage qui ne nécessitent aucune direction ni aucune finalité. Se trouvent ainsi abolies toute idée de récit et toute idée de filiation qui, jusqu'à présent,

étaient seules capables de donner du sens au collectif et au politique. En fait, le récit parvenait à vaincre l'aporie du temps en « inventant une histoire ». Le temps mondial, lui, veut la vaincre en détruisant carrément le temps historique.

Permettez-moi maintenant de conclure en physicien.

Imaginez que vous regardez par la fenêtre d'un train. Vous voyez le paysage qui défile. En réalité, le paysage ne défile pas : c'est votre mouvement – plus exactement celui du train – qui crée l'impression que vous avez que le paysage défile. Des physiciens imaginent que l'espace-temps est comme le paysage traversé par le train : il serait là, statique, sans temporalité propre. Il ne défilerait pas et c'est notre mouvement au sein de l'espace-temps qui créerait en nous l'impression que le temps passe.

Cette conception, dite de l'« univers-bloc », considère que tous les événements, qu'ils soient passés, présents et futurs, coexistent dans l'espace-temps en ayant tous la même réalité, de la même façon que les différentes villes coexistent en même temps dans l'espace : tandis que je suis à Aix-en-Provence, Paris et Brest existent tout autant, la seule différence entre ces trois villes étant que Aix-en-Provence accueille présentement ma présence, alors que ce n'est le cas ni de Paris ni de Brest. Dans ce cadre, tout ce qui a existé existe encore dans l'espace-temps et tout ce qui va exister dans le futur y existe déjà. L'espace-temps contient en somme l'intégralité de l'histoire de la réalité, que nous ne découvrons que pas à pas. C'est un peu comme pour une partition. Une partition contient l'intégralité d'une œuvre musicale : elle existe sous forme statique, mais dès que le morceau qu'elle contient est joué par un orchestre, elle se déploie temporellement au rythme des notes défilant l'une après l'autre.

▶ Contre le « présentisme »

Mais d'autres physiciens s'opposent à cette conception en défendant l'idée que seuls les événements présents sont réels. Cette façon de voir s'appelle, on s'en doute, le « présentisme ».

Le futur existe-t-il déjà dans l'avenir? Telle est en définitive la question cruciale. Demain est-il déjà quelque part à attendre qu'on finisse par le rejoindre? Ou n'existe-t-il pas du tout, du moins tant que la succession des instants présents ne sera pas parvenue jusqu'au point d'où il surgira hors du néant pour ensuite y retomber?

En attendant de pouvoir trancher ces questions, il faut bien vivre. Or, vivre implique d'accorder à l'avenir un certain statut. Mais lorsqu'on lit les journaux ou qu'on regarde la télévision, on a le sentiment que le présentisme a tout envahi : le futur s'est absenté, comme si l'urgence et « la Crise » avaient partout répudié l'avenir comme promesse.

Or il n'y a pas qu'aujourd'hui dans la vie… Alors, sans attendre que les physiciens accordent leurs violons, il faudrait concevoir une habile synthèse entre le présentisme et l'« univers-bloc », les mélanger pour donner corps à l'idée que l'avenir constitue une authentique réalité mais qu'il n'est pas complètement configuré, pas intégralement déterminé, qu'il y a encore place pour du jeu, des espaces pour la volonté, le désir, l'invention. J'observe que certains attendent Godot (le retour de la croissance pour les uns, l'effondrement pour les autres), que d'autres font joujou avec le spectre de la fin du monde, que d'autres encore se disloquent en une sorte d'immobilité trépidante. Je pense qu'il serait plus fécond de redynamiser le temps en force historique. Par exemple en faisant le pari que l'an 2050 finira bien par atterrir dans le présent et en tentant de construire, entre nous et lui, une sorte de filiation intellectuelle et affective. Cela pourrait donner un peu plus de sens à nos actions présentes, et réinjecterait un peu de néguentropie (entropie négative) aux vertus calmantes dans notre rapport collectif au présent.

Three Long-Term Shifts in Global Politics

Francis Fukuyama[5]
Stanford University

Once we get past the immediate consequences of the financial turbulence that began in the US with the bursting of the subprime bubble in 2007-8 and continued through the crisis of the euro up to the present, there will be at least three important long-term shifts in global politics.

▶ The Redistribution of Power

The first has to do with the redistribution of power on an international level. Economists of course think about this in terms of growth in the BRICS countries, all of which at the moment seem to be shifting to a lower-growth trajectory. But there is also an important strategic-political dimension to this, which centers around the rise of China as a geopolitical great power. International systems are often destabilized by the need to accommodate a new, rising power. The rise of China has justly been compared to the rise of Germany in the period from 1871 up to the outbreak of the First World War, whose anniversary we will celebrate next year. China does not have overtly expansionist aims but wants recognition as the dominant power in Asia, and is asserting these claims through fights it has picked in the years since the financial crisis with neighbors over the «Nine-Dashed Line» in the South China Sea and over the Senkaku/Diaouyutai islands. We should remember that in 1914, war resulted from miscalculations by all of the players involved. Back then, observers like Norman Angell believed that war had become impossible because the interdependence of European economies made it an irrational choice. There is a real possibility of similar kinds of conflicts in East Asia today. A slowdown in China's growth rate may well enhance rather than mitigate nationalism and international assertiveness.

5. Francis Fukuyama is a Senior Fellow at the Freeman Spogli Institute for International Studies, Stanford University.

Even if the rise of China does not lead to overt conflict, the prestige of the American and European models of democracy and economic policy has suffered huge declines over the past decade. The «China model» is not one that can be replicated in many societies outside of East Asia, but it does give comfort to many would-be authoritarians in developing countries who see it as a justification for policies they would be pursuing in any case.

▶ The Rise of the Middle-Class in Developing Countries

The second big change has to do with the rise of a middle-class in many countries that have seen economic growth over the past generation. The middle class, defined more in occupational and educational terms than by income alone, is far more politically engaged than are the poor. This is because their expectations, organizational ability, and connections with the outside world are much higher. The Arab Spring was triggered by unhappiness on the part of educated, middle-class citizens in Tunisia, Egypt, and other Arab countries, even if this social class does not look like it will inherit political power in the near term future. This year has already seen Turkey and Brazil shaken by protests on the part of middle class young people, who have objected to the corruption and unresponsiveness on the part of their democratically elected leaders. China today has perhaps 300-400 million citizens who could be considered middle class. These are the ones who are connected on Sina Weibo, who exchange information, and who are eager to complain about their government's failings. Chinese economic growth will inevitably slow over the coming decades, which will have big political implications for the middle class. It is already the case that China is producing many more university graduates –some 6-7 million a year– than its labor market can accommodate. All of this will have potentially destabilizing political effects in the coming decades.

Part of the reason why democracy, despite its difficulties, has spread in many parts of the world since the 1980s has to do with the rise of a global middle class. But the impact of this rise on democracies and non-democracies alike will not be necessarily benign.

▶ The Decline of the Middle-Class in Developed Countries

The third large change points in the opposite direction: the decline of the middle-class in many developed countries. Virtually all the rich countries have experienced significant increases in their Gini indices over the past two decades. In the United States, median wages have increased very slowly over the past generation, and a large share of the growth that has occurred has gone to people at the very top of the income distribution. But virtually all the Scandinavian countries with significantly larger welfare States have also seen their Ginis go up. The rate of increase and absolute levels of

inequality differ across OECD countries as a result of government policies, but the generality of this phenomenon is striking. There are two broad forces producing this result, globalization and technological change. The two are related, since it is decreasing transport and communications costs that have made globalization possible.

The political consequences of these changes have actually been much smaller than one would expect. Given that the financial crises in both the US and Europe were brought on by economic elites, many of whom profited from the turbulence, one would expect a broad mobilization of left-wing populism. Instead, much of the populism has been on the right, in the form of the Tea Party in the US, and various right-wing anti-immigrant or anti-EU groups in Europe. Part of the reason for this outcome has to do with the striking lack of a coherent left-wing program to deal with the problem. Part of the Left would like to go back to the old formulas of increased redistribution and protection of trade union interests. But there is also recognition that these sorts of policies are not sustainable in today's globally competitive world, and in any case do not address the underlying problem of technological change. This produces wavering policies most perfectly exemplified by François Hollande; but it is not clear who else has articulated a more coherent agenda. Solving the problem of a declining rich-world middle-class will be one of the central political challenges facing modern democracies in the future.

Gouverner la croissance africaine

Lionel Zinsou
PAI Partners

En général, lorsque je monte dans le TGV ou l'avion en partant de Paris, je suis un financier français. Quand j'arrive à Aix, je suis l'Africain de service. Je vais donc faire l'Africain : c'est bien de le faire une fois par an !

L'Afrique est en train de vivre quelque chose que les Rencontres d'Aix-en-Provence ont prophétisé pendant des années, un peu dans le désert : la croissance. Quelque chose qui ressemble même à un vrai développement et un développement soutenable.

Le rythme autonome de la croissance africaine

L'Afrique et l'Europe ont des présents très différents. Le présent de l'Europe ressemble à ce qu'en disait Paul Valéry en 1931 dans la préface de *Regards sur le monde actuel* : « Le temps du monde fini commence. » L'Afrique vit quelque chose de tout à fait différent : maintenant que notre croissance est débloquée et soutenue, nous avons l'impression étrange d'un monde infini. Le gouverner et le réguler ne va pas être simple. Entre 1931 et nos jours, la régulation du monde fini a tout de même nécessité une Guerre mondiale, un peu de Guerre froide, quelques crises, la chute du communisme. Pour un monde infini, on a pas mal de travail à donner aux jeunes gens africains.

L'Afrique a débloqué sa croissance tardivement. Au fond, l'Afrique a besoin que l'Europe la dérange le moins possible. Lors des Rencontres d'Aix de 2007, on m'avait posé une question émouvante : « Que pourrait-on faire pour vous autres, pays pauvres? » J'avais répondu : « Vous pourriez ne pas nous déranger. Car en fait, on sait faire plus de croissance que vous. On ne va donc pas vous demander de modèles. Mais vous êtes capables de nous faire une crise financière assez sérieuse. 1987, 1997 : chaque fois que

vous entrez en crise financière, c'est la même chose : il faut toujours qu'une banque fasse faillite. Cette fois-ci, essayez de faire en sorte que Lehman ne fasse pas faillite. » Quinze mois plus tard Lehman a fait faillite et vous nous avez sérieusement dérangés : l'Afrique n'a fait, en 2009, que 2,8% de croissance.

Mais le monde était en récession, et ce qu'il y a de bien avec la chute récente de la croissance en zone euro (négative au deuxième semestre 2011) est que la croissance en Afrique s'en est trouvée accélérée. Depuis que la croissance en Europe a décéléré, le présent de l'Afrique s'est accéléré. Le Fonds Monétaire International suggère que l'on va passer de 5 à 6% de croissance en 2013. Il nous arrive quelque chose d'absolument formidable : notre présent est décorrélé du vôtre – et c'est un mérite, car l'Europe représente encore 45% des échanges de l'Afrique.

Vous nous regardez encore comme si vous aviez la possibilité d'embarrasser notre présent. Mais cette possibilité est perdue. Songez à la richesse qui s'est créée en Afrique en dix ans. Demandez-vous si l'Europe, dont les exportations vers l'Afrique stagnent (en France, elles régressent légèrement), a pris part à cette croissance africaine. Bref : depuis quinze ans, la croissance africaine est débloquée.

▶ L'Afrique, terre d'opportunités

On n'y a pas cru d'abord ; puis on a cru que ça ne serait pas durable ; puis qu'on se trompait dans les chiffres. On nous a dit qu'ils étaient sous-estimés, que la comptabilité nationale n'arrivait pas à suivre la mesure de la croissance.

Tout ce qui était goulot d'étranglement dans mon enfance et mon adolescence est devenu opportunité d'investissement. C'est un retournement incroyable. C'est une des raisons pour lesquelles, dans tous les sondages, l'Afrique est invariablement (avec le Moyen-Orient) le continent le plus optimiste. Nous sommes optimistes parce que nous ne pouvons pas aller plus mal. Nous partons de loin.

Tous les goulots d'étranglement sont devenus, en une génération, des secteurs porteurs. Par exemple, il est commun de dire que l'Afrique n'a pas d'infrastructures et que c'est là un goulot d'étranglement à son développement. Oui, c'est vrai ; mais il est vrai aussi que c'est une opportunité considérable d'avoir à les créer. Et pour les financer, alors qu'il n'existait il y a vingt ans que cinq marchés financiers en Afrique, on en a créé vingt-deux. On a créé un marché obligataire. Tout d'un coup, on a bancarisé l'Afrique. Aucun autre continent n'a fait l'expérience d'une telle vitesse de bancarisation, c'est sans précédent dans l'histoire.

Dès lors, nous allons pouvoir financer les infrastructures. Au sein d'un

groupe de travail du G20, j'ai été chargé, avec Tidjane Thiam, de trouver des moyens innovants pour financer les infrastructures dans les pays en développement. Je ne crois pas qu'on les ait trouvés, mais ce n'est pas grave car les pays africains vont autofinancer leurs infrastructures. Nous avions des problèmes de sous-nutrition ; nous avons des gains de progrès, en matière agricole, qui là aussi n'ont pas de précédent historique.

Que nous arrive-t-il? Tous les stocks d'innovation, développés pendant des millénaires, sont maintenant mobilisés et utilisés par la génération qui est en ce moment aux affaires en Afrique. Cela veut dire des taux de croissance élevés et soutenables de façon tout à fait exceptionnelle. Cela veut dire Trente Glorieuses. On commence à en avoir conscience.

▶ Le problème des jeunes générations

Nous avons quelques limites. Gouverner une croissance potentielle infinie est compliqué, parce qu'il y a des temporalités différentes. Par exemple, nous avons un problème avec les jeunes. Tout ce que nous sommes en train de faire, tous ces goulots d'étranglement que nous sommes en train de lever – notamment la construction des infrastructures et le développement de l'agriculture afin de nourrir la population africaine qui va doubler dans les années à venir – tout cela est très intensif en capital mais malheureusement très peu en emplois. Nous n'avons pas de place pour nos jeunes. Or, la transition démographique ne se fait pas partout. Elle se fait un peu en Afrique du Nord ; mais au Bénin, où la croissance est de 5% par an depuis quinze ans, le taux de fécondité est encore de cinq enfants par femme. À vue humaine, ce taux ne va pas baisser. Notre transition démographique va être beaucoup plus lente que l'inclusion de toutes nos innovations. Nous ne savons pas quoi faire de nos jeunes. À Cotonou, un étudiant diplômé d'une maîtrise de physique devient chauffeur de mobylette-taxi. C'est son avenir. Il entre dans le secteur informel car, du nord au sud, de l'est à l'ouest, l'Afrique ne sait pas lui offrir un emploi salarié.

L'Afrique a donc un enjeu démographique. Nous sommes en surchauffe démographique et notre démographie ne va pas évoluer à la même vitesse qu'en Europe. Nous allons donc avoir un problème de jeunes de mieux en mieux formés... et sans débouchés.

Les classes moyennes sont heureuses en Afrique. Un praticien hospitalier, par exemple, gagne dix fois moins à Cotonou qu'à Aix-en-Provence ; mais sa servante gagne dix fois moins que lui, tandis que le praticien hospitalier d'Aix-en-Provence peut tout au plus se payer quelques heures de femme de ménage. Le problème des classes moyennes françaises est que l'égalisation a fait qu'il faut remonter à 1870 pour trouver le moment où un médecin gagnait dix fois plus que sa servante. Aujourd'hui, il gagne 20% de plus que

sa femme de ménage. En Afrique, nous sommes donc dans une situation où les classes moyennes vivent des inégalités. Elles se trouvent heureuses d'être un peu plus riches dans un pays pauvre : c'est plus facile. Elles sont les acteurs de l'histoire.

Le problème est que nous ne savons pas insérer nos jeunes et que ces jeunes vieillissent. Notre temporalité démographique est complètement déconnectée. Être un jeune sans emploi à la sortie de sa maîtrise de physique à Cotonou, c'est une chose. Trente ans plus tard, n'être toujours pas inséré provoque des situations complètement nouvelles politiquement.

Les sociétés africaines ne sont pas inclusives et nous allons devoir passer toute une génération à déterminer comment inclure une temporalité sociale dans une vitesse économique qui va aller s'accélérant.

Échanges

Hugo de Gentile, *lauréat du concours «Inventez 2020»*

Il me semble que l'on passe d'une organisation pyramidale de notre société à une organisation plus cérébrale, notamment grâce aux nouvelles technologies et à Internet. Considérer notre organisation comme cérébrale, comme une conscience en elle-même, ne serait-il pas le moyen de retrouver une visibilité sur le futur et de comprendre les évolutions par lesquelles passent nos sociétés?

Étienne Klein

Je ne suis déjà pas compétent en économie et voilà qu'on m'interroge sur les neurosciences !

Y a-t-il une conscience planétaire, c'est-à-dire le sentiment de participer, sur la terre, quelles que soient les sociétés ou les cultures, à la même aventure? J'en doute. Je pense que nous sommes psychiquement décorrélés, c'est-à-dire que notre rapport au futur est très différent d'une société à l'autre, même si un peu partout on prend conscience qu'il n'y a qu'une seule planète, que nous n'arriverons pas à la quitter et qu'il faut changer nos relations avec l'environnement.

Je voyage beaucoup et suis frappé par la différence que l'on observe entre les sociétés, y compris post-modernes, dans le rapport à l'avenir. La France, par exemple, est une singularité en Europe. Il y a un phénomène de dépression nerveuse chez nous qui ne se voit pas en Allemagne, en tout cas pas encore. Est-ce parce que nous sommes plus lucides? Ou bien sommes-nous plus dépressifs par essence?

Voilà de quoi réactiver le lien franco-allemand !

Francis Fukuyama

One thing that is clearly happening around the world, which I do think is related to the rise of this global middle-class, is that all the pyramidal authority structures that were centralized and top down are turning into networks in which there is no clearly defined centre of authority. That is a good result in

many ways because centralized authority is the source of tyranny and lack of individual freedom, etc. However, the question is whether we can actually survive the loss of the ability that pyramidal authority structures have of actually coming to decisions.

A colleague of mine in the United States, Moises Naim, recently wrote a book entitled The End of Power. *It is an interesting idea that power requires a certain degree of centralization and hierarchy and if you live in a world that simply consists of networks and amorphous network structures, the question is whether you can actually achieve consensus, make decisions and work together as societies in the way that the old structures did. That is a question I do not have an answer to.*

Jacques Mistral

Je voudrais revenir sur un point mentionné à la fois par Étienne Klein et Francis Fukuyama et d'où se dégage un certain scepticisme : l'avenir de la planète. « Conscience planétaire? Je ne la vois pas » a dit Étienne – et c'est assez exact. « Référence temporelle? 1914 » a dit Francis Fukuyama. La conjugaison de ces deux éléments est un peu inquiétante. Je pense qu'ils ne décrivent pas la réalité.

Il y a davantage d'éléments positifs dans le fonctionnement actuel de l'économie internationale qu'il n'y en a eu dans le passé – en tout cas par rapport à la fin du XIXe siècle et aux années terribles qui ont préparé 1914. Il n'est pas besoin d'une conscience planétaire pour découvrir qu'il y a des intérêts communs, partagés. Il faut là aussi chercher à déceler ce qui est plutôt positif et qui écarte la vision d'une Chine menaçante dans les mers du Sud parce qu'elle veut retrouver sa grandeur passée.

Il est possible, y compris à l'échelle planétaire, de trouver des raisons d'espérer et de construire un horizon jusqu'en 2020 dans lequel l'avenir des jeunes trouve sa place.

1.

Cultures et rapport au temps

Le mal, écrivait Henri Michaux, «c'est le rythme des autres». Chaque culture a un rapport propre au temps. Faut-il considérer que la coordination, dont l'économie est la science, requiert aujourd'hui une harmonisation des rythmes et du rapport que les agents économiques entretiennent avec le temps ? Qu'il s'agisse du monde de l'industrie ou de celui de la finance, les mentalités et les langages, dans leur rapport très variable aux temps longs comme aux temps de plus en plus courts de la décision, doivent nécessairement s'ajuster. On pourra opposer aux temps longs de la nature l'accélération toujours plus forte caractéristique de nos temps modernes. Cette session s'interrogera notamment sur les caractéristiques des évolutions culturelles du capitalisme dans ses différentes phases et des mentalités qui lui sont les plus propices ou qui en modifient les contours.

Contribution du Cercle des économistes
Françoise Benhamou

Témoignages
Hubert Bazin • Jean-Louis Beffa • Gilles Finchelstein • Renato Flores
Achille Mbembé • Jean-Christophe Iseux von Pfetten

Modérateur
Vincent Lemerre

Temps et cultures

Françoise Benhamou

Évoquer les rapports entre temps et culture est une gageure, surtout si l'on s'accorde à penser la culture sous ses deux registres : en son sens étroit (activités culturelles) et en son sens anthropologique (modes de vie et de pensée, langues, structures de la parenté, urbanité ou ruralité, etc.). Quatre remarques méritent d'être formulées.

1. Avant et après l'imprimerie

Si l'on s'en tient au sens étroit de la culture, c'est sans doute le domaine du livre qui peut le mieux nous éclairer. Avant l'imprimerie, au milieu de la décennie 1450, seule la copie à la main permettait la reproduction d'un livre. L'imprimerie induit le raccourcissement du temps de reproduction du texte et la baisse des coûts. L'histoire du livre peut ainsi être lue sous l'angle de ses innovations technologiques successives, jusqu'au livre numérique, et se traduit par la multiplication du nombre des titres et l'accélération des échanges, même si des barrières culturelles et linguistiques s'interposent dans ce mouvement pour en limiter le caractère inéluctable.

Pourtant certains pans des activités culturelles, tel le spectacle vivant, sont rétifs au raccourcissement des processus de production. William Baumol[1] montre qu'à la différence des biens industriels ordinaires, le spectacle vivant doit assumer des coûts du travail qu'il est impossible de comprimer : le service acheté est celui de l'artiste sur la scène, qu'aucune machine ne saurait remplacer. Tandis que dans la plupart des activités économiques, il est possible

1. Baumol W. et Bowen W. *Performing Arts. The Economic Dilemma,* Cambridge, Mass., MIT Press, 1966.

de réduire les coûts par la substitution progressive de la machine à l'homme, nul ne peut raisonnablement envisager de remplacer un musicien par de la musique enregistrée[2]...

D'un côté, la technologie et les pratiques induites transforment le livre au fil du temps, tandis que de l'autre côté le caractère incompressible du travail confère une forme de permanence au spectacle vivant. Mais dans les deux cas, le temps de la consommation n'est pas fondamentalement transformé. Le raccourcissement des processus de création et de production n'affecte que dans une faible mesure l'amont (l'écriture) et l'aval (la lecture, le spectacle). En revanche, toutes les pratiques culturelles sont sujettes à des effets de fragmentation.

2. Il faut relever d'autres sources de permanence

Le droit d'auteur, au sens du droit patrimonial, c'est-à-dire du monopole de commercialisation de l'œuvre conféré à l'auteur et à ses ayants droit, est borné dans le temps. Mais l'autre volet du droit d'auteur, le droit moral, est imprescriptible. Avec le droit moral, on dénie le rôle du temps, qui, en s'écoulant, permettrait que l'œuvre se détache de l'emprise des héritiers de l'auteur.

3. Un rapport culturel avec le temps

Si l'on entend le terme culture en son sens anthropologique : modes de vie et de pensée, langues, structures de la parenté, culture urbaine ou rurale, etc., le rapport qu'une culture entretient avec le temps est tributaire des lieux où elle s'inscrit : ville ou campagne, contexte industriel ou artisanal, etc. Il se traduit dans les relations contractuelles et de coordination : le temps de la négociation en Inde ou en Chine peut apparaître lent et fait de détours aux yeux d'agents économiques occidentaux.

Plus généralement, la perception du temps et les horizons temporels dépendent de la culture. On est passé de sociétés simples où la conscience du temps demeure «occasionnelle», à des sociétés complexes où la perception du temps et l'urgence deviennent prégnantes[3]. Les horizons temporels peuvent alors se superposer : le temps de la vie quotidienne, celui du cycle de vie, celui de l'époque.[4]

---

2. Si les rémunérations tendent en moyenne à s'aligner sur celles du reste de l'économie, s'ensuit une crise structurelle du spectacle vivant. La croissance des prix d'entrée doit compenser le niveau relativement élevé des coûts de production. Et la demande, bien que peu sensible à la croissance des prix, finit par s'essouffler. Baumol conclut au besoin de financements externes, mécénat, fonds publics, prélevés auprès des secteurs modernes [Baumol W. et Bowen W. *Performing Arts. The Economic Dilemma,* Cambridge, Mass., MIT Press, 1966].

3. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps,* Paris, La Découverte, 2010 [2005, Suhrkamp Verlag].

4. Source id.

Le temps est une donnée objective et une catégorie culturelle. Les séquences de la vie sont déterminées de façon exogène par les exigences de la société (horaires d'ouverture, temps des repas, durée de la journée de travail) et par des habitudes sociales (temps passé devant un écran, temps dit de loisir) ; le rapport au temps varie avec l'évolution des savoirs et des modes de vie. Il faut relire les pages que l'historien Jacques Le Goff[5] a consacrées au rythme des jours au Moyen Âge, calqué sur celui du soleil, avec une séparation très nette des activités en fonction du moment. La période contemporaine est marquée par l'accélération[6] des activités, leur éventuelle superposition (hybridation entre temps de travail et temps de loisir). Par son effet globalisant, Internet pousse à la synchronisation généralisée ; mais dans le même temps se produit une désynchronisation, à travers notamment l'accentuation des inégalités à l'intérieur des sociétés[7], y compris sur le terrain culturel.

4. Accélération, échanges culturels et mondialisation

L'accélération contemporaine est ainsi celle des échanges culturels affectés par la mondialisation. La réduction des différences culturelles en procède, elle donne naissance à un goût mondialisé ; mais se recréent de nouvelles différences[8]. Chez Fernand Braudel les crises constituent le moment de la disparition d'une « économie-monde » et de la naissance d'une autre[9].

Les crises peuvent conduire à l'effondrement des sociétés, dont même le langage – condensé de normes et de valeurs – est susceptible de disparaître. « Le passé est pour nous une riche banque de données dans laquelle nous pouvons puiser pour nous instruire, si nous voulons aller de l'avant », écrit Jared Diamond dans son livre *Effondrement*[10]. L'auteur met en évidence la destruction des habitats naturels et la démographie comme facteurs majeurs (avec d'autres) de cet effondrement. Or démographie et culture ont partie liée. La fécondité des femmes est corrélée à leur niveau d'instruction. Elle varie entre villes et campagnes, selon la tolérance culturelle et religieuse vis-à-vis de la contraception. Les temps de la vie diffèrent selon les cultures : âge de la jeunesse, notion d'enfance et d'adolescence, solidarités familiales se définissent différemment dans le temps et dans l'espace, contribuant à dessiner des modèles socio-économiques contrastés. Un des enjeux de la crise contemporaine réside dans la perception sociale de ces différents âges et des responsabilités collectives qui s'y attachent.

5. Le Goff J., *Pour un autre Moyen Âge : Temps, travail et culture en Occident :* 18 essais, Paris, Gallimard, 1991.
6. Gilles Finchelstein, *La Dictature de l'urgence,* Paris, Fayard, 2011.
7. Bourguignon F., *La Mondialisation de l'inégalité,* Paris, Le Seuil, 2012.
8. Cowen T., *Creative Destruction. How Globalization is Changing the World's Cultures,* Princeton University Press, 2002.
9. Braudel F., *La Dynamique du capitalisme,* Paris, Flammarion (Champs), 2008.
10. Diamond J., *Collapse. How Societies Chose to Fail or Succeed,* Viking Penguin, 2005 [trad. Gallimard, 2006, p. 15].

The Flaws of Uniform Rethoric

Renato Flores
Getulio Vargas Foundation

I consider the UNESCO Convention on the Diversity of Cultural Expressions a major international treaty and I want to explore a broader view of it, in which culture and diversity are, if not the only one, a major solution for many problems we face in our times. I will give three examples and end with a challenge. The common theme among all the examples is that only culture can be the counterweight to silly and blind unifying trends imposed by the globalized times we are living in.

▶ The environmental debate

My first example has to do with environmental debate. Climate change is a common world problem, and so we must have a common policy to address it using a set of common targets and indicators. This is a false conclusion, a *non sequitur*. Without engaging in a finger-pointing discussion to try to uncover past mistakes, the situation is that countries such as the fuel-consuming US society cannot have the same targets as imposed on Brazil or other countries. Global scientific conclusions and objectives must be adapted to different regional cultures and needs.

This debate luckily is already taking place in preparation for the new Millennium Development Goals to be set forward in 2015. The emerging economies' first proposal, coordinated by the Honorable President of Indonesia, is trying to add differentiated objectives within a common goal.

▶ Development and growth paths

My second example has to do with development and growth paths. Nowadays, quite a few European economies, and perhaps others may join

them, face the rigors and suffering of adjustment programs under the promise of maintaining membership of an ill-conceived monetary union. The culture of economic policy uniformity as practiced in adjustment programs and as has been applied for several decades on the whole business of development aid is sold as a scientific truth above political and cultural considerations.

This does not take into account the diversity of community arrangements and tensions and imposes patterns that have resulted in sheer failure for more than half of the time. Nowadays, many African countries are trying to apply policies that do not take cultural realities into account. For instance, the Honorable President of Bolivia Evo Morales is achieving harmony amongst dozens of different tribes, something that had never been attempted before. One cannot impose a blunt economic solution. This is difficult and not without error, but it must be followed. Considering this issue would be of value to several EU countries.

▶ What about democracy?

My third example, which is perhaps the most provocative, has to do with democracy. We want uniform rhetoric on democracy and democratic values. This approach, despite its importance and interest, has serious flaws. First of all, it does not take into account several existing forms of democracy, ranging from the Greek model, in which women were excluded and it was restricted to an elite of citizens, to the French revolution models, perhaps better framed by Robespierre, and both US models from the founding fathers and the modern US model. I have not mentioned other options like the German model with social market *Wissenschaft* and many others. These are forms inherent to specific evolutions and cultures. To impose one of these models on modern day China for instance, reveals a brutal lack of sensibility. I wonder in whose interest would be a fast adoption of, let us say, a US democracy format in China? The result would probably be chaos and cause great damage to nationals and foreign nations. Without denying the intellectual interest in trying to extract common features from the experiences of most Western democracies, I would ask for a very moderate application of this exercise, always tempered by cultural and historical evidence. The goal, I am afraid, is not exactly democracy, but a better life coupled with freedom of expression.

▶ Challenge and reward

I conclude with a challenge. This challenge becomes more relevant if I myself address a criticism that may be raised against my previous examples. It may be said that they lead to a state of general or too much relativity that would impair effective progress in the attainment of major goals. To a certain extent, yes, that is true. The introduction of the cultural dimension

makes things more complex and may create other kinds of stalemates, but this is the price to be paid for becoming more realistic and attentive to the different and relevant characteristics of the stakeholders.

The reward is that compromises will be more robust, sustainable and easier to enforce. My answer also bears the challenge: in these times, are we able to incorporate cultural reasoning in our international negotiations and public policy decisions taken oftentimes in a state of dire urgency? As I ended my presentation here in Aix-en-Provence two years ago, this change of attitude will only be possible if we open ourselves to serious consideration of innovation everywhere.

Produire de la durée dans le temps accéléré du capitalisme

Achille Mbembé
Université de Witwatersrand, Johannesbourg

Je vis entre plusieurs mondes. Je passe une partie de ma vie aux États-Unis et l'autre en Afrique du Sud, où depuis plusieurs semaines, nous faisons l'expérience du «temps au ralenti», suspendus au bulletin de santé de Nelson Mandela. Dans un tel contexte, le temps a manifestement un nom, un visage, un corps qui bientôt reviendra à la poussière. Tel est peut-être, au fond, le problème du temps qui arrive à sa fin, lorsque l'un de ses supports premiers, le corps humain, cesse d'en être la signature. Je crois que cette expérience vécue autorise de parler de l'accélération ou du ralentissement du temps. Il y a des moments de la vie d'un pays ou d'un corps politique donné au cours desquels on vit le temps en accéléré, en suspension. On a alors l'impression que quelque chose est arrivé à son terme ; ou alors quelque chose de nouveau est en germe, qui va naître, même si, par la suite, les choses en vont autrement.

▶ Capitalisme et chronophagie

L'une des caractéristiques des sociétés contemporaines, qu'il s'agisse des sociétés du nord ou du sud, est qu'elles sont plus ou moins régulées. L'on a beau parler de l'âge de la dérégulation, celle-ci a besoin de régulation pour exister et pour être opératoire. Régulation et dérégulation indiquent une chose : nos sociétés sont dominées par une multiplicité de régimes-temps qui gouvernent secrètement nos vies.

Ces régimes-temps ne sont pas les mêmes partout ni ne produisent

11. Ce texte a été prononcé en juillet 2013 alors que Nelson Mandela était hospitalisé.

partout les mêmes effets. Ils ont, cependant, deux choses en commun :

– ils sont producteurs de normes, de contraintes mais aussi d'affect et de sensibilité ;

– ils sont régis par les impératifs systémiques d'un méta régime-temps, celui du capitalisme auquel n'échappe plus aucune culture, aucune société, aucune région du monde.

Ce méta régime-temps qu'est le capitalisme tient sa force et son pouvoir d'au moins deux facteurs :

– il n'a pas de dehors, puisque plus rien ni personne ne lui échappe ;

– c'est un régime dont le propre est de disperser, voire de dévorer le temps. C'est ce que certains ont appelé la «logique de l'accélération sociale», que je qualifierais plutôt de «chronophagie».

Quand on parle de l'accélération du rythme et de la vitesse de la vie sociale, c'est cette consommation du temps qu'on a à l'esprit, en tant que la consommation illimitée du temps nous oblige à poser à nouveau la question de la culture, de la mémoire et du travail, voire de la démocratie.

▶ La culture dans le temps accéléré

La consommation illimitée du temps nous oblige à poser à nouveau la question de la culture parce que, de même que le temps n'existe que parce que vécu et raconté, il n'y a pas de culture sans récit – et donc qui n'aspirent point à s'inscrire dans la durée. Ce qui différencie les cultures humaines, ce ne sont pas tant les coutumes, les langues, les religions ou les formes du droit propres à chacune d'elles que leur manière de fabriquer du récit et, ce faisant, de mettre en sens ce qu'elles font et de s'inscrire dans la durée.

Il nous faut donc revenir à cette question de la mise en récit et en sens si nous voulons comprendre les évolutions culturelles du capitalisme dans le monde contemporain. Car lorsque nous disons que nous traversons une crise, qu'affecte cette crise sinon les manières de faire et davantage encore les modalités de la mise en sens, notre capacité à imaginer une société qui serait modelée au-delà de la réalité économique ?

Fabriquer du récit et fabriquer du sens, voilà ce qu'il faut comprendre par «culture». Pour qu'il y ait culture, il faut nécessairement fabriquer du récit. Or, sur quoi porte ce récit sinon sur la durée ? Ce que s'efforce de raconter toute culture, c'est à la fois le sens et la durée. C'est autour de cette double question du sens et de la durée que se nouent les rapports entre la culture et le temps. Car le travail du temps, comme celui de la culture, est de produire sinon la durée, du moins le désir de durée. C'est-à-dire non point la répétition mais une différence inappropriable et par conséquent, disponible pour tous. C'est cette possibilité de susciter le désir de durée, de produire la durée, cette différence inappropriable parce que disponible pour tous qui est en crise aujourd'hui.

La crise de la durée

Ce qui caractérise le capitalisme dans sa phase actuelle, c'est la destruction des conditions de production d'un désir de durée. De plus, dans bien des pays et pas seulement du sud, nous assistons à des mutations fondamentales des rapports entre le travail et le temps. Nombreux sont ceux qui, dans une ville comme Johannesburg où j'habite, ont beaucoup de temps. Leur problème est de transformer ce temps en valeur, en travail. Alors qu'ailleurs la préoccupation chez beaucoup est de transformer le temps en loisirs, chez nous la question est de savoir comment transformer l'abondance de temps en travail. D'où toutes ces questions autour de l'économie informelle et de la création de valeur, qui sont également propres à la crise de la durée.

Ce sont ces tensions et contradictions qu'il nous faudra par conséquent affronter si nous devons créer un autre monde dans lequel le futur est ouvert à tous.

Systèmes de valeurs : la différence chinoise

Jean-Louis Beffa
Saint-Gobain

L'art de vivre français est un atout

Je dirai un mot rapide sur une situation française dans le rapport à la culture. Le véritable et de loin le plus fort avantage compétitif de notre pays dans sa situation difficile reste l'art de vivre, c'est-à-dire :

– la façon dont la France, bien mieux que tout autre pays, maintient ses sites. Comparez par exemple l'état de la Bretagne et celui des côtes espagnoles ou italiennes ;

– la culture : cinq opéras à Paris. Cela n'existe nulle part ailleurs dans le monde. Les théâtres également, les festivals dans pratiquement chaque village l'été ;

– le bien-manger, qui est tout autant la gastronomie française à son plus haut niveau que la façon dont on déjeune dans un restaurant.

Cela a une double conséquence :

– Si nous « marchandisons » l'art de vivre français, nous avons la meilleure chance de gagner. Songeons à tout ce que nous pourrions faire si nous nous tournions vers les clients du futur, notamment les clients asiatiques de plus en plus fortunés.

Il y a un lien très étroit entre l'art de vivre et la propension des Français, tant par leur goût de la retraite que leur désir de ne pas trop travailler, à profiter de cet art de vivre. Si vous étiez dans d'autres pays, par exemple en Chine, vous utiliseriez votre temps libre – que d'ailleurs vous n'auriez pas – certainement moins bien qu'en France.

L'art de vivre joue un rôle de modérateur face à la crise. Même si les Français ont moins d'argent, ils ont quand même la chance encore de vivre dans un contexte exceptionnel.

Je voudrais maintenant parler de mon expérience en tant que Chairman de Lazard en Asie et particulièrement en Chine.

Deux idées, qu'on a parfois de la peine à faire comprendre en France dans certains milieux, me semblent extrêmement importantes pour analyser la compétitivité des entreprises chinoises.

▶ La culture économique chinoise

Première idée, l'importance vivace des valeurs du confucianisme dans le fonctionnement de la société et des entreprises. Résumé sommairement, le confucianisme implique, premièrement qu'on soit discipliné, qu'on obéisse au chef et qu'on le respecte ; deuxièmement que le chef ait le devoir fantastique de respecter ceux sur lesquels il a autorité et de travailler pour leur bien.

Nous sommes aussi loin de la vision marxiste du fonctionnement d'une entreprise que de la façon démocratique de fonctionnement d'une société. Je crois que ceci est un élément fondamental.

Qu'est-ce qui peut menacer cette structuration et ces valeurs ? Je suis frappé de voir qu'en Chine, les toutes nouvelles générations, celles qu'on appelle les générations des enfants uniques, adhèrent moins à ces valeurs. Cela trouvera-t-il une expression d'ordre économique ? Je le pense, dans la mesure où je crois que la Chine va se structurer à la fois comme une économie de style privé, centrée sur un modèle imité des Américains – c'est-à-dire sur le modèle des start-up principalement, avec tout ce que cela amène de dynamisme innovateur, de liberté, de souplesse, bref de nouvelles valeurs qui deviendront peut-être celles de la plus jeune génération chinoise – que le gouvernement laissera se développer tout en l'encadrant et à la fois comme une économie fondée sur les valeurs confucéennes qui seront encore incarnées parce que les sociétés d'État demeurent la force de frappe fondamentale de la Chine.

Il est rare de voir ces deux aspects réunis dans un pays et ce sera intéressant d'avoir une Chine à économie hybride, capable de combiner une imitation par la jeune génération, de modèles de type américain, et le modèle économique fondamental qui a porté la Chine, celui de société d'État avec son corollaire, c'est-à-dire un parti communiste un peu à l'écoute mais ne cédant pas à la mise en place d'un système démocratique qui entraînerait le chaos.

▶ Le système méritocratique chinois

Deuxième idée : j'adhère tout à fait aux remarques que développe le Professeur Aglietta dans son livre *La Voie chinoise*[12]: historiquement, la

12. M. Aglietta et Guo Bai, *La Voie chinoise, capitalisme et empire,* ed. Odile Jacob, 2012.

Chine n'a pas eu d'aristocratie. Ce n'était pas parce qu'on appartenait à telle famille qu'on entourait le pouvoir du roi, du prince ou de l'empereur. La Chine a eu une méritocratie. Même si, de la même façon qu'en France, on a plus de chance d'être polytechnicien quand on est fils de polytechnicien, un fils de mandarin avait plus de chance de réussir, ce n'était pas le modèle fondamental. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu de classe bourgeoise en Chine, ni la structuration du capitalisme occidental.

Le devenir de ce fonctionnement méritocratique est la clef de l'équilibre chinois – ou d'un énorme problème. La Chine va-t-elle garder un modèle méritocratique, incarné par exemple par le maire de Canton qui vient d'être nommé vice-premier ministre, ou va-t-elle tomber sous le régime néo-aristocratique des «princelings», c'est-à-dire des héritiers des compagnons de Mao ?

Si la Chine continue un modèle de type méritocratique, le système a beaucoup de chances de durer. Si la Chine ne sait pas se réformer et bascule vers un modèle de «princelings» néo-aristocratique, le pays subira les mêmes conséquences que la Révolution française : les révoltes mettront le système chinois en péril.

Confucianisme et méritocratie : voilà les traits fondamentaux de différentiation de l'économie chinoise. Les valeurs de démocratie, pas plus que les autres, ne sont universelles. Nous allons vivre dans un monde de multiples valeurs. Il va bien falloir nous y préparer et abandonner l'idée que nos valeurs à nous, en Occident, sont éternelles.

Monochronic *vs* Polychronic Cultures

Jean-Christophe Iseux von Pfetten
Royal Institute of East-West Strategic Studies

To comment on what Jean-Louis Beffa has just said, I believe that meritocracy will continue in China for a long time because you have a counter power called the People's Liberation Army. This exceptional army recruits all its officers directly at the base. They go around the countryside and the villages and they pick and choose people and bring them to the top.

I would like to give my feelings towards your question about the perception of time. My institute in Oxford deals with the relationship between East and West. Two years ago we organised leaders of the Roman Curia, number three of the Vatican with members of the People's Liberation Army. It was a very good example of this clash between Western culture and Eastern culture in terms of perception of time. I could define it as the clash between monochronic and polychronic cultures.

This is a bit of an oversimplification, but for our purpose, I suppose it will be good enough. Monochronic is a linear system of sequence, task after task. Polychronic is flexible round and multitasking with more than one task at a time. In a task-orientated time, respect is derived from punctuality, and with socio-emotional time, respect is derived from hospitality. I am sure you have had a lot of this hospitality in China. Where does this opposition come from?

I think it comes from two different logics of time. If you take a proposal A and its opposition A*, in a monochromic culture, you would have $a+a^*=0$. It is a kind of right and wrong, to come back to the Vatican, or zero and one, the binary system. With the more Eastern culture of polychromic time, we have the conception of $a+a^*=2a$. This is very much down to the Confucius philosophy in China, the balance and equilibrium between opposites, which

is an idea which has been over by the modern Chinese Communist Party embodied in the concept of Harmonious Society.

At the end of the day, where does this bring us? Judo-Christian civilisation has been trying to control everything, but the only thing our civilisation has not been able to control is time. You mentioned a crisis of time, which I like very much. This meta-regime is very interesting. Man is run by time in our Judo-Christian civilisation, but what is interesting is that in polychronic Eastern civilisation, time is run by man, or at least there is a feeling that time is run by man. Man can effectively control time and eventually that might be the superiority of the Eastern civilisation.

Is "carpe diem" the best way?

Both civilisations have got a very fundamental difficulty. Both refer themselves towards time. It might be better not to refer ourselves to time, and we actually have a few tribes in Amazonia or the Hopi tribe in North America who do not have any verb in their languages. They do not integrate time, but more specifically they do not integrate time into their frame of reference at all. It is actually even forbidden to speak about the past and the future. It is *carpe diem*. At the end of the day, this might be better.

An interesting issue currently opposing one monochronic culture to another polychronic culture is the conflict between the USA and Iran. This is the reason why my institute has arranged several meetings this Summer 2013 involving military officials from Israel, Iran, China and Western nations. I have the firm belief that China who has a polychronic culture is fully trusted by Iran and can better understand the Persian culture. Thus China can effectively play the unique role of a trustworthy bridge between Iran and the West. Particularly China can give Iran more confidence to answer positively to some of the demands requested by Western nations. Such informal private meetings held this Summer with the active participation of China might ultimately avert potential dramatic conflicts in the Middle East[13].

13. See article published June 22, 2013 by Owen Matthews in *The Spectator entitled:* «China: the Middle East New Power Broker?»

Temps rapide et temps lent dans le monde moderne

Gilles Finchelstein
Fondation Jean Jaurès

En réfléchissant au thème de notre session, je repensais à une étude que j'avais lue pour écrire mon essai *La Dictature de l'urgence*[14]. Il s'agissait d'une étude effectuée par une chercheuse de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales sur le vieil ordre Amish, expliquant ce qu'était le mode de fonctionnement de ce mouvement à la fois religieux et social. Elle montrait qu'il y avait deux ordres du temps chez les Amish[15]: le *fast* et le *slow*. Le *fast* était le temps américain et le *slow* était le temps amish. Dans chaque maison, il y avait deux horloges : une horloge avec le temps américain et une horloge avec le temps amish. Le temps amish était toujours décalé d'une demi-heure par rapport au temps américain, symbole d'une critique radicale de la modernité américaine.

Si j'essayais de formuler de manière simpliste notre débat, je dirais : sommes-nous, chacun à notre manière, tous des Amish, ou sommes-nous tous des Américains ?

Face à cette question, je vais essayer de défendre deux idées de manière schématique.

▶ La mondialisation du temps

Le temps de la mondialisation est celui de la mondialisation du temps. C'est-à-dire que si on regarde le monde comme une photographie, les

14. G. Finchelstein, *La Dictature de l'urgence,* Fayard, 2011.
15. Communauté anabaptiste dont la première règle est «tu ne te conformeras pas au monde qui t'entoure.» Ils sont environ 230 000 aux États-Unis, la communauté de Pennsylvanie étant la plus ancienne.

différences dans nos rapports au temps sont considérables ; mais si on le regarde de manière dynamique, comme un film, on constate à peu près partout la convergence de ces rapports, sous le triple effet de la mondialisation, de la numérisation et de l'individualisation.

Dans notre rapport au temps, nous vivons un temps accéléré, en tout cas dont la perception est accélérée : nous avons tous le culte de la vitesse. Nous vivons également un temps compacté, c'est-à-dire un temps qui a de moins en moins de profondeur, de passé, de futur : nous sommes dans le culte du présent et de plus en plus même, dans le culte de l'instant. Nous vivons enfin, un temps saturé. Ne rien faire est devenu de plus en plus impensable. Faire plusieurs choses simultanément est devenu de plus en plus naturel.

Il suffit d'ailleurs de regarder comment notre vie personnelle obéit de plus en plus à ce registre du temps.

– Dans la manière dont on se nourrit : partout dans le monde, les fast-food se sont considérablement développés. Ce sont 1,7 million de repas servis chaque jour en France chez Mac Donald.

– Dans la manière dont on s'habille : dans tous les pays ou presque, le modèle Zara, qui vise à un renouvellement permanent des collections afin de faire venir les consommateurs dans les magasins le plus souvent possible, s'impose de plus en plus.

– Dans la manière dont on s'informe : à peu près partout dans le monde, les chaînes d'information continue se développent, dans lesquelles, pour éviter que les spectateurs zappent, on organise le zapping à l'intérieur même de la chaîne avec une multitude d'informations sur l'écran. Sans parler – on y retrouve exactement les mêmes phénomènes – de la vie financière, de la vie économique ou de celle des entreprises.

Première idée donc : une mondialisation du temps de plus en plus importante, qui est, pour être plus précis, une occidentalisation de temps.

La deuxième idée est que cette mondialisation du temps doit être maîtrisée, humanisée. Pourquoi ?

Il y a beaucoup d'aspects positifs dans ce nouveau rapport au temps. Je ne suis pas simplement dans la déploration. Comme l'a signalé Étienne Klein[16], un des aspects positifs est qu'en vivant de plus en plus le présent nous refusons le sacrifice de nous-mêmes : nous sortons de la situation qu'évoquait Pascal dans laquelle nous ne vivons pas mais espérons de vivre[17]. Cette recherche du bonheur individuel est un élément positif.

---

16. Voir la session inaugurale.
17. « Le présent n'est jamais notre fin : le passé et le présent sont nos moyens ; le seul avenir est notre fin. Ainsi, nous ne vivons jamais, mais nous espérons vivre ; et nous disposant toujours à être heureux, nous ne le sommes jamais. » Blaise Pascal, *Pensées,* 1670.

Mais il y a trois points plus inquiétants :

– Ce nouveau rapport au temps place nos sociétés sous tension. Chacun d'entre nous en fait l'expérience lorsque, à la fin d'une journée de travail, on a le sentiment de ne pas s'être arrêté un instant et en même temps, en zappant d'un sujet à l'autre, de ne rien avoir fait.

– Ce nouveau rapport au temps frappe nos démocraties d'impuissance et les menaces même d'illégitimité. Le temps démocratique n'est ni le temps de médias ni celui des marchés. Or, il leur est de plus en plus soumis.

– Dernière conséquence négative, et pas la moindre : le refus du sacrifice de soi entraîne le risque du sacrifice des autres. Il y a une forme de «coalition des vivants», pour reprendre la formule du philosophe espagnol Daniel Innerarity, qui fait que, par préférence pour le présent, nous traitons fort mal les enjeux très lourds du futur.

J'ai parlé des cultures. Je terminerai sur la culture, en citant un échange épistolaire entre Fernand Léger et le Corbusier que je trouve très éclairant pour nos débats. Fernand Léger écrivait à Le Corbusier : «La vie sérieuse marche à trois kilomètres à l'heure, c'est-à-dire au pas d'une vache sur la route. Le danger d'une vie comme la nôtre, c'est de croire à la réalité des 1 200 kilomètres à l'heure de l'avion.» Il concluait : «Un grand tableau ? Un beau roman ? Une grande invention ? Du trois kilomètres à l'heure, Monsieur, et encore !»

Vive les trois kilomètres à l'heure, quand il y en a besoin !

Le temps chinois

Hubert Bazin
DS Avocats, Pékin

Le rapport au temps de la Chine est différent de celui des pays occidentaux, même si l'harmonisation de la pratique des affaires est aussi à l'œuvre en Chine. C'est à partir de mon expérience d'une pratique d'avocat de vingt ans en Chine que je souhaiterais développer quelques unes des spécificités du temps chinois.

Vieux pays d'une très ancienne culture écrite, la Chine s'ancre dans une histoire longue, même si les villes chinoises contiennent beaucoup moins de traces du passé que leurs homologues européennes. Notre vision d'un pays émergent qui ne pesait rien dans l'économie mondiale il y a encore vingt ou trente ans ne recoupe pas la vision chinoise d'une éclipse historique d'une centaine d'années, et d'un mouvement actuel qui ne serait pas émergence, mais retour à la position qu'occupait la Chine à la fin du XVIIIe siècle, qui dépassait alors tous les pays en termes de population, de richesse nationale et d'exportation.

À ces perspectives contradictoires qui tiennent à une échelle de temps différente, s'ajoutent nos visions diffractées du sens du temps. Nous avons souvent une conception linéaire du temps, ancrée autour de l'idée de progrès humain ou des perspectives eschatologiques de la culture chrétienne, alors que les chinois gardent celle d'un temps circulaire. La première phrase du *Roman des Trois Royaumes,* lu par tous les jeunes Chinois, est éclairante : «L'Empire, longtemps divisé, doit s'unir ; longtemps uni, doit se diviser». Cette perspective cyclique d'une Chine unifiée et prospère qui retombe nécessairement dans l'éclatement et les crises, ou des catastrophes naturelles et des troubles sociaux qui sonnent régulièrement la fin des Empereurs qui ont perdu le Mandat du Ciel, on la retrouve encore aujourd'hui dans

la société chinoise. Comment expliquer sinon la quête effrénée des riches chinois à transférer à l'étranger leurs actifs, et à rechercher, pour eux ou leurs enfants, un havre ou un passeport étranger ? Dans la Chine d'aujourd'hui, l'optimisme est souvent collectif, mais individuellement, c'est la conscience que la période actuelle ne durera pas et que les catastrophes s'annoncent qui prédomine. Nous ne serions en fait qu'en haut d'un cycle historique qui ne peut que se refermer.

On ne peut s'empêcher de relier cette vision cyclique de l'histoire à l'idée de « fenêtre d'opportunité », qui éclaire tant de dimensions de la société et de la politique chinoises. La pensée chinoise n'a pas élaboré un concept abstrait du temps, mais a insisté sur le *shi,* le moment, ou la saison, parallèlement à un autre caractère *shi* qui évoque l'idée du moment propice, ou potentiel de situation qui permet d'exploiter à ses propres fins une évolution en germe. On retrouve cette conception de la fenêtre d'opportunité dans la politique chinoise, où la stratégie économique doit permettre de faire de la Chine un pays « riche et puissant » *(fuqiang),* c'est-à-dire une puissance mondiale, dans les dix à vingt ans qui restent avant que le vieillissement de la population ne pèse durablement sur son développement. Le surinvestissement des entreprises chinoises peut s'expliquer dans ce cadre : accumuler des ressources et des capacités de production, quand bien même la rentabilité n'est pas au rendez-vous, pour profiter d'un affaiblissement de ses concurrents ou les exclure du marché. Le maintien de la corruption à un niveau élevé, malgré l'augmentation des salaires des officiels et les lourdes sanctions pénales, traduit certainement aussi l'idée du moment pour s'enrichir, qui ne durera pas.

▶ Maintenir la vitalité d'un contrat

Comment la vie des affaires s'accommode t-elle ce ces conceptions du temps long et des cycles invariants en même temps que des occasions du court terme créées par l'évolution des situations particulières ? Elle bénéficie sans doute de la vision stratégique et planifiée de l'économie chinoise. La Chine conserve une politique industrielle de long terme, visant à placer des champions chinois dans l'ensemble des secteurs économiques. Le développement des infrastructures – autoroutes, réseau ferroviaire, capacités énergétiques – est constant depuis le début de la politique d'ouverture et montre que la Chine, à l'inverse d'autres pays, sait prévenir et gérer d'éventuels goulets d'étranglement de son développement économique. Mais parallèlement, la vie des affaires doit prendre en compte la difficile exécution d'un contrat en Chine. Même si le droit chinois adhère à la notion – maintenant internationale – de force obligatoire des contrats, on doit constater que la pratique est souvent différente et que nombre d'opérateurs chinois ne se sentent plus liés par les obligations d'un contrat lorsque le

contexte qui existait au moment de sa conclusion a changé. Il faut donc trouver des moyens de maintenir la vitalité d'un contrat tout au long de sa durée plutôt que de se retrancher derrière la fixité des obligations contractuelles ou recourir à la menace d'un contentieux, de toutes les façons aléatoire. Ces moyens sont souvent extracontractuels, par exemple en recourant à un tiers respecté par les deux parties et garant du maintien d'un certain équilibre lorsqu'il faut négocier des évolutions. La relation de long terme est à cet égard souvent plus protectrice qu'un engagement écrit.

▶ Qu'est ce que la Chine peut nous apprendre ?

Le développement rapide de son économie fait prendre conscience d'un certain nombre de scories qui retardent ou alourdissent le processus de décision dans les entreprises occidentales. On est souvent frappé de la rapidité de la prise de décision et d'exécution des projets des entreprises chinoises, comparée avec la lenteur des phases d'études et d'analyses de leurs concurrentes occidentales. Certes, une économie en croissance rend moins aigües les décisions en matière d'allocation du capital. Mais notre besoin de recueil et de croisement de l'information, les nombreux rapports et présentations de quatre-vingt ou cent slides qui deviennent la norme avant toute décision d'investissement ne font ils pas prendre du retard dans un environnement de plus en plus concurrentiel ? Et le coût de ces phases d'études est-il toujours intégré dans l'analyse de la rentabilité d'un projet ? Ces habitudes sont peut être devenues un poids par rapport à une certaine intuition qui reste la norme dans des entreprises chinoises en croissance rapide. De même, les «pratiques de marché» imposent une documentation bancaire lourde, redondante, destinée à couvrir tous les risques imaginables, au prix d'un accroissement des garanties et du coût de l'inscription des hypothèques et nantissements sur toutes formes d'actifs et de participations. On a parfois l'impression d'une mécanique non réfléchie destinée à «cocher les cases» dans un processus rigide, qui contraste avec une protection juridique moins étendue mais pas forcément moins efficace qu'on trouve en Chine. Dans sa conception du rapport au temps, de l'urgence du développement et d'un pragmatisme affiché, sans doute la Chine peut elle nous aider à nous défaire de lourdeurs de fonctionnement, d'accumulation d'écrits et de lenteurs qui entravent notre développement économique.

2.

Crises et sorties de crises : entre urgences et long terme

L'Histoire démontre que les crises économiques et plus encore les crises financières sont inhérentes à la dynamique du capitalisme. Au regard de l'Histoire, dans quel type de crise sommes-nous aujourd'hui ? Une grave crise financière ou la crise d'un modèle de croissance ? Si le temps des crises est celui des ruptures et des ajustements, dans quelle phase de la crise se situe aujourd'hui l'économie mondiale ? Dans le temps court du désendettement des ménages ou des États ? Dans le temps long des reconfigurations productives et de l'adaptation des institutions politiques et sociale ?

Comment caractériser la crise actuelle à l'échelle du temps long du capitalisme ? En quoi ses caractères spécifiques influent-ils sur l'ampleur des mutations requises et sur les politiques de sortie de crise ? Où en sommes-nous du côté des États comme des entreprises, s'agissant des ajustements engagés, des arbitrages entre contraintes du temps court et préparation du temps long de demain, lorsque la croissance sera revenue ?

Contribution du Cercle des économistes
André Cartapanis

Témoignages
Peter Bofinger • Olivier Klein • Éric Labaye • Gérard Mestrallet • Pierre Mongin
Vera Songwe

Modérateur
Jean-Marc Sylvestre

Sommes-nous réellement dans l'après crise ?

André Cartapanis

En 2013, la situation de l'économie mondiale et, surtout, celle de la zone euro, s'apparente étrangement à la situation dans laquelle se trouvait l'économie américaine en 1937-1938. En novembre 1936, Franklin Roosevelt vient d'être réélu pour un second mandat. Depuis 1933, la croissance de la production industrielle américaine est réapparue : après un indice 68 en 1931 (base 100 en 1929), celle-ci atteint l'indice 76 en 1935, 88 en 1936. Roosevelt décide alors d'engager un plan d'ajustement budgétaire, même si la hausse des dépenses publiques et les fameux grands travaux avaient été largement financés par une très forte augmentation de la fiscalité sur les ménages américains. La consolidation budgétaire est efficace et les déficits américains passent alors de -5,5% du PIB en 1936 à -2,5% en 1937. Un quasi équilibre est atteint en 1938. Mais 7 ans après le krach de 1929, alors même que depuis 1934 la reprise est là, ce choc budgétaire provoque une très forte récession, fin 1937-début 1938 : la production industrielle américaine recule de 20% et le taux de chômage passe de 12% à 20% en seulement 9 mois. Ce qui se passe ensuite est important à l'aune de la situation contemporaine. En avril 1938, l'Administration Roosevelt opère un changement de cap et décide d'une relance budgétaire avec des dépenses publiques en hausse de plus de 2,6 points de PIB entre 1938 et 1939. Le déficit budgétaire induit représente 3,2% du PIB en 1939. Cela engendre une très forte reprise, avec une croissance de la production industrielle de 28% entre juin 1938 et août 1939. Après cet épisode, on entre dans une autre logique avec la mise en œuvre des politiques de réarmement...

L'Histoire ne se répète jamais à l'identique, mais ce rappel historique conduit à s'interroger sur le risque d'une nouvelle phase dans la crise systémique qui s'est déclenchée en 2007-2008 aux États-Unis. Ne risque-t-on pas d'assister à une nouvelle contraction de l'activité économique au sein des économies occidentales si les politiques macroéconomiques menées depuis 2010-2011 se maintiennent, pire encore si elles accentuent leur caractère procyclique ?

■ Mais pourquoi se montrer alarmiste en 2013 ?

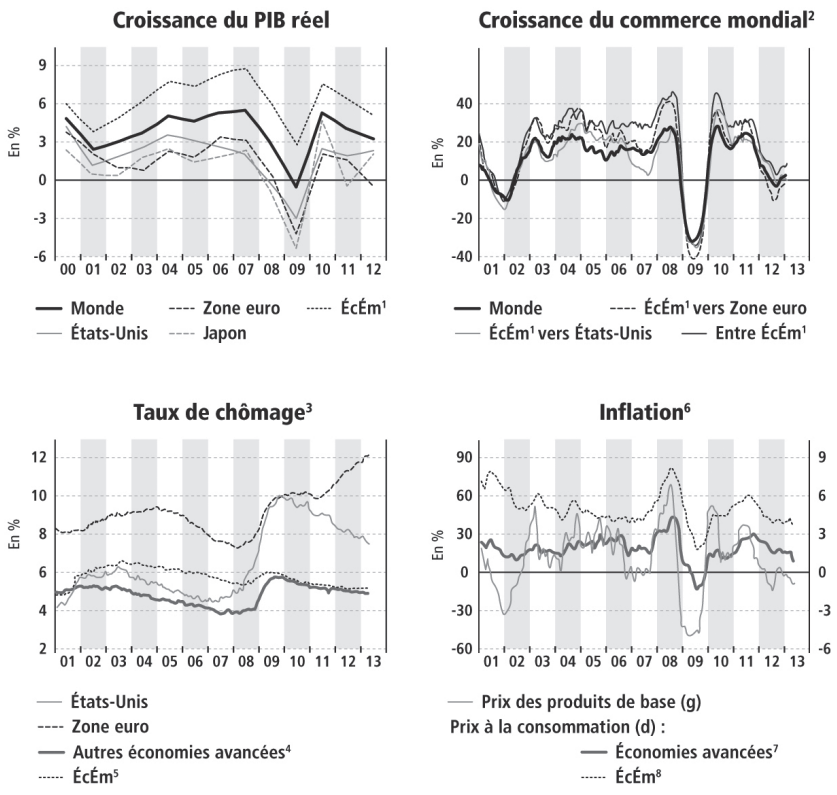
Après tout, la grande contraction de 2008-2009 s'est avérée très courte, la croissance mondiale est repartie à l'automne 2009, le commerce mondial a bénéficié d'un rebond très net et, surtout, contrairement aux années 30, les politiques économiques ont parfaitement répondu à la gravité de la situation, autant sous l'angle du sauvetage des banques qu'en ce qui concerne l'attitude des États, qui ont laissé joué les stabilisateurs automatiques sur le plan budgétaire, ou celle des banques centrales avec leurs politiques non-conventionnelles ayant conduit les taux d'intérêt directeurs à des niveaux proches de zéro. Mais aujourd'hui la reprise s'essouffle au plan mondial, la zone euro est en récession et les signes d'inquiétude se multiplient parmi les pays émergents. Or, dans le même temps, les politiques de consolidation budgétaire se poursuivent, voire se renforcent, on le voit très clairement dans la zone euro, et, parmi les banquiers centraux, on parle, certes avec plus de prudence en Europe qu'aux États-Unis, d'une sortie prochaine des politiques monétaires non-conventionnelles. En un mot, pour paraphraser les termes employés dans le dernier rapport annuel de la BRI, publié le 23 juin dernier, le « sursis octroyé » par les politiques de gestion de crise toucherait à sa fin et il conviendrait de renouer avec les principes de politique économique ayant gouverné l'avant-crise : limites imposées aux déficits budgétaires et à l'endettement public ; retour progressif aux politiques de stabilité monétaire du côté des banques centrales et sortie des politiques accommodantes ; prise en compte des exigences d'ajustement aux nouvelles conditions de la compétition internationale en menant les « réformes structurelles » trop longtemps reportées... On a vu à la fin juin 2013 avec quelle ampleur les marchés financiers ont réagi à la perspective de voir la Fed réduire ses injections de liquidités, après le discours quelque peu imprudent de Ben Bernanke : la remontée des taux longs a été extrêmement rapide, sans épargner la zone euro par effet de contagion.

Grave erreur, selon nous, car la crise n'est pas derrière nous. S'il est légitime de s'interroger dès maintenant sur les conditions d'un nouveau régime de croissance d'après-crise, on se trouve encore, en 2013, dans les contraintes du temps court de la crise, celui du désendettement des ménages ou des institutions financières, et cela a toutes chances de freiner durablement la croissance. En souhaitant répondre dès maintenant aux exigences du long terme, en revenant aux disciplines monétaires ou budgétaires de l'avant-crise, on encourt le risque

non seulement de retarder la reprise mais, surtout, face à un choc exogène toujours possible (conflit commercial, guerre des monnaies, défaut souverain ou faillite d'une grande banque…), on s'expose à une nouvelle contraction de l'activité dont nul ne peut prédire l'ampleur mais qu'il serait alors bien plus difficile à gérer qu'en 2008-2009.

Car la situation de l'économie mondiale est insaisissable en ce mois de juillet 2013, que l'on se réfère aux taux de croissance, en diminution quasiment partout dans le monde, à l'exception notable du Japon, ou aux indices de confiance des chefs d'entreprises. C'est ce que montrent très clairement les graphiques ci-dessous, extraits du dernier Rapport annuel de la BRI (2013).

Activité économique mondiale



[1] Économies émergentes, sur la base des données agrégées du FMI. [2] Variation sur 1 an, moyenne mobile sur 3 mois, données cvs, en terme d'exportations totales. [3] Données cvs, la définition peut varier d'un pays à l'autre. [4] Moyenne pondérée sur la base de la population active des économies suivantes : Australie, Canada, Danemark, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Suède. [5] Moyenne pondérée sur la base de la population active des économies suivantes : Afrique du Sud, Brésil (depuis octobre 2001) Chili, Singapour, Taïpei chinois, République tchèque, Thaïlande et Turquie. [6] Variation sur 1 an, moyenne pondérée des économies citées sur la base des PIB et PPA de 2005. Prix à la consommation : mesurés par l'IPC (Inde: prix de gros), prix des produits de base : indice au comptant S&P GSCI. [7] États-Unis, Japon, Royaume-Uni et zone euro. [8] Économies citées à la note 5 plus l'Inde.

Sources: FMI, Direction of Trade Statistics, Statistiques financières internationales et Perspectives de l'économie mondiale, Datastream,données nationales, calculs BRI.

On le voit clairement, la croissance mondiale reste faible et orientée à la baisse : + 3,2% entre 2012-2013, contre 5 à 6% avant la crise. Contrairement à ce qu'affirment beaucoup de commentateurs, la croissance américaine est fragile, ce dont témoigne d'ailleurs la toute récente révision à la baisse des chiffres du premier trimestre 2013. Sans parler de la zone euro, en récession ! Le commerce mondial est atone. Et la croissance des économies émergentes, là-aussi, recule.

Mais au-delà de la conjoncture immédiate, puisque l'on s'est référé à l'expérience Roosevelt, il est légitime de se demander si nous nous trouvons réellement dans une crise comparable à celle des années 30. Il y a aujourd'hui un accord quasi-unanime parmi les économistes pour répondre par l'affirmative à une telle question. Nous sommes dans une grande crise, d'origine bancaire, liée au surendettement et à des vagues d'innovations mal maîtrisées, à l'image, au-delà de la crise de 1929, des innombrables crises bancaires observées au XIXe siècle, en 1837 ou en 1873 par exemple. Et nous savons que cette grande crise financière s'est rapidement transformée en crise systémique et qu'elle a contaminé l'économie réelle à l'échelle mondiale. Pour Reinhart et Rogoff (2009, 2010), cette crise est d'une ampleur et d'une nature comparables aux grandes crises bancaires systémiques ayant touché les pays industriels ou les pays émergents depuis l'après-guerre et ils démontrent, dans leur ouvrage sur l'histoire des crises financières, combien les lendemains de ces crises sont toujours d'une extrême gravité : un effondrement durable sur les marchés d'actifs, notamment du côté du prix réel de l'immobilier (-35% en moyenne sur 6 ans) ; des baisses considérables de la production et de l'emploi (une chute de la production en moyenne de 9% et une hausse du taux de chômage en moyenne de 7 points, sur une période de plus de 5 ans environ) ; une explosion de l'endettement public (en moyenne +86% en termes réels, par rapport à l'avant-crise). Et puisque l'on évoque la crise de 1929, rappelons qu'il a fallu 10 ans, en moyenne, pour que les pays les plus touchés retrouvent le niveau de production par tête d'avant-crise.

■ Pourquoi ce risque de nouvelle contraction ?

Pour comprendre pourquoi il y a un risque de nouvelle contraction, il convient de revenir rapidement sur la crise contemporaine qui démarre aux États-Unis en 2007. Elle s'analyse aisément comme une crise bancaire classique qui s'est transformée en crise systémique. Les crises bancaires classiques répondent aux interactions entre cycle du crédit et prix des actifs, comme l'ont montré, sur un plan théorique, toute une lignée d'économistes (Thornton, Wicksell, Juglar, Keynes, Kindleberger, Minsky, Aglietta…), et cela sous la forme d'une dynamique en trois phases. Une phase euphorique d'abord : vague d'optimisme des banques et des investisseurs ; boom du crédit et surendettement ; sous-estimation généralisée du risque ; incitations à la poursuite de l'expansion

du crédit liées à la profitabilité bancaire et aux rémunérations élevées des responsables ; surréactions et bulles sur les marchés d'actifs… Puis un ajustement brutal, de caractère endogène ou bien lié à un choc exogène (choc de taux d'intérêt, par exemple), provoquant un retournement des anticipations, des difficultés de remboursement, une prise de conscience du risque excessif… Enfin, une phase neurasthénique, conduisant à la crise : inversion des tendances sur les marchés d'actifs ; défauts de remboursements chez les emprunteurs ; dégradation des bilans bancaires ; chute des prix d'actifs les plus liquides ; crise bancaire et défiance collective ; faillites bancaires ; credit crunch et diffusion du choc vers l'économie réelle… Cette périodisation classique de l'instabilité financière s'applique parfaitement au scénario de la crise qui se déclenche au cours de l'été 2007 et qui s'intensifie après la faillite de Lehman Brothers, mais dont la gestation remonte au début de la décennie 2000. Mais c'est également une grande crise systémique. D'abord, à cause de la sous-estimation généralisée du risque systémique adossé à la titrisation du crédit, mais aussi en raison de la taille déraisonnable des prises de positions à découvert et des effets de levier, liée à l'abondance généralisée de liquidités et au niveau historiquement bas des taux d'intérêt réels. D'où l'exigence absolue de l'entrée en scène des États et des banques centrales pour assurer un minimum de coordination et de confiance et colmater les brèches, sans pouvoir éviter le deleveraging à vaste échelle et la récession.

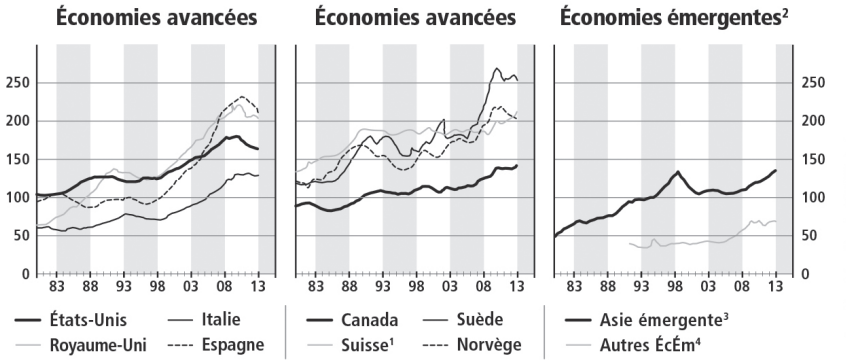
Si cette crise répond à un surendettement généralisé, alors la sortie de crise exige la mise en œuvre d'un processus de désendettement de vaste ampleur. Et c'est là que l'on retrouve la situation de 2013. Grâce aux politiques monétaires non-conventionnelles et aux déficits budgétaires induits par le choc de 2008-2009, la récession a été de courte durée. Mais la reprise, d'abord très vigoureuse, s'est rapidement épuisée, d'autant que la crise de gouvernance de la zone euro a malheureusement ajouté sa pierre au climat dépressif. La dynamique de l'économie mondiale est encore d'une extrême fragilité, faute d'un redémarrage significatif de l'investissement, surtout si les politiques macroéconomiques reprennent leurs cours d'avant-crise. Et cela pour une raison simple : on ne peut sortir d'une crise du surendettement qu'au terme d'un processus de désendettement. Or, on ne peut pas désendetter des économies sans croissance, même si les taux d'intérêt réels restent faibles !

En 2013, le désendettement des agents privés est encore insuffisamment engagé, quoique de façon différenciée selon les économies[1], ce qui inhibe la demande globale et renforce les inquiétudes vis-à-vis de l'avenir. Les deux graphiques suivants, qui émanent à nouveau de la BRI (2013), l'illustrent aisément. Dans nombre de pays développés, les niveaux d'endettement cumulé des ménages et des entreprises non-financières, rapportés au PIB, non

1. Artus, 2013 ; Cuerpo et al., 2013.

seulement sont toujours très élevés, mais ils sont plus importants qu'avant la crise. Et pas seulement dans la zone euro. C'est le cas de la Suède, de la Suisse, du Canada. Si les taux d'intérêt devaient repartir à la hausse, nul n'est besoin d'être économiste pour comprendre que cela viendrait plus encore qu'aujourd'hui étrangler les débiteurs tout en infligeant des pertes considérables

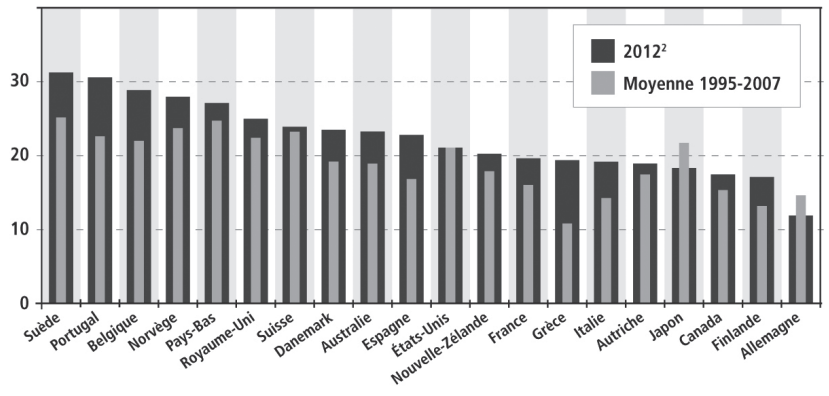
Endettement du secteur privé non financier (en % du PIB)



[1] Depuis T1 2011, l'endettement total du secteur privé non financier est déduit par approximation de la dette bancaire du secteur privé non financier. [2] Moyenne arithmétique. [3] Chine (depuis T4 1987), Corée, Hong-Kong RAS, Inde, Indonésie, Malaisie (depuis T4 1991), Singapour (depuis T1 1991) et Thaïlande. [4] Afrique du Sud, Argentine, Brésil (depuis T4 1994), Hongrie, Mexique, Pologne (depuis T1 1992), Russie (depuis T2 1995), République Tchèque (depuis T3 1994) et Turquie.

Sources: FMI, Statistiques financières internationales, OCDE, Datastream, données nationales, calculs BRI.

Secteur privé non financier : ratio du service de la dette[1] (en % du PIB)



[1] Somme des paiements d'intérêts et des remboursements du principal, divisée par le PIB.
[2] Données de fin d'année ou dernières données disponibles.

Sources: Banque de Réserve d'Australie, Réserve fédérale, BCE, FMI, Statistiques financières internationales, OCDE, Datastream, données nationales, calculs BRI.

aux détenteurs d'obligations. Quant au ratio du service de la dette du secteur privé, en pourcentage du PIB, il est plus élevé en 2012 qu'il ne l'était avant la crise, dans les années 1995-2007, dans pratiquement toutes les économies occidentales, à l'exception notable du Japon et de l'Allemagne.

Cette configuration modifie profondément les conditions du pilotage macroéconomique et c'est pour cela qu'il y a un risque, au mieux d'un scénario à la japonaise de croissance nulle, au pire d'une nouvelle contraction si les politiques budgétaires procycliques se durcissent encore et si les politiques monétaires deviennent moins accommodantes. Car plus rien ne fonctionne selon les anciens préceptes lorsque l'on se trouve en situation de désendettement généralisé, couplé aux exigences accrues des banques en matière de prise de risque dans leur distribution du crédit.

Aurait-on oublié les débats, dans l'entre-deux-guerres, entre Pigou et Keynes (1937) à propos des effets d'une baisse des salaires réels en temps de crise, dont Keynes est indiscutablement sorti vainqueur, ou les analyses d'Irving Fisher à propos de la déflation de dette ! Il est prématuré de sortir des politiques monétaires accommodantes et c'est ce qui explique les réactions très vives des marchés financiers et des investisseurs après les propos de Ben Bernanke quant à l'infléchissement annoncé de la politique monétaire de la Fed. Car les mécanismes économiques en cours n'ont rien à voir avec ce que l'on connaissait dans l'avant-crise. C'est tout le mérite d'un article récent de Paul Krugman (2012) que de l'établir sur le plan formel en combinant différentes séquences théoriques empruntées à Irving Fisher (1933) ou à Hyman Minsky (1986). En phase de désendettement généralisé, rien ne marche comme avant : le processus de désendettement privé réduit mécaniquement la dépense et accentue le poids réel de la dette résiduelle ; l'incitation accrue à l'épargne contribue à l'offre excédentaire de biens et déprime l'investissement, ce qui ralentit la croissance ; un choc d'offre positif, sous la forme d'un gain de productivité, tout comme l'instauration d'une flexibilité accrue des prix et des salaires, conduit à une baisse des prix qui alimente à nouveau la déflation par la dette. C'est le scénario infernal dans lequel se trouvent la Grèce ou l'Espagne.

L'allègement ou le report des politiques de consolidation budgétaire apparaît alors comme la seule solution permettant de soutenir la demande globale quand des agents privés se désendettent, quand d'autres augmentent leur taux d'épargne, de surcroît en présence d'un rationnement du crédit de la part des banques. D'où, d'ailleurs, la réévaluation des multiplicateurs budgétaires depuis la crise. Il est, certes, paradoxal d'invoquer la croissance de l'endettement public dans un processus d'allègement des contraintes issues de l'endettement passé. Mais le paradoxe n'est qu'apparent car c'est le seul moyen, en soutenant la demande et la croissance, d'alléger le fardeau du désendettement. Ce n'est qu'après le retour de l'expansion que l'ajustement de l'endettement public peut intervenir, sans effet dépressif marqué. Pas avant. La hausse des anticipations

d'inflation pourrait modérer cette spirale infernale, mais il n'est pas facile, en situation de trappe à liquidité et de taux zéro, d'atteindre de façon crédible une telle cible, si tant est que les banques centrales acceptent de se prêter à une telle stratégie. D'où la conclusion de Paul Krugman, partagée par de nombreux économistes aujourd'hui : si, malgré des taux directeurs proches de zéro et le quasi-doublement de la taille des bilans de la Fed ou de la BCE, les anticipations d'inflation ne repartent pas à la hausse, alors il ne reste que la politique budgétaire pour éviter une contraction massive qui créerait une nouvelle déflagration financière plus difficile à gérer que la précédente.

Les recommandations issues d'un tel raisonnement sont évidentes : ne surtout pas abandonner les politiques monétaires non-conventionnelles tant que la confiance n'est pas là, tant que l'investissement et la consommation ne prennent pas le relais de la dépense publique, et, donc, n'y recourir seulement lorsque la reprise apparaîtra solide, y-compris en acceptant un éventuel regain d'inflation de nature à alléger les charges réelles du *deleveraging ;* reporter les exigences d'ajustement budgétaire tout en prenant des engagements fermes sur le sentier de réduction future de l'endettement public, en engageant résolument, dès maintenant, certaines réformes de structures trop longtemps reportées, typiquement en matière de régimes de retraite ; ne pas hésiter à mettre en œuvre, à froid, des politiques de défaut partiel, tant du côté de certains États que s'agissant de certains agents privés lorsqu'il est avéré que le remboursement des dettes est impossible faute de croissance suffisante.

Il y a sans doute, dans ces options, un risque de report excessif des ajustements, notamment sur les générations futures, et un pari quant à la capacité des marchés à accompagner ce report du désendettement des États. Mais aujourd'hui les choix à faire ne concernent que de mauvaises solutions. Il faut donc choisir celles qui minimisent les coûts sociaux et qui hypothèquent le moins les chances de reprise de l'activité. À court terme, il est vain d'imaginer que l'on pourra favoriser la croissance en réduisant les rigidités structurelles sur les marchés des biens ou du travail. Le « travail » de crise n'a pas encore permis un désendettement suffisant pour qu'un choc d'offre puisse alimenter une dynamique de croissance sans qu'au préalable la demande globale et le degré de confiance en l'avenir aient permis de sortir de l'atonie que l'on observe encore au niveau des comportements de consommation ou d'investissement. Dire que le plus fort de la crise est derrière nous et que les objectifs de la politique économique doivent retrouver leur caractère conventionnel d'avant-crise, non seulement est un déni de la réalité mais cela représente un risque considérable, celui d'une nouvelle contraction de l'activité.

Are we Going Through an Income-Distribution Crisis?

Peter Bofinger
German Council of Economic Experts

In order to answer the question, "Is the crisis over or are we still in the middle of it?" we first have to find out which crisis we are in. Of course, we are talking about different types of crises. We talked about the banking crisis, the crisis of public finances, the Euro crisis and the crisis of competitiveness, especially in this country.

Which crisis is it?

Let me take a shortcut and use public deficits as an indicator of how deep the crisis a country is in. If you look at the public deficits in major currency areas, you can see it is definitely not a Euro crisis. Government deficits of the US, the UK and Japan are much higher than the deficit of the euro area or even of France, for example. It is also not necessarily a crisis of competitiveness or structural reforms. The US and the UK, with their highly liberalized labor and product markets, have done all the structural reforms you can imagine – yet they have huge deficits. Not even the growth rate in the UK is higher than in France. In fact the public deficit is the only thing that is greater in the UK than in France, but economic growth and everything else is more or less at the same disappointing level.

It is also not primarily a banking crisis. In Japan, the banking crisis happened almost 25 years ago and should have been digested by the economy since many years. Nevertheless, Japan still has the highest deficit of all advanced economies. Certainly, public finances are under stress and you can see this in all countries. But the burning question is: Why do these huge deficits not have a much stronger impact on growth? This is contrary

to all textbooks, which say that if you have deficits, there should be a lot of growth, inflation, and high interest rates. We do not see any of this.

My answer is that all these crises are not the root crisis – they are subsequent crises. In my view, the root crisis is a crisis of income distribution. I think that this is what explains most of it and it explains much more than the abovementioned causes. In order to show this, I will go through four stages of history:

– Starting in 1950 to roughly 1980 with the post-war period, which was characterized by a famous German economist as, *Wohlstand für Alle, i.e.* "economic wellbeing for all"?

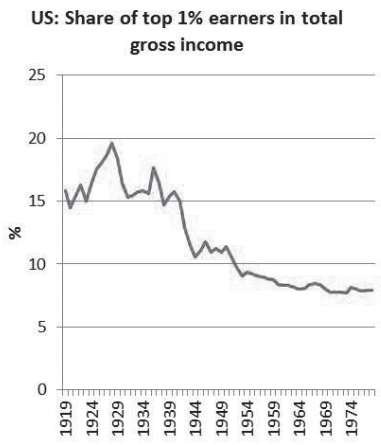
– Then we had a period from 1980 to 2007, in which private debt increased strongly.

– With the financial and banking crisis in 2007/2008 we experienced a period of strongly increasing public debt.

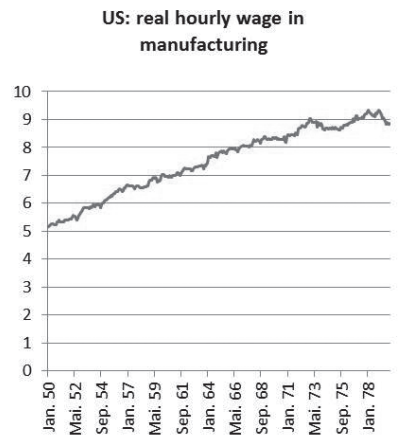
– Now we are at a very difficult state where we see the limits of private and public debt approaching.

The first period consisted of the decades after World War II. You could say that this was a good period with sustained growth, no crisis and people doing well in the United States, France and pretty much everywhere in the western world. I think it was such a good period because income distribution was relatively equal.

Phase I (1950-1980) 'Wohlstand für alle'



Source: http://elsa.berkeley.edu/~saez/



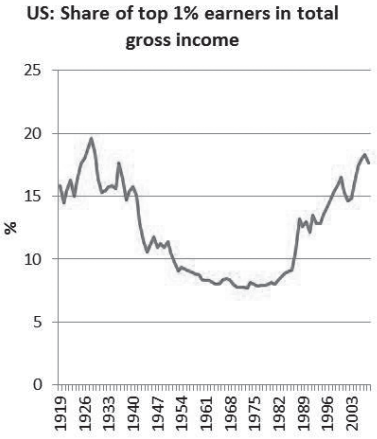
Source: Bureau of Labor Statistics. In 1982/84 prices

The share of the 1% of top earners was extremely high during the 1920s, but it came down and we had a relatively equal distribution of income for several decades. Wages increased considerably. It was the period of the middle-class, as Mr. Fukuyama mentioned.

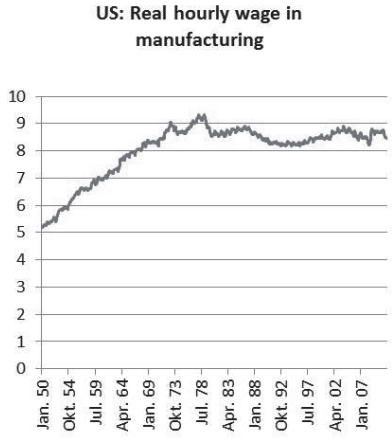
The rationale of this model is very simple. Economic growth means that the same amount of labor can produce more goods. If there are more goods on the supply side, somebody has to be able to buy these goods. Hence, growth can be only sustained if real wages increase at the same pace as productivity. This is a very simple recipe. But it worked well for the Western world.

Unfortunately, it came to an end in the 1980s with Thatcher, Reagan and Friedman and maybe also technological change. Inequality was growing in the following decades. In the US, the top 1% income share reached the same high levels as it had in the 1920s and real wages were stagnating, again exactly as Mr. Fukuyama mentioned.

Phase II (1980-2008) Growing inequality



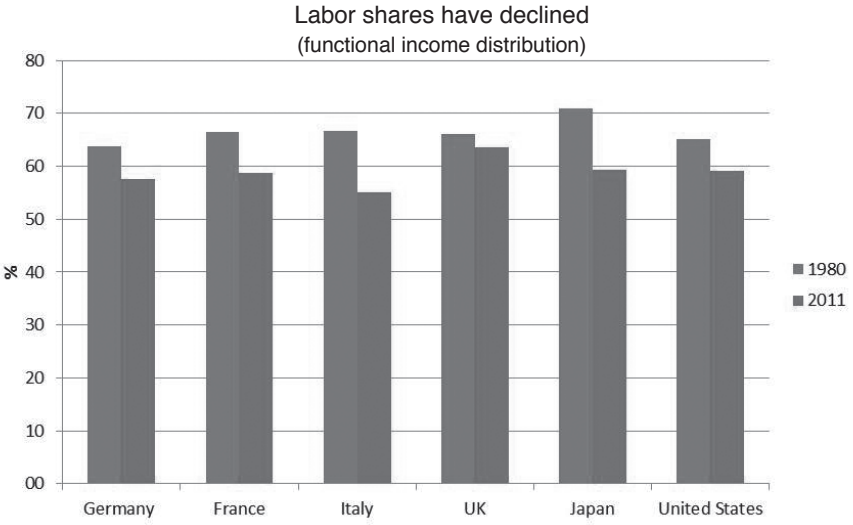
Source: http://elsa.berkeley.edu/~saez/



Source: Bureau of Labor Statistics.
In 1982/84 prices

This phenomenon can be seen in many countries. If you look at the share of labor in national income, it declined tremendously from 1980 to 2010.

What is the macroeconomic impact of this change in income distribution? It means that you take away money from those people who have a high propensity to spend and you give it to people who have a relatively low propensity to spend and to companies, which also do not invest the money – maybe because they do not see where their future revenues should be coming from. Increased income inequality has a macroeconomic impact, which means that it creates a demand gap for the economy. Demand is absorbed and lagging.



You can see this especially in China and Germany, where very strong changes in income distribution, mainly in the last 15 years or so, could be observed. During this period, when incomes were shifted from labor to capital, financial savings went up considerably, which is simply a result of deficient domestic demand. In China and Germany, the problem was solved with exports. The people from the rest of the world bought the products that people in China and Germany did not consume for themselves.

This was the period from 1980 to 2007. But why did we have growth during this period even though we were facing a very strong income inequality? How could this gap be filled? The answer is simple: during this period, we had a parallel tendency, which was the liberalization of financial markets. Interest rates were low and so in many countries, people tried to get the money they needed from loans, since they could not get it from their jobs. That is how the demand gap was filled. The world economy was somehow working until 2007. Financial savings were high in many countries, but the same was true for private borrowing, which kept the world economy growing. The private financial balances in the global economy were relatively balanced until 2007.

With the financial crisis, this period of private indebtedness came to an end and you can see an impressive shift after 2007. In all countries, the private sector is producing huge financial savings, which now have a very strong dampening effect on the global economy. There is a lot of demand that is lacking. However, the world economy did not break down because governments stepped in to fill the gap with their deficit spending policies. Of course government debt went up, which rescued the world economy from a great recession.

Obviously, the economy still depends on this support by the governments. Comparing the Euro zone with the United States, one can see that the exit of fiscal policy started relatively early for the Euro zone and that the impact of government deficits was much smaller. The results are clear. While it was possible to get unemployment rates down and the private sector in motion again in the US, the Euro zone is now back in a recession, which is very difficult to leave behind.

We are now in phase four, where the limits of private and public debt have been reached. What will happen next? In my opinion, if the real problem is a distributional one, we have to be very skeptical about the current attempts for solving the crisis. We really have to ask ourselves –what can we do to provide a more equal distribution of income? Unfortunately, the structural reforms that we see right now in many countries are measures that weaken the bargaining power of workers, so that distributional problems become even more severe.

The policies we are implementing are worsening the distributional problems and so chances are low for a comeback to sustainable long-term growth.

Pour une vision de long terme des crises

Olivier Klein
BRED

Les crises économiques font souvent l'objet d'analyses qui s'inscrivent dans des perspectives de temps plus ou moins court. J'exposerai ici volontairement une vision de long terme des crises, non sans avoir au préalable rappelé cette réflexion d'Antonio Gramsci : « une crise est ce qui sépare le vieux du neuf ».

Dans une approche plutôt régulationniste, on peut dire que chaque crise profonde du capitalisme est le temps d'une mutation fondamentale portant sur un ensemble d'éléments qui constitue et organise la société et l'économie. Ce sont des moments de forte transition dont on peut constater, *a posteriori,* qu'elles ont engendré de nouveaux modes de régulation, de nouveaux modes d'organisation, de la société et de l'économie. En général, ils mettent en jeu de nouvelles industries motrices, de nouvelles organisations du travail, de nouveaux modes de consommation, souvent de nouveaux modes de combinaison du privé et du public, comme de nouveaux centres de l'économie mondiale. À mon sens, nous sommes actuellement dans cette phase de mutation forte et de crise profonde qui, avec l'apparition progressive de ce renouveau, pourra s'accompagner, comme cela s'est produit à chaque fois dans l'histoire, d'une phase longue de croissance et de forts gains de productivité.

▶ Quatre transitions principales

Première transition

C'est celle de la mondialisation et de l'émergence de nouveaux pays, avec une décomposition en deux phases. La première phase, notamment à la fin des

années 90 et tout au long des années 2000, voit les pays émergents concentrer leurs efforts sur ce qui va déterminer leur succès - les industries exportatrices - en tirant notamment avantage de leur coût du travail. Ces industries tirent profit de la demande des pays déjà développés et provoquent une surproduction mondiale car parallèlement, dans les pays développés, il n'y a pas autant de destruction de capacités de production. De ce fait, cette surproduction mondiale et cette concurrence à coûts bas produisent un ralentissement, voire une stagnation, des pouvoirs d'achat des populations des pays développés. Ce phénomène conduit à une montée de l'endettement qui permet à la crise de surproduction de ne pas se manifester violemment. L'endettement croissant des agents des pays développés autorise, en effet, pendant cette période un développement de la demande au niveau mondial, masquant ainsi les conséquences qu'aurait dû avoir la stagnation du pouvoir d'achat associée à des capacités mondiales de production trop fortes. Cette montée de l'endettement, qui concerne tous les agents économiques et en premier lieu les agents privés, dégénère en crises de surendettement. Celles-là entraînent à leur tour des crises financières et économiques profondes qui viennent aggraver brutalement à leur tour l'endettement public. À cette croissance de l'endettement de plus en plus forte du monde développé correspond une montée des déséquilibres des balances de paiements, avec des déficits courants au Nord et, symétriquement, des excédents courants au Sud.

La deuxième phase de la mondialisation est celle de la maturité grandissante des pays émergents. Apparaissent en effet progressivement une classe moyenne, puis une augmentation de son pouvoir d'achat et, peu à peu, des systèmes de protection sociale et de retraite. Il est alors probable que se développe une croissance interne qui va, de façon chaotique, rééquilibrer progressivement les déséquilibres précédents.

Deuxième transition

Elle est successive à la première et engendrée par elle : c'est la phase de désendettement. Historiquement, les phases de désendettement, dans des contextes de crises d'endettement aussi fortes, sont initiées avec brutalité mais se réalisent sur de longues périodes de 5 à 10 ans. Elles se résolvent avec des leviers de différentes natures, alternatives ou complémentaires, comme une dépréciation des créances, une croissance nulle ou très ralentie avec un lent abaissement du taux d'endettement par la montée de l'épargne et la réduction ou la limitation de la consommation, de l'investissement, comme des dépenses de l'État. Elles s'accompagnent de risques de déflation. Nous sommes actuellement dans cette période pour la zone euro prise dans son ensemble. Une autre issue des crises de surendettement peut être la montée de l'inflation, lorsque les circonstances le permettent, l'inflation ne se décrétant pas.

Troisième transition

Celle de l'évolution démographique. Elle est très bien connue, mais le vieillissement de la population n'en est pas moins un phénomène essentiel dans de nombreux pays émergents et développés, à l'exception de l'Afrique. Elle pose des questions fondamentales quant au coût des systèmes sociaux, de la sécurité sociale et des retraites. qui rebondissent sur la question de l'endettement. Nous les avons partiellement traitées jusqu'alors en France par la montée de l'endettement de ces systèmes.

Quatrième transition

Elle repose sur la transition énergétique, enjeu majeur de ce siècle. La fin programmée de l'énergie fossile, avec l'épuisement progressif de ces ressources, devrait avoir en effet pour conséquence une augmentation des prix des matières premières, avec pour corollaire une décélération de la croissance mondiale. Cette lutte renforcée pour les sources d'énergie provoque une modification des rapports de force entre les pays producteurs ou non producteurs de ressources naturelles et enfin, si le progrès technique le permet, la lente apparition, non linéaire et sans certitude, d'énergies de substitution qui pourraient desserrer plus ou moins les contraintes sur la croissance.

▶ Quels sont les moteurs du renouveau ?

Ces transitions majeures évoquées, il faut se pencher, sans prétention à l'exhaustivité ni même quant à leurs succès, sur ce que pourraient être les moteurs du renouveau, ceux-là même qui permettraient de sortir progressivement de cette crise, laissant apparaître de nouveaux modes de régulation permettant un retour à une phase longue de croissance.

Chaque grande phase du capitalisme en effet a vu apparaître de nouvelles industries motrices porteuses d'évolutions fondamentales de l'espace économique, des façons de produire et de consommer, des marchandises elles-mêmes, des modes de travail et de loisirs… Nous sommes ainsi passés notamment du moteur à vapeur qui a permis le chemin de fer, au moteur à explosion qui a permis l'automobile, puis au moteur électrique qui a permis l'électroménager. Je m'intéresserai ici essentiellement à trois moteurs potentiels, porteurs d'avenir :

– **Le numérique**, dont le développement est certes déjà important, mais les impacts, à mon avis, encore à leurs prémices. Qu'il s'agisse des transformations des modes de consommation, de travail, des *business models* entre producteurs et distributeurs, entre distributeurs et consommateurs, entre producteurs et consommateurs, avec à la clé l'apparition de nouveaux gains de productivité, il me semble que nous sommes encore très éloignés de la fin de ce développement. La révolution numérique donne un pouvoir accru aux consommateurs. Ceux-là, en effet, sont en mesure de devenir nettement plus exigeants, d'une part parce qu'ils sont mieux informés des prix mais

aussi de la qualité des produits et services, grâce aux données collectées sur la toile. Il leur est ainsi considérablement plus facile de s'informer et de comparer les qualités comme les prix. D'autre part, cette révolution leur permet d'accroître très sensiblement leur confort par l'amélioration considérable de la praticité qu'ils peuvent en attendre. Aujourd'hui on ne fait plus la queue pour acheter des billets de cinéma ou de train grâce à internet ; de même, on se déplace de moins en moins pour son acte de consommation, puisque l'on peut acheter directement sur la toile et se faire livrer. Les business models en sont largement modifiés. Les distributeurs, s'ils savent fidéliser leurs clients et les travailler pro-activement par l'utilisation intelligente des données qu'ils détiennent, prennent eux-mêmes du pouvoir sur les producteurs en se mettant en situation de proposer des solutions mieux adaptées qu'auparavant à chaque consommateur-individu, en fabriquant la solution avec le client devenu «consom'acteur».

Dans cette nouvelle relation, les distributeurs prennent comme jamais le pouvoir sur les producteurs en les mettant en compétition à la recherche de la meilleure combinaison de produit et de services appropriés à chaque client. En revanche, le producteur, dans le cas où le distributeur ne développe pas une légitimité suffisante, peut s'adresser directement au consommateur et évincer le distributeur. Ces modifications radicales dans les relations entre les producteurs, les distributeurs et les consommateurs permettront, à n'en pas douter, une recomposition de tous les circuits. Il sera ainsi opéré à une sélection drastique des combinaisons entre ces trois catégories d'acteurs, faisant émerger les plus efficaces et permettant les meilleurs gains de productivité.

– **La biotechnologie** dont les développements peuvent notamment être induits par le désir de lutter contre le vieillissement de la population, lorsque cette demande s'avère solvable. Ces biotechnologies, qui se perfectionnent jour après jour, permettront demain de réparer son corps et de mieux lutter préventivement contre la maladie. Enfin, dans un avenir proche, le développement des machines biotechnologiques permettra de remplacer différentes parties du corps, approfondissant dans le même temps le domaine de la marchandise.

– **L'énergie**, un secteur clé regroupant les énergies renouvelables, les technologies de stockage d'énergie – véritable problème de fond – comme les économies d'énergie, sera, à n'en pas douter, une clé essentielle de la croissance future de par le développement même de ces industries, mais aussi de par le fait qu'elles desserreront les contraintes induites par l'épuisement progressif des énergies fossiles.

▶ De nouveaux modes de consommation ?

En parallèle et en cohérence avec ces nouveaux moteurs industriels, nous assistons également à l'émergence progressive de nouveaux modes

de consommation. Ils sont la conséquence de la digitalisation, de diverses nouvelles technologies, des effets de réseaux y afférant, du pouvoir d'achat stagnant, de l'évolution des mentalités y compris de la prise de conscience de la rareté croissante des ressources naturelles. Des changements s'opèrent dans les consommations incompressibles, dont l'orientation évolue de la propriété de l'objet vers son usage. Acheter un téléphone aujourd'hui ne correspond par exemple plus au simple acte d'achat du matériel ; nous acquérons en réalité la possibilité d'avoir accès à un catalogue d'applications et aux services de téléphone et du réseau internet. Comme chacun sait, nous avons maintenant accès au *cloud computing* et la possession d'ordinateurs à très fortes capacités de mémoire diminuera en conséquence. Nous achetons de moins en moins de livres, de cd ou de films qui sont bien davantage loués. Tout comme l'achat du seul service d'une automobile pour un simple trajet se développera de plus en plus en ville. Nous parlons d'ailleurs encore de chauffage ou de climatisation, mais il est certain qu'à l'avenir nous achèterons beaucoup plus un service de régulation thermique dans chaque pièce de notre habitation et aux moments choisis, que l'énergie elle-même qui permet de l'obtenir. Ces pratiques vont sans aucun doute ne faire que croître avec le temps. À leur tour, ces nouveaux modes de consommation induisent des évolutions radicales dans les *business models* des entreprises et dans l'organisation économique, ainsi que de nouvelles possibilités de croissance.

Parallèlement aux nouvelles consommations, apparaissent également de nouveaux modes de travail et peut-être de nouvelles normes salariales. Cela n'est qu'à son commencement, mais nous pouvons déjà observer le développement du travail à distance, ou en réseau, grâce aux nouvelles technologies. Le travail hors du bureau et sans horaires fixes commence à se répandre, avec pour corollaire des interrogations sur les évolutions des modes de rémunérations.

▶ Des mutations profondes et douloureuses

Comme dans toute crise et mutation profondes, nous sommes face à des évolutions heurtées, incertaines et douloureuses. On voit alors des zones géographiques, comme des strates de population, qui peuvent se révéler gagnantes ou perdantes. Ce qu'il faut espérer, c'est qu'un pays comme le nôtre sache choisir, car il s'agit bien d'un choix, les politiques structurelles qui favoriseront les leviers d'une sortie de crise par le haut. Nous avons besoin de faciliter l'agilité pour nous transformer, pour tirer parti de nos atouts et de nos savoir-faire et pour réduire les zones de freins à la nécessaire adaptation de même que les zones d'inefficience. Nous en avons les moyens, à condition de bien donner le cadre législatif, réglementaire et incitatif qui en favorisera la mise en œuvre.

Trois horizons d'action pour sortir de la crise

Éric Labaye
McKinsey&Company

Aujourd'hui, la sortie de crise pour l'Europe est complexe parce qu'il lui faut engager plusieurs séries d'actions simultanément, mais dont les effets se feront sentir à différents horizons de temps.

▶ Le temps du désendettement

Les chiffres récents de PIB par tête nous montrent qu'on n'a toujours pas rattrapé le niveau de 2007-2008. L'Europe se trouve à l'heure actuelle dans le contexte d'une montée de la dette concomitante avec une divergence des trajectoires de compétitivité. La raison de cette divergence, c'est qu'entre 2001 et 2008, les *spreads* des pays de la zone euro étaient nuls, ce qui n'a évidemment pas incité les pays «du Sud» à travailler leur compétitivité. On se retrouve aujourd'hui avec d'une part un désendettement impératif, d'autre part des niveaux de compétitivité très différents ; tout en ayant la même monnaie pour la zone euro. Voilà à peu près l'équation que l'on cherche à résoudre : se désendetter, converger en termes de compétitivité, tout en relançant l'activité.

Par le passé, les périodes de désendettement ont duré en moyenne sept ans avant de revenir à une certaine croissance. Supposons que nous ayons commencé le désendettement en 2008, 2015 devrait être, si nous sommes dans la moyenne historique, le moment où l'on sort de la crise. D'où l'importance de s'attacher dans les deux ans qui viennent à un ensemble de mesures pour en sortir si possible renforcés.

▶ Trois horizons d'actions simultanées

Premier horizon, à court terme

Stabiliser l'environnement macro-économique, condition nécessaire au retour à la confiance. Cela a été la préoccupation majeure des gouvernements

et des acteurs économiques ces dernières années - retour à l'équilibre budgétaire, stabilisation de la dette, renforcement de l'union bancaire. Beaucoup de choses ont été faites. Il faut maintenant s'assurer que les efforts perdurent pour que cet environnement macro-économique reste durablement stable.

Deuxième horizon, à moyen terme

La relance de l'activité. J'avancerai deux idées : la compétitivité pour aller chercher une partie de la croissance mondiale via les exportations, et l'investissement privé.

– **La compétitivité**. Le PIB des vingt-sept pays de l'Union européenne était d'environ 12 000 milliards d'euros en 2007. Même chiffre en 2011 : il n'y a pas eu de progression. En revanche, le mix a sensiblement changé : la consommation a peu évolué, mais les investissements privés ont baissé de 350 milliards, baisse compensée par la hausse de la dépense publique et celle des exportations. D'où l'importance de prendre des mesures de compétitivité afin de rendre plus efficaces les facteurs de production dans la zone euro et d'augmenter les exportations. Ces mesures concerneraient les coûts, mais aussi la mobilité : mobilité du travail, reconversion, réallocation des secteurs en difficulté vers les secteurs en croissance.

– **L'investissement**. Nous avons besoin de libérer les freins qui pèsent sur l'investissement privé pour regagner les 350 milliards perdus depuis 2007. Les bilans des plus grandes entreprises européennes affichent actuellement 750 milliards de liquidités, soit deux ans d'investissements potentiels inutilisés. Comment rendre attractif l'investissement dans la zone européenne ? Il faut d'une part s'assurer, au niveau macroéconomique, que l'environnement est attractif. Cela relève d'abord des politiques fiscales et surtout de leur stabilité. Ensuite, une approche sectorielle est souvent intéressante, elle consiste à faire évoluer les réglementations dans les divers secteurs (distribution, transports, etc.) afin de susciter l'investissement privé. La Suède a eu ce type d'approche lorsqu'elle a été en difficulté économique dans les années 1990. C'est un exemple parmi d'autres. Travailler la réglementation pour stimuler la concurrence et les investissements dans les différents secteurs est un des axes de travail de chaque gouvernement, au niveau des pays, mais la question du marché unique européen se pose aussi. Le monde économique fonctionne désormais par «plaques» pour prendre une analogie géologique : plaque américaine, plaque chinoise, Inde, Afrique, où se concentrent des centaines de millions de consommateurs. L'Europe est aujourd'hui un marché commun mais pas encore un marché unique. Encourager ce marché unique permettrait de tirer parti des effets d'échelle – 500 millions de consommateurs – et de stimuler l'investissement. Cet investissement, en particulier dans les services, sera générateur de productivité. Généralement, on le voit en Allemagne, c'est quand on a fait des gains de productivité d'abord qu'on peut ensuite redistribuer, en tout cas, augmenter les salaires et donc la consommation.

Les questions d'investissements et de consommation sont liées : favoriser aujourd'hui l'investissement conduit à une augmentation de la consommation dans les années suivantes.

Troisième horizon, pour des effets de long terme : les réformes structurelles.

– **L'éducation**. Elle ne s'est pas encore totalement adaptée au rythme et à toutes les implications de la mondialisation. Il faut entrer dans une démarche d'adaptation permanente des compétences, aussi bien chez les jeunes qui sortent de l'université que chez les actifs qui doivent pouvoir suivre des formations professionnelles tout au long de la vie. Il faut développer les talents afin de faire face aux besoins des industries d'aujourd'hui et de demain. Par exemple, les filières où l'on apprend le big data, c'est-à-dire l'analyse des données informatiques en vue d'augmenter la productivité, sont à développer aussi bien à l'université que dans les entreprises. L'adaptation de l'éducation est un immense défi pour les cinq à dix ans qui viennent.

– **Le progrès technologique**. Le McKinsey Global Institute vient de publier un rapport[2] sur une douzaine de tendances technologiques qui vont transformer le monde et qui sont potentiellement créatrices de valeur : 30 000 milliards de dollars selon nos estimations, soit la moitié du PIB mondial. Il n'est pas sûr que ce sera en termes de valeur ajoutée : une part sera du surplus consommateur ; mais ces technologies, Internet mobile, génie génétique, cloud, robotique, etc., ont un formidable potentiel de développement économique. Il faut donc y travailler dès maintenant, non seulement avec toutes les mesures liées à l'innovation, mais aussi avec celles concernant la réglementation dans les différents secteurs dont je parlais tout à l'heure : utiliser les technologies de l'information permet d'aider le développement de meilleurs services et d'être un meilleur compétiteur dans l'industrie.

– La productivité du secteur public. Les États endettés doivent améliorer leur productivité. Il y a un potentiel gigantesque. Atteindre des gains de productivité de 2% par an réduirait déjà une bonne partie des dépenses publiques et donc, par suite, des déficits et des dettes. C'est un travail dans la durée : produire plus avec moins tout en améliorant la qualité des services, voilà l'enjeu de beaucoup d'États aujourd'hui. De nombreux exemples existent, notamment dans les pays du Nord et au Canada. Certains pays européens s'y mettent à leur tour.

La difficulté, en particulier pour les dirigeants, est de travailler simultanément sur ces trois horizons : la stabilité, l'investissement et la compétitivité, et les mesures structurelles. Mais ce travail est indispensable. Et si l'on parvient à avoir la bonne ambition et une cohérence dans les actions des dirigeants, il n'y a pas de raison pour que l'Europe ne sorte pas renforcée de toutes les mutations en cours.

---

2. McKinsey Global Institute, *Disruptive technologies: Advances that will transform life, business, and the global economy,* mai 2013.

Construire une communauté européenne de l'énergie

Gérard Mestrallet
GDF SUEZ

Le balancement entre crise et mutation s'applique parfaitement au secteur de l'énergie. Nous sommes en train de vivre les deux à la fois : temps court de la crise et temps long de la transformation, voire de la révolution. Nous sommes en train de passer d'un monde ancien à un monde nouveau. Entre les deux, la crise. À partir de ce constat, nous allons essayer de construire une communauté européenne de l'énergie sur les ruines de la politique énergétique européenne.

▶ La situation énergétique de l'Europe

Dans le domaine de l'énergie, le monde est à trois vitesses. Il y a, d'une part, le monde émergent, qui a soif d'énergie quantitative (90% des besoins additionnels en énergie sont en dehors de l'OCDE). Il y a d'autre part les États-Unis, qui vivent actuellement une révolution avec le gaz de schiste, demain avec le pétrole de schiste qui rendra peut-être les États-Unis autonomes en pétrole comme ils le sont déjà en matière de gaz. Être autonome leur permet aujourd'hui d'avoir du gaz très bon marché avec lequel ils font de l'électricité très bon marché, et donc d'avoir une compétitivité énergétique considérable par rapport à l'Europe.

Enfin, l'Europe, en proie à une profonde transformation sous l'effet de quatre principaux facteurs que j'appellerai les 4D :

– La déréglementation : la dérégulation, démarrée il y a quinze ans et qui n'a d'ailleurs pas que des effets négatifs.

– La décentralisation : les énergies renouvelables, largement subventionnées,

entraînent une transformation technologique qui fait que, du monde ancien marqué par les grandes centrales très concentrées et les grosses lignes à haute tension, on glisse vers un monde de petites unités de production individualisées dans lequel les consommateurs peuvent devenir des producteurs. Le rapport à l'énergie est en train de changer profondément. L'énergie centralisée est remplacée par une énergie distribuée au plus près des territoires et des consommateurs, grâce à des unités de petite dimension et en général renouvelables, donc décarbonées.

– La digitalisation : l'irruption des technologies numériques dans le domaine de l'énergie (capteurs intelligents et communicants, *smart grid)* permettent de gérer de façon complètement différente le rapport de chacun à l'énergie.

– Le déclin, du fait d'une part de la croissance économique faible en Europe, voire nulle ou négative, et d'autre part des efforts considérables en matière d'efficacité énergétique, d'économie d'énergie. Après cinquante ans de croissance ininterrompue de la demande d'électricité et de gaz, nous sommes passés depuis le pic de 2008 à une décroissance structurelle.

▶ Le triple échec de la politique énergétique européenne

L'Europe fait face à l'échec des trois objectifs de toute politique énergétique – climat, compétitivité et sécurité d'approvisionnement.

Échec du climat, qui ces cinq dernières années était pourtant la priorité absolue de l'Europe qui avait construit un marché du carbone, ratifié Kyoto et s'était fixé l'objectif des « 3 fois 20 » à l'horizon 2020[3]. Le marché du carbone s'est effondré, conséquence indirecte du gaz de schiste américain : le gaz aux États-Unis élimine le charbon, qui revient en Europe à bas prix et à son tour élimine le gaz (plus cher en Europe). De ce fait, les centrales à gaz européennes ne tournent plus tandis que les centrales charbon tournent à fond. Comme ces dernières émettent deux fois plus de CO_2 que le gaz, les émissions de CO2 pour le secteur de l'énergie augmentent en Europe alors qu'elles baissent aux États-Unis. Échec pour le climat.

Échec de la compétitivité également, puisque le prix de l'énergie, pour les consommateurs aussi bien particuliers qu'industriels, augmente en Europe alors qu'il baisse aux États-Unis. Cette augmentation est due à la fois aux taxes et au coût considérable de l'énergie renouvelable. Notons que dans certains pays comme l'Allemagne, pourtant riche, ce coût est devenu presque insupportable.

3. Objectif de « 3 fois 20 » : réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de 20% de l'efficacité énergétique et une part de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE.

Échec, enfin, sur le plan de la sécurité d'approvisionnement. Nous avons en France, des surcapacités de production globales, auxquelles depuis la crise nous avons ajouté des surcapacités renouvelables. J'en parle en toute transparence : nous y avons contribué puisque GDF Suez est le premier producteur d'électricité à partir d'éoliennes terrestres et de biomasses en France. C'était la politique générale dans toute l'Europe. On a donc ajouté des surcapacités à un secteur déjà caractérisé, du fait de la crise, par des surcapacités. Par conséquent, les prix de l'électricité sur le marché de gros n'ont jamais été aussi bas, quand pour le consommateur ils n'ont jamais été aussi élevés. C'est un paradoxe : si on a des surcapacités en moyenne, on a des sous-capacités pour les pointes puisque l'on est en train de fermer à tour de bras des centrales à gaz, les plus utiles pour les pointes.

Triple échec. C'est ce message que les grands chefs d'entreprises énergétiques en Europe, que j'avais réunis à la veille du sommet européen sur l'énergie, ont lancé aux chefs d'État : la politique énergétique européenne est un échec, il faut la reconstruire. Vous êtes en train de détruire votre industrie énergétique sans le savoir. Les fermetures massives de centrales à gaz ont un effet négatif sur la sécurité d'approvisionnement européenne et sur les entreprises énergétiques qui les ont construites à coups de milliards. Ce n'est pas marginal. Alors que la France se déchire pour savoir s'il faut ou pas fermer Fessenheim (1 600 mégawatts), GDF Suez a fermé l'équivalent de six fois Fessenheim en centrales à gaz et sept fois E.ON[4].

▶ Il faut reconstruire notre politique énergétique

La situation est sérieuse et pourtant considérée avec une relative indifférence. C'est pour cela que nous avons voulu lancer un message fort à la veille du sommet. Les huit PDG d'entreprises énergétiques européennes présents ont fait des recommandations sur quatre axes :

– Rétablir un marché du CO_2 qui envoie un signal carbone stable et non pas erratique, afin de faciliter la transition vers un monde nouveau décarboné.

– Assurer une plus grande convergence en matière d'énergies renouvelables et une croissance de ces dernières à un coût supportable pour l'ensemble des consommateurs.

– Mettre en place un marché des capacités afin d'éviter les grandes pannes qui nous attendent l'hiver prochain.

– Faire de la recherche sur les segments nouveaux tels que le *smart grid,* les gaz ou pétroles non conventionnels, la capture du carbone, etc.

4. E·ON est le nom de la holding du plus gros fournisseur d'électricité du monde. Son siège est à Düsseldorf. Son nom vient du grec aeon qui signifie « éternité ».

Ce sont là des recommandations techniques. Je pense que les chefs d'État devraient y ajouter, d'abord, la nécessité d'avoir des infrastructures (autoroutes électriques ou gazières) en Europe. De plus, l'Europe, première puissance mondiale, est la seule à n'avoir aucune géostratégie énergétique internationale. Enfin, il faut ajouter à toutes ces préoccupations la dimension sociale afin de lutter contre la précarité énergétique : il faut introduire la nécessité d'une solidarité énergétique et éduquer les consommateurs à une meilleure consommation de l'énergie.

Voilà ce que pourraient être les bases d'une communauté européenne de l'énergie, renaissant sur les ruines de la politique énergétique européenne.

Débloquer le secteur du transport public

Pierre Mongin
Groupe RATP

Dans le secteur du transport public, le choc des temps se ressent tous les jours, entre d'une part la délivrance d'un service obsédé par la régularité et la ponctualité, et qui fournit une information aux voyageurs de plus en plus instantanée ; et d'autre part des cycles d'investissements extrêmement lourds et longs. Un équilibre entre les temps est donc indispensable à la bonne santé du secteur des transports. Or, la crise actuelle le perturbe. La raréfaction des financements publics, qui pèse lourdement sur les marges des services mais plus encore sur le transport lui-même, risque de réduire les capacités d'investissements du secteur.

D'abord, il y a un sujet récurrent dans ce secteur : l'incapacité à obtenir une tarification suffisante. Même dans le cas d'un service bien financé par l'usager comme à la RATP, le coût du service est payé au maximum à 50% par les recettes clients. De plus, les opérateurs du secteur doivent gérer l'instabilité du cadre juridique et régulatoire, qui a tendance à s'aggraver avec la crise.

Bref, le secteur des infrastructures de transport dans son ensemble court un risque d'éviction de certains acteurs du marché et un risque de sortie de capitaux longs, ce qui affaiblirait une filière qui est pourtant, sur le plan industriel en France, une des plus dynamiques à l'export et en matière d'innovation.

Comment sortir de la crise des infrastructures de transport ?

La première responsabilité revient aux entreprises concernées et à leur capacité à innover, à optimiser les moyens qui sont à leur disposition. À la RATP, par exemple, nous dégageons de la productivité qui augmente nos

capacités d'autofinancement, par exemple en automatisant complètement une ligne de métro.

Mais deux nécessités méritent également d'être soulignées.

D'abord, il faut bien arbitrer les temps. Cela a été le cas lors des arbitrages concernant le Plan de mobilisation sur les transports, un plan correctif auquel l'État et la région Île-de-France ont travaillé ensemble afin d'améliorer le plus rapidement possible le quotidien des usagers des transports d'Île-de-France, qui n'ont pas bénéficié, à mon avis, de suffisamment d'investissements ces dernières années. Le gouvernement a décidé de reprendre 2 milliards d'euros au projet à long terme du Nouveau Grand Paris, en co-financement avec les collectivités locales, pour financer ce plan de rattrapage. Ce dosage à 2 milliards ne met absolument pas en péril le projet du Nouveau Grand Paris, ses échéances et sa capacité de réalisation. C'est ce type d'arbitrage que les pouvoirs publics, en liaison avec les opérateurs, doivent faire afin de débloquer un certain nombre de situations.

Deuxième nécessité pour sortir le secteur des transports de la crise : construire des modèles solides de partenariat public-privé, avec :

– un *leverage* raisonnable, car il s'agit de dettes adossées à des actifs physiques à très longue durée de vie qui offrent des garanties certaines aux prêteurs ;

– une capacité à faire payer le plus possible le juste prix ;

– des décisions politiques claires et stables.

Prenons l'exemple du Brésil. La RATP y est présente en tant que co-opérateur d'une ligne de métro à São Paulo, la ligne 4, qui est un magnifique partenariat public-privé. Je suis, comme tous, surpris que le Brésil soit actuellement confronté à un mouvement social de grande ampleur parce que les pouvoirs publics sont incapables d'assumer les conditions normales de mobilité dans les mégapoles et font peser sur la vie des gens des contraintes insupportables. En même temps, je suis très optimiste sur la capacité de ce pays à régler ce problème dans les dix ans à venir, parce qu'il a compris les forces et les flexibilités de son modèle économique de partenariat public-privé. Voilà un exemple qui devrait nous faire réfléchir sur l'utilisation optimale des capitaux privés dans le secteur de l'infrastructure des transports.

▶ Rendre les projets possibles

Nous disposons d'un contexte à priori favorable : des taux bas, des liquidités surabondantes, des besoins d'emploi de capitaux longs, notamment pour régler les questions inter-générationnelles. Il faut maintenant travailler à débloquer les situations, afin de permettre aux très nombreux projets qui sont prêts dans le monde de démarrer, les ingénieurs ayant beaucoup travaillé dans le domaine du transport et de la mobilité urbaine.

Il faut obtenir des calendriers fixes sur les projets. Il faut une stabilité régulatoire. Il faut des décisions claires et rapides des pouvoirs publics. Tout cela pourrait d'ailleurs être catalysé par une impulsion européenne plus dynamique. On aurait là le meilleur des soutiens en terme d'activité économique, d'emplois et de réponse à des besoins essentiels de la société.

Les trois bénéfices fondamentaux d'un système d'infrastructures de transport urbain profiteraient à tous : la compétitivité du territoire et la vie facilitée des salariés, l'inclusion sociale des quartiers autrefois enclavés et l'amélioration de l'environnement par une pollution moindre.

Globalization and Institutions for Long-Term Growth

Vera Songwe
World Bank

In an uncertain financial environment, globalization has emerged as a certainty and innovation the biggest challenge before us. The global nature of the crisis is a first. Previous crises have been limited to sub-regions or clusters of nations. The great depression for example was mainly a Western crisis; the "Tequila crisis" in Latin America, the East Asia crisis, and for Africa, the debt crisis of the 1980s. Each of these crises had an enormous impact on the growth of individual regions with some externalities to a few others but they were largely limited in their geography. It is not surprising therefore that in 2007-2008, a lot of effort was put into discussing who was and will be affected by the crisis and who will not be.

Half a decade after the crisis, it is clear that its impact was and continues to be global and it has globalized the world in a way that is not reversible. However the crisis has impacted markets in a heterogeneous manner. The financial markets are still struggling to get out of the greatest depression in over 100 years. Capital cost is low but debt remains high in developing counties and excess liquidity and overheating is threatening the emerging economies of East Asia while Africa is emerging as an attractive destination for capital but still lacks the infrastructure to attract enough capital to keep pace with growth.

The markets for goods experienced sharp drops and after a brief cyclical rebound the pace of trade expansion is decelerating once again. Asia and China kept the commodity boom going through the crisis pulling up Africa, Latin America and Australia especially while trade with the rest of the world slumped. Recent acceleration in developing country imports also resulted

in high income and developing country exports creating a virtuous cycle of overall improvements in trade following a massive depression at the onset of the crisis. However, the pace of global trade expansion has not reached its pre-2008 levels reflecting the persistent fragility of the global recovery.

The weakness on the trade front is reflected in the labor markets. On the labor market front across the board countries are struggling with rampant unemployment, in the developed markets jobs are being destroyed and countries are confronted with record levels of unemployment; in emerging Asia tensions with labor cost and working conditions are on the rise and in Africa, Latin America and South Asia youth employment pressures are mounting.

Institutions mired in short term adjustments and the rapid searches for quick fixes are exacerbating the problem. Long term sustainable solutions while becoming clearer continue to languish due to lack of consensus. This crisis of market preserving global institutions is where the world is today. The financial crisis brought to the fore the need to rethink and re-establish new market rules for global exchanges and market equilibrium.

Over the period 2002-2008 the world economy experienced unprecedented wealth creation and growth mainly as a result of financial innovation. This massive capital increases were however not being allocated efficiently throughout the economy for more diversification, and innovation on the product markets. It is that model of growth relying basically on financial innovation as an end in itself which reached its limits with the financial crisis. With manufacturing left out of the financial boom in any ways jobs came under threat, first in the developing world where relative costs precipitated the move of firms overseas, with excess liquidity large firms with ready access to capital overlooked efficiencies. The most equalizing factor was many could buy a home, but not many could afford a home, providing a false sense of equality. The growth model for the future remains essentially the same but will have to be more inclusive; the mix however is what is under debate.

In parallel however over the last decade the global supply and demand chains, or the geography of markets has changed fundamentally and the old models of market formation, value creation and exchange are no longer relevant. And new growth models will have to look at open models of growth globally connected and integrated labor, technology and financial chains.

▶ At which state are we in today?

The world economy is now on a recovery and upward adjustment trajectory but it is not linear and far from homogenous.

The global economy is transitioning into what is likely to be a smoother and less volatile period. Financial market conditions have improved significantly since June 2012, and while high-income countries still face serious challenges, the likelihood of a major crisis has subsided.

Overall, high-income country growth is expected to only gradually strengthen from 1.2 percent this year to 2.3 percent by 2015. The bulk of developing countries are fully recovered from the crisis and less volatile external conditions are expected to yield a gradual acceleration of activity in developing regions.

Developing-country GDP is now projected to be around 5.1 percent in 2013, strengthening to 5.6 percent and 5.7 percent in 2014 and 2015, respectively. Growth in several middle income countries has been held back by supply bottlenecks and is unlikely to reach pre-crisis rates unless supply-side reforms are pursued vigorously.

In developing Europe the recovery remains incomplete with unemployment, and spare capacity remaining as important problems. For the Middle-East and North Africa, civil and political unrest continues to hold back growth.

Turning to Africa, Africa's growth will remain strong mainly due to the strong underlying demand factors that have contributed to its growth so far this is expected to continue in the medium term and to support growth. Regional GDP is projected to pick up to 4.9 percent in 2013, 5.2 percent in 2014, and 5.4 percent in 2015. Excluding, the region's largest economy, South Africa, GDP growth for the rest of the region is expected to increase by 6.2 percent in 2013 and 2014, and further strengthen to 6.4 percent in 2015. Net private capital inflows are projected to reach 77.5 billion dollars in 2015 from 48.3 billion in 2012. Household spending should see an uptick mainly as more emphasis is given to agriculture and infrastructure improves; increased remittance flows, and a stable macroeconomic environment should also support this growth. Mineral exports will remain strong but may taper somewhat on the back of falling demand from China, however net, the net exports contribution to growth is expected to be modest or even negative, on account of strong import demand (especially capital equipment). Several African countries even risk overheating if policy does not tighten.

New risks and challenges remain. These include quantitative easing in Japan, and its withdrawal in the United States. Lower commodity prices are a potential concern for commodity exporters, while asset price bubbles and excess leveraging could be a problem among fast growing East Asian economies.

Overall China is emerging as an important new center. As China goes so goes most of the developing world and an important part of the world economy as a whole. In China also, growth has slowed as authorities seek to rebalance the economy.

Looking at broader region-wide trends, East Asia is expected to grow by 7.3 percent in 2013; developing Europe and Central Asia by 2.8 percent; Latin America by 3.3 percent; Middle East & North Africa (MENA) by 2.5 percent; South Asia by 5.2 percent and Sub-Saharan Africa by 4.9 percent with South Africa depressing the average substantially.

▶ How does one characterize the crisis with regard to the long term scale of capitalism?

More countries are trading with each other today. Capitalism as an institution emerges from the crisis in need of adjustments but from a long-term perspective it is strengthened. However capitalism as a global good needs strong global institutions to oversee and protect it. Trade between developing countries is accelerating at an unprecedented pace, accounting for about a third of global trade. Projected trade growth for developing countries is estimated to grow between 6.4 percent to 8.4 annually over the medium term compared to high-income countries trade growth of 2.8 percent to 4.3 percent annually over the medium term.

As documented in World Bank report "Global Economic Prospects 2013" over the past decade, the most dynamic segment of global trade is trade among developing countries – so called "South-South" trade. Indeed, over the past decade the USD value of trade between developing countries has grown annually by an average of 19.3 percent (17.5 percent if trade with China is excluded) versus about 11 percent for developing country exports to high-income countries.

One significant element that has driven this South-South trade has been the growing role of East Asia as a major global trading bloc. Together this region, accounts for about half of the re-orientation towards South-South trade, with China, being the most dynamic trading partner. Indeed, over the crisis period, without exception, every single developing region has increased its trade with China, while contemporaneously reducing their trade dependency on high-income markets.

Between 1999 and 2011 sub-Saharan Africa increased their exports to China from 2.23 percent of their total exports to 22.73 percent, Latin America increased theirs from 1.0 percent to 11.5 percent and the Middle East and North Africa from 2.21 percent to 15.29 percent. Reflecting the strong integration of production networks in East Asia, the share of exports from other East Asian economies to China has increased from 4.5 percent in 1999 to 18.6 percent in 2011.

China is capitalizing the world. While trade in natural resources, in particular ores and metals has been the fastest growing commodity category of imports among developing countries, the growth in trade in manufactured goods among developing countries has also been solid - growing as fast as petroleum imports and faster than agricultural raw material imports. While in many developing countries the mining sectors are still state owned and controlled by the state Chinese investments in the mining sector are democratizing mining, creating private mining companies in countries. However, there is also a remarkable increase of trade in manufactured products trade. Excluding China, manufactured goods have been the fastest component of south-south trade, reflecting increased production chain inter-linkages among developing countries, particularly in the East Asian region.

But as south- south trade deepens and strengthens market in the developing world the resurgence of announced bilateral and regional trade agreements among high-income countries is also a positive sign for the post crisis economy.

Notable among these are the US-EU free trade agreement and the Trans Pacific Partnership (US and nine other economies, including high-income countries such as Japan, Australia, New Zealand, Singapore and Chile). While bilateral and regional preferential trade agreements have proliferated in past decades, these new accords (if agreed to) are much larger in scope. A trade agreement between the US and the EU alone would be unprecedented in size –accounting for some 40 percent of global trade. This would affect the direction of world trade substantially.

The new discussions on trade agreements, Japan's radical shift in policy, on-going implementation of Basel III, the austerity agreements in Europe and the increased importance of the role of China in Africa and other emerging markets point to the fact that overall the world economy is adjusting and growing out of the crisis. But the debates are still mostly centered on the short term. The big challenges of how to engineer a new global growth model, which absorbs the millions of youth across the developing and developed world in need of jobs remains. This will require more investment and more capital, and the new regulatory framework for capital markets will have to get the balance right.

A successful exit from the crisis would require innovation, innovation around the new tools needed to re-establish growth by fostering trade while regulating the new globalized production and financial chains. This must include resolving the tension between ensuring stability within regional markets while safeguarding the integrity of global markets. For this new order to take root, multilateral institution such as the World Trade Organization, the Financial Stability Board, the Bretton Woods Institutions would need to play an important mediating and harmonizing role to help put the world economy back on a path to sustained long-term growth.

3.

Les temps du développement

Le développement rapide, c'est possible ! Plusieurs pays l'ont montré dans le dernier quart de siècle. D'autres se sont heurtés à de difficiles questions : quelles sont les « bonnes » politiques publiques ? Les bonnes institutions ? Peut-on brûler les étapes du développement de l'agriculture ou de la base manufacturière et compter sur la croissance du secteur des services ? Comment accélérer les profonds processus de transformation sociale et sociétale qui sous-tendent le développement ?

Cette vision de pays bien portants qui se développent et de pays malades a aussi contribué à installer la culture du résultat de court terme. Comment rétablir la dimension temporelle dans la définition de l'efficacité en matière de développement ?

Pour de nombreux pays pauvres, le « développement » est une urgence. Il l'est aussi après les printemps arabes pour tous les jeunes menacés par un chômage massif. Comment définir des actions prioritaires ? Comment faire en sorte que l'action dans l'urgence serve aussi les intérêts de long terme ?

Contribution du Cercle des économistes

Pierre Jacquet

Témoignages

Abdoul Salam Bello • Esther Duflo • João Carlos Ferraz
Philippe de Fontaine Vive Curtaz • Nora Lustig • Ibrahim Assane Mayaki
Mustapha Nabli

Modérateur

Vincent Giret

Time Dimensions of Development

Pierre Jacquet

One of my theses in this short introduction is that current debates on development tend to ignore the time dimension. Time is seen as a constraint rather than a factor of change. For a number of reasons, we have become more "impatient". Transformations that took centuries are now expected to take place in a number of years or possibly a decade, in a sweeping generalization of the dramatic changes that happened in countries such as China or other East Asian Tigers[1]. There are several possible reasons behind that evolution. The constant flow of information made possible by technological progress distracts the attention from the longer perspective to the sometimes insignificant things that happen at the surface, which we elusively try to read as indicators of the deeper trends. By definition, grasping trends requires taking a step back from the flow of events and looking over time, rather than over the weekend. Moreover, the availability of panel data creates an incentive to substitute space for time by focusing on cross-country comparisons, as if each country could be analyzed as a potential step in a trajectory that could be common to all of them: instead of analyzing processes, one compares stages of development across countries and ranks them on the basis of various indicators that may or may not be relevant from any individual country perspective. Only recently did time come back through the urging concern about sustainability, this time as a sanction of past and current practices, and as a new consideration involving issues of intergenerational equity.

1.Although one might observe that the estimated speed of that transformation depends on the date of origin that one considers. Up to the 18th century, the weight of China in the World Economy was very high, and despite the recent, dramatic development of the Chinese economy, its weight is still much smaller than it was.

While this is a paramount issue in today's developmental approach, it does not capture the full relevance of the time dimension.

■ Time: a transparent variable

Most discussions on development implicitly or explicitly adopt a very simplistic view of the time dimension along lines such as: "under-development is an anomaly and even a pathology, under-developed countries are late, good policies can be identified to spur the growth process, one needs to take into account the inequality profile along that process, fast progress is possible and desirable as some countries have recently impressively demonstrated it, and therefore the game consists in finding ways to emulate their example."

There is much to be said for that view, actually. The welfare of millions of people hangs in the balance, and speeding up the development process appears as a major priority. The whole development agenda then follows: "right" policies need to be put in place, good governance is indispensable, macroeconomic stability is an asset, markets need to be made to work and competition and trade are crucial ingredients. A more complete story also recognizes that development is much more than economic growth; that the current GDP-based metric is inappropriate and that one needs to focus more on the individual, on the sustainability of the development process and on social inclusion.

However, by looking at time as a unit of measurement of weeks, months and years that fly away, this approach misses a crucial aspect of the process, namely the fact that "time" means more than a lost opportunity that calls for speeding up growth. It focuses on the end point (richer and more equal societies), the starting point (under-development), and the speed to go from the one to the other. This is a deceiving approach to dynamics and rather belongs to the realm of comparative statics (or admittedly that of a pre-determined mechanical movement) by which the objective is to move from an undesirable equilibrium (poor development) to a desired one, mainly by focusing on the characteristics of that desired equilibrium. The policy recommendations then follow: apply to the poor equilibrium the quality features of the good one.

The real issue, however, is "how" movement happens or can be made to happen. That requires understanding and using time as a crucial engine of change, through which imbalances play out and new interactions are created. The key to movement is to make sure that the departure point is not stable, so that time will impose changes. Time refers both to a moment in History, and to duration. Neither of these is indifferent or independent from the other: if development is path-dependent, the moment matters and is essential to the dynamics and to the choice of actions to undertake, *i.e.* policy elaboration and implementation. Moreover, wanting to promote development requires a

good analysis of why the desired transformation does not take place in many instances, to identify what decisions might both be politically feasible and bring instability (therefore movement), and how time would play to build on such instability and help reach the desired outcome. This is not the kind of questions generally discussed in seminars across the globe, where most of the debates focus on what is desirable and what "should" be done, or, for that matter, what "we" should do, without defining who that "we" might be, or questioning why what should be done has not been done yet. And this is not surprising, because understanding instability and movement also requires understanding causality, one of the most difficult and controversial questions, both theoretically and empirically.

In this panel discussion on the time-dimensions of development, I would thus like to raise three series of questions for our panel to discuss (in a non-exclusive way). I believe all of them are relevant, among others, to the issues at hand.

■ Is there a sequence?

The first broad set of questions deals with the nature of the transformation process from underdevelopment to development[2]. Should we believe that this process is phased-in through various pre-determined stages that can be identified (possibly with various possible culturally or historically driven scenarios about the ordering process between these stages), or is it unpredictable and chaotic? There is much to say for the latter: one could, following the vision of development economists like Debraj Ray[3], see development as a shift between multiple equilibriums, from one (a vicious circle) where nothing works, because interactions and synergies don't take place, to another one (a virtuous circle) where everything works in tandem.

What does history teach us in that respect:[4] This very broad and conceptual question holds the key to policy and strategic thinking about development processes: are there "right" priorities? Is there any progress that will, by itself, create so much disequilibrium as to set in an irreversible motion in the desired direction? Or is the answer blurred, time-and-space dependent, so that no general principle can be offered and the formulation of any country's development policy will largely be indigenous? In a nutshell, this question deals

2. This was studied by North, J. Wallis and B. Weingast (2009), *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History,* Cambridge University Press.
3. See for example Ray, D., Development Economics,
4. Note that the Growth Commission, chaired by Nobel Prize winner Michael Spence, examined in 2006-2008 the trajectories of 13 countries which underwent at least 25 years of successive growth at rates higher than 7% per year, every year, and discovered both similarities and significant divergences. See Conference on Growth and Development (2008), "The Growth Report. Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development". Washington, D.C., The World Bank.

with the "how" issue mentioned above, from a technical perspective: what sequence of actions and events, if any, can be expected to produce the desired transformation? This "theoretical" question has very practical implications: for example, can the traditional process from agricultural productivity growth to the development of an urban manufacturing base be by-passed through the development of the services sector?

■ **What drives action?**

The second series of questions belongs to the realm of the political economy, and to the relation between political, economic and social objectives. From the technical understanding of the process, whether ordered through time or fully indigenous and specific, what is the policy sequence (as opposed to the sequence of stages) of necessary decisions? How to create the conditions for these decisions not only to be taken, but also to be implemented? What is the role of the ruling elites, of academic and intellectual leaders, of civil societies, of revolutionary movements, of demonstration effects from external events? How to use vested interests to generate change? The current situation in Arab countries after the Arab Springs provides an interesting and urging laboratory to address such questions. How to reconcile the expectations for short-term gains, and the short-term horizon of power politics, with the organization of any development strategy as a long-term process? What can we learn from History?

■ **How to measure successful development over time?**

The third question deals with monitoring the development process and notably challenges all those who wish to effectively help from the outside, but also policy-makers wanting to achieve and show progress. Foreign donors often have their own preferred interpretations about the previous questions, which may differ from the local ones. If the transformations are to be led by the ruling elites, can foreign assistance afford not supporting these elites? Over the last quarter of a century, the imperative of aid effectiveness (often defined as the demonstration of short-term observable and measurable achievements) has dominated most of the development aid debates. This quest, however, implicitly calls for a vision of development as a gradual process of accumulation of good and cumulative "development results", and is often driven by the quest for the "optimal" result, as opposed to the best feasible one. But do we know the kind of results that may irreversibly unleash the development process? Can this be found through an empirical trial and discovery process that is not based on any pre-determined, theoretical ordering? How can one define a good "results-based" aid and development strategy? Part of the difficulty relates to the metric of development, particularly hard to define since it is a multivariate process, so that any aggregate figure to measure "progress" is bound to be partial (*e.g.* the change in GDP per head), possibly misleading, and value-laden (how to weigh

the various variables relatively to each other, how to ponder the trade-offs?); and any framework is likely to be incomplete and too general to be applied everywhere (for instance, the Millennium Development Goals).

■ Empower local actors

There is broad agreement that all these issues, and the development challenge altogether, require local ownership in developing countries. What this means, essentially, is that time and space are tightly related: the time dimension is local in essence. Yet, the temptation remains irresistible to project our experience and convictions and to deny the right to a trial-and-error process that certainly was instrumental in the History of developed countries and that is obviously not over for them either. At the Global Development Network (GDN), we work on empowerment through a very specific angle: building research capacity in economics and social sciences in developing countries, so that their voices can be accepted and heard globally, and their researchers can promote a local debate on major policy issues, thus encouraging the use of evidence to define local priorities and elaborate public policies. In itself, this does not aim at providing "solutions" to the development challenges, but to allow local actors to be equipped to find their own solutions and thus master time as they think fit.

Le temps de l'Afrique est-il venu ?

Ibrahim Assane Mayaki
Benoît Faivre-Dupaigne
NEPAD

La croissance africaine, mais quelle croissance ?

Poser la question de la réalité du développement de l'Afrique, c'est déjà en partie y répondre. Sous l'angle de la croissance, les faits sont assez bien établis et il suffit d'en rappeler quelques indicateurs. Le FMI, a estimé la croissance à 6,5 % par an dans les années 2004-2008, chiffre réduit seulement à 5,4 % en 2010 et 5,2 % en 2011 malgré la crise globale. On a souvent mentionné la capacité de résilience de l'Afrique face à la crise financière que l'on peut imputer à sa faible intégration aux marchés financiers internationaux et au relais de croissance pris par les deux géants asiatiques sur la contraction de la demande des partenaires occidentaux traditionnels. «L'affaissement du capitalisme occidental a accéléré l'expansion du commerce Sud-Sud et suscité d'importantes redistributions de parts de marché[5]» . Cette croissance a été soutenue par la hausse des prix des matières premières, elle-même stimulée par la demande mondiale effective et par les anticipations de hausse qu'ont générées les investissements en Afrique (notamment étrangers) qu'ils aient été conclus ou promis.

Le véritable enjeu est désormais celui du type de croissance sachant que ses fondements pour l'Afrique sont assez radicalement différents de ceux qu'ont connus les pays développés et émergés. Les défis, en particulier démographiques et environnementaux sont aussi sans précédent dans l'histoire des décollages économiques.

5. Chaponnière, Perreau, Plane, *L'Afrique et les grands émergents,* AFD, 2013.

La croissance actuelle se caractérise notamment par la persistance d'une pauvreté massive et qui augmente. Le taux d'extrême pauvreté est proche de 50% en Afrique subsaharienne, soit le taux le plus élevé au monde, malgré une baisse de 17% sur la dernière décennie. L'Afrique subsaharienne est la seule région dans laquelle le nombre absolu de pauvres a augmenté régulièrement entre 1981 et 2010. Il y avait deux fois plus de personnes extrêmement pauvres vivant en Afrique subsaharienne en 2010 (414 millions) qu'il y a trois décennies (205 millions). L'extrême pauvreté y représente désormais plus du tiers du total mondial alors qu'elle n'en représentait que 11% en 1981.

Entre 2000 et 2010, six des dix économies qui croissaient le plus vite étaient africaines et en même temps, six des dix pays les plus inégalitaires sont africains. Le pays le plus puissant du continent, l'Afrique du Sud, a connu, parallèlement à une croissance annuelle moyenne de 3,3% par an entre 1993 et 2011, un creusement des inégalités. Son coefficient de Gini pour les revenus est passé de 0,66 en 1993 à 0,70 en 2008, les écarts de consommation n'ayant pu être tempérés que grâce à une politique volontariste d'aides sociales.

▶ Le temps de la transformation

La question qui se pose est donc de savoir si le temps du changement de trajectoire est venu, si les conditions d'un changement qualitatif – que nous avons pris l'habitude de nommer transformation – sont désormais réunies. Comment un processus de transformation peut-il s'enclencher ou émerger du dépassement des contradictions actuelles comme on l'aurait dit à une autre époque.

La transition démographique

L'Afrique subsaharienne est la dernière région du monde à s'engager dans un processus de transition démographique ; elle commence à peine dans certains pays : Afrique du nord, Afrique australe. Le reste du continent, qui représente 90% de la population d'Afrique sub-saharienne, détient le record mondial de la fécondité, avec 5,5 enfants par femme. Le facteur éducatif est essentiel. «Le coefficient de corrélation associant l'indice de fécondité au taux d'alphabétisation féminin est toujours très élevé. La variable explicative la mieux identifiée par les démographes n'est pas le PIB par tête, mais le taux d'alphabétisation des femmes.[6]»

Or plus des deux tiers des analphabètes en Afrique sont des femmes. Si un certain rattrapage a pu être réalisé depuis la fin des années 80[7], seuls

6. Todd, Courbage ; *Le Rendez-vous des civilisations,* Paris, 2007

7. Le taux d'alphabétisme chez les femmes adultes est passé de 58% à 67% en Afrique en moyenne des années 1985-1994 aux années 2005-2011 contre respectivement 74% et 79% chez les hommes (données Unesco)

15 pays ont relevé leurs taux d'alphabétisation des jeunes au cours des années 2000 à 2009 avec des disparités hommes-femmes qui sont restées inchangées[8]. Malgré ces chiffres peu encourageants, l'avenir semble prometteur : les taux de scolarité s'améliorent et l'on estime tout à fait plausible que la plupart des pays d'Afrique puissent réaliser la parité entre les genres à l'école primaire d'ici 2015. On peut donc être optimiste qu'avec une certaine inertie, l'analphabétisme féminin recule drastiquement dans les décennies à venir, et la fécondité avec.

Le dividende démographique

La population jeune (0-24 ans) du continent devrait croître jusqu'en 2100. Entre 2010 et 2050, l'augmentation sera de 230 millions et le ralentissement ne se produira qu'à partir de 2025. Au taux de croissance projeté de la population, le nombre de jeunes en Afrique va doubler d'ici 2045. Pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, les arrivées annuelles sur les marchés de l'emploi devraient ainsi atteindre 32 millions en 2050, soit près du double des arrivées estimées pour 2010.

L'accélération de la baisse de la fécondité africaine devrait produire une chute des taux de dépendance soit l'apparition d'un «dividende démographique» qui permet une allocation des ressources à des fins plus productives et qui constitue donc une opportunité historique (unique) pour peu que l'épargne soit orientée vers l'emploi et les biens collectifs nécessaires au bien-être d'une population toujours en croissance. Le niveau équivalent à celui atteint par l'Asie de l'est pour son décollage devrait se produire vers 2025 en Afrique. L'«employabilité» des jeunes devrait s'améliorer dès à présent avec le nombre de diplômés qui a triplé entre 1999 et 2009 en Afrique sub-saharienne. Les jeunes représentent pourtant 60% du chômage du continent.

Une nouvelle classe moyenne a émergé

La vision d'une Afrique dont la croissance repose sur les ressources naturelles est à nuancer. Une étude sur la consommation montre à quel point la globalisation a pénétré les modèles de consommation africains. Les consommations finales y représentent 45% de la croissance du PIB contre seulement un tiers pour les ressources extractives dans les années 2000[9]. Les classes moyennes (4-20 dollars/jour) représentent désormais 34% de la population.

---

8. Dans la plupart des pays, les taux d'alphabétisation sont plutôt stationnaires au cours de la dernière décennie. (rapport sur les OMD en Afrique 2011 et 2012).
9. *Lions on the Move : the Progress and Potential of African Economies;* McKinsey Global Institute, June 2010.

Les équilibres internes sont remis en cause

Les printemps arabes, qui d'ailleurs se passent en majorité dans des pays africains, illustrent le désir de transformation d'une génération, produit de la transition démographique, avec des niveaux d'instruction élevés et qui se heurte à une ploutocratie confisquant les rentes.

La démographie lance aussi un défi à notre vision d'un développement par l'urbanisation : plus de bouches sont à nourrir et il faut s'assurer que les villes, par ailleurs sous-industrialisées, ne deviennent l'exutoire de la pauvreté rurale. L'Afrique importe environ 30 milliards de dollars de produits alimentaires par an et c'est le seul continent dont la production alimentaire par tête a baissé au cours des trente dernières années. À côté de cela, sur les 30 villes qui croissent le plus vite dans le monde, 20 sont africaines et en 2035, la moitié des africains vivront en ville. Cela n'empêche pas qu'en valeur absolue, la population rurale continuera à croitre de façon importante. Sachant qu'une quantité considérable de jeunes va entrer sur le marché du travail (300 000 par an pour un pays africain moyen), le monde rural doit rester un pourvoyeur d'emplois pour absorber cette main-d'œuvre qui ne pourra pas toute émigrer ni saturer les villes. Il convient de rendre les territoires ruraux attractifs et prometteurs pour les jeunes générations. Or il suffit d'un chiffre pour illustrer la marginalité des zones rurales africaines : selon l'Indice d'accès rural (Banque mondiale), seulement 34% de la population rurale d'Afrique sub-saharienne vit à moins de deux kilomètres d'une route praticable par tout temps, contre 59% en Afrique du Nord et le Moyen-Orient et jusqu'à 90% en Asie de l'Est et dans le Pacifique. La transformation sera rurale.

Les rapports au monde ont changé

Les partenaires sont plus diversifiés. La relation de dépendance se réduit donc. Les investissements des BRICS représentent désormais 25% du total des IDE à destination de l'Afrique et la plupart concernent d'abord le secteur manufacturier et les services tandis que le secteur primaire, notamment extractif, ne compte que pour 26% de leurs investissements en Afrique. Ces pays consacraient 4% de leurs IDE en 2009-2011 à l'Afrique, faisant de ce continent une destination beaucoup plus importante relativement que pour l'Union européenne ou les États-Unis. En 2011, la Malaisie était le troisième plus grand investisseur étranger en Afrique derrière la France et les États-Unis[10].

10. Notons que la Malaisie est le plus gros investisseur émergent en Afrique avec, fin 2011, 19,3 milliards de dollars d'IDE, soit plus que les 16 milliards de dollars placés par la Chine et les 14 milliards de l'Inde.

Les anciennes politiques ont fait leur temps

Les ingrédients sont donc là pour susciter un besoin de transformation et pour dégager les moyens permettant d'y parvenir. Or la simple poursuite de la politique actuelle ne peut suffire à changer la nature de la croissance. La BAD s'est risquée à des extrapolations des tendances récentes pour envisager une projection à 50 ans du PIB par habitant qui passerait de 1665 dollars en 2010 à plus de 5600 dollars courants en 2060 ce qui propulserait la plupart des États africains dans la catégorie supérieure des revenus intermédiaires. Mais il faudrait maintenir une croissance supérieure à 7% en moyenne – difficilement tenable – pour voir une chute drastique de l'incidence de la pauvreté en deçà des 33% projetés.

Les conditions semblent effectivement mûres pour infléchir le cours des choses. On peut commencer par rappeler les spécificités du «moment» où nous nous trouvons – celui qui crée le «momentum» comme diraient les Anglais.

Le moment politique

Les ajustements structurels ont marqué un tournant décisif. Non parce qu'ils auraient mis les États africains sur de bons rails, mais parce qu'ils ont constitué un choc impliquant un sursaut de la classe politique africaine contre la lente érosion de notre capital social et humain. Certes, l'ajustement structurel a assaini les finances des États, il a surtout poussé à la réaction : meilleure définition des rôles respectifs du marché et de l'État avec, après le dénigrement systématique du «tout État», les réflexions sur les défaillances de marché. On s'inscrit dans un contexte où le marché est considéré comme le médiateur incontesté des offres et des demandes de court terme mais une lente inflexion s'est opérée qui a abouti depuis les années 2000 à une réhabilitation de la notion de planification. Le NEPAD en est un exemple qui remet à l'ordre du jour un concept honni pendant au moins deux décennies. Désormais, le terme n'est plus tabou et sans doute, effet de balancier oblige, les chefs d'État n'hésitent plus à l'employer.

On peut dire que le NEPAD exprime une volonté de solder la période d'ajustement structurelle. C'est en effet l'expression d'une réappropriation, par les États africains, de la politique, que l'on a retrouvée à la même période au niveau des institutions avec le passage de l'Organisation de l'Unité Africaine à l'Union africaine qui fait rentrer le développement économique dans le champ des compétences de la nouvelle instance.

Cette rupture s'exprime aussi par la remise en selle de l'État dans la dépense publique avec la multiplication d'engagements budgétaires[11]. On se

11. 15% de la dépense publique pour la santé (sommet UA 2001) ; 10% pour l'agriculture (sommet UA de 2003); 20% du budget pour l'éducation (sommet UA 2005) ; 1% du PIB pour la recherche développement (sommet UA 2006) ; 0,5% du PIB pour l'assainissement.

place donc clairement dans une optique de relance de l'investissement sur la base de finances publiques assainies. En bref, si la période d'ajustement structurel avait mis nos États individuellement face à des choix contraints, on a redécouvert que la voie de la coopération continentale pouvait offrir des marges de manœuvre dans la confrontation avec les règles du nouvel ordre mondialisé. C'est ce changement de cap que l'on a pris l'habitude de caractériser par «regain de leadership africain». C'est l'esprit du «nouveau partenariat», du NEPAD qui lui a permis de construire depuis plus de dix ans, contrairement à des initiatives de développement précédentes, un avenir africain.

▶ Les moyens des ambitions africaines

Le climat des affaires est devenu attrayant avec des investissements directs étrangers à hauteur de 50 milliards de dollars par an soit quasiment autant que ce que les BRIC reçoivent chacun et plus que l'aide publique au développement[12]. Pourtant, dans le même temps, les fuites de capitaux sont estimées à 700 milliards de dollars entre 2000 et 2008, ce qui fait environ 80 milliards par an donc bien plus que les 49 milliards d'APD de 2012 mais à peu près autant que les 93 milliards de dollars annuels estimés pour combler le fossé en infrastructures. Des études récentes montrent que la mobilisation financière pourrait s'améliorer à tous les niveaux. Les États africains lèvent déjà plus de 520 milliards de dollars d'impôts L'évasion fiscale, dont la majorité résulte de jeux de prix de transferts, aurait constitué un manque à gagner de 854 milliards de dollars entre 1970 et 2008[13].

Les marges de manœuvre sont importantes si l'on considère que l'épargne domestique privée représente seulement 22% du PIB sur la période 2005-2010 contre 46% en Asie du sud-est et 30% pour les pays à revenu intermédiaire. Les rémittences de la diaspora africaine s'élèvent à 40 milliards (en 2012) dont la titrisation pourrait rapporter entre 5 et 10 milliards sur les marchés des capitaux. 39 pays africains émettent déjà des bons du Trésor pour une valeur de plus de 200 milliards à la fin 2011. Enfin, le capital privé doit être un levier essentiel de toute politique d'investissement : l'Afrique a été la région la plus performante de ces 10 dernières années en termes de placements en actions, avec un rendement de 31% comparativement à 25% au niveau mondial, selon l'International Finance Corporation.

---

12. Cité par la BAD "at the center of Africa's transformation, Strategy 2013-2022"; décembre 2012
13. L'Union africaine mène une réflexion sur la faisabilité de taxes innovantes (sur les assurances, les billets d'avion, les nuitées, etc.) permettant de lever 1,5 milliard de dollars pour des programmes de développement : travaux d'un groupe de haut niveau sur les sources alternatives de financement de l'Union africaine présidé par l'ex président Obasanjo, (2013).

▶ Le changement dans l'approche de la chose publique

Une économie politique plus « inclusive »

Les défis auxquels fait face l'Afrique sont pour la plupart inédits, en particulier en ce qui concerne les dynamiques démographiques et d'urbanisation. Ils appellent donc à trouver une voie originale. La manière dont les dirigeants africains sont enclins à s'inspirer des modèles asiatiques ou brésilien en faisant appel à une proximité de destin seraient une autre manière de se conformer à une vision linéaire et déterministe du développement car enfin combien de points communs entre l'histoire africaine et celles dont on parle ? Aussi la remise en cause des modèles occidentaux de développement ne doit pas nous faire oublier que la plupart des BRICS, Russie, Chine, Afrique du sud et Brésil (vis-à-vis de ses territoires indigènes) ont aussi mené leurs politiques coloniales.

Tous les processus de transformation ont en revanche eu en commun de se construire sur des fondements économico-politiques nouveaux que, dans le cas de l'Afrique, on pourrait limiter à trois domaines: la gestion des rentes (la captation et la redistribution des revenus extractifs et agricoles consécutifs à la course aux terres), la réduction des inégalités d'accès aux facteurs (notamment au crédit en zone rurale, au foncier et à la formation de base et professionnelle), l'aménagement des territoires (en agissant sur la compensation des handicaps naturels et historiques).

Des partenariats à équilibrer

Bien que porteur de croissance, le glissement vers de nouveaux partenaires ne doit pas nous illusionner. La nouvelle donne des relations commerciales modifie en surface les formes dominantes de la gouvernance économique. D'une part le schéma d'économie de traite semble se perpétuer: captation des ressources naturelles articulées avec la construction d'infrastructures économiques de base et d'infrastructures administratives vitrines d'une alliance entre une puissance publique nationale (conciliante car encore peu dotée de moyens) et la puissance généreuse (mais qui par divers moyens cherche à instiller la nécessité de sa présence au sein même des administrations). D'autre part, si les conditionnalités imposées par les institutions de Bretton Woods s'estompent (bien que rémanentes par exemple dans le degré d'ouverture aux importations) elles sont remplacées par une nouvelle forme institutionnelle sous couvert de non-ingérence, l'absence de conditionnalité facilitant les pratiques clientélistes des trusts des puissances émergentes. Elle apparait ainsi comme l'image en miroir des conditionnalités occidentales servant l'expansion d'un autre capital. D'ailleurs selon l'évaluation 2011 de Transparency international, la majorité des pays africains avaient un indice de perception de la corruption inférieur

à 4 (10 étant le niveau idéal). Le rééquilibrage de nos partenariats servira l'assainissement des affaires privées et publiques.

Une gouvernance qui s'améliore

Pourtant plusieurs pays africains font désormais figure de modèle international de gestion publique et le NEPAD y a joué sa partie en lançant le Mécanisme d'évaluation par les pairs (MAEP) en 2003. Le MAEP constitue une approche unique de la gouvernance conçue et mise en œuvre par les Africains consistant à réaliser des diagnostics puis des engagements de réformes en matière de transparence, de prévisibilité et de cohérence des politiques et de gestion publique dans un esprit de service responsable. 33 pays sont membres du MAEP et 17 ont déjà réalisé leur évaluation. À chaque fois, les discussions qui ont suivi la publication des rapports ont élargi l'espace démocratique[14]. Parallèlement, 7 pays se sont désormais conformés à l'initiative sur la transparence des industries extractives et 13 sont sur la bonne voie. Certains pays mettent aussi en place des fonds souverains matières premières (Angola, Botswana, Kenya, Maurice, Nigeria, Sénégal).

Le contexte politique offre donc de meilleures chances de voir convertis en réalité le désir et les possibilités de transformations économique et sociale.

▶ Au rendez-vous de l'intégration régionale

Ces appréciations sont évidemment sujettes à la diversité des situations des pays africains mais l'intégration économique du continent est un fait qui change la manière dont la transformation est prise en charge de façon globale. Alors que les États nations étaient considérées par les anciennes puissances coloniales comme la garantie de la sécurité[15] et que l'intangibilité des frontières nationales décrétée par l'OUA perpétuait cette approche, l'intégration régionale est aujourd'hui vantée pour les mêmes raisons. Mais à cette dimension sécuritaire, l'UA a ajouté l'indépendance économique qui n'est pas sans lien avec l'émancipation politique. Les États africains en s'affranchissent peu à peu de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur se donnent les moyens de rechercher la légitimité avant tout de leurs peuples plutôt que de leurs partenaires.

De façon profonde, le NEPAD est l'expression d'un renouveau du panafricanisme par une nouvelle pratique de gouverner ensemble, avec des engagements communs, la conscience qu'une plus forte intégration régionale

14. Récemment, les gouvernements africains ont réitéré leur engagement à institutionnaliser la transparence, la responsabilisation et la démocratie participative grâce à l'adoption de la Charte africaine sur la Démocratie, les Élections et la Gouvernance (2010) et de la Charte sur les valeurs et principes du service public et de l'administration (2011).

15. Messmer, P. (2004), « Géopolitique africaine et interventions militaires », in: P. Pascallon, La Politique de sécurité de la France en Afrique, Paris.

ne minera pas les intérêts nationaux mais peut servir de catalyseur dans un contexte mondialisé où l'Afrique suscite des convoitises plus concurrentes qu'autrefois. Le NEPAD est à ce titre emblématique d'une manière différente de nos chefs d'État de prendre leurs responsabilités dans le développement du continent sur un mode coopératif.

Cette coopération devra s'incarner dans la solidarité – talon d'Achille des mouvements d'intégration – au service d'un projet de développement moins inégalitaire. Sans doute, l'irrésistible développement graduel de l'égalité des conditions, cher à Tocqueville, s'est produit à la faveur des mouvements démocratiques et de la diffusion des technologies de l'information. Mais comme il l'avait postulé, le mouvement démocratique grandissant, chaque jour, chaque inégalité qui subsiste suscite une impatience plus grande, notamment au niveau d'une population très majoritairement jeune.

The Conundrum of Inequality and Growth

Nora Lustig
Tulane University

The question I want to address is "Are lower inequality levels associated with more sustained growth? If so, how do we change inequality without jeopardizing growth?" That is a conundrum related to the interaction between inequality and growth.

In general, many studies find that higher levels of initial inequality are associated with lower growth rates. More interestingly, some recent studies find that inequality is associated with a shorter duration of growth spells. What are the mechanisms underlying these results? We do not have clear answers. One hypothesis is that higher inequality triggers some form or another of "class conflict." This conflict leads to populist redistributive policies that cause hyperinflation and fiscal crises and thus kill growth. Another hypothesis is that high inequality is usually accompanied of weak institutions and the latter entails a lower ability to withstand adverse shocks.

▶ Direct redistribution of wealth, fiscal reforms or labor policies?

Here is a conundrum: if initial high inequality is bad for growth, then how do you lower it without jeopardizing growth? In principle, there are four main ways in which you can address high inequality: direct redistribution of wealth (*e.g.,* land reform), taxes and transfers, labor market policies (*e.g.,* minimum wages) and investment in human capital to equalize opportunities.

Do these mechanisms produce an outcome that is good for growth? There are successes and failures. There are examples of large-scale redistribution of assets that led to sustained periods of growth and equity such as what happened in Western Europe in the post WWII period. Countries experienced massive redistribution due to the destruction of physical and financial capital

the Great Depression and the war. This is also what happened in Japan, Korea and Taiwan. All three had large-scale land reforms that were followed by periods of high and sustained growth. However, you also have cases in which this has not worked at all and has resulted in major conflict and the destruction of growth such as what happened in Chile during the Allende regime in the 1970s. In terms of fiscal redistribution there are good examples of success in Western Europe. Attempts to replicate the European welfare state in Latin America, however, tended to fail.

The good news is that we have examples from history in which redistribution was feasible and it led to sustained equitable growth. Using fiscal policy to broaden access to education and health, and a robust safety net system, might be the least conflictive and pro-growth. Even then there has to be a social contract in place where the wealthy (and wealthier) are willing to pay what is required to sufficiently increase access to education and health to generate equity with growth.

Développement ou progrès ?

Philippe de Fontaine Vive-Curtaz
Banque européenne d'investissement

Qui le développement concerne-t-il ?

Il y a un peu plus de vingt ans, lorsque j'ai quitté la Banque mondiale, la question était de savoir en quelle année l'Union européenne dépasserait les États-Unis et dans quel délai les sièges du FMI et de la Banque mondiale passeraient sur le continent européen. C'était notre débat en 1992. En Europe aujourd'hui, notre manière de traiter les problématiques d'ajustement de nos amis portugais et grecs me rappelle, toutes proportions gardées, la manière dont nous avions travaillé, à la Banque mondiale, sur la Côte d'Ivoire. C'était la même «politique d'ajustement interne sans dévaluation» qui d'ailleurs n'avait pas été possible alors, mais il n'y avait pas un degré d'intégration comme celui que nous connaissons.

Cette réflexion m'amène à penser que le mot «développement» est trop considéré, depuis la création des institutions internationales au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme la question des autres. Comme s'il y avait des sous-développés, des «en voie de développement», des pays émergents, des pays qui sont développés voire très développés, et qu'on pouvait passer de l'un à l'autre. Comme s'il y avait des recettes à appliquer par étapes, des objectifs mobilisateurs à se fixer pour essayer, avec une politique de redistribution, de faire grimper le pays dans l'échelle internationale.

Ce qui se passe actuellement dans différents continents – mais je m'en tiendrai à l'Europe – nous montre que cette vision du développement est totalement désuète. D'ailleurs, il est intéressant de constater que la Banque de développement la plus récente, la BERD, créée en 1990, cache soigneusement son nom de «reconstruction et développement» pour s'affirmer uniquement comme la Banque européenne.

On a besoin du développement même dans des continents qui s'estiment développés. Il est assez étonnant de voir que l'équipe d'Obama nous demande, à nous Français de la BPI, des conseils pour créer une banque de développement des infrastructures aux États-Unis. Nous les conseillons gracieusement – je doute que cette banque voie jamais le jour, mais du moins ils y travaillent.

Et à l'intérieur de l'Union européenne, à quoi travaille-t-on ? À une institution pour la croissance en Grèce ; en Espagne à la transformation de l'ICO en banque de développement ; à une *green bank* chez les Britanniques ; tandis que les Slovènes travaillent à leur propre projet. Partout, quel que soit le niveau de développement, les pouvoirs publics sont conscients des insuffisances de leur situation comparative internationale ; ils ressentent le besoin, au milieu de la crise, d'un outil public qui permette de faire face à ce diagnostic, en y remédiant ou en tout cas en fixant un objectif d'action.

En France, cela se traduit par la création de la Banque Publique d'Investissement parce que le diagnostic désigne le chômage, en particulier des jeunes, comme le mal profond. Il s'agit là sans doute du cancer européen actuel – songeons à ce dont on a discuté au Conseil européen des 27 et 28 juin 2013. Qui a conscience que, sur les vingt-huit pays de l'Union européenne, il y a en dix-neuf où, dans certaines régions, le taux de chômage des jeunes entre 16 et 25 ans dépasse 25% de la population ? C'est considérable. Cela aurait vraisemblablement été discerné par la Banque mondiale, à l'époque, comme un problème majeur de soutenabilité d'une politique économique dans n'importe quel pays, quel que soit le continent. C'est pourquoi je pense que la notion de développement devrait être considérablement élargie. Il faudrait la remplacer par la notion de progrès économique et social partagé.

▶ Quels sont les moteurs d'action ?

Un premier levier d'action est la redistribution, dont l'Europe est championne. La fait-elle de façon efficace ? Doit-elle remettre en cause sa façon active ou passive de l'organiser ? Ce sont de vraies questions. Mais à coup sûr, l'Europe doit maintenir la redistribution, pérenne, durable, bien acceptée, démocratique.

Un deuxième levier d'action, qui devrait être à la source des étapes de développement supérieur, est de travailler sur l'innovation. Nous avons insuffisamment travaillé, au sein des pays européens, sur ces leviers et sur l'attraction que pouvaient représenter nos territoires. En ce moment, les innovations techniques, technologiques, culturelles qui voient le jour sont des révolutions majeures. L'adaptation aux technologies nouvelles permet de véritables surgissements. Par exemple, les outils informatiques ou

téléphoniques métamorphosent les marchés, autrefois fragmentés par des distances terrestres difficiles à franchir et désormais réorganisées.

Nous en revenons finalement aux avantages comparatifs de Ricardo. Il faut que chacun d'entre nous identifie les avantages comparatifs du pays ou du continent qu'il essaie de diriger ou de contribuer à diriger. Un des éléments majeurs qui peut être mis en avant est la démographie. La taille du marché peut aussi être un élément déterminant. La qualité de l'État de droit, de la justice, l'efficacité, la sûreté des contrats… il faut faire une identification des points forts et travailler dessus. Dès lors, le développement devient un concept beaucoup plus large et neutre que la vision actuelle, quelque peu postcoloniale, de banquiers publics qui viennent apprendre aux populations comment elles auraient dû se développer.

On the Razor's Edge

João Carlos Ferraz
Brazilian Development Bank

Two themes must be deeply embedded in any debate over development. The first one was put forward by Albert Hirschman:[16] growth is unbalanced by nature. When solutions are effectively brought about by investment processes new demands for growth or unforeseen bottlenecks also come about. Being open for negotiating tensions and opportunities constantly arising from development processes is an adequate attitude for intellectuals and policy makers. The second one is that development is surely a matter to be dealt with on the realm of ideas, concepts and analytical frameworks. But we usually underestimate another, probably even more important dimension: development is unequivocally and above all a political process as it involves decisions and choices over the allocation of resources and the distribution of benefits and wealth.

▶ Development is a matter of inclusion and hope

To a great extent, to mitigate tensions, explore opportunities and eventually manage the political dimension of development processes we must make efforts to explicitly bring politics into the arena of debate. Development is a matter of ideas and we need new ideas, we need young researchers to bring in their perspective and to "refresh" the debate. But we must also bring in politicians to share their visions and to interact with "people of ideas".

16. Otto Albert Hirscham (1915-2012). German-born economist, who advocated "unbalanced growth" for developing countries.

The current situation in Brazil can be appreciated from this perspective given the recent and successful process of economic inclusion and the massive street protests in June 2013.

How can we understand this? The successful process of economic inclusion can be seen through the Gini index, which was reduced from around 0.60 in the beginning of the 90s to around 0.50 in 2012. More impacting is the number of people ascending to the middle classes since 2003: 30 millions. This was the result of a political/policy processes based on development concepts put forward in the early 2000s that associated macroeconomic stability with explicit policy actions to expand the income base of lower classes. After 10 years of success, in June 2013 young people massively came out in the streets in over 400 cities. And this was much unexpected.

My understanding is that, to a great extent, the very process of economic inclusion triggered processes of unbalanced growth: with more income people had more access to "market goods" (TV, cars, etc) but not to "public goods" with similar effectiveness. It seems that Brazil accomplished the "easy part" of economic inclusion, expectations were raised and now the country is coming to face the challenge of social, political and cultural inclusion.

To a great extent this "unbalanced growth" is the result of different maturation times of different types of investment *vis-à-vis* what political and policy actions were able to deliver. Income distribution put resources in the hands of people and their immediate reaction was top consume what society offered: market goods. This put pressures on the related production (or import) of associated goods and services and a time lag already exists. Consider then that more available goods and services demand the expansion of the associated infrastructure. And the maturation of investments in infrastructures is longer,… Moreover take into consideration the even longer times needed to build competences of people who will be involved in the production of goods, services, and infrastructures… If we could simply "draw" a development process in a blank piece of paper, surely we could think a different tension-free "road map"….

▶ A billion-dollar question

Reality and political processes, to a great extent, have opened a Pandora's box. Economic inclusion is just the beginning of a development process. The riddle is that of the emerging middle-classes. Please take into consideration that we are not talking about emerging middle-classes as the American or European stereotypes. We do not know the aspirations or even aesthetic ideals of the emerging middle-class of Mexico, Indonesia or China. We simply have no idea!

The basic information that we can gather from protests in Brazil and elsewhere is that people, especially young people is impatience. They want more and better politics, they want more and better services.

How do we reconcile these urgent demands with the long-term unbalanced nature of development? This is the billion-dollar question. No one knows. The only thing that I am very clear about is that the primary development challenge of many contemporaneous societies is their capacity to live with, negotiate and deal with the tensions arising from unbalanced growth.

To move on, to think about mitigation of unbalanced growth leads me into a normative world. And within it, a basic requirement is a political project of "engaged development", an ethical compromise to inclusion, sustainability and competitiveness. I do not know if this is too much of a utopia. It is for the young people to say.

Le développement, une question de synchronisation

Mustapha Nabli
Ancien gouverneur de la Banque centrale de Tunisie

L'attention de tout le monde – et la mienne de façon intense – s'est portée ces trois dernières années sur ce qui se passe dans les pays arabes. Et on continue, chaque fois, à être surpris. Les choses arrivent alors qu'on ne s'attendait pas à ce qu'elles arrivent au moment où elles arrivent et de la manière dont elles arrivent.

Les énigmes du développement arabe

Jusqu'à la fin de 2010, les connaisseurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord étaient surpris que les régimes autoritaires autocratiques puissent survivre pendant si longtemps malgré tout ce qui se passait dans le reste du monde. La démocratie avançait en Amérique latine, en Europe de l'Est, en Afrique, mais dans les pays arabes la situation restait figée. C'était comme si rien ne se passait, comme si rien ne les touchait. C'était surprenant et on avançait beaucoup d'explications dont l'exception culturelle.

Lorsque ce qu'on appelle le Printemps arabe est arrivé, vers le début de l'année 2011, tout le monde a été surpris : comment se fait-il, se demandait-on, qu'une révolte, une révolution – appelez-la comme vous voudrez – survienne dans ces pays avec une telle vitesse et une telle ampleur, et que pays par pays, les peuples arabes parviennent à se débarrasser de leurs dictateurs en un clin d'œil ?

Une année plus tard, on a été surpris de voir que c'étaient les mouvances islamistes qui récupéraient ce mouvement, autrement dit, que des révolutions fondées sur les valeurs de liberté, de dignité, de travail étaient récupérées

par des partis qui ne partageaient pas cette vision, étaient à contre-courant de ces idéaux révolutionnaires et regardaient vers le passé plutôt que vers l'avenir.

Depuis quelques semaines, on est de nouveau surpris. Les jeunes sont descendus dans la rue – par millions en Égypte – pour contrecarrer la surprise précédente, c'est-à-dire la prise en main de la révolution par les islamistes. C'est donc une nouvelle révolte, qui remet en cause le processus dans lequel la précédente s'était engagée.

Chaque fois, on est étonné de ce qui se passe. Cela montre clairement que l'on comprend très peu le développement et le temps du développement. À mon sens, la situation dans les pays arabes est une manifestation claire que le développement n'est pas une suite d'étapes, de séquences ; c'est quelque chose de beaucoup plus complexe et difficile à comprendre.

On se demande aujourd'hui à quelle vitesse les pays arabes pourront réaliser la transition démocratique : leur faudra-t-il des siècles, comme ce fut le cas pour l'Europe, du XVIIe au XIXe siècles ? Des décennies, comme on l'a vu en Amérique Latine ? Ou quelques années, grâce aux progrès technologiques et à la disponibilité des moyens d'information qui permettraient d'accélérer le processus ?

Comment comprendre ce qui s'est passé ?

Bien sûr, je n'ai pas la réponse. Mais je pense que tout cela a à voir avec le temps. C'est ce que je sous-entendais dans ma manière de souligner les surprises successives.

Dans la première surprise – pourquoi, pendant très longtemps, les régimes autoritaires ont-ils survécu ? – il y a l'idée que le temps était trop long, aurait dû être plus court. Dans la deuxième surprise, celle de la révolution, le temps était trop rapide : les changements ont eu lieu à une vitesse exceptionnelle. À chaque fois, il y a la notion du temps. La vitesse à laquelle se réalisent les changements est cruciale, la question du temps est fondamentale pour essayer de comprendre les événements.

La difficulté à comprendre le changement et à faire des prédictions est due au fait que le développement se constitue de plusieurs processus qui vont à des vitesses différentes. Différentes horloges fonctionnent simultanément : les changements culturels, par exemple, n'ont pas la même horloge que les changements politiques. Les processus de développement sont multidimensionnels, vont à des vitesses différentes. À mon sens, les problèmes de développement sont donc essentiellement des problèmes de synchronisation entre ces horloges. Ce n'est pas une question de séquence, ni de linéarité.

Les mouvements en œuvre dans les pays arabes

J'illustrerai cette idée par deux exemples, l'un concernant les révolutions arabes et l'autre les événements qui ont suivi.

Au moins trois mouvements fondamentaux avaient lieu dans les sociétés arabes, qui n'étaient pas synchronisés. C'est leur synchronisation, vers la fin des années 2000, qui a produit très rapidement le changement brutal du printemps arabe.

Le premier mouvement concerne les valeurs : c'est le développement de la notion de démocratie comme modèle de société. Les sondages d'opinion des dernières années montrent l'acceptation de plus en plus vaste dans les pays arabes, de la démocratie comme mécanisme de société supérieur. C'était-là un changement culturel fondamental qu'on n'a pas su regarder de près. Un ensemble de changements sous-jacents – les progrès de l'éducation, le développement d'une classe moyenne – ont produit ce phénomène de très long terme.

Le deuxième mouvement est la transition démographique. Le manque de synchronisation entre la croissance de la population jeune et l'augmentation des opportunités d'emplois, surtout pour les jeunes les plus éduqués, a créé un taux de chômage énorme, qui a augmenté pendant les années 2000.

Le troisième mouvement est celui de la corruption et du sentiment d'injustice sociale.

C'est la synchronisation de tous ces phénomènes qui a créé l'explosion de 2010.

Mon premier exemple est donc celui d'une synchronisation entraînant une révolution. À l'inverse, mon deuxième exemple montre un manque de synchronisation entraînant des blocages dans le développement : c'est ce qui s'est passé après la révolution, où le temps court de la politique et le temps long de l'économie se sont entrechoqués sans converger.

En tant que gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, en tant que responsable de politique économique, cette question a été pour moi fondamentale. Pendant la période de transition, le politique était sommé de produire des résultats immédiats, donner des emplois, ne pas augmenter les prix des produits de base malgré l'inflation, organiser la redistribution des revenus vers les zones défavorisées. Toutes ces pressions allaient dans le sens d'une augmentation des dépenses et donc des déficits publics.

Il y a une incompatibilité fondamentale entre le système politique, dont les incitations tendent à donner des résultats contraires à ce qu'essaie de faire la politique économique, c'est-à-dire garantir la stabilité macroéconomique et faire des choix favorables au développement du long terme. Ce sont là les ingrédients, présents dans les pays arabes, d'un blocage qui risque de compromettre la suite du processus.

Nécessité des politiques de court terme

Esther Duflo
MIT

Efficacité des politiques sociales

L'opposition entre les actions d'urgence et les actions de long terme est souvent faite avec un peu de condescendance par ceux qui s'occupent des « vraies » politiques de croissance, celles qui ont à voir avec la macroéconomie, les institutions, et considèrent que les politiques sociales sont essentiellement palliatives et de court terme.

La vérité est que nous, économistes, comprenons fort mal les ressorts de la croissance, dans les pays pauvres, en tout cas. Pourquoi, tout d'un coup, une lanterne rouge comme le Bangladesh explose-t-elle économiquement, sans aucune amélioration de ses institutions politiques – qui sont encore un désastre – et sans changement manifeste de sa situation macroéconomique ? On ne le sait pas et je pense que personne ne peut se vanter de le savoir.

On comprend davantage comment au moins évaluer l'impact de ce qu'on fait lorsqu'on parle de politique sociale ou des politiques de lutte contre la pauvreté, autrement dit les politiques qui concernent l'ici et le maintenant. La raison pour laquelle on comprend mieux ces politiques est que les outils et les objectifs sont clairs. Il ne s'agit pas d'un objectif énorme comme celui de faire bouger toute la machine économique. Ce sont des objectifs en général beaucoup moins ambitieux, beaucoup plus modestes, beaucoup mieux définis. Ce sont également des outils plus précis, dont on peut voir s'ils font une différence ou pas, avec des méthodes expérimentales ou pas.

De ce fait, pour ce type de politique, on est mieux à même de faire des progrès, lents peut-être, et frustrants dans certains cas, mais des progrès tout de même vers la définition d'une politique efficace, quels que soient les objectifs qui ont été déterminés localement.

Il n'est certes pas du ressort d'un économiste de déterminer les objectifs d'un pays ; en revanche, collectivement, nous pouvons déterminer le meilleur moyen de parvenir à ces objectifs. Il y a de bonnes raisons de penser que le jour où l'étincelle de la croissance se produira – pour des raisons qu'on comprend très mal – dans un endroit ou dans un autre, une politique sociale efficace, effective permettra de préserver cette étincelle et de faire en sorte qu'elle continue et se transforme en un feu de cheminée, et non qu'elle débouche sur une explosion dramatique ou qu'elle se solde par un retour en arrière.

▶ La croissance de long terme passe par l'ici et le maintenant

Tout le monde répète la plaisanterie de Keynes : « Dans le long terme, on sera tous morts. » C'est particulièrement vrai pour des enfants qui ont peu de chance de survivre jusqu'à leur cinquième anniversaire lorsque, dans leur environnement, il n'y a pas d'eau potable et que l'accès aux soins est limité. Il faut être en vie pour participer à la croissance. C'est un bon point de départ. Ensuite, en étant éduqué, en bonne santé, etc. on a plus de chances d'être capable de s'embarquer dans le train de la croissance, d'en bénéficier et d'en faire bénéficier les autres.

Il me paraît essentiel de le répéter dans le contexte actuel : les plus pauvres, ainsi que la classe moyenne émergente des pays en croissance, auront vraisemblablement plus la volonté de jouer un rôle coopératif dans la croissance de leur pays s'ils constatent une amélioration de leur niveau de vie. Le Brésil en est une illustration parfaite : les tensions demeurent, mais il y a eu beaucoup plus d'adhésion au processus de croissance après l'augmentation du niveau de vie – pas seulement économique puisqu'il y a eu des progrès sur la santé, l'éducation, etc. – qu'il n'y en avait auparavant.

D'où la possibilité, en se concentrant sur l'ici et le maintenant, de faire que le cyclique devienne plus permanent et rompe l'artifice de l'opposition entre temps court et temps long qu'on utilise souvent dans les pays en développement.

Échanges

***Quentin Dutboit**, équipe lauréate du concours «Inventez 2020»*

Nous sommes un groupe d'étudiants qui a participé au concours «Inventer 2020» organisé par le Cercle des économistes. L'un de nous vient du Bangladesh et vit en France depuis deux ans. Il nous a dit : «Il ne faut pas que vous pensiez, vous Français, Occidentaux, que l'objectif des gens qui vivent au Bangladesh est de vivre comme vous. L'objectif des gens qui vivent au Bangladesh est, à terme, de vivre mieux que vous». Comment fixe-t-on un objectif de développement ? Le but est-il de suivre les mêmes étapes que les pays plus développés ? Ou de se fixer, en fonction du potentiel du pays, une utopie qu'on veut atteindre en un certain nombre d'années ?

Pierre Jacquet

Il y a plusieurs politiques possibles. L'une des erreurs majeures des Occidentaux dans les politiques de développement a été de prêcher ce qui devait être fait, à la fois en termes de modèles, de modalités et de politiques pour y parvenir. Ce n'est pas aux Occidentaux de définir les modèles à poursuivre et de fixer la liste des priorités.

Je préside une institution internationale, le Global Development Network, dont l'objectif est précisément de promouvoir la recherche dans les pays en développement, afin qu'ils définissent eux-mêmes ce qu'ils veulent et débattent eux-mêmes et pour eux-mêmes des politiques publiques adaptées. Cette notion de *ownership,* vilainement traduite en français par «appropriation», est un des objectifs de la Déclaration de Paris quant à la bonne façon de concevoir le développement. Mais dans la pratique, elle est complètement négligée : on continue à prêcher et à mettre des conditionnalités de processus et non pas de résultats. Selon moi, cela va à l'encontre de toute bonne conception de l'aide au développement.

Oui, il y a plusieurs modèles, et c'est surtout aux pays eux-mêmes de les définir. Cela fait partie du consensus social à construire et c'est une des prérogatives des pays. Si on doit les aider, c'est à cela : à formuler leur propre politique.

Question du public

Comment pourrait-on faire, concrètement, pour nourrir la population mondiale, pour permettre l'accès à l'eau potable et aux soins ?

Esther Duflo

Il me semble qu'aujourd'hui, il y aurait assez de nourriture produite sur la planète pour nourrir tout le monde de manière parfaitement adéquate. La question de la nourriture est de nos jours une question de répartition et non de production.

Malgré cela, beaucoup de politiques concernant la nourriture ne sont pas fondées sur ce présupposé. Elles sont fondées sur celui selon lequel la rareté de la nourriture est encore déterminante et être pauvre signifie avoir faim. Aujourd'hui, c'est rarement le cas. Aujourd'hui, le gros problème de nutrition dans les pays en développement n'est plus tant un problème de quantité (les calories) qu'un problème de qualité (l'accès aux micronutriments, fer, vitamines, etc.).

Que les politiques soient encore fondées sur le postulat selon lequel il n'y a pas assez à manger pour tout le monde a pour conséquence de les concentrer sur cette question de la quantité, aux dépens de la question de la qualité. De ce fait, les quantités augmentent mais pas la qualité et les problèmes de nutrition restent très graves, en particulier dans les pays qui, par ailleurs, sont plutôt prospères, comme l'Inde par exemple.

Cela dit, je ne sais pas si ce sera encore vrai dans vingt ans ou trente ans. Malgré le creux passager provoqué par la crise économique, les prix de l'alimentation augmentent, en particulier du fait de la grosse pression sur les territoires agricoles, résultant des carburants alternatifs et de l'augmentation du prix du pétrole. Cela reflète bien la tension fondamentale qui touche la question de la nourriture. Il est donc possible que dans relativement peu de temps, la question que vous posez se repose de manière grave.

La question de l'eau potable est, en quelque sorte, la même chose en pire. Les problèmes concernant l'eau potable vont très rapidement aller croissant.

Ces questions vont bien au-delà de celles du développement : elles relèvent de choix de sociétés de notre part, nous sociétés occidentales. Elles dépendent des choix qui sont faits en Europe et surtout aux États-Unis. La question de l'eau potable est délicate aujourd'hui mais le sera de plus en plus et va avoir des conséquences géopolitiques essentielles.

Question du public

Les inégalités des territoires sont un problème central. Dans les pays du pourtour méditerranéen, les notions de territoire et du temps qu'il faut pour que ce territoire s'exprime n'existent pas.

Le temps passe très différemment selon qu'on est au Maroc, à Marseille ou à Paris. Comment réconcilier ces temps et s'assurer que l'inégalité de l'un ne devient pas une opportunité pour l'autre ?

Philippe de Fontaine Vive-Curtaz

L'aménagement du territoire est une spécificité française. Au sein de l'Union européenne, la France est le seul grand pays dont aucune région continentale ne vit en dessous de 75% du niveau de vie européen. C'est un choix fondamental de société. Cela ne tient pas simplement à la réalisation d'une métropole, d'un TGV, d'un aéroport : c'est un système sociétal où l'on estime, à partir du centre, qu'un équilibre entre les territoires est nécessaire à l'harmonie sociale.

On retrouve cette revendication dans de nombreux pays. Elle a été un des éléments fondamentaux de la révolution tunisienne, déclenchée par une région déshéritée qui estimait que toutes les politiques de développement menées – qui aboutissaient aux indicateurs nationaux, jugés significatifs par la communauté internationale – bénéficiaient en réalité au grand Tunis et à la côte, mais pas du tout à l'intérieur des terres.

La politique d'aménagement du territoire est quelque chose qu'on travaille beaucoup au niveau de l'Union européenne : on la conseille au Brésil, on en discute longuement avec nos amis chinois... Mais elle se heurte actuellement à quelque chose de relativement nouveau, y compris en France : le consentement social. Mener des politiques d'aménagement du territoire telles que conçues par un centre efficace et, espérons-le, visionnaire, nécessite d'imposer aux uns et aux autres, au nom de l'intérêt public supérieur, des grands choix d'aménagement - sans que les populations locales directement concernées soient toujours convaincues de l'intérêt, au moins à court terme.

Il y a donc une véritable problématique entre harmonie sociale, nationale ou continentale, besoin d'aménagement et acceptation. Les nouvelles politiques mises en œuvre par les institutions chargées du développement font donc appel, beaucoup plus que par le passé et certainement beaucoup plus que les Français ne l'ont pratiqué, à des consultations locales et à des mesures de compensation, organisées comme des coûts de ces politiques d'aménagement du territoire.

Question du public

Vous dites qu'une croissance économique, des institutions fortes sont les ingrédients du développement. À l'inverse, une récession économique, des institutions qui se délabrent, à l'image de la purge qu'est en train de subir la Grèce, peut-elle entraîner un pays à se « dé-développer » ?

João Carlos Ferraz

I have been a policy implementer for six years now. What follows is based on experience related to planning and implementing long-term financing to infrastructure, industry and innovation. To a certain extent, Brazilian policies are more or less effective depending on the capacity of State agencies to design, implement –including the coordination among public agencies and with the private sector– and evaluate public actions. As the development agenda gains space over macroeconomic concerns we have come to deal with State agencies only partially capable of fulfilling their mandate. And their limited capacity is a direct result of non-investment in State capabilities, associated with the long period of crisis and search for macroeconomic stabilization (1982-1994) the country went through. After price stabilization – Plano Real- came another period of consolidation of the infant macroeconomic stability. This lasted another long period until 2006, when investment started to grow ahead of GDP and the development agenda gained space in the public policy agenda. In short, in my opinion, especially in times of crisis, it is of strategic importance to invest and to maintain an effective capacity of State institutions to support public policies.

Question du public

On voit bien en France la difficulté qu'a le Président de la République à définir des objectifs et, selon ces objectifs à plus ou moins long terme, à dérouler un programme. On ne fait plus beaucoup de planification, encore moins de prospective dans ce pays. Deux forces s'opposent à cette logique de la mise en perspective : d'abord, le politique ne raisonne plus que sur le court terme de sa réélection ; ensuite, beaucoup de médias ne sont que dans l'instantané et ne s'intéressent pas à ce qui va advenir dans trois, six ou dix ans. La preuve en est qu'on ne cesse de parler de « crise », parce que la crise crée une dramaturgie et une urgence de nature à capter les audiences, alors que ce que nous vivons est une mutation.

João Carlos Ferraz

The times of the media, the times of politicians and the times of development are completely different, that is a fact. Medias have to sell their product straight away so their concern is with the immediate; politicians also are concerned with the immediate, as they must show an effective face to the public but also they have an open concern in factoring in achievements within the period of their mandates. The times of development are longer… much longer… from the start

up of a high tech business or a hydroelectric plant until they cause an impact in society 4, 5, 8 years can pass "under the bridge" with only partial effectiveness. The only ways to mitigate this "time dissonance" is by planning, by building up societal consensus over development goals. And we must live with the fact that medias have to sell their products immediately. More important, we must be aware that it is an old trick to use the formula for articles to blame " whoever is in charge" as an old school journalist in Brazil used to tell young newcomers, for the problems they are writing about.

Question du public

Vous avez constamment parlé de croissance. Je comprends l'utilité de la croissance matérielle dans des pays dont les besoins ne sont pas assurés ; mais dans nos pays, en France ou en Europe, le taux de croissance est-il un bon indicateur du développement ?

Philippe de Fontaine Vive-Curtaz

Je voudrais revenir sur l'idée d'un risque de «dé-développement». Je parlerais plutôt de risque de dépossession. La frustration de voir la question du développement réduite au seul taux de croissance, de constater la difficulté médiatique par rapport au monde politique, ce sont là les expressions d'un sentiment de dépossession, d'abandon, d'une impression de ne pas être capable de maîtriser son avenir.

Personne ne peut tomber amoureux du taux de croissance. Il faut qu'on revienne à des choses sur lesquelles les gens trouvent une prise, un espoir, une réalité : quelque chose qui leur parle, qui leur donne envie. Voilà une définition beaucoup plus positive et intéressante du développement, comme manière de valoriser le modèle culturel de chaque pays. C'est pour cela que j'évoquais la nécessité, pour chaque pays, de reprendre possession de ses avantages comparatifs. Les Grecs doivent redécouvrir quelles sont leurs valeurs ajoutées par rapport aux autres : c'est comme ça qu'ils sortiront de leur crise.

Abdoul Salam Bello, *Nepad*

La question du temps dans le développement, la notion d'impatience peuvent être mises en perspective avec la démographie en Afrique. En 2015, 61% des Africains auront moins de 25 ans. En 2035, cette population sera de 56%. Ces chiffres laissent prévoir une forme d'impatience d'arriver à la transition. L'accès à l'information aura également progressé : les gens seront plus à même de comparer les progrès des différents pays ou régions.

Par ailleurs, j'aimerais revenir sur la question de la temporalité. Les programmes d'ajustement structurel initiés en Afrique dans les années 1980 avaient mis à plat la capacité des États à planifier et à se projeter. C'est seulement depuis les années 2000, grâce à la création de nouvelles institutions – à commencer par le NEPAD et la refonte de l'Union africaine avec, cette fois-ci, une composante de

développement économique – que nous revenons à des approches à moyen et à long terme sur les questions de développement.

Enfin, la question de la temporalité dépend aussi des dimensions culturelles. Le philosophe François Julien, dans le *Traité de l'efficacité,* distingue ainsi le modèle européen dont les perspectives s'étendent à cinquante ans ou à un siècle et le modèle asiatique, confucéen, dont l'approche est demi millénaire, voire millénaire.

Pierre Jacquet

Je pense que l'idée de synchronisation des différentes dimensions temporelles est extrêmement importante pour comprendre la transformation économique, sociale et politique qu'on appelle « développement » sans le définir davantage. Et c'est l'art du politique que de savoir mettre en cohérence, en synchronisation ces différentes dimensions temporelles. Les chercheurs ne sont pas très équipés pour comprendre cela : les économistes travaillent souvent sur un horizon particulier, les sociologues aussi avec des méthodes particulières, les spécialistes de sciences politiques également. Il est donc nécessaire de trouver des façons de coopérer entre ces différentes disciplines, afin d'éviter, dans la compréhension des phénomènes, de mettre l'accent sur l'une seulement des dimensions temporelles.

Ma remarque de conclusion est un aphorisme dû à Nassim Taleb dans le petit livre *Le Lit de Procuste*[17] dont je vous recommande la lecture : « le problème de la connaissance, c'est qu'il y a beaucoup plus de livres écrits par les ornithologues sur les oiseaux que de livres sur les oiseaux écrits par les oiseaux et de livres sur les ornithologues écrits par les oiseaux. » D'une certaine façon, notre compréhension du développement souffre elle aussi de ce biais.

17. Belles Lettres, 2011.

4.

Le prix du temps

Définir le taux d'intérêt comme prix relatif intertemporel d'un bien, c'est admettre que le temps a un prix. Mais la valeur accordée au temps est subjective : elle diffère entre les époques, les sociétés, les agents économiques, etc.

Les progrès technologiques ont « raccourci » le temps dont la rareté peut se traduire par une allocation sous-optimale des ressources. La préférence pour le présent de certains agents économiques est en opposition avec l'allongement de l'horizon des financements et des placements.

À l'inverse, la révolution technologique et la concurrence entre plateformes de négociation des titres conduisent les opérateurs à raisonner en millisecondes.

Comment réconcilier ces asymétries ?

Le prix du temps, approximé par le(s) taux d'intérêt, soulève aussi des enjeux macroéconomiques fondamentaux : soutenabilité des dettes quand les taux d'intérêt sont trop élevés ou remise en cause des systèmes de retraites et d'assurance-vie quand ils sont durablement bas.

Quelles seront les composantes systémiques des réponses apportées ?

Contribution du Cercle des économistes
Catherine Lubochinsky

Témoignages
Christophe de Backer • Philippe Camus • FAN Gang • Louis Gallois
Éric Lombard • Hersh Shefrin • Jean-Paul Villain

Modérateur
Jean-Francis Pécresse

L'indétermination du prix du temps

Catherine Lubochinsky

Définir le taux d'intérêt comme le prix relatif intertemporel d'un bien – c'est-à-dire le prix d'un bien par rapport à lui-même avec un échange différé dans le temps – c'est admettre que le temps a un prix. Cependant, la valeur accordée au temps possède une dimension subjective : elle diffère entre les époques, entre les sociétés et leur stade de développement, entre les agents économiques et surtout selon l'activité : une heure de loisir n'a pas la même valeur qu'une heure de travail. La valeur de ce temps semble parfois répondre aux principes de la relativité d'Einstein... et la loi du prix unique est loin d'être vérifiée. On retrouve ici le débat classique sur la relation entre valeur et prix, débat d'autant plus complexe que la valeur du temps ne peut être réduite à une valeur d'usage ou à une valeur travail.

Les progrès technologiques ont permis de «raccourcir» aussi bien les distances que le temps. Pour Lewis Mumford *(Technics and Civilization,* 1934), c'est l'horloge – et non la machine à vapeur – qui est le héraut de la révolution industrielle. Indissociable du développement économique, le temps est une variable clé des choix individuels et collectifs car le temps est, pour un agent économique donné – ménage, entreprise, État – une ressource rare. Comme toute ressource rare, elle a donc un prix. Mais le temps n'est pas une variable comme les autres : il est multidimensionnel puisqu'à la fois mesurable comme une date, comme une durée, comme une vitesse d'ajustement, voire comme un bien économique.

■ Le temps, nouveau paramètre des modèles économiques

La compréhension des mécanismes économiques a progressé, et la représentation des systèmes économiques a gagné en réalité, quand la

dimension temporelle a été intégrée dans la modélisation. Passée d'une analyse statique (relation entre variables à un instant donné), à une analyse dynamique (processus d'ajustement des variables), la théorie économique recourt de nos jours à des modèles d´équilibre général calculable, intergénérationnels, très utiles entre autres pour les problématiques de répartition des revenus, d'emploi ou de retraites. D'autres formes de modélisation prennent en compte le temps comme une contrainte, par exemple les modèles de représentation du comportement des ménages (arbitrage travail/loisir), voire comme un facteur de production, comme par exemple dans l'approche de Böhm Bawerk et son idée de détour de production qui nécessite une dépense de temps et qui introduit le concept de préférence pour le présent – justifiant de ce fait l'existence d'un taux d'intérêt (réel) positif.

Alors que les économistes accordent une place croissante au temps et s'accordent sur la nécessité d'intégrer et d'allonger les horizons dans les analyses avantages/coûts (pas seulement en termes financiers) des stratégies de prise de décision, il est paradoxal de constater que les acteurs des pays développés ont des comportements de plus en plus court-termistes et de plus en plus «impatients».

Les gouvernements des pays occidentaux, à l'opposé de ceux des pays émergents, ont depuis une trentaine d'années, accordé une importance accrue aux problèmes conjoncturels aux dépens des problèmes structurels. Plus précisément les décisions nécessitant des investissements de long terme ont été repoussées révélant de ce fait, dans leur fonction d'utilité, une erreur majeure quant au prix accordé au temps. À ce titre, deux exemples révélateurs peuvent être avancés : l'un concerne les retraites, l'autre les investissements d'infrastructure.

■ Le rôle clé des taux d'intérêt

Pour bien comprendre le rôle clé des taux d'intérêt dans la prise en compte des flux futurs (soit des engagements comme les retraites à verser, soit la valeur des actifs disponibles dans le futur), un simple calcul de valeur actuelle suffit. Par exemple, un flux de 1 000 euros à verser dans 30 ans «vaut» en valeur actuelle 552 euros si le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est de 2% mais seulement 231 euros si le taux est de 5% et 57 euros si le taux est de 10%.

L'impact du niveau des taux d'intérêt joue un rôle essentiel dans les projections et l'évaluation des conséquences à long terme des choix collectifs. Par exemple, si l'on contraint les États ayant un système de retraite par répartition à calculer en valeur actuelle le montant des engagements correspondant aux retraites futures, avec des taux de 2%, la plupart de ces États sont en faillite ! Évidemment, un tel calcul n'a de sens que dans le cadre d'un équilibre général intégrant, entre autres, la croissance économique, l'évolution démographique et des schémas de répartition des revenus inter-agents et intergénérationnels.

Quant aux investissements d'infrastructure, le choix du taux d'intérêt comme taux d'actualisation est crucial, surtout dans les infrastructures de transport où la vitesse de déplacement est une variable clé de la demande de transport (gain de temps) et où le choix entre deux modes de transport dépend de la vitesse en termes relatifs. La valeur accordée à ce gain de temps dépend, de plus, du type de déplacement, celle pour un déplacement professionnel étant supérieure à celle pour un déplacement touristique. Il devient alors très difficile d'obtenir une cohérence globale des choix collectifs entre la valeur du temps et le taux d'actualisation à retenir.

Compte tenu des politiques monétaires suivies en Europe et aux USA, les taux d'intérêt longs actuels ne correspondent pas au prix « théorique » du temps long. Le principe de l'actualisation repose sur le double postulat comportemental des agents économiques : la préférence pour le présent (reflétant leur « impatience ») et la préférence pour la liquidité (au sens keynésien). Le taux d'intérêt réel qui en résulte doit être ensuite ajusté des risques et de l'inflation. À l'équilibre, dans un schéma néoclassique, ce taux d'intérêt réel doit être égal au taux de croissance de l'économie… en moyenne sur la période considérée, d'où les problèmes habituels de prévisions et de mesure.

Les taux d'intérêt à long terme sont des taux de marché et les accepter comme mesure du prix du temps, c'est accepter le principe d'efficience des marchés financiers, principe actuellement largement remis en cause. De plus, ces dernières années, les banques centrales européennes et surtout américaines, ont adopté des politiques monétaires non conventionnelles dont l'une des conséquences est un niveau extrêmement faible des taux d'intérêt réels à long terme.

■ Un monde où l'impatience prévaut

Cette situation est certes favorable aux débiteurs. Elle l'est moins pour les créanciers (qui sont alors conduits à prendre des stratégies plus risquées et/ou tentés d'accroître l'effet de levier). Mais le véritable problème vient du système comptable utilisé surtout dans le secteur de l'assurance-vie et des fonds de pension. Au passif, ces sociétés s'engagent à verser des flux à échéance éloignée (et donc le taux d'actualisation utilisé peut les mettre en situation d'insolvabilité, toutes choses étant égales par ailleurs) et à l'actif, alors que ces institutions sont censées détenir les titres pour une durée longue, la comptabilisation en valeur de marché (ou de modèle), dans un environnement de volatilité élevée du prix de ces titres, conduit à introduire des contraintes de court terme qui conduisent à des stratégies temporellement incohérentes. Et quand ce système comptable se conjugue à un système fiscal qui n'encourage pas la détention (effective) de titres (risqués) à long terme, il est inévitable que le financement de « projets d'avenir » pose problème !

La supériorité actuelle des fonds souverains – par rapport aux fonds de pension et assureurs-vie – est qu'ils ne sont pas tenus à ce type de comptabilité, ni à la contrainte de rentabilité à long terme (renforcée par l'impatience des investisseurs privés). Ni d'ailleurs aux contraintes de transparence… Le fonds ADIA publie ainsi dans ses rapports annuels un taux de rendement agrégé sur 20 et 30 ans ! Ces fonds souverains, dont les actifs sous gestion ont cru d'environ 25% par an sur les 3 dernières années, ont, en principe, un objectif de maximisation du rendement des politiques publiques à long terme (développement économique, transition de l'épuisement de ressources naturelles, retraites …). Ce qui est inquiétant[1], c'est qu'ils ne sont pas exempts de problèmes d'agence du fait de l'intervention des dirigeants politiques dans les stratégies d'investissement. C'est bien si les marchés financiers sont myopes et inefficaces (pas totalement faux…), mais c'est problématique si cela engendre des stratégies de court terme et des investissements dans des entreprises non efficaces. Or cette étude montre que l'intervention des politiques se traduit effectivement par des stratégies d'investissement non seulement à plus court terme mais de plus avec un biais domestique accru (donc une moindre diversification). Ces fonds semblent pourtant être les derniers survivants – avec une partie du secteur du *private equity* – d'un monde où l'impatience prévaut.

■ Prédominance du court-termisme

L'évolution de l'industrie financière est une caricature de la prédominance du court-termisme. Le passage du capitalisme familial au capitalisme actionnarial est sans doute l'un des fondements à l'origine du rétrécissement des horizons. Le succès d'une entreprise cotée ne se mesure plus qu'à l'aune de la progression de son cours de bourse. Tout s'organise autour des échéances de publication des comptes de résultats, échéances dont les régulateurs ont augmenté la fréquence par souci de transparence mais dont cette fréquence accrue entre en contradiction avec les stratégies à long terme des entreprises. De plus, les «analystes» se focalisent sur les *Return on Equity*… immédiats. La préférence accrue pour le présent des investisseurs financiers est en opposition avec le besoin d'allongement de l'horizon tant des financements d'investissements structurels que des placements en vue de la retraite. Les asymétries des préférences temporelles se sont accrues. Or c'est aux banques, et aux marchés financiers, que le rôle de réconciliation de ces asymétries est normalement dévolu. Mais le rôle traditionnel de transformation des échéances par les banques s'atténue dans un contexte de régulation prudentielle renforcée et peu incitative à l'allongement de leur actif. Quant aux marchés financiers, la révolution technologique conjuguée à la concurrence entre plateformes de négociation des titres (issue ici aussi de la régulation…) ont renforcé les

1. Si on se réfère à Berstein & alii (JEP, Spring 2013 pp219-238).

comportements court-termistes. La durée de détention des actions, autrefois détenues essentiellement par les investisseurs individuels, des fonds de pension et des compagnies d'assurance, mais de nos jours détenues essentiellement par des gérants de fonds, ne cesse de se réduire.

■ L'urgence des financements longs

Il est urgent de reconstruire une architecture financière et bancaire qui permette aux investissements longs (innovation, recherche, technologie, infrastructures… donc l'avenir d'un pays) de trouver des financements longs.

L'enjeu fondamental relatif au prix du temps est de réconcilier les asymétries des préférences temporelles des acteurs en redonnant une cohérence globale à la régulation économique, comptable et financière. Trois pistes sont à explorer :

– Déconnecter le court termisme des investisseurs sur les marchés financiers en acceptant une fréquence réduite des exercices de transparence informationnelle des entreprises et en instaurant une fiscalité cohérente avec la nécessité d'allonger la durée des placements financiers.

– Innover en matière de systèmes comptables et les adapter à l'horizon temporel des acteurs. Reconnaitre que le principe de comptabilisation au prix de marché n'est pas cohérent avec la contrainte temporelle des entreprises non financières.

– S'interroger sur les inconvénients de recourir à un taux d'intérêt de long terme de marché dans les calculs liés à la prise de décision des investissements de long terme et utiliser un taux d'actualisation qui reflète le prix du temps long pour l'ensemble des parties prenantes d'un pays, c'est-à-dire incluant les générations futures.

Temporal Illusions and Minsky's Financial Instability Hypothesis

Hersh Shefrin
Mario L. Belotti
Santa Clara University

The psychology literature tells us that people are subject to temporal illusions just as they are subject to optical illusions. These illusions vary from person to person, and from circumstance to circumstance. Moreover, these differences can be far greater than what the Lorenz equations tell us about the degree to which people experience the passage of time when they are in motion relative to each other.

Hyperbolic discounting can be understood to mean that people perceive short time periods that commence immediately as equivalent in length to longer time periods that commence in the distant future. For many people, time appears to slow during intervals of heightened activity. Myopic loss aversion leads people to be more tolerant of risks that are framed over longer time horizons, than the same risks framed over shorter time horizons.

Temporal illusions are especially important when it comes to the amount of time available to accomplish tasks. The phenomenon known as "the planning fallacy" has two features. First, people are excessively optimistic about how much time is required in order to accomplish specific tasks. Second, people do not appear to learn from experience, and so the excessive optimism persists through time.

Temporal illusions play a critical role in the financial instability hypothesis developed by the late economist Hyman Minsky. In the aftermath of the global financial crisis, Minsky's perspective has loomed as being more prescient than

that of any other economist. Minsky introduced the terms "Ponzi finance" into economics, and argued that it is the main driver of financial instability.

Understanding Ponzi finance

To understand Ponzi finance, consider how cash flows from a project's assets are usually divided into investment cash outflows (the capital required to do the project) followed by cash inflows from operations including change in working capital, and cash inflows from disposal. In Ponzi finance, debt is used to finance the required capital, but the expected cash flow from operations, including change in working capital, together with the book value of the assets at the time of disposal are insufficient to cover the contractual interest payments, let alone the return of principal. Instead, expected capital appreciation is treated as the source of repayment for some of the interest and all principal.

Minsky argued that the volume of Ponzi finance tends to increase for assets that experience capital appreciation, and suggested the presence of a problematic feedback loop. Specifically, Ponzi finance for assets whose rate of appreciation has been above the mean serves to accentuate the continued appreciation in the price of those assets, thereby generating asset bubbles. In Minsky's framework, the instability manifests itself when overpriced assets experience a sudden correction in value.

When faced with a looming crisis, people often experience time as if in slow motion. Investors in a bubble often feel they will have enough time to sell before the bubble bursts. Most will discover that this is an illusion. However, the illusion will enable the bubble to expand at a more rapid rate than it otherwise would, and therefore for the subsequent crisis to be deeper and more dramatic than otherwise.

Ponzi finance vs "speculative finance" and "hedge finance"

Minsky contrasted Ponzi finance with "speculative finance" and "hedge finance". In hedge finance, expected cash flows from operations, inclusive of change in working capital, are sufficient to cover interest payments and repayment of principal. In speculative finance, expected cash flows from operations, inclusive of change in working capital, are sufficient to cover interest payments, but capital appreciation is required to cover full repayment of principal.

Minsky warned about maturity mismatching in respect to assets and liabilities. He cautioned that speculative and Ponzi finance would be made opaque by the use of short-term debt to finance long-term assets, thereby kicking the cash flow shortfall can down the road. The emperor might have no clothes, but confirmation bias would generate illusions to prolong the deception until the financial system erupts into instability.

Think of myopic loss aversion as people being more tolerant of risk when they think they have longer time horizons. Think of the planning fallacy as people having less time than they think they have. Now put these concepts together to see that myopic loss aversion will lead people experiencing the planning fallacy to take more risks than is warranted.

Speculative finance with maturity mismatching is risky because borrowers rely on being able to roll over the debt. In a financial crisis, the banks remove the roll-over option. The result is unplanned defaults.

For assets in a pricing bubble, the defaults are widespread and interconnected. The feedback loop involving asset appreciation, which induces Ponzi finance that in turn generates more price appreciation, creates the systemic risk that underlies Minsky's financial instability hypothesis.

Investors know that trees cannot grow to the sky. Their temporal illusions induce them to believe they have enough time to exit successfully before the bubble bursts. They continue to hold this belief, until they can't.

On ne régule pas le temps

Philippe Camus
Alcatel-Lucent

Curieusement, le temps est une des notions les plus intuitives mais aussi les plus impalpables. La meilleure définition est celle de Kant : « le temps n'est qu'une condition subjective de notre intuition (qui est toujours sensible, c'est-à-dire qui se produit en tant que nous sommes affectés par les objets), et il n'est rien en dehors du sujet. » Tout est dit : le temps est intuitif, il est subjectif. Ce constat sur la nature du temps, généralement admis par les scientifiques eux-mêmes[2], explique la diversité et l'instabilité de la relation entre l'homme et le temps, donc de sa valeur et finalement de son prix.

C'est grâce à cela que les marchés existent car le temps est valorisé différemment par chacun des acteurs selon sa situation (patrimoniale ou physique), son histoire ou sa culture. De plus, un flux d'argent à venir (positif ou négatif) et un stock d'argent (par exemple un dépôt dans une banque) sont toujours affectés d'un coefficient de risque qui peut être lui-même très subjectif. Confrontés à cette double complexité, double diversité, double richesse, celle du temps et de l'argent, les acteurs socio-économiques du secteur public, privé ou associatif se sont équipés d'outils d'analyse en développant des modèles supposés représenter sous une forme scientifique la réalité de l'environnement.

▶ Une consanguinité redoutable

Ainsi sont apparus les notions de taux de rentabilité mais aussi, dans le domaine du marché financier, la volatilité puis les coefficients *alpha, beta, delta* et autres curiosités mathématiques.

2. Entretiens sur la multitude du monde de Thibault Damour et Jean-Claude Carrière p. 50-52, Odile Jacob, 2002.

En parallèle, les progrès enregistrés par la technologie de l'information ont raccourci les distances et les échelles de temps. Les marchés sont devenus globaux, dominés par les mêmes écoles de pensée, aussi bien à Hong Kong, qu'à Paris ou à San Francisco. Unicité du temps, unicité du lieu, unicité de la pensée : le système en place peut conduire aux pires dérapages en raison de sa consanguinité. Le modèle «modèle» le marché, qui lui-même «prouve» que le modèle est juste. Fondé sur une tautologie, l'ensemble est éminemment fragile et ne peut fonctionner que tant que les acteurs y croient. Mais dès que le doute s'installe, l'ensemble s'effondre telle une pyramide de Ponzi.

Dans ce contexte, les entreprises et les États se sont adaptés non sans modifier leur comportement et leur mode de décision stratégique.

▶ La déformation de la relation entre le temps et l'argent

Il est bien vite apparu que le prix du temps des marchés financiers est différent de celui des entreprises ou des États.

En premier lieu, le temps – plus exactement les temps – des acteurs financiers peuvent être modulés à l'infini, en particulier tendre vers l'infiniment petit. Le temps de détention d'une action est ramené à quelques dixièmes de seconde. Est-ce bien compatible avec une stratégie industrielle à cinq ans voire dix ans ? On peut en douter. Cela étant, il n'y a pas que les marchés financiers qui s'écartent du temps des entreprises. Malheureusement, le temps fiscal est annuel (si ce n'est plus court, voire rétroactif) ce qui interdit assez largement la prise en compte de la fiscalité (positive ou négative) sur une plus longue période. En France, le cycle augmentation des prélèvements obligatoires – mise en place de crédits d'impôt atténuateurs – dénonciation de la niche fiscale ainsi créée – suppression du crédit d'impôt – retour au début du cycle, le tout en un exercice fiscal, est caricatural et handicape l'investissement à long terme.

Le deuxième effet, peut-être plus important, est lié à la généralisation de l'utilisation du taux de rentabilité. Sous des dehors mathématiques confus voire erronés, la finance quantitative a produit toute une littérature visant à améliorer la pertinence du «taux de rentabilité».

Comme les faits l'ont démontré, la finance quantitative a échoué dans sa tentative d'établir un modèle complet et stable du fonctionnement du marché financier. Mais avant 2008, son impact intellectuel a été tel que le monde des entreprises et les États a dû s'y adapter. De manière très – trop – simple, une norme de rentabilité s'est progressivement mise en place, imposant à tous les acteurs un «taux de rentabilité» de l'ordre de 20% par an pour un niveau de risque supposé standard. Malheur aux entreprises ou aux projets ne rentrant pas dans ce cadre.

Cet objectif de taux de rentabilité paraissait d'autant plus légitime que le monde financier fabriquait à grande échelle des instruments structurés censés atteindre ce niveau pour un risque limité. Plus tard, on a découvert que, malgré l'abondance de Prix Nobel, tout cet échafaudage intellectuel était très instable. Son effondrement a conduit à la crise financière puis à la crise économique qui a débuté en 2008. Mais entre temps, la recherche du Graal de la rentabilité avait conduit à une déformation des décisions stratégiques des entreprises. Les investissements n'atteignant pas le seuil recherché ont été sacrifiés sur l'autel de la création de valeur ou bien, ce qui est plus grave, ont fait l'objet d'un financement par endettement afin de doper leur rentabilité grâce à l'effet de levier. Mais en l'absence d'une tarification correcte du risque, la logique du taux de rentabilité a conduit au surendettement.

Enfin, le troisième effet de la déformation de la relation entre le temps et l'argent réside dans la formidable accélération du tempo. L'exigence de transparence nécessaire à la justification théorique des modèles de marché financier a étendu au monde de l'entreprise la prééminence du scoop, y compris dans les normes comptables. Or le rythme d'une entreprise ne s'accommode pas du «zapping» ambiant.

▶ Espérer une re-synchronisation du temps et de l'argent

Cependant, il y a quelques motifs d'espérer une resynchronisation entre entreprises avec les États et les marchés financiers.

En premier lieu, la prise de conscience est universelle.

En second lieu, la logique du taux de rentabilité le plus élevé le plus rapidement possible est elle-même battue en brèche. Dans le domaine des fonds d'investissement privés, le seul critère du taux de rentabilité n'est pas pertinent. Un investissement peut être très rentable mais sur un horizon trop court, inférieur à celui du fonds. La même question se pose pour les fonds de pension. Ceux-ci ont intérêt à investir dans des actifs rentables à très long terme car leurs engagements de versement de retraite sont également à très long terme[3].

Si les pouvoirs publics désirent soutenir l'investissement productif à long terme, ils ont là des fonds qui poursuivent en fait les mêmes objectifs. Les encourager, y compris par une fiscalité différentiée, serait judicieux[4].

En troisième lieu, la financiarisation de l'économie réelle n'a pas empêché les très nombreux succès de formidables entreprises comme Google ou

3. Ces fonds de pension manquent beaucoup en Europe et spécialement en France où la sacro-sainte retraite par répartition a conduit à se priver d'un outil de financement des emplois productifs.

4. Cette idée a été proposée par Warren Buffet dès 1986.

Apple. Pourtant nées dans le temple américain du capitalisme financier soi-disant dégénéré, ces entreprises démontrent très exactement qu'il est possible de réussir, que l'on trouve du financement et des actionnaires pour qui la logique du taux de rentabilité est parfaitement compatible avec les exigences d'un projet industriel.

Les remèdes pour les entreprises sont de deux natures. Il s'agit de rétablir un fonctionnement moins volatil du marché financier et de réduire l'influence du marché financier sur les entreprises. Dans le premier cas, il convient de remettre de l'ordre dans les dérives intellectuelles, y compris mathématiques. Dans le deuxième cas, ce n'est pas refonder le capitalisme. Vouloir un monde idéal ou l'actionnaire investit son épargne et l'entreprise évolue selon des critères qui ne sont pas ceux de ses actionnaires est une fausse bonne idée. Ce qu'il faut, c'est développer un environnement culturel, social et réglementaire qui encourage l'investissement à long terme. Cela sera long car c'est une affaire de comportements individuels.

On peut réglementer l'argent. On ne régule pas le temps.

Gérer le temps de l'action publique

Louis Gallois
Commissariat général à l'investissement

Je vais parler du temps de l'action publique, c'est-à-dire du prix politique du temps. Ma thèse est simple : l'État a de plus en plus de mal à gérer le temps. Le temps court de la mise en œuvre, de l'action, de l'urgence ; le temps long du projet et des résultats. Comme je crois à l'action publique, je voudrais partager quelques idées avec vous.

▶ Accélérer la mise en œuvre de l'action publique

L'action de l'État ne parvient pas à s'ajuster à l'accélération qui résulte de la mondialisation, du numérique et de l'impatience grandissante des opinions publiques. Nous sommes englués dans des procédures, le plus souvent mises en série sans que personne n'ait une vision d'ensemble de la longueur du processus: c'est le cas pour les règles d'urbanisme, pour les soutiens publics à l'innovation, etc. Les investissements d'avenir, dont j'ai la charge, n'échappent pas totalement à cela.

L'Europe n'est pas meilleure. Elle est peut-être même pire. J'en juge par la lenteur de mise en œuvre des programmes qu'elle décide : pour *Clean Sky*[5], par exemple, il s'est écoulé trois ans entre la décision et le premier euro dépensé. Nous sommes – je caricature - dans un processus totalement inadapté au monde dans lequel nous agissons. Cela suscite l'incompréhension des acteurs économiques et le sentiment que l'urgence n'est ni reconnue ni partagée.

5. Clean Sky est un partenariat européen de coopération entre le secteur public et le secteur privé dont le but est de développer un ensemble de technologies nécessaires pour «un système aérien propre, innovant et concurrentiel». Le projet, dont le budget s'élève à 1,6 milliard d'euros, est financé à 50% par l'industrie aéronautique et à 50% par l'U.E.

Que faut-il faire ? Le Président de la République française a évoqué le «choc de simplification». Cela ne peut pas être une mesure technique. Il faut que ce soit un acte politique majeur. Il s'agit de changer la manière dont l'État agit. C'est une question décisive : il faut que l'action publique acquière vitesse, stabilité et visibilité. C'est à cette condition qu'elle inspirera à nouveau de la confiance. J'insiste : il ne s'agit pas d'une mesure technique mais d'un programme politique de première importance.

Inscrire l'action publique dans la durée

Une fois mise en œuvre, l'État a du mal à insérer son action dans la durée : pression de l'opinion publique pour du neuf, relayée et amplifiée par la pression médiatique ; échéances démocratiques qui se succèdent à un rythme soutenu et font que l'horizon des hommes politiques est court ; changements de majorité... Il y a eu quelques belles exceptions de stabilité : les investissements d'avenir, créés par Nicolas Sarkozy et repris par le gouvernement actuel ; les pôles de compétitivité ; le crédit d'impôt recherche. Tout cela a été maintenu. Mais nous le sentons bien : le taux d'actualisation politique est très élevé. À chaque fois, nous avons le sentiment qu'une vague efface les effets de la vague précédente.

Pourtant, la durée est nécessaire à l'appropriation. Ainsi, le système de retraite par points a été mis en place en Suède après cinq ans d'une concertation organisée, prévue. Il faut aussi tenir compte du temps pour obtenir des résultats. On me demande sans arrêt si les investissements d'avenir ont un impact. Je réponds : vous verrez cela dans trois, cinq, sept ou dix ans. Il n'y a pas d'effet immédiat. Il en va de même pour le pacte de compétitivité : la compétitivité s'est-elle améliorée depuis que l'on a décidé le pacte, le 6 novembre 2012 ? Évidemment non. Nous sommes dans le domaine du temps long. Ainsi, la force de l'Agenda 2010 de Schröder est d'avoir mis en place une politique menée pendant dix ans avec constance par trois majorités et deux chanceliers de bords différents.

En serions-nous capables en France ? Quatre éléments sont nécessaires à cette inscription de l'action publique dans la durée :

– Il faut décrire le futur souhaité. Les citoyens auxquels on demande des efforts doivent savoir dans quoi on les entraîne, quels effets bénéfiques leurs efforts vont permettre. Il faut qu'ils puissent se projeter dans le long terme.

– Il faut constamment s'assurer de la transparence. Expliquer, débattre, afin d'éviter la cristallisation des malentendus, qui est un processus constant qu'il faut en permanence surveiller.

– Il faut faire preuve de persévérance. Le politique doit être capable d'encaisser le fait que ce sont d'abord les effets négatifs qui se produisent avant les effets positifs. Je vous rappelle que Schröder a été mis dehors un

an après l'adoption de l'Agenda 2010. C'est extrêmement difficile, mais la persévérance est la condition indispensable.

– Enfin, et c'est le plus dur en France, il faut créer un consensus minimum pour gérer le temps. Le débat démocratique est certes nécessaire, mais pour avancer, serons nous capables de susciter un consensus minimum sur certains sujets ? Nous avons été capables de le faire autour des questions de politique étrangère, de défense, de force de dissuasion. Autour du nucléaire aussi : trente ans de consensus. On voit bien que grâce à ces consensus durables pendant de nombreuses années, on a avancé dans ces domaines.

▶ Comment trouver un consensus minimum ?

Un tel accord dépend des forces politiques et sociales. C'est pour cela que je considère comme historique l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013, bien sûr, pour son contenu mais surtout par le fait que des organisations patronales et syndicales s'y sont engagées. C'est essentiel. Il faut trouver en particulier un consensus autour de ce qui est bon pour l'entreprise. C'est là la force de l'Allemagne : il y a consensus sur la création des richesses. Ensuite, on se bat pour en partager les fruits, partager les fruits de la croissance et du développement ; mais il existe un consensus minimum quant à ce qui est bon pour l'entreprise.

Peut-on avoir un minimum de consensus sur la réforme des retraites ? Pourquoi pas. Le diagnostic est maintenant accepté par tous. Le Conseil d'orientation des retraites a fait faire dans ce domaine des progrès considérables. Ne peut-on pas dégager un consensus minimum concernant la réforme des retraites, qui est structurante pour la société ? Plus globalement, peut-on avoir un consensus sur la réforme du système de sécurité sociale ? Sur les étapes de modernisation du marché du travail ? Sur la compétitivité ?

Nous n'en sommes pas loin. Je ne suis pas désespéré. Mais pour se mettre d'accord, il faut que les organisations politiques et sociales fassent leur propre évolution. Non pour disparaître ou renoncer au débat, mais pour que le consensus sur un certain nombre de sujets permette au pays d'avancer. Le gouvernement doit le rechercher par le dialogue, la transparence et la vision. Les forces politiques et sociales doivent accepter de reconnaître que sur certains sujets, on ne peut avancer que si elles sont capables de dégager un minimum de consensus.

Les fonds d'investissement et le prix du temps

Jean-Paul Villain
Abu Dhabi Investment Authority

▶ Y a-t-il un lien entre le prix du temps et le rôle inter-générationnel des fonds ?

Le problème des fonds souverains n'est pas un problème spécifique. C'est celui de tous les fonds qui investissent pour le long terme. On en a fait des catégories spéciales, mais la problématique à laquelle nous sommes confrontés est très classique. Je voudrais présenter quelques remarques subjectives, essentiellement fondées sur mon expérience au sein du fonds pour lequel je travaille.

▶ Y a-t-il un lien direct entre le prix du temps et les objectifs à long terme des fonds ?

Globalement, la réponse est négative. Lorsque vous fixez l'objectif d'un fonds – pour une retraite personnelle, un fonds de pension à bénéfice défini par exemple – vous fixez un montant à accumuler au bout d'un temps donné. Ce montant est indépendant du prix du temps. La façon dont vous allez l'atteindre sera peut-être une fonction du prix du temps, mais certainement pas la définition. De même, lorsque vous êtes un fonds d'un pays exportateur qui reçoit un pourcentage fixe des exportations de matières premières, comme c'est le cas dans certains pays, votre objectif est d'investir ces fonds quel que soit le prix du temps. Il est ainsi difficile de voir un lien entre le prix du temps et les objectifs.

D'autres fonds ont pour contrainte principale le risque. Ce risque, mesuré par des modèles, est indépendant du prix du temps, quel que soit

l'horizon sur lequel on le calcule. Le board dit «nous ne voulons pas avoir une politique d'investissement qui risque de perdre plus de x% avec une probabilité de 95%», ce qui bien entendu n'est jamais respecté lorsque la crise survient.

Enfin, l'expérience montre que les grandes accumulations de fonds viennent au mauvais moment, c'est-à-dire quand la valeur des actifs est élevée et le prix du temps, bas.

▶ Y a-t-il un lien entre le prix du temps et l'horizon d'investissement ?

La question de savoir si un investissement long est un investissement spécifique ou une série d'investissements courts fait débat dans les universités. L'économiste Paul Samuelson, entre autres, a démontré que sous certaines conditions, l'équilibre entre l'actif sans risque et l'actif à risque est le même, que l'on considère un horizon à six mois ou un horizon très long.

La réponse pratique des fonds de pension et des fonds souverains est de dire qu'il y a un horizon spécifique, reposant sur un *benchmark* qui représente à peu près la vision de ce qui doit se passer dans le futur. D'autres investisseurs, dont un certain nombre de *hedge funds,* délivrent eux aussi sur le long terme des performances élevées en adoptant un modèle de politique d'investissement court, fondé essentiellement sur la volatilité du prix du temps et renouvelé constamment. Le talent est de savoir à chaque époque trouver l'opportunité.

Enfin, les stratégies longues sont justifiées parce qu'on suppose qu'il y a un retour à la moyenne et que les actifs ont des caractéristiques stables. C'est oublier que l'horizon long est encore plus incertain que l'horizon court. Les exemples sont nombreux. Ceux qui ont investi en actions japonaises il y a vingt ans en sont toujours au même point. Ceux qui ont investi en actions françaises en 1920 ont attendu 1982 pour retrouver à peu près leur prix d'achat : on ne peut pas dire que l'investissement long est nécessairement gagnant.

▶ Y a-t-il un lien entre le prix du temps et la nature des actifs dans lesquels investir ?

On nous dit souvent que les fonds longs peuvent investir dans des actifs illiquides et prendre des paris très longs. En réalité, il est clair que le bénéfice d'un fonds long est de pouvoir absorber la volatilité, c'est-à-dire de pouvoir rebondir après une crise. Encore faut-il être encore vivant après la crise, c'est-à-dire ne pas avoir investi dans Madoff ou autre pyramide de Ponzi, car lorsque la reprise vient, il n'y a pas de rebond possible. Cela implique des mesures et des contrôles très stricts, notamment au niveau du risque opérationnel, des risques de contrepartie et de la structure financière des investissements.

▶ Le prix du temps est-il le même pour tous les actifs ?

Cette question se pose essentiellement pour les produits non liquides. Beaucoup d'experts recommandent aux fonds à long terme de chercher à monétiser la prime des liquidités, ce qui soulève aussitôt un certain nombre de questions. Il faut d'abord être sûr que l'horizon du fonds est plus long que l'horizon des actifs : si vous avez des horizons à quinze ans et que vous investissez dans des produits à vingt-cinq ans, vous avez un problème de *mismatch*. Deuxièmement, il faut être sûr que vous n'avez pas de passif court qui arrive ; or, la plupart des fonds ont des passifs courts. Enfin, les caractéristiques des actifs illiquides amènent à sous-estimer considérablement le risque de ces investissements, car il y a beaucoup plus de taux de corrélation sur le long terme que sur le court terme.

Les fonds à long terme ne peuvent pas éviter d'être influencés par le prix du temps : le temps au cœur de la définition de la stratégie d'investissement. Mais les réactions des fonds (quels qu'ils soient : fonds de pension, fonds souverains, fonds individuels) aux changements du prix du temps génèrent automatiquement des réactions susceptibles d'affecter ce prix au travers d'un phénomène compliqué de réflexivité.

Le prix du temps et le prix du temps perdu

Éric Lombard
Mathieu Mucherie
BNP Paribas Cardif

Le temps ne se trouve que dans cette vie. On ne le trouve pas dans l'autre. Au cours de cette crise qui n'en finit pas d'être derrière nous, on a cru acheter du temps en repoussant à plus tard les réformes qui s'imposaient tout de suite. Mais a-t-on bien lu les signaux du temps, a-t-on bien compris que le prix du temps n'est pas celui qu'on croit ? Non sans doute, c'est pour cela qu'on ne croît pas.

ll s'agit d'abord d'aller à la recherche du temps perdu, c'est le problème des signaux brouillés, la question des mesures de l'inflation, le grand désordre conceptuel sur les taux (1er temps). Les taux que l'on nous présente comme historiquement bas sont en réalité économiquement hauts, d'où des allocations biaisées, des comportements peu vertueux. Il s'agit ensuite de décrire comment ce grand flou temporel a été géré de façon très différente selon les pays et selon les périodes (2e temps), avec en particulier d'énormes écarts transatlantiques, un isolement (conceptuel, opérationnel) de plus en plus marqué de la zone euro, et une Asie en pleine métamorphose. Il s'agit enfin, de dégager quelques pistes pour réduire l'incohérence temporelle des politiques monétaires optimales (3e temps), pistes qui passent toutes par des remises en cause déchirantes quant à nos façons de raisonner monétairement et d'être monétairement gouvernés en zone euro.

▶ La boussole des taux déréglée par le champ magnétique de l'illusion nominale

Le prix du temps est approximé de nos jours par un taux d'intérêt long nominal déterminé par les marchés. À première vue, nous sommes loin du monde des théologiens qui ont patiemment travaillé sur le temps. Et

pourtant, quand on gère des dizaines de milliards d'euros d'obligations privées et publiques dotées d'une maturité de trois à quinze ans, on se pose certes la question du prix, mais on s'interroge surtout à propos de la *valeur*. Trouver le prix ne prend qu'une seconde, le temps de trouver la bonne ligne sur l'écran. Trouver la valeur des taux est chose plus compliquée, et savoir si cette valeur peut-être qualifiée de valeur d'équilibre, voilà qui est même complexe. L'enjeu est d'importance car si nous n'avons pas en tête une idée à peu près fiable des déterminants de la valeur, toute tentative de prévision sur les prix futurs et toute allocation d'actifs raisonnable tombent rapidement à l'eau (ce serait comme confondre monnaie forte et monnaie chère, par exemple). Le prix s'oublie, la valeur reste. Puisque les taux taïwanais sont trop hauts à 2% et les taux brésiliens sont notoirement trop bas à 9%, puisque les épisodes de détente monétaire (par exemple, le *quantitative easing*) font monter les taux longs nominaux là où beaucoup de gens s'attendent à ce qu'ils contribuent à leur baisse, on sent bien qu'il faut un cadre analytique renouvelé pour ne pas tâtonner dans le noir ou dans le stochastique. Après tout, si les taux sont «bas» ou «hauts», c'est bien par rapport à une valeur de référence. Laquelle ?

▶ Effets ciseaux

L'économiste suédois Knut Wicksell a découvert qu'il fallait séparer le taux d'intérêt naturel du taux d'intérêt monétaire. Il montrait l'illusion nominale de taux considérés comme faibles alors qu'ils étaient élevés en termes réels, mécanisme au cœur de la Grande Dépression du dernier quart du XIXe siècle. Wicksell a trouvé cet arbitre impartial qui permet de dire si les conditions monétaires présentes sont accommodantes (donc vectrices d'inflation en *t+1)* ou au contraire restrictives (donc vectrices de désinflation en *t+1)* : c'est la croissance du PIB nominal. Avec une croissance à 2% et une inflation elle aussi à 2% en rythme annuel, on s'attend à trouver le taux long nominal (disons pour simplifier : un OAT 10 ans) autour de 4%. Un taux long placé *en dessous* du rythme de croissance du PIB nominal engendre un effet ciseaux positif qui pousse les investisseurs et entrepreneurs à un optimisme excessif. Les agents sont incités à s'endetter, et la bulle immobilière n'est pas loin. Au fond, ce régime n'est pas viable : à terme il est inflationniste (il faudra bien alors que le banquier central relève les taux courts), il puise trop dans le stock d'épargne (même si le décloisonnement des marchés autorise un relâchement temporaire de cette contrainte), et on sait des classes d'actifs qu'elles ne montent pas jusqu'au ciel. Le taux long placé au dessus du taux de croissance du PIB nominal engendre quant à lui un effet ciseaux négatif qui incite les preneurs de risque à un comportement de repli défensif. C'est une situation où ils cherchent à se désendetter, à réduire la voilure, jusqu'à des niveaux extrêmes où ils doivent mettre la clé sous la porte. Ce régime

d'euthanasie des entrepreneurs n'est pas plus viable que l'autre. La preuve empirique vient des données longues, les statistiques américaines depuis 1865 : les taux longs fluctuent, certes, mais assez fidèlement autour du sentier de PIB nominal, avec des corrections sur un cycle économique et des variances plutôt moindres qu'autrefois. Pour résumer, lorsque le prix du temps est nul, tout est fluidifié, la monnaie est véloce, on peut accroître le stock de dettes ; lorsqu'il est élevé, tout se gèle, «ça n'embraye plus», et on coule à pic avec ce même stock de dettes qui n'est plus un moteur mais un boulet.

Sauf que la symétrie n'est pas respectée : arrivé à un taux directeur de 0%, le banquier central a tendance à s'arrêter, persuadé que sa mission est finie *(le zero lower bound),* alors qu'en bonne théorie elle ne fait que commencer. Illusion nominale. Les taux courts placés beaucoup trop hauts même proches de 0% ont notamment pour conséquence d'entrainer une déformation pernicieuse de toute la courbe des taux ; car à l'horizon de la prévision, les taux longs sont d'abord des agrégations de taux courts. Ne pouvant placer les taux courts à -3% (bien que ce soit en théorie possible), le banquier central se retrouve avec une économie qui doit recalculer et se désendetter avec des taux à la fois mal interprétés et objectivement trop hauts. Cela revient à une double incitation pour la thésaurisation, qui s'accentue lorsque la spirale des anticipations déflationnistes s'en mêle. On comprend que l'asymétrie en matière de dangerosité ait fait dire à Jacques Rueff qu'il n'y a pas pire danger que l'inflation à l'exclusion toutefois de la déflation.

▶ Terreur «taux-talitaire»

C'est bien la caractéristique distinctive des époques de déflation d'être victimes de l'illusion nominale, et si les décideurs publics et privés tombent dans ce piège alors la crise s'installe. Wicksell a prêché dans le désert : une génération plus tard, l'illusion nominale règne toujours en maître. La Fed a baissé les taux courts nominaux de 5% en 1929 à 0,5% en 1932. Mais l'inflation a chuté plus rapidement encore, sans même parler de la croissance. Par conséquent, le taux d'intérêt réel s'accroissait, passant d'environ 3,5% à l'été 1929 à un pic de 15% début 1932. Autrement dit, la politique monétaire n'était pas de plus en plus généreuse mais de plus en plus restrictive. On comprend que les agents économiques soumis à des injonctions contradictoires et changeantes et à une incertitude radicale sur des paramètres aussi essentiels en aient perdu leur latin et se soient rués sur le cash. Rivés quant à eux sur leurs mesures traditionnelles de l'inflation, et ne regardant ni le prix des actifs en chute libre ni les agrégats monétaires en chute verticale, les banquiers centraux de l'époque administraient une terreur monétaire «taux-talitaire» avec toute la bonne conscience des taux courts nominaux «bas» à 0% et des «injections massives de liquidités» (un

discours qui a fait un beau *come back* depuis 2007 mais qui ne signifie rien de bon si on prête à 0% à un moment où le PIB nominal indique que l'équilibre se situe à -3%).

Il revient à Irving Fisher puis à Milton Friedman d'avoir perfectionné les idées contre-intuitives mais vraies de Wicksell. Le premier en mettant en avant le rôle délétère du mécanisme de *debt deflation,* une spirale où la baisse du prix des actifs nourrit la baisse des prix et où les efforts de désendettement se heurtent à un mur de monnaie toujours plus chère. Il supplia pour un *quantitative easing* mais celui de 1932 fut trop court et trop timide. Le second en nous rappelant l'importance des taux de changes flexibles (il n'y a pas de honte à dévaluer parfois), la dangerosité des banquiers centraux trop indépendants, et en nous enseignant la signification des mouvements de taux. «Un taux bas, ce n'est pas le signe que la politique monétaire *est* accommodante, c'est le signe qu'elle *a été* restrictive. Après l'expérience américaine de la Grande Dépression, et après l'inflation et la hausse des taux d'intérêt dans les années 1970, et la désinflation et la baisse des taux dans les années 1980, je pensais que l'erreur consistant à identifier une politique monétaire restrictive avec des taux d'intérêt élevés et une politique monétaire accommodante avec des taux d'intérêt bas étaient morte. Mais manifestement les vieilles erreurs ne meurent jamais». Ce que Friedman propose, c'est de ne pas oublier la monnaie (les taux longs nominaux sont plus des effets que des causes), et de la suivre via les agrégats monétaires larges, qui par exemple ont bien vu la bulle pré-2007 et la grève de la faim en zone euro depuis bientôt 5 ans. L'œuvre de Friedman doit être réhabilitée, pour qu'on puisse enfin parler de taux trop élevés à Tokyo depuis 20 ans ou de conditions monétaires restrictives en zone euro depuis 2008.

▶ Ô taux suspend ton vol !

L'illusion nominale est très enracinée. On pourrait même soutenir qu'une partie de cette illusion est bien utile, après tout les négociations salariales comme le moindre contrat dans une économie fonctionnent concrètement à l'illusion nominale. Il est toutefois très dommageable que les gardiens du temple en soient eux-mêmes victimes dans leur fixation du prix du temps à court terme et qu'ils envoient par conséquent de mauvais signaux en pleine tempête monétaire. La boussole des taux a été une nouvelle fois déréglée par l'illusion nominale cultivée en batterie par des dirigeants focalisés sur les menaces de la génération précédente. Mais cette crise est différente. Elle se double d'une incertitude paralysante quant aux mesures de l'inflation.

▶ Toute fixation d'un prix, d'un taux, relève d'un processus de découverte

Ce processus se fait mieux en concurrence, en transparence, et la base c'est de disposer d'un relatif consensus sur la mesure. Un jour un satellite

de la NASA s'est écrasé parce que certaines pièces avaient été mesurées en *inches* et d'autres en centimètres. Il n'y a plus de consensus aujourd'hui sur la mesure de l'inflation. On comprend mieux dans ces conditions certaines erreurs d'interprétation quant à la situation des taux réels, qui conduisent à des prévisions biaisées sur les taux nominaux. Les taux réels n'ont (hélas) jamais été négatifs au cours de cette crise, du moins en zone euro. C'est pourquoi la crise persiste bien plus longtemps que dans les modèles.

Une autre source de confusion tient à la différence entre l'inflation et une déformation dans les prix relatifs. Beaucoup de gens croient à l'inflation par le pétrole, par les prix de l'alimentation (alors que l'inflation est toujours et partout d'origine monétaire). On sait aussi que la BCE n'avait pas hésité à monter ses taux car elle continue à se servir du CPI (le panier de la ménagère) plutôt que du déflateur du PIB (comme la Fed et les économistes), et des mesures totales *(headline)* plutôt que des mesures sous-jacentes *(core)* qui ont le mérite d'éliminer le bruit de court terme des composantes les plus volatiles de l'indice des prix.

Les biais de mesure, qui sont tous des biais de surestimation et qui sont estimés à environ un point de pourcentage chaque année aux États-Unis (ce qui fait beaucoup quand la mesure officielle est à 1,5% sur un an…), sont oubliés au moment du *pricing* : on fait comme s'ils n'existaient pas[6].

Les indices de prix usuels même retraités de tous ces pièges statistiques n'ont plus beaucoup de signification dans une économie largement financiarisée. Lorsque le prix des actifs monte (en particulier l'immobilier avant 2007), ils sous-estiment la surchauffe. Lorsqu'il chute (aux États-Unis, l'immobilier résidentiel a perdu en moyenne 35% entre 2006 et 2011, et en Espagne la baisse est désormais de l'ordre de 10%/an), ils empêchent de conclure à une déflation pourtant bien présente. Il n'y aurait pourtant rien de révolutionnaire à mieux intégrer le prix des actifs dans l'analyse. Milton Friedman nous y invitait il a déjà longtemps : «*Monetary policy is easy only when the prices of assets are rising faster than the prices of the goods they produce.*»

Les distorsions de mesures, combinées à l'illusion nominale et au discours des banquiers centraux, sur fond de crise atypique (les prix des matières premières et certains pays émergents par exemple ont longtemps suivi une trajectoire à rebours de la déflation), ont contribué à alimenter des rumeurs récurrentes (mais heureusement pas auto-réalisatrices) d'explosion des taux longs souverains. C'est d'autant plus curieux que les taux longs se situaient en réalité bien trop hauts dans la plupart des pays de l'OCDE (i.e. au dessus

6. L'occultation va plus loin encore en zone euro où on nous dit que les biais de mesure sont mineurs et qu'il n'y a vraiment pas lieu de s'inquiéter ou de critiquer. Espérons que la réforme comptable qui vient de s'appliquer aux États-Unis sur les investissements immatériels sera l'occasion de rouvrir un débat qui n'est pas très vif depuis le rapport Boskin de 1996.

de la croissance du PIB nominal depuis fin 2008). Avec une croissance nulle et une inflation quasi nulle, tout OAT 10 ans au dessus de 2% fabrique les conditions pour une nouvelle vague de baisse des taux quelques mois plus tard. Ce n'est pas un niveau de bulle obligataire comme on le dit souvent, c'est déjà un niveau de krach obligataire. C'est un effet ciseaux négatif qui précipite le retournement de l'immobilier résidentiel, à rebours du taux de 2% aux USA qui correspond lui à un effet ciseaux positif (le PIB nominal fait du +3,5% sur un an) propice à la reprise de l'immobilier. Comment expliquer une telle confusion conceptuelle sur le prix du temps ?

Car c'est une destruction monétaire qui est à l'œuvre. Si l'appétit pour le risque diminue, si le levier a moins la cote, c'est de la destruction monétaire massive qui s'opère par les banques commerciales (Bâle III…). Si des entreprises font faillites et d'autres font défaut, c'est de destruction monétaire dont on parle. Moins de dette, moins de monnaie[7]. Si des marchés entiers disparaissent (crise de la titrisation, division par deux de la taille du marché US du *commercial paper,* etc.), c'est là aussi de la destruction monétaire. Sauf qu'elle saute trop aux yeux pour qu'on puisse la voir. On ne voit que les efforts de compensation opérés maladroitement par les banquiers centraux, dans des proportions modestes même si c'est à grands coups de centaines de milliards. Sans les QE de la Fed, où en serions-nous ? Le temps s'écoulerait-il encore ?

▶ Le déluge des déficits publics

L'homologie sauvage que les non économistes font toujours entre les finances publiques et les taux en dépit de toutes les données qui montrent le contraire (le taux 10 ans français se situait à 15% quand notre dette publique était à 20% du PIB, le taux long chilien est aujourd'hui autour de 5,5% pour une dette quasi nulle alors que le Japon endetté à 240% de son PIB bénéficie depuis 15 ans de taux soi-disant «bas»). La sur-communication institutionnelle autour des déficits s'explique très bien et nous partageons ses objectifs : il faudrait mettre plus de sérieux dans la gestion publique des pays de l'OCDE. Mais dans ces derniers (il en va un peu différemment dans certains émergents, dans les pays qui ne sont pas endettés dans leur propre monnaie ou dans les pays qui ne peuvent plus compter sur leur banque centrale comme certains PIGS) la question des taux est une question distincte, monétaire et non budgétaire, de long terme plutôt que de court terme, politique plutôt que financière. Les déficits (et les prélèvements obligatoires futurs qu'ils impliquent) portent surement atteinte à nos droits civiques ou à notre croissance potentielle, ils laissent de marbre nos portefeuilles obligataires, du moins pour le G5.

7. Le 21 juin 2009, Jean-Claude Trichet :"*There is a moment where you can't spend anymore and you can't accumulate any more debt. I think we are at that moment."*

Au total, le cirque de la hausse des taux est passé dans toutes les villes. «Normalisation inéluctable, spectre de 1994», «perte dramatique du AAA» et «surabondance de liquidités» sont autant de phrases codées qui vont toutes dans le même sens, à 180 degrés de la réalité mais avec un indéniable pouvoir de persuasion sur les acteurs économiques les plus fragiles. Bien entendu, les taux finiront par remonter un peu, probablement du fait de l'amélioration des données aux Etats-Unis, qui a déjà commencé, et pas du fait d'une amélioration sur le front du PIB nominal en zone euro qui continue son déclin. Arrivés proches de 0%, les taux peuvent monter, en effet. Les «haussiers taux» finiront par avoir raison, mais pas pour les raisons qu'ils invoquaient et après plus de cinq années où les écouter conduisait à des pertes sèches. Les années que nous venons de vivre apparaitront pour les historiens du futurs comme des années de dissonances cognitives, des années de myopie à la déflation et de cannibalisation médiatique des débats par les budgétaristes et les «structuralistes» À force de budgétariser la crise (rappelons que l'Espagne était à l'équilibre en 2007…), on a brouillé les signaux. En faisant croire à une explosion des taux en pleine déflation, on a failli faire dérailler le prix du temps. Et il n'est donc pas très étonnant que les agents économiques ne répondent plus comme avant à des signaux contradictoires, que les «canaux de transmission» soient bouchés dans certains pays : le principal canal, celui des anticipations, a été obstrué par un trop-plein de sophismes et de phrases convenues.

.

Le prix du temps pour les banques

Christophe de Backer
La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

Le thème des Rencontres d'Aix cette année, «Le choc des temps, entre urgences et long terme», est à la fois pertinent pour qualifier la période que nous vivons et en même temps assez intemporel.

Actuel, ce thème l'est assurément car le monde hésite encore à se dire en situation post-crise. Nous sommes sortis de l'urgence qui était celle de l'intervention des États à la suite de l'effondrement de Lehman Brothers, d'abord pour sauver le système financier, puis pour l'assainir et le stabiliser, mais tant la situation économique générale des pays les plus avancés que les soubresauts connus depuis 4 ans au sein de la zone euro n'incitent pas à affirmer que la crise est derrière nous.

La tension entre l'urgence et la préparation du long terme reste donc entière. Parce que les restructurations du secteur financier ne sont pas achevées et que les règles prudentielles adoptées sous l'impulsion du G20 ne sont pas encore mises en place partout de manière homogène et parce que la faible croissance des pays avancés, voire la récession en Europe, nécessitent une action volontariste des banques centrales et des pouvoirs publics pour soutenir l'activité.

Mais ce thème, convenons-en, est également intemporel. L'arbitrage entre court terme et long terme est au cœur du comportement des agents économiques, qu'il s'agisse des États et institutions publiques, des entreprises, des établissements financiers ou des ménages.

La valeur du temps, selon le Prix Nobel Gary Becker de l'École de Chicago, est son coût d'opportunité. Bien sûr, comme Benjamin Franklin l'a dit un jour à un jeune agent commercial, *«Time is money»,* le temps, c'est de l'argent. Et le prix de l'argent, c'est le taux d'intérêt. Cette notion est centrale dans la relation qui lie une banque à un client. C'est le taux d'intérêt

qui détermine l'arbitrage d'agents que l'on peut supposer rationnels entre investissement, épargne et consommation.

Le taux d'intérêt rémunère le double risque pris par le prêteur : celui de ne pas être remboursé et celui que l'inflation dévalorise la somme remboursée. La titrisation est aussi un moyen pour les banques de se protéger contre le risque, en transférant à d'autres une partie des risques qu'elles supportent à l'origine.

Mais pour revenir à Gary Becker, puisque la valeur du temps est son coût d'opportunité et que ce coût d'opportunité a un prix, la question pour une banque est donc de savoir si, pour un taux d'intérêt donné, elle doit accepter de prêter avec les risques que cela comporte, ou si elle doit allouer son argent à d'autres destinations ou objets que le prêt. Aujourd'hui, par exemple, le ratio crédit sur dépôts est toujours de 105% en Europe et de plus de 180% en Espagne.

C'est la question qui est au cœur des efforts de reprise dans la plupart des économies des pays avancés. Beaucoup d'entreprises se plaignent de ne pas avoir accès au crédit car les banques répugnent à prendre de nouveaux risques sans contrepartie financière suffisante. Celles-ci doivent en effet assainir leurs bilans et se voient contraintes de s'adapter à des exigences de capital fortes sous l'effet de Bâle III. Les progrès de la régulation et de la supervision limitent ce que l'on pourrait pudiquement appeler l'innovation financière, qui avait fini par mettre en danger la stabilité du secteur financier et l'équilibre de l'économie mondiale.

Permettez-moi d'être volontairement provocateur un instant, mais vous voyez bien que derrière cette question du coût d'opportunité, c'est celle de savoir quel rôle le corps social souhaite-t-il voir jouer aux banques qui est posée.

Certains errements relevés dans les deux dernières décennies, certains très choquants, ont fort heureusement été finalement dénoncés depuis 2008. Il reste que l'innovation financière a durant cette période arrangé la plupart des agents économiques. À commencer par les États incapables de réduire leurs déficits courants et tout heureux de pouvoir financer leurs dettes à bon prix. La croissance a été tirée par ce dynamisme financier et celui-ci a aussi permis de faire droit à des demandes sociales soutenues par les pouvoirs publics, tel que l'accès à la propriété pour le plus grand nombre par exemple.

Je voulais rappeler cela en un mot, par provocation, mais aussi parce qu'il est temps de réaffirmer ici que le rôle des banques doit être de participer au financement de l'économie réelle. Et de contribuer à une croissance saine, parce que durable, reposant sur des principes simples. On ne peut en effet dépenser durablement plus que ce l'on gagne et ce que l'on peut

rembourser et le système financier, par appât du gain, mais aussi pour avoir voulu répondre aux sollicitations constantes et fortes des États, des entreprises et des ménages, avait fini par perdre l'équilibre.

On se rappelle aujourd'hui la règle d'or de la liquidité énoncée par Henri Germain, cofondateur en 1863 du Crédit Lyonnais : « La disponibilité des actifs doit correspondre à l'exigibilité de ses dettes. » 150 ans plus tard, ce bon sens est redevenu d'actualité.

Les banquiers ont 3700 ans d'existence

On trouve la trace d'activités de change en Mésopotamie, à Babylone plus de 1 700 ans avant notre ère. Les banques, elles, n'ont pas plus de 600 ans. Leur création, d'abord en Lombardie puis à Florence, a bouleversé l'utilité sociale du banquier. Au change, et à l'usure traditionnelle, même si celle-ci fut longtemps combattue par l'Eglise, le banquier a ajouté des cordes à son arc. En inventant le compte à vue et la lettre de crédit. Et puis en finançant le long terme.

Les grandes réalisations de la Renaissance ont été notamment soutenues par la banque privée des Médicis. Quelques siècles plus tard, la révolution industrielle n'a pu se déployer que parce qu'elle a été accompagnée et rendue possible par des banques suffisamment visionnaires pour y investir. La famille Rothschild, en particulier, en a été un acteur majeur. Ce rôle de financeur du long terme, l'audace qu'il a fallu, cette foi dans le progrès restent aujourd'hui au cœur de l'identité du Groupe Edmond de Rothschild que j'ai l'honneur de diriger.

C'est ce rôle qu'il faut valoriser et encourager. Pour permettre aux banques de contribuer au retour de la croissance en Europe et en France, en finançant davantage l'investissement et en arbitrant en faveur du financement de l'économie réelle, il faut aujourd'hui dynamiser la gestion de l'épargne française, l'une des plus élevées au monde, mais aussi l'une de celles qui finance le moins l'activité économique, celle des PME en particulier.

Les banques sont en effet tenues par des contraintes réglementaires de plus en plus fortes et sont peu encouragées à dynamiser leur offre de prêts par le niveau faible des taux d'intérêt. Notre pays doit donc non seulement compter sur des pouvoirs publics stratèges – et je salue au passage le remarquable travail de M. Louis Gallois – mais aussi sur des mesures d'incitations fiscales et réglementaires destinées à mieux diriger l'épargne vers le financement de l'économie. La gestion d'actifs, qui consiste en un rôle d'intermédiaire dynamique entre les investisseurs et les entreprises, doit être encouragée. Il faut élargir le champ possible de sa contribution.

L'urgence du redressement doit nous conduire à élargir la base des capitaux sous gestion. Privilégier les investissements «longs», à travers l'épargne salariale, l'épargne-retraite et bien sûr l'assurance-vie, soutenir par des incitations fiscales l'orientation d'une part croissante de l'épargne vers le capital-investissement et encourager l'investissement des fonds collectés dans des titres longs, comme les actions cotées et non cotées, les OPCVM. Tout cela permettra de redynamiser le financement des entreprises et de restaurer la confiance défaillante des entrepreneurs dans l'avenir.

Financer le progrès, rendre demain possible, c'est le rôle que mon Groupe et que de plus en plus d'établissements financiers responsables veulent tenir.

Le prix du temps est un élément fondamental des choix qui sont opérés, mais beaucoup d'autres paramètres peuvent jouer sur la définition du coût d'opportunité et faire que les arbitrages réalisés soient favorables à l'investissement et au financement de long terme de l'économie.

Balancing the Long-Term Catch-up and Short-Run Stability in China

FAN Gang
National Economic Research Institute and Peking University

For a developing country, time is critical. You are already so backward compared to those more advanced countries that set up all standards of today's world. If you are not able to grow fast, you may never be able to catch up, as your "targets" are also moving forward fast with their higher capability of knowledge accumulation and innovations. All the companies which are relatively small and weak in emerging markets want to "leap forward" as they are all facing bigger and stronger competitors from developed markets. All the individuals in poor economies want to get rich overnight because life is short! As a result, the drive for rapid growth is high and therefore the risks associated with growth are also enormously high as it is much easier for the developing world to get over-heating and bubbles than it is for their matured counterparts.

Developed countries may now be also trapped in financial and public debt crises due to various problems in their financial and social institutions, as they are now. However, a special weakness of developing countries is that they mostly lack in matured institutions and regulatory framework to balance the short-run stability and long-term development. In a country like China, which is still constrained by the legacy of the past planning system, the market pricing system has not been fully established to reflect the relationships between supply and demand. The ownership structure does not ensure some market players such as State-owned companies to be fully responsible for the risks of their actions. The local governments are all trying to get credit and investment as much as possible without much consideration for the future returns and repayment of the debts.

In such an economy, the macroeconomic stability and economic structural changes would be sometimes heavily dependent on the central government's policy and administrative quantitative controls.

In many senses, China is still a developing country in its early stages. The income per capital is just over 6,000 dollars, only 1/10 of that of some rich nations. The industrialization is still lower than 70% as 30%-35% of the labor force is still in agriculture earning their income mainly from farming activities. So the surplus labor is still an issue in the broader sense. Urbanization is barely halfway as only 52% of population is living in cities. Most companies or financial institutions only have a history of recent 20 years. The desire for high growth is strong in every corner of the economy. And thanks to the prudence of macroeconomic management, China has been successful in avoiding major economic and financial crises in the past 30 years with continuous growth higher than 7%. This is a good thing but it also makes people short of awareness of risk consequences of bubble burst They normally would pursuit high returns with high risks. As a result, there is always a strong tendency of overheating in the economy.

Meanwhile, structurally speaking, as wage is still relatively low due to the existence of surplus labor and 70% of labor force is in low income groups earning less than 3,000 dollars per year, the profit is high and so are corporate savings. That makes China's saving rate of GDP at around 50% of GDP in the past 10 years. This results in a serious structural problem of low consumption and high investment, which can easily lead to over investment and over capacity. Some people in the world accuse China for its high dependence on exports and high current account surplus. However, this is a very natural outcome of low demand for current final goods in the domestic market. The high dependence on exports in turn makes China very vulnerable to the up-side-downs in the world market, particularly when the developed countries are experiencing financial crisis and recessions.

▶ **What should China do in such a complicated situation?**

First, the growth is still a must from the point of view of long-term development. Without growth and job creation, nothing could be better in a country with low income, low level of industrialization and urbanization. With all its potential, China is still able to achieve a growth at 7-8% in the coming decade.

But secondly, China must do everything to prevent growth from becoming overheated. Recent history shows that whenever the growth was higher than 9%, China had inflation, and whenever growth was higher than 10%, there were both inflation and asset bubbles. Therefore, the macroeconomic policies must target on lower growth rate and should avoid double-digit growth to happen again!

Thirdly, a lot of institutional and regulatory reforms in economic, financial and social areas are needed in order to improve economic structures and build in more "automatic stabilizers" into the economy.

In this respect, a particular reform is urgently needed, that is the reform of the financial system to allow the interest rate to play proper roles to balance the short term stability and long term growth.

Currently, the interest rate regime is still under tight administrative control. The lending rate is already capable of upward flexibility, but the deposit rate is still capped with an upward band of 10% (meaning that if the policy rate is 1%, the commercial rate can be 1.1%). Such a regime results in a big rate spread between lending and deposit and guarantees the commercial banks high profits, which may disguise a great deal of misallocation and mismatch of their credit expansion. This also makes so-called shadow-banking activities expand as banks can use "wealth management" programs to attract deposits by paying higher returns to their high-end costumers.

To further liberalize the interest rate regime, along with other reforms in financial and non-financial systems, to allow the interest rate to reflect the "price of time", is the important step, though not the only one, to improve the economic structure and efficiency with a long-term stable growth.

Débat

Y a-t-il une spécificité française ?

Depuis l'an 2000, les résultats macroéconomiques français sont mauvais, plus mauvais que ceux des autres grands pays européens, qu'il s'agisse de l'investissement, de l'emploi, de la R&D ou de la capacité de la France à profiter de la croissance mondiale des années 2000-07. Certes, la France a échappé à un choc brutal sur sa dette souveraine mais le taux de sous-emploi des jeunes Français se rapprochent dangereusement de ceux des pays du sud de l'Europe. Les problématiques de la perte de compétitivité, de l'explosion du déficit commercial sont au cœur du débat sans qu'aucune réponse simple ne puisse être apportée.

Un examen des différents secteurs est indispensable pour comprendre les déséquilibres de ces dernières années et leur décalage avec l'évolution des grandes économies mondiales. S'agit-il de structures bloquées sur le marché du travail ? De l'évolution trop rapide des rémunérations ? De l'explosion des équilibres des grandes branches de la protection sociale ? Ou de la réduction trop importante et trop uniforme de la durée du temps de travail ?

Au-delà d'un constat et d'une analyse sur la situation de la France, la question au cœur de cette session est celle des atouts de la France – entres autres la jeunesse et l'épargne importante – et de sa capacité à retrouver une trajectoire de croissance au moins équivalente à celle des pays de l'OCDE.

Introduction du Cercle des économistes
Bertrand Jacquillat

Témoignages
Laurent Berger • Christophe de Margerie • Georges Plassat
Augustin de Romanet

Modérateur
Sophie Pedder

Y a-t-il une spécificité française ?

Bertrand Jacquillat, *Cercle des économistes*

D'abord un constat : depuis l'an 2000, les résultats macroéconomiques français sont extrêmement médiocres. Les performances de l'économie française sont bien inférieures à celles des grands pays européens, qu'il s'agisse de l'investissement, des marges et de la profitabilité des entreprises, de l'emploi, et en particulier du taux de chômage ou du taux de sous-emploi des jeunes Français qui se rapprochent dangereusement de celui des pays périphériques de l'Europe du Sud, de la perte de compétitivité, de l'explosion du déficit commercial, de l'insuffisance de la recherche et développement, ou de la capacité de la France à profiter de la croissance.

Et pourtant la France dispose d'incontestables atouts : une démographie positive, à l'inverse de beaucoup de pays développés, notamment en Europe ; une capacité d'épargne importante ; une richesse insoupçonnée des Français ; une attractivité structurelle incontestable de ses territoires grâce à la qualité de ses infrastructures, la qualification et la productivité horaire de sa main-d'œuvre ; avec aussi des entreprises au top de la compétition mondiale dans des industries variées.

Dans ces conditions, comment se fait-il que la France soit à la traîne ? Il faut reconnaître que ce hiatus entre atouts et performances économiques existe depuis près de 40 ans, en particulier à cause de politiques économiques mauvaises menées de part et d'autre de l'échiquier politique. D'aucuns s'étonnent même de la résilience du pays face aux mauvaises thérapeutiques qui lui ont été administrées depuis tant d'années. Rappelons à cet égard les propos qu'aurait tenus Jacques Chirac, Président de la République, à Francis Mer, alors ministre de l'Économie et des Finances, qu'il alertait sur le déséquilibre des comptes publics : « Ce n'est pas si grave, cela fait 30 ans qu'on est en déficit, on peut bien continuer encore quelques années comme cela. »

Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Ce n'est plus possible car la France n'a connu qu'une seule année de surplus budgétaire depuis 40 ans et de très rares années de surplus primaire. Il y a donc bien une spécificité française. La France a des ressources enviables, mais leur gestion est désastreuse. Ce n'est pas faute de préconisations pour redresser la situation recensée par de nombreux ouvrages, de rapports, de commissions. Ces préconisations font pour beaucoup d'entre elles, l'objet d'un large consensus, du moins en privé, entre les différentes parties prenantes, et qui bloquent lorsqu'il s'agit d'engager des réformes pour les mettre en musique. C'est le déni français si éloigné du principe de la réalité. Le *Déni français,* je vous rappelle que c'est un livre récent de Sophie Pedder qui anime cette table ronde. Dans une interview donnée dans la revue *Le Débat* du mois de mars 2013, Erik Orsenna rappelle qu'en 1981, la nouvelle équipe au pouvoir considérait que le réel était de droite, et que si l'on s'en affranchissait en rejetant le système capitaliste, tout irait bien. Il y aurait donc dans la psychologie collective des Français un réel de droite et un réel de gauche, comme une comptabilité à partie double.

Je vous propose trois grands axes de préconisations

Premièrement, il faut rendre la France plus active en créant un environnement plus favorable au développement des entreprises. Cela passe notamment par l'allègement du coût du travail, la réforme de l'éducation, et notamment une plus grande professionnalisation de certaines filières de l'enseignement supérieur, et enfin une fiscalité plus favorable à l'investissement et à l'innovation.

Deuxièmement, corollaire de la compétitivité, il faut agir résolument du côté de la dépense publique en dépensant moins et mieux.

Troisièmement, il faut rendre l'Europe plus unie tout en renforçant le caractère démocratique de sa gouvernance.

De telles préconisations ne sont pas spécifiquement pro-business, elles sont pro-France et pro-emploi. L'emploi, le sort des jeunes générations, l'indépendance financière ne sont ni de droite ni de gauche, ce sont des thèmes fédérateurs. Pour retrouver la compétitivité dans un monde ouvert, il convient de reconnaître que les entreprises sont le principal créateur de richesses et d'emplois.

Dans le passé, aucun discours de politique général fait par les Premiers ministres n'a vraiment reconnu l'importance des entreprises. Le vieux fond paléo-étatiste français trouve en effet son premier terreau dans les programmes scolaires. Si l'on se réfère au contenu des manuels d'économie de première et terminale, sur 400 pages, l'entrepreneur est aux abonnés absents, *exit* Schumpeter. L'entreprise n'occupe qu'une dizaine de pages, et l'État est décrit comme l'acteur central de l'économie.

Et pourtant on n'est pas en *terra incognita.* Les préconisations peuvent s'appuyer sur de nombreux exemples étrangers qui ont été faits au risque et

péril de ceux qui les ont initiés. Par exemple, l'Allemagne de Schröder avec son plan 2001 mis en place entre 2002 et 2005 et continué avec Angela Merkel, la Suède de Carl Bildt entre 1990 à 1996, le Canada de Jean Chrétien entre 1993 et 1997, l'Italie de Mario Monti – c'était plus court – en 2011-2012, la Pologne de Donald Tusk en 2007-2011, etc.

Depuis plus de vingt ans, il existe une autre spécificité française, c'est le déficit de confiance. C'est le résultat d'enquêtes menées dans tous les pays développés qui montrent que les Français, beaucoup plus souvent que les habitants des autres pays, se méfient de leurs concitoyens, des pouvoirs publics, de la justice, de la concurrence et du marché. C'était le sens des deux ouvrages de Yann Algan et de Pierre Cahuc[1] sur la société de confiance. Pour eux, en limitant les possibilités d'échanges mutuellement avantageux, la défiance réduit l'efficacité de l'ensemble des secteurs de l'économie, et agit comme une véritable taxe sociale sur l'activité économique. En définitive, déni de réalité et défiance généralisée sont deux piliers importants de la spécificité française.

Sophie Pedder, *The Economist*

Monsieur de Romanet, quel est votre regard sur la spécificité française et que pensez-vous de ce diagnostic de « déficit de confiance » ?

Augustin de Romanet, *Aéroports de Paris*

La caractéristique, me semble-t-il, de la société française, c'est effectivement le sentiment de défiance. Chacun sait pourtant que la confiance est la meilleure potion pour la croissance économique. On voit bien que nos compatriotes qui sont sur Internet tous les jours, et ce n'est pas une spécificité française, qui connaissent la réalité du monde, ont acquis le sentiment que les élites ne sont pas fiables, que les comportements de ceux qui nous dirigent ne sont pas crédibles. Dans le prolongement de la massification de l'éducation, ils sont tous devenus « experts » et se considèrent incompris par leurs dirigeants.

Mon regard sur la « spécificité française » repose sur cinq points dont le premier est celui du constat. Depuis dix ans, nous reculons. Encore une fois, même si ce n'est pas très agréable et même si je suis tout sauf décliniste, nous prenons de plein fouet la brutalité des statistiques. Le PIB français est inférieur de 1% à son niveau de 2007. Sur fond d'une démographie relativement dynamique, cela donne un PIB par habitant inférieur de 4% à celui de 2007. En 2012, nous avons le même PIB par habitant qu'en 2005 ; au fond, il y a eu sept ans pour rien. Le niveau de la production industrielle en France aujourd'hui n'est pas plus élevé qu'en 1994.

Et ce décrochage se poursuit. La France pourrait être éjectée du *top 10* des pays récepteurs d'investissements directs étrangers alors que l'Allemagne et le

1. *La Société de défiance, Comment le modèle social français s'auto-détruit,* Cepremat, 2007

Royaume-Uni vont rester 7e et 8e. Enfin, la productivité du travail en France croît plus modérément qu'ailleurs et la part du commerce mondial attribuable à notre pays est aujourd'hui de 4%, alors qu'elle était de 6% dans les années 90.

En deuxième point, j'évoquerai un des handicaps de la France, son très mauvais rapport à l'argent et à l'enrichissement. Qui de mieux placé qu'un Américain francophile pour dépeindre notre pays ? Ezra Suleiman, dans son ouvrage *Schizophrénies françaises* avançait que « contrairement à ce que certains prétendent – de Peyrefitte à Crozier –, la société française n'est pas bloquée : elle change, mais elle refuse de rectifier ses défauts, de reconnaître que marché et profit ne sont pas des gros mots. » La France est un pays dans lequel quand l'assiette du voisin se remplit, cela vide la vôtre.

Cette situation est le fruit d'une culture et d'une histoire singulières qui nous empêchent de nous projeter pleinement dans la marche du monde. Je pense qu'un pays dans lequel on n'aime pas l'argent, un pays dans lequel on n'aime pas les contrepouvoirs – c'est vieux, cela remonte à Louis XIV et probablement bien avant – est un pays qui n'a pas pu contrôler l'expansion de son État. Je laisserai à d'autres le soin de parler plus savamment de notre record mondial de 57% de dépenses publiques rapportées au PIB, mais j'insiste, ce n'est pas être pessimiste que de regarder la réalité en face, cette réalité dont notre génération est comptable. Nous sommes donc dans un contexte complexe avec un État devenu trop grand, un État qui gère mal ses ressources humaines et sa redistribution.

Comme je le disais, notre excès de dépenses publiques procède sans doute de cette ambiguïté face à la réussite individuelle. Historiquement, dans l'Allemagne du Saint Empire romain germanique, 600 princes étaient engagés dans une compétition féroce, pour avoir la plus belle université possible pour le prestige et… le maximum d'entreprises pour les recettes fiscales. À l'inverse, la France est un pays qui n'a jamais valorisé l'argent. Vous le savez, l'aristocratie s'est recroquevillée sur elle-même, est devenue une caste et lorsque vous étiez anobli, le plus important était d'arrêter de faire du commerce, d'arrêter de gagner de l'argent. Lorsque j'étais jeune fonctionnaire, j'étais toujours frappé dans les couloirs de l'Assemblée Nationale d'entendre les députés qui parlaient entre eux et dévoilaient que l'homme le plus riche de leur circonscription était le patron du supermarché local. J'en tirais deux leçons. La première, c'est que ce n'était pas les industriels qui faisaient envie ; la deuxième, c'était ce sentiment de jalousie patent. Cette difficulté du rapport à l'argent se traduit dans nos contradictions. La France est le pays d'Europe qui est le plus attaché à l'égalité. Pourtant statistiques à l'appui, la France n'est pas plus inégalitaire que les autres. Les trois quarts des Français estiment qu'être riche est mal perçu en France pourtant, dans la même proportion, ils s'empressent de souligner que c'est une bonne chose de vouloir gagner de l'argent et de devenir riche. Nous sommes totalement schizophrènes.

Cette difficulté du rapport à l'argent nous conduit, y compris au quotidien dans les entreprises, à avoir du mal à utiliser certains leviers. Je pense par exemple à l'actionnariat salarié qui me semble être un levier très utile pour associer les collaborateurs à la prospérité de l'entreprise. Malheureusement, un certain nombre d'organisations syndicales, dont n'est pas celle de Laurent Berger, considèrent que dès qu'il y a participation des salariés au résultat de l'entreprise, le diable n'est pas loin.

La troisième spécificité française, me semble-t-il, c'est son rapport ambigu à l'Europe. La France a toujours promu l'idée d'Europe mais elle a toujours reculé au dernier moment dans des conditions qui nuisent à la cohésion mentale de notre pays. La France a fondé le projet européen après la Seconde Guerre mondiale. C'est Jean Monnet qui a préparé cette déclaration visionnaire de Robert Schuman du 9 mai 1950, et c'est la France qui a failli ne pas ratifier la mise en place de la CECA puisque les gaullistes et les communistes ont fait tellement de misères au gouvernement qu'il a fallu deux ans pour en obtenir la ratification.

S'agissant de la CED, Communauté Européenne de Défense, promue par René Pleven en 1951, c'est encore la France qui a porté ce projet et c'est la France qui a refusé de le ratifier. Raymond Aron disait : « C'est la plus importante querelle idéologique depuis l'affaire Dreyfus. » Et je me souviens de Jacques Barrot me disant lorsque j'étais jeune : « J'ai pleuré quand j'ai vu qu'on ne ratifiait pas ce traité. » C'est la France encore qui a fondé les prémisses du traité de Rome, et c'est la France qui a fait des difficultés pour le ratifier. C'est la France sous l'impulsion de Jacques Delors qui a conduit au traité de Maastricht, c'est la France qui a failli voter non. C'est la France qui a, avec Valéry Giscard d'Estaing, conçu le projet de la constitution européenne, c'est la France qui a cette fois voté non.

Pour nos compatriotes, amateurs d'authenticité, il y a une schizophrénie totale entre des discours pro-européens le matin, des comportements anti-européens à l'heure du déjeuner, et des négligences vis-à-vis de l'Europe entre deux élections. Il importe que nous nous saisissions de ce sujet dont l'immobilisme conduit ou contribue, me semble-t-il, à la défiance.

Ces trois premières spécificités sont négatives. Je vous en propose deux autres, positives dans lesquelles se trouvent les ressorts de notre rebond. La mondialisation, dont nous avons raté la première manche, nous offre l'occasion de nous rattraper car elle exige du travail de plus en plus qualifié et de plus en plus de capital, éléments dont notre pays déborde.

La France est jeune. La maxime « Il n'y a de richesse ni force que d'hommes » de Jean Bodin revient à la mode. Nous avons 1,5 million de jeunes en dessous de 15 ans en plus que l'Allemagne, et nous avons 6 millions de personnes de plus de 65 ans en moins par rapport à l'Allemagne. Nous avons une jeunesse

qui est extraordinairement cultivée, qui se projette à l'étranger. Nous avons 2,5 millions de compatriotes qui vont à l'étranger et qui y réussissent.

Andrea Riccardi qui a été ministre du gouvernement de Mario Monti disait : « Les sacrifices et le travail sont indispensables pour que l'économie se relève, mais les rêves personnels et collectifs sont tout autant nécessaires. » Ce dont a besoin un pays pour aller de l'avant, c'est d'un rêve personnel et collectif et, d'une manière ou d'une autre, d'une vision de long terme. Ce dont a besoin la jeunesse d'aujourd'hui, c'est de retrouver une confiance dans ces élites qui lui peignent une trajectoire réaliste. Je ne développerai pas la théorie des cycles qui me conduit à penser que nous sommes au début d'une période qui va être difficile. Je considère que nous sommes encore pour 5 ou 10 ans dans ce qu'on appelle la crise qui est en réalité une transformation profonde de la société et de ses modes de fonctionnement. Je crois que la principale mission des générations aînées doit être de ne pas sacrifier la jeunesse. Et c'est la raison pour laquelle il me semble très important de continuer cette modernisation de l'université qu'a entreprise le pays afin de notamment continuer à accueillir des étudiants étrangers. La qualité de la vie étant une spécificité française, accueillir des jeunes Chinois, des jeunes Indiens, dans nos universités, c'est conduire une bonne proportion d'entre eux à vouloir rester habiter en France, faire leur vie ici, y créer des entreprises et générer des courants d'affaires avec les pays dont ils sont issus.

Deuxième atout, la France occupe le troisième rang des pays européens en matière de taux d'épargne. D'après un rapport du Crédit Suisse, la France est le quatrième pays le plus riche du monde avec 13 000 milliards de dollars de patrimoine, juste après les États-Unis, 62 000 milliards, la Chine 28 000 et le Japon 20 000. Il est donc très important que notre pays mobilise cette épargne de façon active et utile à l'économie. Dans cette perspective, je ne vois pas comment on pourrait échapper à quelque chose qui ressemble au financement de la retraite par l'épargne, donc par les fonds de pension. Ces fonds devront être mis en place pour financer les infrastructures dont nous avons besoin et qui sont la condition de survie de notre pays. Je prendrai une seule illustration : CDG Express. Le projet de CDG Express est la ligne qui relie en 25 minutes le centre de Paris à Roissy, c'est une idée qui a été lancée par Antoine Veil, au moins en parlait-il, dès 1997. Nous sommes en 2013, et il n'y a pas le début du commencement. Il y a eu beaucoup de projets, ils ont tous été abandonnés. Personnellement, dans mon mandat à Aéroports de Paris, je me fais un devoir de militer jour après jour pour que ce projet sorte parce que je vous donne ma parole que si nous, Français, nous ne sommes pas capables de créer une ligne directe entre Roissy et Paris dans les années qui viennent, la plateforme de Roissy sera inexploitable. Nous avons donc besoin de façon urgente de financements longs pour ce type d'équipement et d'un esprit visionnaire de la part de tous les acteurs, y compris des pouvoirs publics.

Les spécificités françaises sont nombreuses mais il ne fait pas de doute que les mutations technologiques ont conduit à rapprocher les citoyens autour de certaines valeurs. Ce phénomène est d'autant plus vrai parmi la jeunesse européenne, qui, élevée au creuset d'un programme aussi fédérateur qu'Erasmus, porte en elle les meilleures garanties de progrès, à condition de lui laisser la place qu'elle mérite dans nos sociétés.

Christophe de Margerie, *Total*

Je commencerai mon propos en citant le Général de Gaulle. Ce n'est pas dans mes habitudes et c'est la preuve que je suis un peu troublé par la question posée. Le Général de Gaulle, qui disait avoir une certaine idée de la France, la résumait ainsi : « Simplement viser haut, et se tenir droit. » Il me semble que c'est un bon principe pour les jeunes. Il est toujours vrai.

Qu'est-ce que la France aujourd'hui ? Une économie moyenne mais une économie moyenne ne veut pas dire une petite économie. Nous restons la cinquième puissance mondiale. Mais le fait de simplement « rester » n'est pas une solution. Non. Il faut continuer à croître, à se développer ; le rang sera ce qu'il sera. Ce n'est pas le rang qui compte, ce n'est pas d'être cinquième ou quatrième, c'est d'être bien portant, d'avoir un emploi qui remonte, des jeunes qui se sentent bien dans notre société. Les jeunes se moquent de savoir si on est quatrième, troisième ou premier.

Cela ne nous empêche pas d'être premiers dans un certain nombre de secteurs. Puisqu'on ne peut pas être que négatif, il faut rappeler que parmi les 500 premières entreprises mondiales, trente-deux sont françaises. Ces trente-deux entreprises françaises ne se portent pas mal, voire se portent bien. Elles se développent. Elles participent à l'image de la France. Il est vrai que notre pays n'a pas retrouvé le niveau de PIB de 2007; mais ce qui m'intéresse aujourd'hui n'est pas de savoir quand nous allons revenir au niveau de 2007, mais si nous retrouvons la voie de la croissance tout court. Ensuite, son niveau sera ce qu'il sera.

Le vrai problème de la France, c'est l'État.

Il faut que nous réformions l'État. Nous ne pouvons pas continuer dans un système où 57% du PIB viennent des dépenses publiques et de ce qu'on appelle les retours sociaux. C'est inacceptable. Plus de la moitié de notre PIB transite ainsi par les mains de l'État, qui, soit dit en passant, a beaucoup de mal à le gérer, ce qui n'est pas surprenant..

Le poids excessif de la sphère publique affaiblit les entreprises, dont le rôle économique et social n'est pas assez reconnu dans notre pays. Il est important de comprendre pourquoi notre compétitivité, en tant qu'entreprises, en tant qu'entrepreneurs, a diminué de manière aussi rapide en dix ans. Les entreprises sont moins compétitives, elles gagnent moins d'argent, perdent des

parts de marché, elles ont du mal à continuer à investir dans la recherche et le développement. Cette hémorragie est inacceptable et doit être arrêtée. Le fait que la France compte trente deux groupes parmi les plus grandes entreprises mondiales n'arrivera pas à cacher cette vérité.

S'occupe-t-on de l'entreprise ? Non, on s'occupe de l'État. On s'occupe de savoir ce que l'État va nous apporter ou pas. On en est encore au stade de papa-maman et ce n'est pas normal, surtout dans le monde moderne.

Pourquoi sommes-nous ainsi en France ? Pourquoi donnons-nous un tel rôle à l'État en nous tournant vers lui dès qu'il y a un problème. En réalité, il ne peut rien faire de plus qu'utiliser l'argent qu'on lui donne. L'argent de l'État est effectivement fait pour être redistribué. Mais l'argent de l'État, c'est le vôtre, c'est celui des entreprises. L'État n'est pas censé créer de la valeur. Il est censé éviter d'en perdre, il doit utiliser au mieux ses budgets. Ce n'est pas à lui de créer de la valeur, ce n'est pas à lui de se développer et de gagner des parts de marché. C'est une absurdité de le croire.

Ceci n'a rien à voir avec la question de savoir si une entreprise doit être publique ou privée – cela, c'est l'actionnariat. L'actionnariat peut être d'État : si une société d'État se développe bien à l'international et en France, pourquoi pas ? Mais là n'est pas mon sujet, et du reste je pense que l'État a mieux à faire que de détenir des participations dans des entreprises. Sa priorité doit être de s'occuper de la manière dont il gère les dépenses publiques. Les gérer au mieux implique évidemment de les réduire, malgré tout ce que cela entraîne comme difficultés.

Il faut remettre l'entreprise au centre de la préoccupation de l'État et des Français.

Augustin de Romanet a parlé avec justesse de la défiance vis-à-vis de l'entreprise et du monde politique. C'est une défiance quasi généralisée. Mais en étant un peu provocateur, on peut dire que les politiques s'en remettront : il y a des élections fréquentes. En revanche, l'entreprise ne s'en remettra pas. Je suis profondément perturbé par les sondages qui disent que les Français n'aiment pas les chefs d'entreprise, voire qu'ils n'aiment pas l'entreprise. Heureusement – c'est la partie rassurante – quand on demande aux salariés : « Est-ce que vous aimez votre entreprise ? », la grande majorité répond qu'elle l'adore. C'est extraordinaire : on aime bien son entreprise mais on n'aime pas l'entreprise. Cela n'est pas très français, car d'habitude nous préférons les cerises qui sont dans le jardin d'à côté. Pour une fois, ce n'est pas le cas. Utilisons cette force pour remonter la pente et pour retrouver le dynamisme naturel de notre pays – parce qu'il existe.

À deux conditions.

D'abord, il faut reprendre un vrai dialogue social. Je ne dis pas cela parce que j'ai un syndicaliste, Laurent Berger, à côté de moi – il est vrai que son syndicat, la CFDT, fait partie de ceux qui acceptent de dialoguer. Le dialogue social doit en priorité se tenir au niveau de l'entreprise ou du secteur d'activité. Les grandes négociations nationales sont nécessaires à propos de sujets généraux comme les retraites ou le temps de travail, sujets qui ne peuvent se discuter uniquement au niveau des branches ; mais le reste du dialogue doit se faire au niveau de l'entreprise. Je crois que Laurent Berger partage cette volonté de reprendre le dialogue à la base, afin que nos entreprises retrouvent la compétitivité avec le soutien des employés. C'est la seule solution. On peut critiquer les syndicats, considérer que c'est bien ou que ça ne l'est pas ; de toute façon, ils existent donc utilisons-les, à condition qu'ils le souhaitent, évidemment.

Prenons notre destin en main

Il y a dans ce pays une vraie volonté, manifeste chez les jeunes, de redémarrer, de retrouver du dynamisme, de repartir sur des bases saines ; d'accepter, contrairement à ce que j'entends partout, qu'un certain nombre d'avantages, ces fameux avantages acquis, soient gérés différemment. Il ne s'agit pas d'abandonner ces avantages, mais simplement d'éviter qu'ils ne soient un frein par rapport à l'effort indispensable pour redynamiser notre société. Sans quoi, on se contente de regarder en arrière en disant : « Je ne bouge rien, je ne change rien et j'attends que le monde change autour de moi, mais sans moi. »

J'ai la chance de voyager beaucoup et je pense qu'il faut expliquer à l'opinion publique française, à la population, ou simplement aux jeunes, qu'il y a une véritable attente de l'étranger à l'égard de la France. L'agressivité de certaines critiques que l'on entend aujourd'hui à propos de la France est perceptible, les partenaires étrangers l'expriment. Je me suis fait engueuler récemment. Pourquoi me fais-je engueuler alors que Total ne va pas si mal, surtout à l'étranger ? Précisément parce qu'il y a une véritable attente vis-à-vis de la France, que nos interlocuteurs ne comprennent pas pourquoi nous ne prenons pas notre destin en main. Se faire encore engueuler est finalement une chance : cela prouve que les étrangers sont convaincus que la France peut et doit se redresser.

Je terminerai par ce message optimiste. Si nous remettons l'entreprise dans le train de la globalisation ; si nous arrêtons de faire croire aux jeunes que la mondialisation et la globalisation sont l'ennemi, tandis que c'est simplement le monde qui est autour de nous ; alors, je crois qu'avec une certaine idée de la France, cette spécificité peut être, comme elle l'a toujours été, un atout – et non pas, allais-je dire, une exception française qui tendrait à nous exclure du jeu.

Sophie Pedder

Merci beaucoup pour ce regard à la fois de vérité, mais également constructif. Le défi est lancé, la rénovation du dialogue social. J'ai hâte d'entendre Laurent Berger sur le sujet.

Laurent Berger, *CFDT*

Mon propos s'organise en cinq points, qui ne se limitent pas au dialogue social, parce qu'un syndicaliste a aussi à dire ce qu'est la spécificité française et la façon dont il la voit.

Première spécificité française : *la faiblesse des corps intermédiaires.*

La France s'est construite sur un État fort, protecteur, qui faisait très peu de place aux corps intermédiaires. Par conséquent, l'État se trouve dans la pire des conditions, le dos au mur, lorsqu'il est en difficulté.

Aujourd'hui, l'attente à l'égard de l'État est toujours vive, en même temps qu'une défiance s'est développée, sans que pour autant on ait réellement fait de la place aux corps intermédiaires. Encore récemment, on a pu entendre ici ou là des discours qui disaient qu'entre l'État et les citoyens, il n'y avait rien. C'est une erreur, profondément ancrée dans l'esprit des salariés et des citoyens français.

Au moment où il y a une réelle inquiétude et une légitime inspiration à un peu d'espoir, à un avenir un peu plus tracé, la tentation est forte de se tourner vers l'État et de pointer du doigt toutes ses déficiences.

Deuxième spécificité française : *le pessimisme.*

La France cède souvent à la tentation de noircir le tableau et de dire que tout va mal en permanence. Pour un responsable syndical, il est par exemple difficile d'expliquer que la crise que nous vivons n'est pas subie par tous les salariés. Ils ne la subissent pas tous de la même manière et d'ailleurs, elle n'est peut-être pas subie par toutes les entreprises de la même manière. Mais on a tendance à dire que la crise est pour tout le monde, que les difficultés sont pour tout le monde. Par conséquent, on cherche des réponses globales. C'est selon moi une des raisons pour lesquelles il y a une perte de confiance.

Dans une telle période, le rôle des uns et des autres est de redonner de l'espoir. Le rôle d'un syndicaliste, comme celui d'un certain nombre de corps intermédiaires ou de forces constituées dans la société, n'est pas de commenter la situation mais d'agir. Depuis trente ans, on nous serine qu'on était incapable de réformer le marché du travail dans ce pays. L'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 prouve le contraire : il commence à accorder la souplesse nécessaire aux entreprises. Ce n'est quand même pas rien.

Il faut regarder la réalité en face. Il n'y a pas de bonnes solutions sans diagnostic. Pour cela, il faut dépasser les dogmes et les caricatures.

La France a pour ainsi dire les deux pieds dans la glaise ; mais je suis frappé de constater que nous regardons nos pompes. Ce n'est pas vrai uniquement pour les syndicalistes, mais aussi pour beaucoup de corps constitués : de nombreux acteurs de la société regardent leurs pompes lorsque nous nous trouvons dans une situation difficile. Cela signifie qu'on n'anticipe jamais. Cela fait vingt ou trente ans que l'on dit que la dette est un problème – on n'a pas anticipé. Cela fait un petit moment qu'on constate qu'il y a un problème de qualification et de compétences dans ce pays – on n'anticipe pas suffisamment. Cela fait dix ans qu'on sait qu'il y a un problème de compétitivité – et on réforme toujours le dos au mur. Quant au dossier des retraites, cela fait plus de vingt ans que l'on constate les difficultés et que l'on peine à passer des réformes intelligentes.

Le pays a un problème avec ses entreprises ; mais parfois l'entreprise a un problème avec la société aussi.

Qu'est-ce qu'une entreprise ? Un capital, un objet et un projet ; mais ce sont aussi, on a tendance à l'oublier, des parties prenantes, parmi lesquelles les salariés. La défiance de la société à l'égard des entreprises vient en partie du fait qu'on ne se rappelle pas assez que le rôle de l'entreprise dans ce pays, sa responsabilité, va au-delà de la rentabilité financière – même s'il en faut une.

Il n'y a pas de tabou pour nous, les syndicats. La question du coût du travail n'est pas un tabou. Qui d'autre que la CFDT a affirmé qu'il fallait un transfert de cotisations, afin que les cotisations sociales non-contributives relèvent d'autres sources de financement que le travail ? Nous n'avons pas de tabou sur cette question, pas plus qu'au sujet de l'actionnariat salarié. De fait, dans le cadre de la réflexion qui va s'ouvrir sur la vente d'une partie des entreprises à capitaux publics, nous proposons l'actionnariat salarié comme une des solutions possibles Nous n'avons pas davantage de tabou quant à la rémunération des dirigeants.

Pour discuter dans l'entreprise, il faut qu'il n'y ait de tabou ni d'un côté ni de l'autre. Si, au sein de l'entreprise, on voit les syndicats comme des empêcheurs de tourner en rond, on va dans le mur. Il ne faut pas discuter avec les syndicats seulement parce qu'ils sont là et qu'on ne peut pas faire autrement. Il faut comprendre qu'ils sont un vecteur de dynamisme et de compétitivité. Louis Gallois, dans son rapport, dit ainsi que mené intelligemment, le dialogue social est un facteur de compétitivité.

Une autre spécificité française : *la confrontation*.

Il y a une préférence française pour la confrontation stérile des dogmes plutôt que pour la coopération. On n'a pas encore compris, dans ce pays, ce qu'est le dialogue social. On pense encore qu'il faut un gagnant et un perdant ; ce qu'il faut, c'est un compromis à partir d'intérêts contradictoires. Pour y aboutir, il faut un dialogue social réel. L'entreprise en est le lieu prioritaire, mais il faut aussi un dialogue social dans les branches et un dialogue social au niveau interprofessionnel. Le patronat ferait une erreur en recentrant ultra-prioritairement le dialogue sur les entreprises.

La France actuelle est face à des enjeux de compétitivité et de croissance ; de qualité d'emploi et de qualité de vie au travail ; à des enjeux européens, enfin. Dans le document rédigé par les jeunes lauréats du concours «Inventez 2020» organisé par le Cercle des économistes, ils nous parlent d'espoir, d'Europe, de développement économique. Ils nous parlent d'humain et de solidarité. Ils esquissent un nouveau modèle de développement économique et social fondé sur la confiance. Il faut peut-être qu'on leur laisse un peu plus de place.

Georges Plassat, *Carrefour*

Il y a bien une spécificité française, principalement liée à son histoire, à sa gouvernance et sans doute à l'évolution de son regard social.

Trois étapes historiques majeures me semblent expliquer en partie ce qui se passe aujourd'hui. La première est la Révolution de 1789, dont le concept de liberté, égalité et fraternité, qui n'a pas évolué dans son contenu, nous est si difficile aujourd'hui à exprimer.

Deuxième étape : la Seconde Guerre mondiale, qui a laissé une trace extrêmement forte dans le corps social, notamment du fait de tentations dangereuses, qui nous marquent encore aujourd'hui, y compris dans la sémantique.

Troisième étape : la guerre d'Algérie, qui signe la fin de l'empire et de la colonisation – dont cinquante ans après, nous nous apercevons qu'elle fut à l'origine de la gloire du pays. Il y a donc une prise de conscience tardive de la réduction du périmètre d'influence de la France.

La gouvernance est le deuxième aspect de la spécificité française. Nous sommes non seulement dans un pays étatique, mais également dans un pays élitiste : on ne peut accéder au pouvoir que si on satisfait à une série de codes de formation. Nous sommes dans un pays où l'on s'en remet au système, au *process* comme moyen de contrôle d'une société qui nous échappe. On collecte et on redistribue avec l'objectif évident d'être réélu : c'est ce que j'appellerai l'électoralisme.

Le troisième aspect de la spécificité française est le regard social. Cette élite, qui dirige le pays depuis longtemps et qui est sans doute une des plus brillantes de tous les milieux politiques, est devenue une sorte d'horizon pour la plupart des gens. On considère qu'on ne peut réussir que si on fait des études prolongées – qui débouchent trop souvent sur le désastre du chômage que l'on connaît aujourd'hui. Il y a une forme de mépris pour l'intelligence manuelle. Ce mépris, véhiculé par les parents et par l'entourage, vient également du fait que par le passé, la France paysanne a recommandé à ses enfants d'aller dans l'administration afin d'avoir une vie plus facile, à l'abri des ennuis – c'est comme ça qu'on a formé les instituteurs ou les fonctionnaires de la Sécurité Sociale. Aujourd'hui, il y a trop-plein dans tous ces métiers ; cependant on

continue de former des gens qui font de longues études de psychologie, une licence de japonais… et qui se demandent à la sortie pourquoi ils ne trouvent pas de travail.

Le vide spirituel de la France

La France a été un pays catholique, chrétien. J'ai l'impression que le vide que le pays crée progressivement en se déconnectant lui-même de tout ce qui a pu soutenir sa spiritualité n'est comblé par rien. *In fine,* le pays est dans une recherche permanente de compromis qui diffèrent les solutions aux problèmes. Il n'y a plus de doctrine, il n'y a plus de débat. Tout cela a laissé une ouverture béante pour ce que j'appellerais la sur-financiarisation, ce fameux taux de retour sur investissements dont hier on a bien vu que le temps accéléré n'était qu'une vision totalement subjective. En réalité, nous nous en sommes remis à des méthodes anglo-saxonnes qui se sont emparées du droit, des règles comptables, et qui aujourd'hui s'emparent de la rapidité des retours sur capitaux investis. Où est de ce point de vue la culture française ? Où est de ce point de vue le droit français ? Où est la capacité de la France à rayonner à l'international ? La langue est quelque chose d'essentiel pour pouvoir exercer sa mission.

Les jeunes sont soumis à une forme de consanguinité et de gérontocratie de l'élite. Le travail n'est plus une valeur d'intérêt général, car on se rend compte que les études et le travail ne permettent pas d'accéder à la satisfaction de ses ambitions. Quant à la presse, elle s'en remet, pour des questions de théorie aussi, au sensationnalisme et au people. La scène publique est devenue en France un théâtre : c'est sa spécificité. On regarde ce théâtre joyeusement et avec jubilation, alors qu'il détruit progressivement, et de plus en plus, le principe même d'autorité. Il n'y a plus de doctrine parce qu'il n'y a plus d'autorité, dans le sens réel du mot. Voilà où nous en sommes.

Une répartition insuffisante de la richesse

Je ne suis pas l'Abbé Pierre. J'ai moi-même compris tardivement l'importance du capital et les raisons pour lesquelles les gens qui investissent peuvent se trouver de temps en temps inquiets du risque qu'ils ont de perdre leurs acquis. Mais je pense qu'en France, la richesse est insuffisamment répartie. En Allemagne, il me semble que cette répartition est meilleure. Si l'on ne veut pas, à terme, avoir à canaliser une violence toujours possible, notamment parce que la jeunesse existe, il est tout à fait urgent de canaliser les énergies vers un projet d'intérêt général.

La France a brillé dans l'art, dans la culture. Nous avons eu des ingénieurs fantastiques. Il est très important d'éviter à la France d'entrer dans un cycle du *low-cost* où l'on considère que pour subvenir aux besoins des gens qui sont insuffisamment payés, il faut que l'industrie, les entreprises amènent leur guelte en réduisant leur marge, c'est-à-dire leur capacité d'investissement, de recherche et d'internationalisation.

Question du public

Pensez-vous que le secteur public est une des composantes d'une certaine spécificité française ? Cela vous paraît-il un atout ou un frein pour le pays ?

Augustin de Romanet

Nous avons failli sur la vérité en matière de dépense publique. J'ai été témoin dans les années 1990 d'équipes ministérielles, de tous les partis, qui envoyaient des plans de convergence budgétaires à Bruxelles en précisant qu'ils étaient faux. Parce que les chiffres des Allemands étaient eux aussi faux, personne ne dénonçait personne. Nous envoyions donc des chiffres faux à Bruxelles, parce que la contrainte budgétaire que l'on affichait le matin comme vertueuse sur le plan européen, nous cassait les pieds le soir.

Nous nous sommes menti à nous-mêmes, par exemple sur ce que Laurent Berger qualifiait d'absence d'anticipation. Vous trouverez des générations de personnes qui, au Ministère des Finances, ont écrit des kilomètres de notes pour expliquer pourquoi et comment nous perdions notre indépendance avec une dette excessive. Ce n'est pas un problème de formation des hauts fonctionnaires, ce n'est pas un problème d'études, je dirais même que ce n'est pas un problème d'élite. C'est un problème de caractère : est-ce que oui ou non un jour, on accepte de dire que le roi est nu, qu'on n'a plus les moyens d'acheter la prochaine élection avec de nouvelles dépenses sociales ?

L'horizon de la personne élue est limité aux deux ans qui suivent, alors que chacun sait que les effets nuisibles de la dette publique ne se font sentir que dix ou quinze ans plus tard. Je vous parlais tout à l'heure du CDG Express : si aujourd'hui, en 2013, on n'est pas capable de sortir ce projet, en 2025 la France aura détruit l'actif qu'est l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Je profite de la tribune que m'offrent ces Rencontres économiques pour le dire avec force, parce que je voudrais que les pouvoirs publics sachent que c'est aussi à eux que je m'adresse. On ne pourra pas réaliser ce projet si l'État n'y met pas du sien.

En réalité, à la fin de l'histoire, c'est une question de caractère. Est-ce que oui ou non on accepte de dire lucidement que les choses sont ce qu'elles sont ? Pour cela, il faut probablement repartir sur les générations d'hommes politiques tels que De Gaulle, que Christophe de Margerie citait tout à l'heure.

Laurent Berger

La dépense publique est un problème. D'ailleurs la CFDT prévient que l'endettement public est un problème depuis au moins 1998 ou 2002. Mais l'action publique est un atout.

De mon point de vue, il faut partir de la question : de quel service public a-t-on besoin ? La question doit être posée en termes à la fois de développement économique, de cohésion sociale et de construction d'avenir. À partir de cette

question, il faut se demander quels sont moyens qu'on peut y consacrer ? Qui doit payer quoi ? Comment on l'organise ?

Voilà la bonne voie d'entrée. Or, depuis longtemps maintenant, soit on se cache la réalité, soit on fonctionne à coups de rabot ; mais sans faire de choix. Il faut sortir de cette logique comptable, de cette facilité qui consiste à dire « il n'y a qu'à… il faut qu'on… » pour se demander de quoi nous avons besoin et quels moyens nous sommes prêts à y consacrer.

Quel est le rôle de l'État ? Aujourd'hui c'est davantage celui d'un État stratège que celui d'un État qui s'occupe de tout. Mais on a du mal à agir ainsi. J'en veux pour preuve ce qui est en train de se faire sur la décentralisation : on remet sur la table la clause de compétence générale, qui est une grosse bêtise, alors qu'il faut prioriser l'action publique sur quelques thèmes. Il faut que chacun dans la puissance publique, qui est diverse – l'État et les collectivités territoriales – sache ce qu'il lui revient de faire.

Question du public

Vous avez très peu parlé du malthusianisme des élites. Or, c'est une grande caractéristique de la France que d'avoir des élites formées sur une base extrêmement étroite. Au Royaume-Uni, les entreprises recrutent des gens qui ont fait des études de littérature. En France, on ne recrute, pour des positions de cadres dirigeants, que des gens qui viennent des mêmes écoles.

Christophe de Margerie

J'aimerais revenir à la question précédente. Je crois que la protection sociale est un véritable atout de notre spécificité française ; c'est l'utilisation qui en est faite qui est catastrophique. C'est l'inefficacité de cette protection sociale qui fait qu'on dépense beaucoup plus pour n'obtenir pas davantage. Tous nos voisins nous le font savoir. On refuse de les écouter et on continue à légiférer sur tout. Même lorsque les entreprises ont la chance de pouvoir faire plus de recherche et plus de protection sociale, on nous retire cette possibilité en disant : « ce n'est pas bien que vous le fassiez au niveau de l'entreprise, on va le reprendre au niveau de l'État. » Les plans d'épargne d'entreprise sont surtaxés comme si c'était de la surcapitalisation, ou pour reprendre le terme de Georges Plassat, de la sur-financiarisation. C'est absurde. Quand on a la chance de pouvoir aider les jeunes à avoir une retraite, on le fait au lieu de dire : « Non, il faut sortir ces moyens monétaires et les donner à l'État parce qu'ils seront mieux répartis ».

Je sais qu'il faut une répartition. Je sais que l'État, par les impôts, est responsable de l'argent de la Nation. Mais il doit laisser l'entreprise faire ce qu'elle peut faire quand elle le fait bien. Ce n'est pas nécessaire de tout ramener à l'État : ce n'est pas une bonne spécificité mais simplement une perte d'argent. On peut utiliser notre argent de manière plus intelligente. Ce n'est pas l'État qui crée de la valeur au niveau des individus.

Laurent Berger

Je ne suis pas d'accord. D'abord, je n'aime pas le discours : « Laissez-nous faire. Que l'État s'occupe de ce qu'il a à faire, que les entreprises s'occupent de ce qu'elles ont à faire, etc. ». Je ne crois pas qu'une société se construise ainsi. Il faut de la régulation. On a un droit de regard sur ce qui se passe dans les entreprises, on a le droit d'intervenir ; de même pour les affaires publiques.

Nous avons également des atouts. Nous avons des moyens à consacrer à l'éducation. Le seul problème est que nous avons une logique élitiste. C'est ce qui me pose problème : nous formons cette fameuse caste de gens très bons ; mais entre les gens très bons et les autres, il n'y a rien. Nous ne faisons pas assez confiance à la compétence des jeunes, pas assez confiance à l'initiative. Cela n'est pas que de la responsabilité de l'État – il suffit de regarder les politiques d'embauche dans un certain nombre d'entreprises.

Nous devons regarder ensemble ce que nous pouvons construire pour demain. Depuis quelques mois que je suis dans mes responsabilités, je trouve que c'est bien difficile.

Bertrand Jacquillat

Cinq mots pour une conclusion : transparence, lucidité, dialogue social, confiance, courage.

5.

La fin de la dictature de la finance

Bâle III et Solvabilité II ne marqueront pas la fin des nécessaires réformes de la régulation financière car le renforcement de la réglementation des banques et des assurances ne suffira pas à résorber la financiarisation des économies avancées.

Demandent encore une vigilance particulière :
– les dangers que représente le shadow banking qui n'est pas soumis à la réglementation appliquée au système bancaire traditionnel et qui a joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la crise financière ;
– le foisonnement d'innovations financières qui a joué un rôle déstabilisant dans la crise ;
– la fragmentation des marchés financiers qui peut être une source d'opacité. Le développement de pratiques telles le trading haute fréquence, peut induire une instabilité préjudiciable aux entreprises et aux investisseurs.

Des solutions ont été évoquées aux plans nationaux et internationaux. Mais leur efficacité est menacée par l'existence de « paradis réglementaires ».

Contribution du Cercle des économistes
Jean-Paul Pollin

Témoignages
Michel Cicurel • HU Yifan • Hans-Helmut Kotz • Éric Le Boulch
Christian Noyer • Carol Sirou • Philippe Wahl • Susan Wolburgh Jenah

Modérateur
Emmanuel Lechypre

Repenser la place de la finance

Jean-Paul Pollin

Les réquisitoires contre la dictature de la finance mobilisent en fait deux types d'arguments (ou d'accusations) de natures assez différentes :

– Le premier remet en cause la taille excessive prise par le secteur financier dans la plupart des économies développées si l'on en juge par le montant des actifs financiers (ou encore du niveau d'endettement) par rapport au PIB, par le volume des transactions financières, par les ressources (en capital humain notamment) captées par le secteur… Cette contestation trouve évidemment sa source dans les bulles de crédit, la forte croissance des produits dérivés et l'expansion des banques universelles, durant les dix ou quinze années qui ont précédé la crise financière.

– Le second dénonce l'effet délétère de la soumission des stratégies d'entreprises à des critères purement financiers qui s'expriment dans la maximisation de la valeur actionnariale à court terme. Il s'agit ici de la contestation d'une emprise des marchés financiers (des fonds d'investissements) sur les objectifs des firmes conduisant à ignorer la nécessaire coopération entre leurs diverses «parties prenantes». Cette idée avait été débattue, puis très vite oubliée, au moment de l'éclatement de la bulle Internet. Les mécanismes de cette crise étaient bien différents de ceux de la crise que nous traversons. On peut toutefois se demander si les fondements de l'une et de l'autre ne sont pas finalement du même ordre.

Nous allons, rapidement développer ces deux arguments, en nous interrogeant chemin faisant sur les régulations qu'ils rendent souhaitables.

■ Maitriser le développement du secteur financier

Les économistes discutent depuis bien longtemps de la relation entre le développement du secteur financier et la croissance économique. Et même si la corrélation entre les deux phénomènes a fait l'objet d'interprétations nombreuses et divergentes, on admettait jusqu'ici qu'il existait entre ces variables une interaction vertueuse. Or, plus récemment la très forte croissance de la sphère financière (quelle que soit la mesure utilisée pour en juger) et la crise qui s'en est suivie, ont remis en cause cette vision des choses. On considère désormais, qu'au-delà d'un certain seuil, le développement de la finance se fait aux dépens de l'économie réelle. Parce que le secteur financier est soumis, comme les autres activités, à la loi des rendements décroissants, c'est-à-dire que l'augmentation des ressources qui lui sont consacrées est de moins en moins productive. De sorte que le développement de la finance finit par se faire aux dépens de «l'économie réelle» : il y a 30 ans déjà Tobin expliquait que les brillants diplômés des universités seraient plus utiles dans l'industrie que dans les banques ou sur les marchés financiers.

Il faut ajouter qu'à compter d'un certain stade la taille associée à la complexité du secteur devient un facteur d'instabilité. Des travaux empiriques ont établi que le niveau d'endettement, lorsqu'il dépasse 90 à 110% du PIB, affecte significativement (et positivement) la probabilité de crises financières. De même que le foisonnement des innovations et la très forte croissance des produits dérivés ont manifestement accru la fragilité du système, alors même qu'ils étaient censés la réduire. Dans un article écrit peu de temps avant la crise et considéré aujourd'hui comme prophétique, Rajan avait surpris en expliquant que ces innovations qui devaient permettre de découper et de diversifier les risques n'aboutissaient finalement qu'à les concentrer et à les opacifier. De plus, en augmentant les interconnexions entre institutions financières, ces innovations ont beaucoup aggravé le risque de système. En particulier l'expansion des banques universelles a amplifié les phénomènes de contagion ainsi que la transmission des risques de marchés à l'activité de crédit.

Ne pas laisser le développement financier à lui-même

Toutes ces observations démontrent que le développement financier ne peut être laissé à lui-même ou à l'illusion de l'autorégulation. Car il est à la fois la cause et la conséquence d'échecs de marché. Il résulte en effet pour partie de biais de comportement qui poussent les institutions à prendre des risques et à croître : du fait de la protection dont elles disposent (garanties publiques, assurance des dépôts, responsabilité limitée des actionnaires…) les risques qu'elles prennent sont pour une bonne part pris en charge par la collectivité, et ce d'autant plus qu'elles sont plus grandes et plus complexes. De même qu'il existe des effets de réseaux qui procurent également un avantage de taille tant aux institutions financières qu'aux marchés. Ce qui peut figer le système dans des configurations inefficientes.

Or ces dysfonctionnements sont à la base du développement excessif du secteur financier et de son instabilité. Les incitations injustifiées à la croissance induisent un effet parasitaire de la finance sur le reste de l'économie. Tandis que les incitations à la prise de risque et à l'interconnexion des institutions et des activités sont à la base de fragilités individuelles et systémiques. En particulier la propagation et l'amplification de chocs de liquidité ou de prix d'actifs seront d'autant plus puissantes que les interconnexions directes (les relations de prêts et emprunts) ou indirectes (la similitude des structures de bilan) entre institutions seront plus fortes.

De multiples propositions ont été faites pour tenter de résoudre ces dysfonctionnements du libre jeu des acteurs et des marchés de la finance. Certaines ont été actées, d'autres (peu nombreuses à vrai dire) ont déjà été mises en place. Les unes jouent sur les incitations pour tenter de corriger les biais de comportement ou pour faire en sorte d'intégrer dans les choix individuels l'incidence de leurs conséquences sur le reste du système (les externalités). Les autres cherchent à encadrer directement ces choix par des contraintes sur les bilans (le levier ou les ratios de liquidité) ou sur les activités (la segmentation des métiers, la limitation de certains produits ou opérations…)

Ces différentes solutions ont toutes de bonnes justifications et nombre d'entre elles peuvent et doivent être mises en œuvre conjointement. Mais les difficultés tiennent ici pour l'essentiel à la nécessité :

– de les combiner en un ensemble cohérent ;

– d'équilibrer les coûts et avantages de leur application de façon à ce que la recherche de la stabilité ne se fasse pas aux dépens de l'efficience ;

– de faire en sorte qu'elles couvrent une surface assez large du système financier pour éviter les phénomènes d'arbitrage réglementaire. Et l'on pense ici en particulier à la nécessaire extension de la régulation au *shadow banking ;*

– de faire également en sorte qu'elles soient appliquées de façon homogène à tous les pays concernés, afin d'éviter les distorsions de concurrence et les risques de développement des « paradis réglementaires ».

■ Réconcilier les objectifs de la finance et les exigences de « l'économie réelle »

Mais discipliner la finance n'implique pas seulement d'en limiter la taille et le potentiel d'instabilité qu'elle comporte. Cela suppose aussi de faire en sorte que les objectifs qu'elle poursuit et qu'elle dicte puissent s'accorder avec le modèle d'entreprise qui prévaut à un moment dans une économie donnée. C'est-à-dire qu'il faut que ces objectifs soient en cohérence avec le contenu et l'horizon des stratégies d'entreprises mais aussi avec les relations sociales, la place de l'intervention publique… qui structurent un système économique et social.

Or, depuis le début des années 90, la globalisation et la déréglementation financières ainsi que la montée en force des fonds d'investissement (sous l'influence des évolutions démographiques) se sont conjuguées pour accroître le

poids des critères de rentabilité du capital à court terme (de la maximisation de la valeur actionnariale) dans la gestion des firmes. D'autre part, les innovations dans les technologies de l'information et de la communication ont accéléré le niveau et le rythme des transactions et réduit le temps de détention des titres, parce qu'elles ont fait baisser le coût des arbitrages justifiés ou non. Enfin, l'évolution des normes comptables vers la valorisation aux prix de marchés, ainsi que la généralisation des comptes trimestriels a amplifié l'emprise des informations financières (parfois sans grande signification) sur les décisions des firmes, tout en raccourcissant leur horizon de gestion.

Cette dérive est de nature à gêner les entreprises dans le développement de stratégies de long terme, en les obligeant à se conformer aux humeurs et aux modes éphémères des marchés. Mais plus encore, cela les conduit à négliger les intérêts de l'ensemble de leurs « parties prenantes » en limitant leur capacité à nouer avec celles-ci des relations durables. Amener les salariés, fournisseurs (et éventuellement clients) à coopérer en réalisant des investissements spécifiques, demande des engagements réciproques sur une durée qui ne supporte pas des ajustements ou revirements précipités pour satisfaire à des exigences financières de court terme. C'est du reste pourquoi nombre d'entreprises finissent par renoncer à la cotation, pour échapper à des contraintes qui leur paraissent excessives.

Ce phénomène ne touche d'ailleurs pas seulement les grandes entreprises dépendantes des marchés internationaux de capitaux. D'abord parce que ces firmes ont dans leur orbite des entreprises de plus faible taille sur lesquelles elles répercutent les contraintes qu'elles subissent, par le type de contrats qu'elles concluent avec elles. Ensuite parce que les institutions financières, du moins les plus grandes, sont elles-mêmes soumises à la logique des marchés, dans la mesure où elles s'y financent et où elles en sont les principaux acteurs. On observe d'ailleurs que les banques universelles qui mélangent les activités de marché et celles de banques commerciales ont tendance à négliger des relations de clientèle pour s'orienter vers un comportement de « banque à l'acte ». Elles tendent notamment à privilégier des évaluations quantitatives de leurs emprunteurs en délaissant les informations qualitatives produites dans le cadre de liens de proximité.

Question d'actionnariat et de gouvernance

Il est vrai que ces évolutions n'ont pas affecté de la même façon la gouvernance et les critères de gestion des firmes dans toutes les économies. Car d'une part le développement des marchés financiers reste inégal d'un pays à l'autre. Mais surtout les types de répartition du capital restent aussi très différents : au Royaume-Uni l'actionnariat est très dispersé, alors que les participations croisées sont importantes en Italie, par exemple. De même, l'Allemagne semble avoir sauvegardé pour l'essentiel son modèle de gouvernance grâce à la singularité de son dispositif de cogestion et à son système bancaire qui continue

à entretenir des relations étroites avec le tissu de PME qui fait la richesse de son tissu industriel. Au demeurant, les différents systèmes économiques et sociaux s'accordent plus ou moins avec l'emprise des marchés financiers selon leur structure productive, leur protection sociale, le droit et les règlements qui régissent le fonctionnement de leurs marché en particulier. Diverses études ont mis en évidence une relation négative entre le niveau de protection du travail et celui de la capitalisation boursière (ou de la protection des investisseurs). En ce sens l'importance plus grande des marchés de capitaux dans les pays anglo-saxons s'accorde bien (ou mieux) avec la flexibilité plus forte de l'emploi et leur plus faible niveau de protection sociale. En Europe continentale par contre le système social plus protecteur est logiquement associé à un système financier plus intermédié qui préserve les relations de long terme. La France fait ici figure d'exception, prise dans une contradiction entre un système financier désormais proche du modèle anglo-saxon et un système économique et social dans lequel la rigidité du marché du travail et le niveau élevé des protections collectives restent la règle. C'est là une incohérence forte, dont on ne semble pas avoir pris conscience, et qui explique bien mieux que tout autre argument les difficultés de l'économie française.

Mais dans tous les cas, quelle que soit la configuration institutionnelle, il n'est pas tenable de réduire les objectifs des firmes à la seule maximisation de la valeur actionnariale sur un horizon court. Or il n'est pas facile de concevoir des régulations ou plus simplement d'organiser des résistances à un phénomène qui s'étend et se renforce sous l'effet de la globalisation et de la difficulté à coordonner des intérêts nationaux divergents.

Le problème posé peut être analysé de plusieurs façons. On peut y voir la conséquence d'errements dans la gouvernance des fonds d'investissement (incapables de se fixer un horizon de gestion raisonnable) ou de biais dans les contrats de délégation de gestion (des *benchmarks* inappropriés par exemple). Mais la correction de ces dysfonctionnements est d'autant plus compliquée (sans doute impossible) que les fonds en question et les sociétés de gestion, auxquelles ils confient pour partie le placement de leurs ressources, relèvent de juridictions très nombreuses. Ce qui exclut toute coordination en ce domaine, et rend illusoire des initiatives marginales fondées sur des préoccupations éthiques ou des craintes face aux dérives du capitalisme financier (l'ISR par exemple).

Une solution plus réaliste consiste, de la part des entreprises, à constituer des noyaux d'actionnaires stables et assez puissants pour réduire les fonds d'investissement à un rôle de « partenaires passifs » et pour dissuader l'occurrence d'OPA. Ce type de stratégies est plus ou moins conditionné par l'histoire des différents capitalismes : ce qui reste de l'actionnariat familial, les participations croisées, le statut et le rôle des banques… Il dépend aussi de la protection consentie aux actionnaires minoritaires.

Le fonctionnement des marchés est également capable d'affecter les mécanismes de gouvernance des firmes. Par exemple, on considère généralement que l'accroissement du volume des transactions sur titres améliore les conditions de financement des entreprises parce qu'il augmente la liquidité et la profondeur des marchés. Mais dans le même temps cela réduit l'incitation des investisseurs à s'intéresser au futur des entreprises et à leur contrôle : l'arbitrage de portefeuille (le «vote avec les pieds») remplace alors la volonté d'intervenir directement (par les organes de contrôle) sur les orientations de l'entreprise ou sur sa gestion. De sorte que certaines techniques d'arbitrage (on pense au trading haute fréquence) ou de gestion (on pense aux excès de rotation des portefeuilles) qui ont précisément pour conséquence d'augmenter le volume de transactions, peuvent avoir un effet négatif sur l'horizon des entreprises et la qualité de leur gouvernance. Du point de vue de la régulation cela justifierait un renchérissement des coûts de transaction ou l'interdiction de certaines opérations ou techniques.

Mais la meilleure façon d'inciter les investisseurs à s'impliquer plus fortement et plus durablement dans la gouvernance des firmes est peut être de leur offrir une rémunération et des droits de vote fonction de leurs temps de détention des actions. Concrètement cela signifie que les investisseurs obtiendraient des dividendes d'autant plus élevés (ou des actions gratuites) ainsi qu'un nombre de voix d'autant plus grand (dans les votes en assemblée générale) qu'ils accepteraient de porter les actions sur une plus longue période. Cela aurait l'avantage d'allonger l'horizon de pilotage des entreprises et de leur garantir un environnement financier plus stable et moins dépendant d'informations non stratégiques. Ce qui leur permettrait en définitive de pouvoir nouer avec toutes les «parties prenantes» des relations de long terme, offrant ainsi les conditions d'une coopération renforcée entre tous les acteurs de la firme.

■ Conclusion

Les crises financières sont toujours plus ou moins le reflet ou la conséquence de crises d'une autre nature qui touchent au fonctionnement du système économique et social. Ainsi on peut chercher la source de la crise que nous traversons dans les déséquilibres internationaux des échanges, dans la volonté de stimuler artificiellement une croissance potentielle jugée trop faible, dans la montée des inégalités de richesses… De sorte que ce que l'on nomme la dictature de la finance est aussi pour partie le résultat de ces problèmes sous-jacents que l'on ignore ou que l'on est incapable de régler.

Il n'empêche que les errements de la finance ont aussi leurs origines et leurs mécanismes propres. Les institutions financières sont bel et bien responsables des risques de tous ordres qu'elles ont pris durant les dix à quinze années qui ont précédé la crise, même si leur environnement a pu les y inciter. L'invention des produits toxiques en tous genres n'est pas le fruit d'impulsions venues d'ailleurs, même si on les a tolérées et parfois admirées.

Le secteur financier est soumis, plus que les autres, à des phénomènes d'asymétries d'information et d'externalités qui provoquent des défaillances de marchés et expliquent sa fragilité potentielle. C'est pourquoi il doit être encadré, plus que les autres, par des régulations et des supervisions attentives et rigoureuses. L'exercice n'est pas simple, mais on ne doit pas exagérer le possible conflit entre la recherche de la stabilité et celle de l'efficience. La plus grande difficulté est plutôt ici de parvenir à surmonter le pouvoir d'influence qui est aussi une des marques distinctives de la finance.

Y a-t-il une dictature de la finance ?

Christian Noyer
Banque de France

Y a-t-il véritablement une dictature de la finance ? La question n'est pas nouvelle. On la trouve par exemple au tout début de notre ère, chez Pétrone qui se demandait : «Que peuvent les lois là où l'argent est roi ?» On peut y voir une tendance gauloise avant l'heure – même s'il était citoyen romain puisqu'il était né dans la ville de Marseille – mais il pose bien la question fondamentale de la difficulté d'imposer le primat du pouvoir politique sur le pouvoir financier.

Il n'y a pas de toute-puissance de la finance

À la question de Pétrone, on peut répondre que bien sûr, la finance a des pouvoirs très importants. Elle a d'abord un pouvoir créateur – c'est pour ça qu'elle est faite – de soutien au développement économique. Elle est un rouage essentiel de l'activité économique : elle alloue les capitaux, elle fournit du crédit et permet de gérer le risque. Elle est un peu – on l'a dit souvent – le sang qui circule dans notre corps et qui alimente nos organes.

Elle a aussi un pouvoir destructeur très important puisque ce sont bien, pour prendre un exemple récent, les dérives incontrôlées de la finance qui sont à l'origine de la crise financière de 2007-2008 qui s'est ensuite transformée en crise économique, en crise sociale, en crise politique. Quand on regarde ce qui s'est passé, on voit que des pertes limitées sur un instrument localisé dans un seul pays, les *subprimes,* ont abouti à la destruction de millions d'emplois dans le monde. Il y a donc un lien très concret entre finance et pouvoir destructeur sur l'économie.

Je crois pour autant qu'il n'y a pas de toute-puissance de la finance et que son pouvoir politique n'est que celui que les États veulent bien lui donner.

Bien sûr, la pression des marchés financiers a accentué les difficultés de certains États – songeons aux attaques contre les dettes publiques qui ont eu lieu dans la zone euro. Mais si les marchés ont été capables d'exercer cette pression, c'est parce que les États s'étaient en quelque sorte remis entre leurs mains en leur demandant de financer l'accumulation de leurs déficits, y compris durant les périodes de croissance. Et si dans la plupart des épisodes de la crise, les réactions ont été brutales et extrêmes, ces réactions reposaient sur des inquiétudes bien fondées dont on peut donner quelques exemples : la non soutenabilité de la dette grecque, les failles dans le dispositif institutionnel de l'Union économique et monétaire, la divergence de compétitivité au sein de la zone euro.

C'est donc bien parce que les États n'ont pas fait les efforts nécessaires de discipline, de maintien de la compétitivité, de finalisation institutionnelle de l'Europe financière par exemple, qu'ils se sont mis eux-mêmes dans la situation d'être mis sous pression par les marchés, voire de subir leur réaction. Je ne pense donc pas qu'il faille que la finance serve d'alibi et de bouc émissaire aux gouvernements, qui devraient d'abord faire ce qu'ils ont à faire en matière de gestion.

▶ Pour un système financier régulé

Est-ce dire pour autant qu'il ne faut pas s'occuper de la finance ? Non, bien sûr. Il faut s'assurer que la finance sert l'économie et ne l'asservit pas. Je crois que le grand principe doit être un système financier régulé, supervisé. Cette conviction est fondée sur un constat que je vais reprendre rapidement sous un angle historique.

La période qui va des années 1990 au début des années 2000 est qualifiée de «grande modération» puisque l'inflation était maîtrisée et la croissance apparemment solide et soutenable. Ce fut pourtant une période d'empilement d'excès financiers qui ont largement pris racine dans le dogme de l'autorégulation, nourri lui-même par une certaine sacralisation des marchés financiers considérés comme toujours efficients et capables de former les vrais prix.

La crise a invalidé assez largement cette thèse. On a vu que l'opacité de certains marchés – les CDO, mais beaucoup d'autres aussi – a amplifié la perte de confiance dès les premières étincelles de la crise. On a vu par ailleurs que l'insuffisance des coussins de capital de nombreuses institutions financières les empêchait d'amortir les chocs. Cette insuffisance a entraîné des faillites. Elle a parfois obligé les États à venir au secours des institutions financières, opération non seulement coûteuse pour les finances publiques mais aussi très préjudiciable en termes de responsabilisation des acteurs financiers, puisqu'elle a conduit à socialiser les pertes alors que les profits avaient été privatisés – ce qui est toute la problématique de l'aléa moral.

Les faits ont violemment rappelé que l'autorégulation, en tous cas l'autorégulation largement répandue, ne fonctionne pas, notamment à cause des imperfections de certains marchés qui ne sont ni transparents ni efficients et parce que, quand l'autorégulation ne fonctionne pas, cela produit des externalités négatives qui sont potentiellement immenses.

La régulation et la supervision ont ainsi retrouvé une place qu'elles n'auraient jamais dû perdre. Entre parenthèses, je remarque que la crise a commencé aux États-Unis du fait d'entités qui étaient non régulées ou à peu près non régulées. Les banques d'investissement elles-mêmes étaient assez peu régulées. Elles n'étaient pas sous la coupe de la FED, mais de la SEC qui s'intéressait davantage aux opérations de marché qu'aux entités qui les réalisaient. La remise en ordre a été assez forte.

▶ Quelles règles ?

Quelles règles faut-il adopter, une fois établi et partagé le constat selon lequel il faut renforcer la régulation et la supervision ? Le principe qui a guidé les régulateurs, particulièrement dans le cas du Comité de Bâle mais aussi dans celui du Conseil de stabilité financière, a été de remettre la finance au service de l'économie, afin qu'elle la serve et non pas qu'elle la gouverne. Plus précisément, je crois qu'on peut regrouper les idées de régulation autour de cinq objectifs.

– D'abord, renforcer la résilience des banques : c'est la logique des ratios de solvabilité et de liquidité.

– Deuxièmement, prévenir les excès de levier et de transformation : c'est le ratio de levier et le ratio de liquidité à long terme.

– Troisièmement, réduire les risques de marché et leur opacité : c'est la réforme des marchés de dérivés de gré à gré qu'on est en train de préparer. C'était auparavant ce qu'on appelait, dans notre jargon, la «réforme Bâle 2.5», en réalité la première étape de Bâle III sur les risques de marché.

– Quatrièmement, limiter les risques systémiques : c'est ce que visent les règles macro-prudentielles, ainsi que les règles particulières pour les institutions à caractère systémique et les règles de résolution. Il y a un grand débat en Europe en ce moment, et partout dans le monde d'ailleurs, autour des moyens de limiter les risques systémiques.

– La cinquième idée, qui est moins celle des régulateurs que celle des États, vise à lutter contre la finance casino avec des règles, soit d'interdiction de certaines activités soit de séparation. On retrouve cette idée dans les règles Volcker, Vickers & Liikanen, et plus récemment dans ce qu'ont fait les Français et les Allemands.

Dans ce processus de régulation ou de préparation aux nouvelles règles, l'idée n'a jamais été d'étouffer les banques par des règles inutilement contraignantes. Nous avons essayé de calibrer de façon équilibrée en tenant

compte de la situation de nos institutions et en évitant autant que possible que leurs activités ne se déplacent vers des entités non régulées. Nous avons cherché à placer le curseur de manière à éviter les excès. Je pense à deux choses en particulier. D'abord à la révision du ratio de liquidité à court terme, qui en France nous était apparu mal calibré dès le départ. Nous sommes parvenus à convaincre le monde entier de faire de même. Deuxièmement, je pense aux règles de séparation telles qu'elles ont été décidées en Allemagne et en France. À mon avis, elles sont équilibrées et n'ont pas été jusqu'aux excès prédits par un certain nombre de commentateurs.

▶ Trouver un équilibre entre régulation et innovation financières

L'idée n'a jamais été non plus d'interdire l'innovation financière. Vous connaissez probablement le mot de l'ancien Président de la réserve fédérale, Paul Volcker : « La seule innovation financière qui, selon moi, ait jamais servi l'économie est le distributeur automatique de billets. » Je ne partage pas complètement cet avis et je pense que son auteur non plus – c'est une boutade. Je pense que, comme dans toutes les industries, l'innovation et la compétitivité doivent être encouragées dans l'industrie financière. Après tout, depuis la création des marchés dérivés sur matières premières à Chicago, on a vu beaucoup d'innovations qui le plus souvent ont servi l'économie réelle. On a fait en particulier d'énormes progrès ces dernières décennies en matière de gestion des risques – pas seulement des risques des acteurs financiers, mais plus fondamentalement des risques des acteurs économiques, des entreprises en particulier ou des gestionnaires d'actifs. Cependant, compte tenu du potentiel de nuisance des excès de l'industrie financière, il est clair que l'innovation doit être contrôlée.

Je dirai un dernier mot à propos du court-termisme. Je pense qu'une des grandes erreurs commises, qui a conduit le monde de la finance à être plus court-termiste qu'il ne le serait spontanément, tient aux règles comptables et en particulier à la tendance à la valorisation en valeur de marché, en *mark-to-market*. De plus, l'idée d'interdire la prise en compte des risques sur le cycle, mise en place par les régulateurs comptables au titre de la transparence et de la vérité des comptes, est aussi un facteur de court-termisme.

Il faudrait donc aujourd'hui remettre en cause, au moins partiellement, ces deux principes comptables. L'idée que l'on peut avoir des investissements valorisés en fonction du risque de perte, et non d'une valeur de marché, parfois purement fictive d'ailleurs, et l'idée de provisionner sur le cycle tout ce qu'on appelle le calcul en pertes attendues, pourraient nous permettre de revenir un peu sur le court-termisme.

Is there a Right Size of Finance?

Hans-Helmut Kotz[1]
Goethe University, Frankfurt

The simple answer is: Yes, there is. But we don't know. And we cannot know, at least not for sure. Hence we should not pretend. But somehow we do know when the system is out of whack. As it definitely still is. That's why it is in deep need of mending: Re-Regulation, as the subtitle of our panel calls for. Let me explain.

Ideally and at the margin, the size of an industry reflects its contribution to societal welfare. Size of any industry, including finance, thus is endogenous. In this vein, a financial system working well would appropriately reflect demand as it arises in the non-financial economy (the real one?). In a competitive environment, accounting for all potential externalities, it would be run at lowest social opportunity cost. This implies returns, adjusted for risk, which are, over the long haul, on an even keel with the rest of the economy.

In 2007, value added in the US financial industry was about 8 percent. The share of profits however at some 40 percent, on the rise for more than two decades. The "wild beast of finance" (Alfred Steinherr, 1998) was seen as preying on the real (= value-creating?) industry.

This is evidently a recurring theme. Last time, about a decade ago, the issue was about sustainable (average) returns on equity: the famous 25%, simply un-achievable in equilibrium. But such aspirations –hurdle rates– do have consequences for corporate governance, for example, they spell short-

1. Center for Financial Studies, Goethe University, Frankfurt and Center for European Studies, Harvard University. Remarks at a panel on: *The End of Financial Dictatorship? Re-Regulating European Financial Markets,* Cercle des économistes.

termism. They also imply what one today calls "financialization". This means production processes with a focus on finance-driven cost cutting rather than on long-term innovativeness and productivity, which, at the firm-level amounts to competitiveness. This point was raised a quarter of a century ago by Robert Hayes and William Abernathy in their article "Managing our way to decline", they highlighted the potentially large lost opportunities.

The title of this panel of course harks back to a French debate: *La tyrannie des marchés,* also a recurring diagnosis, but particularly intense in the wake of the Asian crisis as well as the subsequent dotcom bubble. Consider, for good measure, the case of Enron. Just three months before bankruptcy, its stock price implied a performance going forward even much stronger than in its past –which proved to be accounting gimmickry. Ten years of 25% growth in revenues followed by 10% until eternity. That was quite palpably beyond physics.

But it was not only Enron. At that time, in fact, a number of large companies went down inadvertently –with markets not too much ahead of rating agencies in acknowledging their fragility. This had to do with a lack of information but also with the way financial markets processed (made sense of) information and, last but not least, rational opportunism, herding amongst analysts, investors etc.

In other words, financial markets do not work, at least at times, as the "standard model" of efficient markets assumes.

Obviously, they don't. To understand under which conditions financial markets (and institutions) serve their purpose perfectly, I borrow from the great James Tobin. In a famous article of 1984, Tobin discussed what efficiency in the case of financial markets might mean. He emphasized four dimensions. First, markets perform well insofar as they include all pertinent information. We know for sure that this at times does not happen, and not only in the case of Enron or structured credit products. Second, markets are capable of evaluating companies' perspectives appropriately. That is what Tobin called fundamental valuation efficiency. Third, more an academic request, markets can be used to insure against all sorts of contingencies, so there is "full insurance efficiency". Finally, and that is from an applied perspective his most important point: even finance does not serve its own purpose. It supports pooling of risk (insurance function), facilitates transactions (payments system) and serves as a matchmaker between ultimate savers and those who would like to invest or (temporarily) live beyond their current means. Ultimately, it is "functional efficiency" which counts.

The Great Financial Crisis has reinforced the pertinence of the Tobinian perspective. Along these lines, in the fall of 2010, Ben Friedman and Bob Solow edited an immensely inspiring issue of Daedelus. Friedman puts the

publication on track with a very simple question: "Is the financial system serving us well?" Is it performing its role and at what cost? Most remarkably, we don't have a simple answer, even not to the latter one.

But we do know, for sure, that financial activities can spell massive trouble: That's why we have regulations –imperfect ones, admittedly. In the following I will very briefly touch upon four questions: What where the problems? What would we like to achieve? What was done? Does it suffice?

▶ What where the problems?

They were the same, as always. They are never different. There was too much leverage in the system, still is. This time round it was created in new-fangled ways. For example, through collateralized debt obligations (CDOs). But also through the interplay between regulated, supervised banks and non-bank banks, *i.e.* shadow banks, often less, always differently regulated.

It was also, as so often, excessive maturity transformation, *i.e.* a mismatch between the very long maturity of assets and the very short duration of liabilities. This entailed a substantial roll-over risk, making the system as a whole vulnerable to liquidity spirals. At least that is what we know from hindsight. The most emblematic case in that regard was that of a bank in the UK, which became famous afterwards because it managed to produce the first run by retail depositors for 150 years. But, of course, the real run had been happening a month before in wholesale markets. This bank ran an asset side with a duration of four and a half years. Concurrently, the bank was supposed to roll over its liabilities every other day. Out of a sudden, in August 2007, markets did not see that as a robust business model any more. This is one of the issues that regulators have been addressing with the net stable-funding ratio and the liquidity-coverage ratio.

Finally, of course, the systemic dimension was not acknowledged –a fallacy of composition. One of the major flaws of the pre-crisis regulatory and supervisory approach –and this includes Basel I and Basel II– therefore was that it took an almost exclusively bank-individual perspective. After the Great Financial Crisis, it is uncontroversial that regulators have to think about how behavior adds up.

▶ What would we like to achieve?

Now, this is a simple question with an obvious response: an effective, resilient, not as crisis-prone financial system –accepting that, unfortunately, crises will always happen. It is about reducing their frequency and their severity.

Thus, the objectives of policy-makers (regulators, supervisors) are obvious. After achieving a containment of the crisis (at very high direct and indirect cost) public sector efforts are now focused on crisis prevention. The objective is to provide the regulatory infrastructure for a robust and performing financial system. This means in particular that financial institutions should be capable of evaluating, pricing and managing risk properly – as well as owing-up to possible misjudgments or bad luck only.

While public regulators thus are in the business of devising policies to internalize externalities, underwriting efficiency (competition authorities, controlling market power) and financial stability as well as providing consumer protection, the purpose of supervision is to implement these rules effectively. Supervisors care for safe and sound institutions.

We do need rule makers and institutions, which enforce these rules since, individually, on their own, market participants do not have the appropriate incentives to produce the necessary conditions for financial stability. In the aggregate their behavior therefore can lead to inefficient or unstable (market imperfections/market failures/missing markets) outcomes.

However, as Governor Noyer correctly pointed out, regulation and examination is not about stifling the banks. It is not about keeping a lid on innovation. It should be about producing an environment where banks can perform their function in a systemically healthy way.

What was done up to now?

Financial regulation has become very much a three-level game in many regions, true in the US but in particular in Europe. There are international forums involved – the Financial Stability Board (and the G20 process), the BIS, in particular the Basel Committee. These institutions set the policy agenda and they frame approaches towards policy making. But then there is quite obviously also a national dimension to rule-making. The U.S. Dodd-Frank Act as well as the U.K. Independent Commission on Banking (Vickers) proposals respond to particular national idiosyncrasies. They also reflect the interplay of (individually legitimate) interests.

In any case, we experienced a quite substantial reassessment not only of Basel II but also the acknowledgment that the macro-prudential or systemic dimension needs attention. Basel III, to be phased in over an extended period of time, comes with higher capital requirements (as well as capital of a higher –loss absorbing– quality). Moreover, in view of the fragility of risk models, a general leverage ratio will be applied. The roll-over risk is addressed through liquidity requirements (short-term liquidity coverage ratio and structural net stable funding ratio). Then, Europe has also created an institution to deal with the systemic problems: the European Systemic Risk

Board. It is meanwhile consensus that it does not suffice to keep individual institutions safe and sound.

▶ *En guise de conclusion : Does it suffice?*

By and large, we are on the right track. In a few domains we might even be prone to overdoing it. For example, in order to perform their role, banks do have to engage in maturity transformation. There's a need to strike a balance. Policy-making is not about penalizing banks. Ultimately, they should be capable of serving their purpose, cost-effectively.

There are a number of open issues. For example: whilst the EU Commission would like to see a maximum harmonization of rules the U.K. and Sweden, for example, call for more national discretion also in the first pillar. There are also quite substantial differences in views on whether more structural interventions are needed. This concerns in particular the issue of ring-fencing, the debate about the pros and cons of separating banks along business lines (or functional subsidiarization), an issue also addressed by a High-level Expert Group chaired by the Finnish Central Bank Governor Erkki Liikanen.

There are more challenges. While many in the banking industry hold that the level of capital requirements is so high that the industry's capacity to provide credit will be impeded, academics, referring to Modigliani-Miller's irrelevance proposition, call for substantially higher capital ratios. Otherwise, they hold, taxpayers will remain first in line when bad things happen. Moreover, getting a handle on the too-big-to-fail as well as the too-interconnected-to-fail problems is still work in progress.

There are, to conclude, also a number of thorny issues with a particular relevance for Europe's monetary union: cross-border crisis management and resolution schemes have proven to be lacking. As a consequence, the previously only academic debate around what one now calls banking union –common supervision, common resolution and common deposit insurance– is gaining momentum. Europe's financial markets are dis-integrating, re-nationalizing. This complicates the single monetary policy enormously. That is for sure the most important challenge EMU has to face going forward.

La finance virtuelle est morte, vive la finance réelle

Michel Cicurel
Michel Cicurel Conseil

Je veux vous livrer la recette française d'une ratatouille à la marinière et «faite maison». Prenez 3 parts égales de Colbert, Sully et Guizot pour l'État, la terre et les usines fumantes. Composez la sauce religieuse, aux arômes de fille aînée de l'Église, de révocation de l'Édit de Nantes et de quelques relents d'antisémitisme. Relevez d'une pincée de populisme, d'égalitarisme et d'antimondialisation. Et voici la recette de notre douce France, pourtant si dure pour la finance internationale, «l'ennemi sans visage».

Eh bien, je voudrais, au péril de ma vie, tenter de vous peindre le bon visage de l'ami financier.

Une triple peine

Et d'abord, faire justice d'un mythe : la responsabilité exclusive de la finance dans cette crise. Qui n'est d'ailleurs pas une crise, mais une métamorphose du globe, avec les émergents devenus submergents, le vieillissement des pays riches, et bientôt 9 ou 10 milliards de consommateurs enrichis qui se disputent à prix d'or les ressources de la planète.

Face à cette triple peine, les pays avancés pratiquent le refus d'obstacle : pour noyer leur chagrin d'un moindre niveau de vie, ils font marcher la planche à billets. D'où la crise bancaire Outre-Atlantique et la crise des souverains en Europe. Comme on reproche aux antibiotiques plutôt qu'à l'infection de fatiguer le patient, on accuse la finance plutôt que l'indolence des cigales occidentales, qui se régalent du travail et de l'épargne des fourmis émergentes, pour financer à crédit leur pouvoir d'achat.

Certes, la finance a dérapé. Il s'était développé, chez certaines banques américaines, une perversion onaniste, où l'essentiel des fonds propres, des talents, des bonus et du risque se tournait vers l'autosatisfaction du banquier plutôt que celle de ses clients. Saluons les nouvelles régulations, celles inspirées de la réforme Volcker, pour encadrer la gestion du compte propre, mieux que les tentations européennes de retour au Glass Steagal Act. Mais les régulations les meilleures ne savent résoudre tous les problèmes, et peuvent en créer de nouveaux. Une erreur humaine chez le pilote, et c'est l'accident d'avion. Une erreur humaine dans la tour de contrôle, et c'est une gigantesque catastrophe aérienne.

Et en cas de vraie tempête ?

Il est difficile de centraliser la maîtrise des systèmes complexes, et la tour de contrôle infernale prend feu comme un rien !

Prenons l'exemple de Bâle 3 et, en cas de persévérance diabolique, de Solvency 2, censés protéger contre les orages bancaires et financiers. En cas de vraies tempêtes, ces parapluies ne sont-ils pas trop frêles ? Et trop protecteurs, ne risqueraient-ils pas d'amener la pluie ? Car, en Europe, l'économie est financée aux 3/4 par les intermédiaires financiers que ces réglementations ligotent. Alors que les États-Unis financent dans la même proportion leur économie sur les marchés, et ont le front de s'exonérer de ces règles pour le quart restant. Bien sûr il faut plus de surveillance, mais sans jeter le bébé avec l'eau du bain. Car jamais le monde réel n'a eu tant besoin de la finance pour persévérer dans son être.

Le paradoxe est que le monde n'a jamais connu un tel déluge de liquidités, mais ce sont des liquidités qui inondent plus qu'elles n'arrosent. Il faut une arche de Noé, celle de la bonne finance, pour que les flux d'argent prennent la direction des besoins de l'économie mondiale, plutôt que de s'assoupir dans les fonds souverains du nouveau monde, ou de gonfler des bulles d'actifs. La transformation redevient vitale, comme dans l'immédiat après-guerre : transformer le surplus des nouveaux pays riches en investissements chez les anciens pays nantis ; transformer l'épargne devenue légitimement frileuse, exigeant liquidité et sécurité, en capitaux longs et à risque ; transformer l'incertitude et l'instabilité excessive des marchés de l'argent en volatilité maîtrisée grâce aux dérivés, brillant savoir-faire français, pourtant si décriés chez nous. Et bien d'autres choses encore qui transforment la monnaie aveugle en finance éclairée.

D'ailleurs, pour éviter la dépression mondiale, soi-disant provoquée par les banques, il a fallu soigner le mal par le mal avec beaucoup plus de crédit : comme le système bancaire pansait ses plaies, les banques centrales ont dû se transformer en banques par les interventions dites « non

conventionnelles», en prêtant directement aux États et à l'économie. Et le monde tremble lorsqu'elles font mine de rebrousser chemin !

Mais bien au-delà de la sortie de crise, pour retrouver un équilibre stable du monde il faut du temps, et le temps c'est de l'argent, donc du crédit. Il ne suffit pas que les pays avancés aient cessé d'être le centre de gravité mondial, pour que les émergents en aient hérité. La Chine, le Brésil, la Russie connaissent leurs premières crises de croissance. Un pays adolescent, même brillant, ne devient pas une puissance économique en une ou deux décennies. Et les émergents sont loin de pouvoir jouer les locomotives mondiales. Il est de l'intérêt commun que le nouveau et le vieux monde aient le temps de s'ajuster et de se répartir les rôles.

Pour cela, les pays avancés doivent investir, en même temps qu'ils résorbent leurs déficits. Il leur faut moins d'illusion monétaire et plus de finance. Moins de dettes pour le dérapage des finances publiques ou la fuite en avant d'une consommation assistée et insolvable, et plus pour l'investissement en valeur ajoutée intellectuelle, afin de générer davantage que le remboursement de l'argent prêté. De ce point de vue, le grand emprunt pour les investissements d'avenir, tant décrié par les orthodoxes, hurlant à la mort de la discipline budgétaire, est pourtant le modèle pour le redéploiement de la vieille Europe.

Et comment faire de la bonne finance, de la finance réelle et non virtuelle ? Pour cela il faut s'adresser à ceux qui sont capables d'investir à long terme en prenant des risques. Ceux qu'on veut faire payer, et qui se dérobent, car le capital est le facteur de production mobile par excellence. J'ai nommé les riches ! Même si c'est politiquement incorrect, ne pourrait-on les encourager à financer l'avenir plutôt que de les forcer à se terrer dans l'ombre du lac Léman ou des œuvres d'art ? Il se pourrait bien lorsqu'on éclaire l'ennemi, qu'on dévoile un visage ami.

Éloge de la banque schumpétérienne

Philippe Wahl
La Banque Postale

Le secteur financier est, ce n'est pas un hasard, comme l'argent : s'il peut être un bon serviteur, on est sûr qu'il est un mauvais maître.

La crise a montré que la banque utile est la banque de détail. C'est la banque la plus utile car c'est celle qui finance les besoins des ménages ; c'est celle qui leur apporte la protection de l'assurance-vie et autres formes d'assurances de protection. C'est la banque schumpétérienne. Cela signifie qu'elle est profondément au service de l'économie et des projets des entrepreneurs. Elle est là, fondamentalement, pour permettre de trouver un meilleur sentier de croissance et de financer l'innovation.

Banque de détail et banque de financement et d'investissement

La banque de détail est la meilleure banque également en termes de rendement et de rentabilité. Si l'on considère la rentabilité à moyen terme, la banque de détail bat la banque de financement et d'investissement, ne serait-ce que parce que la rentabilité notionnelle de la banque de financement et d'investissement a été négative du fait qu'aux États-Unis par exemple, toutes les banques de financement ont été sauvées par le gouvernement américain. Sans ce sauvetage, nous aurions assisté à une faillite généralisée.

On ne prend pas généralement ce risque avec la banque de détail. Elle a montré au cours de la crise une solidité, une assise et une capacité à servir l'économie absolument remarquables. Au fur et à mesure de l'évolution de la crise, le portefeuille d'activité des grandes banques s'est déformé en faveur de la banque de détail.

Ainsi, la banque qui est au service de l'économie, nous y avons tous un compte, c'est la banque de détail.

Les risques propres à la banque de détail

Dans les faits, les choses sont un peu plus compliquées. Souvenons-nous que la crise systémique a commencé à partir du dévoiement d'un produit de la banque de détail, le crédit immobilier : le *mortgage* et sa transmutation en *subprimes*. Cet épisode nous montre que même si la banque de détail est fondamentalement le meilleur modèle de banque, elle est également soumise à des risques :

– le premier risque est celui de chercher à trop maximiser l'effet de levier ;

– le deuxième risque tient à son propre comportement : encourager la finance de l'ombre – ce sont bien les banques de détail qui vendent des produits qui terminent dans les paradis fiscaux ;

– enfin, par la masse de liquidités qu'elle accueille, gère et protège chez elle, la banque de détail peut prendre des risques considérables et se lancer dans des spéculations. C'est la raison pour laquelle certaines banques s'engagent à ne pas spéculer sur les matières premières alimentaires, par exemple.

Cela signifie que toute activité bancaire présente un risque et doit être régulée. Même pour la banque de détail, il faut un encadrement, des règles et un suivi permanent.

La banque de détail finance vos projets, mais on le voit bien, une fois que tout le monde a son crédit immobilier, son assurance-vie, son assurance MRH, son crédit à la consommation, son crédit auto…, comment faire croître la banque de détail ? Le risque, même pour ce type de banque, est d'aller chercher la croissance du côté des paradis fiscaux et des prises de spéculation. Pour croître, la banque de détail doit donc élargir son périmètre de services, parfois en dehors de la sphère bancaire : c'est ce qui a commencé à être fait avec l'assurance santé et la sécurité à domicile. Il me semble que c'est de ce côté-là qu'il faut que la banque de détail cherche les relais de croissance, plutôt que du côté des marchés financiers.

Pendant la crise, les banques de détail ont eu tendance à comprimer le prêt. De nombreux chefs d'entreprise ont eu à déplorer ce refus, de la part des banques de faire leur métier qui est de prêter de l'argent. À l'évidence, cela est dû à la contamination de la banque de financement et d'investissement et à la crise des marchés. Cela dit, certaines banques – je ne parlerai pas d'une banque particulière, par exemple la banque de service public en France – ont continué à prêter.

Je terminerai par l'idée que face à l'innovation permanente, le véritable défi est «la régulation permanente». La matière financière pousse à l'innovation, les projets des entrepreneurs poussent à l'innovation : il faut en permanence remettre sur le chantier la régulation. Il s'agit, à mes yeux, de l'une des solutions clés pour le contrôle de la finance et des marchés financiers.

Finance is a tiger in a cave

HU Yifan
Haitong Securities

I would like to use an old Chinese saying. Finance is a tiger in a cave; once it comes out, it is very hard to tame it. Indeed, the financial sector has grown much faster than the real economy. That is not only the case for the developed countries, but also for emerging countries. Just to give an example for China, we have only had a financial sector for less than two decades.

However, currently, the Government debt is already about 40-60% of GDP. The corporate debt is about 100% of GDP and the household debt is about 40%. Overall, we already have a total of about 200% of GDP in debt; it is much bigger than the real economy. The crisis is a cracked shield for the oversized nominal economy.

▶ How to tame the tiger

We always ask the question: should the bursting of the bubble be the only way to tame this big tiger? I will just make two points here. The first point is that I think the financial sector should not crowd out the real economy. Currently, it has, because of the large profits and very high profitability gained from monopolistic positions.

The financial sector has gained much higher profits than the real economy. It actually attracts all the resources in society, including money, human capital, loans and Government supports. Every thing goes to the financial sector, so it has become bigger and bigger. It has become the key of the economy. There should be some regulations to control it or at least to manage it. It has become too big.

At the same time, we find that the money that is now circulating in the financial sector cannot go into the real economy. I will again use China as an example. Currently, China is not lacking in money; the liquidity is very abundant. However, the real economy cannot get money. We have a huge disparity in investment, especially in long term investment. However, as you might know, in June, the inter banks market rate soared to 20%. At the moment, it has gone down to 10-12%, but it is still very high. However, we only have an inflation of less than 3%. That is totally abnormal.

That means the financial sector has already gone out of the control of the real economy. We need regulations to cut this securitization. This needs not involve money, but it could be some kind of virtual interest in this mechanism. I think the second point is very important, regarding the boundary of the financial sector.

What about the size of the financial system?

As to the question of the proper size of the financial sector? We are always talking about the proper size of the foreign exchange reserve, the exchange rate, the interest rate and even the inflation rate. However, there is never a serious discussion or study on the financial size. People may think that the bigger it is, the better. The bigger it is, the more power you gain, just like in the US. However, currently, we have seen a series of crises.

Therefore, I think bubble bursting is the only way to crack this over-sized financial sector. However, that will be very costly for the whole economy, not only for the economy itself. It will hurt equality in society, so it has become a very serious issue. I think it is not only for developed countries; it is also spreading very quickly to the emerging countries. In all the emerging countries, it has also become a very serious issue. All their resources are also attributed to the financial sector. I think it will be a challenging topic to talk about this kind of boundary.

Il n'y a pas de dictature des marchés

Éric Le Boulch
CM-CIC Securities

Je commencerai mon propos en citant un communiqué d'Attac qui affirmait fin 2011 que «les banquiers dépouillent les peuples en acceptant de leur prêter de l'argent» et qui ajoutait que le créancier est illégitime. Pourtant, il ne faut pas l'oublier, les contrats sont très démocratiques.

Selon moi – même si je fais peut-être là un plaidoyer *pro domo* – il n'y a pas de dictature des marchés. Les marchés peuvent utiliser certaines situations ; mais les politiques économiques des États, la conduite stratégique des entreprises ne sont pas soumises à la seule logique des marchés financiers, aux seuls intérêts des détenteurs de capitaux ou des établissements de crédit.

D'où vient la notion de « dictature des marchés » ?

La notion de «dictature des marchés» a-t-elle son origine dans le comportement de la finance ? Non. Au contraire, la finance n'est pas, loin s'en faut, un despote éclairé. Son comportement le montre : il suffit de penser à l'inefficience des marchés financiers, à l'existence de bulles et de ce qu'on appelle le court-termisme. On peut aussi songer, sur les marchés, à la dissolution de la notion de client. Quand on qualifie tous ses clients de contrepartie, on rompt les notions de devoir de conseil et de primauté des intérêts du client. On peut donc tout lui vendre, en s'en remettant à son intelligence.

J'appartiens à un groupe mutualiste où l'on pense que la notion de contrepartie n'est pas légitime. Dans les marchés financiers, il faut toujours avoir en tête qu'on a face à soi un client et non une simple contrepartie. Il est vrai que la capacité de développement autonome des marchés, leur capacité à imposer des normes privées, à créer des produits qui pendant un temps sont sans contrôle de la loi et des règlements, en un mot l'hypertrophie

des marchés, a pu nuire, particulièrement aux États-Unis. Mais la réalité de nos jours est rapidement tout autre et ne permet pas d'affirmer que la dictature a existé et qu'elle se poursuit. On sous-estime le travail effectué, particulièrement en Europe, en termes de réglementation des banques et de renforcement des pouvoirs de la supervision.

Où se trouve cette dictature perçue par certains ? Elle est manifestement liée au fait qu'un trop grand nombre de pays dits développés sont tout près d'un endettement égal à 100% du PIB. La conduite des politiques aujourd'hui est liée par des contrats de dettes et n'offre plus aux populations le sentiment qu'il y a des alternatives : il faut rembourser, il faut gérer l'État quasiment comme une entreprise, il faut générer du cash-flow. C'est sans doute regrettable, mais c'est aussi le fruit de l'échec des politiques, échec qui, pour certains pays, s'est étalé dans la durée.

Par ailleurs, les marchés savent qu'ils doivent quelquefois instituer un rapport de force pour obtenir le remboursement de leur capital. Adam Smith disait que lorsque la dette a grossi au-delà d'un certain niveau, il n'existe pas d'exemple dans l'histoire où elle ait été loyalement remboursée. De fait, en deux siècles, quatre-vingt-quatre pays ont fait défaut sur tout ou partie de leurs dettes.

Tous les États ne sont pas dans la même situation dans ce rapport de force. L'Argentine, par exemple, continue de ferrailler contre des fonds opportunistes qui détiennent de la dette restructurée en 2005. Cette dette a été émise non pas en droit local, mais en droit international : les fonds n'ont donc pas souhaité suivre la restructuration de 2005 et exigent le complet remboursement.

En Europe, on a la chance d'émettre en droit local. On peut même ajouter, comme ce fut le cas en janvier 2013, ce que l'on appelle des clauses d'action volontaire qui permettent, dès l'émission de la dette, d'intégrer dans le contrat le fait qu'on pourra à un moment donné, avec une majorité qualifiée, renégocier les termes du contrat de dettes.

Les marchés n'ont donc pas nécessairement tous les pouvoirs et quelquefois, ils savent bien qu'ils ne seront pas remboursés. Aujourd'hui, ils le craignent parce qu'ils voient qu'ils sont allés trop loin et ont peut-être fait trop longtemps confiance aux États.

▶ Où est la vraie dictature de la finance ?

C'est surtout dans son développement autonome, particulièrement aux États-Unis, que la finance a pris une place excessive, sans contrôle suffisant de la loi et des règlements. Beaucoup de chiffres ont été avancés. Aux États-Unis par exemple, la finance représentait 1,5% du PIB au milieu du XIXe siècle ; 2,5% en 1947 ; 4% à la fin des années 1970 ; plus de 8% en 2006.

Si on doit pointer du doigt un produit, c'est bien sûr celui de la dette titrisée, (en particulier des *mortgages*), qui a grandi très rapidement. À la fin des années 1980, ce produit était quasiment insignifiant aux États-Unis dans l'ensemble des portefeuilles financiers. En 2006-2007, il représentait 3 800 milliards de dollars et plus de 6% des actifs financiers, avec comme corollaire moins de bilans régulés qui portaient ces actifs.

On peut aussi mettre en exergue le fait que le déclenchement ou le non déclenchement de certains produits – on pense aux CDS – est le fait des *boards*. On a vu, dans le cas de la Grèce, que la question de savoir si ceux qui avaient acheté un CDS étaient protégés, et ce qu'était un défaut ou pas un défaut n'était pas clair. Cela montre bien que le fait d'avoir trop de normes privées, de boards privés en lieu et place du rôle de la loi ou de sages publics, a eu un rôle important.

D'autre part, ces marchés non régulés et ces produits dits OTC[2] permettent des marges et des profits très importants par rapport aux vrais produits et aux vrais marchés. Par exemple, les produits vanille ne permettent plus – que l'on pense aux produits actions – d'avoir des marges significatives.

Enfin, et c'est peut-être l'élément le plus important, il faut parler du comportement de la finance. On a parlé de l'aléa moral ; j'ai évoqué les notions de «client» et de «contrepartie» ; on peut penser aussi à la prise de risque irresponsable, à la finance inutile ou au court-termisme. Le court-termisme s'exprime quelquefois dans une logique que l'on peut résumer par : *«if you panic, panic first»,* typique des comportements du marché. Il peut aussi s'exprimer au détour d'un dialogue que j'ai eu récemment avec un opérateur, qui affirmait : «à moyen et long terme, il va se passer ça». Je lui ai demandé ce qu'il entendait par moyen et long terme. Il m'a répondu : «14 et 21 semaines». Ce n'est pas raisonnable.

À ces travers du comportement de la finance s'ajoute le caractère moutonnier, encouragé par les contraintes institutionnelles pesant sur ceux qui gèrent les capitaux. De ce point de vue, la *full market value* est le lieu où la dictature de la finance est sans doute la plus forte. Il conduit à ce que tous les acteurs fassent la même chose en même temps, autre effet très négatif.

▶ Le fonctionnement des marchés s'est-il amélioré ?

Les choses vont beaucoup mieux. Ceux qui critiquaient la finance il y a quelques temps se plaignaient de l'indépendance des banques centrales et du fait qu'elles ne mènent que des politiques financières ou monétaristes.

2. *OTC derivatives :* produits dérivés de gré à gré.

On voit bien que le travail des banques centrales face aux gouvernants n'est pas facile et que quelquefois, il est plutôt raisonnable de les rendre indépendantes. Mais elles font le travail. Par exemple, la réserve fédérale des États-Unis affiche un objectif de taux de chômage : c'est bien la preuve que, contrairement à ce qu'on leur reproche, les acteurs de la finance prennent en compte certains objectifs.

En Europe, le travail a été fait et continue à être fait. Les banques se sont ajustées et ne captent pas des surplus excessifs. Si en 2006, sur une moyenne de quinze établissements bancaires, les retours sur fonds propres étaient de l'ordre de 18%, aujourd'hui ils sont inférieurs à 4%. Autre mesure : le ratio de levier. Je citerai en exemple un établissement très bien géré, BNP Paribas, grande banque de la zone euro : en 2008, son levier – calculé de manière simple : fonds propres moins survaleur rapportés au total du bilan – était légèrement supérieur à 2%. Ce ratio, aujourd'hui, est tout près de 4%. C'est le résultat, en très peu de temps, des éléments mis en jeu pour alléger le bilan, changer la nature des actifs portés, augmenter la proportion de fonds propres et la résistance.

In fine, les vrais marchés vont se développer, c'est notamment le cas même pour les marchés dérivés comme le définit la directive EMIR[3], et le rôle des vrais marchés va aller croissant. Déjà, les entreprises se financent de plus en plus au niveau obligataire sur les marchés. En revanche, il y a fort à parier que le singe va rester sur l'épaule des financiers puisque la situation d'endettement des États, elle, ne va pas se résoudre rapidement et que nous en sommes – c'est sans doute mérité – les bons boucs émissaires.

3. Directive EMIR : *Euro Market Infrastructure Regulation,* introduit tout d'abord la notion de «contrats standards» et lui associe une obligation de compensation via une Contrepartie Centrale (CCP) dans le but de diminuer fortement le risque de contrepartie.

Enjeux à moyen terme des agences de notation

Carol Sirou
Standard & Poor's CMS France

Je vais essayer d'illustrer que, contrairement à la première perception que l'on en a, les agences de notation ne sont pas court-termistes. Mais avant d'aborder ce sujet, j'aimerais revenir sur la question de l'inefficience des marchés et sur ce qu'on a pu dire de manière à mon sens un peu simpliste, sur un certain degré d'opacité. Surtout, j'aimerais attirer l'attention sur le fait que le coût du risque n'est généralement pas « pricé », ce qui – on le constate actuellement avec la surliquidité – peut générer des bulles, dont nous avons vu il y a quelques années les effets dévastateurs pour nos économies.

Je parlerai ensuite de l'appréciation du risque, ce qui me permettra de faire la part entre l'approche court-termiste et la vision de moyen terme – on aurait envie de dire long terme, mais disons une vision à deux, trois ans. Je m'efforcerai d'expliquer comment l'agence de notation fait cette analyse.

Je terminerai mon propos en parlant de la réduction des risques systémiques grâce à une meilleure comparabilité des risques et notamment d'un besoin d'information qui, malgré des progrès majeurs, demeure très important.

▶ Les objectifs à moyen terme des agences de notation

Lorsqu'on parle de court-termisme, on pense en général au marché d'actions et au fait que le trimestre suivant détermine entièrement le sort de tel ou tel titre. On évoque les CDS, la volatilité sur ce type de papier, et à contrario, les marchés obligataires qui même s'ils ne sont pas totalement efficients, permettent de répondre au besoin du financement de l'économie.

Pour permettre la rencontre de cette offre et de cette demande, il est important de réduire l'asymétrie d'informations qui existe dans des marchés très mondialisés où les décisions doivent se prendre rapidement. C'est là que la notation prend toute sa valeur.

Nous avons souvent du mal à expliquer pourquoi nous avons une vision de long terme. Je vais essayer de vous le montrer. Nos notes sont assorties de perspectives dont certains travaux académiques, notamment du FMI, démontrent qu'elles sont des signes avant-coureurs en donnant des perspectives sur l'évolution des notes futures. Mais surtout, la notation repose sur des hypothèses existantes si j'ose dire : sur la stratégie de l'entreprise, afin de calculer cette tendance à deux ans qui pour nous est très importante et nous ne sommes pas attachés à tel ou tel ratio.

Il est très important, en particulier pour l'appréciation du risque souverain, de comprendre quelles sont les tendances. On parle peu de tendances, alors que c'est chez nous le moyen d'opposer le court-termisme et l'objectif d'appréciation des risques à moyen terme. Voilà notre objectif principal, sur lequel nous travaillons beaucoup, mais il y a certainement encore beaucoup à faire pour permettre cette vision de long-terme.

▶ Répondre aux risques systémiques

Le deuxième point sur lequel nous concentrons notre travail concerne les risques systémiques et la manière d'y répondre. Tous les travaux réglementaires, notamment dans le cadre du Conseil de Stabilité Financière, visent à augmenter, dans le domaine bancaire, la clarté et la fréquence de l'information, son utilité et sa comparabilité. Ces dernières années, le risque bancaire, d'un certain nombre de secteurs bancaires européens, demeure pour les investisseurs en Europe et hors d'Europe une forte source d'inquiétude car perçu comme opaque. C'est cette perception qui a en partie entraîné la fragmentation des marchés interbancaires que nous connaissons.

Comment y répondre ? Le FSB y travaille. Il nous paraît important de continuer à aller dans ce sens. Les régulateurs trouvent peut-être là une forme de norme, car si ces recommandations contribuent à favoriser la convergence de vue sur les risques sous-jacents, il y a encore de la part des acteurs de marché de très fortes perceptions négatives sur les risques réels. Cette appréciation du risque a encore des possibilités d'amélioration.

Aux éléments qui ont contribué à un certain nombre de risques systémiques, j'ajouterai l'inclusion de la notation dans certaines normes réglementaires ou l'utilisation mécanique des notes, avec les effets d'accélération que cela provoque, alors même que le risque lui-même n'est pas nécessairement détérioré de manière sensible.

Il y a donc des évolutions majeures qui permettent de sortir du court-termisme et d'avoir une vision de moyen terme. Toutes ces évolutions doivent contribuer à améliorer la culture d'analyse du risque, qui demeure perfectible, et devraient contribuer à améliorer la confiance que peuvent avoir les investisseurs et les consommateurs ou les clients des banques dans la finance mondiale.

The Financial Crisis as Wake-up Call for Regulators

Susan Wolburgh Jenah
Investment Industry Regulatory Organization of Canada

I will provide a regulatory perspective, which makes me somewhat unique on this panel. I come from Canada, one of the few jurisdictions that actually did not need a bailout; our banking institutions survived the crisis quite well, as many of you know. However, no country can be complacent, and certainly we found that despite coming through the crisis relatively well, we are not an island. Everyone is impacted by what happens globally.

The last decade has been one of enormous change in the architecture and operations of the financial system, and in terms of market structure. The financial crisis, which as we all know was a banking and credit crisis at its core, was unprecedented, unless one goes back to the time of the Great Depression. However, it did have an important spillover effect, beyond the banking and credit areas, into the securities markets. It had an impact on market participants and overall investor confidence. We have yet to recover from those effects.

The crisis gave rise to a period of profound introspection on the part of regulators and re-regulation. There were a lot of challenges to conventional wisdom about regulation, which I want to touch on. This was an inevitable consequence of an event of such magnitude and impact, not only on market participants but on "main street", and with global consequences. In the aftermath, we found dangerous levels of leverage and debt across the financial system. Excessive risk had been spread through counter parties, in an inter connected chain that was opaque and not well understood. Therefore, it was not possible to effectively manage or mitigate those risks.

Too inter-connected to fail

We discovered that some institutions were not only too big to fail; they were too inter-connected to fail. I would add that many were probably too big to effectively manage. Hence the ensuing focus has been on the designation of some financial institutions as being systemically important, and on the ability to have resolution authority. Key objectives have been on how to avoid government bail outs in the future and to ensure orderly wind ups of failing institutions.

In the aftermath of the crisis, attention was focused on subprime mortgage exposure, weak mortgage-origination standards in the U.S. and opaque inter-connected over the counter (OTC) derivatives markets globally. These were all determined to be key contributors to the near collapse of the global financial system. The G20, in an unprecedented example of co-ordination, confirmed its commitment to major financial sector reform. This included reinforcement of the oversight of banks and supervision of market participants and the markets themselves. This commitment was codified in a detailed blueprint for financial reform.

What has happened since? The reality is that between that single G20 commitment to implementation, a number of challenges have emerged. This is not to minimize the significant progress that has been made. The Financial Stability Board, the Basel Committee and the International Organization of Securities Commissions (IOSCO) have all done an enormous amount of work. However, no one entity has the ability or jurisdiction to implement and enforce the new principles and standards agreed to at a high level by the G20.

This remains a matter of national authority and jurisdiction. In a recent interview, David Wright, Secretary General of IOSCO, expressly referred to this challenge. He noted that international cohesion and cooperation are where additional efforts are most needed. He went on to note that such efforts are still encountering political resistance in some jurisdictions. This is doubtless due to the pressures brought to bear by various stakeholders including financial market participants.

An example of this has been the ongoing debate, mainly between the U.S. and Europe, with respect to how OTC derivatives should be regulated. It also covers how much deference or reliance can and should be placed on home country regulation and supervisory oversight of global participants. This is in order to avoid regulatory arbitrage, duplication, conflicting standards and unnecessary cost.

Regulators and policy makers are also facing challenges in understanding how heightened standards in the conventional banking sector may drive more activity to the shadow banking system, thus creating new sources of

risk. Indeed, the size and breadth of the shadow banking system, which includes money market funds, securitized funds and repos, is estimated to be very significant indeed.

Strengthening regulation

When IOSCO released its recommendations in relation to money market funds, it noted the importance of strengthening regulation and oversight of these funds, given their importance in the shadow banking system. Money markets represented approximately 4.7 trillion dollars in assets under management in the first quarter of 2012. These funds represent a significant source of credit and liquidity. Their performance during the crisis, when one U.S. money market fund "broke the buck", highlighted their potential to spread or amplify risk.

As well, IOSCO has released recommendations relating to securitized products which have experienced reduced levels of investor confidence as a result of the crisis. In order to address misaligned incentives, work is being done to explore how market participants might be required to retain "skin in the game" with respect to securitization.

Let me end by saying that a core goal of regulators globally is to ensure that there is overall market integrity and confidence in the broader financial system. We are all dedicated to the same essential goals: to promote strong and robust capital markets; protect consumers /investors; and keep our national markets competitive internationally. How do we do that? That is indeed the challenge. However, I would say that the financial crisis was a wake up call for regulators as well.

We are focusing more on understanding behavioral incentives, in terms of investment firms, market participants and investors. We are investing in necessary resources –technology and human– in order to effectively supervise complex electronic markets. We are focusing on behavioral economics, as opposed to simply using disclosure as a default regulatory tool. There is more of a willingness to challenge new innovations to try and ensure their impact is better understood and might contribute to a fair, efficient and competitive financial system for the benefit of all stakeholders.

Échanges

***Jean-Charles de la Roncière**, lauréat du concours «Inventez 2020»*

Il y a déjà eu Bâle I et Bâle II pour essayer de réguler la finance. Or, on a constaté qu'elles n'avaient pas vraiment été efficaces, même si c'était avant la crise.

Comment bien mesurer la réforme Bâle III pour éviter d'étouffer le système financier ?

Christian Noyer

Il est vrai que Bâle I, Bâle II et Bâle III relèvent d'une même philosophie, qui consiste à se mettre d'accord au niveau international afin qu'il n'y ait pas de fuites d'arbitrage réglementaires dérogeant à l'impératif, pour toutes les institutions, d'avoir un certain niveau de capital au minimum comparé avec l'ensemble de leurs risques pondérés. Ensuite, le détail est de déterminer comment on prend des risques et quel niveau de capital on demande.

Bâle I était assez frustre : on avait une règle générale. On a voulu sophistiquer avec Bâle II, en orientant notamment les grandes banques vers des modèles de calcul des risques, en principe contrôlés par les superviseurs. À vrai dire, certains superviseurs se sont considérablement investis, tandis que d'autres ne l'ont pas complètement fait, ou très imparfaitement fait.

Que fait-on avec Bâle III ? On augmente fortement le niveau de fonds propres requis par rapport à Bâle II. On augmente la pondération, en particulier celle des risques de marché qui ont prouvé qu'ils étaient mal calibrés. On ajoute des règles de liquidité et de transformation à ce qui n'était que des règles de solvabilité. On ajoute une règle de levier, très frustre mais qui est une espèce de *backstop*, pour s'assurer qu'un calcul faussé des risques ne conduit pas à des effets de levier complètement fous. On regarde aussi la qualité des fonds propres.

Il y avait dans Bâle I et Bâle II beaucoup trop d'utilisation d'instruments de fonds propres de mauvaise qualité, d'instruments hybrides divers et variés – l'imagination était très grande. Bâle III relève de la même philosophie, mais avec beaucoup plus d'exigences : on essaye de calibrer à un niveau qui soit suffisamment exigeant sans l'être trop, pour ne pas tuer la distribution du crédit. D'autres volets complètent cet effort, par exemple la règle sur les dérivés OTC, qui revient à dire que nous voulons que les dérivés aillent le plus possible vers les chambres de compensation et que dans tous les cas de figure, ils soient enregistrés de façon à ce que les régulateurs aient une vision globale des risques et qu'on voit comment on peut arriver à faire un netting réel et pas un empilement de risques.

Ce genre de réforme est considérable. Il ne faut pas oublier que Lehman Brothers est mort en grande partie de l'empilement de dérivés. Surtout, il y a eu une contagion extraordinaire à partir du défaut de Lehman car tout le monde avait traité des dérivés avec Lehman, dans le monde entier. Nous devons donc nous assurer que ce n'est plus opaque, qu'on sait exactement qui fait quoi. Les règles de résolution sont également nécessaires : elles permettent de s'assurer que s'il y a un accident, on sait comment faire pour déconstruire une banque.

Question du public

J'ai entendu dire que le marché financier doit refléter l'économie réelle. Le modèle de la finance islamique peut-il être un outil pour bien servir l'économie réelle ?

Éric Le Boulch

Je ne suis pas spécialiste de la finance islamique, mais je m'y suis intéressé il y a quelques années. Il me semble qu'elle correspond à la volonté de s'émanciper de normes imposées dans d'autres environnements de culture. C'est ce qu'on peut appeler l'esprit des lois.

Cela dit, je ne pense pas que la finance islamique constitue un corpus unique. Il y a autant de normes de finance islamique qu'il y a de chaires. En Indonésie, à Dubaï, dans d'autres endroits, les pratiques interdites ou les formes des contrats ne sont pas jugées identiques et légitimes. Je pense donc que la finance islamique reste un secteur en croissance, pas très discipliné.

Question du public

La réglementation incite les banquiers et les assureurs à investir leurs fonds propres davantage en dettes souveraines qu'en prêts auprès des sociétés ou des PME. Cela met-il la finance au service de l'économie ?

Philippe Wahl

Aujourd'hui, les obligations souveraines, sauf dans le cas de la Grèce, ont montré qu'elles avaient, par soutien de l'ensemble du système, un risque

réel avéré qui est plutôt moindre que le risque du reste de l'économie. Je crois donc qu'il faut surtout éviter, comme dans Solvency II, des règles qui défavorisent l'investissement en actions, par exemple. Il ne s'agit pas de pénaliser le financement des obligations souveraines, nécessaire pour financer le développement des pays et la dette publique ; mais il ne faut pas non plus pénaliser l'investissement en actions, comme le fait Solvency II. Vous avez raison en ce qui concerne Solvency II.

Question du public

On aurait aimé que les banques prêtent un peu plus facilement pendant la crise. Pour moi, le mot «régulation» n'est qu'une bonne raison pour ne pas prêter de l'argent.

Michel Cicurel

Ce n'est pas tout à fait vrai. Je citerai un fait dont je suis témoin en tant qu'administrateur de la Société Générale. À la Société Générale, qui est peut-être un cas singulier mais pas complètement, le *return on equity* de la banque d'investissements a été divisé par trois entre 2006 et 2013. Ce n'est pas seulement la régulation qui est fauteur de troubles, bien qu'elle ait un certain effet.

Aujourd'hui, la banque d'investissement rapporte moins que la banque privée, qui ne comporte aucun risque, ou si peu. Il y a là un vrai sujet. J'imagine – je parle sous le contrôle notamment de Christian Noyer et de Philippe Wahl, qui dirigent chacun une grande banque – que progressivement, on va s'orienter vers un système plus américain, où les banques seront intermédiaires de crédits qui seront faits par les marchés.

Je dirai au passage que les obligations corporate se sont plutôt mieux comportées que les obligations souveraines. Donc un jour ou l'autre, on inventera des obligations collectives qui viendront financer les PME. Bref, je suis certain qu'il y a des innovations à faire. On en a besoin.

Question du public

Il est arrivé par le passé que les États ne pouvant plus rembourser, on préférait liquider leurs créanciers. Compte tenu de l'importance de la dette souveraine, une annulation complète de la dette est-elle envisageable ?

Christian Noyer

Quand on dit «annuler la dette», on pense que ce sont les banquiers qui en héritent et que personne d'autre n'en souffrira. Mais il faut bien voir qui sont les victimes quand on annule la dette. Ce sont les gens qui possèdent des contrats d'assurance-vie ; éventuellement les clients des banquiers, s'ils font faillite et si personne ne peut les renflouer ; évidemment, les États peuvent ensuite renflouer ces clients, mais cela n'est possible qu'en créant de la fausse monnaie, sinon tout le monde est en faillite en cascade. Ce sont les gens qui

possèdent des SICAV, qui ont des obligations qui ne valent plus rien. Organiser la faillite généralisée a donc quand même des effets de bord.

Si la faillite n'est pas généralisée, pourquoi rembourserais-je ? Il y en a d'autres qui ne remboursent pas, je vivrais beaucoup mieux sans. À supposer que ceux qui n'ont pas été remboursés survivent, ils ne sont pas prêts de reprêter ; ou ils reprêteront à des taux extraordinairement supérieurs. On voit bien, quand un État comme la Grèce décide de ne pas rembourser, que la suspicion se lève sur un certain nombre d'autres États qui voient immédiatement leurs coûts se renchérir considérablement.

Dans le passé, effectivement, on tranchait la tête ou on brûlait les financiers qui avaient prêté. Cela fonctionne si ce sont vraiment les financiers qui ont prêté, si c'est leur fortune. Après tout, on peut se passer de ces individus. Évidemment, ils ne sont plus là ensuite pour vous prêter le coup d'après et il faut trouver d'autres gens prêts à les relayer. Mais je pense que cette idée simple est quand même extraordinairement dangereuse.

Jean-Paul Pollin

Cette session a été très riche. À la question de savoir s'il y avait une dictature de la finance, le jury a répondu : « Non », je crois au moins à la grande majorité. En revanche, il a été dit qu'il fallait remettre la finance au service de l'économie. Et Philippe Wahl a rajouté l'histoire du serviteur et du maître, de sorte que les choses ne sont peut-être pas aussi simples.

Elles ne sont pas aussi simples parce qu'au fond, tous les intervenants ont insisté sur l'existence de dysfonctionnements dans le fonctionnement du système financier. Qu'il s'agisse d'ailleurs des institutions financières ou des marchés.

Parmi les problèmes nécessitant régulation, je retiendrai volontiers l'histoire de la comptabilité en valeurs de marché qui me paraît en effet une question extrêmement importante. Et je n'ai jamais compris d'ailleurs comment le lobby bancaire, si vous me permettez le terme, qui est si puissant par ailleurs, a été incapable de s'opposer plus efficacement à cette question qui me paraît beaucoup plus fondamentale que la question des fonds propres ou même de la liquidité.

Il faudra donc une régulation. Cette régulation est à géométrie variable et fonction des idées, aspirations et tendances de chacun. J'aimerais bien au fond reprendre là aussi ce qu'a dit Philippe Wahl. Cette régulation doit être permanente parce que les dysfonctionnements de la finance sont nombreux et que la finance est plastique. Elle sait en effet se modifier dans le temps. Elle sait faire de l'arbitrage réglementaire. Pour cette raison, la régulation doit en effet s'adapter, ce qui est sans doute le défi le plus important qu'elle ait à relever.

6.

La revanche de la nature

La nature, qui a beaucoup servi l'homme, est-elle en train de se retourner contre une gestion de la planète de plus en plus irresponsable ? Les scientifiques lancent aux économistes et aux politiques des messages de plus en plus alarmants sur les effets dramatiques et coûteux qu'aurait une continuation de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Le coût d'une action immédiate pour les réduire serait infiniment plus faible que celui qu'il faudra supporter si nous ne faisons rien. Mais les gains du développement des ressources fossiles sont rapides et élevés alors que les énergies à faible intensité carbone nécessitent d'importants investissements. Le temps est donc au cœur de la problématique et des rapports de forces sous-jacents. Seule une prise de conscience universelle et partagée peut inverser la tendance et rompre cette asymétrie. Faute de quoi, il ne restera plus aux populations qu'à « s'adapter » aux conséquences du réchauffement climatique. Ce sera plus facile pour les riches que pour les pauvres.

Contribution du Cercle des économistes
Jean-Marie Chevalier

Témoignages
Xavier Beulin • Jean-Louis Chaussade • Bo Frank • Pierre Gadonneix
Philippe Germa • Luc Oursel • Antony Turner

Modérateur
Christophe Giltay

Agir maintenant

Jean-Marie Chevalier

Est-ce que la nature, qui a beaucoup servi à l'homme, n'est pas en train de se retourner contre une gestion de la planète qui paraît de plus en plus irresponsable ? La communauté scientifique internationale lance aux économistes et aux politiques des messages de plus en plus alarmants sur les effets dramatiques et très coûteux que pourrait avoir une continuation de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Le message n'est guère entendu, et le temps de l'inaction aggrave la situation et alourdit les coûts futurs qui y sont associés. La question énergie-climat apparaît à un moment particulier de l'Histoire humaine : entre 2012 et 2050, la planète Terre va accueillir deux milliards d'individus supplémentaires qu'il va falloir nourrir, alimenter en eau et en énergie, pour ne parler que de la satisfaction des besoins matériels. Comment l'Humanité va-t-elle pouvoir répondre à ces besoins tout en maintenant la planète en état de marche ? L'heure de la revanche de la nature a-t-elle sonné ? De quelles armes et de quel temps disposons-nous pour relever ces défis ?

Quatre éléments se combinent pour catalyser la réflexion et accélérer la prise de conscience : les effets attendus du réchauffement climatique, le nécessaire changement des structures énergétiques en place, les exemples locaux de transformation de l'équation énergie-climat et enfin les perspectives de régulation globale de ces problèmes.

■ Le réchauffement climatique et ses effets

Il existe maintenant un consensus, au sein de la communauté scientifique internationale, pour dire que les émissions de gaz à effet de serre sont à l'origine d'un réchauffement climatique dont les effets pourraient être dramatiques pour

l'économie mondiale. Au-delà de cette constatation générale, il existe encore de très nombreuses incertitudes sur ces effets : leur localisation, leur temporalité, leurs coûts économiques, politiques et sociaux pour les collectivités locales autour des lieux d'occurrence, leurs coûts pour la sphère économique mondiale. On sait, de façon généralement qualitative, que le réchauffement climatique aura des conséquences sur les conditions climatiques actuelles, sur les régimes des eaux, sur les modèles agricoles, sur les écosystèmes et la différenciation des espèces. Ces impacts sont de nature à provoquer des tensions sociales et économiques dans les zones touchées : tensions autour de la raréfaction de certaines ressources (eau, terres arables), autour des modifications climatiques et de la production agricole. Ces tensions sont souvent exacerbées par les inégalités économiques et sociales et par les déficiences des systèmes politiques en place. Robert Reich souligne avec insistance le fait que les inégalités souvent croissantes jouent un rôle important dans la dynamique à venir des sociétés. Par ailleurs, ces tensions débordent souvent les territoires touchés en provoquant des «déplacements» ou des migrations climatiques. En 2012, les événements climatiques et météorologiques extrêmes – inondations, moussons, cyclones, tempêtes – ont conduit au déplacement de 32 millions de personnes dans 82 pays, principalement en Asie et en Afrique[1]. Le réchauffement climatique devrait accentuer ce phénomène qui touche principalement des zones de pauvreté. La salinité des terres, la montée des eaux, la dégradation des sols va amener des millions de personnes à bouger et, d'une façon ou d'une autre, il faudra traiter la question des «écoréfugiés».

■ La transformation des structures énergétiques

Plus de 80% de nos consommations énergétiques quotidiennes sont assurées à partir du pétrole, du charbon et du gaz naturel, les trois grandes sources d'énergie fossile qui, par définition, sont non renouvelables et émettrices de gaz à effet de serre. En Europe, les pays de l'Union européenne se sont engagés par l'adoption du paquet énergie-climat (2008) à transformer leurs structures énergétiques par le développement des énergies renouvelables, la diminution des émissions de gaz à effet de serre et l'accroissement de l'efficacité énergétique (les trois vingt pour 2020). Depuis 2012, de nombreux pays inscrivent leurs politiques énergétiques dans le cadre d'une «transition énergétique» qui vise à construire des systèmes énergétiques plus efficaces, plus renouvelables et moins intenses en carbone. Les maîtres mots de ces nouvelles politiques énergétiques sont : efficacité énergétique et diversité énergétique. Toutefois, la mise en place de ces nouvelles politiques énergétiques se heurte à des contraintes : contraintes d'acceptabilité des populations pour les lignes à haute tension, les sites de stockage des déchets nucléaires ou du carbone, les éoliennes, les constructions

1. *International Displacement Monitoring Centre* et *Norwegian Refugee Council.*

de réacteurs nucléaires, la production de gaz ou de pétrole de schistes. Ceci a pour effet une augmentation du coût de la transition énergétique et une réflexion plus approfondie sur la compétitivité de nos systèmes économiques et le rôle de l'énergie dans cette compétitivité. Par rapport aux urgences découlant du réchauffement climatique, les transformations opérées sont lentes. Cette lenteur est alimentée par la crise économique, par des systèmes d'incitations-subventions souvent mal calibrés, par des signaux de prix souvent faussés et par l'inexistence d'un prix élevé pour le carbone qui aurait pour effet d'accélérer les transformations.

■ Quelques exemples de transformations locales

Un peu partout dans le monde, des villes, des régions, des communautés de communes nous montrent que la prise de conscience de l'équation énergie-climat se fait plus rapidement au niveau local qu'au niveau national ou mondial. Il existe, comme l'ont bien montré des travaux du Conseil d'Analyse Économique[2], des dynamiques territoriales qui amènent des collectivités locales à lancer des initiatives, à monter des projets qui tendent à combiner des ressources énergétiques locales, le plus souvent renouvelables, avec les énergies classiques. Ces projets tendent à raccourcir les chaînes de valeur et à assurer une bonne adéquation entre les ressources locales et les besoins locaux. Il ne faut pas toutefois s'imaginer que des systèmes énergétiques décentralisés et autonomes vont se substituer aux grands systèmes centralisés. Il s'agit de construire des complémentarités tout en maintenant les raccordements aux grands systèmes qui permettent d'assurer la sécurité des approvisionnements, une meilleure flexibilité et une solidarité entre les territoires, au niveau national et au niveau européen. Ces initiatives locales vont au-delà de la sphère énergétique. Elles ont un contenu important en termes d'innovations : innovations technologiques mais aussi organisationnelles, institutionnelles, financières. Elles reflètent souvent de nouvelles orientations de croissance : croissance régionale, croissance verte. Elles peuvent se révéler comme de nouvelles pistes de sortie de crise. Le chauffage urbain, le transport, l'efficacité énergétique constituent des potentiels importants pour cette nouvelle croissance.

■ Quelles perspectives pour une régulation mondiale ?

La géopolitique de la régulation climatique paraît pour l'instant bloquée, et la crise économique ne simplifie pas les choses. D'un côté, les pays émergents donnent à la croissance économique la priorité absolue et accusent les pays riches d'être responsables de la situation actuelle ; de l'autre côté, les pays riches n'ont que moyennement envie d'agir et de payer. Par ailleurs, de nombreux lobbies tendent à agir efficacement pour ralentir la prise de

2. M. Godet, P. Durance, M. Mousli, 2010.

conscience[3]. L'absence de volonté politique globale, l'absence de leadership international, le poids de l'endettement pour de nombreux pays, ralentissent les perspectives d'un accord global et contraignant sur la limitation volontaire des émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, le marché européen des quotas d'émission demanderait une régulation renforcée et les perspectives de mise en place d'une taxe carbone sont politiquement indésirables. Tout ceci tend à renforcer les perspectives de développement des énergies fossiles, et à retarder les investissements dans les énergies non émettrices de CO_2 et l'efficacité énergétique. Les perspectives de réduction globale des émissions de gaz à effet de serre paraissent ainsi éloignées du calendrier, sauf en Europe où l'affirmation de nos objectifs pourrait nous donner un avantage compétitif dans le long terme. Les réponses aux effets du réchauffement climatique seront donc essentiellement des actions d'adaptation qui seront coûteuses, qui risquent d'accentuer les inégalités, et qui pèseront surtout sur les populations les plus vulnérables qui sont souvent les plus pauvres.

Le rôle attendu des responsables politiques et économiques de la planète, c'est d'accélérer la prise de conscience des dérèglements climatiques et de bien faire comprendre que des actions volontaristes, globales et immédiates seront moins coûteuses que l'inaction pour l'économie mondiale. C'est en fait le message pressant que lançait Nicholas Stern en 2006.

3. Al Gore, *The Future,* 2012.

Making the Case for Carbon Literacy

Antony Turner
Carbon Visuals

Human induced climate change is claimed to be the greatest challenge of the 21st century. Warnings from climate scientists get clearer and more focused but man-made carbon emissions continue to rise. Despite bizarre weather events increasing around the globe, business as usual is generally the order of the day. I am intrigued as to why, in society at large, there is only a minimal call to action from grass roots, no loud and clear call to address this issue.

The answer is of course that for most people climate change is simply too complicated and confusing to consider in their busy day-to-day lives. Complex eco-system interactions, strange timescales and decades-long time lags make this tough for people to grasp. Throw in climate computer modelling and lazy media reporting and it's no wonder people with busy lives are confused, or easily misled.

How can this lack of societal engagement be changed?

I believe a solution is to actively promote "carbon literacy" –the capability to engage with and understand the carbon implications of actions at every scale in the landscape of our lives. We need to have a real sense of the carbon intensity of our energy, our transport options and the buildings that we live and work in. In short we need to highlight the causes of climate change –greenhouse gases– rather than the difficult and negative aspects of the effects.

But there is a challenge. The cause of the problem, greenhouse gases, is invisible. And human society has a long history of avoiding dealing with invisible problems. However there is a precedent that may be useful.

In the early 1980s, scientists began to realise that chlorofluorocarbons (CFCs) –long-lived chemicals that had been used in refrigerators and aerosols sprays since the 1930s– were creating a "hole" in the ozone layer over Antarctica every spring. Images of the ozone hole were created that captured the public's imagination and these enabled everyone to 'see' the global effects of human activity on the atmosphere. Thus pressure was put on policymakers to confront the CFC manufacturers and an agreement – the Montréal protocol– was reached and a phase-out process started. The visuals had impact.

Making the invisible visible

In 2009, I co-founded a new business, Carbon Visuals, to create scientifically accurate visual images that could help communicate any carbon story or data set –in short to promote 'carbon literacy'. Our belief was that we could help people 'make sense' of otherwise abstract data by turning numbers (kilos, tons, gigatons) into volumes that sit in a familiar landscape or next to familiar objects. We have developed methods, tools and ideas that help visualise carbon emissions at all scales. We are making the invisible visible.

Images at a small scale help us to engage with issues around personal emission choices –for instance travel and home energy choices. For example, balancing the purchase cost, running costs and assumed efficiencies of different electric light bulb technologies –incandescent, compact fluorescent and LED– can be difficult. But an image[1] showing the actual volume of carbon dioxide emissions produced to create 24 hours of light can be a powerful way of helping a consumer choice.

Seeing at a glance the energy efficiency of multiple buildings[2] can be easier with map-based tools. Citizens in for instance a large city like New York can become aware of their collective carbon footprint with animated video and public display graphics[3]. And the emissions of thousands of power stations can be shown as real volumes in the locations they are produced[4]. Our aim is to enable all the world's emissions to be shown in ways that everyone can understand. Carbon literacy, most importantly, will mean engaged and informed citizens who can then provide politicians with a clear mandate. Without that mandate policymakers will be unwilling and unable to take the tough decisions in line with the carbon reduction pleas of the scientific community.

---

1. http://www.carbonvisuals.com/work/usa-specific-image-set
2. http://www.carbonvisuals.com/work/the-carbon-canyons-of-new-york
3. http://www.carbonvisuals.com/work/new-yorks-carbon-emissions-in-real-time.
4.http://www.carbonvisuals.com/proposals/visualising-the-carbon-footprint-of-all-us-power-stations

Putting a price on carbon emissions

The key solution to the climate challenge, according to Sir Nicholas Stern, is not technological –the technologies are available or being developed now. The solution is to put a price on carbon emissions from fossil fuels. Virtually every thoughtful economist and politician agrees with this remedy, though how to put it in practice is another challenge. But without carbon literacy the pricing of carbon emissions will, in my view, remain a pipe dream. Although as an optimist I see no reason why human society cannot design a global carbon pricing system that incentivises and enables the shift to a low-carbon future.

The London-based Carbon Tracker Project, in collaboration with the Grantham Research Institute for Climate Change and the Environment at the London School of Economics and Political Science, estimate that our available 'carbon budget' is 900 giga tons of carbon dioxide for an 80% probability of keeping below 2°C. Illustrating this huge number as an actual volume positioned over the U.K.[5] could help people understand the seriousness of the challenge.

Surely it would be possible to create an "upstream" carbon permit system that required all fossil fuel suppliers to purchase, through auction, this remaining carbon budget? Revenue would go to the recently formed Green Climate Fund which would help pay for developing countries to move straight to renewable energy power sources and also help all of us adapt to the damage starting to be caused now by climate change.

What is required is genuinely bold leadership, out-of-the-box thinking, and a clear understanding of the gravity of the problem, something which I believe will be helped by enabling carbon literacy everywhere in the world.

5. 5. http://www.carbonvisuals.com/blog/energy-bill
©Antony Turner, Carbon Visuals, 26 June 2013

Un constat sans appel

Philippe Germa
WWF France

Grâce à la conquête de l'espace, les hommes ont pris conscience de leur enfermement sur notre planète uniquement protégée par une mince couche atmosphérique. Depuis lors, la nature a pris pour eux une autre dimension : plus que les effrayer, elle est désormais leur devenir.

Voilà toute la mission du WWF, réconcilier l'homme et la nature afin que tous puissent vivre en harmonie sur une planète vivante. Loin d'être éthérée, cette vision est partagée par tous les membres de notre réseau, qui agissent au quotidien pour réduire l'empreinte écologique de l'Homme sur les écosystèmes,

– en suivant plus de 9 000 populations d'animaux sur plus de 2 600 espèces dans le monde allant des mammifères au poisson pour notre indice *Planète Vivante ;*

– en adoptant une démarche comptable d'hectares disponibles (hors ceux occupés par des infrastructures ou permettant l'absorption naturelle du C02) pour notre indice *Empreinte Écologique*.

Les éléments de réflexions qui en découlent nous seront utiles dans le cadre de nos travaux sur le choc des temps, puisqu'ils comparent ces populations entre 1970 et 2008, soit moins des dernières 40 années.

Le constat est sans appel : l'*Indice Planète Vivante Mondial* note une perte de 30% de la biodiversité du globe. Certes, elle est en augmentation de 31% dans les zones tempérées mais elle s'écroule irrémédiablement dans les zones tropicales pour atteindre une perte de 61%. *L'indice Planète Vivante Marin* répond au même schéma : on note une perte de 22% de la biodiversité marine, et même si elle a augmenté de 51% dans les zones tempérées, elle diminue de 62% pour les zones tropicales.

Quant à l'*Indice Planète Vivante Eau douce,* il constate une perte de 37% de la biodiversité dont +36% pour les zones tempérées, -70% pour les zones tropicales.

Du côté de l'*Empreinte Écologique de l'Homme,* l'hypothèque sur les générations futures est grandissante. En effet, il nous faut désormais un an et demi pour reconstituer les ressources naturelles renouvelables que nécessite le mode de vie des 7 milliards d'individus. En d'autres termes, cela signifie que nous vivons 4 mois sur 12 en créant une dette écologique sur les ressources renouvelables. Reconnu d'utilité publique par le décret du 24 mars 2004 et bénéficiant des articles 5 et 20 de la loi du 23 juillet 1987, ce constat est d'ores et déjà alarmant, sachant qu'il ne prend pas en compte les activités de cueillettes de la nature.

▶ Quelques exemples

• En premier lieu, la surpêche : depuis 1950 les zones pêchées par les flottes mondiales ont décuplé. Le cabillaud d'Atlantique Nord a diminué de 74% et son stock actuel ne lui permet plus de se reproduire. Je pose une question aux économistes réunis ici : comment valoriser un stock halieutique reproductible donc renouvelable ? Cette question se pose encore plus cruellement pour le thon rouge de Méditerranée, ou pour les requins chassés pour leurs ailerons, spécialités culinaires de certaines cuisines asiatiques auxquelles les classes moyennes peuvent désormais avoir accès grâce à leur pouvoir d'achat grandissant.

• Dans le même temps, l'agriculture, avec le développement de l'élevage, exerce une pression croissante sur les ressources naturelles et fragilisent les relations entre le Nord et le Sud. En effet, l'Europe est directement responsable de 23% de la déforestation de l'Amazonie par l'importation de compléments d'alimentation essentiellement en soja pour son bétail. Aujourd'hui, rares sont les individus qui négligent les impacts du changement climatique : sur une hypothèse désormais envisagée de 4 à 6 degrés centigrades supplémentaires d'ici la fin du siècle, le climat d'Aix sera proche de celui du Caire actuellement... Il y a donc urgence à modifier très fortement notre consommation mondiale d'énergies fossiles.

Bien sûr, nous ne serons plus là, mais nous ne pouvons qu'espérer la poursuite des Rencontres du Cercle des économistes par nos enfants dans cette magnifique ville, dans des conditions météorologiques acceptables, et dans une région encore riche de sa biodiversité.

Je pourrais multiplier ces exemples : le choc des temps, quand on évoque les ressources naturelles, c'est aussi et surtout celui du long

terme. Peut-on vraiment continuer la déforestation des forêts tropicales, principale ressource naturelle d'absorption du $C0_2$ pour nourrir le bétail ? Va-t-on continuer à épuiser tous les stocks halieutiques à la vitesse à laquelle nous le faisons ? Pourquoi aller chercher la dernière goutte de pétrole dans le dernier espace protégé du monde, dans les parcs naturels africains ou en Arctique ?

À ce propos, nous nous félicitons de la décision de Total cette année, sous la pression du WWF, d'avoir renoncé à exploiter ses permis dans les frontières actuelles du parc de Virunga en République Démocratique du Congo.

Quelques pistes de réflexions planétaires pour que le « choc des temps ne devienne pas un « choc de civilisation » dont nos enfants seront les premières victimes.

1. Le changement climatique est la priorité. Nous en avons tous pris connaissance, ici experts que nous sommes, comme nos gouvernants à travers le monde. Il faut maintenant faire partager cette urgence aux populations et agir mondialement.

Deux axes forts, la sobriété énergétique et un objectif mondial de 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2050. C'est un objectif ambitieux, il est souhaitable et possible.

2. Une gestion des ressources naturelles renouvelables par une gouvernance adaptée faisant appel à l'ingénierie écologique encore balbutiante et des outils économiques globaux nouveaux permettant d'optimiser leurs gestions.

3. la généralisation des principes de l'économie circulaire pour les ressources naturelles épuisables.

Ces trois réflexions que je porte à votre attention ne sont bien sûr pas exhaustives. Elles donnent aux économistes réunis ici quelques pistes de travail, pour eux comme pour leurs étudiants qui auront demain la lourde tâche de faire le bilan de ce que nos générations avides de croissance et de profits à court terme leur auront laissé.

« Retrouver l'aspiration multimillénaire de l'humanité à l'harmonie »

Pierre Gadonneix
Conseil Mondial de l'Énergie

Il n'y a pas de revanche de la nature ! Au contraire : la nature met de plus en plus de ressources, notamment fossiles, à notre disposition. En revanche, la condition pour bénéficier positivement du sursis qu'elle nous offre passe par l'acceptation sociale des enjeux de ce délai et des solutions de long terme, qui seront inévitables pour décarboner notre économie. Plus qu'une revanche de la nature, c'est donc plutôt le temps de la réconciliation entre l'économique et le social.

▶ **La prise en compte des enjeux de la nature nous oblige à réconcilier l'économique et le social. Comment faire ?**

Il faudra n'utiliser les ressources fossiles qu'en vue de faciliter l'acceptabilité sociale et donc garantir la faisabilité d'une transition énergétique, de toute façon inévitable.

Les énergies fossiles sont encore là pour longtemps.

D'un côté, c'est une bonne nouvelle car elles sont nécessaires dans des secteurs comme le transport aérien ou routier, pour lesquels aucune énergie alternative compétitive n'est à ce jour disponible.

D'un autre côté, le changement climatique est une réalité – selon les experts, nous serions déjà sur une trajectoire catastrophique, à plus de +6°C d'ici 2050, au lieu des +2°C recommandés – et le prolongement de l'utilisation des énergies fossiles ne fait qu'augmenter le coût de la réduction des émissions de CO_2 et de l'adaptation future au changement climatique.

Ainsi, l'adaptation au changement climatique dans les seuls pays en développement coûtera, sans mesures pour réduire les émissions, de 75 à 100 milliards de dollars/an d'ici 2050, selon la Banque mondiale (2009). Des mesures prises maintenant pourraient réduire cette facture et les risques inacceptables.

Toutefois, un cheminement trop brutal pour s'émanciper des énergies fossiles limiterait les coûts d'adaptation mais butterait sur l'acceptation sociale et aurait peu de chances d'être réalisable. Les comportements et représentations exigent du temps pour évoluer. Aussi, il semble plus sage d'envisager un cheminement vers la décarbonation certes plus long, car utilisant les ressources fossiles disponibles, plus coûteux économiquement en absolu, mais mieux accepté, donc faisable et mieux réalisé, car perçu comme plus juste et plus raisonnable. L'Europe actuellement montre bien les limites sociales d'une ambition trop forte en matière de décarbonation rapide, entre autres tenue responsable de la perte de compétitivité de l'Union et de la «double peine» que celle-ci subit : chômage et pouvoir d'achat en baisse.

Aussi, profiter du nouveau délai offert par des ressources fossiles supplémentaires ne se fera qu'à la condition, comme «Cendrillon», de garder le chronomètre en tête en fixant des caps à long terme, et de substituer les ressources décarbonées aux ressources fossiles dès que cela est possible pour ne conserver les ressources fossiles que là où elles sont strictement nécessaires ; d'engager dès maintenant des actions de long terme pour décarboner le système ; d'investir dans la R&D sur les technologies de capture et de séquestration du carbone ; de préparer l'adaptation et de progressivement susciter l'adhésion de l'opinion publique à la transition énergétique en mettant en débat les arbitrages entre coût de l'énergie et environnement.

Engager dès maintenant des réformes structurelles des systèmes énergétiques en fixant un objectif en matière d'efficacité énergétique et de décarbonation.

L'efficacité énergétique, selon l'IEA, permettrait globalement de réaliser 40% des réductions d'émissions de CO_2 nécessaires d'ici 2050, et à de nombreux pays de faire face à leur facture énergétique. Le potentiel est immense, notamment dans le bâtiment, où 80% des économies possibles restent à faire, et dans les transports, très carbonés.

Par ailleurs, la décarbonation de nos systèmes est d'ores et déjà possible avec 3 options : les nouvelles énergies renouvelables, à déployer là où elles sont compétitives, où les potentiels sont les meilleurs et où l'intégration aux réseaux existants peut se faire sans surcoûts ; le nucléaire dont le développement mondial continue (60 centrales en construction dans le monde) mais est subordonné à l'acceptation des opinions publiques ; la Capture et Séquestration du Carbone (CSC).

Concrètement, il faut déployer les technologies et les mesures selon des timings précis (maturités des technologies, contexte), la localisation des meilleurs potentiels et l'intégration aux infrastructures existantes.

Certaines technologies de production sont déjà compétitives et peuvent être déployées maintenant (éolien terrestre, hydraulique, nucléaire, Cycles Combinés Gaz…) ; certaines le seront demain : solaire PV, éolien *off-shore,* CCS... et peuvent voir encore leurs coûts baisser. C'est aussi vrai pour l'efficacité énergétique.

▶ **Les engagements nationaux de long terme n'auront d'efficacité que dans le cadre de gouvernances régionales et mondiale renouvelées.**

L'exemple européen : sans véritable gouvernance, l'Europe fait face à des difficultés qui remettent en question ses objectifs de long terme.

L'Europe a moins réduit ses émissions de CO_2 que les USA sur 2006-2012, et son marché carbone s'est effondré (<3 euros/tonne en 05/2013), ne donnant plus de signal incitatif à la décarbonation ; ce qui est précisément le résultat contraire à toute la politique européenne menée ces 20 dernières années.

Par ailleurs, l'installation de surcapacités énergétiques renouvelables (EnR), largement subventionnées, a engendré des surcoûts contestés partout en Europe. En Allemagne, le surcoût des EnR pour le consommateur résidentiel et les PME via l'équivalent CSPE est de 50 euros/MWh en 2013.

Enfin, le rêve de leadership industriel européen sur les filières vertes et smart ne s'est pas réalisé face à la concurrence asiatique.

Au niveau global, sans gouvernance, nous n'atteindrons pas nos objectifs communs.

Tous les pays, conscients de l'enjeu climatique, y font face à leur manière. Mais ils lient cet enjeu à deux autres enjeux globaux : sécurité d'approvisionnement et acceptabilité sociale des énergies.

La Chine, premier consommateur d'énergie, consacre 3,2% de son PIB en imports de pétrole en 2012. La sécurité d'approvisionnement est la principale préoccupation. Toutefois, le pays, face à de graves problèmes d'environnement, entre, à marche forcée, dans une «civilisation écologique».

L'Inde dépense 8% de son PIB en imports de pétrole en 2012 ! L'Inde développe notamment le nucléaire mais les projets, face à des mouvements de protestation, sont retardés. L'acceptabilité des infrastructures et des technologies est clé pour sécuriser à long terme l'approvisionnement.

Il faut faire levier sur la demande de nombreux pays d'une gouvernance mondiale sur la sécurité des énergies, notamment nucléaire, et la sécurité d'approvisionnement pour mettre en place une gouvernance plus globale.

▶ **Une gouvernance véritablement opérationnelle, mondiale, doit être mise en place.**

Il s'agit d'assurer la sûreté de toutes les énergies, aucune n'étant exempte de risque ; la sécurité énergétique et la lutte contre la pauvreté énergétique via des règles de commerce international favorables aux transferts de technologies propres ; et évidemment la protection du climat, en donnant une valeur au CO_2 et fixant des objectifs communs globaux.

Pour finir, il semble qu'aujourd'hui le timing est le bon pour mettre en place cette gouvernance mondiale. L'Europe peut jouer un rôle clé pour promouvoir cette gouvernance et la France en particulier, qui accueillera en 2015 les négociations internationales sur le climat, et a légitimement l'opportunité d'être force de propositions.

Ainsi que l'a théorisé Edgard Morin, dépassons «les insuffisances et carences de l'idée de réforme et de révolution dans cette notion de métamorphose qui combine conservation et transformation pour retrouver l'aspiration multimillénaire de l'humanité à l'harmonie.»

Växjö, Sweden – the Success Story

Bo Frank
Mayor, City of Växjö

Växjö is the name of the city where the roads meet the lakes. "Väg" in Swedish means road and "sjö" means lake –Växjö. This since we have as much as seven lakes connected to the heart of the city and even more if we broaden the perspective. To give a fair view of how Växjö got to be such a leading example on the road towards a more sustainable environment we have to begin where the story once started. Växjö was a city, which for a long period of time had suffered from problems with the water quality of its lakes. Therefore a decision was made in the 1970s to implement a restoration of lake Trummen. An extensive cleansing was carried out and never before had that much sludge been taken out of a lake. This got a lot of attention around the world and after this action Växjö continued to work on the quality of the water in two other lakes, Växjösjön and Södra Bergundajsön. The successful projects of restoring the lakes was followed by actions by the local energy company VEAB, which started the development of a biomass-based energy supply to reduce the use of oil which as of today is close to minimum.

In 1995, the sparkle of successful environmental initiatives led to the development of a close collaboration with the biggest environmental NGO in Sweden, Swedish Society for Nature Conservation (SSNC). Trainings, seminars and intense dialogues at roundtable meetings in different ways tackled the subject of how Växjö could be outstanding and unique in some ways. After one of these sessions in 1996, a seminar on the importance of reducing the CO_2 emissions, the mayor made a statement that he did not believe it was possible to continue using fossil fuels. Shortly after this a unanimous political decision was made, which Växjö is said to have been

the first municipality in the world to agree on: Växjö would be a fossil-fuel-free city.

The media quickly got their eyes on Växjö after this decision and the coverage of the environmental work in Växjö has been comprehensive in both national and international media since then. The bold decision to be a fossil fuel free city gave Växjö a reputation to be one of the front runners in the field and reports were published in media such as Le Monde magazine, NBC and BBC. Today Växjö is also known to be the Greenest City in Europe. This was coined when a reporter from BBC contacted the international environmental organization ICLEI –Local Governments for Sustainability. The reporter wanted to know which city was the greenest in Europe since he wanted to do a story on it, and ICLEI replied: "Go to Växjö!". Now this is a part of the vision of how Växjö sees its future!

Besides the restoration of the lakes, the development of a biomass-based energy supply and the decision that Växjö would be fossil fuel free, a lot of other things have been done in Växjö over the last years in the environmental area.

Smart storm water solutions were integrated in the city planning, the first eight-storey building in Europe with a construction completely in wood was erected, passive houses heated with the energy of the residents and their electrical devices were built as well as a sewage plant that converts sludge and food waste to biogas –among other things. However, there are still three main challenges for Växjö today. There are solutions to these challenges and it is an ongoing project of hard work to meet them, which only comes with dedication.

Växjö aims to achieve:

1. *A sustainable transport system.* This sector is *e.g.* currently being dealt with through the installation of city buses, which run on biogas, prioritization of sustainable mobility and reduction of the municipal transportation of goods through central loading. Växjö also takes part in a EU South-Baltic project called ELMOS, which aims at raising awareness and knowledge among the population of electric mobility through the lending of electric bikes.

2. *Higher energy efficiency in existing buildings.* The work towards meeting the goal to reduce energy losses in existing buildings is also on the roll, mainly through participation in the project SmartCities READY under the EU seventh framework program which aims at refurbishing apartments and municipally owned properties for higher energy performance.

3. *Further improvement of the quality of the city lakes water quality.* Plans of additional restoration of Växjösjön and Södra Bergundasjön are under way and we are currently carrying out yet another project, Life4Lakes, which runs

under EU environment LIFE program. This project includes the development of a River Basin Management Plan, which elaborates restoration of heavily nutrient-loaded lakes and lake systems as well as demonstration of chemical treatment of lake sediments.

As one can see there is a lot to the success story of Växjö! A lot of actions have been made, dedicated work is being carried out in this very moment and plans are being made for future development. How is all this possible? The secret is nothing more than cohesion among politicians, ambitious officials and good cooperation with the business sector and the university. This may seem like a huge task to coordinate but in the end, it is nothing more than a collective, genuine wish and ambition for a more sustainable society.

À la veille d'une nouvelle révolution verte

Xavier Beulin
Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

▶ **L'agriculture est confrontée à plusieurs défis parmi lesquels :**

– une augmentation forte de la demande alimentaire mondiale ;

– une réduction des facteurs de production (terres arables, eau, fertilisants…) ;

– des changements climatiques avec une récurrence des phénomènes excessifs, ouragans, sécheresses, inondations…

– des concurrences accrues entre les grands pays.

▶ **Face à ces défis, même s'il n'y a pas de réponses exclusives, on peut au moins cibler quelques grandes orientations :**

– l'agriculture devra être de plus en plus économe, donc durable ;

– en France, c'est autour du concept « d'agriculture écologiquement intensive » défini par Michel Griffon, que tentent de s'orienter les agriculteurs.

En d'autres termes, les agriculteurs français visent la double performance économique et environnementale. Enfin, il est désormais reconnu par tous que pour nourrir 9 milliards de personnes à l'horizon 2050, nous aurons besoin de toutes les agricultures du monde, dans leurs diversités. Autrement dit, la théorie des années « 1990-2000 », où de la Banque mondiale en passant par le FMI et l'OMC, le discours était le même : « Libre-échange » ; une partie du monde produit, l'autre importe et consomme !

▶ **Quelles actions conduire ?**

Tout d'abord, un constat :

– Depuis une quinzaine d'années, les différentes politiques publiques (nationales et communautaires dont la PAC) ont conduit à une forme de

spécialisation verticale de l'agriculture, on a cherché à optimiser tant au niveau des exploitations agricoles, qu'au niveau des filières.

– Dans le même temps, en France, en part relative de ses dépenses, le panier de la ménagère n'a cessé de décroître pour atteindre, en 2012, moins 10%.

– Mais dans le même temps également, la part agricole a fortement diminué dans le coût alimentaire des produits. Sur 100 euros de valeur alimentaire, 7,80 euros reviennent à l'agriculture, tout le reste étant constitué des coûts de transformation, de distribution[4]…

Aujourd'hui, il convient de travailler à la mise en œuvre d'une économie agricole circulaire. Concrètement, il s'agit d'établir de nouvelles relations entre secteur végétal et secteur animal, par une approche plus systémique, articulée autour de deux dimensions :

La contractualisation et le territoire

Un exemple d'économie circulaire :

– des céréales qui nourrissent des animaux ;

– des animaux qui rentrent dans une chaîne de transformation avec de la valeur ajoutée, des emplois…

– des effluents d'élevage, associés à des matières vertes passées par une biométhanisation avec production d'énergie ;

– des digestats de biométhanisation qui serviront de fertilisants pour les productions végétales.

Enfin, un élément fondamental doit être réaffirmé : l'importance de la recherche, de l'innovation et de la formation des acteurs.

Ces orientations ne peuvent en aucun cas renvoyer vers une agriculture du passé. Au contraire, plus que jamais, ces démarches systémiques font appel à de nouvelles conceptions, de nouvelles connaissances.

Mais elles font également appel à l'accès, par les agriculteurs, à de nouvelles technologies ; c'est déjà le cas avec l'informatique embarquée, avec l'utilisation de moyens satellites, les différents outils d'aide à la décision.

Dans le domaine, certes encore très controversé en France et en Europe, des biotechnologies, les progrès peuvent être également très prometteurs ; plantes plus résistantes (stress hydrique, résistances aux maladies…), amélioration de la qualité nutritionnelle, enrichissement en vitamines et acides aminés, etc.

Bref, nous sommes peut-être à la veille d'une nouvelle révolution verte, où les dimensions sociales, humaines, économiques et environnementales vont se recombiner plutôt que de s'opposer.

4. Selon l'Observatoire des Prix et des Marges.

L'eau, principal enjeu du XXIe siècle

Jean-Louis Chaussade
SUEZ ENVIRONNEMENT

On a dit que le XXIe siècle serait celui du réchauffement climatique. Je pense plutôt que ce sera le siècle de l'eau. Tous les phénomènes vont se focaliser sur la disponibilité de l'eau.

Je parlerai d'abord de la pression que la nature et le monde que nous avons construit font peser sur l'eau. Ensuite, je montrerai que c'est un phénomène interconnecté. Enfin, j'essaierai de dégager quelques pistes de solutions.

▶ Moins d'eau pour chacun

Pourquoi l'eau sera-t-elle un sujet aussi important au XXIe siècle ? Parce que même si les quantités d'eau sont à peu près stables sur la planète, chaque individu, qui disposait au début du XXe siècle d'à peu près 15 000m^3, n'en aura plus en 2030 ou 2040 que 3 000 environ. Or, la sécheresse commence aux alentours de 2 000m^3 et le stress hydrique aux alentours de 1 400m^3. Comme ce sont des moyennes, ces chiffres signifient que certaines zones de la planète seront en stress hydrique de manière extrêmement forte. On estime que, en 2030-2040, à peu près la moitié de la population mondiale vivra des épisodes de stress hydrique. La ressource nécessaire sera de 40% inférieure à ce dont nous aurions besoin.

L'augmentation de la population mondiale accélère ces phénomènes, ainsi que l'urbanisation : les deux tiers de la population mondiale vivront dans des villes en 2030. De plus, l'émergence de classes moyennes provoque des changements chez les nouveaux membres de ces classes dans leurs habitudes alimentaires et leur mode de vie. En Chine, la classe moyenne compte entre 200 et 250 millions de personnes. Les chiffres sont à peu près les

mêmes en Inde et sont en forte croissance. On l'a dit pour la problématique de la viande : en gros, consommer des grains équivaut à 1, consommer de la viande rouge équivaut à 10. Dans des pays où l'on parle en milliards d'habitants, les changements alimentaires vont avoir un impact considérable sur les modes de production agricole et sur la consommation d'eau.

▶ Un phénomène interconnecté

Les ressources en eau sont ce qu'elles sont et il faut se les partager. Aujourd'hui en France, l'agriculture consomme à peu près 50% de l'eau disponible ; mais dans le reste du monde, l'agriculture en consomme 70%, l'industrie 20% et la consommation humaine n'a droit qu'aux 10% restants. Progressivement, les besoins en agriculture et en industrie vont nécessiter de répartir différemment l'eau dont nous disposons. On ne peut pas empêcher les gens d'avoir une industrie. L'énergie, par exemple, consomme beaucoup d'eau, que ce soit pour refroidir un réacteur nucléaire ou pour un cycle combiné. Tous les besoins qui naissent, agricoles mais aussi humains, sont en forte croissance.

▶ Quelles solutions ?

Pour atténuer cette pénurie dont sont responsables à la fois l'industrie (le développement et le bien-être des populations) et l'agriculture (la nourriture), il faut trouver des consensus en particulier celui de la gestion des usages de l'eau. On se trompe si on croit que l'on pourra, comme autrefois, implanter dans une même région n'importe quelle agriculture, n'importe quelle industrie pour n'importe quel type de consommation – sans même parler du tourisme, du transport fluvial, etc.

À l'échelle de la planète, quelques grands fleuves sont ainsi sujets à des convoitises parce que nous sommes en train d'essayer de les utiliser sans gérer correctement les usages. Pour gérer les usages, il faut un consensus. Dans un bassin fluvial, il faut que tout le monde se parle. C'est encore plus compliqué lorsque plusieurs pays sont impliqués ; mais déjà, à l'échelle de la France, il faut se réunir et discuter des usages de l'eau et de sa répartition dans des bassins tels que la Seine, la Garonne, la Dordogne, le Rhône, etc. Ce dialogue, qu'il faut organiser et qui ne l'est pas encore vraiment, est un élément essentiel des dix ou vingt ans qui viennent. Pour l'instant, le fleuve appartient à l'État et chacun y pompe ce qu'il veut. Ce système-là a, selon moi, atteint ses limites.

Il faudra aussi gérer la maîtrise des consommations, aussi bien les nôtres que celles de l'agriculture et de l'industrie. Des techniques sont en train d'être mises en place, afin d'essayer de rendre les mêmes services avec une quantité d'eau plus faible.

Enfin, il y aura les ressources alternatives. Certains pays ne pourront pas s'en passer, à commencer par la Chine. Le pays représente 23% de la population mondiale pour seulement 8% des ressources en eau. Quand vous consommez un litre d'eau à Pékin, vous faites baisser d'autant la nappe phréatique, qui n'arrête pas de baisser. C'est pour cette raison que les Chinois entament des travaux gigantesques : détournement d'un affluent du Yang Tsé afin d'amener l'eau à travers le Fleuve jaune, construction d'usines de dessalement, recyclage.

L'eau est à mon avis la priorité du XXIe siècle. Pour la préserver, il faudra non seulement des technologies nouvelles, mais aussi un consensus sur la manière dont nous utiliserons cette ressource unique et rare.

Qu'y a-t-il de nouveau sur le front du réchauffement climatique ?

Luc Oursel
AREVA

Ces dernières années, partout dans le monde, les opinions publiques se sont saisies du sujet et nombre de gouvernements ont d'ores et déjà pris de premières initiatives pour lutter contre le dérèglement climatique. Mais on peut regretter l'absence de réponses coordonnées au niveau international.

La nouveauté absolue est que la communauté du monde de l'énergie, non seulement y réfléchit, mais y travaille déjà. Alors qu'il subsiste encore des incertitudes sur la dynamique du mouvement du réchauffement climatique (sur la constante de temps), il n'y a plus d'incertitude quant au fait que les transformations nécessaires de l'outil énergétique demanderont beaucoup de temps, beaucoup d'argent. Il faut donc s'y atteler tout de suite.

La décroissance n'est pas une réponse, ni l'application trop stricte du principe de précaution. Je milite plutôt en faveur du principe de responsabilité, qui associe le pouvoir politique, les industriels et les parties prenantes pour satisfaire les attentes de nos concitoyens.

En matière de lutte contre les gaz à effet de serre, la première réponse est l'efficacité énergétique. Mais il est vain de penser que l'efficacité énergétique sera la seule réponse. Il est nécessaire de privilégier les transferts d'usage des énergies fossiles vers l'électricité, dont les besoins vont croître sous l'impulsion des nouveaux modes de consommation et de transport. Les scénarios tablant sur un ralentissement de la consommation en énergie et une croissance de l'électricité dans les besoins énergétiques sont tout à fait réalistes.

La responsabilité des entreprises est de développer les technologies qui répondent à ces enjeux.

D'un point de vue personnel, je ne crois pas à l'opposition idéologique et stérile entre les différentes technologies. Je pense qu'en la matière, le nucléaire et les renouvelables sont des réponses complémentaires pour produire de l'électricité décarbonée. C'est aussi la conviction des Français : un sondage récent montre que seuls 10% de la population pense que le nucléaire est un frein au développement des renouvelables.

Dans de nombreux pays, le nucléaire est en développement. Par exemple, la Suède, qui avait envisagé de renoncer au nucléaire il y a quelques années, a décidé de poursuivre et étudie actuellement la construction de nouveaux réacteurs. Autre exemple, l'Arabie Saoudite, premier producteur de pétrole et premier détenteur de réserves d'hydrocarbures, a décidé de s'orienter vers le nucléaire pour la production d'électricité.

AREVA poursuit le développement du nucléaire, avec l'obsession de la sûreté, du progrès continu et de la transparence. Nous continuons à travailler sur les retours d'expérience de l'accident de Fukushima, dans le cadre d'une coopération internationale.

La croissance du nucléaire, n'empêche pas et doit permettre le développement des renouvelables, notamment en le finançant.

Prenons le cas de l'Europe. La situation de départ est extrêmement hétérogène. La France pour produire 1 kWh d'électricité, produit 80g de CO_2, l'Allemagne 450g et le Danemark 560g. Ce dernier pays est pourtant celui qui a le plus développé l'énergie éolienne (30% de sa production d'électricité). Ces chiffres montrent que lorsqu'on développe des énergies renouvelables, il faut également disposer d'une autre source qui fournit l'énergie de base pour pallier l'intermittence du vent ni du soleil.

De ce point de vue, la politique énergétique européenne actuelle est un échec. Elle est fondée depuis quelques années sur une dérégulation totale du secteur et sur un développement massif et trop rapide des énergies renouvelables. Le résultat n'est pas probant en termes de réduction des émissions de CO_2.En 2012, celles-ci ont même augmenté en Allemagne, alors que les subventions aux renouvelables y atteignent 20 milliards d'euros.

Au total, l'Europe, qui subventionne les renouvelables à hauteur de 50 milliards d'euros par an, se retrouve dans une situation paradoxale : alors que nous avons besoin de transformer notre système de production d'électricité, l'excès de production de renouvelables a fait s'effondrer les prix sur le marché de l'électricité, ne justifiant plus aucun investissement. Le projet de donner une valeur au CO_2 a totalement échoué, celle-ci n'ayant cessé de baisser depuis sa mise en place. Et l'intermittence des renouvelables fait peser un risque accru sur la sécurité d'approvisionnement du fait de

l'inadaptation des réseaux. Il nous faudra donc développer de nouvelles infrastructures et de nouvelles lignes de transport – et vous savez comme moi la difficulté de les faire accepter par nos concitoyens.

La politique énergétique européenne est aussi un échec en termes industriels. Depuis son lancement, 40 000 emplois dans le photovoltaïque ont disparu en Espagne. 80% des panneaux photovoltaïques qui ont été installés en Allemagne viennent de Chine. La dérégulation du marché ne s'est pas traduite par une amélioration significative des prix, et n'a pas créé d'emplois, alors que l'Europe est historiquement la région ayant développé des industriels performants dans le domaine de l'électricité.

Que faut-il faire ? Nos concitoyens ne comprendraient pas que nos décisions se traduisent par une détérioration de la compétitivité de nos entreprises. Plus de 6 millions d'entre eux ont d'ores et déjà des difficultés à payer leur facture énergétique. Il est donc impératif d'être très attentifs à l'impact des politiques énergétiques sur le prix du kWh.

Il faut donc une transition progressive. Toutes les politiques énergétiques menées par des à-coups, par chocs, par accélérations excessives, ont été des échecs. Il faut aussi un objectif unique, européen de réduction des émissions de CO_2.

Il faut rétablir les contrats de fourniture d'électricité à long terme, l'Europe les interdisant pour l'instant. De grands programmes de R&D doivent être lancés. Enfin, en soutien, il faut une véritable politique industrielle qui favorise la création d'activités industrielles et le développement de leaders industriels capables d'exporter sur les marchés internationaux.

L'adhésion des opinions publiques et de nos concitoyens à ces transformations va demander des efforts. Elle dépendra de notre capacité à démontrer que nos solutions produisent un kWh économique, qu'elles sont respectueuses de l'environnement, et qu'elles apportent une réponse au problème endémique du chômage.

Échanges

Clémence Bollenot, *lauréate du concours «Inventez 2020»*

Comment faire en sorte que les gens prennent conscience des problèmes de la planète et agissent vraiment au niveau global (pas seulement dans les pays développés) ?

Pierre Gadonneix

Je me posais la même question que vous, compte tenu des expériences internationales que j'observe. J'arrive à deux réponses.

La première est qu'il est nécessaire de débattre. L'enjeu essentiel d'un débat sur la transition énergétique est de faire prendre conscience à l'opinion publique qu'il y a un compromis à trouver entre le coût de l'énergie à court terme et les préoccupations de long terme. En Angleterre, le débat a duré quatre ou cinq ans. Il n'a pas abouti à un plan précis et détaillé, mais du moins la prise de conscience a-t-elle été unanime.

Deuxièmement, je pense que faire la meilleure performance dans la plus belle ville du monde serait très bien, mais que l'enjeu est planétaire. Prenez un grand enjeu tel que le réchauffement climatique : c'est un problème mondial. Or, l'Europe n'est plus le leader d'opinion. J'en ai fait l'expérience lors des négociations internationales à la suite de Kyoto. A Copenhague, l'Europe est arrivée convaincue (avec une certaine légitimité) qu'elle avait des solutions, qu'elle avait montré l'exemple et donc que le monde devait suivre. Cela ne s'est pas passé du tout ainsi. Une des solutions serait que, lors des négociations internationales, l'Europe accepte de prendre des voies pas trop éloignées de ce que fait le reste du monde. Sinon, cela ne sert à rien.

Bo Frank

I do believe in global warming, but I do not believe in global actions. All emissions are taking place at the local level, in a city or in a municipality. The only sustainable way is to communicate with the citizens, to encourage them to

take an active role in energy transition. For example, all citizens in my city help to produce biogas. They collect all organic waste, put it in a separate box, and we then produce biogas for local public transport.

Each citizen is involved. Each citizen is also involved in making the right choice when they are consuming. Each citizen is involved when they are buying a new car. Each citizen can make a difference. The communication process between politicians, business, the university and citizens is very important. Involving the citizens is a sustainable way to make a transition.

Philippe Germa

Le monde est global, les entreprises sont globales, les ONG telles que la mienne sont globales ; comme on ne peut pas regarder l'avenir dans un rétroviseur, on est nécessairement dans la globalisation.

J'ai passé une semaine avec mes collègues mondiaux, trois cents personnes venues du monde entier, du Bouthan aux États-Unis en passant par la Chine. Nous avons défini un certain nombre d'actions globales, dont nous devons ensuite discuter avec les gouvernements – qui eux, sont locaux, c'est là le vrai problème : ils ont perdu.

Nous discutons beaucoup avec les institutions internationales. Elles sont très anglo-saxonnes : nous essayons d'y apporter des idées latines. Moi, j'ai la charge de la francophonie et de l'UNESCO qui est à Paris. C'est ainsi qu'on y arrivera : il faut aller dans la globalisation pour changer les choses.

Luc Oursel

Effectivement, les débats constituent la première réponse. Les enjeux énergétiques ne sont pas des sujets sur lesquels un choix économique s'impose : la décision finale est toujours politique. Il faut donc que les décideurs politiques appuient ces décisions sur des débats. En France par exemple, la nouveauté est que le débat n'est plus réservé au parlement : le gouvernement l'a élargi aux ONG, aux universitaires, aux groupes d'experts et à un certain nombre de citoyens.

Il est également important, étant donné la complexité du sujet, d'éviter les idées simples. Il faut du global, du local... toutes les réponses ne sont pas les mêmes. Je crois beaucoup à l'enseignement : il faut redonner, dans les programmes d'enseignement (qu'ils soient scientifiques, techniques, économiques...), une place importante aux sujets concernant l'énergie.

Xavier Beulin

On oppose souvent la réglementation à l'incitation, le global au local, la réduction de consommation énergétique à la croissance. Il faut rapprocher tous ces termes.

Il faut aussi tenir compte des situations très différenciées. Nous le vivons particulièrement en agriculture : on ne s'adresse pas à des publics différents de la même manière. Quand vous avez affaire à 500 000 exploitations agricoles (ou à 12 millions à l'échelle européenne), vous ne tenez pas le même discours que lorsque vous vous adressez à trois ou quatre grandes entreprises qui constituent un secteur à elles seules.

Antony Turner

The core of the problem is that we are changing the atmosphere of the planet. We do not see it; it is invisible. We are putting over 80 million tons of CO_2 into the atmosphere every day. It is all coming from every action we are doing, right down to the local level. So we need to find a new language, a new way of understanding this, and get everybody involved in the conversation and the debate. I do not believe we can do that unless we make it visible, as something we can really see. I think that is part of the solution.

Jean-Marie Chevalier

Ce tour de table nous a rassurés sur le fait qu'il y a encore beaucoup de matières premières : pétrole, gaz, charbon. Ce qui m'inquiète, c'est que ces matières premières se financent sans aucun problème : vous pouvez lever des milliards de dollars pour financer le développement d'un gisement de pétrole ou de gaz. En revanche les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, le nucléaire sont plus difficiles à financer. Or, le financement va être une contrainte majeure dans les vingt ans à venir.

Trois idées pour conclure

Premièrement : les mesures. Elles sont difficiles, complexes et ne tiennent pas toujours compte de toutes les interdépendances auxquelles nous sommes confrontés. Ainsi, les mesures se polarisent actuellement sur le CO_2 et ignorent quelque peu les autres gaz à effet de serre, notamment le méthane. Il y a donc des changements à opérer dans la problématique globale du changement climatique. Le physique et le financier également sont interdépendants - Chicago : quarante-cinq fois les transactions sur le blé, même chose pour le pétrole. C'est un problème extrêmement difficile mais qu'il faut chercher à mesurer. Souvent nous tombons, nous économistes, sur des séries dans lesquelles nous faisons des traitements économétriques compliqués ; après quoi, *there is no statistical evidence.* Nous sommes coincés par une réalité que l'on a du mal à mesurer de façon précise et incontestable et cependant, il faut agir.

Deuxième point : la gouvernance. Il faut en articuler les différents niveaux. Nous avons une gouvernance globale (un peu bloquée pour l'instant) ; une gouvernance européenne (et je trouve un peu dur le procès sur l'absence de politique énergétique européenne : nous avons un avenir, seulement il faut beaucoup de travail) ; une gouvernance nationale, avec le débat actuel en

France ; enfin, pour compléter tout cela, une gouvernance locale. Les défis actuels impliquent d'agir à tous ces niveaux, d'une façon que l'on doit rendre complémentaire.

Au niveau local, il y a ceci d'amusant que les problèmes sont pris de façon horizontale : la question n'est pas seulement énergétique, mais concerne également la liaison entre l'énergie, les déchets, les transports, l'agriculture, etc. C'est une problématique nouvelle. Elle peut entraîner des adhésions publiques – et nous avons vu qu'il s'agit d'un enjeu important dans la définition de la nouvelle politique sur ces sujets. Il faut préparer avec attention Paris 2015, qui va être un grand rendez-vous. D'ici-là, nous avons beaucoup de travail à faire.

Troisième point : la diversité. Une très grande diversité d'opinions s'est exprimée autour de cette table. Il faut respecter les opinions des uns et des autres : personne n'est tenu d'avoir la vérité. « Incertitude et modestie, tels sont les principes des économistes », a dit Jean-Hervé Lorenzi dans une interview aux *Echos*. Notre monde est submergé par les incertitudes de tous les côtés. Cela implique d'être modeste et d'admettre qu'on n'a pas la vérité infuse.

Il faut donc combiner de façon intelligente les différentes réponses que nous pouvons trouver. Pour ce faire, il faut favoriser l'expérimentation. Elle est possible à tous les niveaux. Esprit d'entreprise, volonté d'innover pour construire ensemble les systèmes énergétiques du futur : voilà ce dont nous avons besoin. La diversité est, en définitive, un principe essentiel pour aborder les problèmes d'énergie et de climat dans les années qui viennent. C'est une source formidable d'innovation pour construire le monde de demain.

7.

Innovation et obsolescence programmée

L'innovation est un moteur de la croissance et un des moyens de la réorienter. L'obsolescence programmée de certaines technologies est-elle une des manières de l'encourager ?

Les entreprises décident de remplacer une technologie ou un produit par un autre. Elles mettent en balance les coûts de l'investissement, le risque de cannibaliser leurs propres produits et d'un autre côté le risque d'être supplanté par un concurrent plus réactif. Côté consommateur, un produit techniquement supérieur est-il toujours un progrès ? Pour les précédents investisseurs, une nouvelle technologie peut les priver de leurs revenus et les décourager d'investir dans le futur. Sont ainsi mis en balance objectifs publics et privés et il faut s'interroger sur leur équilibre. On abordera donc les questions suivantes : Faut il prévoir une obsolescence pour garantir l'innovation ? Quelle conséquence sur la consommation ? Comment encourager l'innovation sans négliger la recherche fondamentale ? Le temps du savant et le temps du financier sont-ils si différents ?

Contribution du Cercle des économistes
Marc Guillaume

Témoignages
Charles Beigbeder • Loraine Donnedieu de Vabres-Tranié • Anil Gupta
Philippe Lazare • Dominique Maillard • Alec Ross • Bethlehem Tilahun Alemu

Modérateur
Christian Ménanteau

Le paradoxe de l'innovation et de l'obsolescence programmée

Marc Guillaume

Il y a dans le rapprochement de ces deux termes, innovation et obsolescence, une composante de provocation.

Le premier, c'est vraiment, dans la crise économique des pays développés, l'équivalent de la garde impériale à la fin de la bataille de Waterloo : «espoir suprême et suprême pensée». Et certes, il ne suffit pas de l'invoquer et, pour paraphraser de Gaulle, sauter sur sa chaise comme un cabri en disant «Innovation! Innovation! Innovation!» Mais les entreprises d'une part, les pouvoirs publics d'autre part sont à juste titre convaincus que c'est par l'innovation principalement que la crise peut être surmontée et multiplient les efforts et les mesures dans ce sens. L'effort financier dans ce sens reste cependant beaucoup plus modeste en Europe qu'aux USA et au Japon.

Le second terme, surtout s'il est accompagné de «programmée», renvoie au contraire à la face noire de l'économie capitaliste. On doit à cet égard lire le livre récent de Serge Latouche, *Bon pour la casse,* les déraisons de l'obsolescence programmée. L'auteur y décrit un processus qui, pour stimuler la consommation et nous en rendre addict, fut mis en œuvre dès le milieu du XIXe siècle aux États-Unis[1].

1. Éditions Les Liens qui Libèrent, 2012. Pour l'auteur, l'obsolescence programmée, en dehors des techniques pour rendre un produit obsolète et de la publicité, c'est notamment le fait d'introduire dans les objets une pièce défectueuse pour en limiter la durée de vie. Ainsi des ampoules électriques, des automobiles, des appareils ménagers, des ordinateurs ou des téléphones portables. Ces biens sont «programmés» de telle sorte que nous soyons contraints, pour faire marcher la machine économique, de les renouveler. D'où la question : peut-on accepter de vivre dans une société aux ressources limitées, qui favorise le gaspillage, accroît les déchets et engendre ainsi de grands dégâts environnementaux ?

D'où une première question : rapprocher ainsi innovation et obsolescence, n'est-ce pas mettre le Bien au service du Mal, ou du moins accepter ce dernier pour le plus grand bien de la croissance et de l'emploi ?

■ Un cercle vertueux, mais pas seulement

Il est clair que, dans certains cas, l'obsolescence, programmée ou facilitée, induit une demande de renouvellement accrue, laquelle peut parfois soutenir l'innovation. Une «bonne» façon de produire de l'obsolescence est d'ailleurs l'innovation et dans ce cas elle se soutient elle-même ainsi que la croissance de la production. Une contribution présentée aux Rencontres Économiques d'Aix en 2010 par J.-H. Lorenzi et ses collègues montrait que l'innovation en faveur des biens nouveaux allait de pair avec leur pénétration dans la consommation, un taux d'obsolescence plus élevé et une croissance plus rapide. Le modèle montrait également que la croissance était favorisée par une baisse du coût d'adoption (des biens nouveaux), résultant notamment d'un apprentissage par l'usage *(learning by using)*[2].

Mais dans ce cercle en apparence vertueux, il y a un maillon qui ne l'est pas, car l'obsolescence accrue peut engendrer du gaspillage. Pendant longtemps, le secteur automobile a fonctionné ainsi : un rythme adéquat d'innovations techniques permettait, parmi d'autres facteurs, de démoder les modèles produits et de réduire leur durée de vie moyenne. Les constructeurs d'automobiles rêvent aujourd'hui d'une innovation majeure ou d'un rythme soutenu de progrès (comme c'est le cas dans les secteurs de l'informatique et des télécommunications) qui permettrait d'envoyer rapidement leurs modèles actuels à la casse…[3]

Ce cas représente l'une des formes de «destruction créatrice» analysée par Schumpeter et il faut souligner que la «destruction» n'est pas seulement la disparition des entreprises qui n'arrivent pas à suivre la course à l'innovation mais aussi le gaspillage de ressources et la dégradation de l'environnement qui, parfois, accompagnent l'obsolescence. Il y a donc bien un (premier) problème. Pour le bien de la croissance et de l'emploi, faut-il accepter un certain niveau de destruction ?

Certes, on accepte la disparition des entreprises pour profiter des bienfaits de la concurrence, on supporte le côté «positif» de la destruction. Encore que, en situation de crise profonde, lorsque cette destruction touche de grandes entreprises, des secteurs et des régions entières, le positif reste socialement et politiquement difficile à gérer.

---

2. D. Flacher, S. Gastado, J.-H. Lorenzi, A. Villemeur, «Structure de consommation, innovation et régimes de croissance», Aix 2010.

3. La prime à la casse est aussi une méthode d'obsolescence programmée, d'ailleurs assez mal comprise par les constructeurs. Elle permet de réduire la durée de vie des véhicules, de les remplacer plus vite par des modèles plus sûrs et moins polluants et peut être assortie d'une obligation de recyclage des matériaux. Il y a cependant un perdant : le secteur de la réparation.

En ce qui concerne le côté négatif de la destruction (gaspillage de ressources rares, atteintes à l'environnement), la mise en accusation de l'obsolescence devient aujourd'hui plus solide, cette fois pour des raisons structurelles et indépendantes de la crise, celles précisément soulignées par Latouche et d'autres partisans d'une croissance sobre… La question n'est pas nouvelle. L'importance de l'obsolescence pour la poursuite de la croissance a été reconnue depuis longtemps et dès le début du régime fordiste[4] , mais la conjoncture économique et écologique rend ses effets plus couteux.

■ La croissance ou sa réorientation ?

Pour échapper en partie à cette contradiction, il faut comprendre que l'innovation peut viser une autre finalité que le soutien de la croissance en servant à réorienter cette dernière. Dans ce cas, elle reste une menace pour les entreprises, souvent plus radicale encore, mais elle peut annuler les effets négatifs de la destruction. Ces innovations de réorientation sont le plus souvent plus centrées sur les usages que sur la technique elle-même (de façon générale d'ailleurs l'innovation a une forte composante sociale, souvent sous-évaluée).

C'est le cas exemplaire du téléphone portable dont les progrès techniques sont pilotés et financés par les abonnements à des services qui s'enrichissent. C'est le cas aussi de nombreuses innovations d'usage d'Internet. Mais cela pourrait aussi concerner le secteur automobile dont l'avenir dépend en partie des nouvelles formes de la mobilité urbaine. Pour s'adapter et survivre à ces formes d'innovation, les entreprises concernées doivent mieux comprendre l'espace social dans lequel elles travaillent. Par exemple les constructeurs d'automobiles auraient dû comprendre mieux et plus tôt qu'ils ne sont pas seulement des constructeurs soucieux de la qualité technique de leurs produits mais aussi des acteurs de la mobilité[5].

Pour l'ensemble des biens de consommation, les entreprises seront donc confrontées, en particulier sur les marchés matures mais pas seulement, à de redoutables vagues d'innovations et d'obsolescences liées à une restructuration profonde du modèle de consommation : services se substituant aux biens, plus de partage et de quasi gratuité, moins de gaspillages et plus d'attention à l'environnement et à la sécurité, etc.

---

4. Un film anglais de 1951, *L'homme au complet blanc,* illustre ce thème par la fiction d'une innovation (un textile inusable) qui annule l'obsolescence (technique du moins car il reste le jeu de la mode). Cette innovation est destructrice pour un secteur (et c'est pourquoi, dans le film, elle est rejetée) alors même qu'elle annule la destruction négative.

5. D'où l'importance du *social business* et du concept, cher à Muhammad Yunus, de *social fiction* permettant de mieux appréhender les évolutions sociétales à long terme.

■ **Le cas des biens de production**

Les secteurs produisant des biens d'équipement mais aussi des biens qui n'entrent que partiellement dans l'espace de choix des ménages (par exemple les médicaments, le logement et les services d'infrastructure), semblent plus indépendants des évolutions du modèle de consommation.

Même si les décisions de déclassement et d'investissement relèvent plus des problèmes classiques d'économie industrielle, elles présentent aussi d'importantes composantes financières, sociales et sociétales.

Problèmes de l'équipement des PME, soutien financier et aussi soutien des grandes entreprises à l'égard de leurs start-ups, de leurs clients, de leur sous-traitants (différence France/Allemagne)

Problème des innovations stratégiques (nano, bio, etc…), soutien de l'État et soutien aux pays pauvres…

Une autre complication concerne l'obsolescence des biens de production. Problème stratégique et classique d'économie industrielle. Rôle des financiers, rôles des grandes entreprises pour consolider leurs sous traitants… quand c'est possible. Rôle enfin des protections de l'investissement recherche.

Innovation and the Tin-Toy Maker

Alec Ross
Former US Senior Advisor for Innovation

I want to start by telling a story.

I have a dear friend who works at the World Bank. For many years, she has travelled to Togo, a small country in Western Africa, which has a per capita GDP of about EUR600 per year. For years, she has been going to Togo and every time she goes, she visits this same village and goes to the same street corner. There, the same young man is selling tin toys, these toys made out of scrap metal. If you have travelled in West Africa, you have probably seen this. It is a young man who is bare-chested and has no shoes. She has done this for years.

She told me that the last time she went and visited this young man, he had a very nice shirt on; he had very nice trainers on. She went up to him and he said to her, "Madam, every time you come to my country, you come to my village. You visit me on the street corner and you buy one of the two or three toys that I have on display. In the future, why not just email me, tell me that you are coming, tell me what kind of toy you want to buy and I will have it here waiting for you. Or if you have a smartphone like me, you can take a picture of something back in America and send the file to me here in Togo. I will make a toy exactly like that."

Here is my point in telling you that story. The teenage tin-toy maker in Togo is now connecting to the global marketplaces and building individualized goods. He is using increasingly powerful and ubiquitous information networks. The province of innovation and connectedness is no longer exclusively the province of the wealthiest and the most elite. It is something that is now the province of the many. This is good for all of us.

For the most part, my own introduction into the world of innovation came as an entrepreneur; I started a company many years ago. However then in politics, what I am best known for was a process of innovation and obsolescence, for lack of a more diplomatic word in the political realm. In February of 2007, I joined the Presidential campaign of somebody who was supposed to have no chance of winning. He was black, and no black person had ever been elected President of the United States. He had a funny name: Barack Obama. He had only been in national politics for three years, and he was running against the biggest figure in American politics: Hillary Clinton.

In February of 2007, everybody said we were stupid for deciding to run for President. We had to come up with a strategy for how to be competitive against Hillary Clinton when all of the data suggested that it was impossible. The decision that Obama made was to say, "Hillary is a smart woman. She is going to run the best possible 20th century campaign. Let us run the first ever 21st century campaign." We used technology as a way of completely disrupting something very old in the United States, which are these presidential campaigns. We made the way that campaigns were run completely obsolete.

It was from this, after the experience of this, having helped defeat Hillary Clinton. When Obama asked her to be his Secretary of States, she said, "Hey young man, you work for me now. I do not want to be obsolete." Let us figure out how we can take something else that has been very old and very traditional: diplomacy. Let us see if we can modernize it and let us see if we can actually create obsolescence within forms of diplomacy that we know to be non-functional.

If I were still in Government, I guess I could have read all your emails and intercepted your mobile phone calls to guess what I should talk about during my remarks. However, now I am out, so I cannot do that anymore. Most of you who I spoke to before speaking said, "In your remarks, could you please give two or three pieces of advice. These are the kinds of advice that you might have given to Barack Obama for two years and then Hillary Clinton for four years. This is about innovation and the ways we can further integrate it into the French ecosystem."

▶ The youngest at 41?

That is what I wanted to do, with three key observations. The first is in order for innovation to be something that creates more of a net positive within Europe generally and within France specifically. There has to be more room created for youth. It is often the case that when I am in traditional settings, I am the youngest person speaking, at 41. However, when I am in Silicon Valley, I am often the oldest person speaking. I think that the answer

for how to harness innovation effectively for sustainable economic growth is to figure out how to create more places for young people within traditional settings that are normally hierarchical.

▶ Include women in the innovation process

The second thing that I would say is, you want your society to be more competitive in an increasingly global, competitive market place. This is where innovation can come from Togo, where innovation can come from Asia and when innovation can come from any of the four corners of the world. You need to make more of an effort to not exclude half of your population, which is women. Innovation and particularly technological innovation, in science, technology, engineering and mathematics is too often the province of just men.

What I believe is that in the next 10-15 years, the States that do the best will be those who figure out ways in which they can encourage half of the population to fully participate. I recently read a study by Goldman Sachs. It said that if the barriers to full participation by women within Europe were lessened, there would be 14% increase in GDP. That is a bigger stimulus package; it is better than any program of austerity could create. A 14% increase in GDP is remarkable. I did not conduct the study, but if that is even vaguely true, it would be remarkable.

▶ Do not fear failure

Then my third and final observation is that it is critically important not to fear failure. The biggest breakthrough innovation comes in a very risky environment. There is the extent that we in America succeed in producing the innovations that propel the industries and businesses of the future. This is because we have a culture that allows for the very risky allocation of capital, and for young people to try and fail.

In this regard, I am very motivated by the observation made by our President 100 years ago: Theodore Roosevelt. He said it is far better to dare mighty deeds and to win glorious triumphs, even though they are checkered by failure. This compares to ranking with those poor spirits who neither enjoy much nor suffer much, because they live in a grey twilight that knows neither victory nor defeat.

Encourager l'innovation par l'obsolescence programmée ?

Dominique Maillard
Réseau de Transport d'Électricité

L'obsolescence programmée de certaines technologies est-elle une manière d'encourager l'innovation ? Question ambitieuse qui amène à s'interroger sur quelques unes des spécificités de l'innovation. Difficilement prévisible et contrôlable, l'innovation naît souvent à la croisée de différents domaines et est rarement le fait d'un acteur unique. Elle ne se décrète pas mais se prépare, en créant un environnement favorable à son essor. Enfin, si elle en est un des moteurs, la technologie n'est pas le seul levier de l'innovation qui peut être de source organisationnelle, sociétale ou encore commerciale.

Prenons l'exemple du réseau de transport d'électricité. Ses infrastructures se caractérisent par une forte inertie, mais les matériaux, les processus, la sécurité du système, ont bénéficié de toutes les avancées technologiques disponibles. Ainsi, le réseau de transport d'électricité est déjà «intelligent» : l'état du système électrique est analysé en temps réel dans nos différents centres de contrôle où 20 000 informations sont mises à jour chaque seconde, permettant une prise de décision immédiate basée sur des paramètres physiques et économiques. Bien que répondant à un tempo différent, la gestion du système électrique s'est toujours adaptée aux avancées technologiques. En effet, d'un côté, les lignes du réseau de transport d'électricité ont une longue durée de vie, souvent au-delà de soixante ans. De l'autre côté, la diffusion de nouvelles technologies dans le réseau est par essence liée au rythme de renouvellement des infrastructures et leur utilité se juge à l'aune de leur valeur ajoutée. Des procédés particulièrement innovants et créateurs de valeur peuvent même amener un renouvellement

précoce de certains équipements. Il s'agit donc, au vu des investissements en jeu, de trouver le juste équilibre entre l'accès à des technologies qui ne cessent de s'améliorer, mais qui en contrepartie peuvent parfois rapidement devenir obsolètes, et des infrastructures existantes dont la rentabilité est assurée par une longue durée de vie. À ce titre, l'innovation ne passe pas nécessairement par des ruptures mais nécessite plutôt dans ce cas un temps d'adaptation.

De nouvelles formes de production d'électricité diffuse et renouvelable bousculent aujourd'hui une organisation jusque là bâtie principalement sur des modes de production centralisés. L'intégration de larges flux d'énergies renouvelables, éolien et photovoltaïque par nature variables, crée de nouvelles contraintes que le réseau doit savoir gérer en temps réel. Ces énergies nous amènent à penser différemment l'ensemble du système électrique dont le transport est un maillon essentiel.

▶ Le réseau de transport d'électricité doit évoluer et innover

RTE élabore les solutions techniques indispensables à la mise en œuvre de la transition énergétique. Parmi elles, RTE a développé «IPES» (Insertion de la Production Éolienne dans le Système), un outil informatique qui permet de connaître en temps réel la production éolienne et photovoltaïque et d'établir des prévisions de production sur 48 heures.

Pour accompagner ces évolutions, RTE mobilise sa R&D sur des projets pilotes, locaux et européens. Les *smart grids* ou réseaux intelligents apporteront aux acteurs une connaissance plus fine de l'énergie produite, échangée et consommée. Mettre davantage d'intelligence dans le réseau, c'est ajouter au transport d'énergie le transport d'informations au travers des NTIC pour permettre davantage de flexibilité dans la gestion de l'équilibre offre/demande. À même de recevoir et de traiter un ensemble d'informations numériques, les postes électriques intelligents, qui aiguillent l'électricité en fonction de la production et de la demande, constitueront une nouvelle étape. Ils permettront une adaptation et une configuration du réseau au plus près de la production et de la consommation. Du côté de la production, il favorise une plus grande pénétration des énergies renouvelables. Du côté de la demande, il contribue à la flexibilité de la consommation, participant ainsi aux efforts de maîtrise de l'énergie. Les réseaux intelligents permettront de mieux piloter la demande en électricité et d'optimiser le fonctionnement du système électrique.

Enfin, alors que l'empreinte de l'activité humaine sur l'environnement est une préoccupation majeure de nos sociétés, il importe de veiller à un renouvellement raisonné des infrastructures. Déclarer l'obsolescence d'une technologie peut conduire à un gaspillage de ressources. Au total,

l'innovation ne peut se ramener à une simple rupture ou une substitution programmée de technologies. Elle peut être en revanche la rencontre d'un choix politique comme le «développement durable» qui favorise le déploiement des énergies renouvelables variables et d'une offre technologique, qui permet d'intégrer les NTIC dans les réseaux avec, pour résultat, une transformation significative du système électrique, cruciale au regard des enjeux énergétiques et climatiques du XXIe siècle.

Des objectifs d'innovation tous les quatre ans

Philippe Lazare
Ingenico

Au cours des dernières années, les entreprises ont dû faire face à l'émergence de nouvelles technologies disruptives et s'adapter, voire transformer leur modèle de développement, pour poursuivre leur croissance. Ce mouvement a d'abord pris avec le développement des réseaux sociaux adoptés par toute une nouvelle génération, renforcé ensuite par la banalisation des smartphones, lié à l'amélioration des réseaux télécom, et sera nourri demain par l'exploitation ingénieuse des *big data*. Et cette révolution technologique s'accompagne inévitablement par la modification du comportement du consommateur qui seul est capable de transformer une invention en innovation. Dans cette perspective, l'innovation d'usage est tout aussi importante que l'innovation technologique, tant dans les pays développés que dans les pays émergents.

En effet, Internet et l'usage des technologies mobiles ont permis au consommateur de s'affranchir des contraintes physiques, géographiques et temporelles, et donc radicalement changé son parcours : recherche en ligne, puis achat en magasin ; visite dans le magasin, puis achat en ligne ; comparaison des prix avant l'achat, utilisation des forums et des réseaux sociaux pour forger son opinion sur le produit à acheter... Le parcours n'est plus linéaire et l'usage des smartphones et des tablettes permettent ces allers et retours en temps réel jusque dans le magasin. L'année 2012 a d'ailleurs été marquée par l'explosion des achats sur smartphones et tablettes : en France par exemple, la croissance a été de +160%.

Le consommateur gagne donc en pouvoir de négociation dans sa relation avec le marchand : on pourrait presque dire que l'activité BtoC devient

une activité CtoB. Il recherche la meilleure affaire et dispose de moyens sans précédents pour la réaliser et une fois sa décision d'achat prise, la transaction de paiement doit être la plus simple et rapide possible quel que soit le moment et le lieu, et aussi sécurisée.

Dans ce nouveau contexte, non seulement le paiement reste clé – sans paiement, pas d'achat ou de vente –, mais il devient une partie intégrante et probante de la relation consommateur-marchand. En outre, cette révolution majeure et structurante s'accompagne de l'arrivée de nouveaux entrants, tels que Google ou PayPal, qui cherchent à valoriser la relation avec le consommateur, en s'appuyant notamment sur le rôle de facilitateur de paiement d'Ingenico. Notre mission consiste donc aujourd'hui à proposer des solutions qui, autour de notre expertise du paiement, facilitent, développent et sécurisent cette relation entre le consommateur et le commerçant.

▶ Des enjeux et des défis

Autant de défis et d'enjeux passionnants pour une entreprise comme Ingenico, qui en trente ans d'existence, s'est hissée sur le podium mondial du secteur des solutions de paiement, un écosystème en évolution constante et rapide, grâce à un processus ininterrompu de recherche et d'innovation. Cette activité mobilise aujourd'hui 25% des employés du Groupe, représente 8% du chiffre d'affaires et explore un champ qui s'étend des terminaux de paiement aux applications logicielles et aux services. Pour cela, le Groupe a développé une approche pragmatique, qui s'appuie sur trois socles complémentaires : une R&D interne, des partenariats sélectifs et des acquisitions de technologies ciblées. Grâce à notre département de R&D interne, véritable colonne vertébrale de l'innovation technologique du groupe, nous assurons la recherche fondamentale et maîtrisons les technologies stratégiques dans le monde du paiement. À cet effet, nous menons une politique active de recrutement d'ingénieurs à haut potentiel qui bénéficient d'un parcours de formation interne visant à révéler les « compétences clefs pour le futur ». Enfin, si le cœur de notre recherche se situe en France, à Valence, elle est nourrie et irriguée par tout un réseau de capteurs, qui s'étend aux 125 pays dans lesquels nous sommes présents. Cela nous permet notamment de décliner nos solutions selon les géographies et les usages.

Dans les pays les plus matures, notre rôle consiste à permettre aux marchands d'accepter le plus grand nombre de paiements possibles, de fluidifier le passage en caisse et de fidéliser le consommateur. C'est ce que nous avons fait en Europe avec Apple qui, pour répondre à sa promesse de marque, a souhaité supprimer les caisses traditionnelles dans les magasins ; Ingenico a développé à cet effet un nouveau produit, mobile et dédié, qui transforme le smartphone des vendeurs en caisse enregistreuse mobile. C'est aussi ce que nous faisons avec notre prochaine plateforme

de paiement – Telium3 – qui nous permettra non seulement d'intégrer le paiement sécurisé dans de nouveaux objets connectés (tablettes, TV) mais aussi de créer un univers d'applications (développées par des tiers sur iOS ou Androïd) pour répondre aux enjeux métiers des marchands.

Ailleurs, nous aidons à répondre à la problématique du déploiement de l'inclusion financière, notamment en Asie du Sud Est et en Afrique. Avec Fino *(Financial Information Network and Operations)* en Inde, à qui nous fournissons des terminaux et processus biométriques à l'échelle industrielle – tout en optimisant les coûts opérationnels, transactionnels et de distribution –, nous permettons à des personnes non bancarisées d'avoir accès à des services financiers pour démarrer leur activité professionnelle.

Dans un domaine aussi mouvant que le nôtre, où les cinq dernières années ont vu plus d'innovations que les trois dernières décennies, nous privilégions l'innovation par sauts technologiques pour être sûrs de maintenir notre avance. Ainsi, tous les quatre ans, nous fixons les grands objectifs d'innovation, découpés en briques technologiques, et dont le développement s'opère par des équipes d'experts internes et avec des partenaires stratégiques. En effet, l'ouverture vers l'extérieur, à la faveur de partenariats technologiques ciblés, nous offre une courbe d'apprentissage raccourcie, et par conséquent une montée en puissance, significativement plus rapide. C'est ce que nous avons fait avec le laboratoire d'informatique de l'Ecole Nationale Supérieure sur les problématiques de cryptologie pour accroître la sécurité des paiements, avec Morpho pour intégrer leurs modules de biométrie dans les terminaux ou encore avec d'autres partenaires pour les technologies autres que le paiement (NFC, écran couleur, écran tactile…)

Enfin, nous gardons une attitude opportuniste pour ce qui concerne certaines technologies structurantes, qui vont nous permettre de réduire significativement le temps de mise sur le marché, tout en complétant notre offre de produits et services de façon stratégique. Les acquisitions de Roam (2009) ou plus récemment d'Ogone (janvier 2013), dont le savoir-faire dans le paiement mobile et le paiement sur internet sont venus compléter notre stratégie multicanal, illustrent cette stratégie.

En 2013, Ingenico dispose ainsi de toutes les briques technologiques pour entamer une nouvelle phase dynamique, ambitieuse de son développement et qui réponde parfaitement au changement de paradigme et aux nouvelles exigences des marchands. Le Groupe dispose par ailleurs d'atouts solides et nombreux : leader mondial, doté d'un portefeuille clients large et diversifié, une présence équilibrée entre pays matures et émergents et une stratégie qui couvre toute la chaîne de valeur, du terminal aux services à valeur ajoutée. La confiance que nous affichons en l'avenir s'appuie beaucoup sur notre culture d'innovation, qui est à l'origine d'Ingenico et qui est considérée plus que jamais comme un vecteur clé de différenciation.

Fiction et réalité de l'obsolescence programmée

Charles Beigbeder
Gravitation

Le principe de l'obsolescence programmée est de limiter la durée de vie des objets pour que le consommateur soit obligé de consommer. Il peut s'agir d'obsolescence programmée par incompatibilité : c'est le cas d'un programme informatique dont le format change entre deux versions successives. Il peut s'agir aussi d'obsolescence esthétique : c'est le cas des marques qui lancent des opérations marketing dont le but est de créer des modes et d'en discréditer d'autres. L'obsolescence peut aussi être technique – du fait de composants qui s'autodégraderaient volontairement, mais je n'y crois guère.

Prenons comme exemple le cas des batteries en lithium-ion de nos téléphones. Le problème n'est pas forcément une mauvaise qualité des composants (qui s'autodégraderaient volontairement) mais plutôt le fait que l'on ne nous dise pas de ne pas mettre à recharger les batteries trop longtemps. Autrefois, il y avait des batteries au plomb qu'il fallait laisser charger pendant toute la nuit. Si vous faites cela avec les batteries au lithium-ion, cela les abime et vous devez donc changer plus souvent de téléphone. Cette obsolescence technique programmée est une réalité.

▶ Les conséquences néfastes de l'obsolescence sur l'innovation

L'obsolescence programmée pose un certain nombre de problèmes, et d'abord des problèmes environnementaux, de gaspillage et de gestion des ressources. Je reprends l'exemple des batteries lithium-ion : ce sont des métaux rares et c'est un scandale environnemental que ces batteries s'abîment

trop rapidement (en raison d'une mauvaise éducation du consommateur) et ceci dans le seul but d'accroître les profits de ceux qui les fabriquent.

L'obsolescence programmée est surtout un problème pour l'innovation de rupture car, avec ce phénomène, on favorise l'innovation incrémentale qui risque de freiner les innovations de rupture dont on a besoin. On n'aurait pas eu Facebook, on n'aurait pas eu les lentilles de contact si à un moment il n'y avait pas eu une rupture technologique très importante. L'innovation par obsolescence programmée peut freiner ces grandes découvertes de rupture.

L'obsolescence programmée peut aussi être un frein au progrès réel pour la société et l'être humain. Comme l'a formulé le pape émérite Benoît XVI, je rappellerai que «le profit est utile si, en tant que moyen, il est orienté vers un but qui lui donne un sens relatif aussi bien à la façon de le créer que de l'utiliser». La question est : l'innovation doit-elle être au service de l'économie, ou au service de l'être humain dans son développement ?

▶ Où en est la France ?

L'innovation ne doit pas être simplement un progrès technique. Je citerai à nouveau le pape émérite : «L'innovation est l'impulsion qui pousse l'homme à faire toujours mieux afin d'affirmer la maîtrise de l'esprit sur la matière et d'être moins esclave des choses». C'est l'encyclique *Caritas in veritate* et c'est la base de la notion de progrès.

Malheureusement, le classement publié récemment par l'INSEAD et l'Université de Cornell indique qu'en cette année 2013, en termes d'innovation, la Suisse est en première position, la Suède en deuxième, le Royaume-Uni en troisième, la Corée du Sud est dix-huitième... et que nous sommes en vingtième position. Les dépenses de R&D en France s'élèvent à 2,2% du PIB : c'est loin derrière beaucoup d'autres pays comparables et c'est tout à fait regrettable.

Il existe un autre mode d'évaluation, qu'on appelle l'*efficiency ratio*. C'est le ratio des produits de l'innovation par rapport aux moyens qui sont déployés. Il est de 0,79 en France, c'est-à-dire qu'il y a destruction de valeur (au-dessus de 1 c'est bien, en dessous, ce n'est pas bien). Sur ce point la France est en 63e position. Ce classement a été fait à partir de différents critères d'évaluation prenant en compte nos infrastructures, nos investissements en R&D et toute une série d'autres critères. Il faut donc tout faire pour stimuler l'innovation, en créant un écosystème.

▶ Comment stimuler l'innovation ?

Il faut tout d'abord créer un écosystème humain : il faut que les jeunes parlent aux moins jeunes. Les universités ont un rôle majeur à jouer : il faut permettre à des personnes de domaines très différents – des doctorants, des

entrepreneurs, des investisseurs – de se rencontrer et de discuter. La Silicon Valley sait très bien le faire, ainsi qu'Israël ou d'autres pays. C'est de cette manière que Monsieur Hewlett et Monsieur Packard se sont rencontrés. C'est de cette manière que, dans le monde scientifique, Einstein a rencontré un spécialiste des tenseurs mathématiques et a découvert la relativité générale, autrement dit, a innové dans le domaine des sciences. C'est de cette manière que les grandes *Venture Capital Firms* américaines, en dialoguant avec les entrepreneurs, nous épatent en sortant régulièrement des innovations extraordinaires. La France commence à adopter ces pratiques. Il faut tout faire pour favoriser ce terreau de l'innovation.

Les pouvoirs publics ont eux aussi un rôle à jouer, notamment avec le monde de la finance, en aidant les créateurs d'entreprise à conserver une vision à long terme et en aidant les investisseurs à être moins frileux, c'est-à-dire en favorisant l'investissement par les entrepreneurs qui ont réussi. Il faut donc que les pouvoirs publics fassent attention à ne pas avoir une fiscalité trop confiscatoire, qui pousse à investir dans les produits non risqués. Nous avons besoin d'investisseurs de long terme. Malheureusement, les fonds de pension n'existent pas en France et l'épargne retraite n'investit pas assez dans le risque.

Il y a pourtant un domaine où l'innovation et l'obsolescence programmée peuvent se justifier et trouvent tout leur sens : c'est celui de la politique. Il est plus que souhaitable en effet de favoriser le renouvellement des hommes et des femmes qui gèrent les affaires publiques, car la tâche est ardue. Il peut y avoir du cynisme dans le monde politique face à l'ampleur de la tâche. Le renouvellement empêche qu'il y ait trop de risques de conflits d'intérêt. C'est aussi un moyen d'assurer que les personnes qui sont en charge gardent leur enthousiasme et leur énergie tout au long du parcours. C'est également un moyen d'avoir une meilleure représentativité de la population, et là, un peu d'obsolescence programmée, ce ne serait pas du luxe !

Obsolescence programmée : le point de vue d'une avocate

Loraine Donnedieu de Vabres-Tranié
JeantetAssociés

Face à un mot technique que les avocats appréhendent forcément mal, on a plusieurs réflexes. D'abord, parce qu'on est avocat, on fait confiance à son intuition. Ensuite, on est saisi par le doute. Puis, face aux problèmes que cela pose, on essaie modestement d'apporter des solutions.

L'intuition immédiate : je ne sais pas ce que les termes vous évoquent, mais en ce qui me concerne, «obsolescence programmée» me fait penser à un gigantesque cartel non détecté. Non pas un cartel banal d'entente de prix, mais une entente pour limiter artificiellement la durée de vie des produits et pour assurer les commandes suivantes, surtout dans des marchés matures où la demande nouvelle ne suffit pas à assurer la croissance de la production.

La question n'est pas incongrue. Il y a un précédent : le cartel de Phœbus, en 1924. Il regroupait des fabricants d'ampoules à incandescence, Graham, Philips, La Compagnie des Lampes, bref, tout le monde. Ils fabriquaient des ampoules qui avaient une durée de vie de l'ordre de 2 500 heures ; ils se sont accordés pour limiter la durée de vie de leurs produits à 1 000 heures. Dans le même temps, ils ont déposé énormément de brevets qu'ils n'ont jamais utilisés. Obsolescence programmée = cartel. Première intuition.

Ensuite, nous sommes saisis par le doute. Dans l'expression «obsolescence programmée», mon doute porte sur le mot «programmée» qui pour moi ne coule absolument pas de source. Pourquoi ? Parce que lorsqu'on jette un œil aux données qui existent sur l'obsolescence des produits – ce sont des lieux communs – les cycles d'innovation sont de plus en plus courts ; les nouveaux produits ne viennent pas satisfaire une demande nouvelle de

primo-équipement, mais chaque innovation se traduit par un rééquipement général… Pour autant, lorsqu'on regarde les études et malgré ces apparences, la tendance lourde à la diminution de la durée de vie des produits n'apparaît pas de façon claire. Au contraire, la qualité augmente. Je prends un exemple automobile : si on avait laissé notre Twingo actuelle vieillir aussi longtemps que la 4L de l'époque, on se serait rendu compte que la première est d'une qualité sans comparaison. Pour complexifier un peu les choses, les prix de ces produits aux qualités incomparables ne cessent de baisser, ce qui rend leur réparation tout à fait inutile. Les chiffres sont très clairs là-dessus. Donc on ne répare pas, on achète à nouveau.

Forcément, si on se tourne du côté des fabricants, on se demande à quoi cela servirait d'utiliser des pièces qui dureront vingt ans dans des appareils qui ont une durée de vie de cinq ans. Quant au consommateur, c'est-à-dire nous tous, on cherche toujours le produit le plus nouveau, le plus performant, le plus *up-to-date :* s'agissant des appareils de téléphonie mobile, je crois qu'on en change tous les 18 mois, plus souvent encore chez les jeunes.

Je me demande donc si on ne pourrait pas remplacer la formule « obsolescence programmée » par « accélération de l'obsolescence naturelle ». Certains aspects de ce phénomène sont positifs et d'ailleurs, nos anciens économistes en avaient fait un instrument de politique économique pour relancer la consommation aux États-Unis et pour aider le pays à sortir de la dépression. Il me semble que la prime à la casse relève un peu de cette politique.

▶ Le grave enjeu environnemental de l'obsolescence

Le problème est grave. Vous connaissez les chiffres. Il y en a un qui m'a frappé : notre « sac à dos écologique » s'alourdit. Pour trois kilos d'ordinateur, je sais bien que les ordinateurs d'un tel poids n'existent plus tellement aujourd'hui, ils pèsent plutôt 500 grammes, mais les rapports restent valables, il y a 434 kilos de déchets. C'est colossal.

Face à ce problème environnemental, quelles sont les solutions ? Je ne parlerai pas de décroissance, je pense que c'est absolument inaudible. Mais parlons de droit, de normes. On parle souvent mal de l'Europe, mais il faut rappeler que dans ce domaine, l'Europe a élaboré des directives, je pense notamment aux directives concernant les batteries, qui visent à s'assurer que les batteries et les accumulateurs soient bien amovibles et puissent être remplacés, recyclés, afin de réduire la pollution. Il y a en ce moment un grand nombre d'autres projets à l'échelle européenne qui visent à l'éco-conception, qui cherchent à identifier les composants des produits et à les rendre recyclables.

Personnellement, je me demande si on ne pourrait pas reprendre la bonne vieille idée de la consigne, qui encourageait le consommateur à rapporter le matériel dont il ne voulait plus. Il y a aussi, dans le projet de loi Hamon, quelque chose sur l'obligation d'informer sur l'existence et la disponibilité des pièces détachées dans un produit.

Mais de façon plus ambitieuse, il me semble que nous devrions nous interroger sur la politique de l'innovation. Il est communément admis que les brevets sont valables vingt ans. Cela constitue une garantie forte pour ceux qui innovent, mais c'est aussi un instrument de rigidification et surtout, étant donnée l'augmentation du rythme du renouvellement technologique, je me demande si on ne pourrait pas s'interroger sur une réduction différenciée de la durée de protection des inventions.

J'ai conscience que très vraisemblablement, ces réflexions seront rapidement obsolètes vu l'accélération de nos cycles économiques. Je crois que nous avons tous en tête une rupture technologique majeure qui s'appelle l'imprimante 3D. On pourrait dire que c'est de la science-fiction. Mais l'imprimante 3D existe et vaut déjà moins de 2 000 euros. Surtout, j'ai noté que le Président Obama, dans son discours sur l'état de l'Union, le 13 février 2013, a parlé des imprimantes 3D. Il a donc, et je crois que nous devons nous interroger sur ce point, évoqué l'obsolescence du monde tel que nous le connaissons.

Autopoiesis[6] Model of Innovation

Anil Gupta
Honey Bee Network

Obsolescence becomes inevitable when emerging needs of the users are out of sync with the available supply of alternatives. It also becomes imperative when the conditions at which current solutions work leave significant sections of society untouched. In the absence of planned obsolescence, a significant extent of inertia can sustain in a society. In many cases, technological change does not take place for decades and even centuries in certain parts of a society. Corporations won't survive too long, if they have not planned for obsolescence in cases where markets and environment are highly dynamic. There is a cost of dealing with rapid obsolescence. Apart from learning to use new solutions, the system of maintenance, replacement and adaptation also needs frequent upgrading. If customers are willing to pay, why would companies bother about it. Problem arises when a large number of potential customers do not have the ability to pay even for the solutions that exist. As if this was not enough, there are many unmet needs for which solutions have not even evolved in the formal sector. What do people do?

The experience of Honey Bee Network shows that in many cases where formal sector has failed to either identify the unmet needs or respond to them in a frugal, flexible and friendly way, people try to find their own solutions. Many of these solutions obviously are not optimal and in some cases, may be grossly suboptimal. But, they provide a context in which communities and local people take charge of their destiny by trying things out. For an ecosystem to have large number of diversified, derivative

6. The word comes from the Greek and could roughly be translated as "auto-production".

and decentralized innovation to emerge, the lead innovations must lend themselves to autopoiesis. Implication is that a given solution when confronted with a variety of user contexts and environmental challenges undergoes improvement, correction and redesign.

Innovation and experiment

In our body, there are a large number of cells, which go through mutation all the time. Very few if any, becomes cancerous or assume other pathological forms. This happens by a planned obsolescence of these mutations through a self-correcting mechanism. Imagine if every mutation/innovation had survived, the integrity of our body and our being would be endangered. But the fact is that nature registers improvements over a very long period of time. We lost our tail, the last vertebra is a proof, because we didn't have any use for it. The creative and innovative development of external tools and techniques may provide adaptation to a range of environmental stimuli. Issue is, we cannot fight the fire if fire-fighting equipments have never been tested. Innovations don't take place without trying things out, often without much certainty of success.

The issue therefore is not whether we need innovations. But it is to find out in which domain, for which social segment, what kind of solution for different affordability brackets must be generated. The struggle between constancy and change manifests through large-scale social protests, anomy and other signals of social disaffection and dissatisfaction. If innovations have to take place only when the patience of the society thins out, it would be a very costly way of learning and delivering solutions.

The change in the ethical and moral compass of our society also requires innovations in tools, techniques, processes and organizational structures as well as networks. If there was no widespread protest against testing of cosmetics on the living animals, there would be no need for the companies to evolve new methods, cell lines or other tests to provide safety without violating the moral boundaries of the potential consumers.

Unlike the corporate strategy of designing such products and services in which users have lesser ability to modifications, the grassroots innovators invariably design such products and services which are extremely amenable to improvements and modifications by the users as well as those who repair them or even recycle them. The companies have to rethink their strategy for innovation in economically tough times. If there were no suppliers of second hand components and parts, 90 per cent of the grassroots innovations would probably never have come about. The standards and regulatory constraints, which prevent a legitimate recycled-parts-based industry to emerge are sapping the creative potential of so-called developed countries.

The story of the fallen apple

There is a famous story of a fallen apple. An Indian anthropologist went to Denmark and studied the life of a community having apple gardens, café and bar, church and a small market. During his rounds of the village, he observed that many old ladies used to collect fallen apples in the garden. He asked them as to why they did that. The ladies replied that they would make various kinds of jams, jellies and give them to their daughters and other relatives. When he published a paper, there was uproar in the Danish parliament. There were calls for his deportation and cancellation of his visa. How could he make a truth of everyday life explicit and demonstrate the willingness of the society to be frugal? It is this notion, which needs to change urgently if European society has to find a frugal future. And this is not a future which any one country or economy can monopolize. It is a shared global future.

Grassroots innovations teach us several lessons about identifying persistent inertia and experimental ethic to work on it.

In any economic system, the inclusive development can take place in at least six ways including [a] bypassed regions or spaces, [b] the neglected sectors, [c] inaccessible communities in fluctuating seasons [d] communities whose needs have not been addressed [e] skills and knowledge which have not been valorized or priced properly or built upon adequately [f] those organizations or social networks or movements which articulate all the five exclusions.

The cost of not including the bypassed communities is sometimes borne through heavy investments in overcoming resistance, alienation and sometimes even unfortunate social violence. Many communities in forest regions, for instance, use technologies, which are centuries old either for collecting forest produce or for processing it. By not adding value *in situ,* we keep these people extremely poor and thus potential demand for essential goods and services does not emerge. By not making the existing technologies, outdated as they are, obsolete through new innovations, the formal sector is actually foregoing the opportunities of economic growth.

Even in the urban regions, which are served by existing products and services provided by various companies, the economic squeeze reduces the abilities of the consumers to maintain a particular lifestyle. Movement towards sustainable consumption will inevitably require phasing out of many of current technologies and developing new innovative solutions for incentivizing new ethics of frugal living. Brazilin protests and the recent decision of the President to allocate all the revenue from the oil sector towards education shows the way social pressure moulds policies. Firms can learn from this and get ready to work with grassroots innovators. The recent

EU resolution, "A report on Responsible Research"[7] has brought out the importance of co-creation and underlined the need for science for society. But as my doctoral student Marianne Esders suggests, responsible science, technology and innovation will require not just the knowledge but also skills, innovations and creativity of informal sector in touch with formal sector. When Honey Bee Network started as an open innovation platform 25 years ago, did we envisage the force with which whole world would start moving towards open innovations? But the reciprocity towards the informal sector still remains to be properly institutionalized. I submit that economic opportunities world over will expand by harnessing the power of youth by SRISTI.org which has 160k engineering projects by 400k students form 600 institutions of India), informal sector (National Innovation Foundation has harnessed 174k ideas, innovations and outstanding traditional knowledge examples from 545 districts of India) and children (see Ignite at Nifindia.org). Corporations must plan obsolescence only when they can come out with more frugal, friendly and flexible self-designed autopoiesis solutions and grassroots innovators can help them in this journey.

7. (http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/rri-report-hilary-sutcliffe_en.pdf)

Innovation is a driving force

Bethlehem Tilahum Alemu
SoleRebels

When people think about innovation, they always think about technology and things like that. However for me, innovation means being able to use the talent you have around you and to turn it towards the market. It means being able to create some kind of product and then being able to compete with others. That is what innovation is for me.

Again, for me, innovation is the driving force of my company. Without that, I would not be here today to talk about it. Most of the companies today run their day-to-day business based on innovation. Innovation can come from me and other workers around the company. It is about leadership; you can also show innovation through your leadership. Why I am saying is that by giving an opportunity for employees and empowering employees, they can understand what you are trying to do. They can transform the knowledge they have to other people. That way, you are not going to lose your workforce, the workforce that you have trained for a long time.

The other thing that I can see happening is, in today's life, customers drive companies; we do not drive customers. Why I am saying that is because I am in the fashion industry, particularly in footwear. People buy products for different reasons. If you do not convince people to buy your products, they do not have a way to find out what you are doing and to buy your products. Somehow, you have to integrate technology into what you are doing to introduce the new innovation that you created.

For me, innovation is to see the past and the present in the future. Why I am saying that is, because in my day-to-day activity, I see what people were doing before, for the last 10 years or 15 years. I do research. Then I see the

present, what people are trying to accomplish today. There is the future, where I want to go as a person and as a company. That is going to tie to the innovation, the ideas that I am coming up with every day.

Most companies today are changing the way they do business every day, because of innovation. What is happening today is that there is no stability in the market, again because of innovation. If I buy one product today and somebody is giving me a better product tomorrow, that means I prefer that one over the other one. As a result of that, we have to keep innovation, to be able to obtain more market share and to be able to penetrate more markets.

For me, innovation supports and helps me to engage with the customers through online business. Why it is important is because when customers get a good or a perfect product, or when you meet their requirements and needs, then word of mouth is going to continue. People are going to talk about your innovation and what you are all about. For me, the past was the culture that I had; when I grew up, I watched a lot of things being made by hand.

Then the other thing was that I am looking for people doing things by hand. In today's world, to give a zero carbon product to people who are conscious about the environment is a perfect choice. Regarding innovation, it is in the DNA of lots of companies today. For me, this ethos has to support and help me and others.

8.

Entreprises : être socialement responsables ou mourir

Le seul objectif de l'entreprise, c'est le profit, disait Friedman. Trop simple ? Devenu faux ? Pourquoi ? Avec quelles conséquences ?

Le profit est un solde entre des dépenses certaines et des encaissements incertains. Il est donc instable et dépend des risques pris. De plus, le profit d'aujourd'hui influence celui de demain : l'incertitude se poursuit dans le temps. Avec le progrès économique et social, la transparence croissante de l'entreprise, le profit devient de plus en plus difficile à obtenir, expliquer, accumuler. Les entreprises qui y parviennent se développent selon des modalités en lien avec leurs responsabilités.

Quelles sont donc ces responsabilités ? Comment les assumer ou les infléchir ? Quel est leur rôle dans le jeu concurrentiel « classique » ? Les entreprises européennes sont-elles économiquement et socialement plus responsables que leurs concurrentes ? La responsabilité est-elle compatible avec le profit, la croissance et l'emploi ? Faut-il réguler ces nouvelles exigences ?

Contribution du Cercle des économistes
Jean-Paul Betbèze

Témoignages
Jean-Paul Bailly • Christophe Blanchard-Dignac • Jean-Pierre Martel
Tito Mboweni • RYU Jin Roy • Guillaume Sarkozy • Jean-Dominique Senard
Serge Villepelet

Modérateur
Henri Gibier

Responsabilité sociale, pourquoi ?

Jean-Paul Betbèze

■ **Responsabilité sociale de l'entreprise : un slogan socialiste ?**

Milton Friedman était autrement plus violent dans le *New York Times Magazine* du 13 septembre 1970[1] quand il disait que ces «hommes d'affaires qui parlaient des responsabilités sociales de l'entreprise lui faisaient penser… à ce Français qui découvre à l'âge de 70 ans que toute sa vie il a fait de la prose». Pour lui, ces hommes d'affaires qui «croient défendre la libre entreprise quand ils proclament que l'entreprise ne se préoccupe pas «simplement» du profit, mais aussi de la promotion d'objectifs «sociétaux» désirables… sont d'involontaires marionnettes des forces intellectuelles qui ont sapé depuis quelques décennies les bases d'une société libre.» La position de Friedman est claire : «il y a une seule responsabilité sociétale de l'entreprise – qui est d'utiliser ses ressources et de s'engager dans des activités conçues pour augmenter ses profits, tant qu'elle respecte les règles du jeu, c'est-à-dire qu'elle s'engage dans une concurrence ouverte et libre, sans duperie ou fraude».

■ **Bigre ! Pour avancer, peut-être faut-il se dire qu'une entreprise est une organisation…** qui fonctionne avec d'autres, dans un univers qui n'est pas de concurrence pure et parfaite. Dans ce contexte, une entreprise qui se voudrait plus socialement responsable qu'une autre aurait plus de coûts et moins de profit qu'elle, sauf à vendre plus cher à des clients qui partageraient ses valeurs. Mais on peut imaginer qu'il y aura moins de ces entreprises que qu'autres,

1. Milton Friedman, «La responsabilité sociale d'une entreprise est de maximiser son profit», *New York Times Magazine* du 13 septembre 1970, repris et traduit dans Sociétal n°78, 4e trimestre 2012, avec une introduction de Gilles Saint-Paul, Professeur à Paris Business School.

donc que leur part de marché va diminuer. Le plus probable est alors que ces entreprises aient de moins en moins d'influence, sauf à ce que les valeurs qu'elles représentent soient jugées suffisamment importantes pour être défendues, ou à ce qu'elles fassent en sorte de populariser ces valeurs. À ce moment l'État peut intervenir, soit pour compenser le surcoût, soit pour changer les règles et faire en sorte que le niveau « socialement » responsable soit désormais celui de tous. Les lois du marché ont ainsi joué, en liaison avec celles de la société civile – qui sont différentes.

■ **Peut-être cette approche est la bonne façon d'intégrer logique économique et logique sociale**

L'économie fonctionne en effet, et toujours, dans un cadre social - et ce cadre évolue. Il évolue de l'intérieur, quand les conditions de travail, de pollution, de risque… sont contradictoires avec l'objectif même de profit. Il évolue aussi de l'extérieur, quand les clients n'acceptent pas d'acheter des produits qui sont réalisés dans des conditions qu'ils jugent indignes, scandaleuses ou injustes. C'est le cas des *sweatshops* où des enfants travaillaient pour Nike dans des conditions socialement inacceptables ou, très récemment dans ces entreprises de vêtements du Bangladesh qui abritaient des salariés dans des conditions dangereuses, jugées aujourd'hui aussi inacceptables.

Assez évidemment, ces entreprises vont se restructurer et se moderniser, avec plus de machines et sans doute moins de main-d'œuvre directe. Sans doute aussi un déplacement va se produire, pour mener ces activités vers des lieux plus pauvres encore. Avec le temps et la concurrence, les conditions de travail vont s'améliorer, donc les coûts augmenter, donc le prix final des produits.

■ « **Seuls les hommes peuvent avoir des responsabilités** » **(Milton Friedman)**

Mais on peut se demander quand même pourquoi des consommateurs européens (par exemple) achetaient des vêtements ou des chaussures pour quelques euros sans se poser de questions. Ils pouvaient s'imaginer sans doute qu'ils étaient produits dans des conditions « rustiques », pour des salaires « modestes »[2] En réalité, la responsabilité sociale de l'entreprise vient bien après la conscience sociale des consommateurs qui peuvent imaginer qu'il ne peut y avoir de miracle de coût de cette ampleur.

La vraie source de la conscience sociale de l'entreprise doit donc être celle des consommateurs – pour qu'ils communiquent leurs réactions aux actionnaires. Mais ceci n'existe que s'ils expriment assez fortement leur sentiment, si leur *voice* dépasse leur *exit* – celui de ne pas accepter le produit sans que personne ne sache pourquoi, a fortiori sans réagir dans une *loyalty* toute silencieuse.

---

2. *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States,* Cambridge, MA, Harvard University Press, 1970.

■ **C'est ici que le nouveau rôle des réseaux sociaux – au dedans et au dehors de l'entreprise – va intervenir**

Les réseaux sociaux sont un changement fondamental dans la logique de l'entreprise et dans son rapport à ses divers marchés, des biens, des services productifs ou des services financiers, donc par rapport aux clients, aux salariés, aux financiers. Dans ce contexte, les nouveaux médias représentent de nouvelles façons de faire naître des actions collectives, avec plus force et de vitesse que jamais, avec aussi des risques et des excès.

■ **C'est pourquoi les responsables d'entreprises doivent se soucier de leur responsabilité sociale et environnementale de fait, en l'intégrant dans une logique de rentabilité**

Ce mouvement prend un double aspect :

– l'entreprise doit d'abord savoir ce qu'elle fait (pour éviter des surprises et corriger), puis faire savoir ce qu'elle fait et devenir ainsi une entreprise plus citoyenne, ce qui lui attirera plus de clients, des salariés de meilleure qualité… – et donc un déplacement bénéficiaire de concurrence,

– l'entreprise doit faire évoluer en même temps les normes d'activité, qui seront celles de formation des coûts, des prix et donc des profits au niveau du marché.

Au fond, la « responsabilité sociale de l'entreprise » est la constatation la plus nette de la porosité de l'entreprise aux informations qui la traversent, comme elles traversent la société. L'entreprise n'est pas une boite noire. Elle n'a pas de responsabilité en soi, ses clients, salariés et patrons oui. À eux de le dire et de l'assumer.

Social Responsibilities: Looking after Both Sides of the Fence

Tito Mboweni
AngloGold Ashanti

I would like to introduce my remarks by saying that for many years, companies have ignored their broader social responsibilities. Today, all companies are expected to at least understand that their responsibility is not just to the shareholders but to the broader stakeholder community. We do have a responsibility to shareholders, who are the owners of the companies; we must return something for the capital invested. But we also have a responsibility:

–to the communities in which we operate, because without them giving us the social licence to operate, our companies would not be able to operate;

–to future generations. In other words, in our operations today, we have to think not just of today's people, but also of tomorrow's people. They are going to have to be the inheritors of the environment we worked on;

–to the Governments and countries; we have to pay taxes; we have to obey all the rules and regulations of the particular countries in which we operate;

–to our employees and in the mining industry, this means in particular the safety of workers, safety in the form of border safety, but also health safety;

–to the management, to ensure that they continue to manage the company in the interests of all the stakeholders that I mentioned.

However, life has gone on a little bit these days. We find ourselves having to abide by the UN guiding principles on business and human rights amongst other things. This is to make sure that every business decision that we make is also guided by the basic principles of human rights. The days are gone when companies ignored the basic human rights of employees.

You might ask a question: if companies have to perform all these functions today, have they become development agencies or business organisations? In our case, for example, in the Eastern part of the Congo, we are a development agency. There is no Government activity there of any sort. We build the schools; we build the roads; we build the clinics. We even built a Catholic cathedral, because there was nobody else to build that cathedral.

In Ghana, we are the major anti malaria agency. We are the ones killing the mosquitoes, because the Government is not doing that. We cannot wait for the Government, because our employees will suffer from malaria. Therefore, their productivity will go down and we will make no profits. It is also in our interest that we kill malaria.

In South Africa, we are involved in large education projects, because there has been a lot of failure on the part of the previous Governments about education. In Australia, we also look after the environment, because we operate in an area which is highly environmentally sensitive. I say all of this because today's company really has to operate beyond the shareholder, in the broader community. However unfortunately, if you do not operate profitably, you will have to close the business and that is also socially irresponsible.

La Poste, acteur du développement responsable

Jean-Paul Bailly
Le Groupe La Poste

La métamorphose de la Poste

La Poste a connu et va continuer à connaître une mutation extraordinaire, étroitement liée à la crise économique et plus encore à l'évolution de notre société vers le numérique. La quantité de courrier décroît de 6% par an et, entre 2007, notre point de référence, et 2020, aura probablement diminué de moitié.

Pour nous adapter à ces changements, nous menons une politique d'innovation et de rénovation. Nous avons complètement modernisé l'outil logistique du courrier et réinventons chaque jour le courrier et le colis de demain, en nous appuyant beaucoup sur le e-commerce et la distribution de services à domicile. Nous avons créé et développé une banque, devenue une banque de tous les Français ainsi qu'une banque du développement du territoire. Nous sommes devenus le quatrième opérateur mondial dans le colis et l'express et avons intégré le club très restreint des opérateurs qui transportent chaque année plus d'un milliard de colis. Enfin, chacun a pu constater la métamorphose extraordinaire des bureaux de poste et de la qualité de service, notamment la disparition de l'attente.

Tout cela va encore être accéléré car la clé de demain est la convergence de nos réseaux : les réseaux physiques mobiles de ceux qui vont chez les gens (facteurs, livreurs de colis) ; les réseaux fixes (points de présence et de relais postaux sur le territoire, qui lorsqu'on les additionne dépassent 25 000) ; enfin, les formidables capacités du numérique, qui vont permettre

de faire converger et de mettre en synergie l'ensemble de ces réseaux, et ainsi d'offrir de nouveaux services.

▶ Comment se transformer ?

La responsabilité sociale de l'entreprise est au cœur de la capacité à organiser une telle transformation car pour la conduire, tout commence par une vision à long terme et de l'ambition. Sans une ambition partagée, rien n'est possible. Sans elle, pas de sens au travail ; pas d'alignement des intérêts et des énergies ; pas de possibilité de conduire une vraie décentralisation. Sans elle, la décentralisation se transforme en un mouvement brownien.

Étant donné que la société civile est de plus en plus exigeante, parfois critique, à juste titre, de plus en plus en position de force (avec les réseaux sociaux et les ONG, tandis que d'autres acteurs intermédiaires ont tendance à s'affaiblir), quelle peut être cette ambition ? Elle ne peut pas ne pas porter en son cœur la responsabilité sociale ou, pour mieux dire, le développement responsable de l'entreprise.

Nous venons de finaliser notre projet stratégique pour les années qui viennent. Il commence évidemment par un chapitre sur l'ambition. Nous nous sommes efforcés d'y définir, en dix lignes, qui nous sommes, où nous allons et comment, exercice extrêmement intéressant et que je conseille. Voici donc notre ligne : « L'ambition du Groupe La Poste, entreprise publique de service fondée sur la confiance » – chaque mot compte – « est d'être un acteur du développement responsable de la société, en participant à ce que l'on pense en être les trois composantes :

– la réussite économique du pays ;
– le développement personnel des postières et des postiers ;
– la dynamique des territoires et leur cohésion sociale. »

Voilà qui nous sommes. Je passe sur la question de là où nous voulons aller, plus technique ; mais voilà comment nous voulons y aller. La Poste y parviendra en préservant une bonne santé économique, gage de la qualité de service et de l'exécution de ses missions de service public ; de l'amélioration continue de la satisfaction des clients ; de la qualité de vie au travail ; de la capacité de croissance externe du Groupe vers de nouvelles activités.

Le plus intéressant est que cette formulation ne sort pas du crâne de consultants ni même du Comité exécutif, mais provient d'une large consultation de 150 000 postiers et de 1 000 élus locaux. Notre projet stratégique est en phase avec ce qu'ils nous ont dit. Il a une force, une légitimité qui dépasse les dirigeants de l'entreprise et même leurs actionnaires.

On est loin des théories de Milton Friedman. Peut-on se désintéresser des employés, dont l'engagement, la motivation et la santé sont décisifs pour la réussite et la pérennité de l'entreprise ? Une entreprise digne de

ce nom peut-elle ne pas soutenir et respecter le territoire sur lequel elle est implantée et qui constitue une ressource dont elle se nourrit ? Peut-on sacrifier le respect de ses valeurs – dans le cas de La Poste, les missions de service public – et les investissements à long terme à un profit immédiat ? Peut-on courir le risque, de plus en plus fort du fait des réseaux sociaux, d'une mauvaise réputation en n'étant pas exemplaire ? Et peut-on, en même temps, réaffirmer que la santé économique est vitale ?

Le Groupe La Poste a fait l'exercice, très important, de reformuler ce que veut dire – en tous cas pour nous – la bonne santé économique. Cela signifie simplement que l'entreprise doit faire des résultats suffisants pour financer ses investissements courants, payer ses impôts, payer l'intérêt de sa dette et verser des dividendes corrects sans s'endetter. Et si, en sus, elle fait quelques réserves, cela lui donne des capacités nouvelles pour son développement de demain.

Finalement, Milton Friedman n'a-t-il pas ignoré le plus important ? Car en ayant une telle politique, on crée la confiance de tous les partenaires.

Conjuguer développement et responsabilité

Christophe Blanchard-Dignac
La Française des Jeux

La RSE doit être au cœur du modèle économique des entreprises

N'en déplaise à Milton Friedman, la RSE n'est plus aujourd'hui, dans la littérature économique, la bonne conscience des entreprises mécènes ou le luxe des entreprises prospères.

C'est elle qui donne le sens et la durée au développement d'une entreprise, ce développement qui crée le profit et que le profit permet de nourrir.

Comme l'anticipait déjà le « credo » du Président de Johnson et Johnson en 1943, l'entreprise durable est responsable au-delà de ses propres actionnaires. Elle est responsable vis-à-vis de ses clients, au premier chef, vis-à-vis de ses collaborateurs, vis-à-vis de ses partenaires, vis-à-vis de la collectivité. Lorsque cette entreprise, comme la Française des Jeux, est publique, qu'elle bénéficie de droits exclusifs, qu'elle s'inscrit dans une tradition de contribution financière à l'intérêt général, vieille de plusieurs siècles et, pour ce qui la concerne, de 80 ans et qu'elle s'adresse à 26 millions de clients à travers le réseau de proximité le plus large, le défi de la responsabilité n'en est que plus exigeant et plus mobilisateur.

Le jeu de hasard et d'argent n'est pas un commerce ordinaire. C'est pourquoi l'opérateur public FDJ, au nom de la protection de l'ordre public et de l'ordre social, a reçu pour mission de canaliser, dans un circuit contrôlé et sûr, la demande de jeu du grand public et d'en prévenir l'excès. Si l'opérateur public ne le faisait pas, c'est toute l'économie du jeu qui en serait affectée dans son développement et dans sa pérennité. C'est dire que la responsabilité est placée au cœur de l'économie même de l'entreprise.

Le modèle de jeu a tout naturellement rejailli sur le modèle d'entreprise, employeur, partenaire, mécène.

Conjuguer développement et responsabilité, pour naturelle que soit cette démarche dans une entreprise comme la Française des Jeux, n'est pas pour autant, un «long fleuve tranquille».

C'est le résultat d'un engagement résolu des collaborateurs, des dirigeants, et des actionnaires de l'entreprise. C'est l'aboutissement de la maturité d'une démarche RSE, vécue parfois comme une contrainte mais dont l'expérimentation tenace a démontré qu'elle permettait d'affronter tous les temps et surtout de créer de la valeur, celle de l'entreprise elle-même.

«Être socialement responsable ou mourir» c'est bien à cette question que l'entreprise a répondu en retenant le premier terme de l'alternative et en s'appuyant sur une triple conviction.

1. En l'ancrant dans le cœur d'activité et de la stratégie de long terme de l'entreprise, la RSE n'en est que plus pertinente et crédible

2. En mobilisant tout l'écosystème de l'entreprise interne et externe, la RSE n'en est que plus efficace

3. En mesurant la création de valeur pour tous et sa contribution au capital immatériel de l'entreprise, la RSE n'en est que plus durable.

▶ Pertinence et crédibilité

Bien qu'unique par son statut en monopole, la Française des Jeux n'est pas pour autant isolée, au contraire : 26 millions de clients, 34 000 points de vente dans 12 000 communes, 95% de ses mises redistribuées aux gagnants, à l'intérêt général, à ses partenaires du réseau. Marque populaire et historique, présente dans l'imaginaire de tous les Français, elle fonde sa politique RSE sur l'expression de ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes : dans les jeux et services qu'elle propose, dans la conduite de ses activités, dans les relations avec ses partenaires et enfin dans ses interactions et impacts avec la Société. Cette responsabilité en cercles concentriques s'est traduite par une politique articulée autour de 5 enjeux.

1. Jeu Serein : garantir la sécurité, la responsabilité et l'attractivité de notre offre de jeux.

2. Pratiques commerciales et partenariales responsables : promouvoir des pratiques responsables et durables avec l'ensemble de nos partenaires.

3. Tissu local dynamique : contribuer au dynamisme économique, social et sociétal des territoires sur lesquels nous nous développons.

4. Empreinte environnementale positive : innover pour préserver l'environnement.

5. Diversité et performance : exprimer la diversité sous toutes ses formes comme levier de performance.

Un exemple parlant : en 2004, le jeu de point de vente Rapido, jeu de tirage rapide, représentait 24% des ventes de FDJ ; ce jeu simple, et ne faisant l'objet d'aucune publicité, était aussi parmi les plus rentables de la société. Il était aussi rémunérateur pour l'État. Mais ce qui en faisait le succès commercial pouvait, en certains cas, conduire à des excès, voire à une addiction. Les modérateurs mis en place par l'entreprise et les décisions des pouvoirs publics ont ainsi conduit à le remplacer par un autre jeu de point de vente, Amigo, deux fois moins rapide et en pratique plus cher à produire : il ne représente aujourd'hui plus que 12% des ventes FDJ, ne contribue guère à son résultat, et beaucoup moins aux recettes de l'État. L'engagement pour un Jeu responsable a donc prévalu sur l'intérêt financier de court terme, celui de FDJ comme celui de l'État.

Pour autant, l'entreprise a su trouver d'autres relais de croissance et d'autres sources de rentabilité. Ses ventes en 2012 sont supérieures de 42% à leur niveau de 2004 et sa profitabilité légèrement supérieure, alors même que sa contribution totale à l'intérêt général a dépassé 3 milliards d'euros en 2012.

▶ Écosystème et efficacité

Au-delà de ses ressources financières, l'entreprise bénéficie d'un potentiel important sur les plans humain, territorial, sectoriel et partenarial, qu'elle se doit d'activer plus. Or, l'efficacité de la RSE réside dans cette mobilisation collective. Au cœur de ce réseau, la Française des Jeux travaille à l'activation et l'amélioration des différents cercles qui le compose.

Ainsi, en termes de gouvernance et de système managérial, la Française des Jeux a créé en 2012 un Comité Développement Durable au sein de son Conseil d'Administration. Elle a également innové en déployant des modules de formation à la RSE conçus sur-mesure pour chaque métier de l'entreprise. Auprès des 34 000 détaillants qui distribuent l'offre FDJ, l'entreprise déploie depuis longtemps des programmes de sensibilisation au Jeu responsable et souhaite élargir ses actions à d'autres domaines de la RSE (accessibilité des points de vente aux personnes à mobilité réduite, recyclage des tickets).

Très active au sein de l'Association Européenne des Loteries, dont elle est l'un des piliers, elle travaille actuellement à la création d'un référentiel RSE dédié au secteur. De la même façon, en tant que premier partenaire du Sport français, la Française des Jeux s'est engagée dans une nouvelle convention pour 4 ans avec le Comité National Olympique et Sportif Français pour l'accompagner notamment dans la conception d'un référentiel RSE spécifique aux organisations sportives.

Enfin, en reconduisant pour 5 ans sa Fondation d'entreprise avec un doublement de son budget, soit quelque 4% de son résultat net, la Française des Jeux entend démultiplier les actions sociétales et son impact sur la Société.

Création de valeur et durabilité

L'impact de la RSE sur la performance financière n'est aujourd'hui qu'intuitivement démontré. Il existe pourtant dans les discours des acteurs économiques un consensus sur le lien positif entre la RSE et les opportunités de croissance. Le caractère évident de l'impact de la RSE sur «la création de valeur» est de plus en plus généralement admis, tout en considérant à la fois des actions RSE générant une véritable performance financière (consommation en transport plus économe, dématérialisation par exemple) et des actions RSE visant à préserver la «valeur future» (de l'entreprise, voire de la Société). Cette valeur future réside dans la part immatérielle du capital de l'entreprise. Dans l'économie d'aujourd'hui, 2/3 de la valeur des entreprises ne se lit plus dans le bilan, mais dans ses actifs extra financiers (actif client, technologique, marque, etc.)

La Française des Jeux, par choix et par conviction, suit et publie de nombreux indicateurs de performance RSE dictés par la loi NRE ou issus du Grenelle 2. L'entreprise a également sollicité à deux reprises une notation extra financière conduite par un tiers indépendant sous le prisme des questions centrales de l'ISO26000, avec la satisfaction d'atteindre en 2013 une note de 76/100, versus 69/100 en 2011.

L'entreprise s'attache aujourd'hui à mieux comprendre et par là à mieux mesurer en quoi la RSE crée de la valeur pour elle-même et pour chacune de ses parties prenantes. Les méthodologies ne se trouvant pas sur étagère, elle a donc innové en réalisant sa propre démarche. Même si elle est encore expérimentale et en partie qualitative, cette approche d'une rentabilité élargie permet de vérifier ce que l'intuition retient : la responsabilité crée de la valeur dans la durée pour peu qu'elle soit placée au cœur même du modèle économique d'une entreprise.

Il est vrai que désormais Milton Friedman s'est tu et que Michael E. Porter professeur à Harvard, est devenu le promoteur du concept de création de valeur partagée *(creating shared value),* un concept dont l'ambition est d'aller au-delà de la RSE.

La substitution de la création de valeur partagée au simple partage de la valeur donne au parti pris de la responsabilité une toute autre dimension. Être socialement responsable pour une entreprise ne serait plus ainsi un choix contraint dicté par la seule volonté de ne pas périr mais un choix positif reposant sur l'ambition de se développer et de prospérer. À nous de le démontrer en conjuguant développement et responsabilité.

Contraintes de l'autorégulation

Jean-Pierre Martel
Orrick Rambaud Martel

Nous sommes un cabinet d'avocats qui compte un millier d'avocats répartis dans vingt-trois bureaux de par le monde. On aurait tendance à penser qu'il n'y a pas de sentiment de responsabilité sociale dans ce type d'organisation. C'est tout à fait faux, même si ce sentiment de responsabilité se situe à un niveau primaire, celui de la conscience qu'il faut rendre à la vie une partie de la chance qu'elle nous a donnée. C'est pourquoi nous avons un programme extrêmement important d'actions *pro bono,* que ce soit aux États-Unis ou en France. Dans ce pays, nous avons par exemple fait la promotion de l'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière, gigantesque fondation de recherche et l'un des leaders européens actuels. Nous soutenons également Mécénat Chirurgie Cardiaque. C'est le stade primaire de la responsabilité sociale, fondé sur un volontarisme pur.

Je ne suis pas certain que nous en retrouvions beaucoup de profit en termes de compte d'exploitation. Mais nous en avons en termes de moral des troupes et d'autosatisfaction quant à ce que nous faisons de notre vie. Combler ses propres aspirations est un profit certes peu appréciable par des actionnaires – mais nous n'en avons pas car nous sommes nos propres actionnaires, nous fonctionnons pour nous-mêmes, notre propre satisfaction est un grand profit.

Mais plutôt que de parler de responsabilité sociale dans un cabinet d'avocats, il me semble plus intéressant de tirer mon propos de mes expériences en matière de fusions-acquisitions d'entreprises, domaine dans lequel nous intervenons beaucoup.

▶ Le phénomène d'autorégulation

Le but de l'entreprise est d'être performante et surtout de durer. Pour cela, il faut qu'elle soit bien gérée. Je m'en tiendrai à la question de la gouvernance, même si dans les opérations de fusion-acquisition, liées à ce qu'on appelle en France «l'intérêt social» – concept purement français – d'autres problématiques se posent comme le financement ou les techniques de ré-allocation de la dette, *debt push down* dont il ne faut d'ailleurs pas abuser car toute chose est bonne si elle est de qualité et consommée avec modération, comme chacun sait.

En termes de gouvernance, on constate qu'il n'y a pas de vérité. On entend dire partout que les entreprises familiales, quelquefois autocratiques, sont les plus performantes ; dans le même temps, l'idée répandue est qu'il faut ouvrir la gouvernance, nommer des administrateurs indépendants. C'est très bien les administrateurs indépendants, mais il ne faut peut-être pas en abuser : des gens plus concernés sont peut-être préférable. Et puis, qu'est-ce qu'être indépendant ? Est-ce qu'un administrateur indépendant professionnel, qui tire ses revenus de cette position, est encore indépendant ? Les questions sont nombreuses sur ces sujets.

Le domaine de la gouvernance a ceci de particulier qu'avec la mondialisation, est apparu un besoin de moralisation et de pérennisation croissant et international. Pour une fois, la loi n'a pas eu l'initiative : c'est un sentiment général, collectif qui a abouti d'abord à de l'autorégulation. C'est ainsi que le droit a abordé ces sujets avec par exemple le code de gouvernance AFEP-MEDEF des entreprises cotées.

Désormais, le volontarisme, l'autorégulation et la contrainte sont en interaction permanente. De temps en temps, l'autorégulation répond à des contraintes, qu'elles soient des pouvoirs publics, du marché, des clients, des actionnaires ou des salariés. La contrainte légale vient assez souvent prendre le relais de l'autorégulation volontaire. Parfois, c'est l'inverse qui a lieu. On a par exemple abandonné le projet de loi pour l'encadrement de la rémunération des dirigeants pour lui substituer un acte volontaire : l'actualisation au mois de juin dernier du pacte AFEP-MEDEF.

▶ Le glissement vers l'*accountability*

Du point de vue juridique, le système est assez complexe : il existe des règles volontaires, qui ne sont donc pas obligatoires ; mais si vous ne les respectez pas, la loi vient vous demander pourquoi. Ainsi le système se dévoie-t-il tranquillement de son origine, qui est éthique (*ethos,* en grec,veut dire comportement, action), pour se concentrer moins sur l'action que sur l'*accountability,* c'est-à-dire la capacité à rendre compte, la transparence. C'est là une influence anglo-saxonne assez forte : à partir du moment où

j'ai un *process* formel parfaitement au point et respecté, je suis à l'abri, j'ai fait mon devoir. On contemple plus le dire que le faire. Or, les entreprises qui communiquent le plus ou le mieux ne sont pas nécessairement les plus vertueuses en termes de responsabilité sociale.

L'exercice d'autorégulation est en construction et a évidemment ses limites. On peut en identifier beaucoup, à commencer par les distorsions de concurrence résultant d'une incapacité évidente d'uniformiser les contraintes ou les normes. On ne peut pas se contenter de transposer un truc qui réussit dans un pays à un autre. Par exemple, peut-on concevoir que le modèle de cogestion allemand soit transposé en France tel quel, compte tenu de la différence culturelle qui existe entre les deux pays dans les rapports des partenaires sociaux ?

Il y a également des difficultés en termes de sanction. Nous avons des quantités de contraintes de *reporting*. C'est alors l'image qui est en cause. C'est le regard des autres qui est la sanction, beaucoup plus efficace qu'une sanction directe classique.

"Making Money is a Technique, Spending it is an Art"

RYU Jin Roy
Poongsan Group

Poongsan Group was founded by my late father 45 years ago. Today, we do 3 billion euros in annual sales, and have a global workforce of 4,500 employees. In simple terms, we make metal products like coin blanks. In fact, Poongsan made most of the euro coins in your pocket. We also make ammunition for military and sporting use.

Making money is a technique, but how you spend it is an art. There are many thousands of big companies in the world that are very successful at making profits. However, when it comes to how they use those profits, too many of them lack focus.

You have to have priorities. At Poongsan, we choose to reinvest money back into our companies so that we do not fall behind in the latest technology. We also invest in other innovations that boost productivity. Of course, we also need to reward our shareholders and give bonuses and raises to our employees, who work so hard to make the profits. In today's world, everything is scrutinized so closely, and the gap between the haves and the have-nots is getting wider.

▶ How much should companies spend on social causes?

There is really no one-size-fits-all formula, as each company is different. However, in the case of my country, Korea, the general unwritten rule is to spend at least 1% of your profits on good social causes. In the case of my company, it is a bit higher at about 5% of our profits. As CEO of my company, and as the son of the founder of the company, I spend about 30% of my total income on charitable causes.

In the case of my company and myself, the situation is a bit different, because my company manufactures ammunition and bombs. You could say there is a certain "guilt factor" regarding how we make money, even though it is for defense purposes. It is also very important for me and my company to keep a very good image. In today's world, it is important to sell your products, but it is also important to project and preserve a positive image of your company.

We do not advertise our products, for obvious reasons. Therefore, we regularly spend more of our profits supporting socially important causes. For example, since we are a defense company, we spend a lot of money in relation to the military. We recently renovated and extended a multi purpose gymnasium for our military academy. We provide a lot of scholarship funds for members of our military and their families.

▶ Does social responsibility pay off?

Does spending such sum of money on charitable causes or social responsibility causes pay off? I believe the answer is yes. When a company has more credibility and does more good social deeds, regulatory authorities tend to be more cooperative and understanding of your point of view.

Another positive by-product of our company positive social works comes in the form of recruiting. We hired 50 college graduates this year, but for those 50 positions over 5,000 graduates applied. We were able to hire some of the best young minds in Korea.

▶ More social responsibility for less tax

Recently, news articles reported that, despite the fact that French goods companies make a lot of money in Korea, they give very little donations to local causes. Soon after hearing this news, I heard from a friend who is in the business of selling French luxury goods that there was a drop in sales, and not all for social reasons. Korean consumers are not only very knowledgeable, but also very sensitive.

I have a joint venture with a French company in Korea, and I can understand why it is so difficult for French companies to make donations. Relatively speaking, French companies pay very high corporate and income taxes. If my company and I were paying the tax rates that companies and executives pay in France, we would not be able to support the broad array of social causes that we do help. In this light, tax policy is one area where national governments can help encourage those in the private sector be more socially responsible.

In the United States, where we also have a factory, there are many ways to deduct taxes. This is done so that companies or individuals can deduct

donations to charitable causes. In Korea, it is considered an obligation for successful corporations and owners to be socially responsible: the concept of *noblesse oblige*.

In conclusion, I am very pleased when my company is able to report healthy profits every year. That is, after all, why we are in business in the first place! However, I get even more gratification when we can then invest some portion of those profits on good social causes. As I quoted in the beginning, making money is a technique, but spending it wisely is a type of art. Like the paintings of Paul Cézanne; it is beautiful and priceless.

Liberté, égalité, responsabilité

Guillaume Sarkozy
Malakoff Médéric

Malakoff Médéric est un organisme non lucratif. Cela signifie que nous avons besoin de dégager des résultats pour constituer nos fonds propres. De fait, nous faisons de 6% à 8% de gains de productivité par an depuis la fusion du groupe en 2008.

▶ Ce qui nous attend si nous ne faisons rien

Oui, nous allons certainement dans le mur si nous ne changeons pas fondamentalement nos comportements, et par là j'entends notre approche de la protection sociale. J'ai fait quelques calculs de coin de table : d'ici 2020, si rien ne change, l'ensemble de nos systèmes de retraites sera grevé de 20 milliards d'euros de déficit ; notre système de santé, de 15 milliards d'euros de déficit. Soit 35 milliards d'euros, environ six à sept points de cotisations sociales.

Il faut prendre le taureau par les cornes, car ce qui nous attend si nous ne faisons rien, c'est soit six à sept points de cotisations en plus (sachant que la marge nette des entreprises est à 28, elles prendront un vrai coup dans l'aile), soit trois ou quatre points de TVA ou de CSG. Je ne suis pas sûr que nous en ayons tous conscience.

▶ Mieux organiser les prestations sociales

Je vais prendre l'exemple du domaine de la santé. Chacun de nous peut faire son examen de conscience, car nous avons tous des comportements pas toujours responsables par rapport à la protection sociale. «J'ai le droit à ma prestation», se dit-on souvent, plutôt que «je me prends en main». «Si je n'arrive pas à surmonter un accident de la vie, la société va m'aider», pense-t-on encore.

Les partenaires sociaux ont fait, au mois de janvier, un acte exceptionnel en établissant l'accord national interprofessionnel sur la santé dans les entreprises. On ne mesure pas encore combien il va changer l'organisation du système de soins en France et faire de l'entreprise un véritable territoire de santé. On pourra s'occuper du bien-être des salariés et de la productivité des entreprises.

Au sein du Groupe Malakoff Médéric, nous avons calculé que 70% de nos dépenses de prévoyance (indemnités journalières, incapacité, invalidité, décès) et 50% des dépenses de santé des salariés sont le fait des mêmes quatre à cinq pathologies. Or, la littérature mondiale nous montre qu'on peut prévenir la survenance de ces pathologies. Aujourd'hui, personne ne s'en occupe. C'est afin de nous en occuper avec les entreprises que nous développons la dimension de «territoire de santé» de ces entreprises. Cela veut dire : vrai dépistage, coaching, suivi des salariés qui le veulent bien, suivi de la posologie, création de réseaux de soin.

La santé en France représente une dépense de 230 milliards d'euros dont 170 milliards d'euros couverts par la sécurité sociale. Elle est financée par 65 millions de Français générant une activité pour 2 millions de professionnels de santé. 20 milliards d'euros pourraient être économisés, entre autre par des gains d'efficience, mais un certain nombre de conditions devront être réunies.

Ce que je dis sur la santé peut être dit sur la retraite, le chômage et l'ensemble des prestations sociales. La situation n'est pas inéluctable. L'idée de baisser les prestations est insupportable : on ne peut pas mobiliser nos salariés, au cœur de l'incroyable compétition que nous avons dans le monde, en leur disant «on vous demande de travailler plus mais vous allez avoir moins d'avantages.» Ce n'est pas possible ; et comme il est difficile également d'augmenter les prélèvements, il faut bien trouver une autre solution.

Finalement, je me demande pourquoi ne pas réfléchir à la devise française, car elle constitue les ressorts de nos comportements. À la place de «Liberté, égalité, Fraternité», je proposerais : «Liberté, Égalité, Responsabilité».

Performance et responsabilité

Jean-Dominique Senard
Groupe Michelin

Quelques faits concernant l'évolution des besoins de mobilité

Le respect des faits est une de nos valeurs.

Pour Michelin aujourd'hui, cela signifie faire face à la réalité : comprendre que la mobilité va continuer à croître dans les années qui viennent et admettre que cela pourrait ne pas avoir que des conséquences positives pour la société si, collectivement, nous ne changeons rien. Limiter ces conséquences est un sujet de fond pour Michelin.

Il y a environ 900 millions de véhicules dans le monde aujourd'hui. Il y en aura environ 1,8 milliard en 2030-2035. Cette évolution peut avoir des conséquences considérables.

Les transports routiers consomment à peu près la moitié du pétrole mondial et sont responsables de 18% des émissions mondiales de CO_2. Les pneumatiques représentent quant à eux 4 points sur ces 18%. C'est tout à fait significatif : quand vous faites le plein de votre véhicule, pensez-y, c'est une fois sur cinq lié à la consommation de carburant due à vos pneus.

Sans entrer dans le détail des scénarios plus ou moins dramatiques qui pourraient nous attendre à la fin du siècle, tenons-nous en au scénario moyen qui annonce une augmentation possible de la température de quatre ou cinq degrés, et ce, même en appliquant dès aujourd'hui toute une série de mesures qui pourraient permettre de limiter le réchauffement de la planète.

Autre sujet majeur pour notre société et pour Michelin : la sécurité sur les routes. Plus d'un million de personnes meurent chaque année sur les routes dans le monde, soit 3 000 morts par jour. À ce triste bilan viennent encore

s'ajouter près de 50 millions de blessés plus ou moins graves par an. Je ne veux pas inquiéter outre mesure ; mais quand vous êtes sur la route, votre sécurité et parfois votre vie dépendent uniquement de vos quatre pneus. Ils sont votre seul lien physique avec la route et leur surface en contact avec le sol ne dépasse pas, pour chacun d'entre eux, la surface de la paume d'une main...

▶ Michelin face aux enjeux de la mobilité

Nous faisons, depuis près de 125 ans, des choix fondamentaux auxquels nous entendons rester fidèles. Nous considérons que la mobilité en un fondement du développement humain et qu'elle est nécessaire à la croissance. Qu'il ne faut pas lutter contre son développement, mais bien faire en sorte qu'elle devienne durable, saine et protectrice. Notre mission, et elle s'exprime dans notre signature de marque «Michelin, une meilleure façon d'avancer» est de rendre possible une meilleure mobilité.

Et notre ambition est forte : nous avons l'intention de devenir une des entreprises les plus innovantes, performantes et responsables au monde. Nous en avons la capacité. Nous serons leader dans le développement de la mobilité dite durable.

Mon prédécesseur, Édouard Michelin, a mis en place au début des années 2000 la démarche «Performance et Responsabilité Michelin» qui est la formalisation de la politique de développement durable de notre entreprise. Nous donnons aujourd'hui un deuxième souffle à cette initiative en changeant la donne, c'est-à-dire en responsabilisant personnellement les 113 000 personnes du Groupe vis-à-vis d'un ensemble d'objectifs qui sont au cœur des enjeux stratégiques du groupe Michelin. C'est facile à dire, mais un peu plus compliqué à faire… car il faut intégrer la performance économique à un ensemble de performances qui n'ont parfois ou *a priori* que peu d'éléments en commun avec elle. Nous nous mobilisons fortement, par exemple, pour l'amélioration de la performance de nos produits. Nous serons ainsi capables, grâce aux pneus Michelin qui seront mis sur les routes d'ici 2020, de permettre aux véhicules d'économiser 3 milliards de litres de carburant ! Ce ne sont pas des mots en l'air, ce sont des chiffres avérés, basés sur des faits.

Nous nous sentons également responsables, comme tout industriel, de notre empreinte environnementale, que nous nous engageons à réduire considérablement sur la même période –d'au moins 40%.

Enfin, chez Michelin, les femmes et les hommes sont au cœur de nos priorités. Nous ne pouvons imaginer notre développement en harmonie avec la société qui nous entoure sans impliquer les équipes du Groupe dans un mouvement massif envers elle. Pour ouvrir Michelin au monde extérieur

encore plus qu'il ne l'est aujourd'hui, nous avons récemment décidé d'offrir près de trente mille journées à nos équipes pour qu'elles puissent s'engager dans des actions en faveur de la vie locale.

Nous sommes conscients de nos responsabilités vis-à-vis de la société et nous venons d'en apercevoir quelques exemples forts. La mobilité n'est pas un problème. C'est même une véritable chance. Il ne faut pas s'opposer à son développement. Je dirais même qu'il faut peut-être mieux écouter les industriels qui veulent s'engager sur la voie d'une mobilité durable, plus sûre et plus respectueuse de notre environnement : les solutions à mettre en place coûtent cher, mais elles existent, et c'est l'entreprise qui, bien souvent, les porte… et les finance.

Créer des emplois, première responsabilité sociale

Serge Villepelet
PwC

En 2013 et en France, la véritable responsabilité sociale des entreprises est d'être compétitives et performantes de façon à être en situation de recruter.

Les actions sociétales de PwC

Dans mon métier qui est de certifier les comptes, l'exemplarité est le maître-mot. Nous avons un code de conduite, où il est beaucoup question de responsabilité sociale d'entreprise. Ainsi, nous encourageons nos équipes à s'impliquer dans des activités sociales et caritatives. Il en va de même pour les associés.

Je vais vous exposer tout d'abord quelques exemples d'actions de PWC en matière de responsabilité sociale.

Nous avons un système très original, totalement tourné vers l'avancement et la promotion des jeunes. L'âge de soixante ans est chez nous une sorte de couperet,–qui d'ailleurs ne va pas tarder à me concerner –il implique notre départ de l'entreprise. Nous devons alors transmettre nos actions, qui n'ont pas de valeur patrimoniale, à leur valeur nominale à des jeunes associés. Ce système très original existe chez PwC aussi bien en France (cinq mille employés) que dans le reste du monde (Chine, États-Unis). Il permet à nos structures de se développer et de promouvoir des jeunes associés. Car dans le monde du conseil et de l'audit, on a besoin de «les pousser» : ce sont eux «qui savent». Par exemple, nous parlons tous de numérique, d'Internet, etc. Mais les jeunes générations comprennent et maîtrisent totalement ces concepts et techniques, tandis que nous sommes, à soixante ans, relativement «hors du coup». Ainsi, il faut permettre aux jeunes de «prendre la main», la

transmission harmonieuse du pouvoir fait aussi partie de la responsabilité sociale de l'entreprise.

Autre exemple.

Lors de la crise du CPE en 2006, nous ne savions pas comment recruter. Nous connaissions alors une très forte croissance et devions nous battre avec nos autres grands confrères pour recruter. D'ailleurs, les cabinets de stratégie recrutaient un très grand nombre de jeunes dans les Écoles. Nous avons alors lancé le projet de recruter des littéraires dans les universités ce qui a plutôt bien marché : le projet Phénix. Nous avons ainsi démontré que si on y met du sien, le modèle que l'on connaît en Angleterre ou aux États-Unis où des diplômés de grandes universités littéraires peuvent réussir dans l'entreprise, peut fonctionner en France. Plusieurs entreprises, dont Axa, HSBC et la Société Générale, nous ont suivis dans cette initiative.

▶ Fondations d'entreprise

Nous avons également lancé une Fondation d'entreprise qui permet à nos jeunes de soutenir des associations. En 2013, nous avons été très heureux de décerner notre prix Coup de Cœur à un jeune qui s'est investi dans une association des quartiers nord de Marseille et a reçu plusieurs dizaines de milliers d'euros pour la soutenir.

Il s'agit, à chaque fois, des mêmes enjeux : la motivation, l'engagement, l'adhésion.

▶ L'enjeu de la compétitivité

Lors d'une réunion avec mes confrères afin de discuter de nos structures françaises, nous avons partagé le sentiment que notre rôle de patron de grand cabinet de conseil et de stratégie consistait à expliquer à nos réseaux pourquoi la performance des entités françaises était si dégradée comparée à celle des autres pays. Nous nous sommes dit, en plaisantant, que nous allions nous réunir en une sorte de syndicat qui serait chargé d'expliquer pourquoi c'est si difficile de faire du business en France. Certains de mes confrères m'ont dit alors qu'ils réfléchissaient à l'étape suivante, c'est-à-dire à ne plus avoir de structures en France mais des équipes, basées à Londres ou à Francfort, qui viendraient travailler en France. C'est un projet sérieux qui ne me plait pas du tout. Ainsi malgré les difficultés pour faire du business en France du fait notamment de l'environnement administratif, fiscal,... la vraie responsabilité sociale des entreprises c'est d'être compétitives afin de créer des emplois.

Lors d'une précédente session, Erik Orsenna a lancé l'idée de mettre en place un Erasmus pour les hommes politiques et pour certains chefs

d'entreprise, afin qu'ils voient comment les choses fonctionnent à l'étranger. Cette idée me plaît énormément. Il est temps de réconcilier les Français avec les entreprises, la compétitivité et la volonté de gagner. Ceux d'entre nous qui voyagent peuvent voir partout cet appétit de succès, cette volonté de remporter des marchés. Il faudrait qu'elle soit également partagée en France.

Cela ne me plaît pas du tout d'avoir deux de mes quatre enfants à l'étranger. Les deux autres sont encore étudiants : je n'ai pas envie, au terme de leurs études, d'en avoir quatre à l'étranger. En 2013, la vraie responsabilité sociale des entreprises françaises est de créer des emplois en France notamment pour les jeunes.

Échanges

Maxime Augusseau, *lauréat du concours «Inventez 2020»*

Comment les entreprises valorisent-elles leur démarche RSE, que ce soit lorsqu'elles ont pour clients des entreprises (BtoB) ou des consommateurs (BtoC) ?

Guillaume Sarkozy

En BtoB, il existe ce concept d'«entreprise territoire de santé» dont j'ai parlé. Mais en tant que compagnie d'assurance et de santé, nous avons aussi des assurés individuels et avec eux aussi, nous allons développer des programmes pour optimiser les ressources.

Jean-Paul Bailly

Le Groupe La Poste est une très grande entreprise de BtoC et, c'est moins connu, de BtoB. Pour le courrier et l'express notamment, nous sommes une entreprise de BtoB plus que de BtoC. Afin d'expliquer la manière dont nous valorisons notre démarche RSE dans les deux cas, je prendrai l'exemple de l'émission de CO2. Nous faisons des progrès et des efforts considérables dans ce domaine. Ils valorisent notre action auprès des ménages français aussi bien qu'auprès des acteurs du BtoB. Nous avons fait -20% entre 2008 et 2013 ; nous ferons -30% d'ici 2030. Nous menons une politique où tout à la fois on mesure, on audit, on réduit et on compense, en développant des programmes dans les pays en développement. Si bien que lorsque vous envoyez une lettre ou un colis par La Poste, ils sont désormais absolument neutres d'un point de vue carbone.

Jean-Dominique Senard

Pour une entreprise comme Michelin, le BtoB concerne les relations avec les constructeurs automobiles, les flottes de camions et les compagnies aériennes. Le BtoC concerne la relation que nous avons avec vous quand vous changez vos

pneus. Clairement, notre valorisation passe par la technologie : tout ce que l'on peut apporter en terme d'efficience énergétique, de sécurité, de durabilité, de bruit etc. se valorise. Certes pas toujours aussi bien que nous le souhaiterions, mais c'est tout de même par ce biais technologique et l'apport à la société que nous pouvons valoriser nos pneus.

Question du public

À vous entendre, être socialement responsable, revient à canaliser. La Française des Jeux canalise le jeu, La Poste canalise les échanges sociaux, Michelin canalise la mobilité ; «canaliser», c'est-à-dire réguler et durer. Comment concilier les objectifs de rentabilité à court terme – créer du profit pour rémunérer l'actionnaire – et de durabilité – et créer non du profit, mais du sens ?

La recherche d'équilibre entre ces deux temps, revient à poser la question des modes de gouvernance. Ne pensez-vous pas que le capitalisme tel qu'on le connaît est arrivé à ses limites et que pour régler l'arbitrage, l'économie collaborative est le modèle de gouvernance vers lequel il faut évoluer ?

Christophe Blanchard-Dignac

Au mot «concilier» je préférerai celui de «conjuguer».

Il y a deux conceptions de la responsabilité sociale des entreprises. La conception traditionnelle est de partager une partie de la valeur créée par l'entreprise : de donner, par exemple, de l'argent à des bonnes causes. Ainsi, la Française des Jeux a depuis vingt ans une Fondation qui recueille 4% du résultat annuel de l'entreprise – imaginez ce que cela donnerait appliqué aux entreprises du CAC 40, si 4% de leur profit servait au mécénat. De plus, 6% des effectifs de la Française des Jeux sont en situation de handicap. C'est une obligation légale, mais nous avons voulu la satisfaire par nous-mêmes : cela nous permet, puisque nous sommes crédibles, d'être plus actifs avec les associations.

La conception moderne de la RSE est de la mettre au cœur du modèle économique, c'est-à-dire de créer de la valeur avec la RSE. Dans le domaine de la santé par exemple, nous tous Français avons une carte de crédit sur un compte débiteur : la Carte Vitale. Si on ne change pas de modèle, si on ne met pas la responsabilité sociale des entreprises au cœur de l'appréciation que l'on a de la performance économique, de la valeur d'une entreprise (qui n'est pas seulement la valeur de ses comptes et un certain nombre d'éléments immatériels, mais aussi la somme de ses externalités positives et négatives), on laisse perdurer une situation totalement irresponsable.

Adopter la conception première de la RSE est déjà un progrès, surtout face à un État indigent et qui se désengage, mais n'est pas suffisant. Il faut mettre la RSE au cœur du modèle économique. Il ne faut pas concilier, il faut conjuguer.

Question du public

Les problèmes que vous évoquez ne relèvent que partiellement de la responsabilité des entreprises. La vraie responsabilité est politique. Selon Angela Merkel, l'Europe représente 8% de la population, 25% du PNB mondial... et 50% des coûts sociaux. Comment faire sentir à ceux qui nous dirigent la nécessité d'une responsabilisation et de la mise en action de méthodes d'évolution de long terme ?

Guillaume Sarkozy

Je ne suis pas d'accord avec vous. Si on met cela entre les mains des politiques, il ne se passera pas grand-chose. Non qu'ils soient plus mauvais que nous – les politiques sont le reflet de la société – mais les entreprises sont bien plus dynamiques sur ces questions. Que les chefs d'entreprise s'engagent.

Question du public

Les détracteurs de la RSE s'appuient sur le fait qu'il est très difficile de mesurer de manière concrète les retours sur investissement des stratégies et pratiques de RSE. Sur quelles données et quelles durées vous appuyez-vous pour affirmer que la RSE est rentable dans le cadre des nouvelles contraintes de l'économie mondialisée informationnelle ?

Guillaume Sarkozy

Je ne dissocie pas la valeur ajoutée sociale de la valeur ajoutée économique, la RSE de la rentabilité économique. Ce n'est pas possible. Le retour sur investissements doit toujours être présent. Consommons mieux, soyons plus responsables, c'est tout ce que je peux dire.

Jean-Dominique Senard

Il est intéressant de regarder ce qui se passe aux États-Unis dans les entreprises qui couvrent leurs salariés de façon significative. Ces expériences montrent le gain extraordinaire de motivation des salariés lorsqu'on leur dit : « Soignez-vous et voyez ce qui se passe : cette vigilance se mesure. En contrepartie, nous allons améliorer votre soin et la capacité monétaire de votre soin. » C'est un sujet central là-bas. Le modèle a des résultats exceptionnels et est parfaitement exportable.

Quant à la manière de mesurer les retours sur investissement de la RSE chez Michelin, cela se fait de manière assez directe. Sur cinq ou dix ans, on peut mesurer comment les produits ont été valorisés en fonction des innovations technologiques qui y ont été introduites. Vous retrouvez l'investissement technologique dans le prix et la valorisation du produit.

Tito Mboweni

As a mining company, we do lots of bad things. We dig up the ground; more often than not, we divert rivers. In South Africa, we send mine workers 34km underground –not a happy place to be– to mine gold. If we did not have a corporate social responsibility approach, what likely damage would be done in the medium to long term? Underground, you would have more workers dying; they would get unhealthier. If we pollute the groundwater system in Ghana, the communities will be worse off. If we do not focus on the eradication of malaria, more of our workers will not arrive for work. Therefore, business will not operate.

Although you can quantify the return on investment, sometimes you are on a hiding to nowhere. You should focus on the positivity that you are creating in society. We have to make sure that we have an environmental policy that says: you dig up the earth, but you rehabilitate it for future generations. You dig up the ground, but you make sure that you do not pollute groundwater. This is for the benefit of the farmers downstream, the fish that people are going to eat and the water they drink...

This cannot be quantified, but the positive externalities are great. Instead of sending workers 4km underground, we are better off using technology, so we can still mine that gold from the surface and not send people 4km underground to die. I think you have to look at the return on investment in a far broader context.

I was listening to the debate with our colleagues and trying to understand the French ecosystem –sometimes, when you are in a different country, in a debate, there might be domestic issues that get into the discussion and you have to be very careful. However, colleagues, I think we should also differentiate between philanthropy (the sort of things that Bill Gates and others do), and corporate social responsibility. It is a big conceptual difference. Do I do things because I have money and I want to please the people? Or do I have to do this for the survival of the company and the country, and to make a good contribution that is also going to be beneficial to shareholders?

Christophe Blanchard-Dignac

Les évaluations ne sont pas aisées mais peuvent se faire. Par exemple en matière d'économies d'énergie : nous avons changé nos salles informatiques à Vitrolles et récupérons les calories pour chauffer le bâtiment. Nous économisons donc du CO_2 et de l'argent. Nous savons calculer le montant de cette économie et savons combien nous a coûté l'investissement. Il est très facile de faire le calcul pour tout ce qui concerne la dépense environnementale.

En ce qui concerne la manière de traiter ses collaborateurs, de les motiver, de faire de l'action sociétale (mécénat, etc.), les retours sur investissement sont plus compliqués à calculer mais pas impossibles. Nous avons un petit résultat à la Française des Jeux, sur les 3 milliards d'euros que nous distribuons à l'État, ils représentent 115 millions d'euros. Pour ces évaluations, nous avons maximisé les

coûts et minimisé les profits pour être sûrs de ne pas être subjectifs. Nous avons calculé à partir de quatre de nos sept engagements de développement durable que la RSE nous rapportait 7,5 millions et 18 millions à la société dans son ensemble. Donc 30% pour nous et 70% pour la société. Cela veut dire que la RSE est un investissement rentable. C'est cela qui doit rentrer dans la tête des financiers.

Jean-Paul Bailly

On voit bien, au travers de notre débat, qu'on change de modèle. Pourtant, les outils de mesure et d'appréciation n'ont pas tellement changé. Les économistes ont un rôle à jouer pour nous aider à passer d'outils qui mesurent la profitabilité récurrente, trimestre après trimestre, à de vrais outils qui correspondent au nouveau modèle, et mesurent la pérennité et la capacité de développement.

Jean-Pierre Martel

Je crois que le débat nous a convaincus que les chefs d'entreprise s'engagent et bougent. Mais je voudrais rappeler une évidence : l'entreprise est une collectivité. Lorsque nous parlons de RSE, nous parlons de responsabilité vis-à-vis de la collectivité. Il n'y a pas que le chef d'entreprise dans l'entreprise. L'ensemble des parties prenantes doit participer à cet effort, et ne pas en laisser la charge au seul chef d'entreprise. Non seulement le management, mais aussi les actionnaires, les salariés, les banquiers, les clients, les fournisseurs, les collectivités locales, l'État, tous doivent y participer. Lorsque des fonctionnaires des impôts lancent un redressement sur une entreprise cotée qui touche 80% de la capitalisation boursière et 100 fois le résultat, et qu'à la question de savoir comment on informe le marché» ils n'ont que des réponses dilatoires, c'est de l'irresponsabilité sociale.

Il faut appeler à ce que tout le monde participe à l'effort sociétal.

Question du public

Pensez-vous que, avec le développement de la RSE et l'essor d'entreprises vertueuses, une mise en cause de responsabilités à partir de démarches volontaires apparaîtra, sur les plans international et national ?

Jean-Pierre Martel

L'articulation entre régulation et sanction est compliquée à faire parce qu'il faut d'abord définir ce qui est bon ou mauvais de manière suffisamment précise pour pouvoir appliquer une sanction, le cas échéant. Il est difficile de passer à une sanction au sens juridique (amendes, etc.), tant que l'on n'est pas capable de définir une règle que chacun doit respecter. Définir un modèle et des critères sur la base desquels les sanctions pourraient être appliquées me paraît extrêmement complexe. Selon moi, la véritable sanction est celle des clients, des consommateurs, des actionnaires, des salariés qui quittent l'entreprise.

Quant au plan international, je ne vois pas comment des pratiques uniformisées de protection sociale pourraient se construire dans une harmonie mondiale. Je crois que, hélas, ma génération ne sera pas le témoin d'une telle construction.

Jean-Dominique Senard

Récemment, j'ai été confronté au problème d'un client, entreprise publique allemande, qui ne voulait pas de pneus Michelin si nous n'étions pas à un certain niveau dans l'échelle de valeurs de telle agence internationale de notation sociale. Nous sommes en train de changer de monde. La notation et la sanction vont à l'évidence se faire sur le plan international, les ONG prenant le relais allègrement et le système Internet faisant le reste. C'est aujourd'hui pour Michelin un vecteur de sensibilité considérable. C'est bien cela qui va changer le monde dans les quinze ans qui viennent.

Jean-Paul Betbèze

Je résumerai notre débat sur la responsabilité sociale des entreprises en quelques points.

Il est difficile d'avoir une responsabilité sociale dans l'entreprise sans responsabilité sociale de l'État. Si l'État dépense trop, la situation des entreprises se complique.

Il faut s'efforcer de réunir la diversité des espaces, des personnes, des enjeux avant de formuler en quelques mots des objectifs et des projets.

Il faut convaincre en interne et en externe que l'entreprise poursuit un même objectif, par exemple en n'opposant pas profit à *pro bono*. Nous devons réunir également par notre conviction, par notre mesure, la façon de montrer que nous sommes vertueux, et que nous fabriquons une nouvelle compétitivité.

Le problème de la bonne mesure se pose. Il y a de la concurrence pour la définir. La mesure à l'anglo-saxonne est une certaine façon de présenter les choses qui n'est pas nécessairement celle que nous vivons.

Nous devons mettre un nouveau moteur dans nos entreprises. La RSE introduit la société et le temps au cœur de l'entreprise. Le temps futur – c'est là qu'est la différence. Le temps pour faire évoluer l'entreprise, pour la faire débattre, pour la faire mieux partager. L'art du profit est l'art de l'expliquer dans la durée, afin de soutenir l'activité de la croissance en France... afin que tous nos enfants restent ici.

9.

Compétitivité : une question d'horizon ?

Le débat sur la compétitivité a rebondi l'automne dernier en France, avec le rapport Gallois, mais il se pose également avec acuité dans les pays européens en crise, aux États-Unis et au Japon.

La compétitivité soulève d'emblée un problème d'arbitrage entre court terme et long terme. Par exemple, on sait qu'une dévaluation fiscale accroît à court terme la compétitivité/prix des entreprises, mais non à long terme, la hausse des salaires ayant tendance à annuler progressivement la réduction des coûts.

À long terme, la politique de compétitivité se confond avec la politique de productivité et d'innovation. Toutes ces politiques sont longues à mettre en œuvre et mettent du temps à donner des fruits.

L'articulation entre les politiques de compétitivité de court terme et de long terme pose un problème d'affectation des moyens publics. Mais cet arbitrage ne saurait être réduit à cette contrainte de financement : soutenir les marges des entreprises à court terme permet de préparer l'avenir en améliorant leurs capacités à investir dans la productivité et l'innovation.

Contribution du Cercle des économistes
Agnès Bénassy-Quéré

Témoignages
Claudia Buch • Jean-Luc Placet • Maurizio Borletti • Jaime Garcia-Legaz Ponce
Nicolas Tissot • Sharan Burrow

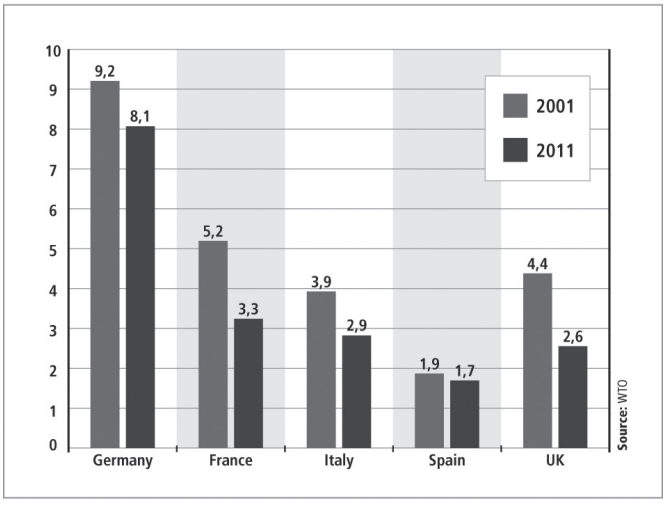
Modérateur
Philippe Mabille

Lost in Competitiveness

Agnès Bénassy-Quéré

From 2001 to 2011, French firms lost almost 2 percentage points of market share on the global market. Although market shares should not be considered the final objective of economic policy, especially since the rise of emerging countries mechanically lowers the market shares of OECD ones, such marked retrenchment is worrisome especially compared to other countries of the euro area (Figure 1). This poor performance reflects a weakening ability of French firms to provide adequate goods at an adequate price. It is much more meaningful than the trade deficit, which heavily depends on the strength of domestic demand.

1. Global merchandise market shares, 2001 and 2011, in %



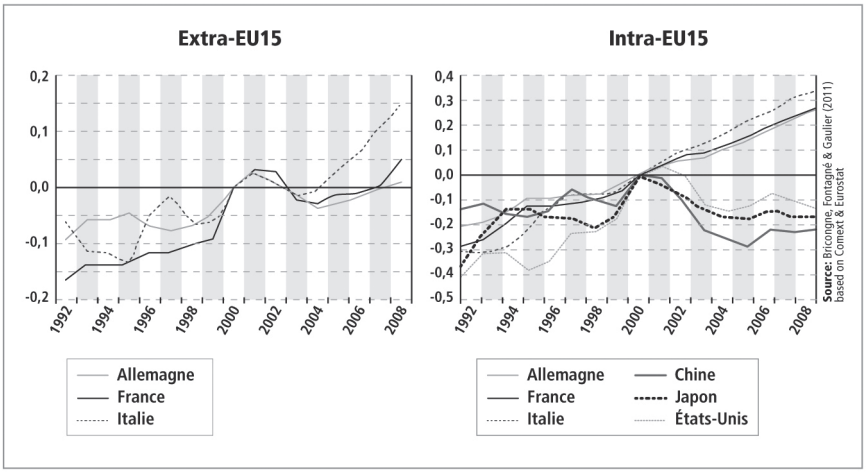
The potential causes of French poor performance on export markets can be classified into two categories:

– a loss in price competitiveness;

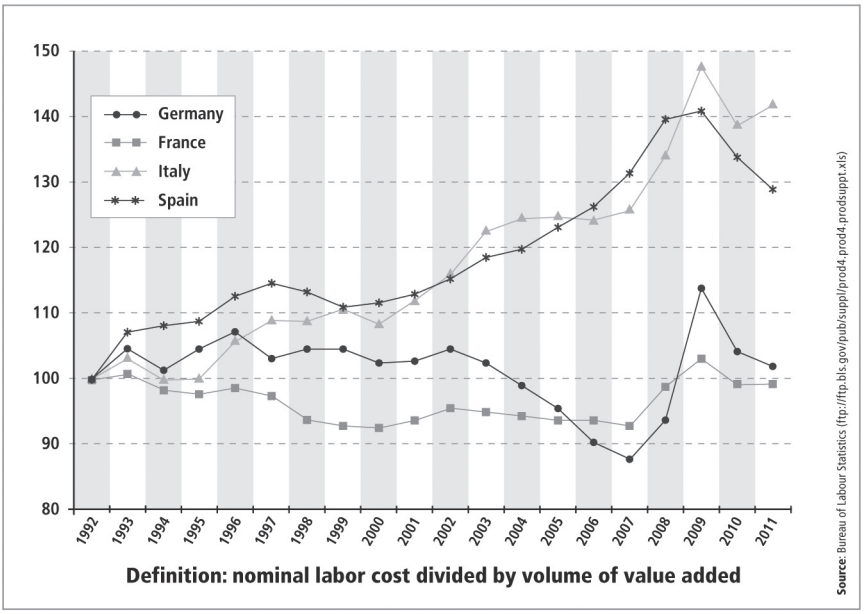
– a loss in non-price competitiveness.

Existing data points to the latter as a major explanation for the poor export performance of French firms over the last decade. Indeed, unit values of exports have evolved similarly in France as in Germany, both on the EU market and on non-EU ones, as evidenced in Figure 2.

2. Unit value of exports, in log (0 in 2000)

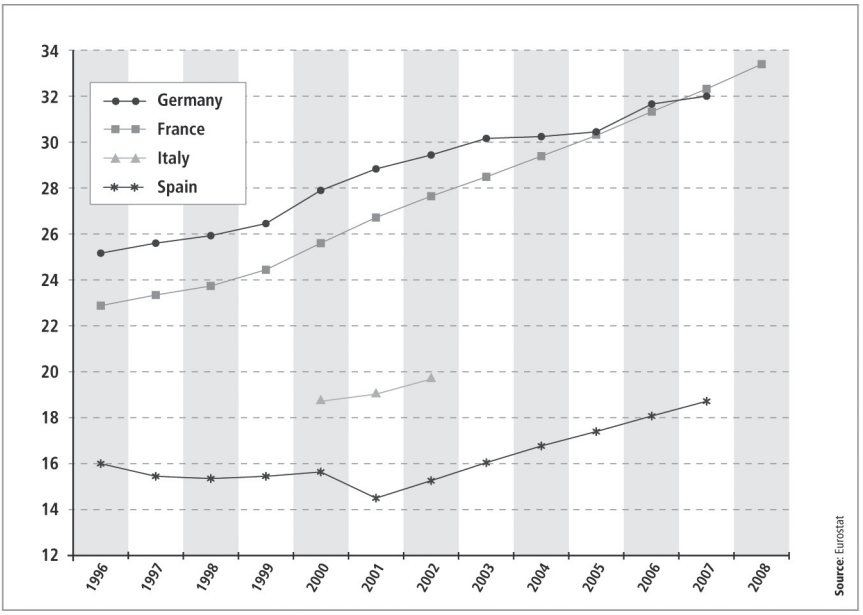


3. Unit labor costs in manufacturing, 100 in 1992



Likewise, unit labour costs in manufacturing have not diverged between France and Germany (Fig. 3). Even when labor costs are not corrected for productivity, it is hardly possible to argue that French manufacturing firms suffer from higher labor costs (Fig. 4).

4. Hourly cost of labor, industry (excl. Construction), in euros



In fact, the poor performance of French exports in the last decade may well come from… the non-traded goods sector. Figure 5 shows that in services sectors, there is a clear divergence of labor costs in France and in Germany, starting in 2000, hence before the Hartz reforms in Germany (2003-2005).

This divergence seems to have translated in a divergence of prices in the non-traded goods sectors (Fig. 6).

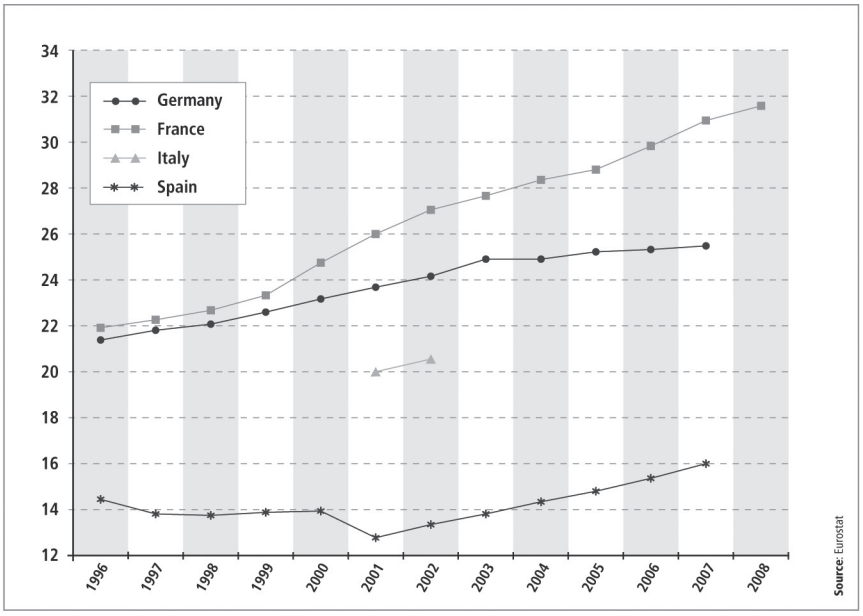
There are two alternative explanations for these features. In the first one, rising labor costs in services sectors fueled rising prices in non-traded goods. In the second one, the lack of liberalization of some non-traded goods sectors maintained a rent to be shared between labor and capital. In contrast, Germany liberalized these sectors, which put pressure on non-traded goods prices and wages in this country. OECD indicators of product market regulations in non-traded goods sectors tend to validate this second interpretation (Fig. 7).

The list of possible reforms in French non-traded goods sectors is well-known. Already in 1959, the Armand-Rueff report[1] pointed the excess of

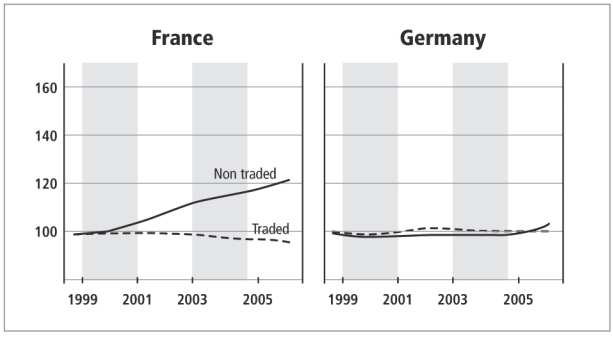
1. Louis Armand and Jacques Rueff (1959), *Rapport sur les obstacles à l'expansion économique.*

regulations as a major obstacle to growth. Fifty years later, the Attali report[2] identified housing, retail distribution and protected professions as major areas with a potential for deregulation. These inefficiencies weigh on the cost competitiveness of exporters through the cost of non-labor inputs. According to the newly-released OECD-WTO database on trade in value added, 55% of the value-added of French exports is made of services (Fig. 8).

5. Hourly cost of labor, services (excl. public administration), in euros

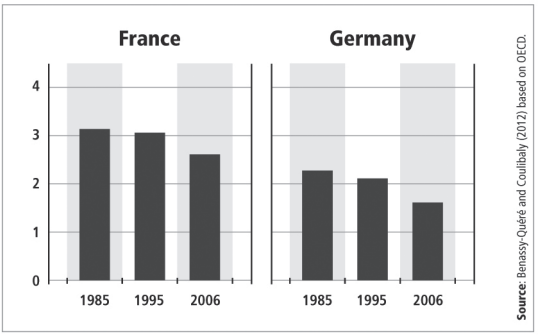


6. Traded vs non-traded goods prices, 100 in 1999

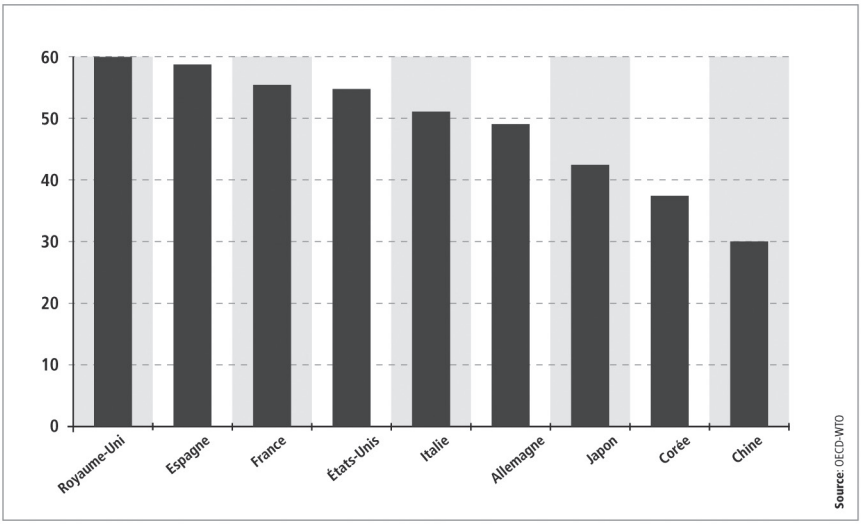


2 Jacques Attali (2008), *Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française*

7. product market regulations in non-traded goods sectors



8. Share of services in the value added of exports (in %)



We can then conclude that part of the competitiveness problem of the French economy paradoxically lies in the shaded sectors. The good news is that there is room for maneuver in this area, although the political economy of deregulation is tricky. The bad news is that reforming goods market is espacially difficult from a political economy viewpoint.

External Competitiveness and the Role of the Financial System

Claudia M. Buch
University of Magdeburg Halle Institute for Economic Research

Benjamin Weigert
German Council of Economic Experts

The issue

Nowadays, issues related to the improvement of "external competitiveness" rank highly on the policy agenda. There is a considerable degree of confusion however, what exactly the term means and how policymakers may affect "competitiveness". The degree of confusion has different levels. The concept of (price) competitiveness originally applies to firms, but it is increasingly used also to describe the economic state of entire countries. Also, different indicators are being used to assess the degree of competitiveness, and each of these may lead to different conclusions. Despite these conceptual difficulties, the European Commission has recently proposed to introduce Convergence and Competitiveness Instruments to incentivize structural reforms. In this note, we discuss different measurement concepts related to competitiveness and focus in particular on the impact of the financial sector on competitiveness. We will show that the financial sector plays a crucial role in determining at least an important aspect, namely the performance of firms.

Micro and Macroeconomic Dimensions of Competitiveness

Competitiveness can be defined along the macro and the micro-economic dimension (di Mauro and Forster 2011). At the macro level, competitiveness

focuses on the aggregate price or cost dimension as well as on specialization patterns across industries and during the past decade across the value chain. At the micro-level, competitiveness relates to firm-level performance within and across sectors.

Cost or price competitiveness is usually measured using the **real (effective) exchange rate (REER)** Q_t. The REER compares the price of a foreign bundle of goods P_t^* (measured in foreign currency) converted to the domestic currency E_t relative to the price of the domestic bundle of goods P_t (measured in domestic currency) and therefore yields the amount of domestic goods that are necessary to trade for one bundle of foreign goods. As a result, the REER in a two country-world is just the terms of trade between domestic and foreign goods:

$$Q_t = \frac{E_t \; P_t^*}{P_t}$$

or in log terms:

$$q_t = \log Q_t = \log E_t \; + \log P_t^* - \log P_t \; = e_t + p_t^* - p_t$$

The REER is usually deflated using a wide array of price indices like the consumer price index, producer price index, unit labor costs, or export cost. In a multi-country world, the REER is derived by using trade shares as weights to aggregate the respective bilateral real exchange rates. To simplify the exposition, we consider the REER within the Euro area between member countries that allows us to fix the nominal exchange rate and drop the term e_t.

Consequently, changes in the REER reflect relative changes in the domestic and foreign price level. When the price of domestic prices rises faster compared to the price of foreign goods, the currency would appreciate in real terms. This would also mean that less domestic goods need to be exported to import one bundle of foreign goods. In contrast to that, a real depreciation would result if the price of domestic goods increases by more than the observed increase of foreign goods. But this would also mean that more domestic goods need to be exported to import one bundle of foreign goods. With a real depreciation, the trade value of domestic goods is reduced while the trade value is increased with a real appreciation.

However, using this definition of the REER neglects the fact that a major share of the price level in a country is not determined on international markets for tradable goods but on national markets for non-tradable goods (or non-tradable in the sense that international transport cost are prohibitively high). Assuming that in the home (foreign) country the share α_t (α_t^*) in the price index denotes non-tradable goods while the remaining share is tradable internationally, the nationally price level represents the

weighted average price of tradables goods p_t^{T*} and p_t^T and non-tradables, p_t^{NT*} and p_t^{NT}. The REER can then be decomposed in the different prices that impact its evolution over time:

$$q_t = p_t^{T*} - p_t^T + \alpha_t^*(p_t^{NT*} - p_t^{T*}) - \alpha_t\ (p_t^{NT} - p_t^T).$$

Besides the relative price of internationally traded goods $p_t^{T*} - p_t^T$ the internal relative price of tradables and non-tradables plays a crucial role in determining the REER.

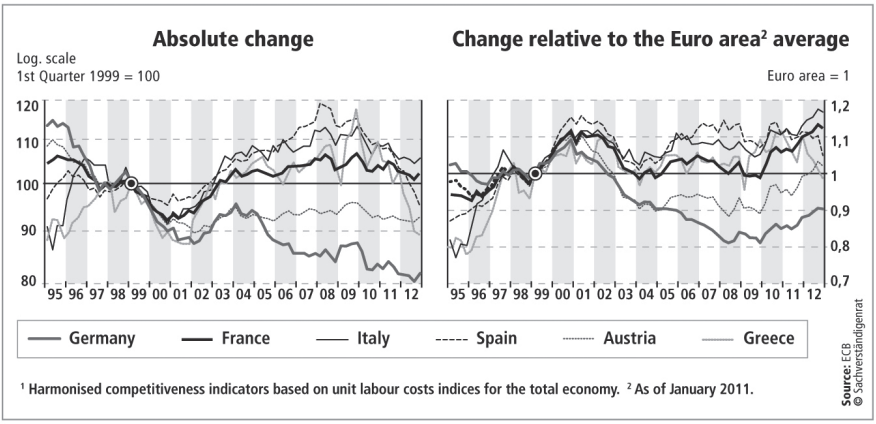
As both prices of tradable goods and of non-tradable goods are determined on goods markets, any factor that influences demand or supply conditions on these markets also impacts equilibrium prices and consequently the REER. Yet, although the current policy debates centers around the price or cost competitiveness of countries, it is not clear at first sight what the REER alone will tell us about price competitiveness. Consider a fall in the global demand for German cars that may also depress German car prices. Accordingly, this would most likely result in a depreciation of German REER –very likely identified as an increased competitiveness by some policy makers– even though the underlying cause of the depreciated German REER is not associated with an increase in competitiveness of German car manufacturers. The reverse also holds true if one considers the case of a spectacular increase in the global demand of German cars that may lead to an increase in the price of German cars and consequently an appreciation of the German REER – a loss in competitiveness – even though competitiveness may have increased as reflected in the increased global demand for German cars.

The REER will also be influenced by domestic factors as, e.g., demographic change that may stipulate an increased demand for mostly non-tradable goods as health care, nursing and other services. This may lead to a shift in relative demand towards non-tradable goods and services that will consequently lead to a change in relative prices of non-tradable goods that is necessary to draw resources from the tradable sector to the non-tradable sector to meet increased demand. This will also lead to an appreciation of the domestic REER which most likely should not be considered a loss in competitiveness. Besides these direct demand issues domestic institutions on product or factor markets –most prominently the institutions on the labour market– directly affect the REER.

A major issue when applying the concept of the REER is to choose an appropriate price index. Using different price indices may change the pattern of the REER over time and across countries. Within the Euro Area, the exchange rate is fixed and the REER between member countries is driven only by the respective price level. The ordering of countries depends

on the price index used[1]. In Spain, for instance, the index using Unit Cost Labour shows a strong depreciation beginning in the year 2010 while the other indicators (such as GFP-Deflator, Producer Price Index or Export Price index) are relatively flat. The base period used to calculate the REER matters as well. Using 1995 as the base period shows that, in the 1990s, Germany may have had a price or cost competitiveness misalignment that was just corrected after entering the currency union.

Competitiveness indicators[1]



[1] Harmonised competitiveness indicators based on unit labour costs indices for the total economy. [2] As of January 2011.

All these indicators are relatively uninformative, however, when it comes to the measurement of firm-level performance or, for that matter, firm-level competitiveness. We know from both the theoretical and empirical studies in the international trade literature that internationally competing firms are highly heterogeneous (cf., Redding 2011) for a recent overview of the different strands of the theoretical research with a brief sketch of the empirical literature and Wagner (2011) for a comprehensive overview of the empirical research). More productive firms can shoulder the fixed and variables costs that are associated with activities on foreign markets more easily than their less productive counterparts, hence the more productive firms are more likely to be also serving markets abroad. This type of firm-level heterogeneity is not detected in the aggregated indicators of price or wage competitiveness discussed above. At the same time, the sorting of the more productive firms into foreign markets has implications for aggregate economic indicators. More specifically, the liberalization of foreign trade (i.e. the lowering of barriers to the entry into foreign markets as well as of trade costs) can have a positive impact on aggregate productivity.

1. Graphics showing the evolution of four different prices indices can be find in the complete version of this article on the website: www.lecercledeseconomistes.asso.fr

If firm-level productivity is so important, the immediate question arises as to what drives productivity. Do firms become exporters because they are productivity – or may exporting and learning on foreign markets drive innovation and thus productivity? And what is the role played by financial institutions for innovation and productivity in the real economy?

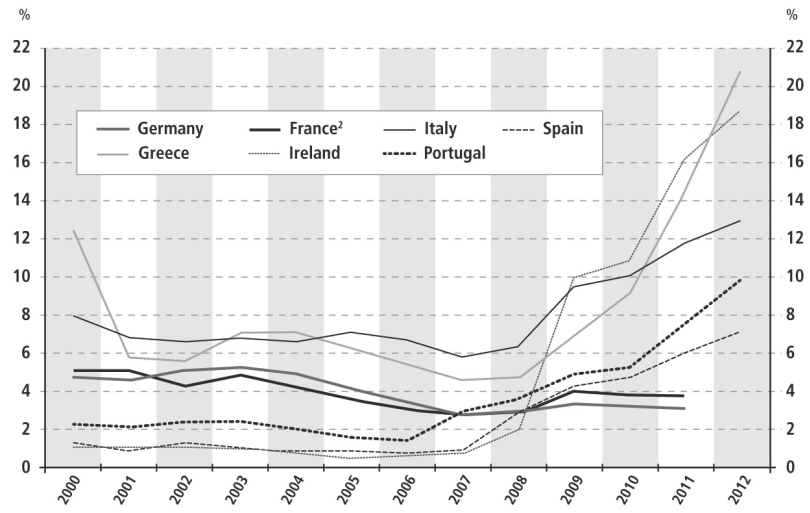
The Role of the Financial Sector

The previous discussion suggests that the financial sector affects both, micro and macroeconomic dimensions of competitiveness. At the macro-level, the financial sector matters because credit market bubbles translates into distortions of relatively prices. Excessive lending in, say, the real estate sector, drives up wages, prices for non-tradables, and thus translates into real exchange rate appreciation. At the micro-level, the role of the financial sector for the reallocation of resources across firms and sectors is well documented for France (Bertrand, Schoar und Thesmar 2007), for Italy (Guiso, Sapienza, and Zingales 2004), or for the US (Jayaratne and Strahan 1996, Black and Strahan 2002, or Cetorelli and Strahan 2006). Hence, a dysfunctional financial sector cannot fulfill its fundamental role of screening and sorting loan applicants and thus stimulating productivity-enhancing investments. This impedes the necessary structural change and the reallocation of (financial) resources from shrinking to growing sectors.

This is, roughly speaking, the situation many crises countries in Europe are facing. They both have to correct excessive real exchange rate appreciation of the past and have to restore the functioning of the financial system, notably the banking system. Banks are burdened with non-performing loans, as can be seen in the graph below. Yet, banks that are encumbered by non-performing loans cannot adequately support the necessary structural adjustments in the real economy. The threat is a Japanese scenario in which for many years unsolved problems in the banking sector impede both investments and growth (German Council of Economic Experts, 2012a). Legacy assets are a problem not only because of their level but also because of uncertainty surrounding the valuation of banks' assets during the crisis. Weak and hesitant national supervisors have created significant uncertainty about the true valuation of banks' assets, thus impeding banks' access to external finance as tools for ex post risk-sharing. Many banks in the crisis countries have lost access to international financial markets, and countries have experienced a sudden stop and reversal of international capital flows.

In this context, current reforms of the European financial architecture, notably the Banking Union, plays a key role. In principle, the Banking Union rests on three pillars: a common supervisory mechanism, a common resolution scheme, and a (fiscal) financing mechanism. If implemented correctly (Buch, Körner and Weigert, 2013; German Council of Economic Experts, 2012)

Banks' non-performing loans in selected countries[1] as a ratio of gross loans



[1] The definition of non-performing loans differs from one country to the next. For this reason it is harder to compare figures between countries than within a single country over time. [2] For the year 2011, status: as at Q2.

Source: IMF

the Banking Union has the potential of facilitating the restructuring of the European banking sectors, to enable the banks remaining in the market to assume their function for the economy, and to strengthen the supply-side of credit markets. Other measures that are currently considered to counteract a potential credit crunch in the crises countries such as subsidized lending to SMEs which do not tackle the root of the problems in the banking sector are likely to be ineffective or even aggravate the mis-allocation of resources.

Les marges de manœuvre de la compétitivité

Jean-Luc Placet
Fédération SYNTEC

Il n'y a pas de fatalité en matière de compétitivité. Je pense qu'il y a énormément de marge de manœuvre pour les entreprises lorsqu'on prend en compte le court terme et le moyen terme, la compétitivité coût et hors coût. Qui dit compétitivité, du point de vue de l'entreprise, devrait plutôt parler d'une combinatoire entre ces quatre éléments.

▶ Les entreprises ont des marges de manœuvre

Le macro, le CICE, l'intervention du financement des entreprises, etc. sont des éléments de moyen et de long terme. Quand on est un expert, on privilégie ces approches macro, globales, celles sur lesquelles les pouvoirs publics ont la main.

Or les enjeux de l'entreprise sont (aussi) à court terme, et dans les faits, beaucoup n'attendent pas pour agir sur ce qui est à leur main : la compétitivité coûts, mais aussi, et peut-être surtout, hors coûts. La compétitivité hors coûts n'est pas un concept « mou » : ce sont des actions très concrètes pour poser les bases d'organisation plus agiles et plus innovantes. On parle ici de dynamiques managériales, de projets collaboratifs, de transparence et de partage, de responsabilité et d'autonomie. Mais on parle aussi d'organisation, de systèmes, de réseaux, etc.

Évidemment ce sont rarement là des leviers d'action à court terme. Mais ce qui est très intéressant, c'est de constater qu'agir à moyen ou long terme peut parfois payer à court terme. Par exemple aux États-Unis, Jean-Dominique Senard, président de Michelin, a réussi en 2009 un mélange

de réduction brutale des coûts sans licencier, en réduisant les salaires et en mettant en place des formations. Un an plus tard, retournement de la conjoncture et adhésion complète du corps social qui s'était trouvé bien traité. Donc toujours cette notion court terme, moyen terme, coûts et hors coûts. Et quel en est ici l'enjeu ? La confiance. Difficile à construire, mais très puissante une fois en place.

▶ L'enjeu du dialogue social

On en vient très vite alors au dialogue social. En France, il est conçu comme une contrainte abominable. Pas du tout ! Il peut être une opportunité. De ce point de vue, le MEDEF et certaines organisations syndicales ont joué un rôle positif en passant l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013, qui montrait que le fait de développer un dialogue social, un échange d'informations notamment économiques, ne comportait aucun risque, aucune menace, mais permettait au contraire de tenir un discours économique cohérent sur les économies de court terme et de moyen terme, sur ce que l'on peut faire dans le coût et le hors coût, sur les méthodes de travail et l'apprentissage, sur l'augmentation de valeur – tout ceci pour le plus grand bénéfice de la confiance.

Il me semble que c'est là un des éléments les plus riches d'avenir à côté des enjeux politiques et macroéconomiques mondiaux et européens. Les chefs d'entreprises doivent le prendre en compte pour donner un support, un climat, un substrat favorables à des recherches tous azimuts de compétitivité. Et l'on notera d'ailleurs que c'est déjà aujourd'hui une réalité : dans de très nombreuses PME par exemple il existe un dialogue social ouvert et de proximité, un partage sans tabou des réalités de l'entreprise.

Il y a encore un autre levier, qui lui relève de l'État – cela dit alors que Dieu sait que je ne suis pas un fanatique de l'administration. Oui, l'État a un rôle – à condition de ne pas chercher à jouer celui des chefs d'entreprise. On ne peut motiver personne, mais on peut mettre les gens dans des conditions qui les motivent, et c'est précisément le rôle de l'État que d'établir un environnement politique et institutionnel propice, des règles du jeu pour empêcher les débordements, afin que les chefs d'entreprises jouent leur rôle et prennent des décisions court terme et moyen terme, coûts et hors coûts favorables à l'entreprise.

Le rôle de l'État réside, comme le faisait l'État Suédois à une certaine époque, dans cette mise en condition et non dans l'interventionnisme colbertiste. Ces vingt dernières années, on a eu l'impression d'avoir à choisir entre Colbert et le je-m'en-foutisme. Mais aujourd'hui, l'État a un rôle à jouer tout à fait important.

▶ Il n'y a pas de fatalité mais des opportunités

Dans cette affaire de compétitivité, je me veux extrêmement positif. Ce n'est pas le moment de pleurer, mais de rassembler les forces des uns et des autres pour y arriver. Si j'ai un conseil à adresser à mes collègues chefs d'entreprise, c'est bien de passer autant de temps à faire de la stratégie qu'à réfléchir à la mise en œuvre de cette stratégie. Dans nos sociétés économiques sophistiquées, au coût du travail très élevé, aux banques incompétentes, aux politiques insensées, etc., c'est dans le respect des hommes, dans leur association, le partage des informations, l'anticipation collective, c'est-à-dire dans la mise en œuvre de votre stratégie que vous ferez la différence.

How to Make a Bankrupt Department Store into a Winner

Maurizio Borletti
Borletti Group

When I was invited to participate in this conference, I was a little bit concerned. This is because economy trends, systems and competitiveness measured in merchandised market share and so on are very far and remote from the shopkeeper, which I consider myself to be. However, I was intrigued by the theme: «Competitiveness, a Matter of Horizon». Any retailer believes he knows what competitiveness means: whether the customer is going to buy in my shop or the one next door. lt seems like a simple question, but it is a relevant one, and I think it is so for everybody, for a small store, for Apple or for a whole country.

By the way, retail is often considered as a sheltered sector. ln fact, when we drill down, we see that this is not completely true. Retail is exposed to international competition and this is happening more and more. The impact comes from greater mobility: people move around much more. However, this also comes from new technology; for example, Internet sales are more and more trans-national in nature, so national retailers are exposed. The competitiveness of a country itself also has an impact on our performance. Competitiveness in a country brings growth; growth is related to available income, and this in turn is related to consumption, which affects our customers and business.

Horizon, for a retailer, is a much harder question to answer. ln a shop, long term is weekly sales and short term is what is happening today.

So to answer the question of horizon, I decided to go back to 2006, when we acquired the French department store Printemps. Sales had been slowly

and steadily declining for a number of years. It was clearly losing the battle for customers to the shop next door, and actually, I literally mean next door; people who know Paris know whom I am talking about. The truth was, the company was not competitive.

Our challenge was to invert this trend, and make Printemps a winner. During six years of negative market trends, we managed to increase sales by about 30% and to double gross profits. How did we do that? ln 2006, we were confronted with this choice. Should we make a short-term choice and go for price and cost? Or should we go for a long-term one, investing in repositioning the business? We ruled out the first one, because this was what department stores had been doing over and over again. This had brought them into a downward spiral, which killed most of them. To give you an idea, there were more than 140 department stores in Paris in the beginning of the XXth century there are 4 at present.

Now, we also needed to assess our strengths and weaknesses: some of the weaknesses were internal and as such could be corrected, others were external so harder to master. This is where considering retail as a sheltered sector is simplistic. Compared to our competitors in London for example, in Paris, we have less flexibility, have higher labor costs and social charges, and we have one less trading day a week: we cannot trade on Sundays. These are significant elements in terms of competitiveness for us, we feel them directly and can do little against them. Our exposure as Printemps, a luxury department store, is certainly stronger than the average. Another weakness we had identified is the level of service we were providing to customers. Now here, again, it was not just an internal problem: France is a country recognized for its luxury products, but unfortunately not as recognized for its luxury service.

ln terms of our strengths we had various and amongst them the location of our stores. As you know, in retail, it is certainly one of the key factors. However, it is not enough to have a flagship store in Boulevard Hausmann, which is one of the most emblematic stores in the world. The right positioning of the products, good service and the appearance of the store are key factors. I can tell you that in 2006, our flagship was far from being attractive even if its location was excellent.

ln the end, we managed to convince investors and banks of our ambitious project: it was a question of confidence. We managed to purchase the company. We invested 300 million over six years in the business and we succeeded in our plan. Printemps has found a new leadership in the luxury segment of the market.

This repositioning has implied a heavy overhaul of the stores, including the renovation of the 150-year-old façade. Therefore, when we talk about

long term in our plans, we are definitely talking very long term. Even considering what seems faster, which is the improvement of the quality and skills of our sales staff, six years is a very short time to change the culture in a company 150 years old. All of these activities are long-term ones, but they are all essential to the survival and the success of the business. All these activities are also cash-flow negative in the short term.

My conclusion about the long term and short term is that in truth, if the business is in good shape, there is no trade-off between long term and short term. Short-term efficiency sustains the needs of long-term investment and the two go together. Now, there are times when a business is not in good shape, and Printemps was not in good shape in 2006. Then my belief is that you have to look at the long-term structural change and investment and this is the only way out… provided you have the money to do it.

Now, this is relevant because when we are looking at countries, I think we have the same problem; we are in some way confronted with the same types of issues. We need to make long-term structural changes, which are essential to our survival. I am a firm believer that Europe should be the most competitive place in the world because of the time it had to develop, to create skills... If it is not, and it is clearly showing it is not today, it is because we are making mistakes. lt is not just because of a fatality or the fact that Europe is in Europe.

The issue is the markets can provide the money our countries need to invest in this long-term restructuring. However it is for a country as it was for us: a question of credibility. You need to have a credible long-term plan but also have a credible and stable team leading, which in the current political environment is not obvious. This is the point of view of an entrepreneur so it certainly too simple considering the complexity of politics. This also leads me to my other conclusion that is: it is easier to be a shopkeeper than to be a politician these days.

Making Changes Permanent

Jaime García-Legaz Ponce
Spanish Secretary of State for Trade

The outstanding performance of the Spanish external sector has resulted in one of the most dramatic adjustments of the Spanish economy in the last few years. Indeed, the current account deficit has turned from -10% of GDP in 2007 to -1.1% in 2012. It is particularly remarkable that this adjustment has taken place without a real exchange rate depreciation. According to the IMF forecast, Spain will reach 1.3% current account surplus in 2013, increasing further up to 6.2% in 2018

The Spanish external rebalancing is mainly due to bright results in the trade balance, thanks to the steady growth of exports of goods and services. And the reasons behind this evidence are mainly three.

▶ 1. The ongoing geographic diversification of the Spanish sales abroad

Spain used to have an excessive dependency on EU partners, which accounted for 70.7% of our exports in 2007. However, thanks to an ambitious strategy to open up new markets, this ratio has been cut to 61.7% in 2012 and further down to 61.5% in the first four months of 2013. In fact, exports to Africa are ballooning (+21.5% increase in 2013, particularly to Algeria, +33.8% and to Nigeria, +23.8%), growth rates also being remarkable regarding exports to Latin America (+12.6%, especially to Brazil, +40.9% and to Argentina, +21.6%), to Asia (+22.4, remarkably to China, 18.2% and to the Middle East, +48.9%), and to North America (+9.6%, notably to the US, +8.9%). This way, Spain is currently offsetting the declining sales to the slowly recovering economies in the EU-27 with an increasing presence in the emerging markets with a more promising outlook.

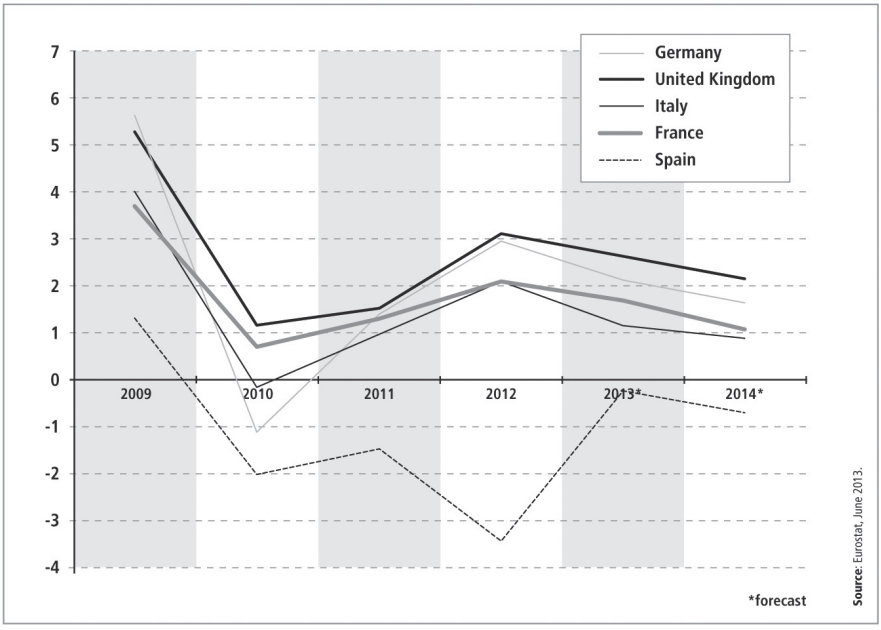
2. Increase in the export base.

In 2012, 136,973 Spanish firms sold products abroad, 11.4% more than in 2011, and 35% more than in 2008. In the first three months of 2013, 70,984 firms exported, 6.8% more than in the same period last year 2012. More importantly, the number of firms that export regularly has risen by 2.9% in 2012 and by 5.8% in the first four months of 2013, changing the previous downward trend (-3.9% in 2011, -1.4% in 2010 and -0.8% in 2009)

3. Competitiveness

The good export performance reflects, at least partly, the important progress made by Spain in compensating past losses of price and cost competitiveness, in contrast to European peers. Spanish unit labor costs have fallen notably since the peak in 2009 in the whole economy, the adjustment in the manufacturing sector being even larger.

Nominal unit labour cost index (2005 = 100), yearly change



The significant drop of unit labor costs in 2012 (-3.4%) is a result of the increase in productivity (+3.2%), as well wage declines (-3.4%, according to Bank of Spain). This is partly the result of the ambitious reform adopted in the labor market. The main measures aim to tackle the high degree of duality by reducing the gap in employment protection between permanent and temporary contracts, streamlining collective bargain in order to bring it to the specific needs of companies approaching the costs of temporary and

permanent work and allowing temporary employment firms to act as private employment agencies, among others.

Notwithstanding, better Spanish export performance may also have been driven by non-price competitiveness gains. According to some studies, (Citi Research, 2013, BBVA Research, 2012), Spain also enjoys an increasing non-price competitiveness, explained by the degree of complexity and connectivity to other sectors, recording a higher rate in both terms compared to the world average. From another point of view, the European Commission highlighted in 2012 that empirical evidence suggests that improvements in total competitiveness (through higher value added or product differentiation), specialization in products with a low price elasticity (medium and medium-low technology content), and geographical diversification are the most important drivers of this comparatively better performance of Spanish exports.

This explains that, according to the WTO data, despite Spain's world market share in goods has decreased somewhat to 1.59% in 2012, this decline has been less pronounced than in the case of other euro-area countries, including Germany.

Regarding the trade of services, Spain has kept the 8th position in the world ranking (3.21% of the total in 2012). Our success is due not only to tourism but increasingly to services to firms, insurance, computer services, transport, and cultural services, among others. This kind of trade is expected to rise in the coming future.

Several factors will contribute to make this adjustment of the current account stay and grow in the medium term. Firstly, resources are being shifted to the tradable sector. The size of exports of goods and services in GDP is increasing notably. According to Eurostat, Spain is now the second among the big five economies in the EU with the highest goods and services export to GDP ratio (32.2% in 2012), well above France (27.4%), Italy (30.3) and United Kingdom (31.7%) and only after Germany (51.5%)

Diversification of our exports to emerging markets will continue. Our strategy in trade policy is focused on new markets outside the EU (emerging economies and OECD markets with high potential, US, Turkey, Morocco, China, Mexico, Brazil, Russia, India, Algeria, Japan, Korea, Gulf countries, Singapore, Indonesia and South Africa)

The progressive improvement of domestic demand from 2014 onwards will surely spur imports (+0.6% expected for 2014, according to the IMF), but the substantially higher growth expected for exports (+5.2% increase in 2014) will result in a considerable trade surplus in 2014 and in the following years

The strategy of the Spanish Government to make these changes structural is mainly focused in regaining competitiveness and fostering

internationalization of firms. In particular, the labour market reform will help to make further progress in terms of gains in productivity and wage moderation, while the recently passed draft Law in support of entrepreneurs and their internationalization includes several measures to boost the external sector.

– The institutional framework and some of the instruments to support internationalization are thoroughly reformed.

– A new and transparent decision-making process is defined to elaborate the Spanish internationalization strategy, resulting in the Strategic Plan for the Internationalization of the Spanish Economy.

– The main financial institutions in support for the internationalization of firms will be substantially powered, in order to address the difficult access to credit.

In sum, Spain is currently overcoming the most difficult economic crises of the recent past. The outstanding performance of the external sector is the result of the gains in competitiveness that will help us build a new growth pattern based on the internationalization of the economy.

Le combat de la différenciation

Nicolas Tissot
Alstom

Un point de vue particulier sur la compétitivité

Le point de vue d'Alstom est celui d'une entreprise industrielle, globale, cotée, dans un monde en crise.

– Une entreprise industrielle : Alstom fournit des équipements de centrales électriques et de transmission d'électricité ainsi que des systèmes de transport, matériels ferroviaire et de transport urbain, systèmes de signalisation. Cela m'amènera naturellement à parler de sujets tels que la R&D, la technologie ou les implantations industrielles.

– Une entreprise globale, ce qui implique, dans l'environnement actuel, des marchés qui n'ont jamais été aussi vastes. La globalisation est d'abord une opportunité pour Alstom mais il faut reconnaître qu'elle induit aussi l'émergence de nouveaux concurrents dans nos domaines.

– Une entreprise cotée, ce qui induit une tension entre les horizons court et long, avec des stratégies à moyen ou long terme (notamment les cycles de la recherche, de la technologie, de l'investissement, du redéploiement d'environ 20 milliards d'euros de ventes et un carnet de commandes supérieur à 50 milliards d'euros.

De quel environnement externe avons-nous besoin ?

Nos enjeux sont globaux. Nous avons une présence stable dans une soixantaine de pays et des activités dans une centaine de pays. Notre chiffre d'affaires est désormais à moins de 10% en France. Nous avons donc besoin d'un environnement macroéconomique et microéconomique propice à nos activités, ce qui implique que des réponses soient apportées à tous les niveaux pertinents.

Au niveau global ou européen, les réponses qui nous intéressent sont celles apportées, d'une part en termes d'environnement macroéconomique et monétaire – puisque le change peut devenir rapidement une préoccupation – et d'autre part en termes d'environnement spécifique, en particulier de stratégie industrielle et d'attractivité des territoires pour l'investissement tant dans des implantations industrielles que dans la recherche et développement. Ce qui concerne l'accès à du financement, que ce soit de marché ou intermédié, en fonds propres ou en dette, est aussi essentiel pour notre développement.

Tout l'environnement de l'entreprise est important, y compris la qualité des ressources humaines auxquelles nous avons accès, puisque nous employons plusieurs dizaines de milliers d'ingénieurs à travers le monde. Il est donc crucial pour nous d'avoir accès à des bassins d'emploi et de compétences adéquats à des coûts compétitifs. Ici les réponses peuvent être très nationales ou même locales, en termes de sites, de formation, de fiscalité, etc.

En ce qui concerne la France, Alstom n'a pas abdiqué sur la possibilité d'y réaliser des activités industrielles de façon compétitive. Nous ne réalisons que 10% de notre chiffre d'affaires sur le territoire français mais nous y employons environ 18 000 personnes, soit 20% de nos effectifs globaux. Cela veut dire que ces effectifs français travaillent pour moitié pour l'exportation. Les dispositifs d'appui à l'exportation qui existent dans ce pays comme ailleurs représentent donc un enjeu significatif pour Alstom en nous permettant de maintenir des activités dans des économies matures où les coûts du travail sont élevés. C'est vrai aussi de tout ce qui nous aide à financer la recherche, en particulier le crédit d'impôt recherche en France.

Les territoires où nous choisissons de nous implanter dépendent de cet environnement macro et micro.

▶ Quelle stratégie de compétitivité pour une entreprise telle que Alstom ?

Compétitivité prix et compétitivité hors prix sont la grille de lecture classique.

La compétitivité hors prix est décisive pour les entreprises qui ont une grande partie de leurs implantations dans le monde mature. Nous travaillons, chez Alstom, sur des sujets de différenciation technologique, donc liés à la recherche et développement, mais aussi de qualité et de services. Tous ces domaines impliquent une réinvention permanente de l'entreprise et il est probable que, dans cinq ou dix ans, Alstom ne fera plus du tout la même chose. Certaines de nos activités se «commoditisent» et nous passons à des produits plus sophistiqués qui nous permettent d'affirmer notre différenciation et de nous appuyer sur un niveau technologique plus évolué.

C'est le cas dans tous nos métiers puisque nos nouveaux concurrents, sur le positionnement pur prix, sont capables de nous battre, ce qui ne nous laisse d'autre choix que celui de la compétitivité hors prix. C'est un combat de tous les instants.

Mais l'aspect de compétitivité prix, particulièrement dans un monde en crise, ne peut pas être négligé. Apporter de la technologie ne suffit pas : très souvent, nos clients nous disent : «on veut votre technologie, mais au prix de vos concurrents les moins chers». Nous avons donc des programmes d'excellence opérationnelle très forts, qui touchent toutes les composantes de coût que ce soient les achats (on achète beaucoup à l'extérieur), la gestion de nos implantations industrielles ou nos frais généraux.

Ce combat, je crois qu'il peut être mené et gagné.

Do not Let the American Corporate Model Win

Sharan Burrow
International Trade Union Confederation

What additional efforts should workers make in order to maintain their companies' competitiveness? It depends on your definition of competitiveness, so let us put that right up front. If you are talking about the failed model of austerity and low-wage competition, then it is a race to the bottom. It is not sustainable; it is driving alarming inequality, the highest unemployment on record, diminished demand and social unrest. These are not the kinds of societies we need, and it is not an environment for sustainable business.

If you look at inequality, OECD figures show that it increased more in the three years to 2010 than in the previous twelve. As we know, inequality is both a social and an economic poison. Wages share fell by 10% in the last decade and up to 30% in some countries in the last three decades. If you take the disposable income in the UK, it is back to 1997 levels. It is not rocket science to understand why businesses are struggling in the short term and consequently, unemployment is frightening people.

I have to take some issue with Spain. Let me congratulate you on the current account surplus, but if it was that easy, you would not have our recent poll result, which I will allude to in a minute. You would not have three generations living off a grandfather's pension; you would not have more than 50% youth unemployment. You would not have some of the most rigid laws on the continent or indeed globally, particularly around mortgages and finance. We could debate Spain all day, and I hope you are heading in the right direction, but I can tell you, the social poison is extraordinary. You only have to walk with me amongst the people and you can see it. But Spain is not alone.

On the other hand, if we are dealing with the integrated drivers of productivity, then we are on track. These are the issues that in a decent society, with decent labor laws and living standards, make businesses competitive. We want this; we have wanted it for 10, 15 and 20 years. I come from a country that watched its economy change: Australia. I no longer live there, but you can tell by the accent that I do not come from Belgium!

In the 1990s, it was in fact the Governments business and labor, which drove the reform of their economy. It has got multi-factor productivity, up to 17% on value-added products. However, I watched it fail too, when in fact it was easier to attack labor with Government and business policy than to actually work it out together. In the early part of this decade, it fell to -2.2%.

▶ Pre-conditions for the long term

There are some pre-conditions, but we are dealing with key areas such as infrastructure, skills, technology, innovation, R&D. These make industry or services competitive. Therefore, these are in the interest of both employees and workers. It requires sustainable competitiveness at long horizon and confidence in the short term.

The long term requires confidence. I can tell you about our poll just out of the field, a global poll of more than half the world's workers. It says that 80% of their Governments have failed on the question of unemployment; they simply have not done enough. I have to tell you that in Spain, it is in fact 94%; in France, it is 91%. It is a poll that includes China, EU Countries, the US and India, so you can understand that this is very serious and very worrisome for us.

If working people are going to enter the dialogue about sustainable business, they have to have confidence. This means that it is going to support their capacity to maintain their family and look after the interests of their community.

Pre-conditions include confidence; business needs confidence, it also needs stable and affordable finance. And I could not agree more that the financial sector continues to fail us. We are interested in the euro funds and I will tell you why. It is because we have 25 trillion dollars of workers' capital invested in the global economy. We are very worried about retirement incomes. We want that money in patient capital, long-term, productive enterprises that actually guarantee a stable and moderate return, not the kind of double-digit rise and fall that we have seen from speculative environment. It is a huge argument between us and our pension-funds trustees. 17 trillion dollars are joint trustees, but sometimes fiduciary responsibility prevents investment in businesses for the long term. We are interested to see where those euro funds that look at unlisted companies over a longer term go.

Social dialogue has got to be critical: social dialogue and collective bargaining. The troika smashed collective bargaining. In Hungary, it has fallen by 75%; in Spain and Portugal, employers are coming to us saying, "Please, we need an unfair competition law; we need you to buy back the confidence. This is a question of actually sitting at the table and working with workers and employers to figure it out."

▶ Priorities needed

Among those, there is investment in infrastructure, particularly in enabling green infrastructure; there are no jobs on a dead planet. There are lots of jobs in investment in that area. There is inclusion for our young people, apprenticeships. Scale them up; scale them up everywhere. We now have an agreement with the business community about quality principles, etc. There is also the informal sector; it is not a North-South divide. G20 countries are at 20-25% and there are countries, which are at 70-80%. In the case of India, it is up to 90%.

If you are withering businesses, then the sustainability of demand is not there and certainly, decent work is not there. We want to work through those things in social dialogue. However, if we want the agreed work-organization practices both in industry and indeed in services, then you have to have the trust of collective bargaining. Workers have to see that it is not about more of the same. It is not a 20th century model of capitalism that simply puts more profit or more shareholder dollars back into the environment and withers their wages. There have got to be the social model ambitions of Europe, and I would say save them at any cost.

I already talked about the banking sector. Frankly, we think the banks are not geared up at the moment to look at the real economy. They are throwing billions and billions of dollars into making sure that their current activities are not eroded. There is more speculative activity now than there was before the crisis; that is simply not productive, it does not drive competitiveness.

And of course there are skills: skills, skills and more skills. I just looked at the German demand from some of their major industrial companies, but I am sure it is similar in the service areas. Some 1,400 companies have shown continuous growth rates in the past 10 years; they are all globalised. They have high productivity based on employee involvement, autonomy in the job, up-skilling, genuine lean philosophy, etc. We know all of those things work when they are agreed. However in fact, let me tell you that unless we get back to that table in the context of proper macro-economic policy, then it will not work.

What about flexibility?

I just want to say something about flexibility. If we are talking about flexibility around skills and work and so on, let us get at it, but let us not simply say we hire if we fire the mother or the father supporting a family, hire the son or daughter. That is not doing something about youth employment and something about our communities. It is simply not. I frankly have such respect for the European social model, but you are losing it and you must protect it at all costs.

We all want the bullet of export-led growth, but it is not a magic bullet for everybody; not everyone can export. When you are talking about internal devaluation, think about why you are doing that and what it is that you are going to build those non price competitive advantages around.

Finally, let me say that you cannot deal with this without addressing the supply-chain question. You cannot ignore the supply chains of the rest of the world. We agreed in Pascal Lamy's trade-review panel that this has to be tackled. I only have to say "Bangladesh", and you will understand the European companies responsibly working it out with labor, versus the American companies. Frankly, you cannot lose the European social model. It is the basis of your productivity and your competitiveness. Do not let the American corporate model win.

Échanges

Philippe Mabille, *La Tribune*

A simple question, Sharan: a lot of people say that the French social dialogue is not very good.

Sharan Burrow

Can I actually say that I talk to the French unions all the time? You are making headway; you are sitting at the table. These things do not happen overnight, but you have people who care about French industries, and they are in your trade-unions. Talk to them.

Philippe Mabille

Jean-Luc Placet, vous êtes membres de droit via le SYNTEC du comité exécutif du MEDEF, est-ce que vous pensez qu'il faut hausser le ton vis-à-vis des pouvoirs publics pour aller plus loin ? Je rappelle deux ou trois chiffres, le CICE c'est bien, mais le principal bénéficiaire du Crédit Impôt Compétitivité et Emploi, c'est La Poste. Ce n'était pas forcément l'objectif poursuivi au départ. Pensez qu'il faut à la rentrée qu'il y ait un patronat plus offensif vis-à-vis du gouvernement ?

Jean-Luc Placet

Je crois que ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est hausser le ton. Je crois que aussi bien Laurence Parisot que Pierre Gattaz, le nouveau Président du MEDEF, le pensent. Il s'agit plus de continuer et prolonger ce qui a été fait. Le CICE c'est très bien, mais il faut faire autre chose à côté. Encore une fois 2,5 SMIC, c'est parfois compliqué pour des entreprises ou pour des métiers à haute valeur ajoutée. Mais je crois qu'il faut privilégier avant tout la qualité du dialogue social fondé sur un échange d'informations économiques : moins de politique ou moins d'idéologie, et plus d'échange d'informations pour faire des *deals,* ou en tout cas essayer d'aboutir à un consensus. Je crois que la nouvelle équipe, avec Jean-François Pilliard notamment, en est tout à fait convaincue.

Sébastien Hulésie, *lauréat du concours «Inventez 2020»*

Ma question porte sur les récentes annonces de taxation des panneaux solaires chinois à l'entrée de l'Union européenne. Ne reflètent-elles pas une perte de compétitivité de l'Union ?

Sharan Burrow

This is a really complex environment. However, I can tell you that just a few months ago, I took a group of senior trade-union leaders to the biggest solar panel manufacturer in China. This is in Hubei province, just outside of Beijing. You have got to weigh it up. What is the basis on which there is a fair environment where we can invest in the skills that are necessary for future technologies? No country wants to be left out of that.

At the same time, we have got to say, "What is the fulcrum?" There are 350,000 jobs in construction and services in Europe as a result of that one factory manufacturing. People misunderstand China. They are not interested in a low-wage future. They are rolling out collective bargaining at a rate of knots. They are cautious, because they want to get it right. However, that factory has increased their wages four times in the last 10 years and they have now got quite reasonable wages given the Chinese living standard.

However, they are now doing what Germany did at the start of the crisis; they are actually bargaining around. We would call it concession bargaining, short term working hours, saving jobs and moderating wages, because of the argument with Europe. This takes everybody, and this is why people like Bernard Spitz and I are so committed to global dialogue. We have to sit at the table in all of the countries' interests. That is the kind of debate we were having about supply chains, which Pascal Lamy and me were having on the future of trade. It is a very critical question. Does anybody have the answers? No, but do we have to have some global fairness and opportunity for everybody in technologies in the future?

Nicolas Tissot

Un mot sur les panneaux solaires pour dire d'abord que stratégiquement nous avons choisi de ne pas être dans ce métier parce que nous avons considéré, et c'est dans la logique de ce que je vous ai dit, que nous n'avions pas de capacité de différenciation suffisante, hors prix, dans ce domaine.

À un moment donné, il est clair que les importations de panneaux solaires en Europe ont reposé sur des systèmes d'incitation en faveur de leur installation qui se traduisaient par des impôts supplémentaires, et je pense que c'était-là une situation qui n'était pas tolérable et qu'elle est d'ailleurs en voie de se corriger de façon à ce que cette offre ne reçoive pas de subventions qui pèsent de fait sur le citoyen européen.

Question du public

L'euro évite des dévaluations externes, évidemment vous l'avez tous dit. Cela veut dire que le seul ajustement possible pour restaurer la compétitivité, c'est effectivement les dévaluations internes avec évidemment les réserves de tout ce qui peut être fait hors coûts en termes d'innovation, etc. Mais cela veut dire qu'il y a une prime pour les pays comme l'Allemagne qui ont une tradition longue de dialogue, de cogestion ; et évidemment une décote ou un handicap pour les pays comme la France où malheureusement le dialogue social n'a jamais vraiment fonctionné. Comment mettre en place un dialogue permanent pour éviter des chocs de dévaluation interne ?

Maurizio Borletti

Le problème n'est pas très différent en Italie. C'est aujourd'hui un problème de représentativité. Les entreprises ont besoin d'un vrai dialogue social avec leurs salariés qui peut être très constructif, mais il est essentiel qu'il y ait une vraie démocratie et une vraie représentativité de l'autre côté. Si on discute avec nos syndicats de problématiques qui ne sont pas les problématiques réelles du corps social, on ne va nulle part. Et c'est souvent là que se situe le blocage en France.

Les adhésions aux syndicats sont faibles, et pour moi c'est un gros problème car on discute souvent avec un partenaire qui n'est pas toujours le bon.

Sharan Burrow

I just want to give you two examples. You raised Italy. Can I say that Italian politics defeat me? Nevertheless, I just looked at the agreement struck by all of the unions with the employers around representivity at the national level. This will drive down into the firms; it is very mature.

There was an agreement early in the crisis in Spain that was one of the best I have seen. It was a commitment between both unions and the employers that they would moderate wages and they would keep their wages below a percentage point. I cannot remember the actual figure, but it is a percentage point or a fraction thereof, below the GDP increases. The commitment from employers is that they would re-invest that in jobs. It is very mature. Then there is an arrangement for the longer term when growth returns.

The troika ignored it. The International Monetary Fund, the European Commission and the European Central Bank ignored it. Consequently, since then, I can tell you that in all of these countries, I can have a conversation with employers and a conversation with workers that actually makes much more sense than the international institutions. We have got a failure in international institutions and we need to get back to that genuine joint concern. This is because we are joined at the hip with sustainable business and decent work. I would just say "Let us have some really deep, decent social dialogue. It is not about just one vested interest or another."

Jean-Luc Placet

L'État demande aux organisations syndicales et patronales de se mettre d'accord sur un certain nombre de sujets. C'est ce qui a été fait avec l'ANI du 11 janvier, et c'est ce qui va continuer à se faire. C'est là que se fait la mutation. Ayons confiance.

Agnès Bénassy-Quéré

Je suis enchantée de cette table ronde car je repars avec des conclusions très claires. D'abord sur ce que la compétitivité n'est pas : il y a eu une sorte de consensus sur le fait que ce n'est pas la peine de discuter à l'infini sur coûts versus hors coûts, c'est hors sujet. Le secteur exposé/abrité, c'est hors sujet. Le taux de change m'a l'air également presque hors sujet, même si il y a eu une petite allusion. La guerre commerciale, ce n'est pas vraiment le sujet.

Cela nous permet donc de nous concentrer sur court terme *vs* long terme qui est vraiment le sujet. Même si on ne met pas forcément les mêmes éléments dans le court terme et dans le long terme, il y aura des discussions. Mais évidemment, pour surmonter un arbitrage court terme/long terme, il nous faut un système financier dont la vocation est justement de nous permettre d'investir, et donc de décaler des ressources dans le temps. Cela nous amène au système bancaire au cœur de la compétitivité.

Deux autres éléments m'ont aussi beaucoup frappée :

– Le dialogue social comme une sorte d'actif de la compétitivité qui doit produire un rendement. Il faut donc investir dans le dialogue social et éviter le poison social selon l'expression de Sharan Burrow.

– l'implémentation de la stratégie, importante au niveau des entreprises, mais également au niveau des politiques publiques. Il peut y avoir des politiques extrêmement bien définies, mais qui ratent leur but dans leur mise en œuvre.

10.

La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance

Le lien entre inégalité et croissance est un vieux débat : d'un côté, l'inégalité aurait un effet positif sur la croissance à travers l'épargne individuelle et les incitations à investir ; mais une distribution inégale des ressources peut limiter l'accumulation du capital en présence d'imperfection de crédit, restreindre l'accès à l'éducation et engendrer de l'instabilité politique et sociale.

Nous reviendrons sur la notion d'inégalité : inégalité de fait au sein d'un pays, entre les pays, entre nous, « citoyens du monde » ? Inégalité des opportunité : deux enfants de talent identique ne connaîtront pas à la naissance les mêmes circonstances sociales, l'un ira à l'école mais pas l'autre. S'agit-il, non pas d'inégalité, mais de mobilité sociale, c'est-à-dire, de notre capacité à évoluer entre les différentes strates de la société, fût-elle inégalitaire ?

L'inégalité peut évoluer vite ou lentement. Une crise macro-économique courte peut durablement modifier l'égalité des opportunités. Quelles contributions le marché et les politiques publiques peuvent-ils apporter à la construction d'une société plus équitable ?

Contribution du Cercle des économistes
Akiko Suwa-Eisenmann

Témoignages
François Bourguignon • Frédéric Lavenir • Nora Lustig • Thierry Martel
Jayendra Naidoo

Modérateur
Guillaume Duval

Urgence de la lutte contre les inégalités

Akiko Suwa-Eisenmann

La lutte contre les inégalités qui se creusent pendant la crise, c'est l'urgence, rythmée par les mouvements *Occupy Wall Street* ou celui des Indignés. Cette session est l'occasion de prendre du recul, de comprendre le lien entre inégalité et croissance, afin de réfléchir aux modes d'interventions correctrices en s'inspirant de l'exemple d'autres pays.

Tout d'abord, il faut revenir sur ce que recouvre la notion d'inégalité. Ensuite, on s'interrogera sur la relation entre inégalité et croissance et comment elle s'inscrit dans le temps : ce peut être la durée longue des mutations structurelles, l'horizon d'une ou plusieurs générations familiales, ou le choc brutal de la crise macro-économique. Ces aspects multiformes de la relation entre inégalités et croissance invitent à explorer la vaste palette des mesures redistributives.

■ L'inégalité de fait

Une définition usuelle de l'inégalité la considère comme l'écart des revenus à l'intérieur d'un pays, par rapport à la moyenne. L'inégalité ainsi définie mesure la manière dont sont répartis les fruits de la croissance. La croissance augmente le revenu moyen : quelle part de cette augmentation générale ira à chaque ménage ?

■ La croissance, source d'inégalité

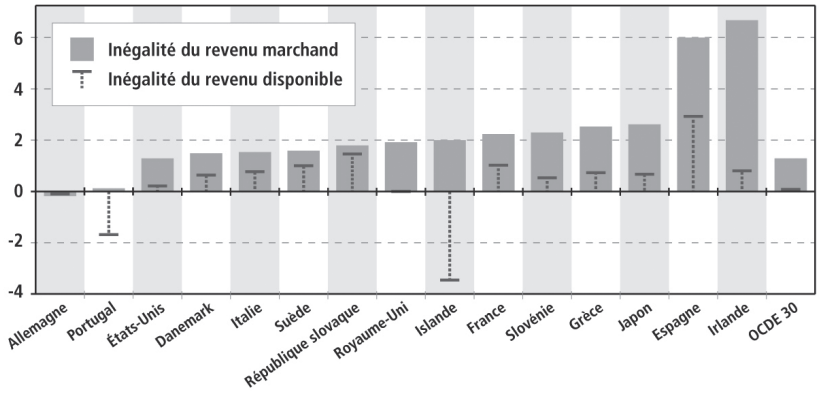
On peut penser raisonnablement que la rémunération doit être différenciée selon l'effort et le talent de chacun. L'inégalité qui en résulte se justifie par l'effort investi et par de meilleures idées en vue de développer de nouvelles activités ; on doit accepter cette inégalité, par esprit de justice et par souci d'efficacité afin de préserver les incitations récompensant l'effort et le talent. Ainsi, la croissance génère-t-elle inévitablement de l'inégalité.

Cette vision est à la base de la conjecture de Kuznets (1955). À mesure que le secteur moderne se développe, offrant des emplois plus productifs que le secteur traditionnel, donc mieux rémunérés, l'inégalité augmente. Lorsque le secteur moderne couvrira l'ensemble de l'économie, l'inégalité se résorbera d'elle-même. La relation macro-économique sur longue durée entre inégalité et croissance prendrait la forme d'une courbe en cloche. Empiriquement, la validité de la courbe de Kuznets est ténue ; on trouve à tout niveau de développement, autant de pays associant croissance et augmentation de l'inégalité, que de cas contraires. Aucune relation statistique n'apparaît entre ces deux variables.

La conjoncture de court terme peut également avoir un impact sur l'inégalité. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des inégalités de revenus entre 2007 et 2010, dans quelques pays de l'OCDE. Le graphique distingue entre les revenus primaires (revenus marchands) et après impôts et transferts (revenus disponibles). On voit que l'inégalité primaire augmente dans la plupart des pays de l'OCDE, particulièrement dans les pays les plus touchés par la crise. Cependant, la redistribution sociale a contribué à atténuer cette hausse de l'inégalité.

Inégalité des revenus marchands et des revenus disponibles des ménages

Variation, en points de pourcentage, du coefficient de Gini pour le revenu marchand et le revenu disponible des ménages entre 2007 et 2010



Source: OCDE 2013

Rien n'assure pourtant que l'effet de la conjoncture sur l'inégalité soit temporaire. Au contraire, l'expérience des pays en développement pendant les crises des années 90 montre que les ménages peuvent être amenés à vendre des actifs ou à raccourcir les études de leurs enfants, pérennisant ainsi les conséquences de la crise sur leur situation future. On aborde là un autre aspect, inter-temporel, de l'inégalité.

■ L'inégalité initiale, obstacle à la croissance

La relation entre inégalité et croissance ne va pas que dans un sens. S'il ne suffit pas d'avoir un bon projet d'investissement pour le voir financé mais qu'il faut présenter des garanties et un collatéral, seuls les candidats entrepreneurs au-delà d'un certain seuil de richesse pourront accéder au crédit. Dans ce cas, de bons projets qui auraient généré de la croissance ne verront pas le jour, en raison de la répartition inégale de la richesse initiale.

■ L'inégalité des chances

À côté de la notion d'inégalité comme une inégalité de fait, dont nous avons parlé jusqu'ici, il existe une autre définition de l'inégalité, l'inégalité des chances. Cette notion est issue des travaux de John Rawls en philosophie politique et en économie, d'Amartya Sen et John Roemer. L'inégalité des chances ne porte pas sur les revenus mais sur les opportunités offertes à chacun ; elle n'est pas du ressort de la responsabilité individuelle mais provient des circonstances. L'exemple type est un enfant : né au mauvais endroit au mauvais moment, il ne mangera pas à sa faim, ne sera pas soigné correctement et ne pourra pas aller à l'école, sans que cela dépende de lui. Dans ce cas, l'inégalité des chances, en empêchant le plein développement du potentiel de chacun, constitue un frein à la croissance future. Dans cette définition, l'égalité des chances se rapproche du concept de mobilité sociale, c'est-à-dire de la capacité d'un individu (ou d'une famille) à évoluer dans les différentes strates de la société. Si les chances étaient égales, la mobilité sociale serait élevée car l'accès à tel ou tel métier dépendrait seulement du talent et de l'effort, et non de l'origine sociale.

■ Quelles mesures redistributives ?

À la lumière de ces définitions, on voit que les mesures redistributives peuvent intervenir à plusieurs niveaux. À court terme, des filets de protection sociale, qu'ils soient publics (programme d'emploi temporaire, assurance chômage) ou privés (assurances), peuvent protéger les ménages des fluctuations conjoncturelles, sans qu'ils aient à se défaire d'actifs vitaux. À moyen terme, l'imposition et les transferts sociaux redistribuent les revenus primaires conformément au choix de société que constitue l'ampleur de l'inégalité admise au titre de la récompense de l'effort et du talent. À long terme, l'égalité des chances pourrait être obtenue par des mesures drastiques et de ce fait, difficiles à réaliser, comme la réforme agraire ou la redistribution d'actifs. Elle peut aussi être poursuivie par des transferts conditionnels de revenu : ce sont des transferts accordés aux ménages pauvres, à condition qu'ils respectent des obligations de scolarisation et de soins. Ces «transferts intelligents» se sont remarquablement développés en Amérique centrale et latine (programmes *Progresa* au Mexique, *Bolsa Escola* au Brésil).

Declining Inequality and Social Discontent in Latin America

Nora Lustig
Tulane University

We have seen a phenomenon in Latin America which is quite remarkable. In the last 10 years or so, practically every country in the region saw its inequality indicators fall, sometimes by pretty significant amounts. This started in some countries in the mid 1990s, like Mexico, or at the end of the 1990s, like Brazil and Chile. We have had a persistent decline in inequality, which is remarkable because Latin America is the region with the highest inequality. It is also remarkable because it is very seldom that you see so many countries experiencing this at the same time. It is also remarkable because in the rest of the world, inequality has been on the rise. The reduction in inequality was very important for poverty reduction. About 50% of the decline in poverty that happened in Latin America in the 2000s is attributed to the decline in inequality, not just growth. It has been quite a remarkable process of social progress.

Everybody is interested to learn what has happened in Latin America that made this sort of phenomenon happen. When you start to look into the factors that explain the decline in inequality in Latin America, there are two main factors that stand out. The first one is in the labour market. What happened is that everybody's wages increased, because Latin America had good growth during those years and the wages at the bottom, of the less educated, increased by more than those at the top. In other words, you had what we in economics call a "decline in the skill premium:" *i.e.,* a lower increase in the (relative) return to higher education than there had been in the past. That explains about 50% of the decline in inequality, on average.

The other factor is that Latin America introduced much more progressive public spending. In particular, as you know, Latin America championed the conditional cash transfers which now exist in almost every country in the region. They exist on a very large scale in Brazil and Mexico. In Brazil, you have 50 million people that benefit from *Bolsa Familia,* and in Mexico, you have about 20 million people that benefit from *Opportunidades*. These redistributive mechanisms were quite efficient in reducing both poverty and inequality. That has also been matched with much wider access to education and health at the bottom of the population.

This is the good news. But then we see all that is happening in terms of demonstrations of social discontent. Everybody is focusing on Brazil, because it is the largest country and whatever happens there makes the news. However, there have been protests happening in many countries in Latin America in the last five years. In some cases, they have been occurring for quite some time. How do you reconcile this increasing social discontent with the significant decline in inequality, reduction of poverty, increasing access to social services?

▶ Inequality measures do not tell everything

We are all trying to explain this apparently contradictory, paradoxical situation. Personally I think that it is linked to something that inequality measures do not tell us.

For example, the frequently used Gini coefficient is currently lower than it was between 2000 and 2010. However, you do not know who went up or down within these changes in inequality. That is, one cannot tell who lost and who gain with typical inequality measures. And, even if some groups did not experience a loss, those who were expecting to go further up than what they did, compared their situations to others who did go up. Losers and frustrated expectations in terms of gains can be a source of great discontent.

▶ Who are the losers?

Let me mention three cases to illustrate this. In Argentina, for example, there has been massive redistribution through a new pension system, which is called a *moratorium pension*. This gives access to the minimum pension of the formal system to people who have never contributed to the system. By the way, it was very beneficial for women, because they are the ones who were not in the labour force. So it looks good; it makes some significant redistribution happen. The problem is that a lot of it has been funded by people who are in the formal system, whose pensions have not been increasing at the rate of inflation and this has created a lot of discontent.

In the case of Brazil, the shouldering of the redistribution has been supported primarily by what you could call the emerging middle class and the middle class. These people are not seeing the benefits of redistribution, because what they need is different from what the poor need. They have healthcare; they have access to tertiary education; what they probably want is better transportation and better-quality education. They also want quality of life in terms of not seeing that the top actually exploits the benefits of being in charge of the state coffer.

You have probably followed the student movements in Chile. People are in a situation where for the first time, they have access to tertiary education. You could wonder what is going on. There has been a massive increase in access to tertiary education for people who were not able to do it before, so why is there discontent? It turns out that a lot of these people had to borrow in order to go to university (this is because it is not a public system; a lot of them go to private universities and had to borrow). It turns out that this very process of reducing returns at the top relatively over time has been a problem for those people who borrowed as many of them have a very hard time paying back. The salaries that they are receiving are far below what they expected to receive in order to make good on their debts. They are frustrated and they want things to change in particular in terms of being able to benefit from high-quality public education. For the time being, they feel cheated by something that was supposed to create more opportunities, but did not.

I think that what these stories are telling us is that we have to be quite careful about coming to knee-jerk conclusions about good news. There is undoubtedly good news in terms of reduction in inequality and poverty. However, we have to look at the system in much more detail, if you like, to see who the winners and losers are. We must also consider whether we want those who are losing to be the ones that should be in a process of redistribution. This is because we may not be doing it right.

Fighting Inequalities for the Sake of Growth

Jayendra Naidoo
J&J Group

I am not a trained economist. My perspective on this subject is shaped by my work firstly as a trade-union leader during the 1980's and 1990's, then by my role as director of the tripartite institution set up after our first democratic election for social and economic policy and legislative reform, and finally over the last decade as a founder and executive of an investment company.

1. During the early 1990's, as apartheid in South Africa neared its end and a bright future of democracy beckoned, many conferences debating the best alternatives for its future were held. On one side of the debate was big business, public enterprises and the outgoing government promoting the idea that ending poverty and decades of social and economic discrimination required a "bigger economic cake" so higher growth was the number one priority. On the other side, the social movements that had fought against apartheid and which were now poised to enter government took the different view that the highest priority was implementing new social policies and making new public sector driven investments directed at redressing the legacy of discrimination and exploitation.

2. This debate has continued since the 1994 elections through new institutions set up to seek consensus on social and economic policies, and in the everyday cat and mouse battle between Government and Business interests. In this cat and mouse game Government seeks to extract more social and investment outcomes from the economy and businesses seek to reduce their risks and improve their returns. Frequently well meant measures often produce unintended results because businesses always find a way to escape from the things that do not help them make a return on their investment.

3. South Africa had experienced a high growth rate of over 5 per annum on average from 1960 to 1974. But this was within a «two-track» economic system that had stripped the so called «non white» peoples of their land, economic participation rights, access to higher education, limited rights of movement and many other restrictions. Two nations coexisted in one country –a minority white nation on par with the living standards of the most developed countries, and a much larger black nation on par with the living standards of the least developed nations.

4. This high growth combined with rising inequality produced an unsustainable society. From the mid 1970's, rising social protests and mass action, the growth of radical trade unions and civic organizations, international pressure with sanctions and disinvestment, and the high cost of a delegitimized police state style of civil administration brought the growth of apartheid South Africa to a grinding halt.

5. After the 1994 elections and the establishment of democracy, legal inequalities were removed and policies adopted to redress the historical legacies. New labor laws were enacted, a new competition system to restrict the power of dominant companies was established, social welfare grants were extended massively today covering the bottom 40% of the South African population, economic ownership and participation by blacks and women was promoted, and a huge rollout of infrastructure for electricity, water, telecoms, and roads to the general population was undertaken. These measures were managed within conservative financial parameters such that SA's net debt is currently relatively low. SA is experiencing the longest sustained growth in its history. The middle class has doubled in size in this period, with the new entrants being mainly black South Africans.

6. Yet inequality measured by the Gini coefficient has increased, social protests and strikes have mushroomed, the rand is amongst the most volatile currencies driven by chronic trade imbalances and negative perceptions on internal social stability, official unemployment is approximately 25% and nearly 50% of youth are unemployed. A new divide now exists between two large sub groups: a multiracial «wealthy nation» and a mainly black «poor nation». While education, health, unemployment, corruption and crime are the South African governments stated current priority challenges, the wealthy side of SA enjoys access to private education, health, security on par with the best in the world.

7. Growth is a necessary condition –but on its own insufficient– for ending inequality and poverty, and political democracy is also a necessary but insufficient condition. The quality of social participation is very crucial. An economy is driven by the actions of vast numbers of individuals and

organizations. Achieving both higher growth and higher equality requires aggregating and harnessing these actions. This in turn requires a rare combination of clear and decisive leadership, good planning, understanding and trust between the main players and citizens. Of fundamental importance is the realignment of the incentives that drive the behavior of the various vested interests, which have been built up over long periods and which do not always suit the current social, technological, and economic imperatives of the present time.

Croissance et inégalités, une relation complexe

François Bourguignon
École d'économie de Paris

L'idée que la croissance, si elle est rapide, va à la fin des fins permettre de satisfaire tout le monde, est une vision que nous avons eue pendant très longtemps. Un organisme comme la Banque mondiale a fonctionné sur cette base pratiquement depuis sa création et jusqu'à il y a une dizaine ou une quinzaine d'années. La conviction était que seule comptait la croissance et que peu importait comment elle était obtenue dans la mesure où l'on pourrait toujours redistribuer son produit.

D'une certaine façon, les économistes ont assez longtemps cru en cette dichotomie entre croissance d'un côté et redistribution de l'autre. Il n'y a guère qu'une vingtaine d'années que nous avons compris que distribution, redistribution et croissance n'étaient pas indépendants et qu'il fallait prendre en compte la distribution des ressources productives et des revenus et leur degré d'inégalité dans les stratégies de développement, qu'il s'agisse des économies pauvres, émergentes ou développées.

Je voudrais essayer de résumer en quelques minutes la compréhension que nous avons aujourd'hui de cette relation complexe entre développement et inégalité. Je vais le faire de façon simplificatrice, et peut-être provocatrice, faute de temps mais pour que le message soit plus clair.

Le point essentiel, c'est que l'inégalité a plusieurs dimensions : inégalité des revenus, inégalité des chances, inégalité intergénérationnelle, inégalité face à la possibilité de faire entendre sa voix dans la décision publique, etc. Toutes ces inégalités jouent un rôle dans le processus de développement et de croissance. On a tendance à se concentrer sur la distribution des revenus,

parce qu'elle est la plus directement observable et que, dans une certaine mesure, elle résume les autres dimensions. Mais, malheureusement, ce n'est probablement pas la bonne dimension sur laquelle agir.

S'il y a un message que je voudrais faire passer ici, c'est celui-là. La distribution des revenus est importante en tant que l'un des indicateurs de l'inégalité, mais ce n'est pas nécessairement là qu'il il faut agir pour d'une part améliorer les conditions du développement et d'autre part diminuer le niveau d'inégalité dans la société. Une trop grande inégalité des revenus par rapport à un certain contexte est le symptôme d'un mauvais fonctionnement de l'économie. Pour le corriger, il faut agir en amont. C'est cela le point essentiel.

▶ Pourquoi cette inégalité des revenus peut-elle ne pas être efficace en termes de croissance ?

Prenez l'exemple suivant. Un pays décide de diminuer la TVA – impôt sur la consommation qui touche à peu près tout le monde et qui ne produit pas de distorsions importantes dans le comportement des agents économiques – et de compenser le manque à gagner par un impôt sur le revenu des tranches supérieures au taux de 75%. La distribution des pouvoirs d'achat en sera moins inégalitaire. Mais a-t-on des raisons de penser que cette économie va se mettre à croître plus vite ? En réalité, l'inverse est tout à fait possible. Il n'est pas sûr non plus que la politique opposée – augmenter la TVA et réduire la progressivité de l'impôt sur le revenu – ait plus d'impact. On voit que la redistribution des revenus, en tant que telle, n'est pas nécessairement un levier très direct pour peser sur la croissance.

▶ Sur quelles inégalités faut-il agir ?

Sur toutes les inégalités qui se situent en amont de l'activité économique, toutes les circonstances qui font que les gens sont inégaux dans leur capacité à générer des revenus. Inégalité vis-à-vis de la qualité de l'enseignement, voire de la disponibilité d'écoles dans les pays pauvres ; inégalité vis-à-vis du crédit, vis-à-vis du marché du travail – discrimination sexuelle ou ethnique; inégalité de l'environnement, de l'accès aux soins de santé, etc... Tous ces éléments sont des inégalités fondamentales qui déterminent d'une part l'inégalité finale que l'on observe dans les niveaux de vie et qui en même temps sont responsables d'une certaine inefficacité dans le fonctionnement de l'économie.

Quelques exemples pour illustrer ce propos. Imaginez que vous êtes dans une économie dans laquelle, pour obtenir un crédit auprès d'une banque, vous avez besoin de montrer un certain collatéral ou de montrer que vous avez des gens qui sont prêts à garantir que, si vous ne remboursez

pas, ils se substitueront à vous. Imaginez aussi que vous avez un magnifique projet d'investissement, mais pas de collatéral. Vous allez voir un banquier pour le convaincre de l'excellence de votre projet et lui demander un crédit. Sans garantie, il refusera tout net de vous prêter de l'argent.

Mais supposez maintenant que quelqu'un qui vient d'un peu plus loin a un projet tout à fait médiocre par rapport au vôtre. Il connaît beaucoup de monde et/ou dispose d'un certain patrimoine. Il a le collatéral, il a les garanties. Il va voir votre banquier, qui lui accorde immédiatement le crédit dont il a besoin.

Au total, on entreprend donc un projet dont le rendement est médiocre, et l'on renonce à un projet dont le rendement serait plus élevé. C'est un cas évident d'inefficacité économique qui, par multiplication, entraîne un développement moins dynamique que ce qu'il pourrait être.

Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre pour l'éducation, pour la protection sociale, pour l'accès à l'assurance santé ou contre des accidents de revenu conduisant à des trappes à pauvreté.

▶ Peut-on corriger ces inégalités directement ?

On ne peut pas redistribuer de l'éducation directement. Il faut nécessairement passer par la dépense publique, par exemple en homogénéisant la qualité des écoles ou en en créant de nouvelles. Il s'agit là d'une sorte de redistribution, l'impôt aujourd'hui améliorant le capital humain qui sera disponible dans 15 ans, et les revenus futurs. Il s'agit d'une redistribution à travers la croissance, pas d'une redistribution du revenu courant.

Ne croyez pas que ce que je viens de dire s'applique uniquement aux pays latino américains, à l'Afrique, aux pays émergent d'Asie. Cela s'applique aussi à la France. Des statistiques qui me semblent exemplaires dans le cas de la France sont les résultats de Pisa, cette enquête sur les performances scolaires des enfants de 15 ans dans différents pays du monde. La France se situe à peu près à la moyenne de l'ensemble des pays développés. Mais quand vous regardez la distribution des scores, vous vous rendez compte que la France est l'un des pays dans lesquels la variance des scores est la plus élevée. Le score moyen obtenu est le fait d'une élite très performante et d'un «bas de l'échelle» très médiocre. Voilà clairement une source d'inégalité et d'inefficacité.

Si on réduit ces inégalités en amont, si on égalise la qualité de l'éducation, si on améliore la protection sociale, etc., peut-on garantir que le taux de croissance va augmenter fortement ? Non, car il y a beaucoup d'autres déterminants que ceux-là à la croissance. Mais on aura en tout cas éliminé quelques-uns des freins importants au développement.

Pour une inégalité juste et efficace

Thierry Martel
Groupama

Quand j'ai lu le titre cette table ronde, «La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance», me sont revenus en mémoire mes cours de physique. On y apprenait que des inégalités naissent des potentiels, et que des potentiels découlent les énergies. Je me suis demandé si je ne me lançais pas dans un exercice de résolution de l'oxymore de la croissance égalitaire.

Je crois finalement que ce n'est pas tout à fait le cas. Le marché est le moteur de la croissance, par une allocation optimisée des ressources et l'enrichissement des agents ainsi que par l'innovation et la productivité qu'il engendre. Mais tout le monde le sait : le marché pur n'existe pas. Les imperfections de son fonctionnement génèrent excès et asymétries débouchant sur des inégalités et des crises. Cela a pu être démontré sur tous les continents au fil des siècles : partout où le PIB moyen par habitant a fortement augmenté, cela ne s'est pas traduit par des réductions spontanées d'écarts de revenus au sein des différentes nations.

▶ Compenser les mécanismes des marchés

Pour préserver la croissance, il est indispensable de s'intéresser aux inégalités que les mécanismes des marchés ne savent pas compenser. Pour deux raisons. D'abord pour une raison morale, liée à la nécessité de reconnaître la dignité fondamentale de chaque être humain. Mais aussi pour une raison plus utilitariste de recherche d'efficacité : dans la mesure où le marché ne fonctionne pas selon des principes idéaux, l'allocation des ressources n'étant pas optimale, elle génère des rentes, des positions dominantes et des inégalités, qui entraînent à leur tour des tensions sociales et politiques qui sont défavorables au fonctionnement du marché et finissent par tuer la croissance.

Par conséquent, il est nécessaire d'introduire des outils de régulation économique qui encadrent les dérives en recherchant un niveau d'efficacité

à la fois juste et efficace. Ce niveau optimum d'inégalité juste et efficace n'est constant ni dans le temps ni dans l'espace et dépend notamment des contextes culturels. Celui qui est dans la situation la plus défavorisée doit pouvoir accepter de vivre dans des conditions minimales sans avoir le désir de remettre en cause les fondements de la société. Il faut aussi que chacun dispose des conditions d'une vie digne, de réalisation de soi et de respect de soi. Il faut également que l'accès aux élites soit plus ouvert, pour assurer leur renouvellement et leur diversité, ce qui nécessite un système d'éducation développé. L'exemplarité des élites passera aussi par un système de mobilité dynamique, laissant une large place au mérite. Enfin, il faut que la régulation ne bride pas l'innovation, la création et la volonté d'enrichissement des agents économiques. Cela passe par une simplification des démarches administratives, une fiscalité incitative et une vraie valorisation de la culture d'entreprendre et de la réussite économique.

La contribution des assureurs

Comment les assureurs peuvent-ils contribuer au débat et à la recherche de l'inégalité juste et efficace au service de la croissance ? Tout d'abord, par leur métier. L'assurance stabilise les sociétés car elle mutualise et prévient les risques dont la portée sociale est forte, et apporte de la sécurité, ce qui réduit les inégalités face à l'avenir. C'est par exemple le cas des assurances collectives en matière d'assurances de personnes et notamment de santé. En décorrélant partiellement la cotisation du coût du risque au sein d'une communauté solidaire, nous réduisons une inégalité fondamentalement injuste face à la santé tout en produisant de l'utilité économique, car une population en bonne santé est plus productive.

À l'instar de l'agriculture ou du bâtiment, l'assurance est un métier peu délocalisable et fortement ancré dans son pays domestique. Cela lui donne des marges de manœuvre pour développer un modèle social qui recherche l'égalité juste et efficace. Ce modèle repose en synthèse sur une répartition équitable de la création de valeurs, une part prépondérante laissée à la promotion interne, un dialogue social riche et un effort particulier de formation. Nous avons aussi, depuis quelques années, lancé des initiatives concrètes en faveur de la diversité et de la parité, avec des résultats encourageants pour l'ensemble des salariés.

Cette recherche de l'équilibre entre le service optimal aux sociétaires, l'ancrage économique dans les territoires et la responsabilité sociale d'employeur est une préoccupation majeure pour un groupe mutualiste tel que Groupama. Il est important que les salariés se sentent engagés, reconnus et acteurs de leur propre vie, comme de leur entreprise.

En conclusion, croissance et inégalité sont indissociables. Mais trop d'inégalités tue la croissance. Finalement, il s'agit moins de lutter contre les inégalités que de les encadrer afin de rechercher le niveau d'inégalité juste et efficace, garant d'une croissance forte, durable et inclusive.

Faire confiance, donner confiance : les deux clés de la croissance

Frédéric Lavenir
CNP Assurances

Un exemple d'intégration économique

J'aimerais raconter une petite histoire, celle d'un jeune homme rencontré il y a quelques années dans une antenne de l'Adie. L'Adie est une association de microcrédit française dans laquelle je suis engagé à titre bénévole depuis plusieurs années. Ce jeune homme entre dans cette antenne de l'Adie pour y chercher un financement. Étant d'origine africaine, il avait eu l'idée d'acheter auprès de sa famille en Afrique des objets d'artisanat et de les revendre en France. Mais comme il n'avait pas un sou devant lui, cette idée ne le menait pas bien loin : il était obligé de ne payer qu'après avoir vendu, ce qui nécessairement limitait ses revenus à quelques dizaines d'euros. Il pensait donc que s'il avait un peu d'argent d'avance, il pourrait développer l'affaire.

En l'accueillant à l'Adie, on lui dit que la première chose à faire pour obtenir un prêt était de régulariser sa situation administrative et fiscale. Sa réaction fut étonnante : « Je pensais que ce n'était pas possible, que c'était interdit pour moi », dit-il. La complexité administrative, les taxes ou cotisations à payer avant même le premier euro de chiffre d'affaires, il les percevait comme des obstacles élevés par la société pour lui interdire, de fait, l'entrée dans l'économie officielle. Et pour être honnête, en se mettant à sa place, cette perception était assez compréhensible.

L'Adie l'a aidé à passer les obstacles administratifs et lui a prêté 3 000 euros. Un an après, l'Adie continuait à le suivre : son crédit était remboursé ; il gagnait 1 000 euros nets par mois avec son activité commerciale.

Aujourd'hui, il y a statistiquement 80% de chances pour que ce jeune homme ait un emploi, soit celui qu'il a créé lui-même soit un emploi salarié. Il y a même 20% de chances pour que depuis les quelques années où il a lancé son affaire, il ait embauché quelqu'un. Le bilan de la confiance qu'on lui a accordée, c'est que ce jeune homme produit à peu près 12 000 euros de PIB par an, qu'il a un emploi et qu'il est entré dans la société en contribuant à la croissance.

▶ La confiance, levier de la croissance

Le premier levier de la croissance est la réduction des inégalités par l'accès de tous à la capacité de créer. Je crois ce petit théorème essentiel. Donner cette opportunité de créer repose sur une attitude très simple : la confiance. Or, il y a dans le monde des institutions dont la « matière première » est la confiance, dont le métier est de savoir faire confiance. Je veux parler des institutions financières, banques et assurances.

Comment ces institutions, banques et assurances, peuvent-elles dans la pratique contribuer à la croissance par la réduction des inégalités ?

Tout d'abord, pourquoi une banque ou une compagnie d'assurances ferait-elle confiance à quelqu'un qu'elle ne connaît pas ? Il est facile (et même trop facile parfois) de faire confiance à quelqu'un qu'on connaît bien. En revanche, il est très difficile de faire confiance à quelqu'un qui appartient à un autre monde – au jeune homme de notre histoire, par exemple, qui vient d'en-dehors du cercle connu des institutions établies. Ce premier obstacle ne se surmonte pas simplement : il y faut l'engagement personnel d'hommes et de femmes, dans les institutions financières, convaincus que le risque vaut d'être pris, dès lors qu'il l'est avec discernement et professionnalisme.

▶ Il faut être face-à-face

On se heurte alors à un deuxième obstacle, le plus important en réalité, qui explique que beaucoup d'institutions financières ne savent pas comment avancer. Cet obstacle économique et opérationnel réside simplement dans le fait que pour faire confiance, il faut être face-à-face. C'est difficile lorsqu'on travaille sur de très petits projets ou des populations qui sont loin des points de contact habituels. Par exemple, le jeune homme que nous avons rencontré dans une antenne de l'Adie, ne serait jamais venu dans une banque ; et une banque ne serait jamais venue à lui, car cela revient trop cher d'aller chercher une personne pour prêter 3 000 euros. Notre défi, à nous institutions financières, est donc de trouver les moyens de rejoindre, de toucher, d'être face-à-face avec des populations qui ont besoin de notre confiance et qui doivent nous faire confiance – et ce dans des conditions économiquement rentables. C'est un vrai défi d'innovation et de créativité.

Par exemple, CNP Assurances distribue au Brésil des produits d'assurance dans des favelas. Nous ne passons pas par des agences, cela reviendrait trop cher d'en ouvrir une pour un produit qui rapporte 5 euros de prime par mois. Nous le faisons via les bureaux de loterie, qui distribuent depuis des décennies des billets de loto dans les favelas et désormais aussi des produits de micro-assurance, qui permettent aux gens de se couvrir contre les risques de la vie. Internet peut également être un puissant outil pour répondre à ce défi majeur qu'est la nécessité de la rencontre effective entre offre des institutions financières et populations en situation d'exclusion ou de pauvreté.

11.

Les rythmes du quotidien

Le progrès technologique a profondément changé nos modes de vie. L'adaptation de l'homme et de la ville n'est pas sans poser de questions.

– Quels pouvoirs ces nouveaux modes de communication et d'information donnent-ils à l'individu, aux médias et au politique ? Quelle est la réponse des entreprises ? Si ces nouveaux modes de communication excluent une partie des individus, comment les intégrer ? À l'inverse, dans certains pays, ne sont-ils pas un facteur d'intégration des populations isolées ?

– Dans l'entreprise, ce progrès technologique apporte des gains de compétitivité. Les réseaux engendrent de nouvelles formes de participation des salariés et des clients. Comment transformer les réseaux sociaux en réseaux pour la société ?

– Les modes de transport et leur accessibilité sont devenus centraux dans le quotidien de la population. Peut-on encore choisir sa vie quand on n'a pas choisi son adresse, comment lutter contre l'isolement de certaines zones en tenant compte des contraintes des entreprises et publiques ?

Contribution du Cercle des économistes

Dominique Roux

Témoignages

Moral Chibout • Éric Molinié • Laurent Morel • Philippe Sajhan
Hiroshi Watanabe

Modérateur

Jean-Pierre Robin

Entre désir et possibilité

Dominique Roux

Les progrès technologiques que le monde connaît depuis les deux dernières décennies ont profondément changé nos modes de vie. La société numérique dans laquelle nous vivons aujourd'hui touche tous les aspects de la vie sociale, de l'économie, de la gestion des entreprises, des relations interpersonnelles, de la culture et des loisirs.

Les relations sociales se transforment, la satisfaction des besoins aussi et les nouvelles technologies remettent en cause nos habitudes, nos comportements et nos choix.

Dans les entreprises, le progrès technologique sous toutes ses formes apporte des gains d'efficacité et de compétitivité grâce aux nouveaux réseaux productifs et aux coopérations plus fines dans les chaines de production et de distribution entre autre. Parallèlement, les réseaux engendrent de nouvelles formes de participation des salariés et des clients.

Les modes de transport et surtout leur accessibilité sont devenus des questions centrales dans la vie quotidienne des populations et dans les politiques de la ville. Le temps gagné sur certaines activités ne doit pas être perdu dans les déplacements.

La conception et l'organisation des villes sont en train de changer profondément pour répondre aux nouvelles attentes des populations qui vivent à un rythme temporel différent, le commerce et la distribution se déplacent, leur usage aussi, en particulier leurs heures d'ouverture et leur accès sont en train de se modifier pour se rapprocher des nouvelles attentes des consommateurs.

Le travail devient plus intellectuel, plus intense et plus abstrait ; en conséquence son organisation temporelle se modifie, le travail à distance n'est

plus un mythe mais devient une réalité, la durée du travail ne se conçoit plus comme il y a 20 ans.

Les loisirs eux aussi suivent des rythmes différents, l'information en temps réel ou presque conduit à de nouveaux comportements. Le domaine de la culture est un bon exemple, on constate que son approche et sa consommation se transforment profondément à la suite de la diffusion très souvent gratuite des produits culturels.

Les services publics ou d'intérêt général doivent eux aussi se transformer de fond en comble pour répondre aux nouvelles attentes des individus qui vivent dans un horizon temporel très différent du passé. Nombre d'entre eux ne correspondent plus aux véritables besoins des individus ou des familles, il faut les réformer puisque, par exemple, les citoyens ont à présent accès, dans leur immense majorité, grâce à leurs terminaux mobiles, à la m-administration et à l'*Open Data*.

Le qualitatif l'emporte de plus en plus sur le quantitatif, on constate par ailleurs que les séquences de la vie quotidienne ne se succèdent pas mais se déroulent de plus en plus souvent simultanément.

Notre environnement immédiat change et notre rapport au temps n'est plus le même. Par souci d'efficacité, par volonté de recherche du bien-être, il faut évidemment transformer les modes de vie hérités du passé et bien sûr l'innovation devient le maitre mot de toutes les activités économiques et sociales.

Pour toutes ces raisons, nous avons réuni à Aix-en-Provence différents experts français et étrangers pour apporter des réponses ou des pistes de réflexion à ces nouveaux rythmes du quotidien aussi bien dans l'organisation des transports et des services publics que dans les circuits de distribution et l'organisation du travail, en France comme à l'étranger.

Nous avançons dans l'urgence face aux effets des nouvelles technologies qui se développent très rapidement, il faut non seulement accepter les changements qu'elles impliquent mais aussi les devancer car en paraphrasant René Char on peut dire «que demain règne aujourd'hui sur le monde.

ITC: Pros and Cons

Hiroshi Watanabe
Japan Bank for International Cooperation

About communication networks

I would like to talk about four areas that concern the so-called e-government and the relation with consumers. The first two areas are communication networks and transportation. Both areas are very much affected by the new IT technology. In the case of communication networks, I believe everybody here has at least one or two mobiles. However, these mobiles do not only function as portable TV and portable radio. The big difference is that with your mobile phone you can now disseminate your information in messages to other people. In the old days, public communication was only sent from Government or companies, especially media companies. However, now, each company and also individuals can disseminate messages to the people.

It has proved very convenient, but there are also inconveniences related to that. Who disseminates the information? Every one can say almost everything about anything. However, sometimes the wording is too harsh compared to face-to-face discussion. You can hide your face and disseminate tough words. This causes trouble. It is very important to remain prudent and to create a system for that.

Also, one of the big difficulties we are going to have is after we disseminate the message, who is going to store these bunches of messages. Even though you may plan to delete what you have said, it is impossible to do so. Somebody can keep it and someone can also re-disseminate it to other people, even though you may not like that. In such systems, these difficulties are going to happen, so we must be very careful about that. That is the first area we have in relation to that.

About transportation

The second area is a somewhat minor discussion: transportation. In the ancient eras, you were on horses or on foot; that involved a very limited area. Then there were public transportation systems like railways, shipping and even airplanes were introduced. Since the turn of the last century, the automobile allows very good individuality and also gives free movement to the people. It is now the prevailing method; France and Japan are very good at producing automobiles.

We are also going to face some changes in this area. One of these changes is with regard to the ecological areas. Reducing CO_2 emissions is also a very important task for mankind to tackle. Even though many automobile companies have made efforts to reduce these emissions, the use of automobiles still creates a burden in that area.

However, we also have to reconsider the good use of public transportation. I believe that France, Japan and some other countries are making good use of such transportation systems. However, in the very narrow area from your house to the station or the air terminal, you can use various transport systems. You can use the automobile and on good days, you can use a bicycle. However, the range is getting even larger. In some cases, public transport or small shuttle buses can be used by the community.

The introduction of these is also enhanced by IT technology, for instance you can ask the bus to pick you up. In these cases, the mechanism of the shuttle bus services in rural areas would be combined with the long range and medium range transportation between the terminal and the centre of a big city. That could be another big challenge for us.

There may be some new types of operations: to use the American phrase, they are a kind of "kiss and ride" systems. You can drive your car to the train station and you can use public mass transportation systems from the station. However, unfortunately, these days, the wives seldom take us to the station so there are no kisses! However, I think this combination of local transport systems and the long and medium-range public transportation system is working. Also, it is enhanced by the information technology. That is the second area I would like to discuss.

About Government process

The third area is the good enhancement and stimulus of Government process. Japan is very notorious for the red tape in its operations. I am not sure how the French system is, you can judge on that. However, sometimes in the case of the emerging or grouping economy, the Government process is very under-developed. You can spend a long time going to many offices or officials. There are very inefficient areas.

However, if you bring in information technology, we can shorten these processes, in terms of time, or the number of people waiting in line at the gate or the point. That is very important for accelerating the good, sound growth of the emerging economies. Also, such systems can help to reduce the corruption of Government. You can go for face-to-face discussions with officials and the officials would hold discussions with their bosses. There would be big opportunities and possibilities for corruption.

However, regarding the introduction of the e-process being introduced, in that case and in that kind of system, it is very transparent. It is held by the common people. In that case, the chance for corruption is very much decreased, so this is an important contribution for emerging economies. Even in the developed economies, some countries are suffering from the red tape system. In that case, we can change and we can measure the efficiency of these kinds of systems. That is quite important.

Also, information technology systems bring people in isolated areas or remote areas into the one network. In the old days, the postal services took two days or three days to reach you, but in the case of the network system, you can communicate in only a second. In that case, even though the people are staying in the same place the whole time, you can be really integrated in the centre of the operation for each country. The enhancement of power to the solidarity of the people is also another important factor we are going to have. In that sense, I think the Government should also re invent the system and enhance the efficiency in the communications.

▶ About human communities

The final area I would like to make some point on relates to human beings, their character and their way of thinking. I have visited France many times and I feel that French people have developed strong links and created a community. This is even in the very globalised economy and the globalised system. In that case, I think the community can have some good messages, regarding who is doing what and what belongs to the neighbors. There are these kinds of deeds. Community information is kept very well.

However, in most countries, we are now going to have domestic migration from the rural areas to the big cities. In that case, they feel the lack of the information of their neighbors. It is also going to erode the bigger city areas. I think the programming comes from a shortage of the common holding of the information of neighbors.

However, now IT can provide some kind of data bank. These are very good contributions to art, sports and long traditions. These kinds of messages can be shared by the people. It is easy to form the group and hold discussions. The group will discuss it and will continue these kinds of

operations. Information technology is also a very good mechanism to keep the solidarity of the community. Also, in the long run, if such databases can be well established, the people can use this data to transfer good traditions to the current and future generations. I think such a system is most important.

I just wanted to emphasize some of the good points of information technology, but we also have to be very careful. Sometimes, even though the information systems are good, there are confrontations when we intrude on people's privacy. It is not only the American Government! Many people want to have other people's information. How we maintain privacy and how we use privacy is very important, but it will not be easy to reconcile privacy and modernity.

Le service public aujourd'hui

Éric Molinié
EDF

Les rythmes au quotidien d'EDF sont de trois ordres :

– Le rythme de ses clients, et plus largement de la société civile, ce qui renvoie à une notion de service public au quotidien.

– Le rythme de ses investissements qui s'inscrit, jour après jour, dans le long terme, et qui eux aussi relèvent de la notion de service public. J'en veux pour preuve le récent arrêt du Conseil d'État qui dit que « contribuer à la production d'électricité nucléaire en France est une mission d'intérêt de service public. »

– Le rythme du temps dans les pays où nous opérons : il n'est pas le même en France ou en Chine. En Chine, les dirigeants actuels vous disent qu'il faudra plus d'un siècle pour faire le bilan de la Révolution culturelle, et en même temps, ils font construire un building à raison d'un étage par jour.

Une chose est évidente néanmoins ; l'électricité rythme de plus en plus le quotidien de la majorité des habitants de notre planète. Cela explique l'hypersensibilité de la question de l'accès à l'électricité qui est devenue un bien essentiel.

Néanmoins, il ne faut pas oublier les 1,6 milliard de personnes qui n'ont pas l'électricité qui, comme chacun sait, conditionne le développement économique d'un pays et le développement humain par l'accès à la chaîne du froid, à la santé ou à l'éducation.

La question n'est plus aujourd'hui de savoir si on peut avoir un rythme du quotidien sans électricité, mais bien plutôt de permettre l'accès à l'électricité pour tous ceux qui en sont privés. C'est un enjeu véritablement planétaire qui va nécessiter d'inventer de nouvelles conjugaisons entre solutions locales et politiques publiques plus structurantes, énergies décentralisées et

centralisées. Ce qui renvoie là aussi au fait que le consommateur qui devient producteur, contribue à une mission de service public ou d'intérêt général. Comment y contribue-t-il ? Comment tout cela doit-il être structuré ?

▶ Deux mots d'histoire

EDF est née après la guerre, en même temps que l'aménagement d'un territoire dévasté qu'il fallait équiper d'infrastructures. Depuis cette époque, notre quotidien est de plus en plus marqué par des rythmes et des sinusoïdes qui s'accélèrent, des crises médiatiques : la récente crise post-Fukushima en est le dernier exemple.

La gestion des temps courts et des temps longs passe par la transparence et un discours de responsabilité. Ainsi François Roussely, après la violente tempête de 1999, est interrogé par un journaliste de France Télévision qui veut absolument lui faire dire quand EDF va rétablir l'électricité partout où elle a été coupée. François Roussely donne son tempo : « Je ne suis pas en capacité de vous dire combien de personnes sont aujourd'hui coupées. Mais je m'engage tous les soirs à vous dire chez combien de foyers nous avons remis l'électricité. »

Le rythme accéléré du court terme marque de plus en plus notre quotidien. Mais notre entreprise a toujours dû et su gérer cette double gestion du long terme et du court terme avec des politiques d'investissement pour garantir la sécurité de nos installations, et en même temps répondre aux besoins quotidiens de nos clients.

▶ Divers types de besoins et de demandes

Les usages de l'électricité sont de plus en plus nombreux. Nos clients nous demandent aujourd'hui de consommer moins pour chaque usage de l'électricité ; d'abord pour que la facture soit acceptable, ensuite parce qu'ils sont conscients que la « facture globale » pour la planète doit être soutenable.

Cela implique des investissements à la fois pour décarboner l'électricité et l'économiser. Pour cela, parlons de rythme : le rythme du retour sur investissement doit être plus rapide. Comment accepter pour un particulier des investissements d'isolation thermique qui doivent s'amortir sur vingt ou trente ans ? Cela passe encore par un peu plus de recherche et de développement, car les réponses à court terme passent par des choix de long terme.

▶ Parlons précarité énergétique

L'acceptabilité d'un prix d'électricité qui va augmenter passe par la prise en compte et la résolution de la question de la précarité énergétique ; les réponses passent à la fois par de la prévention et aussi l'éviction de coupures. Même si

elle n'est que la conséquence d'une précarité sociale d'un continent en difficulté, la précarité énergétique en est un effet collatéral, qu'il ne faut pas négliger.

EDF a un contrat de service public avec l'État qui lui confie la gestion d'un tarif de première nécessité. En plus de cela, EDF a développé de façon volontaire des actions qui lui sont propres à travers notamment ses 350 conseillers solidarité en appui des services sociaux. C'est, là, une réponse moderne, qui témoigne de l'adaptabilité d'un service public.

La précarité énergétique renvoie évidemment à la question du rythme du quotidien. Elle ne touche pas seulement les zones urbaines, les zones dites sensibles, mais également et en majorité des zones rurales. La personne précaire énergétiquement c'est d'abord, par exemple, une femme à la campagne dans une maison mal isolée thermiquement, qui vit avec une pension d'agriculteur, et qui subit une double peine puisqu'elle n'a pas non plus les moyens de payer l'essence qui lui permettra d'aller jusqu'à la ville. C'est ça la réalité de la précarité énergétique aujourd'hui et c'est à ces besoins très précis qu'une entreprise comme EDF doit adapter ses missions d'intérêt général.

▶ Des interlocuteurs inédits

EDF est aussi confrontée à un rythme qui s'accélère et doit dialoguer avec des interlocuteurs nouveaux. Nous avons l'habitude de parler à des ONG à travers des lieux organisés de dialogue avec les parties prenantes externes. Mais de nouvelles parties prenantes font irruption dans les débats, comme les *Anonymous* sans tête, sans organigramme. C'est beaucoup plus compliqué de parler à une structure qui n'existe pas en tant que telle, alors que dans les ONG on a des interlocuteurs identifiés et mandatés pour dialoguer.

Il faut donc à la fois s'adapter à travers les réseaux sociaux à ce nouveau rythme que nous donnent ces acteurs. Mais en même temps, il faut savoir conserver ces lieux de dialogue organisés qui nous permettent de bâtir dans la confiance et la durée un véritable dialogue qui aide à nous interroger sur nos stratégies.

▶ Le service public au quotidien aujourd'hui

Premier éclairage sur cette notion de service public, nous venons de lancer une Charte éthique du groupe EDF. Dans sa rédaction initiale, nous avions fait référence à la notion de service public. Ce terme a suscité des interrogations dans les sociétés du groupe de culture anglo-saxonne.

Mais au-delà de la définition donnée par le Droit français, quand on a décrit ce que nous y mettions, à savoir sécurité d'approvisionnement, accès équitable à l'électricité, développement local des territoires, nous avons

naturellement convergé vers le terme d'intérêt général compréhensible dans tous les pays où nous opérons.

Le service public à la française a un principe qu'on oublie trop souvent, celui de la mutabilité. On parle d'universalité du service public, mais il y a aussi la mutabilité qui fait partie des principes du service public : le monde change, le service public doit évoluer. C'est dans cet esprit que nous avons entamé une démarche expérimentale avec La Poste mais aussi avec d'autres entreprises publiques, voire privées, et des collectivités locales en signant l'accord «Plus de services au public en milieu rural». Il s'agit de mutualiser des lieux d'accueil, en complément d'autres canaux modernes : centres d'appel, Internet, etc., pour apporter une réponse globale et de qualité aux usagers en milieu rural.

C'est dans ce même esprit qu'EDF vient de signer une charte de quartiers avec le ministère de la ville afin de contribuer à l'insertion des jeunes à l'emploi dans ces quartiers difficiles où les taux de chômage atteignent 25 à 30%. Un exemple pour illustrer ce renouveau du service public : pendant les émeutes de 2005, les petits hommes en bleu d'ERDF pouvaient aller encore dans les banlieues rétablir le courant ; aujourd'hui, leurs voitures se font caillasser. En termes de service public, c'est aussi là qu'il faut agir.

Un pari réussi

Morald Chibout
Groupe Bolloré

Je voudrais commencer, juste pour me poser dans le cadre de la temporalité, par dire quelque chose qui agace souvent les constructeurs automobiles, c'est qu'aujourd'hui le modèle automobile n'a pas évolué. Il n'a pas évolué dans ses formes, il n'a pas évolué dans sa motorisation – on est toujours dans les mêmes systèmes de motorisation – et il n'a pas évolué dans ses modes d'accès puisqu'il faut toujours aller chez le concessionnaire éventuellement sur Internet pour avoir accès à l'automobile, pour l'acheter et en prendre possession.

Ce qui m'amène à faire deux constats importants.

– La voiture n'est plus qu'un moyen. C'est un moyen d'aller travailler, c'est un moyen de se divertir, c'est un moyen d'aller apprendre, c'est tout simplement un moyen de se déplacer qui atteint aujourd'hui un certain nombre de limites quand on regarde la structuration des villes et les demandes aujourd'hui de l'ensemble de nos citoyens.

– Je pense que nous sommes passés d'une mobilité choisie, une mobilité de plaisir à une mobilité contrainte et subie. C'est la grande donnée de demain : est obligé de prendre sa voiture pour faire X kilomètres, pour se déplacer d'un point A à un point B, pour aller travailler, puisque le lieu d'habitation ne correspond plus fondamentalement au lieu de travail, ni même aux lieux d'approvisionnement.

En conséquence, et c'est aujourd'hui la conviction du groupe Bolloré, la mobilité doit être traitée comme une commodité et un usage. Ceci implique d'ailleurs que les villes devront penser demain à un modèle de mobilité électrique, comme le montre les milliers de chiffres qui ont été rassemblés sur l'écologie et sur le transport. J'en ai retenu trois.

Premier chiffre sur le temps d'utilisation. Il faut savoir qu'aujourd'hui, une voiture n'est utilisée que 5% du temps. Ça veut dire que 95% du temps, votre voiture reste à l'arrêt dans les grandes villes. Cela pose un vrai problème d'utilisation de la voiture en termes de possession, en termes de partage, mais aussi en termes de coûts dans la société dans laquelle nous sommes.

Le deuxième chiffre concerne les limites environnementales. Une très bonne analyse de Terra Nova, montre que «52% des émissions d'oxyde d'azote irritant sont dues au transport routier, et en tout cas, iront de manière croissante.» Il ya des querelles sur ce pourcentage, 40% disent certains. En réalité, peu importe, nous sommes dans l'insupportable.

Troisième chiffre, décisif pour les particuliers, le coût global d'une voiture, entre 6 et 8 000 euros par an. Tout ça pour l'utiliser 5% de son temps. Par comparaison, une voiture Autolib, revient pour ces 5% de temps à environ 500 euros. C'est dans cet «auto-partage» que réside le succès de la formule autolib. En particulier à Paris où elle connaît un véritable succès commercial, ce qui laisse présager un large déploiement français – contrats récents avec Bordeaux et Lyon – et international – contrat avec Indianapolis qui mène une politique déterminée de développement durable. Nous allons annoncer d'ici la fin de l'année, un accord avec une grande ville asiatique.

▶ Trois révolutions en une

C'est l'air du temps et sans doute l'avenir. Il faut d'autre part retenir que, lorsque vous développez ce type de système, où on passe de la possession à l'usage, on met la complexité chez l'opérateur et la simplicité chez le client. C'est sur ce principe que repose le succès de de l'auto-partage électrique.

Je dirais pour conclure qu'Autolib représente une triple révolution. Une révolution technologique, une révolution commerciale et une révolution comportementale. Technologique, elle l'est puisque nous avons fait le choix d'une batterie particulière qui est la batterie Lithium Métal Polymère avec une autonomie de 250 kilomètres, ce qui est comparativement supérieur aux performances moyennes d'autres types de batteries.

Révolution commerciale : le premier soir de la commercialisation d'Autolib, il y avait 14 clients. Vous imaginez la tête du Président Bolloré ! Le lendemain matin, il y en avait 34. Aujourd'hui, nous avons 90 000 abonnés depuis le début de l'année, ce sont 2,2 millions de locations. Notre cœur de cible, ce sont les jeunes, entre 25 et 49 ans.

Révolution comportementale enfin : Autolib quand je veux, comme je veux, et où je veux !

Une transformation historique du commerce

Laurent Morel
Klépierre

Pour commencer, une présentation rapide de ce qu'est Klépierre. Nous sommes une société d'investissements immobiliers cotée qui développe et gère des centres commerciaux, très exactement 260 centres commerciaux dans 12 pays d'Europe. Cela représente un patrimoine de 16 milliards d'euros d'actifs immobiliers et un chiffre d'affaires de loyers de 1 milliard d'euros. Klépierre est une société cotée avec deux actionnaires de référence, BNP Paribas et Simon Property Group, le leader américain des centres commerciaux. Société cotée donc avec 6,1 milliards de capitalisation boursière en début juillet 2013.

Au passage, petite pub pour un secteur de la bourse de Paris qui est une réussite formidable, celui du segment des sociétés d'investissements immobiliers cotées, 55 milliards de capitalisation boursière sur la place de Paris. C'est un succès financier français, il faut le dire. C'est un segment extrêmement dynamique avec beaucoup d'acteurs nouveaux et un segment de la cote qui se porte bien.

Le modèle économique de Klépierre, c'est de construire des centres commerciaux et d'en tirer des rentes immobilières. Exactement 20 000 commerces sont dans les centres commerciaux de Klépierre. La particularité des loyers de Klépierre, c'est qu'ils sont assis en partie sur le chiffre d'affaires ; de ce fait, nous avons communication des chiffres d'affaires de ces 20 000 commerces, ce qui constitue une base statistique exceptionnelle : pour vous donner un ordre de grandeur, en France, Klépierre accueille des commerçants qui font tous ensemble 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, c'est-à-dire 1,5 % de la grande consommation française.

Deux révolutions liées au temps

Le thème de ces Rencontres, c'est le temps. Et donc effectivement, je crois que dans le métier de Klépierre, il y a eu deux grandes révolutions liées au temps. La première est d'abord celle du temps de vie. Que s'est-il passé ces dernières années, dans le monde occidental ? Le temps des loisirs a pris peu à peu une grande part du temps disponible des gens au détriment du temps de travail, avec pour conséquence la multiplication des lieux de résidence ; c'est un phénomène de fond. Les lieux de commerce se sont multipliés en même temps que les lieux de résidence. Nous étions déjà habitués aux formes traditionnelles de commerce proches des lieux de résidence, le commerce de centre-ville, le commerce d'hypermarché. Se sont ajoutées à ces formes traditionnelles de commerce des formes nouvelles, d'autres places de marché : par exemple les très grands centres commerciaux. Nous en avons eu par exemple à Val d'Europe en Seine-et-Marne ; d'autant plus performants quand ils sont adossés à des zones touristiques. C'est le cas à Val d'Europe avec le complexe Disney par exemple. La diversité d'offres commerciales constitue ici un point d'attraction pour les clients.

Les centres commerciaux se sont également développés dans les nouveaux lieux de villégiatures tels que Rimini, Tenerife, Lac de Garde, etc. Il s'agit d'accompagner nos clients dans des séjours de plus en plus longs, divers, au fur et à mesure que leur vie se modifie.

Les développements les plus récents concernent les nouveaux nœuds de transport. Klépierre, par exemple, a connu un formidable succès avec la transformation de la gare Saint-Lazare où l'enjeu était de transformer 100 millions de passagers – passagers contraints – en autant de clients heureux !

Toutes les formes de commerce se développent donc simultanément. Les enseignes commerciales souhaitent être présentes tout au long du parcours de leurs clients et de leurs vies. Cette tendance a profité très largement aux grands enseignes cartellisées, multinationales qui se répètent et se multiplient dans ces lieux de commerce pour assurer la disponibilité de leurs produits auprès des consommateurs et la visibilité de leur marque. Certains déplorent l'uniformisation du commerce de la grande distribution. Mais le paradoxe c'est que quand on crée un centre commercial et qu'il manque une seule de ces enseignes de mode, les clients s'en plaignent !

La deuxième révolution en cours est celle du temps de l'achat largement due à l'irruption de l'Internet dans notre quotidien : le temps de l'achat ne se limite plus au temps dans le magasin, mais il est devenu beaucoup plus complexe.

La principale révolution d'Internet, vous le savez, c'est d'abord la disponibilité de l'information : catalogues digitalisés, comparateurs de prix. Aujourd'hui, on a une information sur le produit extrêmement complète

avant même d'entrer dans le magasin. Très souvent, aujourd'hui le client entre dans le magasin avec une information sur le produit supérieure à celle du vendeur. Vous en avez tous fait l'expérience. En France, on a maintenant des études très précises sur la relation entre l'Internet et le commerce physique : 80% des clients sont allés sur Internet avant d'aller acheter dans un magasin et 70% des gens qui achètent sur Internet ont en fait vu le produit d'abord dans le magasin. C'est ce que les commerçants appellent la «multi-canalité.» Et de fait, toutes les grandes enseignes ont aujourd'hui besoin d'être présentes sur Internet pour accompagner leurs clients dans le processus d'achat avant, après, pendant. Inversement, tous les entrepreneurs qui se sont lancés dans le commerce sur Internet ont fini par ouvrir des magasins. Pourquoi ? Parce qu'ils faisaient des chiffres d'affaires tout à fait exponentiels sur Internet, mais ils n'arrivaient pas à dégager de marges. C'est la raison pour laquelle ils ont ouvert leur magasin. La plus belle démonstration est sans doute celle d'Apple, avec ses Apple Stores.

L'Internet, vous l'avez compris, a complètement bouleversé l'achat. Il ne remplace certainement pas le commerce physique, il le transforme en profondeur. Pour résumer, je dirais je dirai que le commerce a déjà été largement bouleversé par la multiplication des lieux de commerce. Il est maintenant transformé en termes de temps de l'achat parce que l'Internet apporte une permanence de contact avec le produit.

▶ Les nouvelles exigences des clients

Ces deux phénomènes conjugués suscitent de nouvelles exigences de la part des clients, c'est ça la tendance de fond. D'abord, on ne supporte plus l'indisponibilité d'un produit, la rupture de stock, puisqu'Internet donne la sensation que le produit est présent à tout moment – même si ce n'est pas tout à fait vrai. On ne supporte plus non plus que le magasin soit fermé. Nous suivons de très près les débats actuels sur les ouvertures des commerces le dimanche. Mais pour moi, le débat est d'ores et déjà clos dans la mesure où les clients souhaiteront l'ouverture des commerces le dimanche puisqu'ils peuvent avoir accès aux produits sur Internet à tout moment. Presque tous les pays d'Europe ont ouvert, et c'est là une vraie révolution par rapport au temps passé. Tous les pays d'Europe ont ouvert leurs magasins le dimanche, à l'exception de la France et de l'Allemagne.

L'industrie de la grande distribution a connu 50 ans de croissance ininterrompue. Elle est en train de vivre une transformation historique induite par les changements de mode de vie et les évolutions technologiques.

TIC et vie quotidienne

Philippe Sajhau
IBM France

Dans les années 1980-1990, devant les perspectives offertes par les TIC et l'arrivée d'internet, beaucoup ont annoncé un déclin des villes. Avec la possibilité pour les individus d'être connectés et d'échanger de n'importe où ; la contrainte spatiale semblait disparaître et ce qui faisait la spécificité de la ville, sa densité, devenait obsolète. Or, c'est l'inverse qui se produit. Depuis 30 ans, on assiste à une urbanisation massive de nos sociétés : la Chine a dépassé les 50% d'urbains en 2012 et les deux tiers de la population mondiale vivront dans les villes d'ici 2050.

Loin de s'opposer, l'urbain et les TIC ont développé une intimité forte. La ville est devenue le terrain privilégié de la « révolution numérique », car la ville et le numérique s'affirment respectivement comme des moyens matériels et immatériels de maximiser les interactions sociales et économiques.

Aujourd'hui, l'intimité entre la ville et les TIC franchit une nouvelle étape avec ce qu'IBM appelle les *Smarter Cities,* qui va au-delà de la « ville numérique ». *Smarter* et non *smart,* car les villes ont toujours été des systèmes complexes et résilients, dotés d'une intelligence propre. L'engouement nouveau autour de ces *Smarter Cities* est né des nouvelles capacités d'intervention portées par les technologies de l'information. Les récentes avancées technologiques dans le domaine des données ont ouvert des champs entiers d'application encore non accessibles il y a peu de temps, impactant fortement nos modes de vie et notre quotidien. Elles transforment nos interactions sociales, nos comportements citoyens, nos pratiques de mobilité, nos consommations mais aussi la gouvernance des villes.

Ces transformations proviennent avant tout des individus. Plus d'un milliard d'êtres humains possèdent un smartphone et sont inscrits sur

Facebook, et ces chiffres croissent de manière exponentielle : en 2013, 75% des Français de plus de 15 ans ont un accès internet, contre 12% en 2000. Plus connectés, plus exigeants et recherchant une meilleure qualité de vie en ville, nous aspirons à être mieux informés et à participer activement à la prise de décision et aux projets qui affectent notre quotidien.

▶ Les réseaux sociaux et la collectivité

D'usagers et consommateurs d'informations, les individus deviennent eux-mêmes fournisseurs de données, grâce aux réseaux sociaux et aux applications mobiles. Ces données peuvent être valorisées par les collectivités et les entreprises pour améliorer l'efficacité et la qualité de leurs services ou créer de nouveaux usages. La Communauté Urbaine de Toulouse a par exemple analysé son empreinte sur les réseaux sociaux. Grâce à IBM *Social Media Analytics,* elle a recueilli les opinions des habitants sur une variété de sujets : la qualité de la circulation, les événements culturels, la sécurité, les travaux liés à la modernisation de la ville, etc. La collectivité a ainsi pu découvrir de nouveaux sujets de préoccupation de la part des ses habitants.

Les TIC fournissent également de nouveaux outils de participation citoyenne, améliorant les interactions entre gouvernants et gouvernés. *Intelligent Operation for Citizen Collaboration* est un outil permettant aux citoyens de signaler à la collectivité des dysfonctionnements ou des demandes non urgentes (telles que des chaussées détériorées, des fuites sur les réseaux) via SMS, web ou application mobile puis d'en suivre le traitement grâce à des cartes interactives et des notifications SMS. Il est utilisé à New York, nous le mettons en place à Montpellier et bientôt à Nice.

▶ Les TIC et les transports

Les TIC et le traitement de données en temps réel sont d'autre part un puissant vecteur d'innovation dans le domaine des transports, à l'heure où les mobilités explosent et où les difficultés liées aux transports sont en passe de devenir un phénomène symptomatique de la métropolisation. La technologie permet d'éviter le déplacement (télétravail) ou bien de réduire et d'améliorer la qualité du temps passé dans les transports. Les solutions analytiques et prédictives développées par IBM collectent et traitent les données du trafic en temps réel et les tendances en matière de mobilité pour construire des systèmes intelligents de gestion des transports urbains. Ces données permettent aux autorités de transport publiques et privées d'analyser et de prendre des décisions plus pertinentes sur la gestion des transports publics, du réseau routier ou encore des péages. La ville de Stockholm a ainsi réduit les bouchons de 25% et atténué la pollution de 12% grâce à un péage intelligent dynamique.

Grâce à ces outils, il devient possible de fournir aux usagers des informations en temps réel (sur internet, smartphone…) sur les itinéraires et les temps de transport et d'anticiper les meilleurs modes de déplacement. C'est l'objet de notre partenariat *Smart Mobility* avec Veolia Transdev et de notre projet Optimod avec le Grand Lyon, qui offrent une plateforme d'information et de gestion multimodale et un service de prédiction du trafic à une heure, une première mondiale en milieu urbain dense.

▶ TIC et environnemet

Notre quotidien, c'est enfin la consommation de ressources qui se raréfient : l'énergie, l'eau. L'urgence des enjeux du développement durable nous incite à modifier nos modes de production et de consommation énergétiques. Les TIC sont des outils indispensables si nous voulons remplir les objectifs de la transition énergétique. Elles facilitent l'intégration des énergies renouvelables (ENR) dans les réseaux de production et de distribution énergétique : sur l'Île de Bornholm, les projets EDISON et EcoGrid utilisent les énergies renouvelables pour alimenter à grande échelle un réseau de véhicules électriques et le réseau d'énergie domestique.

Elles permettent de piloter en temps réel les réseaux et les consommations : les habitants de Dubuque aux États-Unis optimisent leurs consommations d'énergie et d'eau en temps réel, à travers une plateforme ouverte et collaborative. La consommation énergétique résidentielle a ainsi baissé de 11% et la consommation d'eau de 7%. Le pilotage en temps réel des consommations peut également être une alternative à la construction de nouveaux équipements, comme ce fût le cas sur l'Île de Malte. Alors que sur l'île, 50% de l'électricité est utilisée pour désaliniser l'eau, la réduction des consommations grâce à l'instrumentation et la gestion intelligente des réseaux d'électricité et d'eau a permis d'éviter la construction d'une nouvelle centrale électrique.

Enfin, les TIC favorisent la mixité fonctionnelle en ville, en rendant possible la mise en œuvre de smartgrids, comme le projet *Smart Electric Lyon*.

Les TIC apportent donc des solutions pour accompagner l'urbanisation galopante de notre société et contribuer à résoudre les problèmes fondamentaux auxquels nous sommes confrontés pour mieux vivre, développer l'attractivité de nos territoires et réduire notre empreinte écologique. Les gains apportés par la technologie sont alors de trois ordres :

– Une réduction des coûts économiques, opérationnels et environnementaux pour les collectivités et les opérateurs de service, par exemple en optimisant les consommations énergétiques des bâtiments. Les TIC permettent en outre d'agir plus vite et plus efficacement pour résoudre et anticiper des problèmes sur les réseaux ou les services urbains.

– Une meilleure qualité de vie en ville pour les citoyens qui profitent de l'amélioration de l'offre de service, notamment dans le domaine des transports ou de l'énergie. Loin d'avoir asservi les individus, les technologies numériques offrent de nouvelles capacités d'action au citoyen et à l'usager : participer et peser sur la décision publique, choisir ses pratiques de mobilité, maîtriser ses consommations et sa facture énergétique. La ville intelligente sera avant tout une ville «à la carte», centrée sur l'habitant et ses besoins.

– Un renforcement de l'attractivité des territoires et la dynamisation du tissu économique local : nouveaux usages, développement de start-up et création d'emplois autour de l'innovation numérique.

Cependant, et bien que le terme soit à la mode, l'*Open Data* n'est pas suffisant. Ce qui rend possible ces gains, c'est notre capacité à capter, traiter et structurer des données hétérogènes pour les transformer en information utiles à la société, grâce au *Big Data* et aux *Analytics*. C'est ce que nous faisons actuellement avec l'Agglomération de Montpellier, les Universités de Montpellier I et II et l'IDATE dans le cadre d'un projet de Recherche et Développement. Une plateforme *Intelligent Operations* recueille en temps réel les données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation. Une fois traitées, ces données seront mises à la disposition des citoyens et des acteurs du territoire qui pourront créer de nouveaux usages, développer de nouvelles applications et explorer de nouveaux modèles économiques, pour participer au développement économique de la région.

12.

Quel futur pour le capitalisme ?

La crise économique et financière illustre les profondes transformations du/des capitalisme(s) dans une économie mondialisée et polycentrique avec émergence de nouveaux pôles dominants. La troisième révolution industrielle a remplacé le tout-électrique par le tout-numérique et annonce des révolutions encore plus conséquentes : capitalisme cognitif et dématérialisé, révolution génétique, wikinomics, économie circulaire. Ces révolutions s'accompagnent de profonds déséquilibres écologiques et de la recherche de nouvelles énergies. Elles sont pleines de promesses mais posent aussi de redoutables défis pour les entreprises, les citoyens et les États.

Quelles seront les nouvelles formes de régulation du capitalisme et à quel échelon politique et technique ? Quel sera le nouveau rôle des citoyens et des États ? Comment assurer un développement durable et écologique au capitalisme de demain ? Enfin, quelles seront les formes possibles de capitalisme, meilleur système à l'exception de tous les autres ?

Contribution du Cercle des économistes
Yann Algan

Témoignages
Yochai Benkler • Dominique Cerutti • Jean-Pierre Clamadieu • Hadeel Ibrahim
Hartmut Rosa

Modérateur
Éric le Boucher

Vers un capitalisme coopératif ?

Yann Algan

"The problem with Wikipedia is that it only works in practice. In theory, it can never work." Kizor, Wikipedia administrator

Le capitalisme d'hier a porté haut le culte de la compétitivité. Le capitalisme de demain marquera-t-il au contraire l'avènement d'un capitalisme coopératif ? C'est ce que semble annoncer l'avènement du capitalisme 2.0 basé sur des plateformes collaboratives, à l'instar de Wikipedia ou des *Open softwares,* et un capitalisme cognitif basé sur des méthodes de management horizontales. Ce « nouvel esprit du capitalisme » augure-t-il d'une nouvelle ère où croissance et bien-être, performance économique et performance sociale iraient de pair ?

Dans la phase de capitalisme industriel, les entreprises étaient organisées de façon hiérarchique et considéraient comme antagonistes efficacité et performance sociale. Elles n'ont pas à avoir d'objectifs moraux, comme le soulignait Milton Friedman : « La responsabilité sociale de l'entreprise est de faire du profit. » Le capitalisme n'était ni moral, ni immoral, mais juste amoral. Pourtant, ce modèle d'organisation des entreprises et de la société semble à bout de souffle et s'accompagner d'un coût économique et humain gigantesque.

Pour illustrer l'impasse de l'individualisme en économie, les économistes ont élaboré une nouvelle discipline, l'économie expérimentale. Tel est l'objet par exemple du « jeu de confiance » dans lequel un « envoyeur », doté d'une somme d'argent, peut décider de faire bénéficier un « receveur » de tout ou partie de cette somme. Il peut aussi décider de tout garder pour lui-même. Le montant envoyé est *triplé* par un arbitre extérieur puis remis au receveur. Celui-ci rend alors la part qu'il veut à l'envoyeur. Imaginons un envoyeur doté de 10 euros qui décide d'en transférer la totalité. Le receveur reçoit 3x10 = 30 euros. S'il est

parfaitement équitable, il gardera 15 euros et retournera 15 euros à l'envoyeur. Tout le monde y gagne. C'est un jeu gagnant-gagnant. Mais le receveur peut également décider de conserver la totalité des 30 euros. De même, l'envoyeur peut décider de ne pas faire confiance au receveur et garder ses 10 euros de départ. Dans ce cas là, en l'absence de coopération et de réciprocité, c'est un jeu à terme perdant-perdant.

Cette relation de coopération est essentielle pour le capitalisme de demain. Pour son efficacité économique, mais aussi pour le bien-être.

■ La confiance, fondement du capitalisme

L'importance de la coopération pour la croissance économique a été merveilleusement illustrée par Kenneth Arrow, prix Nobel d'économie en 1972. Pressé par ses pairs d'expliquer l'origine de la richesse des nations lorsqu'il reçut le prix Nobel d'économie, Kenneth Arrow surprit tout le monde en ne mentionnant aucun facteur économique traditionnel tel que le travail ou l'accumulation de capital physique et humain, mais uniquement la confiance[1] : « virtuellement tout échange commercial contient une part de confiance, comme toute transaction qui s'inscrit dans la durée. On peut vraisemblablement soutenir qu'une grande part du retard de développement économique d'une société est due à l'absence de confiance réciproque entre ses citoyens. » La confiance ou la coopération facilite grandement les échanges entre les hommes dans des sociétés modernes complexes où il est impossible de stipuler par contrat les moindres détails des engagements des parties. À l'inverse, la défiance agit comme une véritable taxe et entrave le développement des échanges.

L'intuition d'Arrow a été confirmée par une multitude de travaux qui ont mis en lumière la relation entre la confiance et une variété de phénomènes économiques tels que l'investissement et l'innovation, le développement des échanges entre pays, le choix des actifs financiers, la taille et l'organisation des entreprises ou encore la croissance[2]. Ce constat n'est pas surprenant, car la confiance favorise l'efficacité des entreprises. Des salariés responsabilisés et reconnus ont le sentiment d'avoir voix au chapitre et d'appartenir à une même communauté d'intérêts. Ils sont plus réactifs, mieux à même de s'adapter à l'environnement et d'innover. Ils facilitent l'adoption de méthodes efficaces : décentralisation des décisions, organisation horizontale des relations de travail, travail en équipe, valorisation de l'esprit d'initiative et d'innovation. Ainsi, les pays où la confiance est élevée et où les relations de travail sont

---

1. Kenneth Arrow, « Gifts and exchanges », *Philosophy and Public Affairs,* vol. 1, 1972, p. 343-362.
2. Knack, S. et Keefer, P., "Does Social Capital Have an Economic Payoff, A Cross-Country Comparison", *Quarterly Journal of Economics,* 1997. Yann Algan et Pierre Cahuc: "Inherited Trust and Growth", *American Economic Review,* 2010. Nicholas Bloom, Raffaella Sadun et John Van Reenen, *Quarterly Journal of Economics,* 2010.

peu hiérarchisées se spécialisent dans les secteurs où l'innovation et la recherche et développement sont prépondérantes. C'est en particulier le cas du développement du capitalisme 2.0.

■ Combiner performance économique et performance sociale

Ce nouvel âge du capitalisme fondé sur des relations de coopération n'a pas qu'un avantage économique, il permettrait de combiner performance économique et performance sociale. L'une des plus grandes découvertes des sciences sociales est également que l'énorme prospérité apportée par le capitalisme d'hier ne s'est pas accompagnée d'une hausse du bien-être dans des proportions équivalentes. Certes, pour ceux qui ont un faible revenu, l'état de santé, l'espérance de vie et le bien-être augmentent avec leurs ressources. Mais cette relation s'estompe au fur et à mesure que le revenu augmente. Aux États-Unis, par exemple, le bien-être ne s'accroît plus quand le revenu dépasse l'équivalent de 3 500 euros par mois. Cette relation distendue entre bien-être et richesse a été confirmée dans l'ensemble des pays de l'OCDE. C'est ce qu'on appelle le «paradoxe d'Easterlin» du nom de celui qui l'a découvert[3]. La raison principale est que la principale source du bien-être ne provient pas du revenu individuel absolu, mais de la qualité des relations sociales.

■ L'ordonnance du docteur Love

Les personnes qui ne coopèrent pas sont non seulement moins productives, elles sont aussi moins heureuses. Deux économistes canadiens, John Helliwell et Shun Wang évaluent à deux tiers l'accroissement de revenu nécessaire à compenser la perte de bien-être associée au fait de vivre dans une société où le niveau de coopération est faible. Ce constat se vérifie également dans le monde du travail. On a demandé à des salariés canadiens de noter la confiance qu'ils ont envers leurs managers sur une échelle allant de 1 à 10. La hausse d'un degré sur l'échelle de la confiance envers les managers a le même effet sur la satisfaction dans la vie d'un salarié qu'une hausse de 30% de son revenu ! L'examen de nos réactions physiologiques permet de mieux cerner l'importance de ces relations. Imaginez que vous participiez au jeu de confiance décrit ci-dessus, mais que l'on mesure maintenant le niveau d'ocytocine dans votre sang. L'ocytocine est appelée «hormone de l'amour» ou «hormone du bonheur», car sa production augmente dans des situations de plaisir et de contact avec les autres. Paul Zak, un économiste de l'Université de San Diego (appelé aussi Doctor Love) montre que cette hormone du bonheur est sécrétée dès qu'une situation de coopération se produit : c'est la confiance qui est associée à un sentiment de bonheur, et non le fait de recevoir de l'argent.

---

3. Richard Easterlin, «Does Economic Growth Improve the Human Lot?», dans Paul A. David and Melvin W. Reder, (eds.), *Nations and Households in Economic Growth: Essays in Honor of Moses Abramovitz,* New York: Academic Press, Inc, 1974.

■ *Fide* et *fortuna*

Seul un capitalisme coopératif permettra de lutter contre le pessimisme et l'anxiété des populations[4]. Les sociétés préindustrielles étaient marquées par des risques mortels, comme la sécheresse ou les épidémies, qui relevaient de la fortuna, de la responsabilité des dieux et non des hommes. C'était donc surtout la foi et non la confiance qui importait pour apaiser les angoisses humaines. La société moderne offre une image inversée : la majorité des risques sont perçus comme relevant directement de l'action des hommes et c'est pourquoi nos sociétés modernes sont aussi fortement anxiogènes. De la possibilité de pouvoir faire confiance aux autres, de pouvoir croire en la capacité des entreprises et des autorités publiques à réguler des risques tant économiques (crise financière, fermeture d'entreprises…), environnementaux (Tchernobyl, Fukuyama..) que sanitaires (crises de la vache folle, grippe HN1…), dépend en grande partie notre aptitude à surmonter nos angoisses les plus profondes et à concilier croissance et bien-être.

4. Anthony Giddens, *Les Conséquences de la modernité,* L'Harmattan, 2000. Ulrich Beck, *La Société du risque : sur la voie d'une autre modernité,* Champs Flammarion, *2003.*

How to Understand the Future of Capitalism

Yochai Benkler
Harvard

In 1999, two of the world's leading business economists wrote a book called *Information Rules*[5]. In this, they gave the example of what the future and the disruption would look like. They gave the example of *Britannica,* which at the time was a perfect model. It was priced at 6,000 dollars, with 32 bound volumes and depended on a well-organized structure, clear incentives, strong property and a stable model. It was disrupted by something completely new, called *Encarta*. This was going to be bundled with Microsoft Windows and exploited all the efficiencies of digital communications and leverage network effects.

We all know that in fact, *Britannica* was forced to go down to 500 dollars, then eventually to 29.95 by 2007 on a CD. However, it was not *Encarta* that disrupted it. In 2001, Jimmy Wales put 900 stubs on a website, for which no one is paid to contribute and no one is paid to edit. Its outputs are not owned as exclusive property by anyone. No one present at this meeting would have predicted that within a decade, this would become the foundation of day-to-day knowledge acquisition through an encyclopedia, Wikipedia. Anyone who would have made that claim would have been laughed out of the room; and yet, it moves. As it moves, it teaches us something about ourselves, something about our economy and something about who we are and how we can interact and be innovative.

Similarly, in 1995, two groups of engineers thought that the Web was the next big thing. What they needed to do was build web server software. One group was Microsoft and they understood this to be the central strategic

5. Carl Shapiro, Hal R.Varian, *Information Rules : a Strategic Guide to the Network Economy,* Harvard Business School Press, 1999.

move to the next platform. The other group was a group of volunteers who chose a completely new model of production. No one exclusively owned the software that came out. Anyone could use it, anyone could share it; anyone could deliver and redistribute it.

▶ A completely new production model

Since then, over two cycles of boom and bust, there was this mission critical piece of software. 65% of the market in web servers adopts either Apache, which is free software, or nginx[6], which is also free software. Only about 20% adopted the Microsoft server or any proprietary model. Between Wikipedia and Free and Open Source software we have a completely new production model.

In part, this is due to the new radically distributed model of physical capital ownership. The most important inputs, into the most advanced economic activities, of the most advanced economies are widely distributed in the population of wealthy countries. This is for the first time since the Industrial Revolution. They are widely available at least to emerging middle classes in poorer countries. Computation capacity, communication and information are all widely distributed in the population. As physical capital ceases to be a barrier to effective, production-scale production, we are finding out that social processes provide a significant model of organizing production activities. The things we used to do with and for each other as friends and family are moving from being important socially, but peripheral to capitalism, to the very core of what makes for competition. This includes what makes for innovation and what makes for growth. On the political side, in turn, it creates a media production model that facilitates a more disruptive political system, which is both more participatory and more unstable.

The first two thirds of the 20th century, following Weber, were concerned with the rationalization of a range of functions through their organization in hierarchical bureaucracies. Social functions were concentrated on the welfare state. Economic functions were focused from the market into ever larger organizations that tried to centralize and bureaucratize production. The 1980s and 1990s saw the reversal of this long term trend, and effort to privatize and everything and move many more of our social functions to markets, including internal markets within firms privatized public goods and social services.

In the last 10 years, the set of practices that started out as a quirk that almost nobody noticed: like Wikipedia, free software has become a solution space for a wide range of problem solving efforts. It could be the UN High Commissioner on refugees putting out satellite images for volunteers online

6. Pronounce “Engine-X”.

to find the most recent refugees here and there. It could be transparency groups trying to make data available for citizens to look at and view and understand. Or it could be IBM, which said 12 years ago, "I am not going to do proprietary software. I am going to have my engineers contribute to Linux, Apache and various other web servers, and I am going to focus on services."

We are seeing both competition between new models of networked cooperation and older models of large-scale organization or markets, and incorporation and adaptation by these older models of elements of the new, cooperative models.

▶ We don't know what needs to be done

In the face of rapidly increasing change and uncertainty, three vectors are changing. The first is that we do not know what needs to be done tomorrow, and we do not know who knows what needs to be done. That makes it very difficult to hire the right person and own the right resources to be able to do the right thing tomorrow. New, commons-based approaches trade off freedom to operate –to explore the problem and solution space, and to identify people who can help address change as it arises– for power to appropriate. When resources are trivially usable, in a commons, large numbers of people who are not already contracted with a particular organization can scour the universe of possible actions, self-assign, and contribute or propose solutions. Governments, companies and networked organizations, people and corporations go out into the world and rely on the commons to experiment, explore, and adopt solutions and people. What they are opting for is freedom to operate, but that undermines the centrality of the property. It makes commons and sharing more important, because of the optionality it opens.

▶ Moving to a wider range of motivations

The second is that we move from relying on well-understood, crisp incentives that can be implemented by payment, to a wider range of human motivations. Crisp monetary incentives are best when you know exactly who you want and what you want them to do. When we move to more fluid relations in networks of informal action, when we are trying to make sure that diverse people, with diverse abilities, self-identify that they have the best solutions, we need to be able to use, and therefore understand, different motivations. It is not enough to say "I am hiring you; I am paying you, you do this." We are moving from a very narrow view of human motivation, involving just self-interest and money, towards a more diverse view of sociality, intrinsic concern, norm-driven situations, morality driven situations. This is not necessarily because it is nice to be that way, but because we have run out of the ability to just use crisp incentives.

Moving to open exploration

The third is that we move from clear, well-understood exploration to open exploration. Due to the uncertainty, we need much greater exploration in common. Property gets less important. Firms are no longer the right places to put things. We are seeing firms experiment with enormously different ways of breaking their boundaries. This is because they can no longer believe that the best person for the job is working for them.

Some of these new explorations involve relatively small organizational innovations: like "open innovation" that involves collaboration across a well-defined coalition of firms; some are quite radical, like the Linux kernel development community and firms that participating in Linux development.

Networked economy is reshaping the future of capitalism along three dimensions. The boundary of the firm is becoming more permeable so that people and resources can flow to the most important new thing. Property is becoming less important, because we need freedom to operate in the commons. And self-interested incentives are no longer a useful stand-in for the full range of human motivations; production practices require that these well-used model of incentives be replaced with newer models that more complex and far more cooperative. If we fail to understand these three things, we will not understand the future of capitalism.

Remettre les outils au service du modèle

Dominique Cerutti
Nyse Euronext

Les indicateurs économiques et financiers sont en hausse, la fin de la récession mondiale est annoncée et nous ne pouvons que nous en réjouir. Faible, cette embellie ne devrait pas nous faire oublier trop vite les bouleversements que nous avons et sommes encore en train de traverser en nous empressant de parler au passé des dysfonctionnements qu'ils nous ont révélés. Au contraire, ces défis doivent être saisis dans toute leur ampleur comme autant d'opportunités de redéfinir le capitalisme de demain au service d'une croissance durable loin des excès d'hier.

Des efforts importants ont été entrepris pour corriger les manquements que la crise a mis en exergue. Compte tenu de leur rôle central dans le financement de nos économies et de leur place indiscutable dans le déclenchement de la crise, les marchés financiers ont été les premiers visés, avec la volonté explicite de mieux réguler ce secteur, dans toutes ses composantes, et d'assurer une meilleure coordination internationale. Encadrement des marchés dérivés, normes prudentielles révisées, renforcement de la transparence de l'ensemble des marchés, meilleur équilibre entre concurrence et stabilité ont été au cœur des réformes discutées au niveau international et mises en œuvre au niveau régional ou national.

Néanmoins, ces initiatives demeureront vaines si l'ensemble des parties prenantes ne s'engage pas de manière coordonnée dans le développement d'un environnement favorable à l'émergence de nouveaux relais de croissance. Pour être effective, cette coordination doit néanmoins s'établir à l'échelon le plus approprié. C'est aujourd'hui l'échelon régional qui semble le plus pertinent : la mondialisation est certes une réalité, mais il n'en

demeure pas moins que les échanges commerciaux sont avant tout polarisés autour de grands ensembles régionaux.

L'intégration européenne et le développement d'une véritable vision industrielle de l'économie et des marchés financiers européens, fédérant les énergies des entreprises, du secteur financier et des décideurs publics, doit, je le crois, être notre ambition. Les rapprochements d'acteurs, par le biais de partenariats avec des modalités changeantes en fonction des projets, sont appelés à avoir une importance grandissante dans la construction d'une économie européenne dynamique, innovante et audacieuse.

L'intégration des marchés du groupe NYSE Euronext s'inscrit parfaitement dans cet objectif. Encouragée par l'adoption de l'euro et les innovations technologiques, Euronext a su fédérer autour d'une poche de liquidité unique une communauté d'acteurs du monde économique et financier (entreprises, intermédiaires, banques d'investissement, investisseurs). Tout en optimisant les échanges de flux de capitaux dans un environnement sécurisé et réglementé, cette intégration s'est faite dans le respect des spécificités propres à chacun de ces marchés, en préservant les écosystèmes nationaux, et en gardant une ouverture sur les marchés internationaux.

▶ Un enjeu considérable pour l'Europe

Un équilibre subtil doit ainsi être trouvé, en Europe, entre protection de la stabilité et encouragement de l'innovation : moteur de la croissance, elle ne doit en aucun cas être bridée. Souvent le fait d'entreprises de petite taille ou de taille moyenne, l'innovation nécessite le développement de solutions de financement novatrices.

L'enjeu est énorme pour l'Europe : les 23 millions de PME européennes ont créé 80% de l'emploi ces vingt dernières années. Elles se financent à 92% par du crédit bancaire, à 7% par du private equity et à 1% seulement par les marchés. Or, aujourd'hui plus de 70% des PME observent un durcissement de leurs conditions d'accès au crédit bancaire.

La régulation aurait donc tort de brider l'innovation financière, mais devrait plutôt encourager une plus grande transparence, permettant de détecter rapidement toute dérive.

L'initiative paneuropéenne EnterNext, portée par NYSE Euronext et par des acteurs de l'ensemble de l'écosystème financier, illustre les leviers que nous pouvons créer, en nous associant, pour financer la croissance de demain. Cette initiative couvre déjà 750 PME-ETI cotées sur les marchés européens de NYSE Euronext, avec pour objectif d'accueillir 80 nouvelles sociétés d'ici trois ans afin de donner accès à un nombre croissant de PME aux capitaux dont elles ont besoin.

Un autre exemple très concret est le secteur des sciences de la vie : nous avons la meilleure part de marché en Europe sur le financement boursier des sociétés du secteur des sciences de la vie et des technologies médicales (autour de 70% des introductions ont été faites sur nos marchés depuis 2009). Nous avons participé à la création d'un véritable écosystème afin de financer ce secteur de biotechnologies et technologies médicales regroupant des sociétés prometteuses avec un fort besoin en capitaux pour financer leur croissance. Cela passe par la création de partenariats et l'animation d'une communauté dédiée afin d'enrichir l'expertise, la visibilité et l'analyse financière qui éclairent les investisseurs et permettent la levée de capitaux.

Dans un monde en recomposition, notre but est de renforcer le positionnement de l'Europe comme un pôle économique majeur. Il est urgent de substituer à la fragmentation des acteurs une politique industrielle des marchés efficace et ambitieuse.

Pour une vision de l'entreprise à 360 degrés

Jean-Pierre Clamadieu
Solvay

Depuis que j'exerce des responsabilités de direction au sein de grands groupes internationaux, je suis frappé par le décalage entre l'image caricaturale d'un capitalisme qui aurait pour seule vocation de servir l'intérêt des actionnaires, et la réalité de la vie d'un dirigeant, qui au contraire cherche en permanence l'équilibre entre les parties prenantes. Pour moi, une équipe de direction doit avoir pour mission d'aligner les intérêts des différentes parties prenantes : les actionnaires certes, mais également les salariés, les clients, les fournisseurs, les collectivités dans lesquelles nous nous développons, l'environnement au sens large.

J'ai fait l'expérience du passage d'une entreprise cotée, avec beaucoup d'actionnaires financiers dont certains de très court terme (Rhodia), à un groupe qui compte parmi les grands de la chimie mondiale. Depuis sa naissance il y a cent cinquante ans, Solvay est contrôlé par les descendants (2 500 personnes aujourd'hui) des cinq fondateurs (Ernest Solvay, son frère Alfred et les trois *business angels* qui en 1863 ont financé son projet). Nous sommes une entreprise de capitalisme familial, les descendants étant en position de contrôle puisqu'ils détiennent à peu près 30% du capital de la société. Pour le reste, Solvay est coté.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai voulu comprendre précisément ce que l'on attendait de moi. Le Conseil d'administration m'a présenté une vision à très long terme. Les administrateurs qui représentent les familles actionnaires souhaitent que la société continue son développement de manière à transmettre à leurs enfants, dans dix ou vingt ans, un patrimoine qui aura fructifié. Ils m'ont également rappelé qu'ils souhaitaient avoir tous les ans un dividende, ce qui est légitime et important dans une structure capitalistique

de ce type. Mais ce qui m'a frappé, c'est le troisième commentaire qu'ils m'ont fait : « Solvay n'est pas seulement le nom de la société que vous allez diriger ; c'est notre nom à nous. Ce nom, nous voulons en être fiers. Cela nous conduit à vous demander de gérer ce groupe en gardant en tête notre histoire. » En Belgique, le nom de Solvay évoque une grande école de commerce, une bibliothèque et de nombreuses avancées dans la vie sociale et économique belge de ces cent cinquante dernières années, où Solvay a montré le cap : première société d'assurance mutuelle, développement des congés payés avant que cela ne devienne la norme....

Le groupe a toujours eu cette vision d'un projet qui ne pouvait pas être simplement capitalistique au sens étroit du mot, qu'il devait chercher à aligner l'intérêt des parties prenantes. C'est ce que nous essayons de faire au quotidien. Nous le faisons à partir de deux principes.

Mobiliser l'interne

Pour mobiliser nos équipes en interne autour de la nécessité de trouver cet équilibre, nous avons développé un référentiel très simple, le *« Solvay Way : the way we do business »*. Ce référentiel guide nos équipes sur la manière de se conduire au quotidien et de se positionner vis-à-vis des parties prenantes classiques du développement durable. L'intérêt d'une telle approche est d'être extrêmement décentralisée. Elle permet à chacune de nos équipes sur nos sites de se demander comment on se conduit vis-à-vis des salariés, des fournisseurs, du territoire où nous sommes implantés. Chacun de ces aspects fait l'objet d'une question simple, qui se traduit par une évaluation et conduit chacune de nos équipes à construire un plan d'actions pour progresser.

Les situations sont très diverses d'un site à un autre, d'un pays à un autre : sur certains de nos sites, ce sont les relations sociales qui se retrouvent au cœur du débat ; sur d'autres, c'est notre relation avec nos fournisseurs et leur impact sur l'environnement. S'il s'agit par exemple d'une activité située dans une zone où l'eau est rare, nous mesurons la quantité d'eau que nous prélevons et nous nous interrogeons sur la possibilité de fonctionner en circuit fermé. C'est un travail concret, de terrain, qui permet à nos équipes de comprendre comment elles se positionnent et de s'engager dans une dynamique qui ne consiste pas seulement à maximiser le résultat économique, mais aussi à créer un équilibre.

C'est un excellent outil de mobilisation pour nos collaborateurs et un outil de dialogue particulièrement important. Nous achetons beaucoup de produits à d'autres groupes de chimie. Dans certains pays, c'est relativement simple ; dans d'autres, nous sommes amenés à interroger les pratiques de nos fournisseurs, non pas pour les sanctionner, mais au contraire pour les aider à développer le même type d'approche.

Accepter les défis qu'on nous lance

Deuxième volet : l'externe. Pouvoir communiquer de manière structurée auprès de nos publics externes sur ces différentes démarches est très important. Pouvoir être remis en cause par d'autres l'est également. Solvay travaille aujourd'hui sur le développement d'un «*reporting* intégré». C'est concept qui se développe dans différents pays du monde, par l'intermédiaire duquel nous cherchons à présenter une vision de l'entreprise qui n'est pas uniquement financière mais qui tente de refléter la manière dont nous nous conduisons avec l'ensemble de nos parties prenantes. Cela fait quelques années que nous pratiquons le *reporting* intégré, mais nous cherchons encore une manière plus simple et pragmatique de présenter cette vision complète de l'activité de l'entreprise.

Nous acceptons bien sûr les défis lancés par les autres parties prenantes. Certaines sont même organisées dans ce but : agences de notations financières par exemple, ou les syndicats mondiaux. Nous avons signé un accord avec IndustriAll qui leur donne expressément le droit de nous remettre en question.

Le temps est également un sujet d'attention. Le temps du monde financier se compte par trimestre ; celui des politiques que je mets en œuvre va bien au-delà. Quand j'entends le patron d'Unilever dire : «Je veux renoncer au *reporting* trimestriel pour engager une communication dans laquelle les points de rendez-vous sont plus espacés afin de permettre une vraie réflexion sur le long terme», ça paraît élémentaire, mais ce ne l'est pas tant que ça et c'est important.

Dernier point sur lequel nous devons rester attentifs : la réglementation. Je participe à beaucoup d'instances en France où l'on s'interroge sur ces pratiques de responsabilité sociale d'entreprise. La tentation immédiate est de légiférer, créer des contraintes, des obligations. Au contraire, notre démarche doit s'inscrire dans un environnement de *soft law*. C'est en développant ce type de pratiques dans un certain nombre d'entreprises et en cherchant ensuite à les étendre que l'on sera le plus efficace.

Fair Competition Needed

Hadeel Ibrahim
Mo Ibrahim Foundation

Let me begin by disagreeing with one theme that I have heard emerging about less competition. I am not convinced that we have enough competition. I do not think that you could really characterize the capitalist system that we see around us and that we have seen fail billions of people around the world as being too competitive. I would say that you can look at the number of subsidies, the number of tariffs. There is also the number of market distortions, which benefit some countries over others, that you could call unfair competition.

From a global sales perspective, what we need is fair competition. What we need is for capitalism to be driven by innovation, hard work and competition. Let me give you an example. What do we have in Africa? We have a lot of people and a lot of land. We should be the agricultural producers for the world. But here is a Common Agricultural Policy in Europe, which makes it impossible for us to compete. Are we talking about a capitalism that is too competitive or insufficiently competitive? That will be my starting point.

▶ Let's talk about shared interests

Let me say, this is not a moral argument; this is an argument about shared interest. If we start with Africa, our demographics are unique. We have one billion people and the average age of an African is 19 years old. We have 500 million Africans under the age of 20. Over the coming 20 years, as these hundreds of millions of young people enter the labor market, it is clear that we will not have enough jobs for them. However, they will also be the most educated and the most connected generation of Africans that we have ever seen.

We are not going to have enough jobs; we are going to have educated connected young people. The pattern for repeats of what we have seen in Tunisia and what we have seen in Egypt is very clear. There is huge potential for that kind of instability. However, if we then look a little bit further at that narrative, you will see these very educated and committed young people who understand the architecture of global governance. They understand that systems are unfair. You cannot discuss or support the UN Security Council with an 18 year old Senegalese person. This has to do with who has a veto and who does not. You cannot support the architecture we have created.

You look at this new young generation and you listen to what the "Occupy Wall Street movement" is saying. You listen to what people are saying on the streets of Istanbul and in Sao Paolo. It is a very similar story. It is not just about North and South. It is about youth and older generations. This is a young generation that questions the way capitalism has worked, the way their parents have managed the capitalist system and, as a consequence, what the future has in store for them.

We know that in developed countries, young people's futures will not be as promising as their parents'. They will have less access to jobs; they will have less access to wealth than their parents' generation did. It is a huge failure for a given generation to hand over such a future to the next generation. I would indeed argue for more competition.

However, where you do need collaboration is where you start to give up these very short-term political cycles, which allow our politicians to create these kinds of short-term incentives. If we start talking about longer-term strategic planning, then I think you will find greater collaboration between young and old, between civil society, business and Government.

There are examples, be it between trade unions and employers in Germany, where people have been collaborative, because there has been clear agenda setting. People have understood that there is a need for growth that is inclusive, equitable and creates jobs.

If we create that kind of capitalism and the generation in control finally understands the need for that, then I think there is huge potential for collaboration between all three sides of the triangle. We will see business and civil society collaborating to hold Government accountable. We will see Government and civil society collaborating to hold business accountable. We will see Governments and businesses holding society accountable.

We need to be held accountable as well. There is huge scope for collaboration and there is huge scope for building capitalism that reflects what the young people want. Our senior generation must understand this. A lot of the conversations that I am hearing come from the so-called elite, they are totally disconnected from what is happening in the field today. I question whether we have a shared positive future.

Beyond Capitalism

Hartmut Rosa
Friedrich-Shiller University

I have four claims. The first is that capitalism is not just market society or market economies. My colleagues often say that there is no capitalism; there are just different ways of operating market economies. However, I think it is very important to see that capitalism is a particular connection between market economy and the State. The State has always played a very important role in providing the infrastructures of the economy, but it is also involved in education and so on.

The second point is more important for what I want to say. There is a permanent accumulation of capital; that is an idea that sociologists have always had, not just Karl Marx but also Max Weber. That leads to a very important thing, namely, that capitalist economies need to grow incessantly. They need to grow in order to survive. If there is no growth there is no future as proven by what happened in Greece and what is happening in France to a lesser extent. We lose jobs; then companies close down, then welfare expenses rise and incomes go down. In the end, the political system also breaks down, because there is no political legitimacy.

That is the main argument I want to make about capitalism. It leads to a logic of escalation and this is the main argument. Every year, you have to achieve more than the year before. This also relates to a permanent need for acceleration and innovation. That is not so bad. It leads to innovation to speed up the world and to grow. It is the idea of overcoming scarcity; that is not bad. However, the problem is, we need to have all of this acceleration and innovation growth just to stay where we are, just to keep the status quo. There is a lot of talk about happiness and well-being. What is good is to have innovation, growth and speed.

In the end, it becomes like an iron cage, which was a term used by Max Weber –who was certainly not a Communist or a Marxist. The idea is that we need to be faster each year. We need to have a higher output each year. We need to become more and more innovative just to stay where we are. Any company or individual or country can say they have enough but then you go down the drain, you lose out. Every year, we have to make more and more efforts to keep the status quo.

▶ Dynamic stabilization

"Le capitalisme est caractérisé par le fait qu'il a besoin de la croissance, de l'accélération et de l'innovation pour maintenir le status quo[7]*."*

I call this dynamic stabilization. It means becoming faster, more efficient and more innovative just to stay where we are. Secondly, this leads to a logic of escalation, though that is basically the same claim. We must become faster, more innovative and grow each year. For example, right now in Germany, we do not have high rates of growth; it is between one and 2%. It is even below 1% right now. Nevertheless, just last year, the German Gross Domestic Product rose by the whole output of the year 1870. In absolute numbers, this means that every year, you have to make an increasing and incredible extra effort just to stay where you are.

This leads to what I have tried to describe in two books, to be precise, as the logic of social acceleration. We have set the world in motion at an ever faster pace: materially, socially and in the world of ideas. We do it through technological acceleration, the speeding up of transport communication production. However, we are also making the world become less stable. The world around us is changing faster and faster every year. As individuals, we have to accelerate the rhythm of life; we have to get more things done per unit of time.

Why is this a problem? My third and most important claim is that this kind of capitalism cannot go on forever. I believe it is vitally important that economists also see this. Why not? There are some things in our world, which you cannot galvanize and speed up indefinitely. This logic of escalation, of increasing innovation leads to problems wherever the world has segments, parts or spheres which are not capable of speeding up.

I brought up several points in relation to this. Logically, we need more and more energy to keep the growth system going. It needs physical energy: carbon-based, oil and other things. Each year, it is just growing. However, we also need individual energies. The doctors say this all the time. It is also a political issue. Every year, we have to motivate people and to get more activation from them to keep the logic going.

---

7. In Hartmut Rosa, *Accélération : Une critique sociale du temps,* traduction française, La Découverte, 2010.

I think it is a problem in France; you see it in the discussions, but you see it all over the Western world. We are losing a sense of progress. We know that in France and Germany and probably also in the US, we will be faster next year. We will be more innovative; we will have growth. However, we will not overcome scarcity; competition will get even tougher. We will not overcome the scarcity of time either.

Currently, parents say they do not expect their kids to have a better life. This means we are no longer running towards a great goal, a bright future. I find it very important in the context of an economic forum to at least keep this in mind.

Three synchronization crises

Then there are three crises of de synchronization. For one thing, the environment is not fast enough. You can cut down rainforests; that is not a problem. It is only a problem if you do it too quickly. It is not a problem that we fish in the oceans; we have always done it. However, it is going to be a problem if you fish too fast for nature to reproduce. It is the same with all the material resources and also with the toxic waste.

Secondly, there is the crisis of de synchronization with our human bodies and psyches; the burn-out rates, the rates of depression have increased all over the world, in Korea, China and Latin America. Our souls cannot be flexible, innovative, creative and fast indefinitely. I would really say in this respect that either we come to control the system or we have to go beyond humanity. We have to go beyond what we are right now: beyond our psyches, beyond our bodies and beyond society as we know it today.

This is the trans-humanist project; maybe that is the way to go. When I listen to economists, I think that is the way we are going. We want more competition, more speed, more growth, more innovation. Okay, let us forget about humanity as we are. I mean, we are not so great, so maybe that is a good idea.

Finally, there is also a political crisis. Democracy is a time consuming process. You have to formulate arguments, enter deliberations and come up with a consensus. This takes time. It actually slows down if the world becomes more complex, dynamic and pluralistic. You see it with the financial crisis. Democracy is in fact slowing down.

When you look at the financial crisis, this time it is not given to politics, and this creates a lot of frustration. I think the political system in the West has been experiencing a loss of confidence. I describe this as alienation because people no longer think or feel that political democracy is the tool with which we shape our world. We have lost this tool because it is too slow, so either we slow down or we give up democracy. Maybe the Chinese have the best model: let us forget about democracy and speed up.

However, I do not want to take this route. Let us come up with a new form of capitalism which is a market economy and which is beyond dynamic stabilization. This means it is a market economy that sometimes innovates, grows and speeds up. Certainly, people must have access to water, food or clothes. We need growth and we need innovation in medicine. We also need innovation in green technologies.

I am not saying that we should never grow, accelerate or innovate, but we should not need to grow, accelerate and innovate just to keep everything as it is. That is an irrational, idiotic system, so let us move beyond capitalism. What I really want to say is the final point. We need a market economy, which does not need to stabilize itself through growth, acceleration and innovation. I am not sure whether we could still call this capitalism, but I hope that is the future for all of us.

Débat

Repenser l'industrie : le cas de l'automobile

L'industrie automobile dont la crise a révélé les problèmes structurels, est un bon exemple des nécessités d'ajustement de l'industrie européenne dans son ensemble. Le choc de demande, amplifié dans le cas d'une industrie fortement cyclique, a été aggravé en Europe et aux États-Unis par des questions structurelles plus profondes. La réponse des politiques économiques des deux côtés de l'Atlantique a été diamétralement opposée. Aux États-Unis, on a tenté de s'attaquer aux problèmes structurels de surcapacité de certains constructeurs. À l'inverse, l'Europe faisait le choix de solutions principalement conjoncturelles avec des plans temporaires de soutien à la demande plutôt que d'une restructuration nécessairement douloureuse. Aujourd'hui, les politiques d'appui à la demande étant arrivées à leur terme, la phase basse du cycle de la demande est amplifiée, dans la mesure où la reprise économique globale n'a pas pris le relais.

Face au déplacement de la demande et à la délocalisation des sites de production vers les pays de l'élargissement, la polarisation de la demande aux deux extrémités de gamme, l'évolution des usages de l'automobile et le virage technologique de la motorisation électrique, il s'agit maintenant de s'intéresser aux questions structurelles en suspens. Au final, le temps des ajustements du secteur est sans rapport avec celui de ses bouleversements, avec des effets indirects massifs sur le reste de l'économie.

Introduction du Cercle des économistes
Lionel Fontagné

Témoignages
Jacques Attali • Carlos Ghosn • José Manuel Soria López

Modérateur
François-Xavier Pietri

Repenser l'industrie : le cas de l'automobile

Lionel Fontagné, *Cercle des économistes*

Pourquoi le cas de l'industrie automobile ? Il nous a semblé que cette industrie était tout à fait emblématique de ce qu'on appelle d'un terme connoté assez négativement, la «désindustrialisation» en France.

Cette industrie est intéressante aussi parce qu'elle fait face à des problèmes à la fois structurels et conjoncturels. Les problèmes structurels sont ceux qui sont liés au déplacement de la demande. Nous l'avons bien vu avec l'élargissement européen. Nous le voyons évidemment avec les pays émergents. La demande est là. C'est là qu'elle croît le plus vite. L'autre élément structurel est la globalisation des chaînes de valeur ajoutée. Le troisième qui s'amorce est la mutation des modèles de consommation automobile, en particulier dans nos pays. Cela pour la structure.

Pour les problèmes conjoncturels, il y a la crise, accentuée, dans le cas de l'industrie automobile, parce que c'est une industrie cyclique. De plus, elle a peut-être été accentuée en Europe par les réponses de politiques économiques qui ont été données, et qui ont été une certaine façon de repousser les ajustements par des plans de soutien à la demande, ce qui fait que lorsque les ajustements doivent se faire, ils sont encore beaucoup plus violents.

Pour traiter de ces questions culturelles et conjoncturelles, nous avons en fait choisi de traiter trois thèmes que je vais présenter très rapidement. Le premier est de savoir comment s'adapter à cette nouvelle donne globale au niveau de cette industrie. Comment organiser cette industrie ? Comment réagir stratégiquement pour s'adapter à cette nouvelle donne globale, avec les pays émergents et les pays industriels qui ont des modes de demande différents ? Dans les pays émergents, c'est de la demande statutaire ou de premier équipement, alors que dans les pays industriels, nous voyons bien que nous sommes de plus en plus passés de la propriété à l'usage. Dans ces conditions, et c'est le deuxième thème, quel est le *business model* qui convient ? Enfin, la

troisième question est de savoir quels produits vendre. Est-ce qu'on va vendre essentiellement des services ? Est-ce qu'on va juste concevoir des voitures que d'autres vont fabriquer ? Où va-t-on continuer à fabriquer des voitures, et si oui, lesquelles ? Cela pose la question de la technologie qui sera utilisée en matière de propulsion. Nous pouvons rester sur du thermique avec des voitures connectées. Nous pouvons aller vers l'hybride, ou nous pouvons aller vers le tout électrique. Les choix industriels et les enjeux sont considérables, notamment en termes de risque de *leapfrogging* de la part des pays émergents sur certaines technologies.

François-Xavier Pietri, *TF1/LCI*

Il y a cinq ans jour pour jour, ici même, Carlos Ghosn, vous nous aviez prédit la crise automobile et vous aviez été le premier à le faire. Vous aviez évoqué à l'époque le fait que, je cite, «Il existe une corrélation forte entre l'indice de confiance des consommateurs, le moral des ménages de l'INSEE et les ventes d'automobiles.» Vous nous disiez que jusqu'àlors, il n'y avait pas eu de répercussions sur les ventes. Et la crise est arrivée. La France est aujourd'hui encore dans une crise profonde. Les ventes au premier semestre 2013 sont au plus bas depuis 1998. Et cela est vrai pour l'ensemble de l'Europe.

Carlos Ghosn, comment est-ce que vous écrivez l'avenir, si je puis dire, notamment lorsque l'on pense au pari électrique que vous venez de lancer et qui démarre petitement avec la ZOE ? Qu'est-ce qui va changer fondamentalement dans les 10 ans qui viennent à cause de cette révolution ?

Carlos Ghosn, *Renault Nissan*

Beaucoup de choses vont changer. Elles sont d'ailleurs en train de changer. Les marchés changent. Ils sont en train de se déplacer vers les pays émergents et pas uniquement les BRICs, mais aussi des pays où les taux de croissance sont très élevés, comme l'Indonésie, un certain nombre de pays d'Afrique et l'Amérique du Sud dont j'exclus le Brésil. Deuxièmement, ce sont toutes les nouvelles technologies qui nous arrivent. Vous avez parlé des hybrides. Il y a les *plug-in* hybrides… qui sont sans entrer dans le détail, des voitures électriques avec un petit moteur pour soutenir la batterie. Et il y a les voitures électriques. Et l'hydrogène à l'horizon. Il y a donc une pléthore de technologies qui essayent de répondre à une pléthore de préoccupations, parmi lesquelles une trop grande dépendance vis-à-vis du pétrole – dépendance politique et économique – des problèmes d'environnement qui sont en train de devenir sérieux dans des pays comme la Chine, qui est le premier marché mondial. Il faut aussi parler des évolutions au niveau des consommateurs. Le consommateur passe en moyenne deux heures par jour dans sa voiture. Ces deux heures sont absolument inutiles pour lui, puisqu'il ne s'agit que de transporter des corps. Il voudrait pouvoir utiliser ce temps. Aujourd'hui, les technologies permettent

de dégager le conducteur de cette emprise de la voiture, pour qu'il fasse autre chose pendant ces deux heures. En bref, notre industrie n'est plus une industrie. C'est de la haute technologie. Et, en tant que constructeurs, nous sommes devenus des architectes. Nous ne pouvons pas tout faire. Nous assemblons des technologies et nous assemblons des connaissances. Nous assemblons des produits. Et… nous remettons notre métier en cause tout le temps.

François-Xavier Piétri

Concernant ce pari de l'hybride et de l'électrique ?

Carlos Ghosn

C'est peut-être un pari pour d'autres, mais pour moi c'est une certitude. Je ne vois pas l'avenir de l'industrie automobile sans hybride et sans électrique. Il y a une incertitude sur les pourcentages : un peu plus d'hybrides, un peu moins d'électriques, un peu plus d'électriques, et un peu moins d'hybrides ? Cela va beaucoup dépendre des législations. Cela va aussi beaucoup dépendre de la force avec laquelle les Chinois vont imposer le modèle électrique, car ce sont eux qui sont aujourd'hui le fer de lance de cette demande. Non seulement ils n'ont pas de pétrole, mais ils vont avoir – ils ont déjà – de sérieux problèmes d'environnement. Comme vous le savez, il y a moins de 100 voitures pour 1 000 habitants en Chine. Il y en a en moyenne 500 en France. Il y a 5 fois plus de voitures par habitant en France qu'en Chine. Vous imaginez bien que les Chinois ne vont pas se satisfaire de 89 voitures pour 1 000 habitants. Il va donc y avoir une croissance formidable de l'industrie automobile, et la principale contrainte se situe aujourd'hui au niveau de l'environnement. La seule façon de la résoudre est d'aller vers l'électrique.

François-Xavier Pietri

José Manuel Soria López, à la fin de l'année 2012, Renault a présenté un nouveau plan industriel pour son usine de Palencia, où il s'est installé récemment après avoir abandonné ses sites belges. Cela veut donc dire qu'aujourd'hui, le modèle espagnol, en tout cas pour l'automobile, reprend de la vigueur et de l'intérêt. Comment avez-vous évolué stratégiquement pour revoir vos problèmes de compétitivité ?

José Manuel Soria López

We had several serious problems in our economy just a year and a half ago, which had to do with competitiveness, public deficit, international financing conditions and unemployment. We started with a new economic policy based on three main points. The first was a very radical fiscal consolidation process, the second a structural reform process, and thirdly, and no less important, more economic unity through the EU.

Because of fiscal consolidation, we decreased the public deficit by about 2.3% in 2012, from 9.3% down to less than 7%, and that happened in a year during which our economy increased by about 1.4%. Concerning structural reform, almost every week we have been making several reforms concerning the labor market, the financial market, energy systems and education. We still have some serious imbalances, because our rate of unemployment rose to nearly 24%, but we are beginning to see some positive signals, related, for example, to industrial relocalization in Spain. Important decisions have been made by global automotive players such as Nissan, Renault, Iveco from the Fiat group, and Ford. We are currently expecting the same move from GM-Opel.

Above all, we are seeing that our financing conditions have changed considerably in the last year, at a time when the rumor had it that the Spanish Government was not asking for a bail-out. Therefore, one year later we are seeing some positive signals. But we are still reinforcing those structural reforms because we know we still have a lot to do.

Part of our strategy is to make a strong bet on industry, because we have seen a decrease from 15% of GDP to around 10% over the last 12 years, so from that point of view we have a similar problem to that of the rest of Europe. One of the problems in the EU today is to increase the level and share of industry in the economy. We have not just to consider this theoretically, but to do practical things in order to achieve that purpose.

François-Xavier Pietri

Jacques Attali, ce qui est frappant dans votre livre *Urgences françaises,* c'est que vous proposez dix chantiers majeurs à relancer, pour redonner vigueur à notre économie et à notre pays, mais vous parlez très peu de l'industrie. Vous évoquez surtout les services. Faut-il donc repenser notre industrie automobile autour des services ? Les modes de consommation et des usages sont-ils en train d'évoluer ? Quelle incidence cela peut-il avoir évidemment sur nos usines françaises ?

Jacques Attali, *PlaNet Finance*

L'industrie automobile doit se comprendre dans une logique beaucoup plus globale. Elle est très intéressante pour cela. Je rappellerai quelques chiffres qui permettront de répondre à votre question. Il y a aujourd'hui quelque 650 millions d'automobiles qui circulent dans le monde. Ce n'est pas beaucoup par rapport à une population de 7,5 milliards. Vers 2030, il semblerait que nous arrivions à 1,3 milliard de voitures, soit un doublement du nombre d'automobiles qui correspond à la croissance de la consommation en Chine, en Indonésie et en Inde, qui va finir par décoller. La clé est bien évidemment l'Afrique. Je ne crois pas que le XXIe siècle sera le siècle de l'Asie, mais le siècle de l'Afrique. La population de l'Afrique va en effet doubler en 40 ans, passant de 1 à 2 milliards. À un moment, cela va se sentir.

Nous produisons 80 millions de voitures par an. Depuis un ou deux ans, la Chine est devenue le premier producteur de voitures dans le monde devant les États-Unis, et le premier utilisateur et consommateur de voitures dans le monde, avec un taux de croissance considérable. L'Europe est quant à elle plus dans des perspectives de renouvellement et de modifications très profondes. C'est dire que nous allons sans doute vers des voitures qui vont être, comme beaucoup d'autres objets de consommation, soit très bas de gamme, soit très haut de gamme, sans rien au milieu. C'est une évolution très profonde de la société. Les gens intelligents vont penser qu'il n'y a pas de raison d'avoir une voiture sophistiquée alors qu'une voiture bon marché suffit.

Si l'on prend des perspectives de long terme, je comparerais volontiers ce qui peut se passer à moyen terme dans l'industrie automobile avec ce qui est en train de se passer pour les entreprises productrices de *smartphones*. Au fond, les téléphones se résument de plus en plus à de l'électronique, comme les voitures. Aujourd'hui, plus de la moitié des voitures incluent de l'électronique. On peut se demander si à terme, la vraie valeur ajoutée sera dans l'industrie de l'assemblage, ou si la valeur sera ailleurs, c'est-à-dire dans la production des logiciels et équipements qui seront nécessaires. On le voit avec l'arrivée de la voiture connectée, dont l'un des exemples emblématiques est la voiture de Google : Google a dit qu'il était prêt à fournir toute l'intelligence nécessaire, mais sans être assembleur et sans jamais fabriquer la voiture. Il faut donc se poser la question de savoir où sera la vraie richesse, la vraie valeur sera-t-elle chez l'assembleur, comme c'est le cas par exemple pour Airbus, ou se déplacera-t-elle chez les fabricants des technologies nécessaires ? C'est un choix stratégique très important qui devra déterminer les grands choix industriels, et qui montre bien que les choix de compétitivité, qui portent pour l'instant essentiellement sur la taille des plateformes, la capacité à produire beaucoup de modèles différents sur une même plateforme, etc., peuvent changer et s'orienter vers des voitures intelligentes et connectées.

Pour ma part, je ne pense pas que le débat sur les voitures électriques ou hybrides soit si fondamental, sous réserve en effet de la réglementation. Si la réglementation chinoise évolue, cela changera bien évidemment tout. Mais ces véhicules ne représenteront a priori que 2 à 4% des véhicules produits dans le monde. Leur part sera donc encore relativement marginale, au sens des grands enjeux stratégiques. Pour moi, la grande question stratégique de l'industrie automobile est beaucoup plus vaste ; c'est, comme je le disais, de savoir si la valeur sera chez l'assembleur ou chez le producteur de l'intelligence, qui est logée aujourd'hui essentiellement chez les sous-traitants.

François-Xavier Pietri

Carlos Ghosn, que pensez-vous de cette suppression des gammes moyennes dont parle Jacques Attali à savoir la suppression des voitures du milieu ? Est-ce

que c'est quelque chose à quoi vous croyez ? Les résultats de Dacia, – plutôt bons – sont-ils la preuve que le *low-cost* porte le reste ? Est-ce une tendance lourde ?

Carlos Ghosn

Il est évident que nous avons aujourd'hui une forte croissance sur l'entrée de gamme. Je n'appelle pas cela le *low cost,* car ce que vous appelez le *low cost* pour l'Europe, c'est du moyen de gamme dans les pays émergents. Nous sommes donc les champions du moyen de gamme dans les pays émergents, en Russie, au Brésil. Les Dacia qui se vendent en Europe, c'est le milieu de gamme en Russie, et le milieu de gamme au Brésil. La notion de *low cost* n'existe guère dans ces pays, sauf à prendre en compte les voitures de 20 ou 30 ans d'âge, avec des technologies qui sont déjà usées. Les gens les achètent uniquement parce qu'ils sont limités par les prix. Or, la nouvelle révolution, celle qui est en train de se faire actuellement, et que nous sommes en train de préparer, c'est le *low cost* moderne à destination des pays émergents. C'est un marché qui est en train d'exploser compte tenu de l'arrivée de l'Indonésie, de l'Afrique, de l'explosion des marchés de la Chine, de l'Inde et du Brésil. C'est une explosion qui se fait par le bas. Ce sont effectivement les gens qui ont aujourd'hui des tricycles et des motocyclettes ou qui achètent des voitures d'occasion, qui rêvent d'avoir une voiture neuve. Ils ne peuvent pas y accéder parce que les voitures sont chères. Quand vous arriverez avec du *low cost* dans ces pays, il y aura une explosion de la demande. C'est donc une demande qui va continuer de progresser. En ce qui concerne le haut de gamme, il est destiné aux classes moyennes qui sont en train de s'enrichir partout dans le monde et qui ont envie d'avoir autre chose. Je ne crois pas à la disparition de la gamme moyenne. Elle restera, mais elle se stabilisera en valeur absolue : la croissance va se retrouver dans les deux extrêmes.

Quant à la question de savoir où se situera la valeur à l'horizon de 30 ans, qui se rappellera que nous nous sommes posés la question ? À échéance de cinq ans, l'assembleur sera toujours déterminant. Pour deux raisons. Par rapport à l'avion ou au téléphone, la voiture a quelque chose de très particulier. C'est-à-dire que c'est un objet qui relève à la fois du rationnel et de l'émotionnel, ce qui n'est le cas ni de l'avion ni du téléphone dont on évalue exclusivement les fonctionnalités. La rationalité de la voiture, c'est son prix, sa qualité, la consommation, etc. Mais l'émotion, c'est le design, c'est la marque, le luxe, etc. Vous savez que la plupart des gens achètent des voitures dont ils n'ont pas besoin. Nous le savons très bien. Nous sommes des spécialistes ! Beaucoup de gens achètent des V8, des huit cylindres, des 4x4 pour rouler dans le désert, alors qu'ils ne sortent jamais de la ville. En termes d'achat, la voiture se situe quelque part entre celui d'un téléphone – très fonctionnel, et l'achat coup de cœur d'un chien.

François-Xavier Piétri

Sauf que sur l'électrique, par exemple, il n'y a pas que l'émotionnel. Il faut aussi avoir des prises électriques, et des moyens de se recharger. Aujourd'hui, en Europe, on n'est même pas d'accord sur les prises. Entre vous et PSA, ce n'est pas le même système.

Carlos Ghosn

Fin juillet 2013, nous aurons vendu 100 000 voitures électriques. Nous sommes, et de loin, le groupe automobile qui a assemblé et vendu le plus de voitures électriques dans le monde depuis que l'industrie automobile existe.

François-Xavier Piétri

3 000 ZOE depuis le début.

Carlos Ghosn

Nous venons de la lancer, alors que la Nissan a été lancée il y a deux ans et a déjà dépassé les 55 000 à 60 000 voitures. Nous avons une banque de données exceptionnelles concernant les personnes qui ont utilisé les voitures électriques. 90% des personnes qui ont acheté des voitures électriques sont des conquêtes. Ce sont des gens qui n'ont jamais acheté de Renault ou de Nissan auparavant. Deuxièmement, ils sont loyaux à plus de 90%. C'est-à-dire qu'ils remplaceront leur voiture électrique par une autre voiture électrique.

Le grand handicap de la voiture électrique, c'est l'absence d'infrastructures. Beaucoup de gens viennent essayer la voiture électrique mais se demandent où ils vont la recharger. Tant que nous n'aurons pas répondu à cette préoccupation, le décollage ne se fera pas. Le Japon a décidé d'investir un milliard de dollars dans un réseau de charges électriques rapides, c'est-à-dire qu'il y aura autant de stations de chargement de voitures électriques que de stations d'essence au Japon. Vous allez voir tout d'un coup le décollage des ventes de voitures électriques. Je pense donc que nous sommes au milieu d'une évolution. Je pense qu'elle est indispensable pour des raisons énergétiques et pour des raisons d'environnement. Je suis d'accord avec Jacques Attali sur le fait que la réglementation jouera beaucoup, un seul exemple : pourquoi en Europe plus de 60% des voitures sont-elles Diesel alors que c'est moins de 1% aux États-Unis et au Japon ? Ce sont les mêmes constructeurs. La seule différence, c'est la législation.

François-Xavier Piétri

José Manuel Soria López, aujourd'hui, il n'y a pas de constructeur espagnol. Il y a des constructeurs installés en Espagne, Seat, Volkswagen, Renault, Peugeot, etc., mais il n'y a pas de constructeur espagnol proprement dit. Que proposez-vous aujourd'hui à ces constructeurs européens ?

José Manuel Soria López

Among the ten big international carmakers operating factories in Spain, there is Fiat, which was bought by the VW group some years ago but has a very strong research centre in Barcelona, which helps our industry a lot. The capacity to make arrangement and consensus between trade unions and companies has been very important; without it, it would have been impossible to secure the investments, which have occurred in the last 6-9 months in Spain. I would like to say that it was made possible thanks to our labor. We have something over six million unemployed people in Spain, which is about 24%, but we have a labor framework, which allows more competitive unitary labor costs; had it been otherwise those investments would have gone to other countries. When these big players choose Spain, we have to ask ourselves why, and we believe it is mainly because of the evolution of the unitary labor cost, and secondly, because of the profound structural reform process we are engaged in. And we still need to strengthen those reforms…

Jean-Marc Sylvestre

Je voulais demander au ministre de l'Industrie espagnol s'il était prêt à acheter le discours du ministre de l'Industrie française en matière de réindustrialisation et en matière de relations avec les entreprises. Ma deuxième question s'adresse à Carlos Ghosn. Est-ce qu'il lui arrive parfois, dans ses rêves ou ses cauchemars les plus fous, de penser qu'on pourrait ne plus avoir besoin de l'automobile, et que nous pourrions imaginer d'autres moyens de transport ?

José Manuel Soria López

We have a good relationship with the European Council of Ministers, and in many cases we agree with the necessity of a reindustrialisation policy in Europe. For example, just one month ago I heard a proposal from a Spanish minister that we not look right now at the restrictions concerning CO_2 emissions for the automotive industry. I had the assistance of ministers from several countries, because, although we have to be a green economy as well, we also have to look at our capacity for competitiveness.

Therefore, we are basically agreed on the reindustrialization process we have to undertake in France and in Spain, but in Europe there are many ministerial councils of different political tendencies, so when you speak with environmental ministers, for example, the vision is sometimes completely different to what we have in the industry council. We have to know, and we have to decide, whether we want a Europe in which unemployment keep increasing, or whether we want an industry with increasing opportunities in industry.

We have US, China, and India as competitors, not only in labor costs but also in terms of energy costs, bureaucratic costs and financial costs, so that is a reflection we have to undertake together in Europe.

François-Xavier Piétri

Carlos Ghosn, est-ce que vous rêveriez un jour de ne pas rouler en voiture ?

Carlos Ghosn

Je crois que la question n'est pas là. La question est de savoir si on peut imaginer un avenir sans automobile. Je ne le pense pas. Je ne vois pas comment on peut avoir un transport autonome sans voiture. Il y a des transports collectifs et ils se développent. Il y a le partage de voiture qui va certainement gagner du terrain. Mais tout cela reste marginal si on le compare à la voiture personnelle qui est sous votre contrôle, fait ce que vous voulez, vous transporte où et quand vous voulez. L'évolution va consister plutôt à transformer cet objet en partenaire avec plus d'informations et plus d'activités. Vous allez pouvoir faire beaucoup plus de choses dans votre voiture. Mais franchement, je ne prévois pas la disparition de la voiture à horizon de 30 ou 40 ans.

François-Xavier Piétri

Jacques Attali, lorsqu'on l'on voit aujourd'hui les difficultés de PSA en France, quel rôle l'État peut-il jouer ? On parle d'une alliance avec Mercedes ou avec un partenaire chinois.

Jacques Attali

L'État a sans aucun doute un rôle à jouer dans l'industrie en général, en étant le promoteur des industries de demain, et pas le défenseur d'industries qui seraient dépassées. L'État a un rôle à jouer dans les investissements d'avenir, dans les nanotechnologies, les neurosciences, les biotechnologies, l'internet des objets ; on doit particulier promouvoir les petites et moyennes entreprises dans ces secteurs des nouvelles technologies. C'est cela le rôle fondamental de l'État : savoir préparer le très long terme.

L'État a aussi un rôle de protecteur pour les industries qui ont de l'avenir mais qui sont menacées conjoncturellement. Cela se joue parfois au niveau européen. Je pense par exemple que la vraie protection de la sidérurgie serait le retour d'une CECA européenne qui aurait la possibilité de « nationaliser » – il faut évidemment trouver un autre mot. Il s'agirait ainsi d'européaniser l'industrie sidérurgique européenne ; le faire au niveau national n'a pas de sens, mais au niveau européen, repenser une CECA de la sidérurgie aurait tout à fait son sens. Cela permettrait d'éviter une série de catastrophes qui n'existent que parce que nous sommes divisés.

Il y a d'ailleurs déjà un début de commencement de stratégie européenne. Une entreprise comme Renault porte un nom français, mais est néanmoins une entreprise mondiale. Nous allons nous réveiller un matin en nous rendant compte que la plupart des entreprises que nous croyons françaises ne le sont plus. Elles sont françaises pour l'instant par leurs dirigeants, parfois leur siège,

leur capital de moins en moins, et plus du tout par leurs clients. Il faut donc prendre conscience du fait que l'avenir de la France n'est pas dans la défense illusoire d'une propriété qui n'existe plus, mais dans un dialogue qui permette de conserver les sièges sociaux en France et de faire en sorte que le dernier pays où l'on licencie soit la France. C'est la seule justification d'un siège social national. Dans le contexte d'un marché mondial, il est évident que l'on ne peut pas demander à Renault-Nissan d'être autre chose qu'une firme mondiale. Mais malgré tout, son appropriation de la culture nationale se traduit par la présence sur notre territoire de ses laboratoires de recherche et de son centre de décision stratégique.

Je me fais souvent attaquer quand je dis que la France est un hôtel. Une nation est un hôtel. L'hôtel doit attirer les clients, et créer les conditions pour qu'ils aient envie de rester. Il faut donc penser une stratégie à destination des grandes multinationales d'origine française, en créant les conditions pour qu'elles aient envie de garder sur le territoire national leurs dirigeants, leur conseil d'administration et leur Comex, qui est peut-être plus important que leur conseil d'administration… Cela implique beaucoup de choses en matière de fiscalité, personnelle et collective, en termes de capital, etc. PSA ne peut pas durer sans être une entreprise mondiale et sans trouver des partenaires. L'État a donc un rôle à jouer, distinct de celui des États-Unis qui ont un marché domestique de 14 à 17 millions de voitures par an. Il faut tout faire pour que le nouveau PSA, qui aura des alliés américains, chinois, etc., garde son centre de gravité culturel, idéologique et stratégique en France.

François-Xavier Piétri

Carlos Ghosn, qu'est-ce que vous attendez d'un ministre de l'industrie pour un groupe comme le vôtre ? Et fondamentalement, si nous parlons de chiffres, Renault produisait 1,1 million de voitures en 2004 en France. C'est aujourd'hui moins de 500 000. Est-ce qu'il y a des chances pour que demain, on retourne à 1,1 million ? Si oui, sur quels types de voitures ?

Carlos Ghosn

Dans pratiquement tous les pays du monde où nous exerçons, les ministres de l'Industrie, défendent la même chose. Ils se préoccupent d'abord d'avoir dans leur pays de la technologie, des investissements et des emplois. En cas de crise, ils veulent être les derniers dont on réduise les capacités et les ressources. Je dirais que c'est tout à fait normal.

Deuxièmement, quand vous avez votre siège social dans un pays déterminé, il faut que ce pays soit privilégié, ce qui est tout à fait normal. Ce que j'entends de la part du ministre de l'Industrie français, je l'entends aussi de la part du ministre de l'Industrie japonais lorsqu'il s'agit de Nissan. Je ne pense donc pas qu'il y ait là d'exception culturelle.

En ce qui concerne les productions, dont vous dites qu'elles ont baissé, il faut rappeler que le marché a baissé. Il faut aussi savoir que, sur des produits de moyenne ou bas de gamme, l'Europe n'est pas très compétitive. L'Europe est plutôt compétitive sur des produits à valeur ajoutée. Tout le monde se demande pourquoi l'Allemagne s'en sort. Forcément, l'Allemagne a trois constructeurs qui sont essentiellement, et depuis longtemps, dans le haut de gamme. Ils en profitent parce que l'Europe peut exporter du haut de gamme, alors qu'elle a de plus en plus de mal à exporter des produits de moyenne gamme, et encore plus des produits *low cost*. Si notre production a baissé, c'est donc premièrement parce que le marché européen a baissé – il sera en 2013 au niveau des années 90. Nous avons eu six années de déclin pratiquement sans fermeture de capacité. C'est-à-dire que le marché européen est probablement 30% ou 40% en dessous du sommet atteint il y a six ou sept ans, sans fermeture de capacités ou presque. Cela met les constructeurs sous beaucoup de contraintes.

Est-ce qu'on peut remonter la pente ? Oui, sans doute, à condition d'être fortement novateur. Mais, je ne prévois pas de reprise forte en Europe pour l'automobile à moyen terme. Je suis en train de préparer Renault à plusieurs années au mieux de stabilité du marché. Si nous avons une croissance du marché, tant mieux. Ce sera une bonne surprise. Mais au moins nous n'aurons pas de mauvaises surprises. Ensuite, comment peut-on augmenter la production ? Il faut faire ce que nous avons fait. Nous avons signé un accord de compétitivité dans lequel l'ensemble de Renault s'est mobilisé sur sa performance. Cela a permis notamment d'obtenir un contrat avec Nissan qui, au lieu d'augmenter ses capacités de production en Inde, a décidé d'utiliser des capacités de production en France, à Flins ce qui va permettre d'occuper une grande partie de nos capacités sur ce site. Je pense qu'il va falloir être innovant en la matière et travailler à rendre l'Europe plus attractive ? L'Europe peut être très attractive, essentiellement en y localisant des productions qui sont aujourd'hui exportées d'un pays non européen vers l'Europe.

François-Xavier Piétri

Ne serait-ce pas un joli clin d'œil de produire des Mercedes en France ?

Carlos Ghosn

Nous pouvons tout produire en France à condition que ce soit un atout et non une contrainte. Il ne faut pas produire en France de manière défensive. Il faut que nous soyons beaucoup plus offensifs.

Vincent Giret, *Le Monde*

Carlos Ghosn, vous avez eu des mots assez durs pour faire comprendre que la crise était grave et que même Renault, sous sa forme actuelle, pouvait disparaître. Si l'on se projette à 5 ans, puisque vous êtes un peu l'homme

des prévisions et que l'on vous écoute là-dessus, quelle est la part que vous réservez à la France dans la production de Renault dans 5 ans ?

Carlos Ghosn

Je vous donne les chiffres sur lesquels je me suis engagé : en tant que Président de l'entreprise, je me suis engagé à augmenter la production de Renault de 500 000 à 710 000 voitures en 2016-2017, soit une augmentation de production de 40%, avec un marché européen qui est au mieux stable. Je le fais à cause du jeu de nos alliances et de nos partenariats. Si en plus de cela le marché européen devait se réveiller, ce serait du bonus.

Jean-Christophe Tortora, *La Tribune*

J'ai une question pour Monsieur Ghosn. Nous aimons bien l'industrie de l'automobile à La Tribune, mais je vous suggère une science-fiction. Quand on connaît le succès de Dacia, on parle de voiture à 3 000 euros d'ici quelques années, est-il possible d'imaginer qu'après-demain, nous ayons la voiture gratuite, et des abonnements avec des énergéticiens ?

Carlos Ghosn

J'ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer. Ce ne sera pas le cas. Vous n'aurez pas de voiture gratuite, malgré la compétitivité effrénée que se livrent les constructeurs. Je vais vous dire pourquoi. Pour les grands opérateurs de télécommunications, les électriciens, etc., si, à la rigueur, ils prévoyaient un système dans lequel la voiture deviendrait un objet qui servirait essentiellement à vendre leurs applications, ils n'auraient aucun mal à s'acheter un constructeur automobile. Pour Google par exemple, compte tenu de sa capitalisation boursière, l'achat d'une structure automobile ne pèserait rien. Mais ils n'en ont pas envie, parce que ce sont des gens rationnels. S'ils voyaient l'avenir avec une voiture distribuée et la vente de leurs applications, ils l'auraient fait. Il y a également un autre facteur important, c'est le besoin d'un réseau de distribution. Nous n'avons toujours pas réussi à distribuer des voitures par Internet. Les gens essaient d'avoir un maximum d'informations par le Web, mais ils continuent d'aller chez leurs distributeurs et installent généralement avec lui une relation de proximité qui n'est pas près de disparaître.

Question du public

On parle souvent du renouveau de l'industrie automobile britannique. On sait que la production y a augmenté de 50% depuis 2009. On sait aussi qu'il y a une usine porte-étendard, qui est l'usine de Nissan de Sunderland. Pouvons-nous parler d'un modèle britannique sans constructeurs nationaux ?

Carlos Ghosn

Il est vrai que l'industrie automobile est aujourd'hui en train de se développer en Angleterre. Nissan y a une usine qui tourne pratiquement à plus de 500 000

voitures par an. Il y a BMW et Ford. Il y a également des constructeurs de moteurs. C'est essentiellement dû au fait que l'Angleterre a procédé à un certain nombre de changements qui font que l'industrie y est compétitive. Il faut aussi se rappeler que la livre anglaise est aujourd'hui plutôt en position favorable, notamment par rapport à l'euro. Cela n'a pas toujours été le cas. Je me rappelle avoir rendu visite plusieurs fois au Premier ministre anglais Tony Blair et lui avoir rappelé qu'il y avait quand même une force de la livre qui faisait qu'il était difficile de développer des productions en Angleterre. C'était il n'y a pas si longtemps.

Question du public

Ten years ago or more, industry accounted for 60% of the economic activity in Europe and is now down to 20%; in France it is 15%, in Germany 23%, maybe because the state is up to 57%, at least in France. Do you think we can put our industrial capacity up to 20% and more, as Germany has done?

José Manuel Soria López

One of the objectives set by Mr Tajani, the Vice President for Industry on the European Commission, is to have 20% of European GDP devoted to industry by 2020. Countries such as Spain and France, where we have decreased a lot, as well as the UK, Italy and some others, are not in the same situation as Germany, of course. However, in the case of Spain the importance of the construction sector during the last 15 years, with a lot of liquidity in the system, with a lot of employment but at a low level of qualification, has developed a kind of anaesthetic effect in industry and above all in innovation.

Those days are gone already; construction will not be dynamic for the next few years because we have a lot of houses in Spain, so the incentives to innovate and to increase the weight of industry in the economy will be a factor in the next few years.

Carlos Ghosn

Je n'ai rien à ajouter sauf à dire que lorsque nous voulons vraiment aborder des problèmes, nous traitons directement avec les ministres de l'Industrie des pays. Nous n'allons pas à Bruxelles. Je ne pense pas que pour l'instant, en matière industrielle, Bruxelles ait vraiment beaucoup d'influence au-delà de la réglementation.

Lionel Fontagné

Je pense que ce débat a illustré, s'il en était besoin, le fait que l'analyse économique est un outil utile. Nous avons vu que pour repenser l'industrie automobile, il fallait d'abord s'intéresser aux consommateurs. Nous avons parlé de dégager les consommateurs de la conduite, de la partie émotionnelle de l'achat. Ensuite, nous avons parlé de l'offre et de la stratégie des firmes. À

ce propos, nous avons vu que les firmes étaient assez attachées à ce que le déplacement de la valeur ajoutée vers les équipementiers ne soit pas un problème pour elles. Nous avons aussi entendu que les entreprises françaises ne l'étaient plus. On nous dit en outre qu'il y a normalement le marché entre l'offre et la demande. On nous a dit aussi qu'aujourd'hui il y avait l'État, et que c'était sans doute quelque chose d'important en tout cas pour tout ce qui touche aux infrastructures et à la législation. Nous avons vu également que la politique macro-économique de l'État pouvait avoir un rôle en matière de réindustrialisation.

13.

Financer l'économie

Entre 1999 et 2012, la France a perdu 40 % de ses parts de marché à l'exportation et la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a baissé de 30 %. Or, 80 % des exportations mondiales de biens et services sont des exportations de marchandises (dix premiers exportateurs mondiaux). Le déficit extérieur de la France est donc un problème majeur.

Nous sommes dans la troisième révolution industrielle. L'informatisation de la recherche, de la production et de la distribution en est le moteur principal.

Réindustrialiser suppose de définir l'industrie de demain et les points forts sur lesquels construire une stratégie de réindustrialisation. Ensuite, il s'agira d'identifier les systèmes de financement et les politiques fiscales de nature à la financer, les réformes institutionnelles, fiscales, ou sociales susceptibles d'accélérer le processus. Quelles réformes mettre en place dans le monde de l'éducation et de la recherche pour appuyer cette réindustrialisation ?

Contribution du Cercle des économistes

Anton Brender

Témoignages

Dietmar Bahr • Jean-Pierre Jouyet • Baudouin Prot • Georges Terrier
Rémy Weber

Modérateur

Emmanuel Kessler

Le financement de l'économie

Anton Brender

La crise qui a conduit à la faillite de *Lehman Brothers* a profondément ébranlé le système financier des économies développées[1]. Seule l'intervention résolue des principales banques centrales a pu éviter qu'il ne s'effondre purement et simplement. Cinq ans plus tard, les traces du choc subi sont encore profondes et le financement de l'économie continue, dans différentes régions, d'en être largement affecté, d'autant qu'aux conséquences de ce choc sont venues s'ajouter celles d'une évolution à contretemps des règles prudentielles, en particulier de celles auxquelles les banques sont soumises. Par lui-même en effet, le choc de 2007-2009 ne pouvait que conduire à une restriction de l'offre de crédit. D'abord, bien sûr, parce que les capitaux propres des agents qui avaient pris une part importante des risques qui s'étaient massivement accumulés dans les années précédant la crise – les opérateurs du *shadow banking* américain, mais aussi beaucoup de banques européennes – ont été entamés, voire détruits par les pertes subies dans son sillage. Ensuite, et souvent surtout, parce que la réaction habituelle des opérateurs financiers aux chocs provoqués par un excès de prise de risque est un excès de prudence, d'autant plus durable que les turbulences financières tardent à se calmer et les perspectives économiques à s'éclaircir. Durcir à ce moment précis les exigences en capitaux propres des banques et leur demander de prendre moins de risque de liquidité ne pouvait que contribuer à un rétrécissement plus marqué encore des canaux par lesquels les économies sont financées.

1. Voir A. Brender et F. Pisani, *La Crise de la finance globalisée*. La Découverte, Collection Repères, 2009.

Au cours des années qui ont suivi la crise, ce financement a connu, selon les régions, des évolutions très différentes. Les régions émergentes qui jusque-là s'étaient appuyées sur le système financier des régions développées pour exporter leurs excédents d'épargne n'ont guère eu de choix. Faute de pouvoir réduire rapidement leur propension à épargner, il leur a fallu, pour éviter une asphyxie de leur économie, utiliser chez elles l'épargne qu'elles ne pouvaient plus exporter en favorisant une expansion plus rapide du crédit à leurs agents domestiques. En Chine, les financements loin de se tarir ont coulé à flots. L'explosion du crédit qui s'est produite là-bas – et qui a effectivement permis à la croissance de se poursuivre – est passée, pour une large part, hors des canaux bancaires traditionnels, par des canaux nouveaux, plus directs mais moins contrôlés, qui constituent ce que l'on appelle maintenant le *shadow banking* chinois. Les États-Unis qui avaient jusque-là été massivement importateurs d'épargne ont connu une évolution inverse. Non seulement les agents domestiques, endettés à l'excès, ont brutalement cessé d'emprunter, mais les opérateurs financiers dont la prise de risque avait été la plus excessive – ceux du *shadow banking* – se sont littéralement effondrés. Pour éviter que cet effondrement n'entraîne celui de l'ensemble du système, la Réserve fédérale s'est alors servi de son bilan pour remplacer celui des opérateurs défaillants : elle a acheté par centaines de milliards les titres dont ils étaient vendeurs. Son intervention a permis une stabilisation du marché obligataire dont le rôle dans le financement de l'économie américaine s'est encore renforcé : en cinq ans, l'encours de dettes émises par les sociétés non financières sur ce marché a augmenté de 2 000 milliards de dollars tandis que leur endettement bancaire, en se réduisant d'un tiers, baissait lui de près de 700 milliards. Et si la dette hypothécaire des ménages a continué jusqu'à présent de se contracter, il semble que désormais seuls les ménages les plus jeunes et les moins aisés soient encore réellement privés de la possibilité d'emprunter. En continuant d'acheter des obligations, et en particulier des créances hypothécaires titrisées, la Réserve fédérale tente de permettre à l'économie américaine d'attendre que la normalisation de ses canaux de financement soit complète. Ce ne sera le cas que lorsque le statut des agences qui garantissent ces titres hypothécaires aura été redéfini.

■ La situation européenne est plus préoccupante

La gestion désastreuse de la crise des dettes souveraines[2] qui a éclaté en zone euro presque immédiatement après celle de la finance globalisée a contribué à rendre plus prudente encore l'attitude des banques face au risque. Les perturbations que cette seconde crise a provoquées ont transformé en actifs

2. A. Brender, F. Pisani et E. Gagna, *La Crise des dettes souveraines,* La Découverte, Collection Repères, 2012

risqués des obligations d'État considérées jusque-là comme sans risque, en même temps qu'elles conduisaient à une détérioration inquiétante de la conjoncture. Certes, l'intervention de la Banque centrale a été ici aussi décisive. En utilisant son bilan pour pallier la défaillance d'un marché interbancaire paralysé par une montée brutale de l'aversion tant pour le risque de liquidité que de crédit, la BCE a évité au système financier européen d'être victime d'une panne fatale. Mais, à défaut de mettre en place, à l'instar de la banque d'Angleterre, un *funding for lending scheme* (dont on voit mal d'ailleurs comment elle aurait pu le gérer), la BCE ne dispose d'aucun moyen de pousser les banques à prendre plus de risques, en particulier en prêtant aux entreprises qui ne peuvent pas emprunter sur les marchés. De ce point de vue, la dépendance des agents de la zone euro à l'égard du seul financement bancaire est trop grande. Partout où une standardisation des normes de crédit est possible, la titrisation des prêts pourrait contribuer à la réduire. La création de canaux par lesquels les assureurs pourraient financer directement des projets d'investissement irait dans le même sens. En beaucoup d'endroits, toutefois, seule la mise en œuvre de garanties publiques pourra permettre de réamorcer les flux de financement taris, *a fortiori* de les orienter vers des investissements de long terme… Cette crise rappelle ainsi aux gouvernements de la zone euro qu'il ne leur appartient pas seulement de veiller à la stabilité du système financier ; il leur faut aussi donner à ce système une architecture qui le rende capable d'assurer efficacement et de façon relativement homogène le financement de leurs économies.

Changements de paradigme dans l'industrie financière

Baudouin Prot
BNP Paribas

L'industrie bancaire, vitale pour l'économie, a profondément changé depuis cinq ans. Alors que le chemin d'une croissance suffisamment forte et durable, particulièrement en Europe, demeure incertain et qu'une nouvelle régulation financière se met en place au plan mondial, l'industrie bancaire connait, depuis cinq ans, un changement profond de paradigme, alors même que son rôle en matière de financement de l'économie et, partant, au service de la croissance, demeure vital.

▶ 1. Un changement profond de paradigme de l'industrie bancaire depuis 2008, avec cependant des situations contrastées entre grandes régions du monde

1.1. Les États-Unis sortent renforcés de la dernière crise financière, tant au niveau de l'économie dans son ensemble que du secteur bancaire en particulier.

Au niveau macroéconomique, les États-Unis, berceau de la dernière crise bancaire, récoltent les fruits d'une politique pragmatique et réactive centrée sur le renforcement de leur compétitivité et la stimulation de la croissance. Hier importateurs nets, ils entreprennent de redevenir une terre de production et d'exportation. Les évolutions à venir de la politique économique américaine demeurent cependant incertaines, qu'il s'agisse de la politique budgétaire (débat récurrent sur le *fiscal cliff*) ou de la politique monétaire (effets mal maîtrisés au niveau mondial de la persistance de la politique ultra-accommodante sur la formation de nouvelles bulles d'actifs).

L'approche réglementaire retenue aux États-Unis diffère, sur certains points clés, de la vision européenne, à l'avantage des acteurs bancaires américains. D'une part, les nouveaux ratios de solvabilité ne s'appliqueront qu'aux plus grands établissements, alors même que le paysage bancaire américain compte plus de 7 000 acteurs régionaux ou locaux, très actifs pour financer les PME. D'autre part, les nouvelles contraintes en capital ne pèseront que sur une partie minoritaire des circuits de financement de l'économie américaine, puisque le financement bancaire y représente seulement un quart du total (contre les trois-quarts en Europe) et qu'il s'appuie par ailleurs sur des mécanismes parapublics (Fannie Mae, Freddie Mac) permettant de rehausser le crédit et réduire les bilans bancaires.

Au cours des 5 dernières années, le secteur bancaire américain s'est profondément modifié et s'est fortement concentré, avec plus de 480 mises en faillite. Ses plus grands acteurs sortent, paradoxalement, renforcés de la crise. La part de marché des dépôts domestiques des 5 premières banques américaines est ainsi passée de 31% en 2008 à 41% mi-2013. Ils tirent par ailleurs profit de la profondeur de leur marché domestique pour s'imposer dans la consolidation en cours des activités de banque d'investissement au niveau mondial, avec une croissance à deux chiffres de leurs revenus dans ces métiers au premier semestre 2013.

1.2. L'Europe demeure globalement en retrait par rapport aux États-Unis et aux économies émergentes, malgré certaines avancées pour renforcer sa compétitivité.

Si la crise, financière d'abord, des dettes souveraines ensuite, a permis à la zone euro de franchir une nouvelle étape de son intégration, à travers une solidarité et une surveillance budgétaire renforcées (création du FESF puis du MES), la mise en œuvre des réformes structurelles en faveur de la compétitivité, qui demeurent de compétence nationale pour l'essentiel, reste très inégale à ce stade. Au global, l'écart cumulé entre les taux de croissance américain et de la zone euro entre 2012 et 2014 pourrait atteindre 6 points de PIB.

Le secteur bancaire européen a fait l'objet d'un agenda de réformes qui se veut exemplaire. Ce souci d'exhaustivité est cependant marqué par l'absence d'étude d'impact globale qui, seule, serait en mesure d'évaluer l'effet cumulé de l'ensemble des nouvelles mesures sur le financement de l'économie, alors que l'objectif central pour l'Europe est bien de recréer les conditions d'un potentiel de croissance et de création d'emplois plus soutenu. Le risque est en effet que l'Europe, dans un solo zélé et vertueux de mise en œuvre exhaustive de régulation tous azimuts, pénalise le financement de son économie et la croissance, d'une part, la position concurrentielle de son industrie bancaire dans la compétition internationale, d'autre part, posant la question du level *playing field*.

Les banques européennes se sont adaptées avec vigueur et dans des délais très courts, tout en s'efforçant de préserver leur capacité de financement de l'économie. Ainsi, la taille des bilans a été réduite de -7,8% entre juillet 2012 et juillet 2013 ; le *leverage ratio* s'est amélioré de 5,53% en janvier 2009 à 7,60% en juillet 2013. L'Union bancaire européenne doit désormais être menée à bien afin d'améliorer la transmission de la politique monétaire conduite à l'économie réelle et réduire la fragmentation des marchés du crédit en Europe.

1.3. Si l'Asie et les économies dites «émergentes» affichent les meilleurs taux de croissance, l'affaiblissement de la demande extérieure en provenance des États-Unis et de l'Europe les pousse cependant à repenser leur propre modèle de croissance.

Fin 2013, la situation des économies dites émergentes est, en effet, en demi-teinte. Les taux de croissance affichés demeurent nettement supérieurs à ceux des économies avancées mais aussi inférieurs aux niveaux atteints avant la crise, comme en atteste, notamment, le ralentissement chinois. L'afflux de capitaux extérieurs, sous l'effet des politiques monétaires accommodantes conduites par la BCE, la FED et la BOJ a eu pour effet d'encourager la formation de nouvelles bulles d'actifs (immobilier notamment) voire de bulles de crédit. Les tensions récentes sur certaines devises attestent de la volatilité de ces flux de capitaux. En Chine, les autorités entreprennent de rééquilibrer structurellement le modèle de croissance, au profit de la demande interne.

La réforme des systèmes bancaires des économies émergentes, en particulier de la Chine, suit une voie différente. D'une part, l'agenda de la régulation financière en Asie dénote avec celui mis en œuvre en Europe et aux États-Unis. Certains pays, dont la Chine, perçoivent la dernière crise financière comme une crise du surendettement de l'Occident. Partant, ils sont en retrait de la feuille de route définie au G20. D'autre part, Les systèmes bancaires de certaines économies émergentes sont aussi caractérisés par une hausse des risques de crédit, alors que la nouvelle régulation financière mondiale visait précisément à les réduire.

▶ 2. Ce changement de paradigme pose la question du financement adéquat de la croissance économique et remodèle profondément les activités bancaires

2.1. La question du financement adéquat de l'économie

Alors que le taux de croissance de l'économie mondiale n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant la crise et que l'Europe en particulier continue d'afficher des perspectives trop faibles pour inverser durablement les courbes de l'emploi, le financement de l'économie doit désormais faire face à un triple défi :

– la désintermédiation financière à venir, dans le cadre des accords dits de Bâle III, alors que le crédit bancaire occupe une place historiquement

prédominante en Europe et que les marchés de capitaux européens sont insuffisamment profonds et liquides à ce stade ;

– la problématique du désendettement (des États et des ménages), alors que la trajectoire de la dette publique, qui atteint ou dépasse 100% du PIB dans plusieurs économies avancées, présente désormais un caractère insoutenable ;

– le repli, inédit depuis plus de trente ans, des flux de financement transfrontaliers, entre grandes régions du monde et entre pays européens, remet en question le processus de globalisation commerciale et financière et, partant, la croissance mondiale future.

2.2. Un remodelage en profondeur des activités bancaires est déjà engagé : Les activités de marché (actions et obligataires), qui sont essentielles pour relever le défi de la désintermédiation financière à venir en Europe sans heurter le fragile rebond de la croissance, voient leur niveau de rentabilité se rapprocher du coût du capital. Or ce segment fait l'objet actuellement d'une vague de consolidation au profit des acteurs déjà leaders, notamment américains, s'appuyant sur la profondeur et la liquidité de leur marché domestique pour dégager des économies d'échelle nécessaires à l'amortissement des importants coûts de plateformes. La capacité des banques européennes à se maintenir dans ses activités pourtant stratégiques pour le financement futur de l'économie, est désormais clairement posée.

La banque de détail doit, pour sa part, s'adapter à la révolution digitale en cours. Moins impactée par les changements réglementaires que les activités de marchés de capitaux, la banque de détail n'en est pas moins travaillée par un mouvement en profondeur, qualifiée de «révolution digitale», l'incitant à repenser son mode de distribution et de relation clientèle et, partant, son modèle économique. Alors qu'elle s'appuyait sur la densité d'un réseau d'agences physiques de proximité, la dématérialisation de la relation clientèle, du fait des nouvelles technologies, l'invite à revoir le format des réseaux d'agences et à faire remonter en gamme l'offre de services.

Au total, l'industrie bancaire, vitale pour l'économie, a été profondément remodelée depuis moins de cinq ans, sous l'effet combiné du paysage macroéconomique mondial post-crise et du nouveau cadre réglementaire et prudentiel qui se met en place. Celui-ci, largement engagé depuis cinq ans, va se poursuivre avec vigueur en 2014 et 2015. Une transposition selon des calendriers et en des termes identiques serait le meilleur garant de la stabilité du système financier et d'égalité des conditions de concurrence. En pratique, nous en sommes loin.

Renforcer la stabilité financière fut une mission nécessaire, menée à bien, pour l'essentiel, dans le cadre de la feuille de route fixée au G20, retranscrite

fidèlement au niveau européen. Permettre au secteur bancaire de financer l'économie réelle, au service de la croissance, devrait, désormais, être notre nouvel objectif collectif.

Dans ce contexte inédit, comme dans d'autres secteurs industriels, le risque de décrochage européen dans la compétition mondiale est réel. Au delà des indispensables réformes structurelles, seules à même de relever durablement le potentiel de croissance de l'Europe, une nouvelle étape d'intégration financière en Europe apparaît souhaitable pour inverser la tendance en cours.

En réduisant la fragmentation des marchés du crédit nationaux, en améliorant la transmission de la politique monétaire à l'économie réelle, en favorisant la construction d'un véritable marché intérieur européen des services financiers, face à des concurrents « États-continents », le projet d'Union bancaire constitue ce nécessaire et urgent saut qualitatif et quantitatif, au service de la compétitivité, de l'innovation et de la croissance en Europe.

Être une puissance financière pour rester une puissance économique

Jean-Pierre Jouyet
Caisse des dépôts

Bien qu'il y ait un certain nombre de facteurs d'optimisme, nous n'éludons pas un certain nombre de questions qui pèsent sur le financement de l'économie. Parmi les facteurs d'optimisme, il y a les importants flux financiers qui circulent à travers le monde. Les investisseurs prennent davantage de risques – sans doute moins en Europe que dans d'autres continents. Il y a en outre des prises de risque de la part de jeunes générations qui sont peut-être, en termes d'entreprenariat, supérieures à ce que nous avons connu. Enfin, de nouvelles opportunités d'investissements et de financements existent dans d'autres parties du monde. Les marchés et les opportunités de financement et d'investissement sont donc en train de se transformer. On observe toutes ces tendances positives. Il ne faut pas en effet dogmatiser tout ce qui a trait à la finance, car c'est un outil – et on s'aperçoit que c'est un outil nécessaire surtout quand on en manque.

▶ Qu'est-ce que le financement aujourd'hui ?

Nous allons vers une transformation du financement de l'économie : nous passons d'une économie fortement intermédiée à une économie qui sera de plus en plus désintermédiée. Aujourd'hui, 70% des entreprises font appel aux banques (y compris la Caisse des dépôts) ; 90% en ce qui concerne les PME et les PMI. Dans une économie aussi intermédiée, il est clair que lorsque les banques ou les institutions comme la Caisse des dépôts voient leur bilan se rigidifier, les contraintes dans leur prise de participation augmenter, les entreprises ont des difficultés. Il faut donc que nous réfléchissions ensemble au financement des entreprises et à la

manière d'accompagner cette transformation du financement de l'économie. Comment faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au marché ? Cela se fait dans le modèle anglo-saxon, mais pas encore vraiment chez nous. Peut-on trouver de nouveaux modes de financement des entreprises permettant d'étaler les risques dans le temps ? Je pense par exemple, dans le couple risque-argent, à la titrisation des créances privées

Quel que soit l'apport des marchés obligataires, des banques ou de la Caisse des dépôts au financement à long et moyen terme, le financement et les plans de financement dépendent avant tout des entreprises. L'entreprise doit au départ avoir des ressources pour se financer et doit les apporter, que ce soit à des investisseurs bancaires, au marché ou à la Caisse des dépôts – qui intervient elle aussi en investisseur avisé, c'est-à-dire en co-investissement en long ou moyen terme.

▶ Que faut-il financer et comment ?

L'économie à financer ne se réduit pas aux entreprises. Nous devons financer également le développement économique via le soutien à un certain nombre de projets d'intérêt général, je pense notamment à tout ce qui concerne le logement : logement social, logement intermédiaire, à l'investissement desquels fonds publics et fonds privés doivent concourir.

Il y a aussi tout ce qui a trait aux infrastructures. Pas de développement économique, pas de bon environnement pour les entreprises, qu'elles soient moyennes ou grandes, sans des infrastructures compétitives. Or, à moyen et à long terme, les infrastructures ne sont pas suffisamment financées. Il nous faut développer de nouvelles infrastructures, aussi bien dans le numérique que dans la fibre optique ou dans le secteur de la télécommunication. Je suis frappé du fait qu'au niveau européen, nous avons assisté à un certain déclin à partir du moment où le secteur des télécommunications a baissé par rapport aux autres grandes régions du monde, notamment l'Asie et les États-Unis.

Au niveau européen, et nous avons des raisons d'être optimistes, il faut un cadre stable de la supervision des institutions financières. Ce cadre stable doit encourager le financement à moyen et long terme. À la Caisse des dépôts, nous avons été à l'initiative avec nos partenaires de la création du club des investisseurs à long terme, s'appuyant en effet sur de fortes relations avec la KFW, avec la Caisse des dépôts italienne ou encore avec la BEI. Nous avons contribué à la création de fonds de financement d'infrastructures, «Marguerite» en Europe, «Inframed» en Méditerranée. C'est extrêmement important. Un certain nombre de projets d'infrastructures européens, décidés en 1996, ne sont pas encore terminés : le Lyon-Turin par exemple ; ou, plus près de nous, Perpignan-Figueras, deux villes pourtant

peu éloignées. Aller de Paris à Perpignan se fait sans problème ; mais une fois passée la frontière, c'est plus compliqué ! Cela fait plus de vingt ans que ce projet est inscrit à l'agenda européen. Cela montre bien le problème de financement à long terme des infrastructures au niveau européen. Les Européens doivent agir pour changer cela.

▶ Qui finance ?

Le problème est que les liquidités existent mais que le centre des liquidités n'est plus nécessairement européen. Vous avez de l'épargne en Europe, mais ces sources importantes d'épargne sont utilisées par des tiers qui disposent de liquidités beaucoup plus importantes que nous : c'est la puissance des fonds anglo-saxons, la puissance des fonds souverains. C'est pour cela que la Caisse des dépôts travaille avec ces derniers, devenus nécessaires au financement de notre économie.

Je suis agnostique sur le sujet : je pense que si nous avons besoin de ces fonds non européens pour redémarrer, il faut nouer des accords. Il faut avoir ces fonds pour aller soit à court terme (à l'instar des fonds anglo-saxons), soit à long terme (comme les fonds souverains). Disposer de liquidités est important et nécessaire quelle que soit l'origine des fonds. En ce qui concerne les fonds souverains, leur puissance de frappe sera d'ici cinq à dix ans égale à 15% de la capitalisation boursière mondiale. Ce n'est pas rien. Nous en avons donc tout simplement besoin.

Disposer de financements pour croître est une priorité. Il faut savoir qui dispose de la finance pour maîtriser la croissance. Or, savoir qui finance au service de la croissance est un enjeu politique. Pour rester une puissance politique, une puissance stratégique, une puissance économique, il me paraît donc clair que, compte tenu de l'évolution des rapports de forces sur notre planète, on ne peut pas renoncer à être une puissance financière.

The German *Mittelstadt,* an economic driving force

Dietmar Bahr
Johannes Fuehr

I would like to talk about a specifically German phenomenon, although this has also started in France, and France gave the example of how to go about it. It stopped somehow, and maybe we will find out more in further discussions about it. Germany's small and medium-sized companies (SMEs) are commonly referred to as the German *Mittelstadt*. They have shaped the country's economy since 1945 in a way, which has probably never happened elsewhere.

This *Mittelstadt* was the driving force behind the economic miracle of the 1950s and early 1960s at least, when the country recovered rather quickly through external support such as the Marshall Plan. Today, there are approximately 3.5 million *Mittelstadt,* and these are companies with a workforce of 50-500 employees. They account for nearly 45% of the gross added value in Germany as well as for 50% of gross investments, and they employ 75% of the German workforce. Therefore, Germany is not about Volkswagen, Siemens, BASF and big companies, but about these *Mittelstadt* companies.

There is something else, both and important because of current discussions of unemployment among populations in Europe. We all know that in Spain we have the sad story of 60% unemployment below the age of 25, with Portugal and Greece having very similar numbers. Germany has only 7% unemployment under 25. Why is that? It is because the *Mittelstadt* is actually giving 80% of these young people the chance to avail of this dual way of going to school on the one hand and working at the same time. This model could be applied in other parts of Europe to solve at least part of this stinging problem of unemployment among the youth.

How to finance *Mittelstadt*

Having said that, any structural problems encountered in this class of companies are likely to be transmitted to the economy as a whole, and of course are very likely to cause macroeconomic upheaval. *Mittelstadt* financing has been at the forefront of the public policy debate since the 1960s, reflecting the continuous downward trend of equity ratios, meaning the financing of companies through exchanges such as Munich and Frankfurt in particular, from public funds such as pension funds and small insurance companies. This did not take place; the emphasis has been on bank loan debt, meaning that the company went to a bank, applied for a loan, and if the bank was happy they got this loan.

Since Basel III and Solvency II, we all know that this is no longer as easy as it used to be, so we have to find alternative ways, and these alternative ways are issues of bond debt. Additionally, there are private equity markets, and I myself was sitting on the board of the alternative investment industry in Germany, trying to convince the legislators, and succeeding in the middle of the last decade, to create a law, which allowed capital collection places such as insurance groups and pension funds to invest in hedge funds and private equity venture capital.

The way venture capital works is very important for an economy, and something which needs to be applied in Spain, Italy, France, and Germany much more strongly than currently. One way to solve the problem of the Solvency and Basel requirements would be to allow further issues of bond debt. For example, the Americans call it the "German Mickey Mouse market", and of course many Germans are upset and ask why they call it that. Looking at the numbers, the GDP weighting of the German economy is internationally quite significant and quite strong; it is the fourth largest economy, and in OECD or MSCI terms it has an international weight of about 12%. France is about 10%, just to give you a comparison. The US is ranging at 40% and Japan at 10%.

Looking at the market capitalization weighting of the economy, which is the number of shares times the market value, you find out that it is really a Mickey Mouse, because it only accounts for 3%, comparable to the market size of Hong Kong. That shows how difficult it was to create a company with only bank loans and not going through exchanges. Germany has another problem, and that is the old-age retirement system. It is a pay-as-you-go system, not capitalized, meaning the individual is not saving his money, where the savings are then invested in capital markets. The individual person on the street has to be convinced to invest at all. Going to a Swiss, Dutch, Scandinavian, American, British or Australian, they are all invested in capital markets; not the Germans and only a few French.

The old-age time bomb

That, of course, is a problem, because we have an old-age time bomb, where somebody has to provide this money. It is not there. Consequently, the typical *Mittelstad* company has to cope with an inadequate capital equity base, meaning that they do not raise their own equity through exchanges, but only through bank financing, and if the banks cannot finance it any longer, they have to find other ways. One way to do it is through bond issues, and even the individual is willing to buy and invest in these bonds.

Investing in bonds, of course, is not without risk; here we have to define ways to rate bonds, and that is a completely different scenario from when we are talking about rating issues and rating agencies. We all know what happened in 2008. Everybody was relying on rating agencies and was buying paper, which no one understood just because they had a good rating. Therefore, it is not as easy as it looks at first glance.

Alternative ways of mitigating these financing problems are now required, and another source of financing is now emerging, bond issues to companies. I am on a mission around the world, certainly in Germany and now in France, to say that capital markets are not just evil, but can help solve problems, and that what is valid in Germany can and will be valid in France as well as in other European countries. Efforts must be made to cooperate more closely on these issues and bring together the experience of the two great nations, Germany and France, in order to create something I would call added value.

Attention aux excès de règles !

Rémy Weber
CIC Lyonnaise de Banque

Depuis quelque temps, je ne commence plus jamais mes interventions, et vous me comprendrez peut-être, sans exprimer ma fierté d'être banquier, banquier de terrain, banquier de l'économie réelle. J'ai d'ailleurs une pensée pour mes collaborateurs qui, tous les jours, prennent des décisions de crédit, et qui parfois se réveillent la nuit en se demandant s'ils ont bien fait, comme les chefs d'entreprise quand ils prennent des décisions pour leur entreprise.

Je voudrais rappeler comme Baudouin Prot que les banques françaises en particulier, car ce n'est pas vrai de toutes les banques des pays voisins, ont poursuivi avec constance l'ambition de financement de l'économie ces dernières années. J'ai pris quelques chiffres que je trouve assez illustratifs pour les entreprises françaises. Je fais partie d'un très grand groupe. Je suis au comité exécutif du groupe CIC, mais je dirige aussi la banque régionale. Je suis donc effectivement le local de l'étape. Nous pouvons dire que sur la période très récente, 8 entrepreneurs sur 10 ont reçu une réponse positive à leur demande de crédit. Les taux pratiqués par les banques françaises sont inférieurs à la moyenne européenne : en février 2013, 2,7% en France, contre 2,92% en Allemagne et 3,83% pour la zone euro dans son ensemble. Les crédits aux entreprises ont augmenté sur la période récente de plus de 2,2% pour les PME-TPE. Les crédits à court terme ont progressé de 4,7% en rythme annuel, même s'ils ralentissent un peu depuis le début de l'année.

Concernant la consommation en parallèle, et malgré la conjoncture économique qui pèse sur le crédit à la consommation, les encours de crédit aux ménages ont augmenté de 2,1% en 12 mois, avec là aussi des taux de prêts immobiliers qui sont désormais inscrits pratiquement sous la barre des 3%. Il n'est quand même pas mauvais de savoir de temps en temps que la

banque française est globalement performante. En France, l'économie *est* financée.

Pour autant, la situation peut devenir plus tendue. Dans ce contexte, les entreprises adoptent aujourd'hui une grande prudence dans leur stratégie et font montre de retenue dans leurs investissements. Cet attentisme se traduit évidemment par une demande de nouveaux crédits plus faible, ce qui nous permet de mieux l'assumer. Il faut être honnête. En cas d'un redémarrage soutenu de l'activité que nous souhaitons tous, il serait dommage que les besoins de financement générés ne soient plus satisfaits, notamment pour des raisons d'évolutions réglementaires qui ont largement été évoquées par Baudouin Prot. Ces évolutions conduisent pourtant mécaniquement à la réduction de nos capacités de financement, et au renchérissement le cas échéant du prix des ressources. Il faut des règles. Mais attention aux excès des règles. Est-il normal, dans la prééminence de la régulation, que les collaborateurs étudient par exemple un dossier de financement d'entreprise plus en termes de ratios de solvabilité et de ratios de liquidité, de ratios de levier comme en parlait Baudouin Prot, qu'en fonction de l'entreprise elle-même et de son projet ? Je réponds non. Je vous rappelle qu'en France, et nous l'avons déjà dit, un nombre important des entreprises restent financées par le monde bancaire, notamment pour les PME.

J'ai à l'esprit les 10 millions de PME européennes qui ont, ces 10 dernières années, créé tellement d'emplois alors même que les fonds structurels ne leur sont réservés qu'à hauteur de 5 à 6%. Ces PME se financent donc encore énormément auprès des banques. La réduction de l'offre bancaire qui pourrait intervenir, et qui interviendra selon certains, créerait un manque difficile à compenser pour ce tissu. C'est beaucoup plus simple pour les très grandes entreprises, et c'est beaucoup plus difficile pour les PME d'accéder facilement au marché obligataire et aux nouvelles formes de financement externe. C'est bien plus facile pour les grands groupes et ils sont en train de le faire très massivement, et comme nos confrères nous les accompagnons.

Une remarque en passant : quand un dossier évolue mal, quand une entreprise va mal, on a de nouveau envie de savoir qui est le prêteur. Quand tout est tritrisé, quand tel ou tel rachat est décoté de telle ou telle créance, etc., et que vous êtes face à des problèmes dans votre entreprise, vous êtes contents d'avoir des partenaires financiers qui vous connaissent parfois depuis des générations et qui essaient de vous donner un coup de main dans un moment de trésorerie difficile. C'est beaucoup plus délicat quand vous avez des interlocuteurs très différents qui n'ont pas forcément les mêmes objectifs ni de rentabilité immédiate ni de logique d'accompagnement, notamment en région, comme nous le sommes. C'est un point qui mérite d'être rappelé.

Des banques pas si frileuses !

Il est de bon ton de dire que les banques sont frileuses, surtout les banques françaises. Je rappelle que le comportement que nous avons eu sur les crédits immobiliers a été exemplaire. Je ne pense pas aujourd'hui qu'un seul citoyen français ayant emprunté de l'argent auprès des banques pour faire un investissement immobilier, ait regretté que ce soit à l'aide d'un prêt amortissable avec apport et garanties, plutôt qu'avec un prêt *in fine* ne fonctionnant que sur la valorisation du bien. Ce n'est pas le banquier qui est frileux, c'est le pays tout entier. C'est pourquoi nous avons tellement besoin, comme nous l'avons déjà abordé, de réorienter notre épargne financière de précaution vers les entreprises. Je pense que l'annonce de la création des contrats d'assurance-vie euro-croissance, les PEA-PME, tout cela va dans le bon sens. Mais il faudra aller plus loin.

Que penser de la Bourse ?

Il est bien sûr utile pour notre pays, pour nos entreprises petites et moyennes, et moyennes-grandes, d'avoir un outil boursier qui leur soit dédié. Il me paraît tout à fait important que ces entreprises puissent avoir un accès à cette façon d'aller de l'avant qui malheureusement s'est peu développé aujourd'hui dans notre pays. Pourtant, il y a 20 à 25 ans avec le second marché, les Allemands regardaient ce que nous faisions en matière boursière. Ce n'était pas l'inverse. Nous avons beaucoup perdu.

Un groupe mutualiste

Pour ce qui est de mon groupe, le groupe Crédit Mutuel CIC, nous avons choisi d'accompagner aussi ce financement long. Pourquoi ? Parce que notre structure mutualiste nous permet, en prenant l'essentiel de nos résultats annuels et en les transformant en fonds propres, d'accompagner nos projets et nos clients dans le long terme. Cela nécessite évidemment une grande proximité. Nous sommes de ce point de vue extrêmement bien organisés et nous avons une très bonne connaissance du tissu des PME. Que les chefs d'entreprise soient les héritiers d'une entreprise familiale ou fondateurs de leur propre société, ils ont un lien affectif fort avec cette entreprise. Donc, pour les convaincre d'ouvrir leur capital et les persuader ainsi de trouver une nouvelle étape de croissance avec des partenaires tiers, l'élément de confiance et l'idée de s'inscrire dans le temps sont déterminants. N'est-il pas plus réaliste et plus sain, dans le monde d'aujourd'hui et de demain, d'imaginer des TRI réguliers sur des périodes plus longues, que de faire un coup rapide à chaque fois ?

Cette relation de confiance qui ne peut se tisser que dans la durée fait que nous avons une vraie proximité avec les entreprises familiales. Notre

groupe, qui investit dans le long terme, se retrouve finalement dans la même culture que ces entreprises familiales qui construisent avec la valeur travail plutôt qu'avec la valeur cupidité immédiate. Nous intervenons en fonds propres. Nous avons consacré sur la période récente plus de deux milliards de nos fonds propres pour financer plus de 600 entreprises, ce qui nous positionne au plan national comme deuxième intervenant derrière le FSI.

Dans un monde qui perd ses repères, nos clients PME se reconnaissent dans cet accompagnement à long terme. Mais il ne faut pas perdre de vue un point de fragilité majeure, à savoir le faible niveau d'autofinancement des entreprises. De 2000 à 2012, le taux a baissé de plus de 20 points. Or, cet autofinancement dépend précisément des fonds propres des PME. Il faut donc moins de dividendes et plus de fonds propres dans les entreprises en développement.

J'en termine en disant que les ressources existent. Les entreprises rentables trouvent toujours leur crédit et leur financement. Plutôt que d'imaginer de nouvelles formes de financement public avec l'argent du contribuable qui est rare, la première chose qu'il faut que nous fassions, c'est de permettre aux entreprises de restaurer leurs marges pour pouvoir investir, faire de la R&D, et chercher de la compétitivité dans le monde international. Nous sommes à leur côté.

Pas de légitimité économique sans légalité juridique

Georges Terrier
Davis Polk

Les années que nous venons de traverser ont vu se succéder une série de crises dont la nature s'est transformée au fur et à mesure de leur résolution. Elles nous ont appris que financer l'économie est un impératif qui se déploie à plusieurs niveaux. Il doit s'agir en effet, au plan européen et mondial, d'assurer la pérennité du système financier, de résoudre la crise des dettes souveraines, de stabiliser le marché obligataire, de mobiliser les capacités d'épargne tout en gérant les risques qui y sont associés, de mener une politique monétaire adéquate. Bref, autant de contraintes d'ordre macro-économique qui sont très familières aux spécialistes de la finance et dans lesquelles le droit trouve une grande place.

Car c'est le droit qui régule, c'est le droit qui structure et qui encadre. Et soyons même un peu provocants : c'est lui qui finance. Car que seraient, sans le soutien du droit, tous les programmes menés depuis la crise de 2008 à l'échelle de la planète en vue du soutien de l'économie (les gigantesques *bail-outs* intervenus aux États-Unis, le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), le programme de rachat d'obligations souveraines de pays membres de la zone euro mis en place par la BCE, etc.) ?

Sans la légalité que leur confère le système juridique, ces programmes ne pourraient exister dans nos États de droit. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle en Allemagne – État de droit *(Rechtsstaat)* historique – la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a eu – et aura bientôt encore – à se prononcer sur des mécanismes de financement déjà jugé essentiels du point de vue de l'économie.

Mon propos se concentrera sur l'apporteur de capitaux par excellence : l'actionnaire. Il n'est certes pas le seul pourvoyeur de financement, mais c'est celui sans lequel une société par actions ne pourrait tout simplement pas exister ni se tourner vers les marchés financiers pour lever des fonds nécessaires à la constitution ou l'augmentation de ses capitaux propres. Je commencerai par souligner la diversité de l'actionnariat des sociétés cotées.

▶ L'actionnariat des sociétés cotées

• Le droit a beau vouloir considérer les actionnaires comme une catégorie unitaire et homogène, la réalité est que la cartographie de l'actionnariat est désormais éclatée, complexe, et au demeurant très différente selon les sociétés. Les apporteurs et détenteurs du capital des sociétés cotées se distinguent les uns des autres par bien des aspects.

• Bien sûr, la différence se joue sur le montant de la participation. Mais elle peut également tenir au profil de l'actionnaire. À l'issue de plusieurs décennies d'évolution du capitalisme français, les profils d'actionnaires sont devenus extrêmement divers : petits porteurs, actionnaires familiaux, actionnaires institutionnels, investisseurs professionnels privés, fonds d'investissement, actionnaires pour compte de tiers et organismes de placements collectifs, *hedge funds,* fonds souverains, fonds émergents, fonds éthiques et socialement responsables, salariés actionnaires, etc.

Cette richesse est accentuée par trois phénomènes bien connus : la globalisation, qui draine des actionnaires de provenance géographique et parfois de culture très différentes ; la financiarisation de l'économie, avec les conséquences que l'on connaît ; l'accélération du temps, notamment perceptible à travers le développement de nouvelles formes de trading qui font, par exemple, avec les achats/ventes à haute fréquence, que l'on peut être actionnaire le temps d'une micro seconde : zéro millionième d'*affectio societatis…*

• À cette disparité des profils d'actionnaires, des classes actionnariales, s'ajoute une diversité des caractères et des comportements. Les actionnaires peuvent être volages ou fidèles, amicaux ou hostiles, égoïstes ou solidaires. Ils peuvent être passifs ou actifs voire activistes. Ils peuvent se satisfaire de ce que leur promet le contrat de société – à savoir le partage des bénéfices – ou vouloir aussi le partage ou, du moins, le contrôle du pouvoir, en agissant comme des acteurs engagés de ce que l'on appelle la démocratie actionnariale.

• La période récente a mis en lumière le retour des fonds dits «activistes». Ces structures financières tentent d'influencer la stratégie de sociétés cotées dont ils ont racheté une part, généralement minime. En mars 2013, ces fonds géraient plus de 55 milliards d'euros, ce qui leur donne une force de frappe

considérable. Exigeant notamment des changements de gouvernance et des virages stratégiques, ils souhaitent augmenter très rapidement le cours de bourse des sociétés afin de maximiser leurs profits. Leur action s'inscrit donc dans le court terme.

• Au contraire des fonds activistes dont l'horizon d'investissement est rarement compatible avec le déroulement d'une stratégie de long terme, les actionnaires de référence souhaitent influencer la stratégie des sociétés dans la durée en inscrivant leur action dans un horizon de long terme prenant mieux en compte les contraintes des sociétés.

• Nécessairement, une telle diversité conduit à s'interroger sur les attentes de chacune de ces catégories d'actionnaires vis-à-vis des sociétés cotées et de leurs dirigeants. Or, au-delà d'un objectif commun de création de valeur, ces attentes sont souvent bien différentes selon les profils d'actionnaires. L'État, dont on connaît l'importance dans le capitalisme français, est ainsi à la fois un actionnaire comme les autres et le porteur de contraintes et d'attentes particulières.

En retour, se poser la question de l'actionnariat des sociétés cotées, c'est aussi se préoccuper des attentes que ces sociétés peuvent elles-mêmes, le cas échéant, avoir à l'égard de leurs actionnaires.

Le tout sans oublier les demandes toujours plus fortes que les autres parties prenantes (les salariés, les créanciers, les clients, les sous-traitants, les défenseurs de l'environnement, etc.) formulent de nos jours à l'égard de ces mêmes actionnaires.

• Certes, ces attentes diverses ont toujours cohabité. Mais il n'est pas exagéré de dire que le contexte actuel les exacerbe et conduit à les revisiter, à les entendre avec une attention renforcée dans le souci de parvenir à une meilleure cohésion.

Car, de fait, l'une des questions qui se posent aujourd'hui avec le plus d'insistance est celle de savoir ce qui, au cœur même des sociétés cotées, est de nature à fédérer sur un horizon temporel suffisamment long cette diversité des profils et des attentes, ce qui est susceptible de créer un alignement des intérêts durable sur le long terme.

À cette importante question, on peut répondre en faisant appel à des notions comme l'*affectio societatis* ou l'intérêt social. Ce sont des concepts juridiques pertinents. Il n'en demeure pas moins que c'est autour de deux piliers très concrets que se forge au quotidien cette nécessaire cohésion de long terme entre la société et ses actionnaires. La stratégie d'un côté, la gouvernance de l'autre, les deux s'appuyant nécessairement l'une sur l'autre, les deux étant des thématiques étroitement liées sans lesquelles il n'est pas possible aujourd'hui de repenser l'actionnariat des sociétés cotées.

Actionnariat et stratégie

• Le contexte économique actuel souligne que les actionnaires sont, plus que jamais, d'indispensables soutiens dans la mise en œuvre de la stratégie des entreprises, quand ce n'est pas dans sa définition même. Quel rôle peut jouer à cet égard un actionnaire de référence ? Comment assurer la stabilité de l'actionnariat sur le long terme, son implication dans la vie sociale, son adhésion à la stratégie et sa participation à l'indépendance de l'entreprise ? Quelle place donner à l'actionnariat salarié ?

• La question centrale est celle de savoir quelle est l'instance où s'élaborent, pour un horizon temporel qui peut être variable, les choix stratégiques majeurs, les décisions importantes et structurantes qui vont faire le succès de la société et fédérer l'éventuelle dispersion de la propriété sociale autour d'un objectif commun.

Sur cette question, le droit des sociétés et le droit boursier arbitrent en permanence et, selon les opérations en cause, apportent des réponses qui ne sont pas tranchées.

De façon synthétique, trois instances de prises de décisions stratégiques coexistent. La première instance est l'assemblée des actionnaires où selon les sujets les résolutions sont votées à des conditions de majorité différentes. La deuxième, en lien immédiat avec la marche de l'entreprise, est l'équipe opérationnelle constituée autour de la direction générale. La troisième instance est le conseil d'administration. C'est elle qui est au cœur de la stratégie.

• Ces derniers temps, l'accent a beaucoup été mis sur la composition du conseil (administrateurs indépendants, féminisation, etc.). Il ne faut cependant pas oublier de s'intéresser à ses attributions fondamentales.

Ce conseil, selon le code de commerce, «détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre». Il se «saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.»

Le mot «stratégie» n'est pas employé, mais il est là en filigrane ; il sous-tend toute l'action du conseil. Le conseil est l'instance où, en coordination avec la direction générale et les intérêts des actionnaires, s'élabore, s'évalue, se décide la stratégie. Et ceci d'une façon collégiale qui appelle néanmoins, aujourd'hui, l'implication individuelle renforcée de chacun des administrateurs tant la responsabilité de ces derniers a, elle aussi, changé de figure.

• Une autre expression n'est pas employée par le code de commerce au moment où il définit les attributions du conseil : celle de «politique commune vis-à-vis de la société». Or, indiscutablement, le conseil est l'organe où s'élabore cette politique commune. La conséquence est que ce cadre organique peut, d'une certaine façon, placer les actionnaires qui y sont représentés à l'abri de la qualification d'action de concert. Ce n'est

pas rien quand on connait la conception particulièrement extensive que la jurisprudence récente se fait de cette notion.

• Ainsi, et c'est vrai depuis toujours, le conseil n'est donc pas seulement une instance centrale où s'élabore la stratégie, il n'est pas simplement un organe de direction : il peut aussi constituer, en lui-même, un mode d'organisation des relations entre actionnaires.

• Une autre idée qui apparaît centrale est le rôle joué dans certaines sociétés par l'actionnaire de référence : celui autour duquel peut se bâtir sur le long terme une stratégie créatrice de valeur et celui autour duquel peuvent venir se fédérer d'autres catégories d'actionnaires.

La crise a renforcé l'aspiration des entreprises à des partenariats stratégiques avec leurs actionnaires. Les dirigeants souhaitent fréquemment voir entrer dans leur capital un actionnaire de référence. La question de l'horizon temporel des différentes catégories d'investisseurs est mise en avant par les dirigeants pour justifier leur choix : il faut avoir des actionnaires de référence stables dont les attentes sont calées sur le cycle économique, pas sur le court terme.

À bien des égards, il me semble qu'une réflexion pourrait être engagée afin de savoir s'il est opportun que le droit tire davantage de conséquences de ce rôle particulier. Notamment en donnant à cet actionnaire, en contrepartie de ses devoirs, des garanties légales quant à sa participation à l'élaboration ou à l'inflexion de la stratégie.

Un tel statut pourrait permettre de faciliter l'émergence d'un tel actionnaire de référence au sein du capital des sociétés qui ont besoin de s'adosser à un apporteur de fonds à même d'accompagner sur le long terme une restructuration ou un changement de modèle économique. Cet adossement de long terme n'est d'ailleurs pas seulement bénéfique au plan interne. Il rassure le marché et les tiers.

▶ Actionnariat et gouvernance

• Cela va de soi, l'actionnaire est le premier bénéficiaire du formidable essor de la *corporate governance* puisque, par définition, l'amélioration de la gouvernance des sociétés cotées est un objectif directement orienté vers la confiance des investisseurs et la création de valeur. Mais cela ne va pas sans interrogations.

• La première est de savoir jusqu'où l'on veut aller dans l'*empowerment* des actionnaires. Le *say on pay* constitue un bon exemple. Introduit en 2002 au Royaume-Uni, en 2013 aux États-Unis, ainsi que dans de nombreux autres pays (Pays-Bas, Suède, Norvège, Danemark, Suisse), l'instauration d'un vote des actionnaires sur la rémunération des dirigeants se diffuse rapidement dans tous les systèmes juridiques développés. C'est le *must* du moment, le marqueur de modernité sans lequel tout semble un peu ringard.

La France vient de se rallier à la mode. Elle ne l'a pas fait par la voie de la loi, mais à travers une modification du Code de gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF, dont une nouvelle version a été rendue publique le 16 juin.

Désormais, selon l'article 24.3 du Code AFEP/MEDEF à chaque assemblée générale annuelle des actionnaires, le conseil doit présenter au vote des actionnaires une résolution portant sur tous les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos à chaque dirigeant mandataire – étant observé que la rémunération du directeur général devrait ici faire l'objet d'une résolution séparée. Lorsque l'assemblée générale ordinaire émet un avis négatif, le conseil, sur avis du comité des rémunérations, délibère sur ce sujet lors d'une prochaine séance et publie immédiatement sur le site internet de la société un communiqué mentionnant les suites qu'il entend donner aux attentes exprimées par les actionnaires lors de l'assemblée générale.

Que penser de cette disposition ?

Déjà, qu'elle soulève une foule de questions pratiques difficiles. Car le diable est dans les détails et les détails ne sont pas dans le Code.

La disposition prévoit le cas d'un vote négatif. Mais quelles seront les règles de participation à ce vote, notamment dans l'hypothèse où l'actionnaire est par ailleurs dirigeant mandataire social ? Comment comptabilisera-t-on les voix ? Faut-il comprendre qu'un vote d'abstention – qui peut traduire de la part de certains actionnaires une sorte de neutralité bienveillante – sera comptabilisé à côté des votes de rejet ? Et *quid* d'une approbation à une très courte majorité ?

À quel moment et à quelles conditions le conseil d'administration devra-t-il se réunir pour statuer sur les suites à donner à un vote négatif ?

Comment être certain de bien interpréter les «attentes exprimées par les actionnaires lors de l'assemblée générale» ? Les questions relatives à la rémunération sont en effet très techniques. Et on peut imaginer que les actionnaires votent de façon négative, non pas pour contester le quantum, mais pour déplorer une absence de précision ou marquer leur désaccord avec tel ou tel point de détail. Pour interpréter le sens de leur vote, les recommandations préalables des agences de conseil en vote *(proxy advisors)* seront alors probablement prises en compte. C'est dire que le *say on pay* ne renforce pas seulement le pouvoir des actionnaires. Celui des agences de conseil en vote s'en trouve lui aussi augmenté.

Quelles seront, en pratique, les options du conseil pour donner suite à ces attentes ? Maintenir telle quelle la rémunération rejetée ? L'amender ? Mais alors dans quelles proportions ? Faudra-t-il le faire uniquement pour l'avenir ou alors revenir sur la rémunération déjà arrêtée voire perçue au titre de l'exercice clos ?

• Ce qu'il faut ensuite et surtout retenir de cette disposition est que son application ne sera pas anodine pour les sociétés cotées. Car, ici, il ne faut surtout pas se laisser abuser par les mots. Certes le vote des actionnaires n'est pas *binding* (comme le droit anglais vient récemment d'en prendre le chemin) : il est « consultatif ». Mais en demandant au conseil, sur avis du comité des rémunérations, de délibérer sur ce vote lors d'une prochaine séance et de publier immédiatement sur le site internet de la société un communiqué mentionnant les suites qu'il entend donner aux attentes exprimées par les actionnaires, le Code de gouvernement d'entreprise introduit tous les ingrédients qui font que ce vote ne pourra rester sans effet : réaction, vitesse, transparence : tout conduit à ce que des conséquences soient tirées du vote des actionnaires.

• Quelles que soient ces conséquences, il se pourra qu'un vote négatif ou même qu'un vote obtenu avec une courte majorité soient interprétés comme un signe de défiance des actionnaires. Défiance à l'encontre des administrateurs membres du comité des rémunérations dont le travail sera remis en cause. Défiance à l'encontre des dirigeants concernés. Car comment mieux attaquer la personne et sa performance qu'en contestant ce paramètre éminemment personnel qu'est la rémunération ?

Voilà pour le renforcement des prérogatives dévolues aux actionnaires. On voit à travers cet exemple du *say on pay* qu'il ne va pas sans problèmes.

• La seconde question que pose l'essor du gouvernement d'entreprise est celle de savoir si, en contrepartie des prérogatives qu'elles accordent à leurs actionnaires, les sociétés cotées ne sont pas fondées à attendre de ces derniers un comportement particulier.

On a parlé plus haut de l'alignement des intérêts. Or celui-ci suppose que les apporteurs de fonds que sont les actionnaires assument dans le temps un certain nombre de responsabilités inhérentes à leur rôle.

Telle est l'idée qui inspire le *Stewardship Code* qui existe depuis 2010 au Royaume-Uni et constitue pour les investisseurs institutionnels une sorte de pendant au *Corporate Governance Code*.

Telle est aussi la voie qui vient d'être choisie par le législateur français dans la loi de séparation et de régulation des activités bancaires (votée en seconde lecture au Sénat) en cas de défaillance bancaire. Partant du postulat qu'une banque prend des risques excessifs lorsqu'elle se croit à l'abri de la faillite grâce à l'intervention de l'État, le législateur a en effet prévu de réduire cet aléa moral en faisant supporter d'abord par ses actionnaires les pertes d'une banque aidée par les pouvoirs publics.

C'est le rappel d'une vérité fondamentale qui est que l'actionnaire est le premier payeur.

14.

Appréhender la transition démocratique

Pour les sociétés vieillissantes d'Europe, les perspectives démographiques sont marquées par le sort des baby-boomers. À partir de 2035, l'inversion des flux permettra une quasi stabilisation des ratios de dépendance démographique pendant une trentaine d'années. Au-delà, la trajectoire démographique dépendra du rythme de progression de l'espérance de vie.

Entre temps, le poids financier sera de plus en plus lourd pour les actifs, les pressions migratoires resteront fortes, difficiles à gérer, mais potentiellement utiles. Pendant cette transition, il faudra veiller sur la génération âgée et se préoccuper des générations montantes. Comment éviter que leur charge soit trop lourde ? Jusqu'où les solidarités familiales permettront-elles de veiller sur les personnes très âgées ? Comment réorganiser les transferts patrimoniaux par des adaptations fiscales ? Enfin, peut-on espérer conserver l'esprit de progrès dans des populations à la moyenne d'âge élevée ?

Contribution du Cercle des économistes
Jean-Michel Charpin

Témoignages
Pervenche Berès • Elsa Fornero • Hervé Le Bras • Gunnar Lund • André Masson
Dorothée Ouissika

Modérateur
Patrick Lelong

En Europe, après le vieillissement, le basculement des années 2030

Jean-Michel Charpin

Dans la plupart des domaines économiques, la polarité du temps se joue principalement entre le temps court, voire l'immédiateté ou l'urgence de la finance et des marchés, et le temps long des structures économiques et sociales.

Dans le champ démographique, le temps s'écoule plus lentement. D'abord parce que chaque individu influence les structures démographiques de sa naissance à son décès, donc sur la durée de sa vie. Ensuite parce que le vieillissement ou le rajeunissement d'une population s'opère au rythme du remplacement des générations. Enfin, parce que, plus encore que les phénomènes économiques et sociaux, la démographie est influencée par les mentalités, dont les racines sont souvent ancrées dans des profondeurs séculaires et ne peuvent donc évoluer que lentement.

La transition démographique elle-même peut revêtir des sens divers.

Le plus souvent, elle recouvre le double mouvement de la mortalité et de la fécondité, le recul de la première entraînant avec un délai le recul de la seconde, et dans l'intervalle une forte augmentation de la population qui s'interrompt quand la mortalité et la fécondité reviennent sur une trajectoire équilibrée. Cette transition-là est encore en cours sur le continent africain. La phase de forte augmentation de la population se traduit logiquement par des pressions d'émigration, d'autant plus puissantes que d'autres zones se trouvent en situation de dépression démographique.

Mais la transition peut aussi concerner des pays marqués actuellement par une forte proportion de personnes actives, et qui en profitent logiquement pour sortir de la pauvreté, moderniser leurs structures économiques et favoriser la formation d'une classe moyenne. Elle se manifeste principalement dans les

pays émergents. Mais leurs populations vont vieillir, certains taux de fécondité probablement remonter, et les ratios de dépendance démographique se détériorer, entraînant des tensions sur le partage du revenu.

La transition peut enfin concerner les sociétés vieillissantes d'Europe et d'Amérique, dont le sort démographique suit le destin des générations nombreuses du baby-boom. Celles-ci, nées à partir de 1946, viennent de commencer à cesser leur activité. Malgré les réformes des retraites importantes qui ont été mises en œuvre dans les différents pays, la population retraitée augmente, et une compensation partielle par l'immigration n'empêche pas l'alourdissement de la charge qui pèse sur les actifs.

À partir de 2035 environ, les flux vont s'inverser. Du côté des sorties de l'activité, les flux vont ralentir parce que les générations alors concernées seront postérieures au baby-boom. Les générations du baby-boom vont atteindre les âges de fort risque de dépendance et commencer à connaître des taux de mortalité élevés. Les ratios de dépendance démographique vont alors se stabiliser pendant une trentaine d'années, malgré une poursuite probable de l'allongement de l'espérance de vie.

Au-delà de 2065, la génération nombreuse aura quasiment disparu. Toute prévision devient très incertaine, tant en ce qui concerne la fécondité que la mortalité.

■ Les priorités politiques vont donc devoir se déplacer fortement

Dans les années qui viennent, la priorité sera au financement des retraites, en évitant dans la mesure du possible l'alourdissement de la charge sur les actifs : par l'augmentation de l'âge effectif d'activité, l'emploi accru des seniors, un recours à l'immigration, si nécessaire une érosion des niveaux des retraites. La génération du baby-boom cédera progressivement ses responsabilités, tout en demeurant patrimonialement dominante.

À partir des années 2030, la charge des retraites se stabilisera, sans cependant refluer. Il faudra financer une population dépendante en augmentation : cela aura un coût, mais il faut avoir en tête que l'ordre de grandeur est d'un dixième du coût des retraites. À moins d'un effondrement de la fécondité, l'Europe rajeunira. L'avenir apparaîtra probablement plus ouvert.

Labour and Pension Reforms in Italy

Elsa Fornero
University of Turin

All advanced countries, and in particular Western European advanced countries, have to come to terms with the demographic transition not just in terms of overall population stability but also in terms of income distribution and, more generally, of *chances de vie,* to quote Ralph Dahrendorf. Middle-age and upper middle-age generations enjoy not only a concentration of income and wealth, but also of pension entitlements, various kinds of privileges and political power, which leaves the young destitute and with limited horizons. Of all advanced countries, Italy is possibly the one where the demographic disequilibria are greatest and also the one in which there has been a deliberate attempt to turn the tide quickly. It seems to me that the Italian case, which I will illustrate here, can serve as an introduction to this session about demographic transition.

Reform attempts have been swift after a long period of sluggish reform. In the face of a very rapid population aging (within the next fifty years the old age dependency ratio will almost double, from 32 to 61 per cent), Italy had chosen a very slow restructuring of its rather generous pension system. Being based almost exclusively on the «pay-as-you-go» financing, which consists of collecting contributions from the active population to pay for the current benefits, the system not only required ever-increasing payroll tax rates, but also favoured the accumulation of an «implicit debt» to be passed onto the young and future generations. The same bias against the young was present in the inefficient, fragmented and sluggish labour market, with strong employment protection granted to «insiders», *i.e.* mainly male, middle-aged, regularly employed and strongly unionized workers at the exclusion of the «outsiders», mainly represented, again, by the young (and women).

Italy, a shadow of its former self?

These structural features of the Italian economy went hand in hand with the slow industrial decline that had afflicted the country for about twenty years, reducing Europe's once most buoyant economy to a shadow of its former self. Italy cut its R&D expenditure, got out of high productivity sectors like electronics, chemicals and drugs, concentrating on labour intensive fashion-oriented "made in Italy" products where it encountered increasingly stiff competition from developing countries.

These long-standing structural weaknesses, combined with political refusal to recognize the situation, brought Italy very near to a financial crisis in Autumn 2011. The technocratic government headed by Mario Monti was formed with bi-partisan support from the main political forces that have proved incapable of providing action on these themes likely to satisfy both the European Union and the financial markets. Italian public finances were near collapse: financial operators were turning their backs on Italian sovereign debt auctions and those who took part were demanding exaggerated interest rates, so that the spread of Italian sovereign 10-year bonds over their German counterparts exceeded 500 basis points. Italy has on average to refinance one billion euros a day of its huge public debt (near 130 per cent of GDP, with a seven year duration), and its well-tested system for doing so was under massive attack. The possibility that interest might not be paid and that expiring bonds might not be reimbursed was very real; even civil service salaries might be at risk. Central and local administrations were already unable to pay suppliers whose claims exceeded 70 billion euros.

Rebalancing the burden of aging in favour of the young

In my new role as Labour Minister, I was asked by Mr. Monti to take charge of the immediate restructuring of Italy's pension system. It was a reform that the former Berlusconi government had promised in the summer of 2011, but had not been able to undertake before its political collapse. I had studied pensions systems for more than 20 years; I was now given the task of reshaping the Italian one in less than 20 days.

The reform had to be severe, allowing very little in terms of the transition period. It extended to all workers, as of January 2012, the contribution-based method of calculating benefits; it raised the statutory retirement ages and profoundly restructured the so-called seniority pensions, awarded on the bases of years of work, irrespective of age; it aligned, as of 2018, the retirement ages of women to those of men; it indexed all retirement requisites to changes in life expectancy; it froze for two years the indexation of pension benefits to prices, excluding only benefits up 1,250 euros; it established a solidarity tax on high pensions. Most Italian families had to

revise lifetime strategies to take account of the new, harsher situation. It is a tribute to the Italian people that, although there were protests and personal attacks, the majority of citizens realized that these sacrifices were necessary to clean up the country's financial mess.

It went, however, almost unnoticed that the reform was rebalancing the burden of aging in favour of the young, correcting decades of unduly generous political promises and the exasperatingly slow pace of previous reforms. The inability to clearly convey this message remains for me a cause for regret.

▶ The labour market reform

Like the pension reform, the subsequent labour market reform was structural in nature and had to be introduced at the stringent request of the EU and of financial markets. It would have ideally been better scheduled in times of economic expansion rather than recession. Its aim was to fix the major inefficiencies of the labour market: segmentation, rigidities, precariousness, low participation of women, selective social protection schemes, efforts concentrated on the defence of specific jobs rather than on enhancing workers' employability through efficient labour agencies and services.

The reform gives priority to inclusion and dynamism. It tries to enhance the employability of people, which has to be built and maintained through effective lifelong learning policies and tools. Specific measures are therefore provided for groups that are more likely to be excluded from the labour market and often condemned to illegal or inconsistent forms of employment, again the young, women, older workers, and the disabled. Further, inclusion implies that the improved skills of the workers are to be considered as the key driver of the economic growth, through the enhancement of labour productivity. This is why the reform also strengthens apprenticeship, as a way to both increase labour productivity and give more stabilization to the entrance in the labour market.

▶ The two sides of the same coin

Taking a long term demographic view, the two reforms can be regarded as the two sides of the same coin, as no pension system can deliver adequate benefits if the labour market, which generates the income on which a public pension system finances benefits, does not adequately perform.

In both cases, efficiency and financial sustainability concerns intertwine, with considerations of fairness, both within and between generations, and thus with social sustainability. Both reforms aim at enabling the country to take advantage of the economic recovery that will, hopefully, materialize in

the near future. Without this recovery there is no hope, for Italy or other countries, to close the rift between generations.

Reforms, and particularly reforms aiming at a generational rebalancing, are however living organisms and need permanent implementation and occasional adjustments, otherwise they wither. This goes far beyond the task of a Minister, but it remains nevertheless a hope and a wish for our future, comforted by Italy's recent exit from the «excessive deficit procedure» and by the present government expressed intentions not to overturn the reforms, but to monitor and use the "screwdriver" to fix them. Looking into the future and not back into the past is possibly the best promise to tackle the generational gap.

La Suède et la réforme du système des retraites

Gunnar Lund
Ambassadeur de Suède en France

Les gros problèmes des prochaines décennies sont créés par la génération du baby-boom, à laquelle j'ai d'ailleurs l'honneur d'appartenir. Le seul soulagement semble être qu'à partir de 2035, cette génération commencera à mourir sérieusement et qu'au-delà de 2065, les générations nombreuses auront quasiment disparu. Il paraît que l'Europe rajeunira. Cette analyse conduit d'ailleurs à la conclusion que l'alourdissement de la charge sur la génération active constitue bien un problème, mais un problème transitoire. En France en particulier, du fait de sa fécondité relativement forte, on entend souvent dire qu'à long terme, il n'est pas nécessaire de s'inquiéter pour les ratios de dépendance ou le système des retraites : cela va se régler tout seul.

Je ne suis pas démographe, mais je note qu'au-delà de 2050, toute prévision sur la fécondité – et je pense, sur la mortalité – devient incertaine. Voilà le petit bémol que je souhaite apporter à ces prévisions démographiques. De toute façon, pour nous, aujourd'hui et dans les vingt ou trente ans à venir, la priorité urgente sera celle du financement des retraites.

▶ Un temps de réforme long

Conformément à l'esprit luthérien, la Suède est un pays toujours apte à anticiper les problèmes de tous genres. C'est notre caractère. Déjà, dans les années 1970, nous avions constaté que notre système de retraites de l'époque ne tiendrait pas la route. Il était sous-financé et le problème allait s'aggraver avec la pression démographique. Selon les experts de l'époque, si l'on n'augmentait pas fortement les cotisations, de façon politiquement

impossible, les fonds de réserve seraient épuisés en 2015. Nous avons donc anticipé la crise du système lors d'un débat qui ressemble à celui qui a lieu en France actuellement. Notre système posait également des problèmes d'équité qu'il faudrait régler tôt ou tard. Équité intra-générationnelle, dans le sens où les hauts revenus étaient avantagés et les ouvriers pénalisés. Équité inter-générationnelle, dans le sens où le système était payé beaucoup plus par les jeunes que par les plus âgés.

À la suédoise, nous avons consacré plus d'une décennie aux études et aux discussions politiques autour de cette réforme du système des retraites que nous voulions faire. La décision a finalement été prise par une large majorité au Parlement suédois, au milieu des années 1990. La mise en œuvre a commencé en 1998 et les premières prestations ont été versées en 2001. Ce fut donc un très long processus.

Nous avons réussi à créer un système qui atteint trois objectifs principaux : un équilibre financier stable, une meilleure transparence pour l'individu et pour le système dans son ensemble, et une plus grande équité intra et inter-générationnelle. L'ancien système des retraites se faisait par répartition, fondé sur une définition des prestations aux pensionnaires pour lesquelles l'État s'était engagé. Le nouveau système se fait toujours par répartition, mais avec une part de capitalisation et surtout, différence fondamentale : le système n'est plus défini par les prestations mais par les cotisations.

▶ Des prestations équilibrées par un « frein »

Nous avons en fait intégré dans le système un mécanisme d'équilibrage, un « frein », c'est ainsi que nous le désignons en suédois. Il réduit automatiquement les prestations et les futures pensions si une croissance économique insuffisante conduit à une situation où le passif du système est plus important que l'actif : dans le cas d'une croissance insuffisante, chaque pensionnaire trouve une somme moindre dans son enveloppe mensuelle.

Cette situation est apparue il y a quelques années : les retraités ont vu leur pension réduite du jour au lendemain. Cela a provoqué des réactions assez fortes, mais le système politique a tenu bon et a mis en application, comme prévu et en dépit d'un débat très animé, le « frein » dont je viens de parler. Cela a été grandement facilité par le fait que la réforme avait été élaborée et adoptée par presque tous les partis politiques au Parlement : ils avaient tous été partie prenante et n'avaient pas vraiment la possibilité politique de protester contre cette mesure. C'est peut-être l'aspect le plus novateur, voire unique dans notre système, mais fondamental pour pouvoir traverser les trois décennies à venir.

La transparence du système joue aussi un rôle essentiel. Elle rend plus compréhensible, donc plus acceptable pour les citoyens, le système des

réductions. Chaque cotisant est titulaire d'un compte individuel où sont inscrites les cotisations qu'il verse chaque année. Elles forment un capital fictif ou notionnel qui, au moment du départ à la retraite, est converti en rente. Chaque année, les cotisants reçoivent par courrier postal une enveloppe orange avec les montants cotisés par l'assuré, par l'employeur et par l'État, et les informations sur le montant estimé de sa future pension.

Le vieillissement de la population en Afrique subsaharienne : un autre regard

Dorothée Ouissika[1]
Banque africaine de développement, Département des statistiques

Pendant longtemps, la problématique démographique en Afrique subsaharienne a dans son ensemble, procédé de l'extrême jeunesse de sa population dont il fallait satisfaire les demandes socio-économiques, alors que même son rythme particulièrement élevé annihilait les efforts du développement.

Mais depuis quelques années, la communauté internationale tire la sonnette d'alarme sur le déclenchement du processus de vieillissement de la population d'Afrique, notamment subsaharienne, qui a eu jusqu'ici des niveaux de fécondité particulièrement élevés[2]. En effet, selon les perspectives démographiques des Nations unies, la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus devrait doubler d'ici 2050 dans de nombreux pays africains si la fécondité continue de baisser au rythme actuel. Si en 2010 en Afrique subsaharienne, les personnes de moins de 15 ans représentaient 42% de la population totale et les 60 ans et plus 5%, leurs poids seraient respectivement de 32% et 9% en 2050[3]. Désormais, la jeunesse de la population est en train de se conjuguer avec une tendance au vieillissement. Ainsi, en plus des niveaux élevés de sa fécondité, de la croissance de sa population et de ses villes, la gestion du vieillissement s'imposera donc peu à peu comme un nouveau défi démographique en Afrique subsaharienne.

1. Les propos tenus dans cette note n'engagent que son auteur et n'impliquent de la part de la Banque africaine de développement (BAD), aucune prise de position
2. Valérie Golaz, Laurent Nowik, Muriel Sajoux, « L'Afrique, un continent jeune face au défi du vieillissement » dans *Population & Société,* n° 491, Juillet-Aout 2012
3. Perspectives démographiques des Nations Unies, révision 2010

À la différence des pays du Nord, ce processus de vieillissement de la population serait rapide et interviendrait dans un contexte de pauvreté élevée, de faible couverture sociale, d'un quasi dénuement des services sociaux et d'un cortège des problèmes de la jeunesse liés notamment à la demande sociale (éducation, emploi, santé, loisirs…). Les filets de sécurité de la solidarité familiale et communautaire qui ont soulagé le nombre infime des personnes âgées d'hier et d'aujourd'hui ploient sous le poids, notamment de la paupérisation d'une frange de plus en plus importante de la population. Ce qui nourrit de fortes inquiétudes sur l'avenir des personnes âgées.

Pourtant, l'Afrique subsaharienne dispose de capacités et de possibilités productives importantes (humaines, minières, agricoles...). Cette situation de dégradation de la situation socio-économique et de pauvreté élevée malgré l'énorme et indéniable potentiel du continent renvoie aussi bien à la démographie qu'à la capitalisation matérielle et humaine, la répartition de la croissance et aux choix des politiques économiques dans le cadre de la gestion des dépenses publiques. Cet article a pour but de nourrir le débat sur les implications et les enjeux du vieillissement de la population en Afrique subsaharienne à la lumière des nouvelles dynamiques en cours en Afrique et dans le monde.

▶ Des signes d'espoir

La mobilisation internationale pour l'amélioration du bien-être des populations

Le recentrage de la problématique du développement qui accorde désormais la priorité à la croissance durable, la réduction de la pauvreté, aux emplois productifs, à l'intégration sociale et aux questions d'environnement représente une opportunité. Même si elle reste encore confrontée à de nombreux défis de taille, l'Afrique fait des progrès. Des évolutions positives sont enregistrées en matière de gouvernance, de gestion macro-économique, de réduction de la pauvreté et d'atteinte des OMD même si les rythmes d'amélioration sont lents et les disparités nombreuses (Rapport des OMD 2012). La vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, aux conflits et au changement climatique demeure aussi encore importante.

Le développement des systèmes de sécurité s'organise à travers le continent pour en élargir l'accès comme élément de réduction de la pauvreté. Dans un contexte où les systèmes de sécurité sociale ne couvrent qu'une infime partie de la population en l'occurrence les travailleurs du secteur formel, de nombreux pays ont engagé des réformes ou les préparent pour améliorer leur couverture (Afrique du sud, Ghana, Rwanda, etc.). Des réflexions sont aussi menées pour asseoir des systèmes adéquats et efficaces de sécurité

sociale élargi aux pauvres en général, et aux travailleurs majoritaires du secteur informel en particulier. Cet intérêt pour l'amélioration de la protection sociale est une aubaine dans la perspective d'une augmentation de personnes âgées d'ici 2050, dont la plupart auront souffert durablement du chômage aux âges actifs ou n'auront connu que l'emploi informel.

Le tournant économique probable du continent

La croissance économique du continent s'est établie à 4,2% en 2012 et les perspectives pour les années à venir sont prometteuses. Elle devrait s'accélérer en 2013 et 2014, respectivement de 4,8% en à 5,3% en moyenne[4] et nombre d'observateurs considèrent que l'Afrique, avec son potentiel démographique et économique, est le continent du futur. Il attire désormais les investissements aussi bien des pays développés qu'émergents. Les pays africains sont plus que jamais invités à tout mettre en œuvre pour accroitre leur croissance économique à un niveau adéquat et en faire bénéficier les populations à travers des investissements dans l'emploi, la santé, l'éducation ainsi qu'à la transformation économique du continent[5]. C'est l'objectif que la Banque africaine de développement s'est fixé pour la décennie 2013-2022. Il s'agit de permettre à l'Afrique d'exploiter le vaste potentiel de ses ressources pour tirer parti du dividende démographique.

Dès lors, la gestion optimale du choc démographique en général et du vieillissement en particulier, dépendra notamment de la dotation des pays en ressources naturelles, de la manière dont ils les mettront en valeur pour maintenir la croissance économique et ils en serviront le social. Le rôle des États pour la mise en place des stratégies et politiques nationales appropriées sera crucial.

▶ Mais, il y a…

La faillite des politiques antérieures

La problématique du développement visant à réduire les inégalités sociales, la pauvreté et à améliorer la gouvernance n'est pas nouvelle. Pendant des décennies, les pays ont mis en œuvre des programmes de développement qui n'ont véritablement pas produit de résultats. Aucun pays africain au Sud du Sahara n'a réussi à assurer le bien-être de la majorité de sa population. Plusieurs facteurs (politiques, institutionnels, économiques…) sont la cause de cet échec mais les plus dénoncés et sans nul doute les plus déterminants sont le défaut de vision, la faible volonté politique et le faible niveau du savoir.

Finalement, devant les difficultés des États à satisfaire leurs besoins vitaux et élémentaires, des économies à générer des emplois ainsi que les

4. Perspectives économiques en Afrique 2013, BAD, OCDE, PNUD, CEA 2013.
5. Stratégie 2013-2022 de la BAD pour la transformation de l'Afrique.

problèmes de mal gouvernance et de déficit de libertés, les populations élaborent des stratégies de survie dont l'avenir témoignera des réformes des politiques économiques que les Etats seront capables de mener.

La prépondérance de l'économie informelle

Dans les années 1980, les programmes d'ajustement structurel et leur dimension sociale n'ont pas permis de relever le pari. La suspension des recrutements à la Fonction publique, principal pourvoyeur d'emplois, les privatisations des secteurs rentables accompagnés de licenciements, ont bouleversé le marché de travail notamment, dans le secteur moderne et occasionné un chômage important.

Aujourd'hui, le secteur informel est devenu essentiel et génère 60 à 70% d'emplois selon les pays. Malgré les mesures pour soutenir, promouvoir sa productivité et améliorer les conditions de vie de ses travailleurs, le secteur informel poursuit son expansion, reste vulnérable et précaire et échappe aux administrations fiscales.

Ces mesures visent essentiellement à améliorer sa capacité à générer des emplois et à accroître les revenus. On peut donc s'interroger sur la capacité de l'économie informelle à créer des poches de croissance, à la stimuler et à la soutenir pour combler son gap et pour garantir l'insertion du pays dans l'économie régionale et mondiale.

La migration comme stratégie de survie

L'émigration est un moyen de se soustraire aux conditions de vie ou politiques difficiles et d'améliorer le niveau de vie individuel, familial et communautaire. Dans un contexte de faible couverture sociale et de sens élevé de la famille, c'est tout naturellement que la migration est souvent encouragée par celle-ci et qu'elle s'organise avec elle et autour d'elle. Elle est une réponse au chômage et au délabrement des systèmes éducatifs. Les mesures restrictives sur l'immigration dans les pays développés, loin de la freiner, poussent à l'illégalité et à la naissance de nouvelles zones de migration.

Mais l'émigration prive les pays d'une main-d'œuvre et de cadres qualifiés, leur capital le plus précieux pour conduire leur développement. La plupart des étudiants formés à l'étranger ne retournent pas dans leur pays d'origine et les cadres formés dans les pays s'expatrient quand il ne leur est pas possible de mettre leurs compétences au service du pays, ou quand les conditions de travail sont déplorables.

En même temps, elle peut être bénéfique pour les pays d'accueil en termes démographique et économique et peut alors être institutionnellement entretenue (facilitation de l'immigration des élites ou immigration choisie). Mais, elle peut aussi y générer de problèmes d'insertion, de statut inadéquat dans l'emploi, d'insécurité, notamment dans un contexte socio-économique difficile, qui généralement affecte davantage les immigrants.

En 2010, les migrants internationaux ont représenté 1,9% de la population de diverses catégories sociales dont 46,8% de femmes. Ils s'installent principalement dans le continent (73%) ; les mouvements vers les pays de l'Europe et le reste du monde restent marginaux. Mais en réalité leurs trajectoires sont beaucoup plus complexes et marquées par des zones d'immigration temporaire (Maroc, Tunisie, Algérie, etc.).

▶ Quels sont les facteurs de changement ?

Une question qu'on pourrait être amené à se poser, est celle de savoir ce qui a changé aujourd'hui qui ferait que l'Afrique subsaharienne sorte véritablement de l'ornière, qu'elle ne rate pas ce tournant et s'engage résolument vers un réel décollage économique et social. Plusieurs facteurs peuvent sans doute être évoqués, nous nous limiterons à ceux qui nous paraissent en lien avec le thème de ces rencontres.

Un moment favorable

C'est sans doute une lapalissade que de dire que le monde est en mutation et que l'Afrique du début du XIXe siècle n'est plus la même que celle du XXIe siècle, mais il est utile de le rappeler tant les enjeux de ces mouvements sur l'avenir de l'Afrique sont grands. Depuis le lancement des OMD et après la crise internationale, l'environnement mondial a enregistré beaucoup de changements qui détermineront l'avenir de l'Afrique : l'accès des pays asiatiques à l'émergence, le développement vertigineux de l'économie du savoir, la montée des aspirations à la liberté d'expression, les appels à revisiter les modèles de développement, etc. Cette mouvance pourrait constituer une opportunité qui permettra à l'Afrique de se repositionner et de se définir une nouvelle vision. Cette exigence pourrait trouver un catalyseur dans la structure par âge de la population et le fait migratoire.

L'effet générationnel

En effet, tout se passe comme si sous la pression de la pauvreté, s'impose de plus en plus l'exigence du développement. Depuis les émeutes de la faim de 2008 dans certains pays, en passant par les printemps arabes et le mouvement «des indignés», les jeunes réclament de plus en plus l'amélioration de leurs conditions de vie. Ces jeunes d'aujourd'hui, seront les personnes de plus de 60 ans en 2050 qui, si rien n'est fait, souffriront de l'absence de mesures d'accompagnement du vieillissement de la population. Dans un contexte de bonne santé économique, la façon dont évolueront et se construiront les mouvements de revendication sociale pourrait être déterminante pour amener les gouvernants d'aller résolument vers le développement. Le fléchissement des solidarités familiales et

6. OIM, faits et chiffres de la migration, 2010.

intergénérationnelles, la saturation prévisible du secteur informel et le resserrement des possibilités d'émigration vers les pays du Nord d'une part, et la conscience que pourrait faire prendre l'expérience des pays émergents d'autre part, pourraient renforcer cette dynamique et ne laisseraient pas d'autre choix aux gouvernants que d'engager les réformes nécessaires et appropriées.

L'apport de la migration

Le rôle de la diaspora dans le développement de l'Afrique est de plus en plus évoqué. Près de 140 millions de ressortissants africains vivent hors de leurs pays et leur épargne est estimée à 50 millions de dollars[7]. Les flux financiers de cette diaspora en direction de leur pays d'origine dépasseraient dans certains cas, le montant de l'aide publique au développement.

Il s'agit alors d'amener la diaspora à investir dans les projets de développement dans leur pays d'origine notamment, dans les infrastructures sous certaines conditions dont la transparence et la bonne gouvernance, véritables goulots d'étranglement aujourd'hui. Dans le contexte d'un système éducatif inadéquat et peu adapté à l'environnement actuel, la diaspora pourrait également mettre à profit son savoir et son savoir-faire pour suppléer aux faiblesses du capital humain en place.

Mais cela signifie la mise en place d'une politique pour (i) inciter la diaspora au retour ; (ii) définir les conditions de ce retour et (iii) préparer les « sédentaires » à les accepter. En effet, s'il est vrai que le respect et le devoir envers les aînés sont encore des valeurs fortes dans les sociétés africaines qui contribuent à repousser le choc générationnel, un choc entre les migrants de retour et les « sédentaires » n'est pas à exclure au regard de ce qui est observé aujourd'hui dans certains pays.

▶ Conclusion

En définitive, le vieillissement de la population est sans nul doute un défi démographique supplémentaire pour l'Afrique subsaharienne. Mais, le fait qu'il intervienne à un moment où elle s'engage dans la transformation de son économie, est une opportunité. Les enjeux principalement économiques et sociaux de ce phénomène s'intègrent bien dans les dynamiques en cours. Les choses sont plutôt bien engagées avec l'agenda international de développement (OMD et réduction de la pauvreté) et les stratégies régionales de développement. Le tout sera dans les leçons qui seront tirées du passé et surtout des modèles de développement dans le monde pour élaborer des politiques innovantes et efficaces et dans le leadership qui les conduira.

7. BAD.

Les trois paradigmes du social

André Masson
Paris School of Economics

Pour satisfaire les besoins fondamentaux et les risques des individus tout au long de leur existence, une société développée peut faire appel à trois piliers pourvoyeurs de bien-être : le marché, l'État providence et les collectivités locales, les familles et les solidarités civiles. Les solidarités civiles, ce sont les corporations, les associations, les mutuelles, etc.

Elle peut le faire en privilégiant l'un des trois piliers. Si elle privilégie le marché, elle est plutôt du côté de la liberté. Si elle privilégie l'État, elle est plutôt du côté de l'égalité. Si elle privilégie la famille et les solidarités civiles, elle est plutôt du côté de la fraternité qui, depuis Léon Bourgeois, est devenue la solidarité. Il y a donc ces trois arbitrages.

– Soit on pense que les individus vont eux-mêmes se comporter comme des agents libres et rationnels, autonomes et responsables sur les marchés, vont épargner, travailler, s'assurer, etc., en particulier pour leurs vieux jours, cette responsabilité s'étendant aux « non-agents » que sont leurs enfants ou, collectivement, les miséreux et les handicapés, mais aussi les générations futures. On est alors dans ce que j'appelle la pensée du libre agent.

– Soit on pense que quel que soit son sexe, son âge, sa classe sociale, l'individu est censé entretenir un lien direct privilégié avec la société et l'État, ce lien de « citoyenneté » étant privilégié par rapport à tout autre lien personnel – famille, proches, amis, etc. ; ses besoins et les risques de son existence vont alors être couverts par les politiques publiques et les transferts sociaux, qui ont notamment pour objectif d'éradiquer la pauvreté et de diminuer les inégalités. Cette position est celle du paradigme de *l'égalité citoyenne*.

– Soit on pense que les besoins de l'individu relèvent d'abord des solidarités entre proches et entre générations, étant d'abord pris en charge par la famille, ou encore par les corps intermédiaires que sont les solidarités civiles. L'individu n'est pas, en dernière instance, un agent libre ou un citoyen doté de droits et devoirs étendus ; il est fondamentalement *dépendant d'autrui* et se définit, selon une logique identitaire d'appartenance, d'affiliation, comme « frère de » au sein de différentes « familles », depuis celle de sang jusqu'à la nation (et au-delà), la difficulté étant d'assurer une articulation cohérente entre ces différents niveaux de solidarité. Une telle vision relève du paradigme *multi-solidaire*.

Ces trois pensées, largement incompatibles, se repèrent aisément dans les discours sur le social et les politiques fiscales et de transferts sociaux. Elles ne correspondent pas à des modèles de protection sociale existants, même sous forme stylisée : ce sont vraiment des pensées, des paradigmes du social, des philosophies de l'État providence, des *Weltanschauungen* en allemand, des univers de pensée, des doctrines ou croyances qui résistent à l'épreuve des faits que l'on peut observer. À ce niveau théorique, il n'y en a que trois. Il n'y en a pas plus. Les modèles sociaux des pays développés vont emprunter plus à l'un ou à l'autre. Ce caractère composite fait qu'une typologie des modèles sociaux existants, même une typologie « idéale » à la Max Weber, devient vite beaucoup plus compliquée, voire arbitraire.

▶ La famille, point de clivage

Un point clef de clivage entre ces trois pensées, qui explique le caractère « idéologique » (au bon sens du terme) de nombre de controverses sur l'État providence, concerne le rôle de la famille, envers les enfants comme les parents.

La pensée du *libre agent* a une position ambiguë et variable de ce rôle : ses partisans répugnent souvent à s'immiscer dans les « affaires de famille » qui sont du domaine du privé.

Dans les discours multi-solidaires, la famille intervient en premier et son rôle est considéré comme primordial et en général bénéfique. Une variante traditionnaliste de ce paradigme ira même jusqu'à souscrire à la maxime absolue selon laquelle « les parents savent, veulent et font ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants et cela, mieux que quiconque ». Mais la variante coopérative, aujourd'hui dominante, souligne que ce rôle premier de la famille ne peut s'exercer à plein sans une aide conséquente de l'État qui permet justement de faire naître de nouvelles solidarités familiales, modernes, particulièrement conviviales et efficaces. C'est donc plutôt un hymne à la famille.

La pensée de l'égalité citoyenne, dominante dans les pays d'Europe du Nord, a au contraire une approche négative de la famille dont l'action serait jugée souvent inefficace, inégalitaire, voire arbitraire ou perverse. L'idée clef est que l'État et les services collectifs à la personne peuvent se substituer avec bonheur à la famille, sans présenter les mêmes travers.

▶ Le dilemme des modèles sociaux

Ces trois pensées assez abstraites conduisent néanmoins à des recommandations précises en matière de protection sociale, en prônant des États providence aux propriétés très différentes. La pensée du libre agent milite pour un État providence de taille réduite, qui évite la production d'une culture d'assistés et se concentre sur l'éducation et la formation des jeunes (encore peu responsables de leur situation) dans un souci d'égalité des chances et de priorité à l'investissement.

Les deux autres prônent au contraire une protection sociale généreuse, mais les prélèvements et transferts se font sur une base individuelle pour la pensée de l'égalité citoyenne, sur une base conjugale ou familiale pour celle multi-solidaire.

Par ailleurs, la pensée de l'égalité citoyenne favorise les dépenses « actives » pour les enfants et les jeunes parents sujets aux « nouveaux risques » (famille monoparentale, jeunes non qualifiés, etc.) et préfère les équipements et services collectifs qui vont directement au bénéficiaire (crèches et cantines scolaires gratuites, aide aux personnes âgées). Au contraire, dans le cadre multi-solidaire, les transferts publics, le plus souvent monétaires, sont orientés en priorité vers les parents (allocations familiales) et les aînés (retraite, santé, dépendance), à charge en retour pour ces derniers de procéder aux investissements et transmissions idoines pour leur descendance. On voit au passage que la France a une dominante « macro-économique » plutôt multi-solidaire.

En pratique, chaque modèle social est cependant amené à faire un mélange composite entre ces trois philosophies ou paradigmes, à réaliser ainsi un arbitrage entre liberté, égalité et solidarité – la solidarité exprimant un lien de dépendance à la fois social et intergénérationnel. Dans le système français, par exemple, les quotients conjugal et familial et l'obligation alimentaire sont clairement d'inspiration multi-solidaire ; à l'inverse, le RMI ou le RSA, ou encore l'APA relèvent davantage du paradigme de l'égalité citoyenne, puisque ces allocations ne dépendent que des ressources de l'individu, pas de celles de ses parents (RSA) ou de ses enfants (APA) – et ne sont pas conditionnées au respect de l'obligation alimentaire.

Cet arbitrage entre liberté, égalité et fraternité auquel doit procéder tout modèle social se heurte cependant à une double difficulté.

D'une part, chaque pensée, poussée à la limite, n'est pas tenable :

– celle du libre agent campe ainsi un individu totalement autonome et rationnel, souverain et prévoyant, qui n'est pas de ce monde ; et elle suppose encore que cet individu soit pleinement moral et responsable, hypothèse tout aussi utopique ;

– au détriment de tout autre lien, la pensée de l'égalité citoyenne hypostasie le lien direct entre le citoyen et la société, au point que l'universel se réduit aux nationaux ; or la solidarité publique ne suffit pas entre individus isolés, elle coûterait trop chère et serait inopérante (Alain Supiot), de fait, les modèles scandinaves qui s'inspirent le plus de cette pensée, ont élaboré toute une série de palliatifs, gestion locale de la protection sociale, recours aux familles, dose de capitalisation et ouverture minimale au marché (retraites), etc.

– dans le cadre multi-solidaire, l'interdépendance entre individus comme entre générations engendrent des problèmes « d'aléa moral » et favoriserait l'irresponsabilité : nous sommes bien solidaires, embarqués sur la même galère, mais pourquoi m'efforcer de ramer si les autres peuvent le faire pour moi ? La dépendance au collectif sape l'efficacité des mécanismes d'incitation individuelle. Par ailleurs, la logique d'appartenance à de multiples cercles de solidarité, de la famille à la nation, pose le problème de leur articulation et de la préservation de l'intérêt général.

Mais d'autre part, si chaque pensée pure n'est guère tenable, toute combinaison d'éléments disparates empruntés aux trois pensées du social se heurte à un problème de cohérence : ces dernières reposent en effet sur des principes antagonistes. C'est là le dilemme auquel est confronté tout modèle social dans son arbitrage pratique entre liberté, égalité et solidarité. Ce dilemme est à la base des enjeux que soulève l'État providence.

▶ Le cas français : solvabilité de la protection sociale et déséquilibre intergénérationnel

J'en arrive aux applications et en particulier au cas français. Dans notre pays, l'État providence se traduit par une dominante des transferts aux plus âgés. Les plus de 60 ans constituent à peu près 20% de la population et reçoivent près de 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) en transferts sociaux, soit autant que les autres classes d'âge en allocations familiales, éducation, dépenses de santé, minima sociaux, chômage, etc. Cela va bien peut-être encore aujourd'hui, mais je rappelle que les plus de 60 ans faisaient 6 à 7% de la population en 1950 et qu'ils feront un tiers de la population en 2050. C'est donc un problème de *solvabilité globale* du système de l'État providence – pas des retraites, de la santé, de la dépendance ou de l'éducation, mais du système globalement.

Le deuxième problème est le déséquilibre intergénérationnel entre les seniors et leurs enfants. Il y a notamment une concentration du patrimoine aux mains des plus âgés, des seniors et des aînés. Comme on hérite tard, cette concentration du patrimoine aux mains des aînés a tendance à se reproduire. Ce patrimoine est plutôt de rente, un patrimoine qui ne répond pas aux besoins plus importants des jeunes, qui ne permet pas de lever les contraintes de liquidité des jeunes, ni de relancer la consommation.

La France se trouve donc à la croisée des chemins. Sur le long terme, elle doit prendre une voie ou une autre, se diriger du côté du libre agent, de l'égalité citoyenne ou du multi-solidaire. Elle ne peut pas rester dans l'état où elle est.

La voie d'avenir multi-solidaire, plus inédite, conduirait à des politiques qui visent à *renforcer* les liens solidaires entre générations ou entre individus, alors que les deux autres approches voudraient plutôt les *relâcher* en dénonçant les dérives du pacte intergénérationnel et en prônant notamment des comptes de retraite personnalisés suivant une logique contributive.

Pour être plus clair, indiquons sur un exemple comment la pensée multi-solidaire entend mettre en avant les solidarités entre générations. Lors d'une manifestation de retraités ou d'actifs de la fonction publique, j'ai entendu ce slogan : « On s'est battu pour les garder, on se bat pour les conserver, nos pensions sont à nous. » Avec un camarade, on répondait que leurs pensions sont aux générations suivantes. Ce ne sont pas des droits individuels définitivement acquis mais des droits *contingents*. Dans le modèle vraiment multi-solidaire, et même déjà dans le modèle français actuel, tout dépendra de ce que voudront bien faire les générations suivantes, et donc en particulier de ce que nos générations auront fait pour leurs aînés en matière de retraite, mais aussi en matière d'éducation pour les générations suivantes : nous sommes le *maillon* d'une chaîne générationnelle de réciprocités directes et indirectes. Est-ce que l'on veut cela ? Je n'en sais rien. On est dans l'idéologie. Mais ce modèle multi-solidaire suppose bien un renforcement des liens.

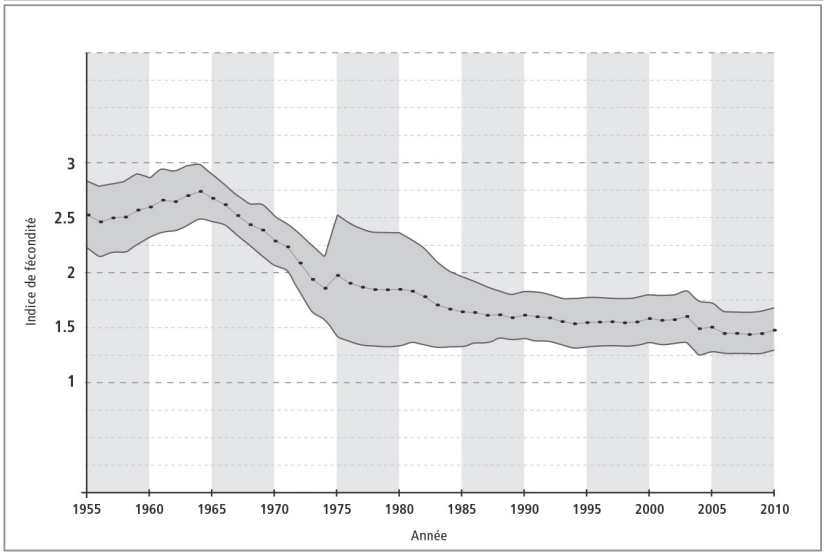
Je vais donner un dernier exemple, tout simple, de cette logique multi-solidaire : si on veut renforcer les liens entre les « vieux riches » et les « jeunes pauvres », on ne prend pas (par l'impôt) aux vieux riches pour donner aux jeunes pauvres, on fait en sorte qu'au-delà d'un certain niveau, les retraites (aisées donc) soient *indexées* sur un indicateur de la réussite des jeunes non qualifiés. D'une certaine manière, le sort des vieux riches est lié à celui des jeunes pauvres. On est dans un monde tout à fait spécial où les vieux riches ne peuvent plus dire « après moi, le déluge ». Nous en sommes loin dans les politiques actuelles…

La fécondité en Europe : différences ou convergences ?

Hervé Le Bras
Institut National d'Études Démographiques

Un présupposé constant et difficilement évitable des projections démographiques touche à la convergence des comportements qu'il s'agisse de ceux des divers pays du monde pour les Nations Unies ou de ceux des régions et des départements pour la France. Or, il est vraisemblable qu'en l'absence de mesures politiques contraignantes au contraire, les différences de régime démographique se maintiennent ou s'accentuent au cours des prochaines années. Le cas de la fécondité, bien documenté, permet de faire le point.

Figure 1 – Moyenne des indices de fécondité des 27 pays de l'UE

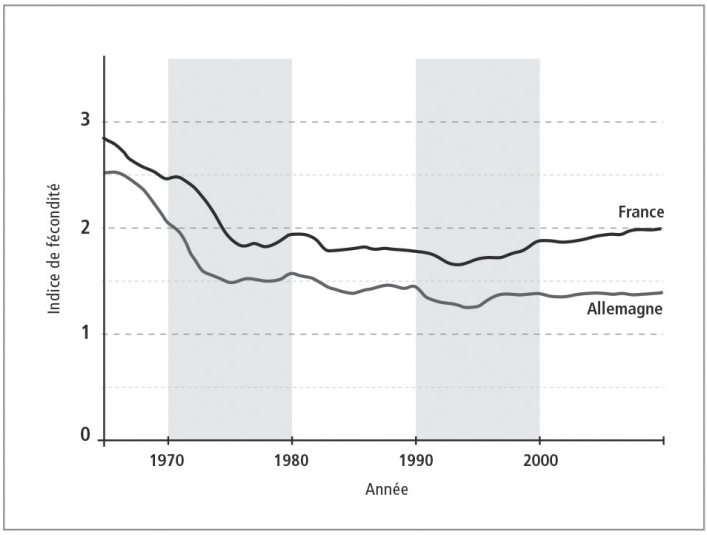


La figure 1 montre l'évolution de la fécondité des pays de l'Union européenne depuis le traité fondateur de Rome ainsi que l'intervalle de confiance de + ou – l'écart-type. Jusqu'en 1974, les indices de fécondité convergent assez rapidement.

L'entrée des nouveaux pays du sud en 1974 augmente brutalement la variabilité (la variance). Elle diminue vite au cours des années suivantes pour parvenir à un niveau qui se stabilise après 1990. Le maintien de la diversité des niveaux de fécondité peut résulter de l'absence d'une politique commune de soutien des familles et d'accueil de la petite enfance. Plus vraisemblablement, la diminution de la variabilité avant 1990 est due à la transition générale des pays développés vers une fécondité tardive et souvent plus faible en raison de la généralisation des nouveaux moyens de contraception. Une fois un nouveau régime de fécondité installé, chaque pays se maintient au niveau qui est le sien.

L'impuissance des politiques volontaristes à changer cet état de fait est illustrée par la comparaison des indices de fécondité de la France et de l'Allemagne. Malgré des politiques familiales très différentes et modifiées à des dates elles-mêmes différentes, les deux évolutions sont strictement parallèles jusqu'au début des années 2000 pour diverger légèrement ensuite, la France retrouvant un niveau de 2 enfants en moyenne par femme tandis que l'Allemagne reste bloquée à 1,4. Même la petite pointe de 1980-82 et le creux de 1973-76 affectent également les deux pays comme s'il existait une conjoncture transnationale de la fécondité.

Figure 2



Faut-il donc incriminer des facteurs culturels et anthropologiques sur lesquels les politiques sociales n'ont guère de prise ? Le retard général de l'âge de la première maternité en est un bon exemple, mais l'indépendance des mœurs et des lois pour parler comme Montesquieu a des limites. En cas de changement social de grande ampleur, la fécondité réagit beaucoup plus fortement et rapidement que la figure 1. L'intégration de l'Allemagne de l'Est communiste à l'Allemagne de l'ouest capitaliste a entrainé un bouleversement de la fécondité à l'est de l'Oder. La RDA avait une fécondité plus forte que la RFA depuis le milieu des années 1970 en raison de mesures fortes prises à l'Est : maintien du salaire de la femme durant trois années après la naissance avec une activité féminine voisine de celle des hommes, attribution d'appartements aux jeunes couples avec enfants, maintien d'une première maternité précoce à 23 ans en moyenne, mais aussi du fait que les générations nées sous le régime communiste, donc dans une ambiance très différente de celle de la RFA, accédaient à l'âge de la maternité. Au contraire, en RFA, au même moment, l'âge à la maternité s'élevait, abaissant un peu plus le niveau observé de l'indice conjoncturel. 1989 marque la fin de l'écart des conditions de la fécondité en RDA et RFA.

On voit sur la figure 3 que l'adaptation de l'Est est violente et rapide. Dès 1991, l'âge à la première maternité augmente nettement, ce qui signifie moins de naissances (elles sont reportées) donc un indice conjoncturel plus faible. Il n'y a pas diminution de la fécondité en terme de descendance finale atteinte par les femmes, mais changement du calendrier des naissances. À partir de son point le plus bas, au-dessous d'un enfant en moyenne par femme, l'indice de l'Est remonte ensuite assez vite pour se confondre quasiment avec celui de l'Ouest de même que la vie à l'Est est désormais organisée de la même manière qu'à l'Ouest. L'effet de mesures ponctuelles est nul comme on l'a vu en comparant l'Allemagne à la France, mais le changement du régime social a au contraire un effet très fort et rapide. De même, l'adaptation de la fécondité des femmes turques en Allemagne a été rapide puisqu'elles ont en moyenne 1,7 enfants, un peu au-dessus des femmes allemandes mais nettement au-dessous du niveau des femmes françaises (2 enfants par femme) et plus encore des femmes turques en France (2,9 enfants).

Un changement de régime politique, donc d'organisation sociale n'est pas la seule cause des changements de fécondité. Des facteurs importants peuvent aussi influencer le niveau de fécondité. Ainsi, actuellement dans l'Union européenne, l'activité féminine est en relation directe avec le niveau de fécondité, mais en sens inverse de ce que l'on pourrait attendre : plus l'activité des femmes est élevée et proche de celle des hommes, plus la fécondité est haute. La figure 4 illustre cette contradiction en tenant compte des deux facteurs évoqués jusqu'ici, l'âge moyen à la maternité et l'activité des femmes. On a disposé les pays selon les deux critères, le niveau d'activité

féminine en abscisse et l'âge moyen à la première maternité en ordonnée (données Eurostat). On a dessiné, à la position de chaque pays, une boule d'autant plus grosse que la fécondité y était élevée.

Figure 3

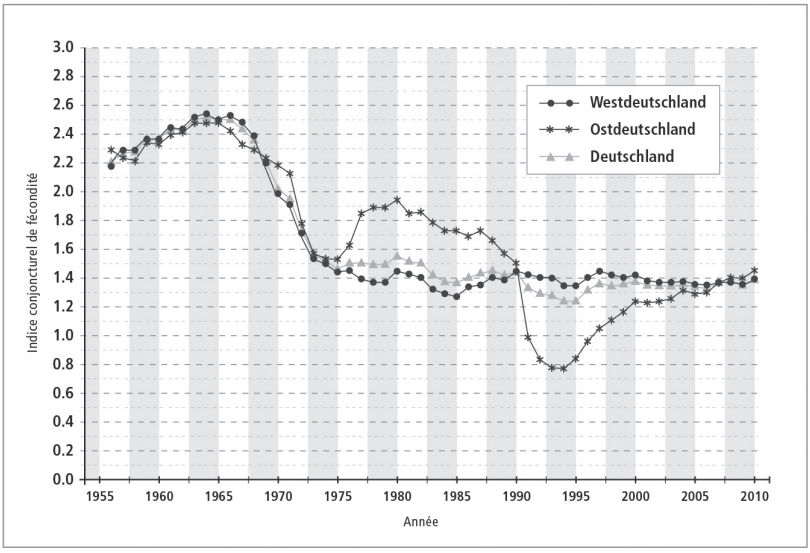
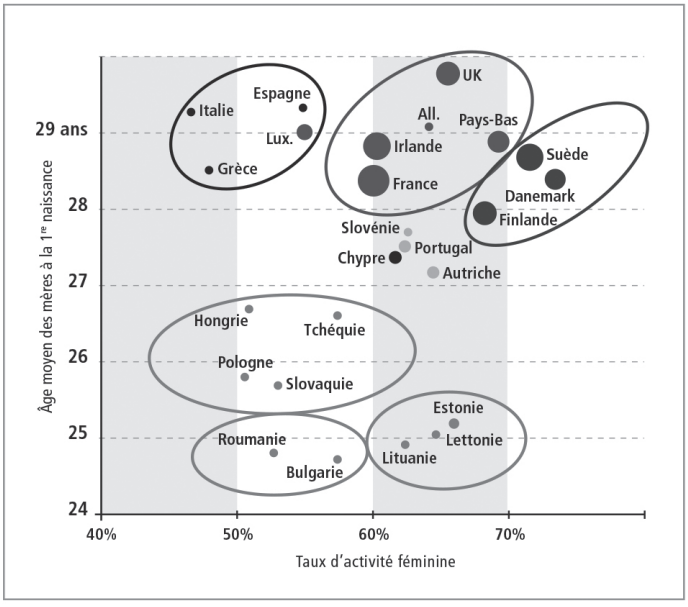


Figure 4



Une organisation presque parfaite se dégage de cette représentation : seuls les pays où la construction de la famille est tardive et où l'activité féminine est élevée jouissent de fécondités élevées. En bas du graphique, figurent des pays de l'Est qui connaissent la même transition que la RDA. Leur faible fécondité est sans doute temporaire. En revanche, pour les pays où la fécondité est tardive, elle est d'autant plus faible que l'activité est moins importante. Nous avons discuté ce point dans d'autres travaux. Notons cependant l'exception de l'Allemagne : fécondité et activité féminine y entrent en conflit au contraire de la France et des pays nordiques qui ont adopté le principe : concilier vie familiale et vie professionnelle.

Les différences de fécondité ne subsistent pas seulement entre pays européens. Elles divisent aussi chaque pays. Le cas de la France est particulièrement net. On y a estimé la fécondité de chaque commune (par un maximum de vraisemblance à partir des naissances selon l'âge de la mère et des effectifs de femmes par âge). Les villes sont moins fécondes que leurs environs immédiats par suite d'un effet de sélection (les familles qui s'agrandissent s'éloignent du centre pour trouver un logement à leur dimension). La différence de fécondité à plus large échelle est plus remarquable : entre l'ouest intérieur (fécondité de 2,35 en Mayenne) et le sud-ouest (fécondité de 1,70 en Haute-Vienne), la différence est aussi importante qu'entre la France et l'Allemagne. Ces différences prennent leurs racines dans des différences très anciennes du rôle de la famille (familles souches contre familles nucléaires, continuité ou rupture entre générations). On pourrait penser que de telles vieilleries sont appelées à disparaître rapidement. Tel n'est pas le cas. Comme pour l'Union européenne, mais sur une plus grande profondeur historique, la fourchette diminue à partir de 1901 (et avant même comme des données voisines établies par Étienne Van de Walle le montrent), mais de plus en plus lentement et se stabilise comme dans l'Union européenne, autour de 1990 à un niveau élevé (plus ou moins 0,3 enfant, ce qui correspond presque exactement à l'écart Mayenne/Haute Vienne). Comme pour les pays européens, la baisse avant 1990 s'explique par les mutations profondes de la famille et en particulier l'extension des moyens de contraception dont, à partir des années 1960, la pilule et le stérilet.

En l'absence de nouveaux changements dans la construction de la famille et dans les procédés de contrôle de la dimension de la famille, il est raisonnable de penser que les différences vont se maintenir ou s'amplifier aussi bien à l'échelle des départements français qu'à celle des pays de l'Union européenne. Il est peu probable que l'âge à la maternité augmente encore car il est déjà à un niveau historique élevé (la crise de 2008 n'a eu aucun effet sur lui, contrairement à la crise pétrolière de fin 1973). En revanche, le reste du monde se rapproche rapidement des fourchettes observées en Europe.

Choc des temps et transition démographique en Europe

Pervenche Berès
Députée européenne

Pour la question démographique, il faut distinguer le temps long et le temps court. Le temps long est celui de l'évolution démographique et de la réforme notamment des retraites ; le temps court est celui de la crise et de ses conséquences en termes de migration. Lorsqu'en 2003, au nom des Nations unies, Kofi Annan avait reçu le prix Sakharov au Parlement européen, il avait fait tout son discours sur l'enjeu démographique, et les migrations, qui attendaient en conséquence le continent européen en regard des autres continents. Cela avait provoqué un vrai malaise dans une grande partie de l'hémicycle, qui traduisait bien comment le choc entre démocratie et migration est une question que nous devons aujourd'hui traiter lucidement.

La question de l'appréhension de la transition démographique n'est pas qu'une question de retraites. J'articulerai mon propos autour de trois enjeux : de quelle transition démographique parlons-nous ? En quoi provoque-t-elle des tensions ? Comment trouver un espace d'apaisement ?

▶ Quelle transition démographique en Europe ?

L'évolution démographique de l'Europe et les phénomènes de migration qui l'ont accompagnée ne sont pas nouveaux. 25 millions d'Européens ont quitté le continent entre 1880 et le début de la Première Guerre mondiale ; à l'inverse, nous sommes devenus une terre d'immigration pendant les Trente glorieuses et cette situation s'est confirmée depuis les années 1990. Notre difficulté actuelle réside dans le fait que nous devons gérer la question des flux migratoires non seulement entre l'Europe et les autres espaces, mais également à l'intérieur de l'Europe, compte tenu des situations

démographiques différenciées des pays européens. Cette question se pose en s'entrechoquant avec une autre, beaucoup plus compliquée dans le temps long : la crise économique, qui aggrave la tension.

L'idée de la libre circulation des personnes est consubstantielle à l'Union européenne : elle est inscrite dans le Traité de Rome comme une liberté fondamentale. Normalement, elle devrait être un événement heureux. Or, lorsqu'on regarde le vieillissement de la population, inégalement réparti entre les pays de l'Union, on voit qu'il y a de très grandes tensions et désordres possibles.

Concernant le marché du travail, les chiffres fournis quant à l'âge effectif d'emploi des personnes âgées ou en fin de carrière correspondent-ils aux offres d'emplois proposées aujourd'hui sur le marché du travail ? C'est une question que nous ne pouvons pas ignorer par rapport à l'âge de départ à la retraite. De plus, le chômage des jeunes, que nous attribuons au fait que les vieux gardent leur poste, est pour moi une question toute relative : partout, toujours, le chômage des jeunes est plus important que celui des autres personnes en âge de travailler. Simplement, elle se pose aujourd'hui avec prégnance car nous atteignons des chiffres absolus insupportables.

En France, nous pourrions nous considérer heureux sur le plan démographique, mais nous peinons à gérer ce potentiel, puisqu'alors que les jeunes devraient être considérés comme une chance pour notre pays – car le principal défi pour demain est celui de l'innovation et que ce sont les jeunes qui en sont porteurs – certains considèrent que c'est un problème puisque cela fait des chômeurs en plus.

▶ Quelles tensions cette transition provoque-t-elle ?

Parmi les tensions qui se sont développées au niveau européen, nous retrouvons celle de l'émigration. Beaucoup ont érigé la Lettonie en exemple absolu du bon élève de l'Union européenne ; mais on oublie de mentionner que dans les mois qui ont suivi l'intervention du FMI en décembre 2008, 250 000 jeunes Lettons éduqués, ceux qui pouvaient « voter avec leurs pieds », ont quitté la Lettonie. Cela représente 10 % de la population. Le même phénomène se produit aujourd'hui en Grèce, au Portugal et en Espagne, au motif que la pression démographique favoriserait un appel d'air au centre de l'Union européenne.

L'émigration au sein de l'Europe, selon moi, ne peut pas être une solution. C'en était une lorsque, avant de rejoindre l'UE, ces pays étaient en dictature. Mais aujourd'hui, le modèle économique européen ne peut pas dire à un jeune Grec, à un jeune Espagnol ou Portugais que le fait de migrer pour faire sa vie professionnelle en Allemagne est le rêve européen.

La deuxième grande tension est la question de la politique économique. Aujourd'hui, elle est déterminée par une société vieillissante qui fait le choix des vieux, celui de la rente au détriment de l'inflation. La pression du modèle démographique dans lequel nous sommes est aussi la traduction de ces choix économiques.

Perspectives d'apaisement

Dans le rêve européen, je ne crois pas à l'idée qu'un grand marché de la libre circulation des personnes serait la solution à la crise. Les jeunes peuvent aussi avoir le droit et l'aspiration à vivre et travailler au pays.

Évidemment, nous devons résoudre la question de la portabilité des retraites. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce dossier, bloqué au Conseil depuis des années, vient d'être débloqué sous l'impulsion de l'Allemagne, afin de permettre la portabilité des retraites entre les pays, et donc de favoriser l'émigration, y compris des cerveaux. Évidemment, nous devons penser l'Europe comme un espace global de solidarité. Nous devons autoriser l'émigration. Mais cela ne peut pas être la réponse à la crise que nous traversons.

Nous devons poser la question du financement des retraites, et donc de leur portabilité, dans le grand marché qu'est l'Union européenne ; mais cette portabilité ne peut pas se faire à sens unique. Elle doit être dans l'intérêt de tous, ce qui signifie encore une fois la possibilité de vivre et de travailler au pays.

Mais au-delà, il faut poser la question des stabilisateurs automatiques au sein de l'union économique et monétaire, et donc de la définition d'une indemnité chômage minimum. Il faut aussi poser la question de l'union bancaire, qui doit permettre de recréer des emplois à la périphérie – ce qui permettrait d'améliorer le rapport entre actifs et inactifs et donc les conditions de financement des retraites.

Échanges

Question du public

Ne faudrait-il pas un changement culturel dans la perception de la jeunesse, accompagné d'un changement de politique sociale et économique afin d'intégrer la jeunesse dans le corps social au lieu de la considérer à part ? Ne faudrait-il pas mettre en place une politique favorisant son autonomie financière et intellectuelle ? Je croyais que ma question concernait surtout l'Europe, mais je me rends compte qu'elle se pose également aux pays en voie de développement.

André Masson

La réponse dépend de la manière dont on conçoit la famille comme pourvoyeur de bien-être, en particulier pour les jeunes et les plus âgés. La position que l'on peut avoir est nécessairement idéologique, dans le bon sens du terme, selon la vision du monde que l'on a.

Si vous pensez que les parents savent, veulent et font mieux que quiconque ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants, dans ce cas vous considérez que l'entraide familiale doit continuer et que le jeune peut prendre son autonomie à vingt-cinq ans. C'est ce que j'appelle le modèle multi-solidaire traditionnel.

Si vous êtes pour l'égalité citoyenne, vous n'aimez pas la famille : vous êtes pour le lien direct entre tout individu citoyen et l'État. Vous considérez que ce que fait la famille est souvent inefficace et qu'elle induit un traitement inégalitaire – selon que vous êtes né dans une bonne ou moins bonne famille, selon l'héritage, du fait aussi des inégalités entre hommes et femmes au sein de la famille... Le rattachement à la famille a également des effets pervers. Par exemple, cette jeune fille de vingt-quatre ans que j'emploie dans mon entreprise, ce n'est pas la peine de la payer puisqu'elle vit chez ses parents : je vais donc lui faire un petit stage et la payer 100 euros par mois, cela lui suffira largement. Elle n'est pas une personne à part entière.

Si je veux éviter ces effets pervers grâce à l'égalité citoyenne, je demande l'autonomie totale de la personne, et ainsi la possibilité d'avoir des ressources propres, y compris par des dotations. Mais en France, un tel système se heurterait à l'obligation d'entretien des parents à l'égard de leurs enfants.

Hervé Le Bras

Nous avons cité le taux de chômage très élevé des jeunes comme une particularité de la France. Mais il s'agit des jeunes qui ont quitté le système de formation. Ce n'est pas la même chose : c'est une partie seulement des jeunes, ceux les moins éduqués et donc les plus soumis au chômage.

On touche là à un autre problème : la France est l'un des pays du monde où les jeunes entrent le plus tard sur le marché du travail, à cause certes des difficultés économiques, mais aussi d'un mythe méritocratique qui exige des diplômes, tous amassés en début de carrière – après quoi, c'est fini : on passe au travail. C'est un très mauvais système, d'abord parce qu'il immobilise longtemps le jeune. Il a donc moins d'autonomie. Ensuite, parce qu'alors qu'il est fréquent dans d'autres pays d'Europe de suivre une nouvelle formation pour se lancer dans une seconde carrière, le travailleur Français ne fait que suivre une vague formation permanente.

Je vais dire les choses franchement : ces formations continues représentent 31 milliards d'euros fichus en l'air chaque année en France alors que l'on pourrait, comme cela se fait notamment dans les pays anglo-saxons, suivre à 35 ou 45 ans une seconde formation où l'on apprendrait un autre métier. L'idée que l'on va avoir le même métier toute sa vie ne fonctionne plus : on vit de plus en plus vieux et la durée de validité des formations est de plus en plus faible.

André Masson

Il y a un problème de valeurs. Celles-ci peuvent évoluer très vite, y compris en faveur des jeunes. Une jeune sociologue a travaillé sur ce qui se passe actuellement en Espagne, où l'on part de la maison beaucoup plus tard qu'en France et où la famille est l'hôtel de luxe. Un ministre a essayé de mettre en place des studios pour les jeunes ; ils ont répondu qu'ils vivaient mieux chez leurs parents. La situation est donc très différente de ce qui se passe en Angleterre ou en Suède, où cela ressemble à ce que décrit Hervé Le Bras. En Espagne, 50 % de ces jeunes sont au chômage. Tout le monde dit que la famille est formidable parce qu'on est bien obligé de passer par elle – c'est tout ce qui reste. Mais rien ne dit que nous n'aurons pas une autre possibilité dans dix ans. Votre problème est donc qu'il faut que vous vous battiez pour des valeurs avant de vous battre pour l'argent. L'argent viendra après.

Question du public

Nous sommes à peu près 7 milliards d'habitants sur la planète. Si nous continuons de croître ainsi, nous allons atteindre un seuil où nous ne pourrons

pas nourrir tous les êtres humains. Ne serait-il pas plus logique de régler d'abord ce paramètre avant de décider de la durée de cotisation, de l'âge de la retraite, du niveau des pensions ?

Hervé Le Bras

Savez-vous que vos vœux sont sur le point d'être exaucés ? Nous approchons de la fin de l'explosion démographique. Si vous considérez l'évolution de la population, vous voyez qu'elle augmente de pratiquement 100 millions d'êtres humains supplémentaires chaque année. Mais si vous prenez en compte un autre graphique que l'on ne montre jamais, celui de l'évolution du taux de croissance de la population mondiale, vous constatez qu'il diminue régulièrement et en continu depuis 1975. Cette année-là, le taux de croissance de la population mondiale était de 2,1% par an, soit à peu près un doublement tous les trente ans ; maintenant, il est entre 1 et 1,1%. Si nous continuons à ce rythme, ce qui est très vraisemblable, nous tomberons à 0% vers 2050. Nous serons alors entre 8,5 milliards et 9 milliards.

Une population mondiale supérieure à 9 milliards est considérée désormais comme une perspective irréaliste. Il y a quelques années, l'UNESCO a organisé une grande conférence intitulée « Explosion ou implosion démographique ». Je vous fiche mon billet que lorsque la croissance sera devenue trop faible, les prophètes de malheur diront que l'humanité va disparaître.

Question du public

Qu'en est-il de l'Asie ? La croissance démographique des pays asiatiques est un net avantage pour eux et pourrait avoir un impact, dans les vingt à trente ans à venir, sur l'économie mondiale.

André Masson

À l'OCDE, on m'a un jour interrogé sur le problème des solidarités familiales entre générations en Corée. Ce pays, qui comptait six enfants par femme dans les années 1960-1970, a vu baisser son taux de natalité à 1,2. Le choc est énorme. Nous pensons les évolutions démographiques comme un bateau à voile qui vient mourir avec sa voile tout doucement dans le port ; or, ce n'est pas du tout ce qui se passe en Asie. Les évolutions démographiques vont y être plus rapides que les évolutions économiques. La Corée est l'un des pays les plus jeunes au monde ; elle va devenir l'un des plus vieux en l'espace de vingt ans. Donc, que va-t-il se passer en Corée pour les solidarités familiales ? Je n'ai pas su répondre grand-chose. Nous ne savons pas, en Europe, traiter ce genre de changements démographiques.

Jean-Michel Charpin

Je dirais en conclusion que la transition démographique met en cause trois niveaux au moins.

–Le premier niveau est celui des retraites, ainsi que de la dépendance des personnes âgées, qui se pose un peu de la même façon. La réforme des systèmes de retraite est au centre des débats depuis une vingtaine d'années et va le rester encore quelque temps, mais pas si longtemps que cela.

–Le deuxième niveau est très lié au premier : l'emploi. La façon la plus naturelle de financer les retraites, et demain le soin des personnes dépendantes, est de faire travailler plus longtemps les personnes. Cette logique prévaut dans tous les pays, y compris en France, et va se poursuivre. Mais cela suppose que le marché du travail est apte à accueillir ces personnes. Parallèlement, tous ces efforts seraient perdus si la jeune génération, qui va assurer la relève, ne trouvait pas elle aussi des emplois. D'où la nécessité de s'assurer que l'intégration des jeunes au marché du travail se passe bien, en s'occupant de leur formation, de leur éducation et en faisant en sorte que les conditions de coûts soient adaptées.

–Un troisième niveau est apparu sans cesse dans notre discussion : celui de la répartition des revenus et des patrimoines. En effet, pour financer les réformes susdites, il va falloir modifier la répartition. André Masson a poussé les choses à l'extrême. C'était utile à l'intérêt de notre discussion. Mais même si nous n'allons pas aussi loin que sa proposition, il est certain qu'il faudra se poser la question de la répartition des revenus et des patrimoines. La génération active actuelle est en moyenne prospère : il va falloir, d'une façon ou d'une autre, organiser un transfert de revenus de patrimoine de cette génération vers la jeune génération.

15.

Relancer la gouvernance économique mondiale

Avec la mondialisation, les économies nationales sont beaucoup plus intégrées que les politiques économiques nationales ne sont coordonnées entre elles. De cet écart persistant naît une part de l'instabilité mondiale.

Peut-on s'attendre à une réduction de cet écart sur le long terme ? Par une remise en cause de la mondialisation, ou par des progrès significatifs de la gouvernance mondiale ? Le G20 a limité, depuis 2009, le recours au protectionnisme. Mais il paraît atteint d'une grande « fatigue » et il n'a pas le pouvoir d'édicter des normes internationales appliquées par tous ; Bâle III en est un exemple.

Faut-il créer de nouvelles instances internationales ou donner un réel pouvoir à celles qui existent déjà ? Comment contenir la « guerre des monnaies », assurer une production suffisante de biens collectifs mondiaux et éviter la multiplication des jeux non coopératifs ? Si la régulation mondiale s'avère limitée, peut-on compter sur des régulations régionales comme solution d'attente ?

Contribution du Cercle des économistes

Christian de Boissieu

Témoignages

Lawrence Cannon • Steve Clemons • Jendayi Frazer • Kazumasa Iwata
Pierre Sellal • Tatiana Valovaya

Modérateur

Ricardo Sorrentino

La gouvernance mondiale en panne

Christian de Boissieu

Qui a en tête que la Russie a présidé le G20 en 2013 ? Qui se soucie vraiment de l'agenda de la Présidence russe et des attentes possibles à propos du prochain sommet de Saint-Pétersbourg ? Pourtant, le format du G20 constitue un progrès indéniable en comparaison du G7/G8, qui lui n'a plus beaucoup de raisons d'être mais continue à se réunir en traitant de sujets qui concernent encore plus… le G20 (la régulation d'Internet, les révolutions arabes, la conjoncture économique…).

La crise, qui avait relancé la concertation mondiale après la faillite de Lehman Brothers, est loin d'être terminée, et, pourtant l'intérêt pour le G20 est déjà retombé. Cela tient à plusieurs facteurs : montée des comportements non coopératifs, absence d'effectivité des recommandations du G20 sur de nombreux sujets, faiblesse économique et politique de l'Europe qui a perdu – souhaitons que cela soit transitoire – sa force d'impulsion si décisive dans le passé pour faire avancer la coopération internationale.

Pourtant, le programme affiché par la Russie en décembre 2012 ne manquait pas d'ambition. Tout entier articulé autour de l'objectif de croissance, il met en avant l'investissement et la création d'emplois, la quête de la transparence et de la confiance, les réformes réglementaires en particulier dans la finance. Difficile d'être en désaccord ! Mais, en reprenant point par point cette feuille de route, on constate que l'évolution se fait plutôt dans le mauvais sens. Soyons net : la Russie n'y est pas pour grand-chose ; elle ne fait que gérer une « fatigue » du G20 apparue depuis deux ans. Mais elle projette quand même sur la coordination internationale ses propres incertitudes et hésitations.

La gouvernance mondiale bute sur quelques questions de fond. Tant qu'elles ne seront pas résolues, il sera difficile d'avancer :

■ **Quelles institutions ?**

La tentation de l'« inflation institutionnelle », consistant à créer une nouvelle institution dès qu'un nouveau défi apparaît, reste forte (exemple du projet de création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement). L'expérience montre qu'il vaut mieux renforcer les compétences et les prérogatives des institutions déjà en place plutôt que de multiplier les instances de coopération au risque de démultiplier les difficultés de coordination entre elles. Concrètement, cela veut dire relancer l'OMC sur de nouvelles bases et élargir ses compétences vers les questions environnementales, conférer un rôle accru au FMI – un FMI devenu, heureusement, plus pragmatique sous l'effet de la crise mondiale – en matière de surveillance des risques systémiques, etc.

■ **Quelle représentativité et quelle responsabilité des instances de la gouvernance mondiale ?**

On trouve ici des sujets sensibles mais importants comme la sous représentation de l'Afrique autour de la table du G20 (elle est indirectement représentée par les organismes internationaux présents, mais seule l'Afrique du Sud participe directement au G20), ou, pour ce qui concerne le volet *accountability,* la question des liens entre le G20 et des instances à vocation mondiale comme l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, etc.

■ **Quelle efficacité ?**

Il y a d'abord un débat sur la nature des décisions et des conclusions des différents canaux de la coordination internationale. Ainsi, le G20 fait, pour la régulation bancaire et financière, des recommandations au FSB *(Financial Stability Board),* qui lui-même ne peut émettre également que des recommandations… C'est, par exemple, le processus suivi pour l'élaboration et la mise en œuvre de Bâle III. L'Europe transforme souvent les recommandations venant de la gouvernance mondiale en directives ou règlements à valeur normative pleine pour les pays membres (après transposition nationale pour les directives). C'est la CRD IV qui a transposé Bâle III dans l'espace européen. Une telle configuration mondiale, avec donc des applications très différentes des recommandations du G20 d'une zone géographique à l'autre, engendre des distorsions de concurrence – le contraire du fameux *level playing field* – donc des tensions permanentes. Pour prolonger l'exemple précédent, les Américains ont déclaré récemment leur intention de ne pas appliquer Bâle III, ou de le faire de manière très partielle. D'où le risque d'un jeu non coopératif sur cette question centrale pour la prévention et la gestion des risques systémiques.

Parce que la pression des pairs ne suffit pas même si elle est nécessaire, il faut réfléchir à la possibilité de doter les instances internationales de forces de rappel voire de pouvoirs disciplinaires pour contraindre les pays déviants à respecter les grands principes de coopération arrêtés en commun. Dans le cadre d'une OMC aujourd'hui faible face aux tentations protectionnistes ici ou là et à la multiplication des différends commerciaux bilatéraux (entre la Chine et l'Europe,…), l'Organe de Règlement des Différends (ORD) fait figure d'exception par son effectivité, et il faudrait s'en inspirer pour d'autres sujets conflictuels (exemple des taux de change). Comment « durcir » des institutions internationales aujourd'hui trop *soft* voire faibles ? Je pense au cas de l'OICV (IOSCO en anglais), qui rassemble plus de 160 pays autour des thèmes essentiels de la régulation financière, mais ne peut compter que sur la bonne volonté de chacun et la pression des pairs pour rendre effectives ses recommandations.

L'essoufflement du G20 se manifeste à tout bout de champ. La guerre des monnaies ? Elle reprend de plus belle en 2013, avec un Japon focalisé sur la baisse du yen, des Américains ravis, quoiqu'ils en disent, de la faiblesse du dollar, une Chine qui continue à freiner l'appréciation de sa devise, d'autres pays émergents dotés d'excédents extérieurs significatifs et de réserves de change abondantes et qui résistent à la revalorisation de leur monnaie… Pour cette guerre des monnaies, l'Europe n'est pas spécialement bien armée. Une illustration plutôt qu'une preuve : après plus de trois ans d'une crise grave de la zone euro, le taux de change de l'euro est surévalué de près de 15% vis-à-vis du dollar ! Si jamais le recul du dollar devait reprendre dans les deux années qui viennent et si l'euro devait s'apprécier alors par défaut, il faudrait bien que la zone euro fasse comme les autres zones c'est-à-dire se dote via la BCE, d'une vraie politique de changes.

■ Les déséquilibres internationaux ?

Loin d'avoir rejoint des niveaux soutenables à terme, malgré la réduction notable de certains de ces déséquilibres (déficits américains, excédents japonais transformés à certaines périodes en déficits,…), la réforme du (non) système monétaire international et la réduction de la volatilité des prix des matières premières, deux thèmes essentiels à l'époque de la présidence française du G20 ? Aux oubliettes pour longtemps. Pourtant, une spéculation excessive alimente une financiarisation dommageable de nombreux marchés de matières premières. Le changement climatique ? Règnent ici la confusion et la démobilisation.

Quelles leçons l'Europe doit-elle tirer de cet état de fait ? Il lui faut essayer de relancer le G20, en s'appuyant sur quelques grands pays émergents : l'Inde, le Brésil,… probablement plus que la Chine, sans oublier l'Afrique sous-représentée au G20 comme indiqué. Encore faudrait-il que les Européens parlent d'une seule voix !

Pour le reste, l'Europe doit avancer dans la mise en œuvre de Bâle III, dans la taxation des transactions financières et sur la question de la rémunération des traders, etc. Il est moralement choquant et financièrement inquiétant que les États-Unis, à l'origine de la crise mondiale, traînent la patte sur tous ces sujets, sans oublier plus près de nous l'attitude souvent peu coopérative de la Grande-Bretagne. Mais l'Europe doit aussi balayer devant sa porte. La crise de la zone euro appelle des progrès significatifs dans la gouvernance économique et politique de l'UE, mais plus particulièrement de la zone euro. Tant que l'Europe n'aura pas réussi à relever les défis de sa propre gouvernance, il lui sera difficile de parler d'un seul bloc au G20 et dans les autres instances de coordination internationale, et d'être écoutée lorsqu'il s'agit d'élaborer une gouvernance mondiale digne de ce nom.

Are we in the Doldrums?

Jendayi Frazer
CarnegieMellon University

I am from the United States and have a U.S. perspective, but I am also interested in talking more generally about this issue of global economic governance and, in fact, whether we are in the doldrums or not. One of the interesting aspects of that is that we need to move beyond a Western-centric approach, and certainly Europe, and the U.S. in particular, being a hegemonic power at the end of World War II, was able to play an important role in bringing about the global architecture that we find ourselves living with today.

The 2008 financial crisis was one of the most important shocks to that system, a system that one realized needed to change long before the 2008 financial crisis. It mainly needed to change because of the importance of many new countries in the system, *i.e.* former colonial countries which are now sovereign representatives in the international system. That shock leads to a discussion about inclusiveness; it leads to a discussion about democratizing power within the global economic architecture.

▶ A misrepresentation of the global architecture?

I will just make three major points. One is that the system comes about through power, and it is very clear that currently the global economic architecture is over-represented, especially by Europe. I would like to say that power cedes nothing without a struggle, so for that system to become more legitimate and to become more representative will require the inclusion of more countries from Africa, the Middle East and Latin America, and someone has to lose seats for that to happen.

The continent that is most represented in these institutions is in fact Europe because of the EU's presence as well as so many different countries,

so there has to be a willingness to effectively give up power in order to have global governance institutions that are more effective and more representative. That is the first point.

Is the system in the doldrums?

The second point is about the question of the system being in the doldrums. Asia and Africa continue to grow while Europe and the U.S. have been more stagnant since the 2008 financial crisis, so one can ask the question as to what degree these global institutions of governance affect the capacity for economies to grow and be robust over the long term. I would say that the heterogeneity and the disarticulation, especially in Africa, which has not been so well integrated in the world economy, proved to be a strength. It is certainly also a missed opportunity regarding the benefits of being integrated in the global economy, especially in terms of trade competitiveness and other areas such as access to capital.

That disarticulation was quite helpful, so my second point is that we have to be aware of this heterogeneity and of multiple interests in what were to that point the non cooperative countries such as China, Russia and others. This may actually be helping to break a system that needs to be changed moving forward towards new global institutions that can fit with the more complex world we are in today.

The U.S. played an important role in this regard during 2008, when it moved the center of power, decision-making and coordination away from the G7 and towards the G20, which is obviously more representative but not sufficiently inclusive. Therefore, it does take that type of leadership, and China in particular can play that role, but I also think Russia breaking away challenges that system. That is the second point.

What path forward?

The third point concerns the path forward. Until these institutions have greater legitimacy and are more inclusive, I would be reluctant to see them in anything other than a coordinating and advisory capacity; in other words, I am not for greater enforcement, putting more teeth in institutions that are not representative.

Secondly, more institutions are necessary, and the idea of a BRICS bank is quite helpful. I do not see it as a threat, and in fact what it represents is the global south taking greater responsibility for the system and the maintenance of the system. Since World War II up to this point, the U.S. and Europe have maintained the system; they do not have the capacity, nor is it desirable for them to continue in that role. Therefore, moving to these other types of regional and differently allied institutions is very important.

The question of power

Finally, let me just underline all of this with the question of power. These systems are not just there to grow wealth universally. All of these institutions are based on power dynamics. The U.S. will call the UK and suggest moving to greater coordination through some means; the UK will call France; France will talk to the EU. It really is a system of collusion by the West in their interests, and that is what states do. Economies are interdependent, but states still have national interests and they have global alliances.

I do not see power ceding without a struggle, so it will take Europe recognizing its own self-interest in maintaining a system where it benefits but which is more inclusive, so some European countries will have to lose some of their representation.

A Tectonic Shift of Economic Power

Kazumasa Iwata
Japan Center for Economic Research

I would like to make three points on this global economic governance issue. After the Lehman shock, we observed a quiet resurgence of protectionism in world trade, and also that the stability of the international monetary system had been undermined by the wide fluctuations of the major currency exchange rates. However, this happened against a background of a relative economic power shift, where economic growth was slowing down on the one hand, and on the other, China and other emerging economies were seeing more rapid growth. There was a tectonic shift of economic power, which also tended to weaken existing global governance in the economy.

▶ Five discriminators in 64 countries

Therefore, I want to talk about this relative economic power in the future. Our centre, JCER, presented The World Economy in 2050, and examined what would happen to this relative economic power in the world economy. Our starting point is the recognition that the difference in total factor of productivity in the economy, that is, the efficiency of individual national economies, is strongly affected by the difference in quality of institutions, and by institutions I mean political systems, including the rule of law and democratic development, the degree of openness of an economy, the flexibility of its labor market and ease of operation of business, and also the gender gap. These are the five elements we took up, and we collected a great number of indicators for 64 countries.

We assessed to what extent these differences in institutional quality affects the factor of productivity and identified that the high per capita gross

national income (GNI) countries have better quality institutions. Our finding is that the US maintains the status of economic hegemony: even in 2050 the US will still be the largest economy. The second finding, on the other hand, is that China will fall into the middle-income trap and cannot achieve higher per capita GNI; according to our forecast, China's per capita GNI will remain at an upper limit of USD12,000.

The third finding is that, if Japan succeeds in achieving its growth strategy, it will be back. Prime Minister Abe said at the end of February that Japan was back, and so was he. Japan can achieve the third rank in per capita GNI if it succeeds in implementing an improvement of its institutions, notably the gender gap, the openness of its economy, and the flexibility of its labor market. This is the first point.

▶ Japan will be back

The second point concerns trade in the Asian area. The role of regional arrangement in Asia is very important in the face of the unsuccessful attempt to negotiate the WTO Doha round. Actually, I find this regional solution, with the first steps taken by Mr Abe in the joint discussions on the Trans-Pacific Partnership, is very important, because this regional arrangement is oriented to the issues of 21st century trade, that is, the construction of global supply chains in the world economy. Unfortunately, the Doha round failed to take up this issue, but this regional solution actually promotes better quality institutions in Japan, so I think it is crucial to promote this development in Asia.

Japan took the lead in establishing in APEC, and APEC has an open regionalism, that is, regionalism without discrimination, and this is a very important message for the global trading system as a whole.

Thirdly, Japan is involved in this currency war, but I find that this international spillover effect into other countries also depends on a different exchange rate systems being adopted by different countries as well as the difference between institutions. Emerging countries with better-equipped institutions suffer much less damage, and therefore in this case these institutions are also very important. Finally, it has been argued that there is beggar-thy-neighbor effect arising from the expansionist monetary policy of advanced economies, but my argument is quite different. There may be a case of a beggar-thyself effect; flexible exchange rate systems impose no limit on fluctuation, but there is actually an upper limit, because if there is too much appreciation, exporting industries cannot survive, and at the lower limit, there is also trade deterioration if the Yen depreciates too much. We lost 30% of our electricity capacity after the great earthquake and have to import high-priced energy; if, combined with this, the Yen depreciated excessively, we would enter recession. Therefore, there are upper and lower limits even within flexible exchange rates.

Décider et imposer : deux impératifs de la bonne gouvernance

Pierre Sellal
Ministère des affaires étrangères et européennes

Quels sont les paramètres d'une gouvernance économique internationale effective et efficace ? Aujourd'hui, ces paramètres sont respectés et mis en œuvre de manière insatisfaisante ou partielle. Quels pourraient être les agents d'une relance et que pourrait faire l'Union européenne à cet égard ?

Les paramètres d'une bonne gouvernance économique mondiale

Schématiquement, il y a trois paramètres.

– *La légitimité.* Elle suppose la représentativité. En matière économique, la représentativité peut et même gagne à être censitaire dans certaines limites, c'est-à-dire assise sur la puissance économique au nom de la capacité à faire et de la crédibilité de la décision.

– *L'effectivité.* C'est la capacité à décider, mais aussi à assurer le respect des décisions prises, à définir une norme et à imposer effectivement sa mise en œuvre.

– *La cohérence.* Elle suppose elle-même deux exigences : la synthèse (la capacité à combiner les différentes perspectives et à éviter les logiques de silos ou de verticalité) et la continuité dans la prise de décision et dans l'action.

Ces trois paramètres ne sont pas satisfaits aujourd'hui, ou de manière très partielle.

Si on le compare au G7, le G20 a été une tentative de recréer une légitimité internationale en matière de gouvernance économique. Mais cette légitimité est insuffisante – le seul fait que le continent africain soit représenté par

un seul pays ne permet pas au G20 de se prétendre la représentation de la communauté internationale, même s'il représente 90% du PIB mondial. De plus, la cohésion interne est insuffisante : au fur et à mesure que l'urgence de la crise s'éloigne, des oppositions d'intérêts se font jour, des rivalités se renforcent. De manière générale, l'éloignement de l'urgence de 2008 suscite un délitement de la volonté collective qui faisait toute la légitimité et l'attente placée dans le G20 en 2008-2009.

Du point de vue de l'effectivité, si celle-ci est aujourd'hui prise en défaut, c'est avant tout – c'est un peu paradoxal – parce que la capacité de décider et celle d'imposer ne sont pas réunies dans la même main. La gouvernance économique mondiale combine :

– d'une part un système multilatéral classique avec les organisations des Nations unies, l'OMC, etc. ; ces organisations sont dotées de la capacité à édicter des normes, à recourir à des procédures de règlement des différends et à imposer l'effectivité de leurs décisions ; mais elles sont de moins en moins capables de décider parce qu'elles sont tributaires de consensus politiques à cent soixante pays de plus en plus difficiles à réunir ;

– d'autre part le G20, qui a plus qu'un pouvoir de recommandation – il a été capable de prendre dans certains domaines de véritables décisions – mais est totalement dépourvu de moyens pour les faire appliquer. Il n'y a pas de secrétariat, pas de mécanismes de vérification et *a fortiori,* rien permettant des sanctions.

Quant à la cohérence, elle est défaillante pour au moins deux raisons. Premièrement, la multiplicité des acteurs : les organisations spécialisées des Nations Unies, les institutions financières, le G20 lui-même, et quantité de groupes et d'organisations non gouvernementaux, corporate ou autres. Tous ces acteurs agissent dans le domaine de la gouvernance internationale sans aucune hiérarchie entre eux, aucune passerelle de communication. Même s'ils traitent le même sujet, ils se révèlent dans l'incapacité totale à faire converger leurs points de vue. Deuxième source de défaillance de la cohérence : l'absence de continuité dans la prise de décision et son application. Les présidents du G20 se succèdent, les négociations climatiques aussi ; la décision (qui peut être multilatérale) est découplée de la responsabilité d'appliquer (qui est de compétence nationale).

Toutes ces raisons justifient le diagnostic sévère établi par Christian de Boissieu en introduction de cette table ronde.

▶ L'Union européenne et la relance

L'Europe se veut depuis toujours le champion du multilatéralisme et d'une gouvernance internationale plus affirmée. Elle n'a pas réussi pour autant ces dernières années à se montrer comme une force d'entraînement et de décision. Il y a trois raisons essentielles à cela.

– L'Union européenne a fait le choix d'objectifs ambitieux et vertueux pas toujours à sa portée. Ces objectifs ont affecté sa crédibilité dès lors qu'ils paraissaient en deçà ou au-delà de sa capacité économique.

– Sa tendance à l'exemplarité unilatérale se confond parfois avec l'aventurisme, parfois même avec la naïveté, lorsque l'Union met en œuvre des mesures sans attendre que les autres États les adoptent.

– Son incapacité, qui se révèle de plus en plus coûteuse, à obtenir de ses partenaires qu'ils appliquent les normes définies en commun.

L'exemple le plus emblématique de cette situation est la politique en matière climatique. L'Union européenne s'est fixé à ce sujet des objectifs qui aujourd'hui apparaissent très ambitieux au regard de ses capacités économiques et de ses politiques énergétiques. Elle les a mis en œuvre au niveau européen sans veiller à un *level playing field* satisfaisant, notamment par l'absence du fameux mécanisme d'inclusion carbone. Elle est aujourd'hui incapable d'appliquer des normes mêmes non discriminatoires à ses concurrents – je pense en particulier au transport aérien.

Même constat pour les normes prudentielles en matière bancaire. Même constat pour les normes comptables internationales.

Cela dit, je suis convaincu que l'Europe garde une capacité importante d'agir, parce qu'elle représente encore le modèle le plus achevé de gestion en commun de compétences nationales, même si ce modèle a un peu pâli à la lumière de sa situation économique. L'Europe ne peut retrouver sa capacité de leadership ou en tout cas d'entraînement souhaitable que si :

– elle retrouve la croissance ;

– elle règle ses problèmes internes de gouvernance ;

– elle se montre plus assertive, c'est-à-dire capable d'imposer de la réciprocité dans ses politiques et d'imposer un authentique *level playing field ;*

– elle se montre capable de faire bloc dans davantage d'organisations, par des positions unifiées, ce qui suppose la résolution de divers problèmes politiques et institutionnels.

Le rôle de la France dans tout cela est d'essayer d'agir pour qu'il en soit ainsi, en plaidant pour davantage d'intégration, en mettant de l'ordre dans ses propres affaires et en essayant d'être aussi exemplaire que possible dans divers domaines, comme par exemple la perspective de sa présidence de la conférence climat de 2015.

For a Proper Regional Integration

Tatiana Valovaya
Minister, development of the integration and macroeconomics,
Eurasian Economic Commission

The Eurasian Economic Commission is an executive supranational body of the Customs Union of the three countries, Russia, Belarus and Kazakhstan. It went into operation on January 1st, 2010, but the history of the Eurasian economic integration is very complicated and long. It started over 20 years ago, when two very important geopolitical events happened in Europe and Eurasia.

On December 8, 1991, in Belovezhskaya Pushcha it was decided to dissolve the Soviet Union. A day later in Maastricht leaders of the European community made the decision to create the European Union.

So a new union –the European Union– emerged, built on entirely different economic and political principles.

But after the disintegration of the Soviet Union it didn't take the newly independent states long to understand that it would be very hard to survive on their own since for decades they had been part of a single economic mechanism. The need for integration on a new basis became apparent.

However, we really managed to start the process pragmatically and economically only in 2008. Why was this? It was the economic crisis that helped us, because during the crisis we understood we needed to find new ways to minimize its effects. That was one part of the story. The other part of the story was that at this period, we all understood that the global architecture was changing, and if we wanted to be key players in the future global architecture, we should have proper regional integration.

▶ A crisis of the global governance

The crisis we are witnessing now is not a crisis of the global economy. The global economy did have crises before and will afterwards, but what we are witnessing now is the crisis of global governance, because we do not have global governance of the kind we had some 50 years ago.

There are too many players in the global economy. When the predecessor to the WTO, the General Agreement on Tariffs and Trade, was created, it had fewer players than the current EU. The IMF also had fewer players, and of course it was much easier to make decisions when you had 20-30 key players than when you have 200 players.

We only have three players in our Customs Union, but it is still very difficult to make decisions, and I cannot imagine how to make decisions between 28 in Europe or more than 150 in the WTO. Therefore, there is no question that we are witnessing a process of creating new global governance, and of course some players should lose their places, but it is very difficult to kick someone out of the club. However, it is necessary if you want to have a normal club, a G20 or G28 or whatever the number. It is possible to have an efficient and legitimate club.

Before or parallel to creating this club, we will have the process of regional integration taking place, and what we are witnessing now is new international regional structures which are being created. They are being created in Europe and Asia, in Latin America, and if the key players in the world are these key integration organizations plus some key countries too big to integrate, then we will have a more legitimate global governance. Therefore, if a lot of countries unite into economic teams following their economic interests, it will be easier to find a consensus between them.

▶ The need for common, basic rules

However, there is one necessity. When you are speaking about integration, such as the way to globalization not fragmentation, it is necessary that these regional economic organizations are rather similar in their basic rules, otherwise they will not be able to find solutions. How do we find such a basis? Firstly, they should all stick to some global rules within the WTO or the IMF, and secondly, they should follow certain common strategic principles. That is why in creating the Eurasian Economic Union, which will come into force on 1 January 2015, we are not looking to restore the Soviet Union.

We are being inspired by the EU. We know it is going through rough times, but we still believe that it is the best model of regional integration. The fact that European countries are making efforts to integrate more strongly really shows that it is an efficient and working model, and if we integrate in our part of the world on a similar basis, it will be possible to find links.

I am sure that the global economy, which will consist of several key regional integration units and several key players which are too big to integrate, will follow the same economic rules, and then we will have a global economy which is more predictable, manageable and less susceptible to economic crises.

La gouvernance mondiale, une question de convergences

Lawrence Cannon
Ambassadeur du Canada en France

La gouvernance économique mondiale, vers quel objectif ?

La relance, ou la réforme, de la gouvernance économique mondiale est une préoccupation importante des responsables politiques et économiques français, mais également dans le reste du monde. Je le constate dans mes discussions à Paris. Je le vois dans les médias d'information. Cette réforme constitue un objectif très partagé. J'aimerais pourtant rappeler une évidence, d'autant plus grande pour moi que je viens d'un pays beaucoup moins normatif (les normes que Pierre Sellal énonçait dans son intervention sont propres aux pays européens et surtout latins) : la gouvernance économique mondiale n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre un objectif. À nous de déterminer lequel. Pour les responsables politiques quels qu'ils soient, l'emploi est un objectif important sur le plan économique. Le rôle de l'élu est de créer des jobs, de la prospérité. C'est la seule jauge de la réussite d'une politique économique pour lui. Pour réaliser cet objectif, il faut effectivement des règles ; mais encore faut-il les identifier et déterminer avec précision dans quelle mesure elles serviront l'objectif, car pour le responsable politique, une telle entreprise peut avoir un coût. Ces négociations demandent énormément d'énergie. Se pose donc la question des priorités et je ne suis pas certain que la relance de la gouvernance économique mondiale figure aujourd'hui en très haute place sur la liste des priorités de la présidente du Brésil ou du premier ministre de la Turquie.

Trouver le dénominateur commun

Pour les leaders politiques, se lancer dans une telle réforme apporte peu de bénéfices politiques à court terme. Rares sont ceux qui, parmi les plus

actifs, ont été réélus – on pense à Gordon Brown en Grande-Bretagne. On trouvera sans doute mon propos un peu sombre ; il ne l'est pas. La relance de la gouvernance économique mondiale est effectivement importante ; mais à condition qu'elle réussisse et pour cela, il est décisif de définir des convergences. Au lendemain de la crise des *subprimes,* le G20 fait figure de *success story*. S'il a bien fonctionné, c'est parce qu'il est né de besoins spécifiques, ponctuels, identifiés et partagés par toute la communauté économique mondiale et parce qu'il avait un objectif clair : limiter la propagation internationale des crises financières. Le G20 a fonctionné non seulement parce qu'il a réuni autour de la même table les deux tiers de la population et 80% du PIB mondiaux, mais aussi parce qu'il partait d'un objectif précis et commun. Il a réuni et il a été réuni en temps de crise parce que son objectif était défensif.

La situation que nous connaissons en 2013 est bien différente. Si l'Europe du Sud et la France connaissent une crise sérieuse, cette crise n'est pas mondiale. Dans une situation de non crise mondiale, il est certes possible de faire évoluer notre modèle de gouvernance ; mais il est plus probable que, sans l'adhésion de tous, c'est-à-dire sans la nécessaire convergence de tous, nous échouerons à mettre sur pied une organisation forte et décisionnaire.

Le G20 à Washington et à Londres l'a montré : lorsqu'il y a une communauté d'intérêts, une nécessité d'agir pour les différents gouvernements, il est possible d'agir. Plutôt que de convier l'ensemble de la communauté internationale, la solution est donc, selon nous, de convier seulement les parties intéressées : là où il y a convergence, là est la capacité d'agir.

Il est donc essentiel d'identifier un élément : la croissance. Pour un homme politique en fin de mandat, il est important, voire primordial pour se faire réélire, qu'il puisse dire que la politique économique qu'il a mise en place a créé des emplois et qu'on doit donc lui faire confiance pour l'avenir.

C'est la leçon que j'ai tiré de trente ans de carrière politique, avant que je ne devienne diplomate. Pour relancer la gouvernance économique mondiale, il faut déterminer quels sont les dénominateurs communs ; puis appliquer des suggestions et des solutions très pratiques, pragmatiques, pour la suite des choses.

A Machiavellian Approach to Global Governance

Steve Clemons
The Atlantic

This is a fascinating panel, because we have come to a big topic from different panels. I will diversify the perspective a little more. I was told that you may be the last people in the world interested in global governance, and the stagnation or disease that has hit the global governance sector is profound. That kind of paralysis exists across layers, within the EU, and in large transnational global commons issues, as we have seen in climate change negotiations etc. Part of our job as global governance junkies is to think about what those things would be. What would initiate something that might change that? Although I see myself as a Nixonian realist and do not believe in the "ifs", I do not believe that if we took all the earnest people who cared about climate change we could achieve a deal. I do not work that way. I am much more in tune with a kind of Machiavellian approach. We are thinking about governance strategists as opposed to governance determinists in many of these issues.

Recently I had dinner with Alan Greenspan, former chairman of the Federal Reserve Board. He is writing a book, which will be out at the end of this year, about how so many in the broad global economic profession simply missed the 2007-2009 financial crisis. Alan Greenspan is really not an economist; he thinks about people's passions and looks at himself as more of a social anthropologist, and told me he comes down to the basic view that fear is the biggest animator for national, individual, investor, and even for regulators' behavior.

When you think about how to take a paralyzed system and shock it to begin performing, it seems that emotions like fear, envy, the anxieties about being excluded, can sometimes animate actors to move. We have seen

recently in the American press the discussion of things like the D10. Most of the countries represented here, South Korea, Japan, and most of Europe including the EU are democracies. I tend not to believe in this approach because it takes a lot of nations that are mostly basket cases and unites them together, and the notion that you would take the leading debtors in the world and think you are going to intimidate China is probably unlikely.

There are efforts underway that are quite fascinating, like TTIP, the Transatlantic Trade and Investment negotiations, and the TPP in Asia, that could jumpstart because they are largely new, there is momentum behind them, and they may be disconcerting enough to those not inside to basically transcend regional dynamism into other areas.

An area in governance that is not often talked about is that nation states are paralyzed and organizations like the WTO will mostly continue to perpetuity the way they are, because declining powers enjoy greater power on a relative basis because of them, and the rising powers who want to join the club do not want the responsibility. That will stick for a while. Going down a level and looking at the leading urban centers in the world, states and provincial governments, there is an incredibly rich array of activity going on in these areas.

While that may not replace the need that many people see on climate, there is more climate related activity going on at city level around the world than in any national government around the world; in fact, it is pathetic when you look at the absence of vision and of a plan. Therefore, cities can become a very interesting and new dynamic.

▶ Are the global governance discussions focused on the wrong area?

Finally, we tend to "trans-atlanticize" these discussions; I usually say we tend to Americanize these discussions. We tend to look at these from a very parochial perspective and not look at the fact that China, Russia, India and other states in the world, major states and stakeholders, are themselves engineering regional deals and arrangements through which they themselves could have a shock effect on those of us on this side of the equation.

Therefore, you could take an approach that much of our global governance discussion is focused in the wrong area, like an old forest that needs to be burned down, and if you walked away from that burning forest and stopped trying to be so earnest about it, you would see a very rich growth, and a competition of ideas and approaches that might be quite interesting.

Why are Bilateral Agreements Taking Over?

LEE Hye Min
Korean Ambassador to France

The FTA is an exception to the WTO. The World Trade Organization was established in 1995, and its main principle is non-discrimination. However, the FTA is an exception by which the contracting parties can discriminate against non-member countries. It is paradoxical that since the establishment of the WTO in 1995, there has been a proliferation of preferential bilateral trade agreements. Before the WTO there were two bilateral arrangements per annum, whereas afterwards it rose to 18 or 19.

Why has this occurred? It is mainly because the prospects of multilateral trade negotiations were uncertain, namely the Doha round. The Doha round was launched at the end of 2001 with a view to concluding the negotiations by the end of 2005. We are now in 2013, and there is no prospect that these kind of multilateral trade negotiations can be finalized in due time.

There are two difficulties in advancing trade negotiations at the multilateral level. Firstly, the issues to be dealt with in the Doha round are very difficult, much more so than those dealt with in the Uruguay round. Secondly, compared to the Uruguay round, conducted from 1986 to 1993, there are too many players. Actually, the Uruguay round was virtually negotiations between the European Community and the US.

However, now many developing countries are participating actively in the discussions, and there are also new members of the WTO, mainly big economies like China and Russia, so there are no longer bilateral negotiations between the EU and the US. Because of these reasons, the countries see that it would be very difficult to find a way forward on trade liberalization, so they are now setting out to achieve it in a bilateral manner.

Korea conducted negotiations and concluded agreements with the EU and the US, in one of the first trade agreements between the big economies, but now the EU has started discussions with Japan this year, and from this month there will be discussions between the EU and the US. These are negotiations between the number one, two and four economies in the world, which may be a very seriously damaging blow to the multilateral trade regime.

I believe that the WTO plus FTAs like Korea-US, Korea-EU and possibly US-EU, EU-Japan may facilitate multilateral trade liberalization by setting the benchmark for it. Therefore, countries like the US, the EU and Japan should complement the multilateral trade regime with their bilateral trade negotiations, because international trade liberalization has been the major factor in global international economic prosperity since the Second World War.

16.

Plus ou moins d'État

La mondialisation et le passage à une économie du savoir et de l'innovation a conduit les pays développés à remettre en cause le vieux modèle d'État providence. Les penseurs d'inspiration néolibérale prônent le «moins d'État», avec une réduction drastique des investissements publics et des prélèvements obligatoires, et un repli de l'État sur ses fonctions régaliennes. D'autres, notamment les sociaux-démocrates en Europe du Nord et également l'administration démocrate aux États-Unis, pensent qu'il est possible de réconcilier justice sociale, maîtrise des déficits et investissement dans la croissance et l'innovation. De façon plus générale, comment réformer l'État pour garantir une prospérité juste et durable dans l'économie mondialisée ? Comment concevoir une fiscalité juste et incitative ? Comment, enfin, assurer la pérennité d'un État efficace ?

Contribution du Cercle des économistes
Philippe Aghion

Témoignages
Jameleddine Belhaj Abdallah • Antonella Caruso • Élie Cohen • Kemal Derviş
Patrick Hubert • Per Molander • Laura Tyson

Modérateur
Gilles Leclerc

Réformer l'État

Philippe Aghion

Alexandra Roulet
Université Harvard

Depuis la fin des années 1990, les pays européens ont pris conscience de leur retard de croissance par rapport aux États-Unis et de la nécessité d'aller vers une économie du savoir et de l'innovation. Cependant les implications de politique économique qui ont découlé de cette réflexion ne se sont dégagées que progressivement. La première étape fut celle de l'Agenda de Lisbonne en 2000 : les pays européens prenaient conscience de leur retard en matière d'innovation par rapport aux États-Unis et recommandaient d'investir davantage dans la Recherche et le Développement et dans l'université. La seconde étape fut celle du rapport Sapir (et du rapport Kok) en 2003 : ces deux rapports montrent qu'il ne sert pas à grand-chose d'investir dans la R&D pour promouvoir l'innovation si ces investissements ne sont pas accompagnés de réformes structurelles pour libéraliser les marchés, en particulier le marché du travail et le marché des biens et services, et ainsi augmenter la concurrence et le *turnover* dans les différents secteurs de l'économie. La troisième étape, suite à la crise financière de 2008, a été celle de la prise de conscience de la nécessité de réformer l'État, notamment pour pouvoir réconcilier la réduction des déficits publics et le soutien à l'innovation et à la croissance. Cette troisième étape conduit les gouvernements à une remise en cause du vieil État providence ; la question est alors de savoir par quoi le remplacer, et là deux approches s'affrontent : d'un côté l'approche néolibérale d'un retour à l'État minimal ; de l'autre l'approche dite de la « social-démocratie de l'offre » qui prône l'émergence d'un État stratège qui investit et protège tout en ciblant mieux ses investissements vers les domaines porteurs de croissance.

■ L'État providence a fait son temps

Pendant la période faste des Trente Glorieuses, ces trente années de croissance forte et de quasi plein emploi entre la fin de la guerre et la crise pétrolière de 1973, la croissance des pays européens a reposé pour l'essentiel sur le «rattrapage», c'est-à-dire sur la reconstitution des stocks de capital et sur l'imitation technologique. L'organisation économique était dominée par les activités de grandes entreprises, souvent publiques ou fortement subventionnées par l'État, avec relativement peu d'ouverture au commerce extérieur, peu de concurrence sur les marchés des biens et des services et peu de flexibilité sur le marché de l'emploi (la norme, pour un travailleur, était de faire carrière au sein d'une seule et même entreprise).

Dans ce contexte, pour assurer le plein emploi et le bien-être social, l'État disposait de trois leviers d'intervention. En premier lieu, un secteur public étendu donnait à l'État la possibilité d'orienter la politique industrielle. Ensuite, des politiques «keynésiennes» lui permettaient de gérer le cycle macro-économique : dans le cadre d'une économie relativement fermée et reposant peu sur l'innovation, on pouvait en effet impulser l'activité économique en augmentant la dépense publique, sans craindre que cela ne profite à un pays voisin. Enfin, l'État providence permettait à l'État de régler les problèmes sociaux résiduels à coups de subventions et de revenus de substitution (protection sociale, allocations familiales, etc.).

Depuis les années 1980, ce modèle a cessé de fonctionner. Nous sommes entrés dans une ère où la croissance des pays développés est tirée non plus par l'imitation technologique, mais par l'innovation[1]. Dans une économie désormais ouverte et tournée vers l'innovation, de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois sont créés en permanence, tandis que d'autres sont détruits ; d'où l'importance, pour l'État, non pas tant de contrôler directement les entreprises, que de les réguler. De même, dans une économie mondialisée, la gestion macroéconomique par la demande perd de son efficacité, car relancer la dépense publique peut se traduire par un creusement du déficit commercial, et non par une reprise de l'activité domestique. La France en a fait l'amère expérience entre 1981 et 1983, lorsque la relance de la consommation a profité essentiellement à nos partenaires, en stimulant davantage les importations que la production nationale : les Français, disait-on alors, se mettent à acheter des magnétoscopes japonais, tandis qu'ils délaissent les «Renault 5» ! Enfin, l'État

1. En effet, la mondialisation nous met directement en concurrence avec d'autres pays «imitateurs», mais qui disposent d'une main-d'œuvre moins coûteuse ; la seule façon de survivre à cette concurrence est d'être parmi ceux qui inventent les nouveaux procédés ou produits, autrement dit ceux qui innovent «à la frontière technologique.» Voir Daron Acemoglu, Philippe Aghion et Fabrizio Zilibotti, «Distance to Frontier, Selection and Economic Growth», *Journal of the European Economic Association,* vol. 4, n° 1, 2006, p. 37-74.

providence théorisé par Beveridge dans les années 1940 est entré en crise : il ne s'agit plus seulement maintenant de protéger, mais surtout d'accompagner les individus dans un parcours professionnel plus mobile que par le passé, où l'on change plus fréquemment d'emploi ou de métier.

Ce modèle keynésien ayant vécu, il est nécessaire de relever, avec d'autres outils, d'autres perspectives, les défis imposés par la mondialisation des échanges et le passage à une économie de l'innovation. Dès lors, deux choix sont possibles : soit, comme le proposent les néolibéraux, réduire le rôle de l'État ; soit, comme le proposent les partisans d'une « social-démocratie de l'offre », affirmer les prérogatives de l'État tout en redéfinissant son rôle.

■ La réponse conservatrice et néolibérale : moins d'État

Pour les conservateurs néolibéraux, l'État représente une entrave à la liberté et à l'initiative individuelles. L'État providence est accusé de fabriquer des assistés, qui vivent sur les revenus de substitution que le système leur offre, au lieu d'être incités à devenir des entrepreneurs indépendants. Il convient donc, dans cette optique, de réduire au maximum la taille de l'État et de limiter les interventions du gouvernement, notamment en baissant les impôts ainsi que les dépenses publiques, et en privatisant en masse. Ce désengagement de l'État a été la ligne directrice du thatchérisme et du reaganisme dans les années 1980, et elle continue d'inspirer David Cameron au Royaume-Uni et le parti républicain aux États-Unis. L'idée sous-jacente est qu'en premier lieu, l'amélioration du bien-être collectif résulte moins de la multiplication des prestations sociales que de la maximisation de la croissance et de l'emploi, et qu'en second lieu, réduire les impôts et les dépenses publiques (dans le but de faire baisser les taux d'intérêt) permet de stimuler l'activité économique parce que, ce faisant, on maximise les revenus des entreprises et donc leur incitation à générer de la croissance et de l'emploi. Ceci renvoie à l'idée du *trickle-down* selon laquelle, en s'enrichissant, les entreprises enrichissent l'économie tout entière et les citoyens à tous les échelons.

Ce raisonnement a le mérite de la clarté et de la simplicité. Malheureusement, il omet de prendre en compte trois paramètres décisifs. Tout d'abord, sous couvert de favoriser la libre concurrence et de « remettre les gens en mouvement », le néolibéralisme abandonne bien souvent les plus fragiles et les plus vulnérables. Ensuite, les contraintes de crédit limitent la capacité des entreprises ou des individus à emprunter pour réaliser leurs projets d'innovation, de formation ou d'évolution de carrière. Enfin, les entreprises ne prennent pas en compte l'impact de leurs décisions (procédés de production, embauche, délocalisation, etc.) sur le capital humain, sur le patrimoine technologique, sur l'environnement et sur le climat social. En jargon économique, on parle d'« externalités » socio-économiques, que les entreprises ou individus privés « n'internalisent pas » lorsqu'ils font leurs choix d'investissement. C'est l'ensemble de ces considérations qui amène certains à

rejeter le paradigme néolibéral et à revendiquer, au contraire, une réaffirmation de l'État, mais en le redéfinissant comme un État plus stratège.

■ La réponse social-démocrate « de l'offre » : l'État stratège

L'approche dite de la « social-démocratie de l'offre » est de réaffirmer le rôle de l'État dans notre société et notre économie, mais en le réinventant.

L'État stratège, c'est d'abord l'État qui *investit dans l'éclosion et la matérialisation des idées nouvelles.* Pour accroître l'efficacité de ses investissements et pour respecter sa contrainte budgétaire, l'État doit cibler ses domaines d'intervention et se concentrer sur les domaines porteurs de croissance. Comment identifier ces domaines ? Comment l'État peut-il éviter ou corriger des erreurs de choix ? En outre, l'État doit encourager des changements de gouvernance dans les secteurs où il investit, sur le modèle de ce qui se fait en France pour les universités (avec le grand emprunt). Ce modèle est-il généralisable ?

L'État stratège, c'est l'État qui *assure contre les nouveaux risques,* notamment ceux liés à la précarisation du travail et aux aléas macroéconomiques et financiers. Comment protéger les individus contre les pertes d'emploi et les risques associés, tout en les incitant à devenir plus audacieux dans leurs choix de carrière et dans la gestion de leur parcours professionnel ? De même, comment aider les entrepreneurs innovants à surmonter les récessions, sans pour autant subventionner les activités ou modes d'organisation devenus obsolètes ?

L'État stratège, c'est aussi l'État *garant du contrat social.* Comment l'État peut-il être un catalyseur du dialogue entre partenaires sociaux plutôt qu'un substitut à ce dialogue ? Comment l'État, qui incarne le bien commun, peut-il renforcer la cohésion sociale ? Comment peut-il mettre en œuvre une fiscalité qui soit, à la fois, plus efficace, plus transparente, plus progressive, et qui taxe la rente sans pour autant décourager l'épargne et l'investissement innovant ?

L'État stratège, c'est enfin l'État qui *consolide la démocratie.* Le débat, la libre circulation des idées, le droit de contester, comptent parmi nos biens les plus précieux. Mais, d'un strict point de vue économique, la démocratie est également favorable à la croissance, notamment parce qu'elle encourage l'innovation et permet de réduire la corruption en contribuant à la transparence des politiques publiques. De façon plus concrète, comment s'assurer que les interventions ciblées de l'État (par exemple en matière de politique industrielle) ne seront pas entachées de favoritisme ou de clientélisme, sous la pression de groupes d'intérêts sectoriels ?

■ Dépasser le blairisme

L'État stratège se veut un dépassement du modèle de la « troisième voie » proposé il y a bientôt quinze ans par Tony Blair, Anthony Giddens et les partisans

du New Labour en Grande-Bretagne[2]. Ces théoriciens voulaient réconcilier l'égalité des chances et la justice sociale avec l'économie mondialisée. Ils prônaient un État qui aide les individus à s'autonomiser au lieu de les engluer dans la culture de l'assistanat. Ils mettaient aussi l'accent sur les nouveaux risques, notamment le risque environnemental. Leur approche a connu des succès, mais elle a aussi suscité de vives déceptions. Il faut donc dépasser le blairisme et proposer un nouveau modèle.

Tout d'abord, il faut une nouvelle approche de l'action publique, celle des interventions ciblées plutôt que celle de la relance indiscriminée. Par exemple, il faut redonner ses lettres de noblesse à la politique industrielle, mais avec une gouvernance adéquate qui lui permette de gagner en transparence et en efficacité et d'être compatible avec les politiques de concurrence ; par contraste, à l'exception des services publics, les partisans du *New Labour* s'en remettaient exclusivement aux forces du marché. Ensuite, il faut une intervention publique fondée sur l'idée d'une complémentarité entre incitations financières et réformes de la gouvernance, ce que les travaillistes britanniques n'ont pas su faire, notamment dans les domaines de l'école et de la santé.

Par ailleurs, la social-démocratie de l'offre doit être aussi bien sociale que démocratique. En effet, l'État doit faciliter le dialogue entre entreprises et syndicats, alors que le *New Labour* s'est limité à dénoncer les pratiques « corporatistes » d'avant Thatcher. La justice sociale passe aussi par l'impôt. D'où la nécessité d'une réforme fiscale en profondeur, pour réconcilier redistribution et incitation à l'innovation, alors que les travaillistes britanniques n'ont réformé la fiscalité qu'à la marge. Enfin, l'approfondissement de la démocratie est pour nous un pilier de la réforme de l'État. Parallèlement à la protection des libertés et du dialogue syndical, il s'agit d'accroître l'impartialité de l'État, notamment en garantissant que les investissements ciblés (par exemple les aides sectorielles dans le cadre d'une politique industrielle) soient effectués au nom du bien commun, et non en faveur des entreprises ou patrons amis du pouvoir.

■ Les implications pour la France

Aujourd'hui la France fait face au difficile problème qui est d'endiguer un long processus de déclin industriel et de retard croissant en matière d'innovation, tout en réduisant ses déficits et sa dette publique. Et elle doit relever ces défis d'une manière qui soit politiquement et socialement acceptable. Comment peut-elle relever ces trois défis simultanément ? Comment doit-elle combiner politique fiscale et réduction des dépenses publiques de façon à pouvoir réduire ses déficits et investir dans la croissance sans décourager le talent et l'innovation? Quels sont les domaines où d'importantes économies de dépenses peuvent être

2. Anthony Giddens, *The Third Way : The Renewal of Social Democracy,* Londres, Polity Press, 1998 (traduction française : La Troisième Voie, le renouveau de la démocratie, Paris, Seuil, 2002).

réalisées, et les domaines où il faut au contraire augmenter l'investissement pour stimuler l'innovation et la croissance ? Que nous enseignent les comparaisons internationales, en particulier avec les pays d'Europe du Nord qui semblent avoir relevé ce triple défi avec succès ? Comment dégager, à la lumière de travaux économiques récents et d'expériences concrètes menées dans d'autres pays, les lignes directrices d'un État stratège à la fois juste et efficace dans le contexte actuel ?

La France dispose de nombreux atouts : une natalité élevée une épargne supérieure à celle de la plupart des autres pays développés ; des systèmes de transport et de télécommunications parmi les plus performants au monde ; des enseignants et des chercheurs de premier plan ; des entreprises à la frontière technologique dans des secteurs aussi stratégiques que le nucléaire, l'aéronautique, la pharmacie ; un patrimoine culturel qui contribue à faire de la France la première destination touristique au monde… En même temps, la France demeure encore largement une société de connivence et de privilèges, ralentie par son corporatisme et la défiance des citoyens[3], et qui peine à réformer ses institutions et ses modes d'organisation.

Reformer l'État, c'est donner à la France les moyens de moderniser de façon consensuelle – et donc durable – à la fois ses institutions et son appareil productif, afin qu'elle puisse pleinement mobiliser ses atouts, prendre toute sa place dans l'économie mondialisée et garantir à tous ses citoyens une croissance forte, juste et durable.

3. Yann Algan et Pierre Cahuc, *La Société de défiance, comment le modèle social français s'autodétruit,* Paris, Éditions rue d'Ulm, collection «CEPREMAP», 2007.

From Innovation to Growth

Laura D. Tyson
University of California

▶ What can a budget-constrained state in a developed country do to promote growth?

First, the state should focus on innovation. According to economic theory, confirmed by cross-national studies, growth depends on inputs of labor, capital and natural resources and on technological change. As an economy becomes more developed, technological change becomes ever more important as a determinant of growth, and technological change is driven by innovation.

Second, the state should also focus on policies that ease the process of creative destruction that accompanies technological change and innovation. The state should craft policies both to facilitate the development of new activities and enterprises and to ease the disruptive and often painful decline of old activities and enterprises that lose competitiveness as a result of innovation. The goals of such policies are to facilitate the movement of people and capital to their most productive uses and to reduce the costs of transition.

▶ What can the state do to boost the economy's flexibility and foster the transition of resources from sunset activities to sunrise activities?

Let me start with what a state can do to promote innovation. It can and should make significant multi-year investments in the inputs of innovation. What are these inputs? They are basic science and technology research and the human capital –the scientists, engineers and skilled workforce– who do the research, drive the innovation and diffuse it throughout the economy. Tertiary education for a large share of the workforce, with particular emphasis

on science, technology, engineering and mathematics, is an essential feature of a growth strategy powered by innovation.

Therefore, a developmental state focused on such a strategy should start with generous and sustained support both for science and technology research and for high quality, accessible secondary and tertiary education. There is a simple powerful economic argument for government policies to promote research: the benefits to society outweigh the benefits to the individual researcher. Numerous studies have found that the social returns to R&D investments, particularly in basic science, are large and exceed the private returns by a considerable margin. This implies a case of "market failure": without government policies to promote R&D, private decision makers will under-invest in it, depriving society of investments that will result in innovations that propel economic growth and improve the quality of life.

Support for research should be a defining feature of a strategic state focused on growth. This is the rationale for institutions like the National Institute for Health and DARPA[4] in the United States. The new prime minister in Japan, who is focused on growth and innovation, has proposed a new national scientific institution to sponsor basic research projects selected through a competitive peer review process.

▶ What else can a government do besides invest in the inputs of innovation?

It can invest in the incentives for innovation by the private sector. In France, throughout Europe, and in the US, most R&D spending is done by the private sector. Business accounts for about 70% of national R&D spending in developed economies. Governments in both developed and emerging market economies are promoting such spending through generous tax incentives. For example, the British Government recently slashed its corporate tax rate and introduced a "patent box," which amounts to an even lower corporate rate on patentable ideas developed in the UK. What happened? GlaxoSmithKline quickly decided to bring a substantial number of its patents and related research activities back to the United Kingdom.

Governments can also foster private sector innovation through policies that promote competition –including anti-trust policies and trade liberalization policies. Competition in product markets is a powerful incentive for firms to invest in innovation to build their brands and market shares. Policies that ease the entry of new players, restrict the power of established players, and make markets more competitive encourage innovation and stimulate growth.

---

4. "Defense Advanced Research Projects Agency" founded in 1958 in response to the launching of Sputnik. Responsible between other things for funding new technologies such as computer Networking.

There is also a role for targeted industrial policies to promote innovation in sectors that have significant effects throughout the economy. Energy is a case in point. The US federal government has started ARPA-E, a new government program that provides competitive grants to promote research in things like carbon sequestration, wind and solar technology, and automobiles powered by electricity. The US government is investing in such research to foster long-run societal benefits in the form of greater energy efficiency and reduced carbon emissions to combat the risks of global warming.

During the last five years, the production of shale gas in the United States has soared –growing by more than 50% a year. The US has the largest recoverable reserves of shale gas and the second largest recoverable reserves of shale oil in the world. A technology called "fracking" is necessary to exploit these reserves. The basic research that led to fracking technology was supported by the US government, and then taken up by private businesses that developed it as a commercial technology. It took more than two decades for fracking technology to get to where it is today.

Finally, to foster innovation, policies are needed to promote flexibility, transition and creative destruction. Innovation means change and change can be painful. The government should help people feel secure in their income as they move between jobs. But a state focused on innovation-driven growth cannot guarantee people security in their particular jobs, their particular firms and their particular geographic location. Income security can be provided through a form of wage insurance –temporary income support measures for workers between jobs and for those who have to accept lower-paying jobs when they lose higher-paying jobs as a result of technological change. Labor market policies to promote retraining and the placement of workers in new jobs are important components of a pro-growth strategy driven by innovation.

I want to end with a few comments about macroeconomic policy. Policies to promote innovation are not a substitute for appropriate macroeconomic policy. R&D, labor market and tax policies cannot offset the effects of excessive fiscal austerity that can cause an economy to fall into recession or recover slowly from a recession caused by other factors.

Since the Great Recession of 2008-2009, the European economies have suffered from too much fiscal contraction at the wrong time. Most of these economies need long-run fiscal consolidation measures and structural change to rein in government debt gradually, but they do not need contractionary fiscal policies now when unemployment rates are high, there is substantial excess capacity, and aggregate demand is anemic. Under such circumstances, contractionary fiscal policies have contractionary effects– they reduce growth, output, employment, and demand. The argument that fiscal austerity stimulates economic growth by reducing the burden of government

debt on private investment does not apply to these circumstances. There is no simple causal relationship between government debt and economic growth[5].

The longer an economy operates far below its capacity, as is currently the case in the US, most European economies and Japan, the slower the growth in its future capacity as a result of diminished risk-taking, foregone investment, and the erosion of skills. European states committed to an innovation-driven growth strategy should pursue more expansionary fiscal policies now along with structural reforms that promote innovation and reduce government debt over time. That's the course that Japan has embarked upon under its new leadership, and it's the course the US should be pursuing as well.

5. Bradford DeLong and Laura D. Tyson (2013), «Discretionary Fiscal Policy Policy Tool : What Do We Think Now That We Did Not Think in 2007?» <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2013/fiscal/pdf/tyson.pdf>.

Pour un espace politique international

Kemal Derviş
Brookings Institution

La situation est au-delà de ce que Philippe Aghion a souligné au niveau de la croissance-rattrapage, donc à la différence entre les États avancés de l'Europe, de l'Amérique du Nord, ainsi que le Japon et les autres… Je dirais que la dimension technique, la nature même du mode de production, et même du mode de vie, a beaucoup changé, y compris dans les pays émergents. Je pense donc que le rôle de l'État change, pas seulement en Europe, aux États-Unis et au Japon. Concernant l'État stratège dont parlait Laura Tyson, je crois qu'il s'applique mondialement. Peut-être pas tout à fait de la même manière, mais comme la technologie de production a tellement changé, et quand on voit l'importance prise par la flexibilité et la rapidité de réaction, avec aussi beaucoup de volatilité, je crois que les points soulignés par Laura et Philippe Aghion s'appliquent vraiment à tous les pays du monde.

La politique structurelle, on l'a dit, ne peut pas remplacer une bonne politique macroéconomique, et vice versa, la politique macroéconomique ne peut pas résoudre des problèmes structurels. Nous avons besoin des deux leviers. Pour ce qui est de la création destructrice selon Schumpeter et de l'emploi, j'aimerais donner l'exemple allemand que l'on connaît bien, qui n'est pas parfait, mais qui est quand même très performant au niveau de l'emploi. Il y a beaucoup de délocalisations en Allemagne, qui s'est beaucoup plus intégrée dans l'économie mondiale que par exemple la France, l'Italie ou d'autres pays. Le pourcentage du commerce extérieur, quand on prend la moyenne des importations et des exportations, est passé de 30 à 45%, tandis qu'il est resté plus ou moins à 30% en France sur les 12 dernières années. Mais l'Allemagne a utilisé au niveau de l'emploi à la

fois une politique de flexi-sécurité assez avancée, pas aussi avancée que dans les pays scandinaves, mais quand même. Mais en même temps, quand elle a estimé que le mode d'emploi était temporaire et dû à la crise de 2009, elle n'a pas mis fin aux emplois. Dans beaucoup de secteurs, elle a demandé aux entreprises et aux syndicats de réduire le temps de travail, et de ne pas demander plus de salaire. L'État a ainsi subventionné cette espèce d'équilibre temporaire.

Ce n'est pas facile, car d'un côté, il est vrai qu'il faut fermer les usines et les activités qui n'ont vraiment plus d'espoir. On ne peut en effet pas les subventionner à l'infini. Il faut donc avoir une destruction, et une création d'emplois ailleurs. Mais en même temps, quand il y a des fluctuations macroéconomiques, il faut stabiliser l'emploi, même à l'intérieur des entreprises qui existent. Je crois que c'est une nuance que je voulais ajouter. Ce n'est pas en contradiction, mais un complément à ce qui a été dit.

▶ Quand on parle d'État, de quoi parle-t-on vraiment ?

C'est mon deuxième point. Il y a le gouvernement démocratique, et toutes les structures de l'État. Là, je crois qu'il y a une question importante qui se pose aussi pour nos sociétés, à savoir comment équilibrer – dans la perspective du choc des temps – la tendance très naturelle des politiciens, des parlementaires et des ministres à penser à la prochaine élection, même municipale, même pas parlementaire, donc à un horizon d'un ou deux ans, et le besoin qu'ont les sociétés d'avoir une perspective à long terme ? Je crois qu'il y a là un réel défi. Je ne peux pas donner de solution miracle, mais je crois que nous avons besoin d'une régulation et d'une structure d'État ayant une perspective à plus long terme que la politique politicienne. D'un autre côté, en démocratie, il est clair que c'est le Parlemente et que ce sont les élus, qui doivent déterminer la stratégie de la société. Ce ne sont pas les technocrates. Le FMI ne le fait plus, mais il y a 20 ans, il écrivait des rapports qui disaient que si seulement il y avait un gouverneur de la banque centrale complète, un ministre des finances non politique comme Mario Monti, et d'autres techniciens de cette sorte, les politiciens ne se mêleraient pas de l'économie. Cela ne marche pas comme ça. On ne peut pas créer de la technocratie de cette façon.

D'un autre côté, on ne peut pas non plus avoir le populisme de la politique à court terme, ni déterminer tout ce qui se passe au niveau économique et au niveau politique. Alors, comment trouver l'équilibre ? Ce n'est pas évident. Je crois qu'il y a bien évidemment de la place pour des banques centrales largement indépendantes, pour des agences et des offices qui sont entre la politique et le marché, et qui régulent avec une perspective à plus long terme, mais qui sont transparents, la presse et les citoyens pouvant examiner ce qu'ils font.

Dernier point: L'État-nation a perdu beaucoup de ces leviers. Il est clair que l'on débat souvent de l'État dans le cadre de l'État-nation. Laura Tyson a par exemple parlé des subventions, et des impôts allégés pour l'innovation. Je suis d'accord sur le fait que c'est une bonne chose, mais si tout le monde le fait de façon extrême, comment allons-nous avoir suffisamment de revenus pour poursuivre les autres politiques de soutien à l'éducation, etc., dont elle a parlé ? Je pense à l'histoire de Google, d'Apple, etc. L'Irlande accorde une taxe de seulement 2% sur les profits de la propriété intellectuelle. Si tous les pays le faisaient, cela serait très difficile. L'État-nation a donc perdu beaucoup de sa capacité à influencer la politique économique et la société. Il y a donc besoin d'une fonction publique au-delà de l'État-nation, et d'une harmonisation. Cela est très difficile. Il y a une autre session sur la gouvernance mondiale[6]. Je crois que c'est très important, car quand on parle d'État, il faut savoir à quel niveau on parle : européen ; français ; régional ; mondial ? Le réchauffement climatique ne va pas se résoudre dans une région, ni dans un pays. Cela doit être mondial. L'Europe doit jouer un rôle.

Dernier point, pour que cette gouvernance mondiale puisse s'articuler et se développer, nous avons besoin de deux choses très importantes et très difficiles. Je suis bien évidemment biaisé, parce que j'ai passé beaucoup de temps dans les organisations internationales. Je crois néanmoins qu'elles sont importantes. Pourquoi ? Parce que, que ce soient la commission à Bruxelles, la banque mondiale, le FMI, ou l'ONU, elles apportent une vision qui n'est pas seulement nationale et des réflexes beaucoup plus multinationaux que les gouvernements purement nationaux. C'est normal, et nous avons besoin de ces réflexes. Mais la deuxième chose encore plus importante est que nous avons besoin d'un espace politique qui va plus loin que les frontières nationales. Cela est très dur, mais si nous voulons de la démocratie, et pas juste une technocratie lointaine, il faut bien que la politique s'organise également en familles européennes, en familles mondiales, et en familles régionales. Ce n'est pas pour demain, mais ce sera pour le milieu du siècle.

6. Voir session 15 «.Relancer la gouvernance économique mondiale.»

The Appropriate State

Per Molander
Swedish Social Insurance Inspectorate

A discussion about the State should be focused on functions rather than size. The heart of the matter is to find the appropriate State, not any particular size of the State. Public initiatives have very different effects on society, depending on both how they are justified and how they are shaped. Even the measurement of the size of the public sector is problematic, for several reasons[7]. A subsidy to a household or a company may be implemented as a tax rebate, a direct transfer, or a taxable transfer. As a result, the US welfare State is larger than it looks[8].

In what follows, a number of stylised situations will be characterised where public intervention can be considered. This class of situations comprises classical market failures, but it is wider. Their common characteristic is that rational or quasi-rational individual decision making will not in general lead to efficient outcomes, even when evaluated against the value scales of the individuals involved.

▶ The Big Five of political economy

Five archetypal situations can fruitfully be used as a starting-point for the discussion. Needless to say, the list can be made longer, but it nonetheless covers a sizeable part of spectrum.

The problem of cooperation

The problem of cooperation is basic to any form of social interaction. Already the founding of a society requires that the individuals involved

7. Messere and Owens 1987, Volkerink and de Haan 2001.
8. Howard, 1997.

abstain from parasitic behaviour and contribute their share to the joint social effort. Everyday moral dilemmas illustrate the same social dilemma –not lying, not stealing and similar common norms all reflect the same risk of inefficient outcomes of individually rational behaviour.

The standard analytical version of this situation is the prisoner's dilemma, and much of the ideological debate around the role of the State can be condensed into the questions whether there exist efficient Nash equilibria in repeated forms of this game. Some writers have answered the question in the affirmative[9], but in the more realistic setting of multi-person interaction, the prospects for cooperation appear rather bleak[10].

When individual rationality is insufficient to guarantee an efficient outcome, norms may sometimes be sufficient, but norms like individual rationality work best in small groups with tight interaction. In typical modern settings, where the number of players is counted in thousands or millions, coercion will be necessary.

Inequality

Inequality is perceived by some, particularly to the right of the middle of the political spectrum, as a non-issue. Both history and a voluminous literature on the topic show that it is not. The emergence of inequality can be traced either via simple interaction of a large number of agents[11] or as the natural outcome of bargaining processes using the Nash solution of the elementary bargaining game[12]. What justifies public intervention in this area is that social interaction tends to magnify such inequalities as there are with respect to productivity, effort etc., and that there is no guarantee against outcomes that a priori would be deemed unacceptable by most impartial observers.

Long-term decisions

Many human decisions involve trade-offs between costs and benefits over time: saving *vs* consumption, educational choice, addiction to gaming, alcohol and drugs, etc.[13] The standard analytical version of such problems relies on exponential discounting. Both theoretical and empirical arguments indicate that a different functional form, such as hyperbolic discounting, is a better alternative. What is interesting to the present discussion is that the latter alternative opens up for both preference reversals and multiple equilibria at the individual level[14]. This is the basic justification for such public interventions such as legislation on forest management, mandatory

9. Axelrod, 1984.
10. Molander, 1992.
11. Chakrabarti et al. 2013.
12. Molander, to be published.
13. Ainslie, 2001.
14. Loewenstein et al. (eds.) 2003, Vieille and Weibull 2008.

saving, and restrictions on drug use. The argument is strengthened by the existence of individual differences that may be socio-economically or even genetically determined[15].

Decision under risk

Decision under risk is an area where market failures are well studied. Whoever produces services in the insurance market will face the problems of adverse selection and moral hazard. Adverse selection stems from the unequal risks that different individuals face. In case premiums are not adapted to these differences, there is a possibility that low-risk individuals will find the insurance uninteresting and leave. This will lead to higher premiums, and eventually the market may collapse. Even if this is not the case, some high-risk individuals may be left without insurance because they are uninteresting to all suppliers.

Moral hazard by contrast will represent a threat even if risks are symmetrically distributed. The presence of insurance may induce insured individuals to behave differently, implying a heavy load on the insurance system.

Insurance providers have established means of dealing with these problems –differentiated premiums and co-insurance, respectively. There may be political reasons for not allowing such solutions, in which case public provision and mandatory insurance may be the only feasible alternative[16].

Incomplete information

The standard neoclassical model assumes agents that are fully informed about all alternatives and their consequences[17]. Even in the best of worlds, this is unrealistic. In real life, agents are necessarily ignorant about alternatives that might be interesting to them. Typically, knowledge is also asymmetrically distributed, for instance between producers and consumers. It is not difficult to sketch analytical models that create room for State intervention in this area. The goal may be to create a more levelled playing field, for instance by improving consumer information, or to safeguard a basic level of education common to all irrespective of social background. At a deeper level, the fact that learning is a recursive process –we do not estimate a new model of the world every morning when we get out of bed– creates a risk of sub-optimal equilibria or even false images of the outside world[18].

Summary

The above list represents the basis for a potentially fairly ambitious public policy. Obviously, persons with different ideological sympathies will draw

15. Mischel 1961 and later research.
16. Barr, 2012.
17. Arrow and Hahn, 1971.
18. Molander, 1986.

different conclusions as to the relevant level of ambition in these stylised dilemmas. It should be pointed out that the different dilemmas are of course interconnected; in particular, the problem of inequality penetrates all other areas.

▶ Counterarguments

Given the ambitious programme outlined above, an appropriate exercise is to confront it with the traditional arguments against the possibility or desirability of public initiatives –as summarised in for instance Hirschman's (1991) book under the headings of futility, perversity, and jeopardy.

Futility

According to the futility argument, it is impossible to achieve any significant effect on society via public initiatives. The underlying argument is that there are mechanisms of feedback unknown to us that will annihilate any desired effect. For instance, attempts to raise the disposable income are futile because of supply-demand effects in the market. A look at Gini coefficients from the high-income OECD countries shows that this argument is false. The economic system of these countries is very similar, and the market income distribution is also not very different. The Gini coefficient of disposable income, by contrast, varies from 0.2 to about 0.4. Redistribution is possible.

An argument of greater weight is that there are limits to taxation. Personal income and estate are examples of stable tax bases, but capital and enterprises are mobile and may seek to evade taxation and social insurance fees by placing their headquarters in one country, recruiting their manpower in a second while working in a third. International coordination is necessary to prevent this form of arbitrage, and it seems that consensus on this point is now emerging in the wake of the financial crises of recent decades.

Perverse effects

The idea of perverse effects has an old tradition in political philosophy and the social sciences, represented among others by Vico and von Hayek[19]. It is similar to the previous argument –the difference being that feedback mechanisms will not only eliminate the intended effects of social action but in fact create the opposite of what was intended. It is certainly true that unintended effects exist; society is complex, and all decisions of any significance are made under uncertainty. This argument strikes back, however, on those who argue for reduced government action. In recent decades, there has been a broad movement among OECD countries in this direction under headings such as new public management, outsourcing, and privatisation. As experience now is being gathered, numerous perverse effects

19. Merton 1936, Boudon 1977.

are recorded (the examples to follow taken from Sweden). In education, privatised free schools have led to increased segregation, inflated marks, and decreasing competence among teachers. Market-like management methods in health care have led to widespread misuse of indicators, diagnosis creep, and increasing use of antibiotics. The budget for aid to handicapped is out of control. The list can be made much longer. So while there is some truth to the idea of unintended consequences, its use is highly ambiguous.

Jeopardy

Finally, it has been argued –inconsistently with the previous arguments– that public interventions are possible but that they harm other important values such as economic growth, civil society, or social freedom in general. There are currently no clear results on the effects of a large public sector on economic growth[20], and indeed we should not expect such results, given the multifarious character of public interventions. As for the effect on civil society, there are again no significant effects from the size of the public sector on the strength of civil society. By contrast, there are strong effects of inequality on levels of trust[21]. It seems that anyone interested in maintaining or raising levels of trust and strengthening civil society should focus above all on reducing inequality. State intervention, properly designed, can be conducive to a flourishing civil society.

Concerning the room for social freedom, it suffices to remind that this issue cannot be reduced to a question about the relation between individuals and the State. There are other important agents in the social arena, such as organisations and business enterprises. Reducing the scope of the State creates more room for manoeuvre for other agents, and it is not a priori clear that the individual in general gains from such a shift.

▶ Summary

State intervention is a necessary, but not sufficient, measure in order to cope with market failures and other dilemmas where individual rationality is liable to lead to inefficient outcomes. The arguments for State intervention are universal, tied to human social life in general, and there are no reasons for radical reconsideration of the role of the State. The welfare State developed during the 20th century defends its position well.

20. Salverda et al. 2009.
21. Jordahl 2007.

Le retour de la politique industrielle

Élie Cohen
CNRS

Je vais vous parler de la renaissance d'une politique, longtemps considérée comme archaïque et inefficace : la politique industrielle. Il y a encore quelques années, juste avant la crise, on considérait qu'elle était la somme de tout ce qui était à bannir, c'est-à-dire la promotion des champions nationaux, la capture de l'État par ceux-ci, le gaspillage de l'argent public dans des éléphants blancs, etc. Tous ceux qui travaillaient sur la politique industrielle, ce qui était mon cas, avaient dû changer de métier. À la faveur de la crise, la politique industrielle est de retour.

Les enseignements de la crise

Cinq facteurs expliquent le retour de la politique industrielle.

D'abord, on a découvert au cœur de la crise, qu'en matière industrielle comme en matière de finances, il y avait un phénomène de *too big to fail*. C'est-à-dire que l'on ne pouvait pas accepter le règne de la destruction créatrice quand cela concernait par exemple l'industrie automobile à Détroit ou les sites industriels de Peugeot, de Volvo ou d'Opel. Il y avait dans ces cas-là une nécessité d'intervention. De fait, tous les États sont intervenus à un moment ou à un autre de la crise pour sauver des industries représentant des activités, des hommes et des territoires très importants pour l'ensemble de l'économie. L'automobile, par exemple, représente à peu près un cinquième de l'industrie manufacturière et à peu près un dixième de l'économie globale.

Deuxième élément : la redécouverte de ce que j'appellerai la parabole des *chips*. En termes de politique industrielle, on a longtemps discuté de l'importance des problèmes de spécialisation : est-il important de produire des *chips* (des *potato chips*) ou des *chips* (des composants électroniques) ?

La tendance générale, avant la crise, était de dire qu'il n'était pas très important d'être spécialisé dans un domaine plutôt qu'un autre : ce qui était important, c'était la croissance de l'activité et la croissance du revenu. Eh bien non, pas du tout. À la faveur de la crise, on a découvert qu'un pays devait pouvoir exporter s'il devait importer ; que le problème de balance courante était un problème décisif ; qu'il y avait des déséquilibres globaux qui s'installaient dans la durée en suscitant des problèmes de dette difficiles à soutenir, problèmes de dette qui créaient eux-mêmes des problèmes sur la solidité d'une monnaie. Je pense à ce qui s'est passé dans la zone euro. La question de la spécialisation n'est donc pas indifférente.

Le troisième élément que l'on a découvert est que le modèle *fabless,* qui s'était beaucoup développé dans l'industrie, est périlleux en situation de crise. Selon ce modèle, vous pouvez accepter, dans les chaînes de valeurs des pays développés, un effondrement du cœur manufacturier dès lors que vous êtes capables de vous redéployer en amont (dans la technologie, l'innovation, etc.) et en aval (le marketing, la vente, le financement, etc.). Encore une fois, non. Nous avons découvert que les pays qui avaient accepté la disparition de leur industrie, qui avaient donc connu un phénomène de délocalisation et de désindustrialisation massif, réagissaient beaucoup plus mal à la crise que ceux qui avaient réussi à maintenir une présence manufacturière significative.

Quatrième découverte : les pays qui avaient développé des stratégies mercantilistes (je pense à la Chine ou à l'Allemagne) ont plutôt mieux résisté à la crise. L'Allemagne a considérablement accru son ouverture économique (ses importations comme ses exportations) et a fait de la compétitivité externe l'alpha et l'omega de sa politique économique.

Dernier élément : l'impact négatif de la financiarisation de l'économie industrielle, notamment de la «déconglomérisation», très à la mode avant la crise. Par exemple, deux conglomérats technologiques avaient une dynamique favorable à la fin des années 1990 : Siemens et Alcatel. Regardez où en est Alcatel aujourd'hui et où en est Siemens. L'idée qu'une entreprise doit optimiser son portefeuille d'activités en fonction de critères financiers s'est ainsi révélée fausse, car cela ne lui a pas donné la possibilité de rebondir ni de naviguer sur plusieurs cycles.

Que fait-on une fois ces cinq découvertes faites ? Nous avons vu, à la faveur de la crise, différentes interventions.

▶ Les différentes réponses à la crise

En Allemagne, nous avons vu les vertus du compromis social de crise. Plutôt que de pratiquer la destruction créatrice, on est venu en aide à certains secteurs en subventionnant le maintien de l'emploi dans le cadre

du compromis social, afin de préserver certaines activités qu'on pensait capables de rebondir. Nous avons fait de même en France, par exemple pour des secteurs très innovants qui auraient pu disparaître purement et simplement et auxquels nous avons apporté des concours. Premier type d'intervention, donc : une aide directe qui évite la disparition pure et simple.

En France et aux États-Unis, on a combiné plusieurs types de politiques pour sauver un secteur. Dans le domaine de l'automobile par exemple, on a combiné des soutiens à l'offre, à la demande, à l'innovation, à la recherche et au financement de la consommation, pour éviter l'écroulement du secteur. Dans d'autres pays, on a pratiqué la dévaluation intérieure avec une brutalité et une force considérables, ce qui fait par exemple que l'Espagne est devenue un pays très attractif pour la localisation industrielle. L'Espagne, a ainsi réussi à attirer sur son sol les activités de Renault au moment où le cœur de l'activité manufacturière de cette entreprise, en France, était en train de s'effondrer.

Il y a donc plusieurs solutions, plusieurs types de réponse. Les pays dotés d'une tradition plus ancienne de la négociation sociale et du compromis, qui avaient fait leurs réformes structurelles plus tôt et avaient un État plus adapté et plus réactif ont mieux résisté à la crise. Les pays qui avaient rénové leur État et leur fiscalité et investi dans la recherche et la montée en gamme, comme la Suède, ont bien traversé l'épreuve de la crise. Quant aux pays du Sud de l'Europe, ils ont du recourir, au cœur de la crise, à la dévaluation intérieure.

▶ Quelle politique industrielle ?

La vraie question est maintenant de savoir ce qu'est la politique industrielle, si jamais il doit y en avoir une, pour le moyen et long terme. Pour répondre à cette question, il faut avoir présents à l'esprit trois types de problèmes.

La politique industrielle ne peut pas exister de manière isolée. Si nous voulons développer une politique sectorielle – car la politique industrielle est une politique sectorielle – il faut y qu'il y ait une politique macroéconomique permissive et une politique structurelle d'accompagnement. En d'autres termes, vous ne pouvez pas avoir une politique industrielle si vous n'avez pas en même temps une politique de compétitivité et des structures économiques institutionnelles et sociales adaptées. Le premier élément est donc l'alignement des politiques macroéconomiques, structurelles et micro-économiques. Si par exemple vous avez une politique fiscale qui a pour effet de faire fuir les investisseurs, ce n'est pas la peine d'espérer avoir un développement d'activités. L'objectif de cohérence des politiques menées est donc décisif.

Combiner les approches

Ensuite, Il faut savoir combiner plusieurs types d'approche. La nouvelle politique industrielle a ceci d'intéressant qu'elle combine trois approches sectorielle, territoriale, et par taille d'entreprises. il n'est pas illégitime de cibler certains secteurs parce qu'ils sont porteurs de développement (dans des technologies génériques, etc.) et qu'ils peuvent irriguer l'ensemble de l'économie. Encourager la R&D sur les technologies génériques (dans le numérique, les sciences du vivant, les matériaux, l'énergie), inciter à leur développement et à leur diffusion est donc un objectif légitime. À cette première approche, il faut ajouter l'approche territoriale : c'est l'idée des clusters, c'est-à-dire d'un ancrage territorial d'écosystèmes d'innovation où coopèrent des chercheurs, des innovateurs, des universitaires et des entreprises autour de la promotion et du développement d'un projet. Enfin, il faut y combiner une approche écologique d'entreprise, consistant à aider les petites et moyennes entreprises à croître et à se développer par des aides et des politiques spécifiques. Vous savez que l'un de nos drames en France est notre incapacité à convertir des PME en entreprises de taille intermédiaire (ETI) puis en grosses entreprises.

Non seulement vous avez à combiner ces trois types d'approche territoriale, par taille et sectorielle, mais il faut encore que vous acceptiez d'utiliser différents types d'outils dans l'accompagnement de cette politique industrielle. Les outils peuvent être des subventions, des aides remboursables, des participations et des incitations. La fameuse mission Rocard-Juppé a développé à ce titre un concept original de politique industrielle comprenant les différentes technologies d'aide, de soutien et d'accompagnement. Ce concept permet de réinventer la politique industrielle en sortant du modèle de la désignation des champions par un État qui supervise et a une conception balistique de l'action, au profit d'une conception plus *bottom-up* qui accompagne les initiatives et sait utiliser les outils pour accompagner le développement.

Au total, il n'y a aucune fatalité à ce que la politique industrielle soit assimilée à une politique de canards boiteux, de protection de champions nationaux ou de capture de la rente publique par des intérêts organisés. Les vieilles oppositions industrie-services ne tiennent pas davantage, la nouvelle politique industrielle entend promouvoir des chaines de valeur comportant à chaque maillon du service ou de l'intelligence ou de la fabrication de biens. L'essentiel, pour une économie insérée dans l'économie mondiale, étant de développer la production de biens et services échangeables. À l'épreuve de la crise, on a donc redécouvert l'intérêt des politiques sectorielles au service de politiques publiques cohérentes. Enfin forte des expériences passées, une nouvelle politique industrielle a pu émerger fondée sur une gouvernance nouvelle des aides, une évaluation incorporée et la promotion de solutions utiles à l'ensemble de l'économie.

L'État de demain : point de vue d'un juriste

Patrick Hubert
Clifford Chance

À ce stade des débats, le rôle de l'État qui nous a été présenté est très séduisant, mais je crains qu'il soit impossible à mettre en œuvre.

Caractéristiques de l'État régulateur

Depuis la fin des Trente Glorieuses, nous avons construit une nouvelle forme d'État que l'on pourrait qualifier d'État régulateur. Il comporte des traces de l'ancien État providence ou de l'ancien État directeur qui pouvait faire un peu ce qu'il voulait, mais il se caractérise par trois limites qui encadrent son action.

– Les règles qu'il met en place ne disent pas aux agents économiques où ils doivent aller. Elles se contentent d'indiquer comment les marchés financiers doivent fonctionner, les fonds propres que doivent avoir les banques, l'interdiction pour les entreprises de s'entendre avec leurs concurrents ou d'abuser de leur position de force sur le marché. Une fois que vous respectez cela, vous faites ce que vous voulez : l'État s'en désintéresse.

– Il a délégué ses pouvoirs à des régulateurs indépendants, dont le plus célèbre en Europe est la Commission européenne. Il a donc créé des silos : régulateur des télécom, régulateur de l'énergie, des banques centrales, la chambre sociale de la Cour de cassation pour ce qui concerne le droit du travail en France. Chacun travaille dans son silo. Mario Draghi a beau essayer d'explorer les confins de son silo pour faire face à la situation, il y a des limites. Et dès lors qu'il a délégué ses pouvoirs, qui en outre ne sont plus des pouvoirs de direction, dans des silos différents, comment l'État peut-il articuler une stratégie ?

– Le troisième point relève de la technique juridique mais est extrêmement

impressionnant : le droit de la concurrence, un des droits moteurs dans le passage à l'État régulateur, est en Europe supérieur à tous les autres droits. Il est inscrit au-dessus de tout dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Tout ce que vous pouvez faire dans le domaine législatif doit le respecter. Les autres droits n'ont pas cette place éminente : vous ne pouvez donc pas les combiner. Or, régissant vingt-huit États, le traité se situe dans un lieu tellement élevé et compliqué que vous ne pouvez pas le changer. Or, ce qu'il contient n'est pas une vague orientation, ce sont des règles précises et rendues minutieuses par des dizaines d'années de jurisprudences.

Tout cela rend très difficile la stratégie, qui suppose de combiner des domaines variés et d'avoir une approche à 360°.

▶ Les vertus du droit de la concurrence

Jeter tout cela aux orties et revenir au passé est évidemment impossible à cause de la complexité du monde. De plus, ce serait dommage car l'État régulateur a des vertus. Prenez par exemple une entreprise ayant des antennes et émettant de l'information sur divers territoires. Imaginez que cette entreprise a un concurrent disposant de beaucoup moins d'antennes mais qui veut également vendre des services d'émission sur l'ensemble du territoire. Vous avez donc une inégalité. Dans certaines circonstances, le droit de la concurrence va imposer au grand d'accepter le petit sur ses antennes là où le petit n'en a pas. Et il va imposer une règle qu'on appelle le test de ciseaux : vous allez vendre l'accès aux antennes à un certain prix tandis que vous allez fixer votre prix de détail à un niveau suffisamment élevé pour qu'il y ait un espace dans lequel le petit concurrent puisse fixer son prix. Si les deux prix sont au même niveau, le petit concurrent ne peut bien évidemment pas accéder au marché. Ainsi, le droit de la concurrence recherche une forme de justice qui se combine avec l'efficacité : si le petit concurrent est inefficace et ne parvient pas à entrer dans cet espace, tant pis pour lui.

Cette approche combinant justice et efficacité se fait avec une technicité dont on n'a pas idée quand on ne travaille pas sur ce type d'affaires. Pendant des mois et des mois, les entreprises s'échangent des mémoires, font travailler des économistes. Cela va conduire à restreindre, par un débat extrêmement sophistiqué, l'espace d'incertitude. Il va rester un petit espace, et c'est là que l'autorité, qui prend la décision finale, va se mouvoir et appliquer son pouvoir.

Si vous comparez ce système au travail effectué sur les politiques économiques et sociales d'un État traditionnel – quelques réformes rapidement conçues dans un parti politique avant des élections – vous voyez qu'il y a un abîme qui fait peur et qui fait mal. Il serait donc dommage que l'État de demain oublie ce progrès constitué par l'État régulateur.

Quel sera l'État de demain ?

Je pense tout d'abord que l'Union européenne et les organisations internationales feront partie du système étatique de demain, car ce que j'ai dit sur le traité de l'Union européenne vaut pour beaucoup d'autres traités internationaux souvent à couverture mondiale. Il faut cependant s'efforcer de déconstitutionnaliser, c'est-à-dire de descendre les droits techniques, le plus possible, pour les mettre tous au même niveau afin que les États puissent les combiner avec des stratégies à 360°. Il n'y a aucune raison pour qu'un parmi d'autres soit au-dessus.

Il faut ensuite que les États apprennent à gérer ces silos dont je parlais, qui produisent des situations juridiques extraordinairement complexes. On ne peut pas inventer une stratégie sur un coin de table. Il faut des experts juristes sophistiqués à l'intérieur des États. Il faut éviter les risques d'incompétence, car on lance alors des réformes qui s'écrasent sur cette complexité – on le voit tous les jours en lisant les journaux. Mais il faut aussi éviter l'effet inverse : ce ne sont pas ces spécialistes de la complexité qui doivent mener les stratégies. Ce n'est pas leur rôle, ils sont là pour conseiller sur la mise en œuvre juridique des stratégies. C'est pourtant souvent ce qui se passe au fur et à mesure qu'un État se met à développer une fonction publique capable de gérer la complexité : il lui confie les clés de la machine car elle a l'air de comprendre et de savoir ce qu'elle fait. Mais en fait, elle se contente de gérer la complexité et n'a pas d'idées sur les stratégies.

La troisième piste possible serait d'étendre les méthodes de prise de décision développées par l'État régulateur, y compris dans des domaines qui sont traditionnellement plus politiques. Lorsqu'on est juriste et que l'on réfléchit à ces questions, on est frappé de constater que l'élaboration d'un certain nombre de grandes législations comporte deux phases. Une première phase pendant laquelle il ne se passe pratiquement rien et dont personne n'entend parler. Tout d'un coup, une idée sort : la presse annonce qu'un gouvernement va faire ceci, qu'un candidat à la présidence va faire cela. Ensuite, vient la phase du débat public, du débat parlementaire extraordinairement coûteux mais qui ne va modifier que très légèrement le projet. En réalité, le véritable débat qui a conduit à la prise de décision n'est pas transparent et n'est pas informé par un vaste dialogue technique.

Dans l'État de demain, il ne s'agirait pas seulement de tenir compte des différents lobbies qui pourraient s'exprimer. Il s'agirait, dans un État idéal, de faire coopérer le savoir académique et le savoir factuel afin de réduire la zone où le pouvoir discrétionnaire et stratégique s'exercera. Il faut en quelque sorte sortir le politique de l'immense zone contrainte par les réalités et lui demander de se concentrer sur ce qu'il sait faire : gérer l'incertitude, imprimer une direction, etc..

C'est dans cette direction que l'on pourrait aller. Mais je suis juriste ; cela me donne à la fois une modestie et une immodestie. Ce n'est certainement pas le droit qui va faire évoluer l'État. Il faut de la politique et il faut de l'évolution culturelle. Cependant, le droit peut obliger les processus de décision à être transparents et à être profondément contradictoires, beaucoup plus en amont : et c'est un moyen non pas d'influencer le contenu des décisions politiques mais leur qualité.

Quel État au Moyen-Orient ?

Antonella Caruso
Nations Unies

Au Moyen-Orient, la question n'est pas de savoir s'il faut moins d'État ou plus d'État, mais quel État ? Après tous les bouleversements que la région a connus depuis la fin de 2010, on assiste finalement à la montée en scène de nouvelles forces ou plutôt de vieilles forces politiques islamiques, notamment les frères musulmans et des salafistes. Mais nous avons aussi revu sur le devant de la scène politique tout un autre monde qui s'est ouvert dans ce débat public, à savoir les femmes, les jeunes, les leaders tribaux, mais aussi les leaders religieux.

Donc, de quel État s'agit-il au Moyen-Orient ? Finalement, la période de transition a mis en évidence la question de savoir de quel l'État on a besoin au Moyen-Orient. Ce qui a été mis en discussion, c'est la forme du gouvernement, avec une gouvernance plus juste et plus inclusive. Mais alors de quel État s'agit-il ? Sûrement un État plus démocratique, plus ouvert, capable de garantir la sécurité et surtout de fournir les conditions favorables au développement économique et social de ses citoyens et citoyennes. Est-ce que ce sera un État centralisé fédéral ou co-fédéral, parlementaire ou présidentiel ? Résistera-t-il aux tensions confessionnelles et ethniques ? Les frontières resteront-elles ce qu'elles sont aujourd'hui ? Et enfin est-ce que ce sera État islamique ou laïque ? Nous sommes encore loin des réponses à toutes ces questions. En tant qu'islamologue, je cherche les réponses, mais je ne les trouve pas. Donc, dans la modestie de cette recherche, je dois vous dire que finalement, il n'y a pas encore, dans ce grand espace géographique et culturel, de modèle d'État qui puisse s'adapter à toutes les variables nationales et ethniques.

En Égypte, par exemple et comme on le voit à la lumière des derniers événements, la bipolarisation entre les partis islamistes et libéraux risque de s'aggraver dans les rues du Caire et d'Alexandrie. La crise économique ne cesse de s'aggraver. Le chômage augmente. L'essence manque. Les usines ferment. La plus ancienne et prestigieuse université musulmane au monde dénonce les dangers de la guerre civile. Cette guerre qui a déjà éclaté il y a deux ans en Syrie où elle a fait 93 000 morts et 1,7 million de réfugiés et déplacés. La destruction physique des villes et des villages entiers est accompagnée par la décimation de l'économie. Les liens sociaux sont profondément remis en cause, tandis que la confessionnalisation du conflit entre chiites et sunnites ne fait qu'augmenter, de même que les tensions entre majorité confessionnelle et minorités religieuses et ethniques. L'unité du peuple du territoire syrien risque de se briser sous les coups des bombardements et des attentats terroristes.

Pas loin de la Syrie et 10 ans après l'intervention américaine en 2003 qui a fait chuter le régime de Saddam Hussein, l'Irak cherche encore à définir un système de gouvernement qui respecte la constitution de 2005, pour un État irakien uni, fédéral, démocratique et pluriel. La forme du gouvernement mis en place en Irak est celle d'une démocratie consensuelle où toutes les composantes ethniques et sociales de la société irakienne doivent être dûment représentées sur la base de leur poids démographique. C'est une formule qui rassure, après surtout un conflit civil qui a fait 74 000 morts en Irak entre 2006 et 2007, mais qui risque malheureusement d'aggraver la séparation entre les différentes composantes ethniques et religieuses car fondée sur une politique identitaire plus séparatrice qu'intégratrice.

Dans cet État, quelle est la place de la religion ? Si on retourne à la constitution irakienne, l'islam à une place d'honneur dans son préambule, et surtout dans son premier chapitre. Mais il le partage, avec aussi la démocratie, les valeurs des droits de l'homme, et toutes les autres composantes religieuses et ethniques de la société irakienne.

Depuis la «hawza» de Nadjaf, lieu de l'académie chiite et siège de l'autorité chiite arabe par excellence, le grand ayatollah Ali Sistani n'intervient pas directement dans les affaires politiques et il ne dicte pas les règles du fonctionnement des affaires publiques. Par contre, son autorité morale reste une source de référence, de respect, de connaissances et de recours pour les forces politiques irakiennes qui cherchent encore à trouver une solution aux crises, 10 ans après la fin de la guerre.

Au Caire, Al-Alzahr, une grande institution religieuse fondée par une dynastie chiite, mais devenue au cours des siècles le berceau de la tradition sunnite arabe, reste une institution d'État qui a su gagner parfois son indépendance vis-à-vis du pouvoir, que ce soit celui du sultan, du roi ou du

président. Aujourd'hui, son grand imam joue de son influence pour appeler au dialogue et dissuader le recours à la violence. Mais elle pourrait aussi être tentée d'accroître son rôle et de peser sur le contenu législatif, si le principe de conformité des lois au droit islamique y est affirmé.

Mais alors, peut-on penser à la naissance d'un État laïque dans les pays arabes ? Le modèle turc reste unique. L'État nation et le principe de laïcité constituent les fondements de l'État turc depuis l'abolition du califat en 1924 et l'inscription de la laïcité dans la constitution en 1937.

▶ Beaucoup de questions, peu de réponses

La seule chose que nous sachions est que les sociétés arabes se sont finalement libérées de la peur de la répression et s'expriment librement dans une presse et dans des médias bien diversifiés. Le débat autour d'un nouveau pacte entre la société et l'État en est encore à ses débuts, tandis que la recherche d'un nouvel ordre politique et social se fait dans un contexte dangereux. Seul un dialogue national, sincère, représentatif et incluant toutes les forces de la société, pourrait aider la recherche d'une solution dans chacun des pays arabes. Après tout, ce ne devrait pas être impossible comme le montre le dialogue national en cours au Yémen. Ailleurs, il reste beaucoup d'obstacles. Le chemin sera long et difficile, mais il ne faut pas abandonner l'espoir.

Pour une Tunisie prospère et solidaire

Jameleddine Belhaj Abdallah
Caisse des Dépôts et des Consignations, Tunisie

Après avoir enregistré une croissance relativement élevée au taux annuel de 5% sur cinq décennies, l'économie Tunisienne connaît une situation difficile caractérisée par une baisse du niveau d'activité (-0,2% en 2011 et -4,2% en 2012) ; une baisse du niveau de l'investissement ; un chômage préoccupant à 700 000 chômeurs dont 230 000 diplômés) ; une hausse des prix de 6,5% ; des régions déshéritées et surtout une multiplication de *sit-in* et de revendications excessives.

L'exigence de liberté et de dignité, moteur des événements qui ont conduit à la chute de l'ancien régime, a abouti en très peu de temps à introduire la notion du dieu État. La profonde misère des quartiers populaires et des régions délaissées implore l'État pour échapper à la pauvreté, accéder à la propriété d'un logement, obtenir un emploi stable et garanti à vie, etc. la liste des attentes et des espoirs fondés sur l'État est longue.

▶ Quelle a été la réaction du gouvernement issu des élections ?

La nouvelle classe politique, toutes tendances confondues, a enfourché le même cheval et se comporte comme si une «politique révolutionnaire» consistait à promettre monts et merveilles par la grâce de l'État. Les nouveaux politiques n'ont guère tiré les leçons de l'histoire.

C'est avec le «consommez ! L'État s'occupe de tout» que l'État prédateur de Ben Ali a perduré plus de deux décennies. C'est lorsqu'il s'est révélé incapable d'assurer un niveau de vie décent et en amélioration constante que l'État Bourguibien a vacillé sur ses bases à de multiples reprises et que l'État-Ben Ali a été emporté. La nouvelle classe politique n'a pas davantage compris que l'État providence court à la faillite comme l'attestent l'aggravation

des déficits des comptes publics et l'aggravation de l'endettement du pays ; elle continue, par ses discours, ses programmes et les politiques économiques mises en œuvre depuis janvier 2011, à conforter le Tunisien dans son addiction à l'État. Elle est loin de réaliser que ce rapport à l'État est particulièrement contreproductif et risque non seulement de compromettre le redressement économique du pays mais également d'aboutir à plus ou moins brève échéance à rallumer le feu de la révolte et à réinstaller la dictature.

Ce constat ne constitue guère un prélude à un discours libéral. Il ne s'agit nullement de remettre en cause l'interventionnisme de l'État et encore moins la politique sociale que tout État réellement démocratique se doit de mettre en place. Mon propos vise plus simplement à attirer l'attention sur un certain nombre de points vitaux pour l'avenir du pays.

Le Programme économique et social (PES) du gouvernement provisoire lancé le 1er avril 2011 aussi le programme du gouvernement élu reprennent les schémas et discours classiques de ces dernières années. Travaillant sous l'urgence, le gouvernement n'a même pas eu le temps de concevoir un programme cohérent avec une nouvelle réflexion qui sorte des schémas et des discours classiques de ces dernières années. Les mesures avancées constituent un catalogue de projets et de thérapies expérimentées en d'autres circonstances qui n'ont pas donné les résultats escomptés. Il ne s'agit pas d'un programme mais plutôt d'un ensemble de «mesures» collectées et juxtaposées avec des schémas qui tendent à se reproduire et, pour cette raison, à s'éterniser.

Les expériences de transition à l'Est ou dans d'autres pays nous ont appris que les prises de décisions dans les premiers temps des ruptures politiques sont décisives et marquent de leur empreinte les trajectoires historiques ultérieures des sociétés. L'importance des changements institutionnels sera décisive. Il est donc du devoir de nos responsables de prendre les décisions pertinentes et structurelles qui engageront une transformation de la société tunisienne dans la bonne direction et de rompre avec les anciens modèles économiques et sociaux qui ont engendré le chômage, la pauvreté, la précarité, la marginalisation et l'exclusion. La révolution a créé une situation nouvelle qui exige de nouvelles réflexions pour y faire face.

▶ Quelle est la réaction des partis politiques ?

Elle est soit absente soit démagogique. Aujourd'hui, deux partis seulement ont eu le mérite de diffuser leur programme économique. Si la position des partis pour gagner des voix et se positionner sur la scène politique est légitime, leur rôle est aussi de fournir des réponses claires et précises à des questions que les Tunisiens se posent quotidiennement : quelle est

leur vision de la société tunisienne de demain ? Que faire, dans le domaine économique, face à la situation actuelle caractérisée fondamentalement par l'incertitude ? Comment relancer l'économie ? Comment créer davantage de richesses ? Comment les répartir de la meilleure manière possible ? Comment créer l'emploi pour des centaines de milliers de jeunes ? Comment développer les régions déshéritées ? C'est de la clarté des réponses à ces questions et des précisions pratiques et réalisables que la Tunisie nouvelle a besoin, non pas de vœux pieux.

▶ La mise en place d'un nouveau modèle de développement est aussi urgente

Mon sentiment profond est que les difficultés actuelles nous offrent une opportunité unique pour reconstruire notre économie et notre pays. Pour cela, il nous faut une vision claire et ambitieuse du futur de la Tunisie qui dépasse largement les programmes de moyen terme d'un mandat électoral. Il s'agit de croire et d'agir pour que la Tunisie ait l'ambition de rejoindre le groupe des pays développés à l'échéance de 2040, projetant d'accroitre substantiellement le revenu par habitant, de maitriser le chômage, de réduire les inégalités, la pauvreté et la marginalisation grâce à une croissance soutenue à forte valeur ajoutée, le doublement et la dynamisation de l'investissement privé national, l'attraction des capitaux étrangers et l'amélioration de la productivité. Le préalable est de rompre avec les anciens schémas de développement économique et social, qui ont engendré le chômage, la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion. La révolution présente une nouvelle situation. Elle exige de nouvelles réflexions. Des responsables, façonnés et recrutés pour concevoir des discours présidentiels et puis les traduire en programmes et plans de développement, ne peuvent pas, continuer intellectuellement et moralement, à concevoir des programmes économiques et sociaux pour la Tunisie de demain.

L'un des aspects les plus importants de cette vision tient à la redéfinition d'un partenariat public-privé pour que la Tunisie soit à la fois prospère et solidaire. L'expérience internationale indique que la Malaisie est passée, en vingt cinq ans seulement, du stade d'un pays en développement à celui d'un pays développé en mettant en place une vision ambitieuse et une politique d'investissement adéquate. Cette expérience indique aussi que la réussite d'un nouveau modèle économique résulterait, principalement, du génie, du savoir-faire et de la réactivité de son capital humain et de ses investisseurs et du choix opportun de l'État quant à la réorganisation, la dissolution ou la création des structures et des institutions qui relèvent de sa tutelle.

Ce choix doit refléter un large consensus entre le gouvernement, les partis politiques et les intellectuels pour qu'il soit respecté par les différents gouvernements successifs. Il est logique que les partis politiques aient des programmes divergents sur le court et le moyen terme mais la Tunisie

appartient à nous tous avec nos différences. L'appartenance à la Nation nous réunit pour concevoir la vision du futur de nos enfants sur le long terme. Cette vision doit être la référence pour tous les programmes à moyen terme des gouvernements à venir. Chacun s'engage à la respecter et la mettre en œuvre en rapprochement le plus rapidement du but final. La réalisation de ce projet exige la clarté de la vision et la volonté politique pour le réaliser.

▶ Quel partenariat public privé ?

Pour que la Tunisie soit prospère, il faut créer le maximum de richesse possible. Sans cela, l'on assiste à un développement de la pauvreté, de la marginalisation et de l'exclusion ainsi qu'à une détérioration des services publics tels que la santé, l'éducation et les infrastructures de base. Mais aussi, sans justice sociale qui réduit les inégalités et protège les pauvres et les défavorisés, la création de richesses n'est pas assurée.

Dans ce contexte, la redéfinition d'un partenariat public-privé est un facteur de réussite. La prospérité, la stabilité politique et la démocratie en Tunisie ne peuvent être assurées que si le pays crée environ 150 milles emplois par an dans la décennie à venir pour réduire le chômage et répondre aux besoins de la population additionnelle, dont environ 80 milles emplois pour les diplômés et si le modèle économique est vu comme juste et profitant à tous.

▶ Quel rôle doit jouer le secteur privé ?

Le rôle du secteur privé est de créer le maximum de richesses possibles, de générer des emplois durables et de distribuer des revenus consistants dans le respect des textes en vigueur tels que la législation fiscale, le code de travail, la sécurité sociale. En contre partie, il récolte le maximum de profit qui permet de couvrir les risques encourus, la créativité et l'innovation. Pour cela un investissement consistant est nécessaire. Les économistes, le considèrent comme le moteur de la croissance et du développement. Cet investissement modifie la structure de l'offre et améliore la productivité du travail qui permet une hausse des salaires de créer plus de richesses et de générer davantage d'emplois.

En Tunisie, le secteur privé existe depuis le début des années soixante. Il s'est largement développé depuis cette date principalement à partir des années soixante-dix. Ce secteur a fourni une part appréciable des emplois et a participé à la création de valeur ajoutée. Cependant, contrairement à d'autres expériences internationales, les PME tunisiennes n'ont pas innové. Elles utilisent un stock de capital à faibles niveaux technologiques et ont des procédés de production qui ne dépendent pas de l'innovation. Adoptant une logique de minimisation des coûts, ces PME ont tendance à embaucher

un plus grand nombre d'ouvriers à faible qualification en vue de réaliser un niveau donné de production. Cette situation n'a pas favorisé l'emploi des dizaines de milliers de diplômés. Dans ce sens, le secteur privé n'a pas rempli son rôle. Deux arguments peuvent être avancés. Le secteur a occasionné le gaspillage et n'a pas réussi à bâtir une économie solide.

Le chômage est un gaspillage de ressources humaines. Dans ce sens, le secteur privé n'a pas réussi, par sa faiblesse et le manque de son dynamisme à absorber les 700 mille chômeurs dont 230 mille diplômés. De même, les exonérations fiscales, les subventions et les autres avantages accordés à ce secteur constituent l'autre gaspillage de ressources matérielles payés par la collectivité qu'elle aurait pu dépenser autrement. De plus, notre économie demeure fragile basée principalement sur l'exploitation des ressources naturelles ; la compression des salaires et une dépréciation continue de la monnaie nationale. Le tissu productif est composé à 90% de petites et moyennes entreprises (PME).

Pour expliquer cette situation, plusieurs avancent que la corruption a étouffé l'activité économique du pays et réduit la création de richesses. Plus de corruption, c'est moins d'investissement et par conséquent, c'est moins de croissance et moins d'emplois. Il en a résulté de ce fait, un déficit l'investissement et un secteur privé peu dynamique. Sur la base d'une telle argumentation, certains économistes comme le gouvernement déduisent qu'il suffit d'instaurer la bonne gouvernance pour assurer une croissance de 7 à 10%, de créer suffisamment d'emplois et de réduire en conséquence le chômage.

Cette proposition est valide dans le court terme. Elle devient insuffisante à moyen et long terme. La dignité implique, un emploi durable et un revenu consistant pour les tunisiens. Cela implique une économie d'innovation et de créativité donnant une croissance plus élevée que celle réalisée pendant les années passées ; à forte valeur ajoutée et créatrice d'emplois qualifiés et durables. La prospérité future du pays repose, en grande partie, sur le doublement de l'investissement des entreprises et un secteur privé dynamique et innovant, capable de relancer les défis, pour qu'il puisse répondre à cet enjeu de création d'entreprises, de richesses et d'emplois. Face à la concurrence internationale sur de nombreux produits, même sur les produits basiques, l'entreprise tunisienne a peu de chance d'être compétitive. Le secteur a, pratiquement, perdu ses avantages et devra trouver de nouveaux arguments de compétitivité pour maintenir sa part de marché. Cependant, des marchés potentiels existent. C'est aux entrepreneurs tunisiens

– d'identifier des niches possibles et de développer des partenariats avec le capital étranger. L'IDE avec des transferts de capitaux, de technologies, de connaissances et de savoir-faire permettent l'acquisition d'avantages construits ;

– de mettre à jour son leur d'équipement par l'acquisition de technologies performantes. L'expérience internationale indique que la mondialisation exige le développement accéléré de nouvelles stratégies de valeur ajoutée. Les pays émergents opèrent continuellement de grands changements pour s'affranchir d'un rôle de sous-traitant, intenable à terme face à la concurrence, et s'orienter résolument vers le produit fini et les marques. Cette stratégie permet d'améliorer substantiellement la productivité, la richesse, l'emploi et les salaires. Le plus délicat et lent à réaliser, consiste à modifier la mentalité des acteurs économiques et à les convaincre de l'opportunité d'adopter un nouvel état d'esprit conquérant et innovateur.

▶ Quel rôle doit jouer le secteur public ?

L'intervention de l'État dans le système économique est un fait majeur de toutes les sociétés contemporaines. Par contre, la présence de l'État dans l'économie a toujours été un sujet controversé.

Sur le plan théorique, certains – les ultralibéraux – soutiennent une conception minimaliste de l'État. Soulignant les mérites du marché et de la concurrence, ils soutiennent que son intervention devrait se limiter à assurer la protection des individus et des biens contre le vol, la fraude ainsi que la réalisation des contrats. Une fois le droit de propriété reconnu et la concurrence est garantie, le marché fournit, à lui seul, les conditions optimales pour réaliser les opérations d'échanges, de production et de distribution. D'autres, reconnaissent trois fonctions essentielles pour l'État : la fonction d'allocation des ressources en vue de corriger les échecs du marché ; la fonction de stabilisation macroéconomique (limiter les cycles économiques) et la fonction de redistribution (réallouer les ressources plus équitablement entre les individus).

Si nous adhérons à cette deuxième conception, nous soutenons que pour une Tunisie prospère et solidaire, l'État doit jouer, en plus, deux principaux rôles. Il doit jouer un rôle stratégique de premier plan. Il a, par ailleurs l'obligation de hisser le climat des affaires à un niveau international. Il va de soit que l'État joue son rôle d'État gendarme en assurant la sécurité, la justice de telle sorte que la sécurité des personnes soit effective, que le droit et l'ordre soient respectés et en particulier que l'économie puisse fonctionner.

▶ Le rôle stratégique

Le secteur privé ne peut jouer seul son rôle. L'État doit avoir un rôle stratégique. Il doit accompagner le privé dans sa démarche pour définir les secteurs stratégiques présents et futurs. Dans ce sens, il faut subventionner massivement l'innovation et la diffusion de technologies. Il est urgent de mettre en œuvre une politique industrielle où l'État mise sur des secteurs d'avenir. À titre indicatif, le gouvernement actuel de la France a contracté un

emprunt de 35 milliards d'euros. Pour plusieurs, une telle décision aggrave la dette publique. L'argument avancé par le gouvernement, est d'améliorer la position de la France de demain dans le système mondial. En effet, cet emprunt a été destiné, principalement, à restructurer l'enseignement supérieur et à la formation (11 milliards dont 8 pour la création de 8 campus d'excellence mettant l'accent sur la santé, les biotechnologies et sur la capitalisation des Start-up) ; à accompagner les PME des filières aéronautiques, spatiales, automobiles, ferroviaires et navales (6,5 milliards) ; à consolider le secteur numérique afin de généraliser l'Internet à très haut débit (4,5 milliards).

▶ **La responsabilité d'instaurer un climat des affaires favorable à l'initiative privé.**

Tout d'abord, l'État doit restructurer profondément les secteurs de la justice, de la finance de l'enseignement, la formation et l'innovation. Le rôle de l'État est fondamental pour développer l'économie du savoir et le capital humain (c'est-à-dire la productivité des individus au travail). La santé est un autre aspect essentiel du capital humain. Des individus en mauvaise santé ne peuvent pas être productifs ou inventifs. L'hôpital et l'école doivent être conçus comme faisant partie d'un dispositif d'ensemble destiné à maximiser le potentiel de croissance du pays tout entier.

L'État a le devoir de mettre en place un cadre institutionnel assurant le fonctionnement des affaires sans entraves. Les pays qui ont engagé des réformes en vue d'améliorer le climat de l'investissement tels que la Chine ou l'Inde ont presque doublé le taux d'investissement privé. Tous les obstacles à l'initiative d'entreprendre doivent être éliminés. Le rôle de l'État est par conséquent, d'encourager l'investissement afin d'augmenter la productivité du travail, de créer des emplois durables et de hausser les salaires.

L'investissement a un caractère prospectif et présente plusieurs risques. Les anticipations sont, alors, essentielles dans la prise de décision. Pour qu'ils décident d'investir, de ne pas investir ou de retarder cette décision, il faut que les investisseurs aient une bonne vision sur le futur. Leurs anticipations dépendent de leur état de confiance. La crise ou même la récession engendre la peur, la prudence et le pessimisme qui, à leur tour, consolident cette situation. Cette vision est, largement, façonnée par les politiques et comportement des pouvoirs publics. Un rapport de la Banque mondiale indique qu'une meilleure prévisibilité de la politique des pouvoirs publics peut accroître de plus de 30% la probabilité que les entreprises effectuent de nouveaux investissements.

Il importe aussi de remettre à plat la fiscalité. Le système fiscal tunisien est d'une complexité et d'une opacité excessive. Une fiscalité moderne doit être, au contraire, simple et juste, et permettre de financer le bon fonctionnement

des institutions ainsi que les investissements d'innovation. Les pays scandinaves, en particulier la Suède, alignent de très bonnes performances en matière de croissance et d'innovation, pourtant ils maintiennent un impôt élevé et/ou fortement progressif sur le revenu. Pourquoi ne pas faire de même ? Il importe aussi de transformer profondément le système financier, d'instaurer un système de lutte contre la corruption, de réformer la justice.

▶ **La responsabilité d'assurer la paix sociale.**

L'État doit prendre en charge les démunis. Par une politique fiscale adéquate, il veille à une répartition équitable de la richesse, corrige les inégalités et assure l'infrastructure de base.

Dans un univers où l'innovation et la croissance impliquent davantage de création et de destruction d'entreprises et d'emplois, l'État doit tenir sa place contre les nouveaux risques de l'économie mondialisée. Il faut réfléchir à l'idée de mettre en place un système «d'indemnisation» des employés au chômage tout en les incitant à rebondir en leur assurant une formation adéquate.

Au niveau de la redistribution, il s'agit de lutter contre l'exclusion et les inégalités sociales. Pour cela, l'instrument privilégié est l'impôt en particulier les impôts progressifs, ainsi que la fourniture de biens ou service gratuitement ou sous condition de revenu. Ainsi, le budget de l'État est-il un instrument très important pour la réalisation de ces objectifs. La question posée est de trouver le financement du déficit budgétaire.

Échanges

Question du public

Où commence le rôle de l'État et où finit-il ?

Philippe Aghion

Il y a d'abord ce que l'on appelle des externalités de savoir, des externalités technologiques. Quand une entreprise fait un investissement, on ne voit pas toujours les externalités que cet investissement peut avoir sur les autres. Quand vous prenez la décision de vous éduquer ou pas, vous ne voyez pas les externalités que vous aurez sur les gens avec lesquels vous allez interagir, vos enfants par exemple. L'État peut donc être un moyen d'internaliser cette externalité, ce qui légitime son intervention.

D'un autre côté, dans une économie de l'innovation, l'État ne peut pas remplacer le secteur privé. Il doit favoriser, faciliter et inciter. C'est là sa limite. L'État est nécessaire à l'innovation, mais il ne faut pas qu'il remplace les forces vives qui font que l'innovation se produit.

Question du public

Do you see a role for the State in long-term financing, such as risk capital credit, guarantees?

Laura Tyson

One of the speakers addressed the problem that the time horizon of political leaders was short in general, and that the time horizon of many innovation projects was quite long. I can think of two ways to address this; one is using more public-private partnerships, where the state has a financing facility that can provide some of the initial capital, but if it is not picked up and combined with the private sector, the project will not get done. This is mostly in large infrastructure projects, where we have some demonstration around the world that with a relatively small amount of public sector investment, a capitalized

infrastructure bank, you can mobilize a lot of private long-term investment. Sovereign wealth funds around the world are now looking for partnerships with governments in infrastructure. They are bringing long-term private capital and want to find a state partner to provide some of the initial funding. That is one way.

Regarding the issue of R&D financing, it is very important to emphasize the way those decisions are made. The government can play a very important role in providing a source of basic science funding that is long-term. Research on fracking, as I said, was done in the 1950s and 1960s, and it is only now that it is commercially applicable. Therefore, the state can do it in R&D, but a key part of it is to make sure the allocation of that money is driven by peer review, not by politicians or people moving in and out of government. The government sets up the funding stream, and the academics, often with the private sector, determine what projects will be funded.

Question du public

Qui est l'État ?

Élie Cohen

Un gouvernement démocratiquement élu qui pilote une administration au service du gouvernement démocratiquement élu. Donc, les choix faits par le gouvernement démocratiquement élu sont mis en œuvre par l'administration et la bureaucratie d'État.

Dans une démocratie représentative, c'est le gouvernement qui est investi de la légitimité. C'est lui qui détermine la politique. Bien entendu, dans l'élaboration de cette politique, nous ne sommes plus dans un mode balistique, *top-down,* de l'action. Les gouvernements démocratiques représentatifs se soucient à la fois du point de vue des élus et de celui des différentes parties prenantes de la société. C'est pour cela que l'on a développé une « démocratie du public », qui fait que parallèlement à la démocratie représentative, mais devant converger avec le Parlement, il y a toute une série de processus de négociations et de discussions préalables dans divers forums.

En France, nous avons poussé l'exercice très loin. Nous procédons à ce que j'appelle la « Grenellisation » des politiques publiques : nous avons décidé qu'il ne s'agit plus simplement de consulter les partenaires sociaux classiques, mais aussi les différents partenaires de la société civile, les forces écologiques organisées, les forces de consumérisme organisées, etc. Cela fait que tout processus décisionnel public est devenu incroyablement long et hasardeux.

Les démocraties avancées, telles que les démocraties européennes, combinent cette démocratie du public et la démocratie représentative qui par la suite, au niveau de la mise en œuvre, s'appuie sur des bureaucraties d'État qui se situent dans un lien hiérarchique par rapport à l'autorité politique.

Question du public

Le secteur privé demande beaucoup de fonds publics pour pratiquer la destruction créatrice, ce que les opinions publiques ont du mal à admettre. Dans quel type de consensus pourrions-nous agir ?

Philippe Aghion

On a un problème de contraintes budgétaires. On doit réduire les déficits publics et la dette publique ; en même temps, on doit investir dans un certain nombre de domaines qui poussent et stimulent l'innovation, comme l'éducation et les universités. C'est pour cette raison qu'il faut un État stratège, afin de concentrer et cibler nos investissements. Au lieu d'investir partout – la vision keynésienne est de faire de la relance partout – il s'agit pour lui désormais de cibler ses investissements dans certains domaines. L'État ne peut plus investir dans tout et doit réconcilier la nécessité de cibler et la nécessité de maîtriser les déficits publics. Il est très important de les maîtriser car si vous voulez faire une politique macroéconomique contra-cyclique, il faut avoir réduit votre dette publique. Plus vous avez une dette publique élevée, plus c'est difficile de mener une politique macroéconomique contra-cyclique. Il faut donc maîtriser les déficits publics et en même temps cibler dans l'innovation en se conciliant l'opinion publique. Et c'est possible. Il existe un triangle magique : on peut réconcilier investissements dans la croissance, réduction des déficits, maîtrise des inégalités et préservation des services publics. On n'a pas besoin de suivre la voie thatchérienne. Dans les années 1990, les Suédois ont réussi la réforme structurelle de stimuler la croissance en préservant le modèle social. S'ils l'ont fait, nous pouvons le faire.

Question du public

The potential costs of the State making a mistake are huge. We saw that in the last financial crisis, for instance. How does that fit into the State doing more or less without the benefit of knowing the costs in advance?

Per Molander

Ce qui est important, c'est ce que fait l'État et non pas la taille qu'il a. L'État français est légèrement plus grand que l'État suédois ; l'État suédois n'en est pas moins grand et a une fonction très importante. Mais ce qu'il faut bien regarder, c'est comment il fait les choses, avec quelle efficacité. En Suède, l'État a une transparence et un débat, des méthodes que l'on peut souvent importer du secteur privé, et qui peuvent être utiles.

Je saisis l'occasion pour faire remarquer à Philippe Aghion, qui a dit que la base politique des partis de gauche empêche souvent certaines réformes, que si c'est vrai dans un sens, ça ne l'est pas toujours. Je ne suis pas français, mais je pense que la période où Lionel Jospin était premier ministre a été l'une de celles où les réformes ont été les plus courageuses.

Gilles Leclerc, *Public Sénat*

Il y avait plus de croissance.

Per Molander

C'est vrai. Mais il y a eu beaucoup de discussions sur la réduction des déficits et en réalité, ils se sont creusés avant la période du gouvernement actuel.

J'aimerais encore ajouter, à propos de ce qu'a dit Philippe, que c'est tout de même un leader social-démocrate allemand, Gerhard Schröder, qui a réussi avec la concertation et le soutien –certes pas très enthousiaste mais avec le soutien quand même– de son parti, à passer des réformes qui ont amené l'Allemagne à être aussi compétitive qu'elle l'est aujourd'hui. J'ai donc espoir que les forces de gauche peuvent être des forces de progrès.

Philippe Aghion

Ce débat nous a appris beaucoup de choses. Nous avons appris que nous pouvons faire autre chose que l'État minimal et que l'on peut le réformer. On peut préserver les fonctions de l'État, y compris de maîtrise des inégalités, tout en poussant l'innovation. La Suède a su préserver les grandes fonctions de l'État providence tout en le réformant. C'est une note d'optimisme. Je pense que le gouvernement français actuel pourrait le faire ; mais qu'il faut davantage de courage qu'il n'en a eu jusqu'à présent. S'il a le courage, je suis optimiste pour l'avenir.

17.

Réindustrialisez ! Il est temps

Entre 1999 et 2012, la France a perdu 40 % de ses parts de marché à l'exportation et la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a baissé de 30 %. Or, 80 % des exportations mondiales de biens et services sont des exportations de marchandises (dix premiers exportateurs mondiaux). Le déficit extérieur de la France est donc un problème majeur.

Nous sommes dans la troisième révolution industrielle. L'informatisation de la recherche, de la production et de la distribution en est le moteur principal.

Réindustrialiser suppose de définir l'industrie de demain et les points forts sur lesquels construire une stratégie de réindustrialisation. Ensuite, il s'agira d'identifier les systèmes de financement et les politiques fiscales de nature à la financer, les réformes institutionnelles, fiscales, ou sociales susceptibles d'accélérer le processus et de se poser la question des réformes à mettre en place dans le monde de l'éducation et de la recherche pour appuyer cette réindustrialisation.

Contribution du Cercle des économistes
Christian Saint-Étienne

Témoignages
Carlos Espinosa de los Monteros • Ramon Fernandez • Clara Gaymard
Bruno Lafont • Didier Lombard • Thierry de Montbrial • Yves Perrier
René Ricol

Modérateur
Philippe Lefébure

La troisième révolution industrielle et ses conséquences

Christian Saint-Étienne

L'analyse des deux premières mutations techniques peut nous guider pour comprendre celle qui est en cours.

Il y a trente ans, la Triade, constituée de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et du Japon, représentait 60% du produit intérieur brut mondial (PIB) en parité des pouvoirs d'achat (PPA). Aujourd'hui, ces mêmes pays ont un PIB inférieur à la moitié du PIB mondial. Dans vingt ans, cette proportion sera tombée à moins de 40%. Ainsi, la Triade, qui avait maintenu son poids relatif dans le PIB mondial autour de 60% de 1910 à 1980, devrait perdre un tiers de cette puissance relative entre 1980 et 2030. Plus de la moitié de cette régression est déjà accomplie et le rythme du recul s'accélère.

Comment expliquer ces évolutions et leur rapidité ? Nous sommes entrés, depuis le début des années 1980, dans un monde marqué par la troisième révolution industrielle.

■ Une première révolution industrielle en deux phases

La première est apparue dans les années 1780 avec la mécanisation rendue possible par la transformation de la chaleur en énergie motrice et grâce à l'invention de l'entreprise personne morale pouvant accumuler du savoir et du capital.

Dans la deuxième moitié du XVIIIe, la machine à vapeur de James Watt, perfectionnée entre 1765 et 1785, améliore l'invention de Denis Papin et permet de pomper l'eau des mines. Elle va avoir de multiples autres usages grâce à des innovations ultérieures. On pourra développer l'industrie textile, les chemins

de fer, puis les bateaux à vapeur. La locomotive maîtrisée en 1815 permet la construction de lignes de chemin de fer dont le rythme s'accélère après 1830. Les chemins de fer contribuent à la diffusion des technologies et à l'accélération des échanges. Aux États-Unis, les premières lignes transcontinentales sont achevées vers 1880. Le « modèle économique » du chemin de fer qui se généralise de 1830 à 1880, permet de consolider la première révolution industrielle en obligeant la sidérurgie et la construction de machines à des progrès techniques permanents tandis que la nature et l'organisation de l'espace-temps économique et social est bouleversée. Au lieu de parcourir 30 à 50 kilomètres par jour, on couvre cette distance en une heure. Les élites européennes commencent à voyager à travers le continent tandis que les industriels se font une concurrence directe de pays à pays qui les force à innover en permanence. De nouveaux biens et services apparaissent et favorisent l'amélioration des conditions de vie par la baisse des prix des objets de consommation.

L'organisation du travail permet une spécialisation des travailleurs et des progrès considérables de la productivité des hommes. Les demandes pour une main d'œuvre formée favorisent la généralisation de l'éducation primaire dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

■ La deuxième révolution industrielle et le « système métallurgique »

Deux phases de la première révolution industrielle apparaissent nettement. De 1780 à 1830, une série d'innovations de rupture enclenchent cette révolution. De 1830 à 1880, elle se déploie grâce à la montée en puissance du « système métallurgique » (extraction industrielle du minerai et production croissante de fer et de fonte puis d'acier avec la mise au point du procédé Bessemer en 1856) et du modèle économique du chemin de fer.

En un siècle, de 1780 à 1880, la société industrielle a remplacé la société rurale sous l'effet de la première révolution industrielle. Les échanges intra-nationaux et internationaux sont multipliés tandis que le développement de la finance rend possible l'accumulation de capital nécessaire à l'essor de l'industrie. Le capitalisme industriel et financier se renforce tandis que les États démocratiques mettent progressivement en place la législation sociale qui contribue à l'émergence de la classe ouvrière et à l'apparition d'une classe moyenne dans les villes et les bourgs. L'urbanisation s'accélère et le logement s'améliore. L'exode rural alimente la poussée des villes tandis que les campagnes accueillent les nouvelles machines agricoles.

La révolution industrielle se déploie car la science a pris le relais des intuitions des inventeurs pour systématiser le progrès accompli. Mais elle a été rendue possible par la création de l'État de droit moderne au XVIIIe siècle en Angleterre, puis en France. Les droits de propriété sont codifiés et les États nations investissent dans les infrastructures et l'éducation. La première révolution

industrielle a donc été préparée par une mutation culturelle, philosophique et politique dans l'Europe de l'Ouest qui rend possible la mutation du système technique. Cette dernière accélère les évolutions des systèmes culturels et politiques.

Cette première révolution industrielle est dominée par les petites et moyennes entreprises (PME). La division du travail dans la PME est une invention organisationnelle majeure tandis que se développe la division internationale du travail basée sur l'échange.

■ La deuxième révolution et l'émergence des grandes entreprises

Avec la deuxième révolution industrielle à partir des années 1880 (électricité et moteur à explosion, téléphone, chimie, utilisation du pétrole) apparaissent les grandes entreprises en Allemagne et les entreprises géantes aux États-Unis (sidérurgie, pétrole, électricité, transports, etc.). L'acier favorise l'essor de la métallurgie tandis que la chimie de synthèse bouleverse la production d'engrais et les industries textiles. De nouveaux rapports de force et de nouvelles régulations socio-politiques s'affirment au cours de la deuxième révolution industrielle avec le salariat et la montée des syndicats, puis sous l'effet de l'émergence de l'État providence après la Deuxième Guerre mondiale. Les sciences du management apparaissent au début du XXe siècle pour administrer les grandes entreprises qui résultent de la deuxième révolution industrielle.

Si la deuxième révolution industrielle est propulsée par un grand nombre d'innovations techniques et scientifiques, c'est l'électricité qui est le facteur majeur de transformation du système économique et des conditions de vie. Les lois scientifiques d'Ampère et de Faraday sont établies dans le premier quart du XIXe siècle et les inventions suivent avec la dynamo de Gramme et la lampe d'Edison dans les années 1870. Le transformateur est mis au point vers 1890 et les premières lignes à haute tension apparaissent vers 1910.

Le moteur électrique apparaît vers 1880. Les machines peuvent alors fonctionner indépendamment les unes des autres alors qu'avant elles devaient être reliées à la machine à vapeur centrale par des systèmes de transmission complexes. La combinaison de l'électricité et du moteur électrique permet une réorganisation complète de la production à la fois dans sa localisation et son organisation dans les années 1880-1930. Mais la distribution et la commercialisation sont tout aussi impactées avec l'apparition, à partir de 1880, des grands magasins et des réseaux d'éclairage public qui transforment les conditions de vie et de consommation.

La sidérurgie progresse également avec la forte baisse des prix de l'acier – division par dix entre 1870 et 1910 – grâce aux nouveaux procédés de fabrication tandis que les alliages et les aciers spéciaux font leur apparition avec les applications de l'électricité (fours à arc et électrolyse). La construction

de tours et d'immeubles de grande taille devient possible. La marine à vapeur et l'automobile se développent à grande allure. Les voitures à vapeur dominent longtemps et il faut attendre 1906 pour que le moteur à explosion s'impose définitivement au début du XXe siècle. Avec l'invention du dérailleur en 1889, la bicyclette commence à ressembler à celle d'aujourd'hui. La même année apparaît la rotative couleur et la presse à sensation. Toujours au début du XXe siècle, Charles Pathé et Léon Gaumont industrialisent le cinématographe des frères Lumière et proposent les films à la location plutôt qu'à la vente[1].

En un demi-siècle, les conditions de vie et de travail sont encore plus massivement transformées que sous l'effet de la première révolution industrielle entre 1780 et 1830. Le déploiement de la deuxième révolution industrielle de 1880 à 1930 et le progrès scientifique et technique qui la permet et qu'elle engendre transforment :

– les systèmes politiques en consolidant la démocratie dans les États de droit et en favorisant la séparation de l'Église et de l'État,

– les conceptions culturelles avec le progrès élevé au rang de mythe philosophique et politique et analysé comme moteur des transformations historiques,

– les conditions sociales avec une affirmation de la dignité de l'homme indépendamment de sa place dans la société, ainsi que les relations entre les individus et les modes de vie.

La montée de la consommation de masse

La deuxième révolution industrielle est donc provoquée par des innovations de rupture au cours de la période 1880-1930 qui verront leur déploiement au bénéfice du grand public freiné par la Grande crise de 1929 et la Deuxième Guerre mondiale. De 1945 à 1980, cette révolution prend son essor et se généralise dans les pays de la Triade grâce à la montée de la consommation de masse portée par une distribution généreuse des fruits de la croissance aux travailleurs.

Il faut noter le rôle central de l'entrepreneur et du lien inventeur-entrepreneur-financeur (lien IEF) dès le début de la première révolution industrielle. La phase de la grande entreprise au cours de la seconde révolution industrielle, dans des économies qui sont surtout nationales jusqu'en 1980, semble marginaliser le rôle du trio IEF avant qu'il ne retrouve un rôle clé à partir de la troisième révolution industrielle qui prend son essor dans les années 1980.

Les grandes entreprises et organisations de la deuxième révolution industrielle facilitent l'action de l'État et le développement du colbertisme industriel. L'État contribue à développer les grandes infrastructures et les grandes entreprises qui sont la marque du régime économico-social français

1. Voir *Le Rebond économique de la France,* de Vincent Lorphelin, Pearson, 2012.

de 1945 à 1990, avant que la pression des marchés financiers et l'accélération du changement technologique ne conduisent à des vagues de privatisation, les grands groupes ainsi créés tournant leur attention hors de France au point que les 35 entreprises industrielles du CAC 40 font les deux tiers de leur activité et les trois quarts de leurs profits hors de France dans les années 2010.

Le retour de l'entrepreneur et son rôle clé comme catalyseur de la troisième révolution industrielle se sont imposés aux yeux des décideurs politiques et sociaux dans la plupart des pays depuis la fin des années 1990, qu'ils soient développés ou émergents. Mais en France, la figure de l'entrepreneur reste problématique car elle ne se laisse pas manipuler comme la grande entreprise de la deuxième révolution industrielle et semble priver l'État colbertiste de sa légitimité.

■ Le troisième système technique industriel

Il apparaît que les deux premières révolutions industrielles – celles des années 1780 et 1880 – ont été précédées par une série d'innovations techniques, souvent isolées les unes des autres au cours des deux décennies précédant la décennie au cours de laquelle elles se conjuguent pour provoquer le début d'une mutation technique. Elles se sont ensuite déployées sur un demi-siècle avant de se consolider au cours du demi-siècle suivant. Dans le premier demi-siècle, les évolutions techniques sont spectaculaires et transforment les appareils de production et de distribution des biens et services. C'est dans le deuxième demi-siècle de ces mutations techniques que leurs bienfaits ont bénéficié aux populations des pays à la pointe de ce progrès industriel. Bien sûr, cette césure n'est pas aussi nette selon les grappes d'innovation et les classes supérieures bénéficient rapidement des innovations au cours du premier demi-siècle, mais la diffusion des deux premières révolutions industrielles aux grandes masses de la population s'accentue bien à partir des années 1820-1830 pour la première et 1920 pour le seconde. La crise de 1929 bloque l'accélération de ce processus qui reprend d'autant plus fortement après la guerre.

Depuis le milieu des années 1980, l'économie des pays avancés est donc fondée sur l'innovation au sein d'un nouveau système technique provoquant une troisième révolution industrielle. Dans les pays les plus en pointe s'est imposé un nouveau mode de fonctionnement de l'économie, où la concurrence par l'innovation domine, dans les activités à forte valeur ajoutée, la concurrence par les coûts et les avantages naturels comme facteur clé de différenciation et de domination stratégique.

Ce nouveau système technique est le fruit de deux transformations prodigieuses : le développement de l'économie de l'informatique et d'Internet et l'avènement de l'économie entrepreneuriale fondée sur l'innovation[2].

---

2. Voir *France : état d'urgence. Une stratégie pour demain,* Ch. Saint-Étienne, ed. Odile Jacob, janvier 2013.

L'économie de l'informatique et d'Internet, qui s'appuie sur les progrès foudroyants de la microélectronique, bouleverse les modes de production et de distribution. Les tâches répétitives, qu'elles soient physiques ou mentales, sont automatisées. La valeur ajoutée et l'emploi qualifié se concentrent dans la conception des produits et des systèmes automatisés qui vont les fabriquer ainsi que dans les systèmes de marketing d'image et de réseaux qui vont rendre le produit désirable et accessible. Compte tenu des coûts fixes de conception des produits et des systèmes qui leur donnent vie et attractivité, on est face à des rendements d'échelle croissants pour les produits qui réussissent et à des provisions pour pertes considérables en cas d'échec. Les rendements sont croissants lorsqu'une augmentation donnée des moyens de production entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la production finale.

Il faut bien saisir que la généralisation des productions ayant des rendements d'échelle croissants déstabilise l'analyse des marchés car le régime dominant des marchés n'est plus la concurrence parfaite mais la concurrence oligopolistique. Par exemple, le nombre de fabricants d'ordinateurs, d'avions ou de voitures se réduit fortement, chacun se spécialisant sur des gammes différentes ou sur des différenciations de gammes. Les oligopoles se développent lorsque quelques entreprises puissantes arrivent à différencier suffisamment leurs produits pour coexister sur des segments de marchés complémentaires (sans différenciation possible des produits, on est en situation de monopole). Quand la différenciation est parfaite, on parle de concurrence monopolistique ; mais c'est une situation souvent éphémère.

La concurrence oligopolistique n'est stable que si les innovations ne sont pas trop rapides. Dans le cas contraire, la tendance vers la monopolisation des marchés par l'entreprise la plus innovante peut être forte. Les États s'opposent à cette tendance par la lutte contre les positions dominantes, grâce au droit à la concurrence, car le risque est que des oligopoles surpuissants stérilisent l'innovation qu'ils ne contrôlent pas.

L'économie entrepreneuriale favorise l'innovation par l'interaction entre chercheurs, capitaux-risqueurs et entrepreneurs. Cette évolution se concentre dans les métropoles modernes organisées pour favoriser ces interactions productives.

Les pays qui adaptent leurs institutions et leurs règles fiscales et sociales pour favoriser cette mutation technique en seront les principaux bénéficiaires. Ceux qui dressent des obstacles à l'innovation, à la mobilité et à l'entrepreneuriat resteront sur le bord de la route.

Un diagnostic juste pour une politique industrielle efficace

Ramon Fernandez
Direction générale du Trésor

La bonne nouvelle est que l'intitulé de cette session, « Réindustrialisez ! Il est temps » sous-entend qu'il n'est pas trop tard. C'est un point qui permet d'ouvrir la discussion sous des auspices encourageants.

La désindustrialisation est une évolution mondiale

J'aimerais revenir sur les chiffres donnés par Christian Saint-Étienne car si l'on se trompe sur le diagnostic, on ne trouvera pas les remèdes qui conviennent. La désindustrialisation, entendue comme la réduction de la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans la valeur ajoutée totale, est un phénomène mondial qui concerne aussi les économies émergentes. Dans le monde, la part de la valeur ajoutée industrielle est passée de 25% du PIB en 1980 à 17% aujourd'hui.

Notre problème est que cette évolution est plus rapide en Europe que dans le reste du monde et plus rapide en France que dans le reste des pays d'Europe. En France, la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB est passée de 16% en 2000 à 10% en 2011 –ce sont en gros les 30% évoqués par Christian Saint-Étienne. Nous sommes donc passés en dix ans de 16% à 10% alors que dans le même temps, l'Allemagne se maintenait aux alentours de 22%. Dans ce domaine, l'Allemagne est une exception, comme c'est le cas également quand on compare l'évolution des coûts de production relatifs entre les pays : c'est bien souvent l'Allemagne qui est l'exception plutôt que la France.

Enfin, il existe un indicateur préoccupant : notre déficit commercial, reflet du phénomène de désindustrialisation. En dix ans, notre balance

commerciale est passée de l'équilibre à un solde déficitaire de 70 milliards d'euros. C'est majoritairement imputable à l'évolution du solde industriel puisque hormis l'énergie, les produits industriels représentent l'essentiel de la dégradation – l'automobile représentant, à elle seule, un tiers de celle-ci. Ce n'est pas seulement un problème de compétitivité relative par rapport aux nouveaux acteurs émergents, car les deux tiers de notre déficit sont vis-à-vis de nos partenaires de l'Union européenne.

▶ Le tableau est-il à ce point sombre ?

Premièrement, il faut le nuancer par le fait que cette évolution se retrouve dans d'autres pays, largement en Europe, mais aussi au niveau international. Ensuite, il faut se rappeler qu'un certain nombre de conventions statistiques et comptables durcissent le trait. Par exemple, les entreprises industrielles ont longtemps internalisé toute une série de fonctions (l'informatique, le nettoyage, la communication...) qui ont été depuis externalisées et ne comptent plus dans l'industrie. Il faut donc relativiser certains indicateurs.

▶ Que pouvons-nous faire ?

Le problème est européen. La Commission européenne a fixé un objectif de réindustrialisation : remonter la part de l'industrie dans le PIB de 16% aujourd'hui à 20% en 2020, alors que la part française est aujourd'hui à 10%. Les observateurs critiques noteront qu'à ce stade, l'objectif a été endossé par un conseil compétitivité mais pas par le Conseil européen. C'est peut-être un hasard, à moins que ce ne soit le signe que certains considèrent que ce genre d'objectif doit rester à un niveau moins élevé. Ce n'est pas notre vision.

J'imagine que si je suis ici en tant que représentant de l'État, c'est pour vous dire la manière dont le gouvernement pense pouvoir enrayer cette évolution préoccupante. Pourquoi la désindustrialisation est-elle un problème ? On pourrait se dire après tout que d'autres activités prennent le relais. Non. Il faut s'en préoccuper parce que l'industrie exerce manifestement un effet d'entraînement sur le reste de l'économie via ses consommations intermédiaires. Elle tire la croissance des services. Elle représente 80% de l'effort de R&D. Elle représente 75% de nos exportations. On ne peut donc pas se dire que l'industrie diminue mais que le terrain sera repris par d'autres. Ce serait une conclusion trop rapide.

Alors que faire ? Premièrement, se dire qu'il y a de l'espace pour une forme de politique industrielle ou en tout cas de politique particulièrement attentive à l'industrie. Il ne s'agit pas de revenir à la politique des années pompidoliennes, lorsque l'État était capable d'identifier les grands projets d'avenir. C'est aujourd'hui plus compliqué car nous sommes à ce que les

économistes appellent « la frontière technologique » : nous n'en sommes plus au stade du rattrapage ou de l'imitation ; nous devons être en avance. La situation est donc plus complexe et il faut être prudent sur la capacité de l'État à identifier les secteurs d'avenir et les champions nationaux.

Mais cela ne signifie pas que l'on ne peut rien faire. La politique en faveur de l'industrie peut se concentrer sur l'innovation, sur le renouvellement du tissu économique, sur les technologies les plus prometteuses. René Ricol est à mes côtés : j'ai ainsi l'occasion de rendre hommage au premier commissaire général aux investissements, dont les initiatives, il y a quelques années, avaient pour philosophie d'avoir un État capable d'entraîner, de favoriser et de coordonner. Il ne s'agissait pas de diriger l'effort sur tel ou tel secteur défini *a priori* mais au contraire de faciliter l'émergence de projets, sélectionnés par des jurys indépendants, etc. Cette piste, qui vise à dégager des synergies, reste à mon avis centrale.

De plus, il faut que nous fassions émerger une vision large de la problématique industrielle, prenant en compte toutes ses composantes. Je pense notamment aux services. On passe trop de temps à opposer l'industrie et les services ; en réalité, nous aurons une industrie puissante si nous avons des services qui peuvent être des moteurs pour l'industrie. La réciproque est également vraie. De ce point de vue, la mise en place, par le ministre du redressement productif, des comités stratégiques de filières du Conseil national de l'industrie et la création de la Commission nationale des services participent de cette volonté. Si le ministre en charge de l'industrie crée une Commission nationale des services, c'est bien parce qu'il y a un lien entre ces deux dimensions.

▶ Créer un écosystème favorable

Enfin, nous aurons une industrie forte si nous avons une économie forte. Nous aurons une industrie forte si nous avons des entreprises et des entrepreneurs qui innovent, qui investissent et qui ont confiance. Nous devons donc créer les conditions pour que cela soit possible, c'est-à-dire un écosystème favorable à l'activité des entreprises de manière générale. Cela ne pourra être que bon pour l'industrie. Pour ce faire, nous avons besoin de faire trois choses :

– Créer un environnement favorable au développement de toutes les entreprises, c'est-à-dire : ouverture internationale, capacité d'accueillir l'innovation et les capitaux, de développer des partenariats internationaux. Stabilité et simplification de la norme – le choc de simplification voulu par le gouvernement. Stabilité fiscale – le gouvernement a pris un certain nombre d'engagements dans ce domaine. Redressement des comptes publics, sans quoi il n'y aura pas de capacité à alléger la charge fiscale. Il faut, dans un tempo compatible avec le soutien de la croissance, corriger nos déficits

sinon nous serons condamnés à les financer, notamment par des impôts supplémentaires.

– Restaurer notre compétitivité, c'est-à-dire restaurer nos marges ; avoir un marché du travail flexible ; réduire le coût du travail – c'est ce qu'ambitionne le crédit d'impôt compétitivité-emploi. Notons qu'on parle rarement de la modération salariale. Si on veut baisser le coût du travail, le CICE est très bien, mais il faut aussi se poser la question de l'impact entre des salaires qui augmentent et la capacité à maintenir l'emploi.

– Assurer le financement et la capacité de projection de nos entreprises, industrielles bien sûr mais pas seulement.

Il faudrait encore parler de tout le reste : du capital humain, du soutien à l'exportation, du rôle de l'Europe dans ce débat et du fait que nous avons besoin, avec l'Europe, de plaider pour un environnement de réciprocité qui permette de défendre nos intérêts dans un climat offensif.

La réindustrialisation espagnole

Carlos Espinosa de los Monteros
Marca España

Je voudrais commencer par une bonne nouvelle : la situation de l'industrie en Europe n'est pas si mauvaise. Lorsqu'on regarde les statistiques, on voit que le poids de l'industrie dans le PIB est en déclin presque permanent. Mais l'une des raisons à cela est que l'on continue à faire les statistiques d'après les concepts traditionnels d'agriculture, d'industrie et de services. Or, cette distinction entre industrie et services est devenue beaucoup plus difficile qu'avant et beaucoup d'activités, classées comme des services, appartiennent en réalité à l'industrie.

Il en va de même aux États-Unis, pays fondamentalement industriel où cependant le poids de l'emploi industriel dans l'économie est étonnant : il ne représente que 10% du total des emplois. De plus, selon une étude faite par le *Business Round Table,* la moitié environ de ces 10% d'emplois liés à l'industrie est dédiée à des fonctions qui ne sont pas considérées comme des activités industrielles : le design, le financement, la logistique, la commercialisation – activités souvent classées en Europe dans le domaine des services. L'industrie européenne est donc en déclin certes, mais n'est pas dans une situation dramatique.

▶ Où en est l'industrie en Espagne ?

En Espagne, nous essayons depuis quelques années de rattraper le retard pris par rapport à l'Europe. Cela nous a amenés, dans une première période, à accorder un rôle très important à l'État. Nous avons essayé d'imiter la planification française des années 1960 et le modèle japonais du MITI, qui donnait des indications très claires sur les domaines dans lesquels les industriels et les grands groupes japonais devaient investir. Nous avons

travaillé pendant quelques années dans cette optique d'une planification orientative fixée par l'État. Puis la situation a changé et un ministre de l'Industrie a déclaré que la meilleure politique industrielle était celle qui n'existait pas. Désormais, nous oscillons entre les politiques qui voient l'État *on* ou *off*.

Notre gouvernement pense que la politique industrielle est l'un des piliers de la marque Espagne, de l'image de la nouvelle Espagne. Sans industrie, nous ne serons pas capables d'être compétitifs au niveau international. Nous avons besoin de capitaux de l'extérieur et faisons tout notre possible pour attirer les capitaux étrangers en Espagne.

La bonne nouvelle pour l'Espagne est que l'année dernière, elle a été le pays d'Europe qui a attiré les plus grande quantité d'investissements industriels. Même si nous avons des problèmes sérieux dont les gros déséquilibres des caisses d'épargne, pour lesquels nous sommes en train de trouver des solutions, les gens sont attirés par l'investissement en Espagne. Carlos Ghosn, par exemple, a parlé des nouveaux investissements tant de Renault que de Nissan. Le secteur automobile est le plus important, mais n'est pas le seul à avoir attiré les investisseur : les secteurs pharmaceutique et agroalimentaire ont aussi reçu d'importants investissements.

Nous essayons d'attirer les investissements de plusieurs façons et d'abord en nous montrant flexibles : nous essayons de nous montrer comme un pays qui s'adapte à des situations nouvelles avec des difficultés comme c'est le cas pour tout le monde, mais plus rapidement que les autres. Nous avons fait des réformes qui commencent à produire leurs fruits, les plus grandes étant la réforme sociale touchant le marché du travail et celle concernant l'appui aux entrepreneurs et aux investisseurs dans le domaine des nouvelles technologies.

Nous avons conscience qu'il faut également faire quelque chose dans le domaine fiscal. Si nous voulons attirer les investissements nationaux et internationaux, il faut nous doter d'un cadre amical. La tendance consistant à résoudre les problèmes de déséquilibres macroéconomiques par l'augmentation des impôts est à notre avis une très mauvaise solution.

Cultiver ses avantages comparatifs

Thierry de Montbrial
Institut Français des Relations Internationales

Culture nationale et mondialisation

Jusqu'ici, nous avons vécu largement selon une idéologie de la mondialisation qui conduit à penser que les États n'existent plus, que le monde n'est qu'une collection d'individus dépourvus d'identité et que les entreprises flottent hors de tout État et de toute culture nationale. Il faut revenir sur cette conception.

La mondialisation va probablement continuer – probablement, car des freins sérieux sont à l'œuvre – mais les États continuent de jouer un rôle majeur. Les plus grands États, à commencer par les États-Unis et la Chine, accompagnent leurs entreprises de manière parfaitement explicite et dans toutes les dimensions. Ils le font de toutes les manières possibles – il a beaucoup été question, ces derniers temps, de l'espionnage industriel, des grandes oreilles de Prism ou de la NSA. Dans cette dernière affaire, les préoccupations économiques sont centrales.

Quant à l'idée que les entreprises flottent hors de toute appartenance culturelle, rien n'est plus faux : les entreprises ont une identité nationale même quand elles sont parfaitement internationales. J'ai été pendant quinze ans membre du conseil international d'IBM Europe. Je n'ai jamais eu le moindre doute sur le fait qu'IBM est une entreprise américaine. Je n'ai aucun doute sur le fait que Lafarge, grande entreprise internationale, est une entreprise française. Cela ne signifie pas que l'on n'est pas international. Mais c'est une question de culture et de réseau. La marque nationale peut d'ailleurs être un avantage dans certains cas – même dans le cas de la France. Par exemple, Christophe de Margerie aime à dire que Total est une

major française. Le fait que Total soit française et non pas américaine est en l'occurrence un avantage.

▶ La culture nationale joue-t-elle un rôle dans la réindustrialisation ?

Quand on pose cette question, il faut définir ce que l'on entend par industrie. Aujourd'hui, tout est industrie : tout le monde parle d'industrie financière par exemple, alors qu'autrefois les finances étaient plutôt catégorisées dans les services. Quand les gens qui s'occupent d'informatique parlent de technologies informatiques, le mot «technologie» se réfère très souvent au logiciel, donc à des domaines qui naguère encore étaient considérés comme beaucoup plus proches des services que de l'industrie. Il faut donc absolument clarifier la définition qu'on donne à l'industrie avant d'en débattre.

Chaque pays, à commencer par la France, doit essayer de capitaliser sur ses avantages comparatifs. La France a, par exemple, hérité d'industries d'armement. Or, nous devrions savoir que dans l'histoire économique, les armements ont souvent joué un rôle moteur dans les progrès technologiques aussi bien *hard* que *soft*. L'Internet est né de besoins militaires ; une immense salve d'innovations a résulté de la fameuse initiative de défense stratégique du président Reagan, etc. Je pense donc que la France devrait veiller davantage à ses industries d'armement.

Je pense également que les pays anciennement industrialisés sont mieux à même d'exploiter certaines complémentarités naturelles qui peuvent exister entre l'industrie et les services. Je crois par exemple avoir compris qu'une entreprise comme Lafarge veille énormément à la qualité de ses relations avec ses clients dans les pays émergents : nous sommes là quasiment au niveau du service, associé à la production industrielle proprement dite. Voilà un autre avantage comparatif possible pour les pays anciens.

Dans le même esprit, les pays industrialisés depuis longtemps peuvent, s'ils le cultivent, avoir un avantage comparatif en matière de responsabilité sociale de l'entreprise. Cette tradition a des possibilités de développement également à l'étranger, car une entreprise qui se fait accepter dans les pays où elle opère a beaucoup plus de chances d'avoir des résultats positifs.

D'une manière générale, les entreprises de pays anciens comme la France sont bien placées pour maximiser leurs avantages comparatifs en matière de management. Je suis frappé par ce que je vois des entreprises de beaucoup de pays émergents qui, même si leurs dirigeants ont étudié et travaillé dans de bonnes institutions, ont des problèmes de management car la culture nationale est insuffisante en la matière.

Il ne faut pas avoir de complexes dans le monde actuel. La mondialisation n'est pas incompatible avec le soutien des États, au contraire. Mais comme l'a dit Ramon Fernandez, il faut que ce soutien s'exprime de manière adaptée au XXIe siècle, car nous ne sommes plus à l'ère Pompidou.

Comment réindustrialiser ?

Bruno Lafont
Lafarge

Mon expérience dans soixante-cinq pays, dont cinquante pays émergents, a nourri les quelques réflexions dont j'aimerais vous faire part.

▶ Les conditions nécessaires à la réindustrialisation

Je crois que tout le monde commence à comprendre la nécessité de la réindustrialisation. Pour ce redémarrage, trois conditions sont indispensables : la compétitivité ; les talents ; le désir et le goût d'entreprendre.

Il faudra du temps pour réindustrialiser la France. Notre pays a un potentiel considérable, mais la compétition est très dure, beaucoup plus dure qu'avant, et la France n'est pas encore totalement engagée dans les conditions exigées pour réindustrialiser. Il n'y a notamment pas de consensus suffisant et suffisamment clair autour des impératifs de base. D'abord, il faut encourager par tous les moyens la réussite, le profit et l'industrie. Cela doit être présenté de cette manière : sans cela, on se raconte des histoires. Ensuite, il faut privilégier la liberté à la régulation – c'est ce que prévoit le choc de simplification, pour autant qu'il ait lieu, et vite. Il faut, enfin, accepter la contrainte de l'extérieur comme une opportunité et y faire face plus efficacement. Tout cela revient à réduire les freins à l'investissement et à la création d'emplois, ce qui fait défaut en France. Or, l'industrie c'est l'emploi. L'emploi est le point de départ de tout. La France et l'Europe doivent devenir des territoires plus accueillants pour l'industrie, l'investissement et les entrepreneurs.

▶ Que faut-il faire ?

À court terme, il faut mesurer, pour chacune des décisions prises par les gouvernements d'Europe son impact sur les investissements, la confiance,

l'emploi et l'industrie. Si on mesurait ces impacts à chaque fois que l'on prend une décision, nous aurions pour un certain nombre d'entre elles un effet immédiatement favorable à l'industrie. Il faut aussi être très attentifs aux jeunes, particulièrement à ceux qui entreprennent, parfois dans des conditions héroïques. Si nous parvenons à faire réussir les jeunes dans les conditions actuelles, nous serons capables de créer des talents précieux pour la suite. Enfin, malgré la compétition, il est très important de capitaliser sur les liens avec nos voisins européens et avec ce grand marché qu'est l'Europe. Il faut capitaliser sur la confiance que l'on doit retrouver, y compris politiquement, dans le destin et la pérennité de l'Europe. Dans ce contexte, le lien franco-allemand est particulièrement important.

À plus long terme, j'investirais quant à moi dès maintenant dans trois grandes priorités qui auront des conséquences positives sur l'industrie. Premièrement – c'est une vision pour la jeunesse – l'éducation, permettant de créer un véritable lien entre la jeunesse, l'entreprise et l'emploi. Sur ce point, tous les indicateurs en France sont négatifs. Nous le voyons et le sentons, nous entreprises, de même que nous parents. Deuxièmement, il nous faut une vision concernant l'énergie, qui assure un vrai avantage stratégique à l'Europe. C'est un enjeu critique pour l'industrie. Or, nous n'en parlons pas suffisamment : ce n'est pas suffisamment identifié et décrit comme un vrai levier de la compétitivité. Les États-Unis ont une stratégie énergétique extrêmement claire ; l'Europe doit en avoir une. Il n'y a pas de fatalité lorsque l'on se met au travail. Dernière priorité, pour l'Europe : une meilleure gouvernance européenne, des priorités plus claires qui aillent davantage dans le sens de la croissance et de l'emploi, donc de l'industrie, que cela n'a été le cas par le passé.

L'industrie est un temps long qui permet de maximiser la valeur ajoutée et l'emploi. On peut user des approches traditionnelles pour traiter le problème de l'industrie ; mais ma vision est celle de quelqu'un qui regarde le monde, la compétition et comment les autres pays font. Le plus important est que notre État ait une stratégie – pas un plan comme autrefois, mais une stratégie.

La bonne nouvelle est que la France a des infrastructures de premier plan. Elle est classée dans les cinq premiers pays du monde sur le plan des infrastructures. Elle a donc peu d'argent à y investir et peut se concentrer sur autre chose, notamment former et aider l'émergence de vrais entrepreneurs. La planification a toujours été un génie français. En revanche, les Allemands ont souvent montré qu'ils étaient meilleurs que les Français dans l'exécution. C'est donc sur ce point que nous devons progresser. Pour cela, il faut que tout le monde soit engagé, mobilisé et confiant. Il y a toujours une chose à faire pour réussir – je le vois chez les pays émergents qui réussissent : la qualité de la coopération entre les gouvernements et les entreprises est une clé de la réussite et de la réindustrialisation.

Petits et grands pour un tissu industriel rentable

Didier Lombard
STMicroelectronics

J'avais expliqué, lors des Rencontres de 2012, que l'énergie était fondamentale, y compris pour moi qui suis là pour représenter les télécommunications, les technologies, les composants. En effet, si nous n'avons pas une énergie propre et pas chère, ce n'est pas la peine de continuer la partie. Je suis donc totalement d'accord avec les propos que vient de tenir Bruno Lafont, y compris sur l'éducation et la formation de notre jeunesse au vaste monde tel qu'il est et non tel que nous, la génération d'avant, le rêvons.

Les statistiques concernant le secteur de l'économie numérique affichent des chiffres qui interpellent, notamment ceux de la partie équipements (les réseaux, les boîtes et autres objets que nous mettons à droite et à gauche pour faire de l'économie numérique). L'Europe fournit moins de 50% de ce qu'elle achète. Récemment, ce chiffre a encore baissé de 5%. Nous sommes donc dans un système où nous achetons à l'extérieur des objets dont nous nous servons tous les jours et dont nous sommes en quelque sorte les principaux clients. C'est très paradoxal. Quant à la partie logiciels (tout ce qui tourne autour d'Internet et des services qui sont mis dessus), quelques phrases pudiques expliquent que même si nous avons des start-ups merveilleuses dont nous faisons la publicité de temps en temps, elles représentent en réalité un très faible volume d'affaires. Autrement dit, nous ne sommes pas dans le coup. La valeur de l'économie numérique nous échappe pour une large part.

Nous avons vu arriver il y a deux ou trois ans une première révolution, la numérisation de l'économie, qui a touché tous les secteurs, y compris certains auxquels on s'attendait pas. Il est en train de s'en préparer une deuxième :

le règne des *big data*. Les volumes de données échangées ont d'un seul coup complètement changé d'ordre de grandeur. Au lieu d'échanger des mégabits, on échange des gigas. On stocke, on met des capteurs partout. On « process » ces données pour vous aider à enregistrer votre santé, à savoir où vous êtes, ce que vous devez acheter, comment vous l'achetez, etc. Ces *big data* changent complètement la façon dont l'économie numérique va se développer. C'est un nouveau changement de vitesse.

▶ Que faut-il faire ?

Nous avons deux préoccupations au sujet de la révolution du *big data* qui se prépare. Il y a tout d'abord des investissements à faire afin que les réseaux soient à niveau. Nous ne sommes pas aussi avancés que les États-Unis grâce à une décision du régulateur qui là-bas favorise l'économie au lieu de la freiner. Nous avons donc du travail à faire. De plus, la Grande-Bretagne va bientôt être au niveau des États-Unis pour la 4G, ce qui n'est pas notre cas. Cela aussi va poser un problème.

La partie logiciels est un autre aspect extrêmement important. Là non plus, nous ne sommes pas au niveau. Si nous faisons des investissements et que derrière nous ne capturons pas la valeur, nous sommes ridicules. Il faut industrialiser dans ce domaine ; or, nous partons de l'autre bout de la chaîne : des petites entreprises qu'il va falloir aider à grossir. Un grand nombre de jeunes gens sont prolifiques et créent de la valeur ; généralement, ils sont coincés au moment où il faut commencer à croître. C'est là qu'il faut modifier les règles et faciliter les choses afin de faire naître des grands de l'Internet chez nous. Ce n'est pas un sujet mineur. C'est au contraire essentiel : il s'agit de capturer la valeur ajoutée de l'économie numérique. C'est l'enjeu qui nous attend.

Il faut changer les règles. Erik Orsenna a dit qu'il faudrait que tous les élus passent un an à voyager en Europe avant d'exercer leur mandat afin de comprendre mieux quels sont les enjeux. Il a été modeste : je pense qu'il faudrait qu'ils aillent un peu partout sur la planète. En outre, je ne vois pas pourquoi nous n'appliquerions pas cette règle aux membres de la Commission européenne et à leur fonction publique, car ils prennent parfois des décisions sans trop savoir ce qu'elles vont impacter.

Je ne suis pas pessimiste. Nous sommes capables de réussir ce virage, mais il faut nous y mettre maintenant et bien comprendre que toute la valeur de l'économie numérique est dans nos grands groupes, capables de faire les infrastructures et les composants, et dans les start-ups qu'il faut aider à grossir. Surtout, n'opposez pas, comme cela se fait partout à droite ou à gauche, les grands groupes et les petits. Ils sont là pour s'entraider. C'est un seul et unique tissu industriel et c'est fondamental.

Retrouver le goût de l'épargne risquée

Yves Perrier
Amundi

Il y a quelques années, on se demandait si on avait besoin d'industrie ou de services. Un élément des éléments de réponse est qu'il y a deux types de services : les services à la personne et les services à l'industrie. S'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas de services à l'industrie. Or, s'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas suffisamment de valeur ajoutée pour générer les services à la personne.

Ce qui s'est passé dans le secteur industriel n'est pas spécifique à l'industrie : c'est une exacerbation de ce qui s'est passé dans toute l'économie française. En effet, l'industrie exporte à peu près 50% de sa valeur ajoutée, alors que les services en importent 80%. Autrement dit, l'industrie s'est engagée dans la mondialisation telle qu'elle s'est développée ces quatre dernières années, alors que beaucoup de services n'y sont pas entrés. L'effondrement de l'industrie – je crois pouvoir employer ce terme – qui s'est traduit en déficit de la balance commerciale, est le symptôme des difficultés françaises. Ces difficultés sont de deux ordres : la compétitivité, notamment au niveau des coûts, et les problèmes du financement de l'économie et de l'allocation de l'épargne.

La problématique française de l'investissement

Bruno Lafont disait que pour qu'il y ait des entreprises, il faut qu'il y ait des entrepreneurs. C'est en effet la première condition. Il faut en outre que ces entrepreneurs se situent dans le long terme et acceptent de prendre des risques. Mais pour pouvoir le faire, il faut qu'il y ait des investisseurs qui les rassurent sur ces risques et se situent eux aussi dans le long terme. La France est un pays riche, avec 12 000 milliards d'euros d'épargne (à peu près

six fois la dette publique) et un taux d'épargne de 15%, ce qui nous place au plus haut niveau mondial. Mais cette épargne est largement stérilisée, puisque plus des deux tiers sont investis dans l'immobilier et 14 à 15% dans l'assurance-vie (notre produit préféré), qui investit elle-même largement dans la dette d'État. Dans le stock total d'épargne, les actions, qu'elles soient cotées ou non, sont de l'ordre de 5 à 6%.

Une stratégie d'entreprise se concrétise dans l'allocation des capitaux disponibles vers des choix de métier ou d'investissement. En France, on a décidé de mettre l'argent sur deux secteurs essentiels : l'immobilier et la dette publique – cette dernière traduisant en fait notre préférence pour la consommation et le non règlement des déficits. Donc, de la même façon que le pays a besoin d'un choc de compétitivité sur la question des coûts, il a besoin d'un choc de compétitivité sur l'investissement et l'innovation. Il faudrait pour cela parvenir à une réallocation majeure de l'épargne. C'est un point clé. Nous disions qu'il fallait du temps – le long terme. Il faut donc de l'épargne à long terme.

▶ Questions clés du choc d'allocation de l'épargne vers l'investissement

La première question est celle de la fiscalité. La particularité de l'épargne française est que plus un produit est court et sans risque, moins il est taxé – l'exemple type étant le livret A. Il nous faudrait donc – nous pourrions l'imaginer à volume de prélèvement fiscal à peu près identique – modifier de manière substantielle la hiérarchie du prélèvement fiscal en fonction du type d'épargne et de sa destination.

Le deuxième point, qui peut paraître contre-intuitif, est que notre politique de l'immobilier (le mythe de la France des propriétaires qui prévalait encore ces dernières années) nous mène dans une impasse. Le mythe avait été largement alimenté par un crédit facile et de plus en plus long. Il a lui-même alimenté une bulle immobilière qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et il stérilise une grande part de l'épargne. L'Espagne, qui à un moment donné a fait ce pari de manière exacerbée, en a mesuré les dangers.

Le troisième volet est qu'il nous faut redonner aux Français le goût pour l'épargne risquée. Cela implique néanmoins que l'industrie financière sache inventer de nouveaux produits, des produits diversifiés, car on ne fera pas réinvestir les particuliers directement dans les actions. Nous pouvons trouver également des circuits très courts. Je vais prendre un exemple concret qui a concerné mon entreprise : nous avons lancé un fonds pour l'industrie du décolletage. Cette industrie peu connue de sous-traitance de l'automobile représente douze mille personnes dans la Vallée de l'Arve, au sein d'entreprises qui vont de cinq à cinq cents personnes. C'est une industrie à forte valeur ajoutée qui compte 12 000 emplois. Après les difficultés de

la crise de 2009, cette industrie a fait un plan de développement et nous avons créé un fonds dédié qui investit en accompagnement des entreprises de cette région. Nous l'avons fait en partenariat avec la banque locale, qui a placé une partie de ces produits financiers auprès de ses clients particuliers, et nous avons levé ces fonds auprès d'investisseurs. Donc sans intervention de l'État, lorsqu'on réunit les bons acteurs (les industriels, les banquiers et les financeurs), on peut trouver les solutions.

Aujourd'hui, nous avons moins besoin de politique étatique, au sens de normes et de règlements, que de fédérer l'ensemble des acteurs économiques et financiers sur des projets et des démarches bien identifiés.

Permettre l'avenir

Clara Gaymard
GE

Le premier élément de la révolution industrielle qui est en train d'avoir lieu est que nous sommes passés d'une industrie de production à une industrie de la connaissance. L'important n'est plus simplement d'avoir la meilleure technologie mais d'avoir les produits les plus intelligents. Ainsi, chez General Electric, nous mettons désormais dans nos moteurs d'avions des éléments qui permettent aux pièces de dire elles-mêmes quand elles ont besoin d'être réparées. Cela change toute la chaîne de maintenance.

Une deuxième révolution industrielle s'opère, celle de l'industrie collaborative. Cela signifie que nous sommes passés d'une économie de la possession à une économie de l'usage. Qu'est-ce que cela implique par exemple pour GE dans le domaine du matériel médical ? Nous ne cherchons plus à vendre ou à louer les matériels de diagnostic médical les plus performants incluant des contrats de service, désormais nous sommes entrés dans l'ère du *cloud computing*. C'est un changement de *business model :* au lieu d'investir pour disposer d'une solution de stockage et de gestion de leurs images numériques, nous permettons à nos clients de payer sur la base d'un coût modeste par image. Vous imaginez la transformation industrielle que cela implique et pourquoi la rupture entre l'industrie et les services n'a plus de sens puisque ce sont les services qui permettent de créer la performance industrielle.

Mais si GE a gagné ces appels d'offres dans la santé, c'est parce que le service Internet ne peut pas tout : il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui construise ces machines, vienne les réparer et comprenne comment elles fonctionnent. C'est là où l'emboîtage – la connexion entre Internet, les réseaux sociaux et l'Internet des objets – prend tout son sens.

La troisième transformation est que nous sommes passés d'une économie d'abondance à une économie de la rareté. Pas seulement parce que nous avons des difficultés budgétaires, mais aussi parce que nous sommes passés de 1,5 milliard d'habitants au début du siècle dernier à 7 milliards. Nous allons bientôt atteindre 9 milliards. Se pose donc un problème de capacité qui oblige l'intelligence humaine à repenser l'industrie d'une façon différente.

Par exemple, on parle beaucoup de la transition énergétique. On se demande si l'on va faire plus ou moins de nucléaire, si on va plutôt aller vers les énergies renouvelables. Mais la véritable révolution industrielle dans ce domaine est dans la distribution énergétique. L'énergie est exactement comme le tuyau d'arrosage d'autrefois. En plaçant des capteurs un peu partout, nous allons être capables non seulement d'intégrer des sources d'énergie différentes, mais également, grâce à l'analyse des données, aux *softwares,* aux systèmes intelligents qui communiquent entre eux, de savoir très exactement, distribuer chaque « goutte d'énergie » là où elle a besoin d'être utilisée, et donc en amont économiser de la production.

Ces trois transformations – de la production à l'économie de la connaissance, de la possession à l'usage, de l'abondance à la rareté – sont les moteurs de la réindustrialisation, ou de cette quatrième révolution industrielle.

▶ La France face à la nouvelle révolution industrielle

La France possède des atouts. Prenons quelques exemples parmi les technologies émergentes : nous avons l'imprimante 3D, les nanotechnologies, l'économie digitale. Toutes ces technologies sont émergentes partout dans le monde. Nous avons donc une place à prendre dans ces technologies.

Pour réussir, il faut des écosystèmes. Cette année encore au Salon international de l'Aéronautique du Bourget, c'était l'euphorie. Via notre *joint-venture* avec Safran, nous sommes devenus le premier motoriste au monde et avons vendu à ce jour plus de vingt-neuf mille CFM56. Nous commercialisons dorénavant le successeur du CFM56, qui s'appelle le LEAP-X et qui rencontre un vif succès Pourquoi une telle réussite ? Tout simplement parce qu'il y a en France un écosystème qui permet d'avoir des grands et des petits acteurs industriels, des centres de recherche, et qui permet de créer la dynamique nécessaire pour devenir un pôle majeur dans ce domaine. C'est vrai aussi dans la santé ou l'énergie. Certes, nous avons perdu du temps et du savoir-faire. Mais ces écosystèmes existent, ce qui n'est pas toujours le cas dans le monde anglo-saxon.

Ce qui est important, c'est de savoir se choisir les meilleurs. Je n'aime pas beaucoup le débat entre les champions nationaux et la nationalité de l'entreprise : ce qui nous intéresse, nous Français, c'est de savoir si nous avons

les meilleures entreprises sur le sol français, les meilleures intelligences, les meilleures écoles. Attirons-nous les meilleurs de la planète, qu'ils parlent français ou non, sur notre sol ?

Il y a une seule chose qui nous manque, et c'est peut-être une spécificité française que nous devrions corriger : la confiance. Nous avons eu pendant longtemps des débats entre les optimistes et les pessimistes. Aujourd'hui, le débat se situe entre les dépressifs et les enthousiastes. Je crois qu'il faut se rappeler ce que dit celui qui est un peu notre mentor à tous – qui l'a été en tout cas pendant notre enfance et qui je l'espère l'est encore pour vous, puisqu'il disait qu'il fallait toujours rester des enfants – Saint-Exupéry, donc, qui a dit que l'important n'est pas de prévoir l'avenir mais de le permettre.

Pour un pacte républicain

René Ricol
Ricol Lasteyrie

Nous sommes tous témoins du fait qu'il y a dans ce pays d'exceptionnels centres d'excellence en matière d'éducation, de recherche, d'entreprenariat ; nous sommes tous témoins qu'il y a également des infrastructures. Nous avons donc tous les éléments pour réussir. Mais alors que l'industrie dans le monde va bien, la succursale France ne va pas bien.

Nous sommes toujours partis en retard lors des révolutions industrielles précédentes. Nous avons chaque fois réussi à récupérer. Dire qu'aujourd'hui nous sommes en retard est un euphémisme : nous sommes totalement en retard. Mais nous avons le potentiel.

La première condition pour que cela fonctionne est qu'il faut aimer l'entreprise. Or, quand on aime les entreprises, on ne met pas tout sur le livret A ; on ne pousse pas les Français à parier sur la dette ; on ne leur donne pas des avantages fiscaux quand ils sont dans le court terme. On leur donne d'immenses avantages fiscaux quand ils investissent dans des fonds investissant eux-mêmes dans l'entreprise. Voilà à quoi doit servir la finance. Car les fous sont de retour, ceux qui pensent que quand vous mettez deux euros plus deux euros sur la table, vous pouvez en faire cinq. Cela ne fonctionne jamais. La finance, n'est pas une industrie mais un service, elle ne peut fonctionner que si elle est au service de l'entreprise et de l'emploi.

La deuxième condition est que les politiques adoptent le temps de l'entreprise et non pas le temps politique. Le temps politique est le temps de la réélection : cinq ans. Le temps de l'entreprise est soit très long soit très court : la décision de délocaliser un comité exécutif, par exemple, prend le temps de le décider. Six mois après, c'est fait. Les politiques doivent comprendre que leur temps est mauvais et qu'ils doivent s'ajuster sur celui de l'entreprise.

Troisième condition : la stabilité. Il en faut évidemment. Dans l'industrie, on compte sur dix ou quinze ans, sur un temps très long. Si on change les règles, comme la France a la maladie de le faire (pendant un mandat électoral et *a fortiori* quand il y a de l'alternance), les étrangers partent... et les Français aussi. C'est dramatique.

Il faut que les politiques arrêtent les mots et passent aux actes.

▶ Autour de l'entreprise

Lors de la crise financière nous avons, plutôt que de leur faire la peau, fait avec les banques la médiation du crédit. Le ministère de l'économie et des finances chiffre aujourd'hui à 240 000 le nombre d'emplois sauvés par ce pacte. Nous l'avons fait pour le pays.

Le pacte républicain doit se faire maintenant autour de l'entreprise, c'est-à-dire avec les grandes entreprises. Il faut arrêter de les critiquer. Nous avons la chance d'avoir des entreprises de grande taille, mondialisées, capables de capter les innovations et d'aider les entreprises de taille plus petite, les sous-traitants. C'est cela le pacte républicain : ne pas accepter que de jeunes entrepreneurs soient obligés de partir à l'étranger. C'est mettre la finance à leur disposition et non pas les mettre à la disposition de la finance. Le pacte républicain, c'est de supprimer l'ISF. Vous rendez-vous compte que nous sommes dans une situation de décadence absolue, dans laquelle l'outil de travail est imposé mais pas les œuvres d'art ? Cela veut dire que l'on pousse les gens à faire un business autour de l'art. Nous sommes fous ! En revanche, dès qu'un entrepreneur décide de laisser ses enfants continuer l'entreprise, sans nécessairement la diriger (ils peuvent être intéressés par d'autres métiers, journaliste, économiste, médecin, instituteur...), il faut en gros – dans les conditions les plus favorables à la fois sur les droits de succession et sur la taxation des dividendes pour payer à la fois les droits de succession et l'impôt sur la fortune – distribuer en dividendes pendant trente ans entre 2 et 2,5% de la valeur réelle de l'entreprise. Dans le CAC 40, cela n'existe pas.

Le pacte républicain, c'est avoir le courage de dire qu'il y a des impôts destructeurs. Je veux bien être imposé encore plus si je gagne beaucoup d'argent ; j'accepte même de payer sur mes éléments de train de vie. Mais je veux qu'on arrête de faire payer sur l'outil de travail. Nous sommes le dernier pays au monde à le faire.

Si nous passons le pacte républicain, si les politiques ont le courage de le faire, nous récupérerons alors le temps perdu.

18.

Prendre le temps de former

L'éducation et la formation constituent des «mantras» de la croissance, de la réduction des inégalités, etc. Elles donnent accès à des emplois de meilleure qualité, mieux rémunérés et plus ouverts sur l'avenir. Elles sont associées à une meilleure santé, à des conditions de vie sociale plus enrichissantes et à des capacités de reconversion élargies en cas de difficultés économiques. Elles contribuent à l'efficacité générale de l'économie. Pourtant, cet édifice semble aujourd'hui ébranlé. Les rendements économiques de l'éducation et de la formation sont en baisse, le savoir transmis est contesté, le lien entre qualification et compétence s'est distendu, les classes moyennes se perçoivent en déclin en dépit de leur effort de formation. Nous dresserons un panorama objectif de la situation, pour en éclairer les causes et définir les axes d'une stratégie de la formation sur des bases renouvelées en fonction des défis des crises actuelles dans le contexte de l'économie de la connaissance qui est celui de l'économie du XXIe siècle.

Contribution du Cercle des économistes
Philippe Trainar

Témoignages
Jean-Paul de Gaudemar • Nezha Lahrichi • Kathryn McDowell • Cédric Villani

Modérateur
Dominique Rousset

Pourquoi faudrait-il prendre le temps de former ?

Philippe Trainar

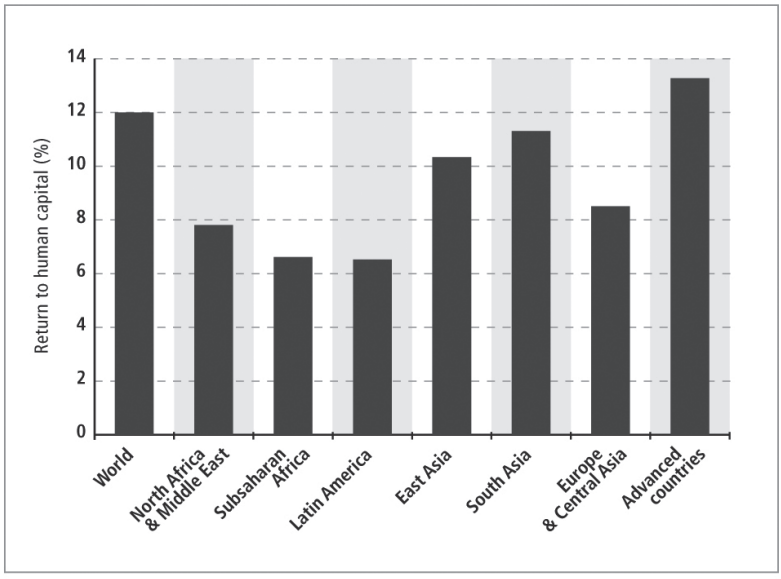
L'éducation et la formation sont au cœur de l'économie de la connaissance et celle-ci détermine aujourd'hui plus que jamais notre potentiel de croissance, de développement, de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être. Malheureusement, l'éducation et la formation sont encore trop souvent utilisées pour venir au secours d'intérêts constitués et de propos entendus sur les inégalités ou la critique de l'économie. Or, ce n'est pas parce que la population ayant reçu une éducation post-secondaire s'est fortement accrue, que cette croissance renvoie automatiquement à un rythme de croissance économique plus élevé. La qualité de l'enseignement joue un rôle tout aussi important si ce n'est plus important. En outre, la causalité peut aussi jouer en sens inverse, la croissance économique facilitant le financement de la formation.

Notre certitude est double, à ce stade tout au moins. D'une part, la formation mesurée par le nombre d'années d'études, contribue à l'acquisition de compétences cognitives[1]. D'autre part, l'acquisition de compétences cognitives contribue à la croissance économique et au développement[2]. On notera cependant la variance, et donc la diversité des situations nationales, autour de ces deux tendances. Celle-ci est toutefois beaucoup plus ample pour la relation entre le nombre d'années d'études et l'acquisition de compétences cognitives que pour la relation entre l'acquisition de compétences cognitives

1. Hanushek and Woessmann, «Do Better Schools Lead to More Growth? Cognitive Skills, Economic Outcomes, and Causation," NBER Working Paper No. 14633, 2009.
2. Hanushek et Woessman, «The Role of School Improvement in Economic Development», NBER Working Paper N° 12832, 2007.

et la croissance économique. En ce qui concerne la relation entre le nombre d'années d'études et la croissance économique, on s'aperçoit que les variances autour des tendances initiales, loin de se compenser, se cumulent pour produire une très ample variance autour de la nouvelle tendance. Il faut en conclure que les compétences cognitives ont un pouvoir explicatif de la croissance économique beaucoup plus important que le nombre d'années d'études. En d'autres termes, ce n'est pas la quantité d'éducation reçue qui détermine le potentiel de croissance d'une économie mais la qualité de cette éducation et sa capacité à développer les compétences cognitives des élèves et des étudiants.

Pour aller au-delà des affirmations générales sur le lien entre éducation et croissance, et quantifier cette relation, les économistes ont pris l'habitude de calculer un rendement de l'éducation en mesurant celui-ci à partir du rendement d'une année supplémentaire d'éducation, dénommé rendement marginal de l'éducation. Sont inclus dans ce calcul non seulement les rendements «privés» de l'éducation en termes de supplément de revenu d'activité mais aussi les rendements «non privés» en termes de suppléments de revenus fiscaux et de moindre recours aux prestations sociales. Le rendement public donne la somme des rendements privés et non privés. Les travaux de Barro et Lee[3] font ainsi ressortir les rendements importants de l'éducation dans le monde, que le graphique ci-dessous présente par grande région du monde. Ces chercheurs estiment que le rendement de l'éducation ainsi mesuré se situe entre 6 et 13% selon la région du monde et qu'il augmente avec le niveau de développement. On notera que ce rendement croît avec le niveau de développement.



3. "A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010" NBER working paper N°15902, 2010.

■ **Les bienfaits de la formation sont-ils généraux et homogènes ?**

Il faut d'abord avoir à l'esprit que la dépense d'éducation n'est pas toujours un bon *proxy* du niveau d'éducation et qu'elle n'a guère de capacité explicative de ce niveau en dehors des pays en développement. Comme le montrent Hanushek et Woesmann[4], le rendement marginal de la dépense d'éducation (i.e. le rendement de la dépense supplémentaire en éducation) en matière de tests d'éducation PISA est décroissant : il est beaucoup plus élevé pour les économies émergentes que pour les économies développées, où il est quasiment nul. Autrement dit, il ne sert à rien de dépenser plus en éducation dans les économies avancées et les problèmes d'éducation que rencontrent ces économies ne peuvent en aucune façon être atténués par une augmentation de la dépense d'éducation.

Ensuite, la diversité des situations est aussi très grande au niveau des rémunérations selon l'OCDE[5]. Ainsi, la prime payée aux diplômés du supérieur n'est-elle pas la même partout et est d'autant plus élevée que la proportion des diplômés du supérieur est faible… ce qui souligne le caractère encore très national des marchés du travail qualifié.

Enfin, et plus fondamentalement, les rendements marginaux de l'éducation (rendement économique d'une année supplémentaire d'éducation) sont très inégaux d'un pays à l'autre, pointant non seulement des spécificités du marché national du travail mais aussi des problèmes sérieux d'efficacité, en termes de qualité ou de coûts de l'éducation dans certains pays. En France, par exemple, les rendements privés (pour les élèves et étudiants concernés) et publics (pour la société dans son ensemble) de l'éducation supérieure sont respectivement de 9,9% et 7,5% en 2009 contre 12,4% et 10,8% pour la moyenne de l'OCDE, pour les hommes. La situation est encore plus préoccupante pour l'éducation secondaire : respectivement 10,7% et 4,4% contre 13,4% et 7,8% pour la moyenne de l'OCDE. On notera que ce faisant la France est l'un des pays de l'OCDE où le rendement social de l'éducation est le plus faible, surtout pour le secondaire[6]. Au sein des économies avancées, on constate en outre que les pays dont le rendement de l'éducation est moins élevé ont, aussi, tendance à être, dans l'ensemble, plus égalitaires que ceux dont le rendement est plus élevé. Ainsi, en France, Suède, Allemagne, Pays-Bas, Italie et Belgique, pays plus égalitaires que la moyenne, le rendement de l'éducation pour une personne ayant un diplôme du supérieur est plus faible qu'en Nouvelle-Zélande, Corée, Angleterre, États-Unis, Israël, etc. Lorsque l'on intègre les pays émergents et les pays en développement dans le champ de l'étude, la relation s'inverse : les pays qui enregistrent les meilleures performances en matière de tests d'éducation

4. « How Much do Educational Outcomes Matter in OECD Countries? », NBER Working Paper N° 16515, 2010 ?

5. « Education at a Glance, 2012 ».

6. « Education at a Glance, 2012 ».

sont aussi ceux qui sont le moins inégalitaires, comme le montre Freeman[8]. On retrouve là une caractéristique des pays émergents ou en développement.

Plus préoccupant, le rendement marginal de l'éducation serait systématiquement inférieur à son rendement moyen comme l'ont montré Carneiro, Heckman et Vytlacil[8]. Ajusté du risque, tel que mesuré par la volatilité du revenu, le rendement marginal aurait en outre tendance à décroître sur le long terme. C'est tout au moins ce que montrent les travaux empiriques sur le collège aux États-Unis. Cette tendance est en partie imputable à la volatilité accrue des revenus, comme l'ont montré Brown, Fang et Gomes[9]. Par-delà les chiffres globaux, se cachent de grandes différences dans le temps et dans l'espace.

■ Quels sont les facteurs explicatifs de la situation française en matière de formation ?

Concernant plus particulièrement la France, il faut souligner que les rendements économiques décevants de l'éducation sont associés à un déclin des compétences acquises par les élèves. Ceux-ci ne se situent plus aujourd'hui que dans la moyenne de l'OCDE aux résultats des tests PISA pour la lecture et les mathématiques, et dans la moyenne inférieure pour les sciences. Mais, surtout, la France fait partie des pays dont les performances scolaires se sont très significativement dégradées entre 1995 et 2009 (date de la dernière enquête disponible), non seulement en termes relatifs par rapport à ses pairs mais aussi en termes absolus. De fait, La France est l'un des pays où les performances scolaires en matière de lecture et de mathématique ont le plus reculé au cours de la période, sachant qu'en matière de sciences, elles ont tout juste progressé comme la moyenne de l'OCDE. Corrigées du statut socio-économique, ces performances sont encore plus mauvaises.

Certes, il faut prendre ces résultats avec une touche de prudence et ne pas en tirer de conclusion hâtive. Pour autant, on ne peut se retrancher dans un déni de réalité. Ces tests font clairement ressortir que, dans l'économie de la connaissance, la France a beaucoup perdu de ses atouts et se révèle même être, sur le long terme, l'un des grands perdants de la compétition internationale en matière d'éducation et de formation. Les enquêtes de l'OCDE pointent notamment des problèmes de discipline des élèves et d'attention des enseignants, qui sont, en France, très largement supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Plus fondamentalement, ces tests et enquêtes de l'OCDE font ressortir l'importance du facteur qualité par rapport au facteur quantité (montant des dépenses, etc.) dans la performance des systèmes d'éducation.

---

7. Machin et Viarengo : «Variation in Educational Outcomes and Policies across Countries and of Schools within Countries", NBER Working Paper N° 16293, 2010.
8. «Estimating Marginal Returns to Education», NBER Working Paper N° 16474, 2010.
9. «Risk and Returns to Education», NBER Working Paper N° 18300, 2012.

■ **Dans quelle mesure la formation influe-t-elle sur l'état de santé ?**

On s'attend à ce que l'éducation ait un effet positif sur la santé. De fait, la longévité s'accroît avec l'éducation et avec le revenu.

Toutefois, corrélation ne veut pas dire causalité : les deux variables sont en fait interdépendantes. Un examen plus détaillé fait ressortir bien des nuances par rapport à l'observation de départ, comme le montrent Cutler and Lleras-Muney)[10]. Tout d'abord, l'effet positif de l'éducation semble s'atténuer avec le niveau de développement pour la malnutrition et l'hémoglobine, voire devenir négatif pour l'obésité. En outre, l'effet de l'éducation semble avoir un effet négatif sur la tendance à boire de l'alcool ou à fumer ainsi que sur l'exposition aux maladies sexuellement transmissibles, encore que cet effet s'inverse au sein des pays les plus développés. On le voit donc éducation et santé entretiennent des relations complexes et il faut veiller à accorder sa juste place à l'éducation dans le meilleur état de santé des pays développés où il est probablement imputable en priorité à la meilleure qualité du système de soins et à la meilleure couverture de leurs coûts. Ajoutons que le niveau d'éducation influe négativement sur le taux de criminalité.

■ **Quel est l'apport spécifique de la formation professionnelle et continue ?**

Nous nous sommes concentrés jusqu'ici sur l'éducation, en laissant de côté les questions de formation professionnelle. De façon générale, la France se repose beaucoup sur les acquis de son capital humain à la sortie du système éducatif et elle se préoccupe assez peu de l'inadéquation structurelle entre les compétences disponibles et les besoins sur le marché du travail. Une étude du cabinet McKinsey,[11] note les risques générés par ce décalage : à horizon 2020, cette inadéquation produirait 2,3 millions d'actifs n'ayant pas les qualifications nécessaires – et donc des chômeurs structurels – alors que 2,2 millions d'emplois seraient non pourvus faute de compétences disponibles.

Malheureusement, les comparaisons internationales sont malaisées en l'absence de statistiques homogènes. Elles ne permettent même pas de positionner la France par rapport à ses pairs, d'autant que la France ne participe pas aux enquêtes de l'OCDE. En moyenne, plus de 40% des adultes participent à une formation professionnelle, formelle ou informelle, chaque année au sein de l'OCDE. Cette proportion varie de 15% en Grèce à 60% en Nouvelle-Zélande. Le taux de participation diminue avec l'âge, il est le plus élevé au sein des jeunes avec une formation universitaire et il est supérieur chez les hommes, ce qui peut paraître surprenant dans la mesure où les problèmes de reconversion et/ou de réinsertion professionnelle s'accroissent avec l'âge mais

10. «Education and Health: Insights from International Comparisons", NBER Working Paper N° 17738, 2012.
11. *L'Emploi en France,* 2012

diminuent avec le niveau d'éducation et qu'ils sont au moins aussi importants pour les femmes que pour les hommes. Ceci indiquerait que le recours à la formation professionnelle a essentiellement un but de promotion sociale plus que d'adaptation aux changements économiques. De fait, en moyenne au sein de l'OCDE, 85% des formations professionnelles à destination des 25-34 ans et 76% de celles à destination des 55-64 ans sont motivées par des perspectives de carrière professionnelle. On peut en conclure que la formation professionnelle ne vise pas à l'égalisation des chances.

Une étude récente de Détang-Dessendre[12] confirme assez largement ces résultats pour la France. Les salariés français qui accèdent à la formation continue possèdent en général déjà une ancienneté dans leur poste et sur le marché du travail, occupent un emploi de cadre ou de profession intermédiaire, possèdent un niveau d'éducation supérieur, travaillent dans une entreprise de plus de 500 salariés dans le secteur des services ou de l'industrie à haut niveau technologique. Ils ont plus d'une chance sur deux d'avoir déjà bénéficié d'une formation financée par leur entreprise au cours de l'année précédente (alors que la moyenne se situe aux alentours d'une chance sur quatre). Cette probabilité est proportionnelle au degré d'urbanisation et à la densité du marché du travail dans la zone concernée.

■ Comment améliorer les rendements de la formation dans les pays en développement ?

On l'a vu, les rendements économiques de l'éducation sont plus faibles dans les pays émergents et dans les pays en développement. Les facteurs de réussite dans ces pays ont été étudiés de façon systématique par Glewwe, Hanushek, Humpage et Ravina[13]. Leur étude est basée sur la compilation des travaux scientifiques empiriques parus depuis 1990 sur les déterminants de la réussite aux tests scolaires, soit 9 000 études parmi lesquelles ils ont sélectionné 79 études de bonne qualité, 43 études de très grande qualité et 13 études choisies au hasard (RCT).

Il en ressort que les variables qui concernent l'infrastructure scolaire, l'expérience du directeur, la qualité et les connaissances de l'enseignant, le salaire de l'enseignant, le travail en groupe, le tutorat, l'assiduité (et donc la discipline), le travail à domicile et l'attention des parents ont de façon générale un effet positif sur le niveau des élèves. En revanche, des variables le plus souvent citées par les administrations concernées et par les politiques, comme le niveau de dépense par élève, le nombre d'élèves par classe, la fourniture de

12. «Accès à la formation continue en entreprise et caractéristiques des marchés locaux du travail», Économie et Statistiques, n° 431-432, 2010.
13. Glewwe, Hanushek, Humpage et Ravina : «School Resources and Educational Outcomes in Developing Countries: A Review of the Literature from 1990 to 2010», NBER Working Paper N° 17554, 2011.

repas à l'école, la polyvalence de l'enseignant (capacité à enseigner en même temps dans différents niveaux ou différentes matières), le genre de l'enseignant et le niveau de diplôme de l'enseignant, ils ont au mieux des effets ambigus sur les résultats des élèves aux tests de connaissance. Quant à l'absentéisme de l'enseignant, il ressort, comme on pouvait s'en douter, avec un effet négatif univoque. Ces conclusions rejoignent assez largement les conclusions de la littérature économique empirique sur l'éducation dans les pays développés, qui s'est constituée dans la première moitié des années 2000 : le montant des dépenses par élève, le nombre d'élève par classe et le niveau de diplôme de l'enseignant n'ont guère d'effet déterminant sur la réussite scolaire des élèves. Ce que soulignent donc ces études, c'est l'importance de la qualité par rapport à la quantité, de la substance (la qualité de l'enseignant) par rapport à la forme (les diplômes de l'enseignant), en matière d'éducation, surtout dans les pays développés où les rendements marginaux de l'éducation ont tendance à diminuer.

En ce sens, prendre le temps de former, c'est donc non seulement prendre le temps de se former tout au long de la vie mais c'est aussi accepter de ne pas agir dans la précipitation ou sous la pression des lobbies établis, c'est prendre le temps de mener une réflexion critique agnostique sur la formation et sur son efficacité, c'est s'imposer de contrôler la qualité de la formation et des formateurs, c'est enfin se donner les moyens de former réellement et concrètement les formateurs.

Cinq ingrédients pour une formation performante

Cédric Villani
Institut Henri Poincarré (CNRS/UMPC)

Je vais commencer, pour lancer ce sujet, par évoquer avec vous une rencontre qui a changé ma vie. C'était en 2000. Je prenais mes fonctions de jeune professeur à l'École normale supérieure de Lyon en mathématiques. Parmi les cadeaux de bienvenue, il y a traditionnellement la possibilité d'encadrer un thésard. Mon thésard s'appelait Clément Mouhot et il avait une formation en mathématiques, mais pas du tout sur le genre d'équations dont j'étais spécialiste. C'était donc le moment de commencer son éducation.

Moins de huit ans plus tard, nous nous retrouvions tous les deux embarqués dans une aventure assez considérable : une bataille pour un théorème, que j'ai racontée sur le mode épique dans un ouvrage intitulé *Théorème vivant*[14] (que vous pourrez trouver en librairie pour un prix modique !) Cette aventure a abouti à l'obtention en 2010 de la médaille Fields, l'une des 55 médailles Fields attribuées à ce jour, la plus précieuse des récompenses pour un mathématicien, et qui a bouleversé le cours de ma vie.

Que conclure de cette petite aventure ? J'ai commencé par vous parler d'une rencontre qui a changé ma vie. Quand un orateur commence ainsi, on se dit que l'on va entendre parler d'une rencontre avec un grand ancien ou avec quelqu'un qui une grande expérience. Moi, j'ai rencontré mon élève. Cette rencontre a changé ma vie au sens où c'est véritablement grâce à lui que les choses ont pu se faire. En 2008, j'étais déjà un mathématicien reconnu, mais étant donné l'obstacle qui se présentait dans mon projet

14. *Théorème vivant,* ed. Grasset, 2012.

de recherche, je n'avais aucune chance tout seul. Il me fallait l'expérience acquise par ce jeune à qui j'avais transmis des connaissances, mais qui avait su les développer et aller au-delà. Un jeune que vous formez… L'élève dépasse le maître. Il va comprendre ce que vous lui dites, et il va trouver des choses nouvelles auxquelles vous n'auriez pas pensé. C'est une chose fondamentale dans ces questions de formation.

Une autre chose est évidemment le fait qu'il s'agit du long terme. On recueille les bénéfices de la formation au bout de 10 ans, voire 20 ans, voire plus encore. Et puis, dernier point : il s'agissait dans mon histoire d'une relation basée sur le contact local, sur beaucoup d'affectif. Tout notre système de formation est encore fondé, comme cela a été le cas depuis des millénaires, sur cet aspect local. Vous êtes un élève, un maître. Vous êtes proches physiquement, et c'est bien pour cela que dans les universités on continue de se poser de manière fondamentale, même à l'heure du courrier électronique, la question de savoir qui est sur place, qui a son bureau ici, qui a son bureau à côté, pas dans l'autre bâtiment, mais dans ce bâtiment-ci, etc.

À partir de cette aventure, nous allons dégager les quelques points sur lesquelles je voudrais insister. Il ne s'agit pas ici de faire un exposé structuré sur la formation, mais de sensibiliser l'auditoire à quelques points qui me paraissent importants, et dont on parle trop peu. J'en retiendrai cinq.

▶ La formation, enjeu économique international

Le premier point a été introduit par Philippe Trainar, c'est que la formation est un enjeu économique international. Nous avons parlé d'économie de la connaissance. C'est plus que de l'économie de la connaissance. Il y a une économie de l'intelligence et au sein de cette économie de l'intelligence, il y a l'économie de la formation. C'est un «marché» qui n'est pas forcément très visible et qui est souvent inconnu. On ne le voit pas, mais il peut avoir des rendements spectaculaires, aussi bien pour des projets industriels, des grands projets ou des projets de société. Une idée qui germe dans le cerveau de quelqu'un qui a été formé et entraîné pour cela peut avoir des conséquences considérables. Parfois, ce sont des individus seuls qui vont révolutionner le cours des choses. Par exemple, on peut savoir ou ne pas savoir que le sort de la Seconde Guerre mondiale a été en partie lié à ce qui s'est passé dans le cerveau d'une poignée d'individus. Si dans le cerveau d'Alan Turing[15], de Léo Szilard[16] et de Werner Heisenberg[17], les neurones

15. Alan Turing (1912-1954), mathématicien et cryptologue britannique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a travaillé sur les cryptographies utilisées par les Nazis.
16. Léo Szilard (1898-1964), physicien hongro-américain, un des premiers à envisager les applications militaires du nucléaire.
17. Werner Heisenberg (1901-1976), mathématicien et physicien allemand qui a jeté les bases de la mécanique quantique.

n'avaient pas flashé exactement comme ils ont flashé, l'issue aurait pu être complètement différente.

Cela peut être au contraire des projets dans lesquels toute une population est concernée. Prenez Singapour, un pays qui est en boom à de nombreux égards. Ressources naturelles à Singapour, rien du tout. Qu'est-ce qu'il y a pour Singapour ? Les qualités de formation, les qualités d'éducation, et le fait qu'ils sont depuis longtemps un carrefour, un point économique central. Mais quand vous discutez avec les gens là-bas, ils considèrent que leur richesse naturelle est la qualité de la formation des jeunes et la capacité d'innovation. Singapour se retrouve ainsi en tête des classements en innovation et en communication.

Le domaine économique vient avec les questions de bien-être général. Il s'agit de donner aux gens la formation qui leur permettra de trouver un travail en adéquation avec leurs aspirations. Cela peut être la formation initiale ou la formation continue. Dans le domaine économique, on peut inclure une évolution, une dynamique, une histoire géopolitique, éventuellement une action étatique. Parmi les exemples qui pourraient être analysés aussi bien du point de vue historique, que du point de vue économique et géographique, il y a le miracle économique coréen. En 50 ans, la Corée du Sud est passée du statut d'un des pays les plus pauvres du monde à celui d'un des pays du *top 10* du point de vue de l'innovation, l'un des tout meilleurs en éducation, un pays dans lequel les habitants sont fiers, et considèrent que toute leur réussite dépend du haut niveau d'éducation, pour lequel ils sont leader mondial selon certains indicateurs.

Un autre exemple géopolitique est la montée en puissance des étudiants asiatiques dans l'enseignement supérieur et la recherche américaine. C'est considérable. Si du jour au lendemain, tous les étudiants chinois et coréens rentraient chez eux, les universités américaines s'effondreraient. Des filières entières s'effondreraient, étant donné l'état de dépendance dans lequel elles se trouvent actuellement.

Un autre exemple est le fait que les pays n'investissent pas seulement à l'exportation. Ils investissent aussi sur place. L'Asie, c'est très certainement l'endroit dans le globe où l'on investit le plus sur les questions de long terme et d'enseignement. Mes homologues directeurs d'instituts de recherche en Chine ont souvent des budgets en hausse de 10% à 15% par an, des chiffres hallucinants. Un dernier exemple qui vous montre qu'une question à mon sens complètement fondamentale peut-être en dessous du radar, si vous me le permettez, est toute la question de la formation des cerveaux des jeunes d'Europe de l'Est. Prenez les jeunes formés en Roumanie, avec un système d'éducation qui fonctionne encore très bien à certains points de vue. Récupérer ces intelligences et ces cerveaux est un enjeu européen fondamental. Il y a 20 ans, un grand nombre de ces jeunes venaient en

France pour leur formation supérieure. Maintenant, ils vont aux États-Unis. Entre-temps, il y a eu une accaparation, un détournement, avec des méthodes qui… selon certains collègues diplomates, auraient déclenché un conflit ouvert si ces mêmes méthodes qui ont été employées pour détourner ces cerveaux avaient été utilisées pour nettoyer des matières premières. C'est quelque chose dont on ne parle pas, et c'est un enjeu fondamental pour notre avenir, dans 10, 20 ou 30 ans. La première question est donc cet aspect économique important d'éducation, de la formation.

▶ Une problématique d'écosystème

Deuxième point : la formation est une notion importante, mais elle est subtile. Elle est écosystémique, dans le sens où elle fait intervenir de nombreux paramètres. Comme cela a été dit, ce n'est pas simplement parce que vous mettez plus d'argent que les choses vont s'améliorer. Il est évident que cela aide, mais c'est très loin d'être suffisant. Le système de formation est comme un être vivant : s'il a trop de sodium, il meurt, s'il n'en a pas assez, il meurt aussi. C'est pareil dans toutes les questions de formation. On me demande parfois dans des émissions de radio quelle est la chose qui manque au système français pour être performant. Je ne peux pas répondre à une telle question. Il n'y a pas une seule chose qui manque. Ce qui compte, c'est de façonner un écosystème, un ensemble dans lequel les différents acteurs ont leur place, où les questions techniques et les questions théoriques sont en harmonie, où les questions de formation continue et de formation initiale sont en harmonie, où les enseignants jouent sur différents tableaux, où les questions de sens et les questions de contenu sont en harmonie, et ainsi de suite.

C'est très délicat et ça demande beaucoup d'ingrédients. Il y a quelque temps, sur la question de savoir quels ingrédients étaient nécessaires pour le développement des idées, j'en ai listé sept : motivation ; documentation ; échange ; environnement ; contraintes ; équilibre réflexion/intuition ; équilibre ténacité/science. Et puis mon collègue François Taddéi[18], spécialiste de l'innovation en pédagogie, m'a fait remarquer que ce sont exactement les sept ingrédients qui sont fondamentaux aussi pour l'enseignement. La question de la contrainte est en particulier fondamentale aussi bien pour le développement des idées que pour le développement de la formation. Il faut donc de tout, avec une idée derrière, à savoir qu'apprendre durablement, ce n'est pas seulement comprendre quelque chose. C'est faire germer l'idée dans votre cerveau. Vous vous réappropriez l'idée comme si vous la redécouvriez vous-même ; c'est de cette manière qu'elle va pouvoir vous profiter. C'est subtil.

18. Biologiste français né en 1967, directeur du Centre de Recherche Interdisciplinaire à Paris.

▶ Un ingrédient indispensable : la motivation

Parmi tous ces ingrédients, et ce sera mon troisième point, j'insisterai sur un des sept ingrédients : la motivation. C'est subtil aussi, et indispensable. C'est l'ingrédient le plus important et le plus insaisissable. On ne le trouve pas forcément avec la prospérité et le développement, c'est même parfois le contraire. Dans les sociétés développées, la principale menace qui guette actuellement les questions d'éducation et d'enseignement supérieur, c'est l'absence de motivation. Vous avez au contraire parfois des situations extrêmement difficiles qui suscite la motivation. L'originalité et l'inventivité des scientifiques russes ont changé la face du monde, alors même qu'ils étaient pris dans un système terrifiant du point de vue économique, un système absurde et illogique. Autre exemple : j'étais récemment en Palestine, j'y ai donné des cours de géométrie différentielle dans une école d'été. Les étudiants les plus motivés étaient de très loin les filles voilées, habillées, corsetées de haut en bas. Elles étaient motivées, intelligentes et dynamiques. La meilleure du groupe, de très loin, était une fille. Vous voyez ici comment l'enseignement, la formation peut être vue comme une façon de s'approprier la liberté. Pour prendre encore un dernier exemple plus proche de moi, je suis fils de pieds-noirs. C'est le genre de population déracinée qui va rechercher évidemment dans l'éducation et dans la formation les armes pour trouver une place sociale à la hauteur de ses aspirations.

▶ De l'importance de la gouvernance

Un quatrième point sur lequel je voudrais insister est le fait que lorsque l'on pense à l'éducation et à la formation, on pense aux contenus, on pense éventuellement à la pédagogie… mais il y a plus que cela. Il y a la gouvernance, la façon dont les choses sont organisées. Un système qui n'est pas efficace est un système qui ne va pas être en mesure de transmettre les choses. Les questions de discipline peuvent par exemple jouer un rôle fondamental. Sur ce point, je voudrais revenir sur une des spécificités françaises, à savoir que c'est un pays ethniquement et socialement extrêmement varié. Cette diversité est très mal gérée. La France et les États-Unis se disputent la première place sur ce point. Quand vous exploitez bien la diversité, c'est une force énorme et spectaculaire. Quand vous la gérez mal, c'est un handicap considérable. Nous sommes actuellement dans une phase où elle est mal gérée et tout notre système d'éducation en pâtit. Il ne faut pas croire que nous aurons un système d'éducation performant si nous ne résolvons pas les problèmes d'intégration sociale considérables qui se posent actuellement.

Un autre point sur ces questions de gouvernance se situe au niveau de l'enseignement supérieur. On a parlé dans ces Rencontres de la façon dont on regarde traditionnellement les élites intermédiaires, avec défiance. C'est la même chose dans l'enseignement supérieur. Il y a cette vision partagée

par un grand nombre de mes collègues, selon laquelle ce sont l'État et le ministère qui doivent garantir la qualité de l'enseignement supérieur, y compris dans des détails très fins. J'ai par exemple souffert dans le débat récent sur le maintien ou non de la qualification des enseignants, pour savoir si avant d'être recruté par son université, un enseignant doit d'abord être agréé par une instance nationale qui regarde tous les dossiers. Pour moi, la qualification est une institution d'un autre âge, qui témoigne d'une défiance vis-à-vis de l'université, qui est coûteuse…

Cette question de gouvernance est partout. Il faut des choses bien organisées qui permettent d'installer la confiance au niveau des échelons intermédiaires. Cela vaut pour l'enseignement supérieur, cela vaut aussi pour les écoles, les collèges et les lycées. Si ces élites intermédiaires n'ont pas un rôle social important reconnu, un rôle de responsabilité, – je pense par exemple aux chefs d'établissement qui doivent avoir une responsabilité vis-à-vis de leurs enseignants et de leurs étudiants – quelque chose qui soit admis et valorisé par la société. Il ne faut pas croire que nous arriverons à un bon système de formation sans cet ingrédient-là. Les programmes sont à la limite secondaires dans cette question. Je ne dis pas que les programmes ne sont pas importants, mais ces questions de gouvernance sont fondamentales.

Il faut rajouter à cela que le système de formation française est d'une lourdeur considérable. Il est difficile de faire bouger quoi que ce soit dans un système qui a été conçu nationalement et où tous les acteurs sont intriqués de manière indémêlable. Il y a quelques années, un article du *Times* se moquait du système français qui était descendu de son piédestal, souffrant de réformes ratées après réformes ratées, et d'une certaine instabilité gouvernementale dans un sujet où ce qui compte, c'est le long terme et le suivi dans la durée. À l'époque où l'article a été écrit, nous avions vu passer 29 ministres de l'éducation nationale en 50 ans. Vous voyez le genre de problèmes que nous avons à résoudre.

▶ Un enjeu en trois parties

Je terminerai en citant trois points qui sont aujourd'hui à mon avis des enjeux vitaux pour la formation française, enjeux vitaux dont on ne parle pas assez. Ils sont d'ailleurs liés. Le premier enjeu est qu'à mon avis, de toutes les questions qui ont été débattues et qui sont débattues en ce moment sur le système de formation à l'école, au collège ou au lycée, le plus important est cette question de la mise en place des instituts de formation des maîtres, les écoles supérieures de pédagogie et d'enseignement. Cette mise en place réussie est beaucoup plus importante que de savoir si l'on va recruter tant de professeurs, sur quel sujet, sur quels salaires, sur ceci ou cela. Je me suis exprimé publiquement pour dire que nous allions à mon avis beaucoup trop vite sur la question de la mise en place, sans en discuter assez. La mise

en place a quand même eu lieu. J'espère que je me suis trompé, et que cela va fonctionner. En tout cas, il y a là un enjeu fondamental qui est trop passé sous silence.

Le deuxième point qui me tient vraiment à cœur est l'implication de la France dans l'enseignement en Afrique à tous les niveaux, y compris le haut niveau. Il faut regarder à long terme. Dans 50 ans, l'Afrique représentera 85 % du monde francophone et sera le réservoir majeur d'étudiants francophones, de jeunes scientifiques motivés. Selon la façon dont nous investissons actuellement dans l'enseignement là-bas, y compris au niveau supérieur, la France en retirera ou non un bénéfice considérable et il y aura – ou pas – un bénéfice mutuel, aussi bien pour la France que pour les pays d'Afrique francophones. C'est maintenant que les choses doivent se mettre en place. Ce sont des questions délicates, car ce n'est pas simplement en mettant de l'argent que cela va marcher. Je suis impliqué depuis trois ans sur des projets d'enseignement supérieur africain, les questions de gouvernance locale y sont encore les plus délicates. Il faudra du temps.

Dernier point, la question du numérique. Là aussi, il y a peut-être une révolution en cours. Est-ce que ça marchera ou pas ? Bien malin qui pourra le prédire. C'est en essayant que l'on saura. Il y a en ce moment une révolution qui est en cours d'essai sur la pédagogie numérique, en partie outre-Atlantique : *Coursera*. Ce sont des systèmes dans lesquels les enseignants peuvent donner un cours destiné à une foule d'étudiants – jusqu'à 100 000 à la fois – partout dans le monde. Le postulat, valable depuis des millénaires, selon lequel le maître et l'élève doivent être ensemble, à quelques mètres l'un de l'autre est peut-être en train d'être bouleversé. On ne sait pas si cela marchera ou non. Mais si on n'essaie pas et si ça marche, on aura encore raté le train.

Ce que l'école doit devenir

Jean-Paul de Gaudemar
Conseiller éducation auprès du Premier ministre, France

J'aborderai le sujet par la question de la gouvernance. Que signifie aujourd'hui prendre le temps de former ? Qu'est-ce que le temps de former ?

Le temps de former est toujours du domaine du présent car la formation et ce qu'elle est censée délivrer, constituent l'un des enjeux essentiels du développement économique d'un pays. Dans un pays comme le nôtre, qui a une telle ancienneté de système éducatif, une telle culture de l'école, on a tendance à la considérer d'un regard critique. C'est une bonne chose en soi, mais qui ne mesure pas à quel point cela reste un avantage comparatif considérable. J'ai souvent eu l'occasion de rencontrer des responsables d'entreprises internationales, qui m'ont confirmé que l'un des facteurs majeurs de l'implantation de ces entreprises sur notre territoire est la qualité de la main-d'œuvre, au sens large du terme : la qualité humaine et notamment la qualité de la formation. Le regard critique que l'on peut porter sur notre système ne saurait faire oublier cette réalité. Au contraire, il devrait nous convaincre – si nécessaire – de l'importance qu'il y a à améliorer encore notre effectif.

Cela dit, l'école, du point de vue des institutions chargées à titre principal de délivrer de la formation, se trouve face à des contradictions multiples.

La première d'entre elles, qu'il ne faut jamais oublier, est qu'elle a perdu le monopole de l'accès à la connaissance. Il n'y a pas si longtemps, elle le détenait encore assez largement. C'est aujourd'hui fini, dans des proportions qu'on a du mal à mesurer. On sait par exemple qu'un enfant, en général, passe aujourd'hui plus de temps devant la télévision ou sa tablette qu'à l'école. Toute la question est de savoir comment l'école se positionne par rapport à ce changement considérable et à la façon dont d'autres institutions, d'autres

outils ou modes de fonctionnements sociaux apportent, ou n'apportent pas, de la connaissance, voire de la compétence.

Dans le même temps où l'école a perdu le monopole, il n'y a jamais eu autant d'exigences sociales envers cette institution. Beaucoup d'enseignants disent d'ailleurs qu'ils en souffrent. Cette école tant décriée est en même temps celle à laquelle on fait appel en permanence : on considère que si tel ou tel problème n'est pas résolu, c'est par la faute de l'école. J'ai un jour entendu un chroniqueur boursier expliquer que si la bourse baissait, c'était parce que les enfants n'étaient pas assez formés à l'école aux variations des cours de bourse. Cette anecdote est assez représentative de la forte exigence à laquelle l'école doit s'efforcer de répondre.

▶ Ce qu'on exige de l'école

Il y a d'abord une exigence d'efficacité. On reproche avec raison à l'école – et ce n'est pas facile pour elle de relever ce défi – de se contenter de la réussite spontanée. On a vécu longtemps sur l'idée que si un enfant réussissait ou échouait à l'école, c'était principalement de sa faute, éventuellement de celle de sa famille qui ne s'était pas assez occupé de lui. L'institution scolaire a toujours eu beaucoup de mal à intégrer l'idée qu'elle pouvait avoir sa part de responsabilité dans l'échec. Il faut maintenant que l'école l'intègre. Les tests internationaux nous rappellent en permanence cette exigence d'efficacité. Le programme PISA, qui suscite un engouement collectif extraordinaire et interroge la France sur l'efficacité de son système éducatif, est ainsi devenu l'un des grands sujets de société.

L'école est également interrogée sur son efficience. On reproche en gros à l'école de coûter très cher à la nation pour des résultats insuffisants. C'est une approche avec laquelle on n'est jamais à l'aise, comme pour la santé. On a tendance à éviter ce genre de questions. Mais il est logique qu'on la pose, surtout dans des périodes comme celle que nous vivons, où la question des dépenses publiques ne peut être évitée, même pour un sujet aussi important que l'école.

Efficience, mais aussi exigence d'égalité, ou plus exactement d'équité. La revendication sociale légitime auprès de l'école est qu'elle soit un outil de lutte contre les inégalités sociales et non un simple instrument de reproduction de ces mêmes inégalités. Sur cette question, nous avons des périodes fastes et des périodes qui le sont moins. Un des grands succès de l'école, ces cinquante dernières années, a été ce que l'on appelle, d'un terme malheureusement un peu péjoratif, la «massification», c'est-à-dire l'accès du plus grand nombre à des diplômes relativement élevés et en particulier au baccalauréat – aujourd'hui, près de 70% de chaque classe d'âge arrive au baccalauréat. Mais ce résultat, à mettre au crédit de l'école, est terni par le

fait que d'autres indicateurs montrent que l'école ne réduit pas les inégalités sociales.

Comment allons-nous répondre à ces questions ? Il faut d'abord déterminer sur quoi l'école doit centrer ses efforts ; c'est tout le débat autour des connaissances et des compétences de base que nous avons depuis dix ans. Je pense que c'est à l'école de développer et de faire apprendre ces mécanismes de base parce que là, elle n'a pas de concurrent. Pour ce faire, il ne faut plus se contenter du modèle sur lequel nous avons vécu – un professeur face à une classe de vingt-cinq élèves – mais l'associer à une approche beaucoup plus individualisée de chaque élèves, afin de tenir compte de l'extraordinaire diversité des publics de nos établissements.

Il faut aussi penser des parcours aussi diversifiés que possible. On ne peut plus considérer qu'il y a un temps de la formation puis un temps de la vie active. Le temps de former est aujourd'hui le temps de toute la vie, celui d'une alternance permanente entre temps de formation et temps d'action.

Enfin, il s'agit de savoir comment disposer de formateurs à la hauteur de ce défi, qui auront reçu pour cela, dans nos futures écoles supérieures du professorat et de l'éducation, tous les éléments nécessaires.

Quelle formation pour le troisième millénaire ?

Nehza Lahrichi
Conseil National du Commerce Extérieur, Maroc

Pourquoi la formation à l'ère du numérique ? Parce qu'il s'agit d'organiser le long terme en temps réel, et parce qu'il s'agit de prendre le temps d'aller vite. La deuxième raison est que les technologies du numérique peuvent être un levier de transformation du système éducatif, sachant qu'avec le numérique, le monde vit un processus de transformation qui s'inscrit dans la durée et redessine le contour des sociétés.

Avant d'évoquer les conditions nécessaires à l'émergence de systèmes éducatifs du troisième millénaire, je citerai quelques éléments de métamorphose, du contexte des apprenants, métamorphose qui soulève la question du degré de césure entre le domaine scolaire et les territoires hors école, où le numérique est très présent.

Trois éléments de contexte. Premièrement, le changement de paradigme. Contrairement au paradigme traditionnel de la formation, qui s'appuie sur la continuité du temps et la patience, le nouveau paradigme, produit par la média-sphère, se fonde sur la discontinuité et la rapidité. Il est devenu insupportable de devoir attendre pour apprendre. Deuxièmement, les modèles de production et de diffusion de la connaissance sont bouleversés. Troisièmement, le volume de la connaissance croît d'une façon exponentielle ; mais si le patrimoine de la connaissance est devenu imposant, il reste qu'il est fragmenté et pas du tout structuré, ce qui pose la question de la méthode de recherche d'une bonne information.

En définitive, l'acquisition du savoir n'est plus un processus systématique, discipliné et méthodique qui a lieu dans des lieux dédiés. C'est donc une

révolution cognitive qui est en marche et cette révolution concerne les mêmes générations, disséminées sur la planète dans tous les pays quel que soit leur niveau de développement. Une culture de jeunes est en train d'émerger, une sorte de culture de masse, numérique, fondée sur certaines valeurs : le partage, la coopération, la solidarité, l'intelligence collective, etc., mais aussi sur un refus des formes et des étiquettes, une idéologie du temps libre, une conception du progrès comme une avancée naturelle ; c'est un droit, ce qui compte, c'est l'expérience dans son immédiateté. Tout cela est accompagné d'un sentiment de liberté dû à la disparition des frontières puisqu'on peut accéder à Internet à partir de plusieurs plates-formes. Les jeunes peuvent donc travailler ou se distraire où ils veulent, quand ils veulent et comme ils veulent.

Le potentiel économique de cette génération de jeunes est immense, car ils sont bien placés pour l'usage des technologies de l'information et l'interconnectivité mondiale, à condition bien entendu qu'ils soient sensibilisés, bien orientés et bien formés.

▶ Comment faire des technologies du numérique un levier de transformation du système éducatif ?

Je ferai un constat et relèverai un écueil avant de répondre à cette question. Le constat concerne de nombreux pays : la formation aux cultures de numérique fait l'objet d'incitations, de programmes d'action, etc., mais la réalité est loin de ces incitations. Pour l'instant, les usages ludiques et de communication prédominent. Quant à l'écueil à éviter, il réside dans le discours technophile et les clivages simplistes entre natifs du digital et immigrants. Ces clivages nuisent aux perspectives de transmission entre les générations. Le risque est de décrédibiliser l'école en considérant les enseignants comme inaptes ou dispensant une formation dépassée.

▶ Les nouveaux termes de l'école

Il est évident que les mutations en cours posent, dans des termes nouveaux, le rôle de l'école qui a une place essentielle et doit imaginer de nouvelles formes d'apprentissage. Mais la vitesse de transmission de l'information en temps réel ne modifiera pas fondamentalement la transmission du savoir aux nouvelles générations par le biais de l'école et de la famille, donc de la culture qui s'inscrit par définition dans le long terme.

C'est l'art et la manière de conjuguer le temps réel et le temps long qui vont déterminer les conditions de succès des systèmes éducatifs. De ce fait, les techniques du numérique méritent des enseignements particuliers. Il est nécessaire de posséder une culture numérique affirmée, réelle et de ne pas se contenter de simples usages, pour ne pas dire d'un usage simpliste.

Internet n'est pas si simple. Internet ne représente pas une source, mais une multitude de sources qu'il s'agit d'identifier et de valider, en s'assurant de leur légitimité et de leur pertinence. Le positionnement sur un moteur de recherche n'est pas le bon indicateur : sur Internet, c'est à qui criera le plus fort. 75% des sources d'information crédibles ne sont pas répertoriées sur les moteurs de recherche : c'est ce qu'on appelle le Web invisible.

Aujourd'hui, la maîtrise d'une matière ou d'une discipline ne suffit plus pour enseigner. L'enseignant doit être en mesure de construire des interactions pédagogiques. Il doit être capable d'innover et de se servir des outils pour donner le goût du savoir. Là est le défi aujourd'hui : donner aux jeunes le goût du savoir pour mieux le leur transmettre. Ce n'est plus simplement la transmission de la connaissance. Le rôle de l'enseignant change donc de nature et suppose une formation qui montre comment apprendre à apprendre.

Cela implique trois pistes :

– Une véritable formation à l'information et aux médias d'abord, avec l'approche de l'intelligence économique, c'est-à-dire une bonne orientation des besoins et un traitement de l'information. Le processus de gestion de l'information est un nouveau métier : il faut identifier les sources, croiser les informations, les valider, etc., avant de les transmettre à l'étudiant.

– Une formation informatique à travers les concepts et les langages de programmation, pour être en mesure d'exploiter les possibilités éducatives des outils. On ne pourra pas dire que l'on a réussi et que l'on est dans l'ère du numérique tant que tout le monde n'aura pas maîtrisé l'usage poussé du numérique.

– Une formation à la pédagogie du numérique autour des valeurs d'Internet : lien, partage, intelligence collective, participation, solidarité, confiance renouvelée, don de soi, etc. qui sont soit dit en passant des valeurs féminines. Le système éducatif est appelé à valoriser la capacité individuelle mise au service du collectif – ce qui n'est pas la négation des individualités. Les usages pédagogiques innovants des technologies de l'information et de la communication sont à ce prix : celui d'une culture comme partie intégrante de la culture générale et du socle commun de connaissances.

L'école devient ainsi le lieu où se développe la capacité de comprendre, d'apprendre, mais aussi et surtout d'entreprendre. Il ne faut plus que les systèmes éducatifs produisent des cadres. Il faut de l'innovation. L'école devient aussi le lieu où l'on a autant à apprendre qu'à donner.

Le défi est de donner aux futures générations les moyens de construire cette culture et d'imaginer de nouvelles formes d'apprentissage coopératif.

What Legacy for the Young

Kathryn McDowell
LSO Discovery

I would like to look briefly at the relationship between advanced level training in music and the orchestra profession, as well as the concept of continuing professional development, and I hope some of the principles I outline can apply to other areas also.

When I arrived at the London Symphony Orchestra eight years ago, I found that they had a well-established education programme for young people of all ages, and I found that they had some special projects with music students aged 18-21 who would be the next generation of young professionals. However, the projects tended to run for a short time and then finish when the money ran out. Nothing seemed to be built for the longer term.

There was also very limited interaction between the LSO and the music conservatoire right next door, the Guildhall School, and at the same time, I was hearing from my LSO musicians that, when they were recruiting young professionals, these young professionals were coming along with very limited skills for the job that was on offer. They could play their Mozart or Tchaikovsky concerto brilliantly, but the rest of the skills were just not really there, so they were not prepared for the working life that would be the LSO.

Some of them were also interested in our education work, but had very limited experience of working with younger children or with adults, or people with special needs, and they had no understanding that much more was required of them. It was fortunate for me that at the same time there was a new director at the conservatoire next door, and he had come from the profession. We started to identify what the 21st century musician needed to know, and we set up Centre for Orchestra, a focus on skills that are needed, but we also involved the audience in the debate about what the

orchestra of the future might look like. That was a way of drawing the consumer into the debate.

We also wanted to think of our own members, the existing members of the LSO, and whether this programme could offer continuing development and research for them. Therefore, over the last five years we have piloted many different areas of this training. We have invited the young musicians to sit alongside us in full concerts, have given them access to top conductors who in themselves were very willing to do this sort of work, but would not have done it if it was not a part of their LSO engagement.

We have also looked at the wider skills they need. For instance, the Orchestra does a lot of film work, we are the orchestra of *Star Wars,* but these young musicians had no idea how you play with a click track, how you make a score for film. Also, they did not often work with composers, the inventors of tomorrow, so we have made all these things possible. We have also invited them to work with us, with young people and old people, to be able to share these wider communication skills that our players have developed.

We have developed, at the same time, a survival toolkit for young professionals, how they manage their own diaries as a freelance musician, how they organize their tax affairs, and how they look after their health and wellbeing. It is a very physical job to play a violin for 40 years, and when you develop problems in your physical body, sometimes people do not know how to find some help.

Then we also generated the debate about the future of the orchestra with the audiences and with the artists, and we undertake research into our profession in many different ways. The Higher Education Funding Council in England gave us money to undertake this project, because they had not seen a project in music that was at such an advanced level and such an in-depth level, between a top conservatoire and a world-class orchestra. The hallmark of success for me is that, from September, this will become a Master's course in Orchestral Artistry, so it will be a dedicated programme for the future.

I believe it is our responsibility as an orchestra to engage in education at all the various levels, and particularly in this area of professional development. Our world of the business of the orchestra is changing out of all recognition in the 21st century, and our musicians need to be ready for that change. They also need to help to drive that change.

Therefore, I am certain that as a result of this new initiative, we will be able to deliver musicians who are properly equipped to respond to the needs of the 21st century, but I also think that these students are the ones who will drive change in the future for our profession. That to me is the real legacy.

Échanges

Dominique Rousset, *France Culture*
Cédric Villani, pourriez-vous nous dire comment les interventions que nous venons d'entendre se rejoignent ?

Cédric Villani

Effectivement, les interventions se rejoignent. Les questions de la formation, des méthodes utilisées et de l'organisation à adopter sont récurrentes. Il n'y a pas de règle absolue en la matière. À comparer les pays et à faire la part des choses et des cultures, on se rend compte que très peu de règles générales demeurent et s'appliquent à tout. Parmi celles-ci, il y a la nécessité d'une base de connaissance commune partagée par tous ; d'un système de formation des enseignants fonctionnant bien ; et d'une certaine liberté des acteurs sur le terrain (le droit, pour l'enseignant, de mettre au point lui-même ses méthodes, voire pour les institutions le droit de mettre en place, à la marge, des méthodes efficaces).

Dominique Rousset

Nehza Lahrichi l'a très bien dit en parlant de partage et de solidarité, et d'un sentiment de liberté qui devait être à la fois celui des formateurs et celui du formé.

Cédric Villani

Cette liberté peut donner de très bonnes choses… et de moins bonnes. Dans ma ville, le maire, qui se trouve être un ancien joueur d'échecs de haut niveau, organise régulièrement des parties d'échecs collectives par Internet, avec l'ensemble des élèves d'une classe ou d'une école. Un adversaire joue contre les autres, qui se mettent d'accord sur les coups à faire. C'est remarquable, et pas seulement parce que ce maire a compris qu'il est important, pour un homme politique, de rester en contact avec ceux qui deviendront peut-être, s'il reste maire longtemps, ses administrés plus tard. C'est également une occasion pour les jeunes d'assister à un projet de l'autorité politique en phase avec celui de

l'éducation. Et puis, c'est un cas où Internet permet de rapprocher les gens. Voilà l'exemple d'une action locale permettant de faire progresser les jeunes, de leur donner un rôle actif et de leur montrer que l'école ne se réduit pas aux contenus.

Un second exemple me vient d'une discussion, il y a deux ans, avec les professeurs d'un lycée de Tours qui était leader de l'option MPS (une option de sciences renforcées au lycée). Ils m'ont raconté l'aventure de la mise en place de cette option sauvage, avec des élèves et des professeurs également volontaires. Ils ont obtenu de très bons résultats auprès d'étudiants tout à fait motivés ; si bien que cette option a été entérinée par l'Éducation nationale et a été appliquée partout. Alors, selon eux, c'est devenu « nul » : sans l'enthousiasme et la liberté d'appropriation, l'option imposée n'a plus fonctionné. La bonne idée qui a émergé toute seule peut donc, une fois transformée en règle, devenir une mauvaise idée.

Lorena Gromat, *lauréate du concours « Inventez 2020*

Je suis à l'école de la deuxième chance de Dijon. Les stagiaires de cette école ont souvent rencontré l'échec scolaire au sein de l'éducation nationale. Ce qui fonctionne bien, c'est de prendre le temps de construire un projet professionnel et de créer des relations de confiance avec les formateurs qui nous accompagnent. Mais avec des groupes de plus en plus nombreux, comment les formateurs peuvent-ils prendre le temps nécessaire pour former chaque stagiaire ?

Jean-Paul de Gaudemar

Votre question me surprend un peu. Lorsque nous avons ouvert les écoles de la deuxième chance – mouvement qui s'est d'ailleurs créé indépendamment de l'éducation nationale au départ, c'était précisément pour offrir à des élèves ayant quitté l'école depuis plus d'un an une formation rompant avec ce qui les avait conduits à l'échec. C'est ce que je trouve très intéressant dans ce modèle : casser l'organisation habituelle de l'enseignement, en particulier par une approche beaucoup plus individualisée. Pour ce faire, il a fallu, par rapport à la notion habituelle d'auto-encadrement, avoir un ratio entre le nombre d'accompagnants, de formateurs, et le nombre d'élèves plus élevé que d'ordinaire.

Il serait regrettable que les écoles de la deuxième chance, ici ou là, pour des raisons que j'ignore, retrouvent un modèle classique d'enseignement. Si c'est le cas, il faut tirer la sonnette d'alarme.

Il nous faut repenser complètement les modèles pédagogiques dans les cas particuliers tels que la seconde chance, c'est-à-dire ne plus considérer simplement le collectif d'élèves que l'on a en face de soi. Un certain nombre d'établissements et d'équipes pédagogiques ont déjà su le faire ici ou là. Comparaison n'est pas raison, mais je prends souvent l'exemple de l'hôpital, où

le traitement des maladies ordinaires se passe bien et sans problème particulier, mais où de temps en temps un cas se pose. Alors, l'équipe médicale se rassemble et confronte les idées jusqu'à trouver une solution nouvelle et originale. L'école doit apprendre à fonctionner de cette manière. Pour 80% des élèves, le modèle pédagogique que nous connaissons depuis un siècle et demi fonctionne bien ; mais pour les 20% restants, il faut trouver autre chose.

Question du public

Je suis membre du conseil d'une faculté de droit. Il existe aujourd'hui une grande distorsion entre les objectifs à atteindre (que nous partageons tous, car nous sommes des hommes de bonne volonté) et les moyens que nous donne l'administration pour y arriver tout en nous imposant des réglementations tatillonnes qui vont à l'encontre des intérêts des destinataires. Comment envisagez-vous une synthèse harmonieuse entre ces deux éléments ?

Question du public

Je suis directrice d'école élémentaire. Vous avez dit que le nombre d'enseignants et les moyens alloués n'avaient pas d'impact sur les résultats. C'est faux. En maternelle, dans une classe de trente-cinq élèves, l'oral ne peut pas être développé correctement vu le faible temps qui peut être consacré à chaque élève individuellement. Vous parlez des résultats de l'enquête PISA. Or, les mieux classés sont les pays scandinaves, qui comptent au moins deux enseignants par classe et une moyenne de douze élèves. Cela change tout.

Question du public

Cédric Villani a parlé de la motivation dans le système de formation. Or, la formation est aussi composée de tout l'extra-scolaire. Quel système imaginez-vous pour motiver les personnes à s'instruire encore plus en dehors de leur travail et du système scolaire ?

Cédric Villani

Concernant les questions de réglementation et de contraintes imposées à l'université, je suis totalement solidaire. En tant que directeur d'un institut supérieur, combien de fois je n'applique pas les règles ! Si vous les appliquez systématiquement, cela ne peut pas fonctionner et ce serait de toute façon contraire à l'intérêt public. Dans de nombreuses situations, si vous suivez la règle dans les clous, vous faites perdre de l'argent à votre institution, etc. L'enjeu est qu'il faut un peu partout des gens ayant suffisamment d'assurance pour comprendre l'esprit des règles et savoir à quel moment on peut s'en écarter, les contourner. Il faut de la souplesse.

Quant aux moyens, je pense qu'on a trop tendance à focaliser dessus et c'est pour cette raison que dans mon discours, j'ai insisté sur les questions de gouvernance. Mais il est clair que les moyens jouent aussi un rôle.

Le nombre d'enfants par classe, maintenant. Le problème est que cela dépend énormément de la culture. Il est vrai que dans le modèle nordique, il y a très peu d'étudiants par classe ; mais dans les modèles japonais et coréens, qui ont d'excellents résultats, il y a beaucoup plus d'élèves que ce que nous avons dans nos classes. C'est la discipline qui change. Une classe de petits Japonais n'a rien à voir avec une classe de petits Français. Les réflexes acquis par les premiers, leur façon d'écouter l'autorité du maître est sans comparaison. Il faut donc tout replacer dans le contexte culturel.

Ce qui compte, ce sont les comparaisons dans un même système et PISA montre de fait une dégradation très nette du système français sur quinze ans. Cet indicateur est beaucoup plus important que de comparer le système français avec un autre système.

Philippe Trainar

Concernant les dépenses, il suffit de regarder les statistiques. Elles sont éloquentes. L'accumulation des connaissances cognitives, telles que mesurée par PISA, est extrêmement mal corrélée avec la dépense et avec le nombre d'années d'études. Par exemple, la courbe de la dépense publique est plate dans les États avancés. L'accumulation des connaissances n'y dépend absolument pas de la dépense publique. Dans les pays émergents, la question est totalement différente : la dépense y est importante et souvent insuffisante. Mais dans les pays avancés, notamment européens, la courbe est plate quand elle n'est pas régressive : plus vous dépensez, moins vous avez de connaissances cognitives accumulées.

Quant au classement PISA, ce ne sont plus les Scandinaves mais les Asiatiques qui sont les premiers. Les Scandinaves sont en train de chuter, et plus que la France. La plus grande chute est observée en Suède, où pourtant les classes comptent peu d'élèves. La quantité n'explique pas tout. La qualité est extrêmement importante. C'est un point que nous avons tous relevé.

Jean-Paul de Gaudemar

Il est vrai que nous n'avons pas parlé de l'université. C'était volontaire de ma part, car je crois que l'enjeu majeur de l'école aujourd'hui est dans notre capacité à asseoir les connaissances et les compétences de base. Une partie des problèmes de l'université vient des difficultés qui se produisent très tôt dans le parcours scolaire et se répercutent ensuite tout au long du parcours des élèves et étudiants. Cela ne résume pas les problèmes des universités, certes ; mais si l'on cherche un angle d'attaque principale, je pense que c'est par l'école qu'il faut commencer.

Cela dit, il est vrai que chaque universitaire est amené à déplorer la rigueur de la réglementation, voire l'accentuation de la rigueur. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés dans la voie d'une plus grande autonomie

de nos universités ; mais pour qu'elle aille plus loin, il faut que les universitaires l'acceptent, car le débat n'est pas si simple parmi eux. En effet, la façon dont le milieu universitaire lui-même réagit à tous enjeux pose question. Nous sommes en permanence sommés de produire de la réglementation, par toutes sortes d'interlocuteurs, y compris par le développement de la judiciarisation de notre société. Nous avons par exemple de plus en plus de contentieux judiciaires sur les résultats aux examens, ce qui était absolument inimaginable il y a quelques années.

Il faut donc, en même temps que l'autonomie, des règles claires et transparentes dans tous les domaines. Il faut résoudre cette contradiction : comment donner plus de liberté aux universités, avec toutes les conséquences qu'il y a aussi en matière de financement ? En même temps, comment garder cette réglementation, particulièrement nécessaire dans un système français à diplôme national (avec d'ailleurs tous les problèmes de reconnaissance internationale des diplômes) ?

Concernant l'école primaire, c'est bien parce que nous pensons qu'il y a eu des atteintes à forte portée aux moyens donnés à l'école primaire que le gouvernement a décidé de recréer des postes, notamment pour faire des choses différentes (comme de donner la possibilité aux écoles où c'est possible d'avoir deux maîtres dans une classe afin de faire travailler deux groupes de manière différenciée) car raisonner en nombre d'élèves par classe est insuffisant par rapport aux problèmes posés. Autrement dit, il faut inventer de nouveaux modèles pédagogiques ; et il faut effectivement un peu de moyens pour cela.

Concernant PISA, dont je rappelle qu'il s'applique après l'école primaire, puisqu'il étudie le niveau de connaissance à partir de l'âge de quinze ans, on peut toujours dire que les résultats sont dus au fait que les modèles sont différents. Mais deux choses me frappent à propos du résultat moyen de la France dans PISA. La première est que la France est, parmi tous les pays développés, celui où les résultats sont les plus contrastés. Ces écarts entre les plus performants et les moins bons sont la traduction des inégalités sociales. Même si le niveau moyen était plus élevé, nous devrions traiter ce problème d'intégration. La deuxième chose frappante, au sujet de laquelle tous les professeurs que nous sommes devraient s'interroger, est que c'est en France que le taux de non réponse aux questions du test PISA est le plus élevé, parce que nous sommes dans un pays où nos élèves ont tellement peur de répondre une bêtise qu'ils préfèrent ne pas répondre. Cela aussi est extrêmement intéressant.

Nehza Labrichi

Je profite de la question sur l'enseignement supérieur pour insister sur un bouleversement évoqué par Cédric Villani : coursera.org, dont les cours sont suivis par 100 000 étudiants. Quelque chose de formidable est en train de se

passer. C'est récent : le site a été créé en avril 2012 par deux professeurs qui ont mis en ligne les cours – qui coûtent très cher – de Berkeley, du MIT et de Stanford. Les étudiants ont donc actuellement accès à ces cours sur Internet.

J'ai un fils qui n'est pas informaticien et voulait monter sa start-up. Il a appris à travers un cours en ligne à devenir développeur. Il n'a pas eu besoin de recruter un ingénieur : il a développé son algorithme tout seul. Ces MOOC *(Massiv Open On-line Courses)* vont bouleverser l'enseignement supérieur. Je ne dis pas encore que cela va se substituer au système académique actuel - on n'a pas assez de recul. Mais c'est une chance pour les pays en développement. Avoir accès à un enseignement de qualité gratuitement est un rêve. Cela compense le fait que dans nos pays, il y a encore des analphabètes et que le numérique passe d'abord et plus que jamais par la maîtrise de la lecture.

Kathryn McDowell

Technology has got to be one of the main answers to the question raised about the second chance schools. We worked with Google a few years ago to set up a virtual orchestra. We were able to coach 5,000 people who were uploading their material. We interacted with three million people –and that was just the London Symphony Orchestra. You could multiply that up if you just made the opportunities available.

Regarding the second question about the motivation, there is a whole generation of younger people who want a greater social responsibility in what is being offered in their working lives. Businesses and education have to think about that and make a response to that. It is certainly something we are much more aware of and involved in now, beyond music, and it has to be the way for the future.

Question du public

Il y a un mot que nous n'avons pratiquement pas entendu : apprentissage, dans le sens de formation aux métiers manuels et industriels. Quelles sont les perspectives de développement de ce type d'apprentissage en France ?

Jean-Paul de Gaudemar

L'apprentissage a de grandes perspectives et un vrai consensus autour de l'intérêt qu'il représente. La question est de savoir comment articuler les différentes formes de formation. L'apprentissage, qui mêle en permanence temps de formation et temps de pratique professionnelle, en est une. Je dirai même qu'un modèle d'alternance beaucoup plus importante est en train de prendre place dans l'enseignement supérieur.

Question du public

J'aimerais avoir votre avis sur l'émergence de formations proposées par les entreprises non seulement pour leurs salariés mais aussi pour les étudiants. Un

lycée Airbus a été créé à Toulouse, Free a lancé une école informatique. Quelle place pensez-vous accorder à ces nouvelles formations dans le système actuel ?

Question du public

L'école française est en train de perdre sa position à l'internationale. Les MOOC permettent à n'importe qui, dans n'importe quel pays, de se former avec les meilleurs professeurs. Pourquoi la réflexion pour faire bouger les frontières, que ce soit à l'éducation nationale ou dans l'enseignement supérieur, est-elle si longue ? On dit toujours que c'est pour demain, pas pour aujourd'hui, tandis que d'autres avancent sur ces sujets. C'est urgent. Pourquoi cela prend-il autant de temps ?

Jean-Paul de Gaudemar

La remarque est tout à fait pertinente. Un mouvement est en train de prendre vie précisément pour que nos universités ne ratent pas le train et développent leurs propres MOOC. Mais ces MOOC ne doivent pas cacher les autres usages possibles du numérique, pas seulement à l'université mais aussi bien avant, en particulier comme outil d'auto-apprentissage d'enseignement. Nous avons pour cela encore un fantastique travail à faire. La France a peut-être du retard, mais dans l'ensemble du paysage européen, il n'y a pas énormément de pays beaucoup plus avancés que nous dans ce domaine.

De très forts investissements sont prévus dans les années qui viennent pour aider les universités à développer ces services en ligne. Là encore, il faut que nos universités prennent le taureau par les cornes. Le souhait du gouvernement est en tout cas de les encourager à aller dans ce sens. Il serait effectivement dommage de se laisser dépasser par ce qui a déjà été fait ailleurs.

Nehza Labrichi

Il ne faut pas oublier que les cours en ligne ne constituent qu'une partie d'un programme de formation pédagogique et d'acquisition d'autres compétences. Vous avez mis le doigt sur deux questions importantes : le système mondial du savoir est-il en recomposition ? Que doit faire l'Europe pour être motrice de cette révolution en marche ? Je n'ai pas de réponse.

Philippe Trainar

J'aimerais revenir sur l'éventualité d'autres acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation et de la formation. C'est hautement souhaitable. La connaissance de demain n'est pas celle d'aujourd'hui. Elle est beaucoup plus polymorphe, a tendance à évoluer extrêmement rapidement et présuppose dans la formation elle-même de l'innovation. Il faut que nous innovions. Si d'autres acteurs interviennent dans le secteur, on pourra développer de la concurrence entre les acteurs : c'est le moyen le plus sûr d'assurer l'innovation dans l'accès à la connaissance.

Tous les nouveaux modes d'accès à la connaissance font appel à une innovation. Ils ne peuvent pas entrer dans les cadres figés et réglementés de l'action administrative et du service public.

Cédric Villani

La motivation est fondamentale. Comment faire pour la gérer ? On ne sait pas trop. Il ne faut pas, en tous cas, faire appel au devoir : la motivation vient soit de la nécessité, soit du rêve. Si la nécessité n'est plus là, il faut faire rêver les gens.

Il est de la responsabilité de ceux qui travaillent de parler de leurs métiers, de faire en sorte qu'ils parviennent dans le débat public et donnent du sens. En mettant en scène des images, des aventures et des buts, tout peut changer. Les choses peuvent se mettre en marche de manière parfois spectaculaire. Pensez à une entreprise technologique et scientifique historiquement célèbre qui s'est construite uniquement sur un rêve sans véritable utilité : la conquête spatiale. Quel intérêt d'aller sur la lune ? Mais un tel programme, fondé entièrement sur un rêve, a donné lieu à une avancée scientifique et technologique phénoménale du côté américain.

La motivation peut naître aussi en replaçant les réalisations scientifiques dans un contexte historique ou humain mondial. Il y a quelque chose d'exaltant à songer combien nous sommes héritiers de découvertes et de traditions. Je parlais de conquête spatiale ; désormais, vous avez dans un téléphone portable de bonne qualité autant de puissance de calcul et de traitement d'informations que ce qu'avait la NASA pour envoyer un homme sur la lune. Nous sommes les héritiers de cette histoire passionnante qui a impliqué des millions de personnes, de toute cette histoire de progrès technologiques extrêmement collaborative et démocratique. Vous pouvez vous dire que vous n'avez pas envie d'être seulement un utilisateur de ces technologies et que vous voulez comprendre ce qu'il y a derrière. Apprendre à programmer, comprendre quel est l'algorithme. Participer à la suite de l'histoire.

La motivation peut être aussi une question de participation à des projets. Ce sont des questions d'initiation. Une classe d'élèves d'école primaire anglaise a ainsi publié il y a quelques années un travail de recherche sur le comportement des abeilles dans une revue scientifique respectable, destinée aux chercheurs. Le professeur et tous les élèves sont signataires. Ils ont étudié, par diverses expériences scientifiques, la combinaison de reconnaissance spatiale et de reconnaissance de couleur que les abeilles utilisent pour savoir à quel endroit explorer. En faisant cela, les élèves ont découvert la dimension aventurière de la recherche scientifique, qui fait que même des jeunes de dix ou douze ans peuvent mettre sur pied une expérimentation jamais réalisée encore auparavant.

La motivation peut survenir à tout âge, à tout moment, sous des formes très diverses. C'est parfois une histoire, un film, un livre. Jean-Michel Dubernard, le

célèbre chirurgien qui a réalisé des greffes de visage, m'a raconté avoir décidé de devenir médecin-transplanteur à l'âge de dix ans, après avoir entendu parler de la première greffe de rein. Cela l'avait fait rêver. C'est ainsi que fonctionne la motivation.

Philippe Trainar

En guise de conclusion, je vais reprendre les quatre critères proposés par Cédric Villani dans son introduction.

D'abord, *l'enjeu international,* que nous avons tous affirmé, concerne tout l'enseignement, du primaire à l'université, formations générales et techniques confondues. La façon dont on s'insère dans l'international est différente à chacun de ces niveaux, mais tous les niveaux contribuent à l'enjeu international.

Ensuite, le *caractère écosystémique* de la formation est un point extrêmement important. Ainsi, Kathryn McDowell a insisté sur la nécessité d'anticiper le futur d'une profession, en l'occurrence des musiciens - on n'anticipe pas le futur de tout le monde selon le même mode. Il faut, dans le long terme de la formation, s'efforcer de faire vivre ces mondes écosystémiques. Le problème de l'intégration se situe par exemple dans cette réponse écosystémique.

Quant au critère de la *gouvernance,* nous avons été d'accord pour dire qu'il faut y apporter des réponses diversifiées. La réglementation tatillonne pose des problèmes et il faut réfléchir à la manière dont nous évoluons. Mais il faut absolument parvenir à des réponses diversifiées et décentralisées, qui responsabilisent le corps enseignant confronté à ceux qu'il doit former. La gouvernance du numérique est à ce propos étrange, en parvenant à faire par le lointain un très grand rapprochement.

Enfin, dernier enjeu : la *motivation.* Il ne faut pas simplement former des cadres. Il faut former des entreprenants, des gens qui pensent qu'ils peuvent bâtir quelque chose. Chacun d'entre nous le peut. Le grand échec de l'enseignement, c'est lorsque l'on en sort en pensant que l'on n'a rien à apporter à la société dans laquelle on vit.

19.

Équilibrer le budget

S'il est un domaine où il faut laisser du temps au temps pour les pays confrontés à un problème de liquidité (et non de solvabilité), c'est bien celui du retour à l'équilibre des comptes publics et à des finances publiques soutenables. Si les autorités chargées de la politique monétaire et budgétaire font le même diagnostic, alors il faut au contraire agir urgemment et restructurer au plus vite la dette pour la rendre soutenable.

Un décalage des anticipations quant au diagnostic formé par les acteurs de marché, les autorités en charge de la politique budgétaire et monétaire, et les contribuables-électeurs peut avoir des conséquences dramatiques.

La gestion des dettes souveraines exige une synchronisation spécifique du temps économique (celui des marchés) et du temps politique. Les marchés doivent-ils, peuvent-ils attendre les populations, ou celles-ci doivent-elles avancer au rythme des marchés ? Il faut suivant les cas gagner du temps ou ne pas en perdre.

Contribution du Cercle des économistes
Alain Trannoy

Témoignages
Jared Bernstein • Jean Beunardeau • Francesco Giavazzi • Anna Kinberg Batra
Valérie Pécresse • Charles Wyplosz

Modérateur
Philippe Mudry

Finances publiques : synchroniser temps économique et temps politique

Alain Trannoy

La temporalité joue un rôle essentiel dans la vie économique et politique comme dans la vie tout court d'ailleurs. Il n'est pas inutile pour éclairer la discussion de mobiliser la réflexion d'un historien spécialiste du temps, François Hartog[1], à propos du défi contemporain de la confrontation des temps : « À l'immédiateté du temps des marchés ne peuvent s'ajuster ni le temps économique, ni le temps politique, ou plutôt les temps politiques : celui, impérieux des temps électoraux, celui, connu depuis la nuit des temps, qui consiste à 'gagner du temps' (en décidant de remettre la décision à plus tard), celui, le dernier venu mais pas le moins exigeant, de la communication politique (qui a pour unité de compte, le temps médiatique), en vertu duquel les dirigeants politiques doivent « sauver » par l'exemple l'euro ou le système financier, mettons, tous les deux mois, du moins le proclamer. Et, plus profondément encore, les vieilles démocraties représentatives découvrent qu'elles ne savent pas trop comment ajuster les modes et les rythmes de la prise de décision à cette tyrannie de l'instant, sans risquer de compromettre ce qui, justement, en a fait des démocraties. »

Cette table ronde a pour objet de décliner cette difficulté de synchronisation dans le contexte particulier du retour à un équilibre soutenable des finances publiques. On peut avancer sans risque d'être démenti que dans le cas de l'organisation de la zone euro telle qu'elle existait en 2008, la difficulté de coordination des anticipations et des actions de la gestion de la dette souveraine

1. François Hartog, *Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps,* collection points histoire, Seuil, 2012, p. 11.

était quasiment maximale. Elle tenait au nombre et à l'hétérogénéité des acteurs autour de la table. Soulignons d'emblée que le problème aigu ne se pose que si la dette est détenue en majorité par des non-résidents. La dette publique japonaise représente certes 240% du PIB japonais (160% dans le cas grec) mais si l'État ne rembourse pas, l'emprunt non remboursé se transformera en impôt exceptionnel qui amputera le patrimoine des japonais. Dans ce cas d'espèce, les créanciers ne se distinguent pas des contribuables sur un plan macroéconomique.

Il en va tout autrement quand l'État finance sa dette sur le marché international. Les anticipations, les réactions des créanciers primaires ou de ceux qui interviennent sur le marché de la dette secondaire peuvent ne pas être en phase avec celles des contribuables qui, *in fine,* doivent accepter de rembourser les créanciers. Au milieu de la mêlée, le personnel politique du pays pour parler aux premiers et aux seconds en prononçant avec un accent de sincérité les phrases que chaque audience veut entendre. Le problème se complique lorsque certains créanciers sont des États car la rationalité politique n'est plus d'un seul côté. En cas de crise aiguë, dans le cas d'un État isolé, le FMI joue un rôle central pour rendre compatibles les possibilités et les désirs des créanciers et ceux des contribuables électeurs. Dans le cas d'un pays de la zone euro, la complexité est pratiquement maximale car au lieu d'avoir un intermédiaire, c'est une troïka, FMI, BCE, Commission européenne – la troisième représentant les intérêts de 28 États démocratiques – qui doit s'accorder avant de proposer un plan rendant compatibles les aspirations des créanciers et débiteurs. Le temps que cette troïka se mette d'accord a, à chaque reprise, laissé des marges considérables pour des manœuvres stratégiques dilatoires de nombre de partenaires, et a permis à la spéculation de se développer. Ce défaut de réactivité lié à ce que des rationalités et donc des temporalités politiques sont à l'œuvre à la fois du côté des débiteurs et des créanciers peut avoir des conséquences catastrophiques, pour des pays confrontés à un problème de solvabilité et non simplement de liquidité. Il faut suivant les cas gagner du temps ou ne pas perdre une minute.

Si le diagnostic partagé est que la dette publique est solvable, alors il suffit de donner du temps au temps. La lenteur du processus de coordination entre tous les acteurs n'a pas de conséquence majeure. Si, en revanche, le marché anticipe un problème de solvabilité, il va se doubler d'un problème aigu de liquidité. Si les autorités chargées de la conduite de la politique monétaire et budgétaire font le même diagnostic, alors il faut au contraire agir urgemment et restructurer au plus vite la dette pour la rendre soutenable, ceci au bénéfice du pays en question mais aussi dans l'intérêt bien compris des créanciers. La difficulté est qu'un pays n'est pas solvable pour toujours. Cela dépend des anticipations de croissance. Grosso modo, pour que le ratio de dette publique ne s'envole pas, il faut que le taux de croissance qui gonfle le dénominateur (le PIB) soit plus élevé

que le taux d'intérêt qui gonfle le numérateur (la dette publique). Un décalage des anticipations quant au diagnostic formé par les acteurs de marché, les autorités en charge de la politique budgétaire et monétaire, et les contribuables-électeurs peut avoir des conséquences dramatiques, précipiter un pays de la crise de liquidité à la crise de solvabilité. Les dettes souveraines souffrent donc d'un problème délicat de coordination des anticipations. Enfin, la période qui s'est écoulée et qui n'est sans doute pas terminée, a été singulière, dans la mesure où cette crise des dettes souveraines a touché l'une des zones au cœur de l'activité économique mondiale et présentait de ce fait une potentialité de risque systémique.

Cette singularité porte en germe le manque de points de repères dans le passé pour y puiser une connaissance empirique sur laquelle appuyer un diagnostic que l'on puisse qualifier de réellement scientifique. L'inconnu libère les forces de l'idéologie, qui joue alors un rôle plus que de mesure dans le diagnostic ou les remèdes proposés. Il semble que cet aspect ne puisse pas être passé sous silence dans la discussion.

Trois thèmes donc pour structurer cette session :

1. Temps politique, temps économique
2. Coordination des anticipations
3. Rôle des idéologies dans la recherche des solutions.

Growth and Sound Public Finance Go Hand in Hand

Anna Kinberg Batra
Swedish Parliament

I will talk about how countries, especially in Europe, need to focus on reforms that both address the financial crisis and the lack of competitiveness in Europe, and I will start from the experience of Sweden in the last 20 years.

I would like to start by mentioning the similarities between Sweden and France. We both have quite strong governments with large states and quite high taxes. Denmark has the highest taxes in the world, second and third place are a competition between the two of us. We are at around 44% in Sweden and something like that in France as well. It is important for both of us to make our economies grow so as to maintain high social cohesion. We are proud because we take care of the young and the sick and do not want differences in incomes to be too large; that is very important. We can only meet public expectations if we make sure both that the economies remain competitive and that they are based on sound public finances.

▶ Wide variations in European growth projections

Regarding the World Bank's growth projections for this year, Europe has wide variations, with strong growth in some parts and zero growth, even recession in others. We know that the competition from the Asian economies especially, and also from some African countries and others, are a great challenge for all of us. For example, since 1990 exports from India have increased by almost 13 times and investments 5 times, which is only half of the increases in China. These figures are challenging us.

Europe is still struggling, with a faltering economic outlook and slow recovery. The Euro area has managed to grow by just 1% per year and is still in recession. We are looking at the fifth consecutive year in which European governments are struggling with weak public finances and desperately trying to get some growth.

These questions, how to increase growth and how to handle an increasingly fierce global competition, needs to be addressed simultaneously. It is difficult to secure strong finances in the long run if you cannot maintain growth, and it is hard to secure growth if the economic foundations are based on weak public finances, so I will argue that this is challenging us, but that there is hope for Europe and for European growth. For example, yesterday Eric Labaye of McKinsey argued that for growth, it is important also to get public finances in order, and there are good examples of that in several European countries, some of the Nordic countries for instance.

▶ Sweden at the end of the 20th century and at the beginning of the 21st

We will now look at developments on the labor market and on public debt since the 1990s. Sweden could be described as a slow train wreck in the late 1980s, after almost 100 years of growth and industrial revolution until 1970. The period 1970-2006 saw almost no net growth in private sector jobs. We knew already in the late 1980s that we had regulated markets too heavily, which hindered competition and innovation; taxes were too high; thresholds were too high; our tax code that was not transparent and weighed too much on labor and entrepreneurship.

There was double-digit inflation at the time, repeated devaluation and a dysfunctional wage-setting system, which hindered the development of the economy. Then the crisis of the 1990s hit, when we experienced alarming budget deficits and growth of the public debt, losing around half a million jobs. This led to a need for action. All Swedes, politicians in parliament on both sides of the aisle knew something had to be done, and between 1991 and 1998 a series of consolidation measures were implemented by two different governments. There were revenue increases, corresponding to about 5% of GDP, and expenditure cuts of around 8% of GDP.

We also focused on some institutional change that Sweden benefits from today, for example, an independent central bank, joining the EU, a major tax reform to make the system more transparent, stricter competition regulation along with deregulation of key markets, enabling them to grow. I would like to stress that this has laid the foundation for continuous growth, at about twice the pace of the Euro zone, over shifts in government. I am very proud of what the current government has done since 2006, but I would also like to emphasize that many important measures were also introduced

by previous governments. Today you cannot really serve as a politician in the Swedish parliament if you do not adhere to these institutional principles and to the importance of audited public finances.

The debt-to-GDP ratio decreased by roughly a third, the labor force was increased, and we created more jobs in the last ten-year period, especially since the shift in government in 2006, 200,000 new jobs have been created since then, particularly in the service sector, which is very important for growth to continue. When economists from the OECD and IMF compared countries this winter, we have managed both to keep growth going, not in Asian terms, but at least positive growth, and we have done it with social cohesion intact and with orderly public finances.

We still have among the lowest difference in income in terms of Gini coefficients; especially if you compare Gini and the value of free and generous public welfare systems, such as schooling and healthcare available for all regardless of income. Then we would have among the world's most even distribution of income and wealth, which is very important for public support for what politicians are doing.

In the mid-1990s we introduced a tight fiscal framework system. Before that, the budget bill was continuously added to during the parliamentary process: when the government presented it to parliament, parliament added spending over different governments, and thus also deficit and state debt. Following the mid-1990s, the line was almost flat except for two extreme exceptions. The course of expenditure remains in place and is respected by all parties, so policy changes must fit into this quite strict budget system, and this has been central in keeping public finances in order during this time.

This is also why we are now well within the boundaries of the European Semester. We have a system where the budget target needs to be 1% over a business cycle.

▶ Discussing growth and competitiveness

To sum up, growth and competiveness is what countries in Europe should discuss. All countries have their own pace in doing this, and there are different levels of public support. However the public must allow you to do reforms and to discuss what France can and wants to do. We are facing general elections next year in Sweden, we will be discussing growth, how companies and the labor market can grow, but you cannot present a serious political program if you do not also focus on making sure that the public finances are in order.

In the long run growth and sound public finances are not contradictory; as a matter of fact, one cannot go without the other. We live in a dynamic and globalized world, and governments have a big role to play in preparing for change, not putting up fences for the sake of protecting people from it.

Une valse à sept temps

Valérie Pécresse
Ancienne ministre du budget, des comptes public et de la réforme de l'État

Le vrai sujet et la vraie question à se poser sont de savoir pourquoi en France, nous ne semblons jamais pouvoir équilibrer nos budgets. Cela fait 30 ans qu'on ne les équilibre plus. Pourquoi ? Et qu'est-ce que j'ai appris de mon expérience pendant l'année 2011-2012 où nous avons réduit le déficit budgétaire de près de 40 milliards ? Nous venions de très haut et cela n'a pas du tout été suffisant. Le sujet est en outre le retour à l'équilibre du budgétaire.

Alors, pourquoi le retour à l'équilibre budgétaire est-il toujours vécu comme un sujet secondaire par les gouvernements français successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche ? C'est parce que le budget est d'abord un outil au service d'une politique économique et de croissance. En conséquence, le sujet réel porte sur la stratégie économique de croissance de la France. C'est à ce sujet qu'il faut répondre, et c'est ce sujet qui est finalement victime d'une collision des temps. Il y a le temps économique et il y a le temps politique. Il y a aussi celui de l'opinion et le temps des peuples, qui n'est pas le même. Si je me permettais de paraphraser Brel, je dirais que cette question budgétaire est un peu une valse à sept temps. C'est elle que je vais essayer de vous décrire.

▶ Le temps économique

Pour un dirigeant économique, l'urgence c'est la gestion de crise. Et dans le dernier quinquennat, nous n'avons fait pratiquement que cela, gérer crise. Entre la crise des *subprimes,* la crise des dettes souveraines, la crise de l'euro, nous avons été en permanence en gestion de l'urgence. Quand on est dans la gestion de l'urgence, on est obligé de prendre des décisions

immédiates. C'est une question de crédibilité politique. Cela donne le plan de redressement Fillon concocté en trois semaines et annoncé le 24 août parce que les bourses étaient en train de s'effondrer, parce que la crise des dettes était en train d'arriver, parce que le *spread,* c'est-à-dire la différence entre les taux d'intérêt de la France et de l'Allemagne, se creusait avec la perspective alarmante de ne plus pouvoir emprunter à des taux raisonnables et de répercussions énormes sur l'économie.

Nous sommes en plein mois d'août, et nous sommes deux : François Baroin et moi. On nous demande d'élaborer – tout de suite – un plan de redressement des finances ; ce sont 17 milliards. Bien difficile dans ces conditions, en trois semaines, de faire en même temps la pédagogie des réformes de compétitivité et des réformes structurelles, et d'arriver avec un plan qui soit autre chose qu'une hausse d'impôts. *Mutatis mutandis,* j'ai le sentiment, sans faire de la politique politicienne, que c'est un peu ce qui s'est passé aussi l'année dernière avec le bouclage du budget 2012-2013. C'est-à-dire que dans l'urgence, la façon de rééquilibrer les budgets, la seule, l'unique, c'est l'augmentation des impôts. Cela va vite, et c'est facile. Mais on arrive à un moment où le plafond d'overdose fiscale est atteint et où cet instrument fiscal que nous avons tellement utilisé par le passé ne répondra plus. Nous sommes peut-être en train d'entrer dans cette période où le rendement de l'impôt s'efface face au «trop d'impôts».

▶ Le temps du redressement, du long terme et des réformes structurelles

C'est donc le temps des réformes structurelles, c'est aussi celui des investissements d'avenir. Personnellement, je ne crois pas qu'il faille couper toutes les dépenses. Je pense qu'un gouvernement qui couperait toutes les dépenses s'assècherait brutalement. Je pense, et c'est aussi une question politique, qu'il faut garder un filet de protection sociale parce que c'est le modèle de solidarité de la France. Je pense également que nous devons investir puissamment dans l'avenir, et que les gouvernements qui couperaient les dépenses de manière comptable se priveraient bien évidemment de ce ressort de croissance. Donc, réformes structurelles et investissement.

▶ Le temps du politique

Pourquoi ne parvenons-nous pas à faire ces réformes structurelles et de l'investissement qui sont les seules à pouvoir augmenter notre croissance potentielle ? C'est parce que nous nous heurtons au temps du politique, qui n'a rien à voir avec le temps de l'économie. Pour les réformes structurelles, il faut 5 ans ou 10 ans. Même chose pour les investissements d'avenir : 5 ans ou 10 ans pour en récolter les bénéfices. Or, quel est le temps du politique ? Je ne vous apprends rien. Le politique est totalement dans le temps de l'élection. Ce temps de l'élection est un boulet pour la France où l'on a tendance à

préférer la politique à l'économie. C'est un boulet parce qu'il y a avant l'élection, et après l'élection. Avant l'élection, c'est le temps des promesses. Après l'élection, celui de les tenir. C'est ce qui a plombé le quinquennat de Nicolas Sarkozy et qui est en train de plomber le quinquennat de François Hollande, ces promesses de campagne, que nous avons faites pour être élus à mettre en œuvre dans un contexte économique qui n'est pas le bon. C'est la loi travail-emploi-pouvoir d'achat par laquelle Nicolas Sarkozy, arrivant au pouvoir, décide de baisser massivement les impôts pour les classes moyennes, pour relancer le pouvoir d'achat et qui va se heurter de front à la crise des *subprimes* et le besoin de refinancement de l'économie, du système bancaire, des PME dans le contexte d'un effondrement des marchés financiers. Le plan de relance arrive à contretemps en 2007.

Il se passe la même chose en 2012, de façon un peu moins massive : François Hollande a promis la retraite à 60 ans, des recrutements, la fin du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Il avait également promis toute une série de dépenses sociales. Nous nous retrouvons donc avec un gouvernement socialiste qui, pour tenir ses engagements de campagne après l'élection, rouvre les vannes de la dépense, et se retrouve du coup obligé d'augmenter les impôts encore plus que ce qu'il avait prévu de faire à l'origine. Mais le problème, c'est l'élection suivante : le politique qui décide d'une politique se demande toujours si cette politique sera terminée pour sa réélection. À partir de ce moment-là, il ne prend pas les bonnes décisions. Il préfère couper dans les budgets d'investissement, parce que cela ne se verra pas d'ici à la fois suivante.

J'aimerais vous donner un contre-exemple assez courageux. C'est le plan campus. Quand j'étais ministre du budget, nous avons lancé un plan campus de 5 milliards d'euros pour reconstruire les campus universitaires. C'est évidemment un investissement de long terme, un investissement crucial pour avoir la meilleure université en France, et pour avoir à terme la plus belle recherche. Nous avons donc lancé ce plan campus en 2008, en y mettant 5 milliards. Lorsque nous sommes partis en 2012, il n'y avait encore rien de construit, c'est le temps français, le temps de l'administration française. En 2008, Vincent Peillon s'était moqué de moi, lorsque nous avons lancé le plan campus. Il avait dit que c'était très bien, car ce serait lui qui les inaugurerait ! Le temps de l'élection est un vrai problème.

Il y a deux autres temps dans le temps politique :

– le temps de l'annonce de la décision qui est valorisé, médiatisé, commenté, etc. C'est formidable pour un ministre d'annoncer une grande réforme. « Je vous annonce la réforme des retraites. Je vous annonce la réforme des universités… »

– le temps de la réalisation, qui est beaucoup plus long. Certaines réformes se font d'un trait de plume. Pour la réforme des retraites, qui a consisté à

faire passer l'âge légal de 60 à 62 ans, il a fallu un temps de concertation, un débat parlementaire, mais une fois que cela a été fait, la réalisation et les bénéfices ont été immédiats. Inversement, la réforme des universités, ce sont cinq ans d'efforts dont le temps nécessaire au changement des mentalités, etc. Ce n'est en outre pas du tout valorisé par le politique, puisque vous savez que les ministres ne restent en moyenne que 18 mois en place, et qu'ils n'ont jamais le temps en 18 mois de faire la réforme de l'hôpital, la réforme de l'université, la réforme de l'État. Il faudrait pour cela des ministres nommés pour cinq ans.

Pour conclure, il y a aujourd'hui une défiance absolue de l'opinion vis-à-vis du politique, parce qu'elle passe du temps de l'espoir au temps de la désillusion. Que faire? Nous ne devons plus faire des budgets annuels, mais des budgets et des plans quinquennaux. Nous devons nous engager sur ce que nous allons faire pendant cinq ans. Du temps que j'ai passé au budget, je retiens qu'il faut arrêter de tenter de réduire les déficits uniquement par l'impôt. Cela ne fonctionne plus. Il faut arrêter les baisses des dépenses purement comptables, parce qu'elles aussi ont atteint leurs limites.

Il faut se mettre des règles, même simplistes ; des règles ou des verrous. On ne dépassera pas tel montant pour le déficit, et on ne dépassera pas tel montant pour les dépenses d'assurance-maladie. On ne remplacera pas un fonctionnaire sur deux. Ces règles ont l'air idiotes, mais ce sont des verrous qui nous empêchent de faire n'importe quoi. Enfin, il faut faire les réformes structurelles et les investissements de long terme qui sont essentiels. Nous les connaissons tous, ce sont les retraites, la formation professionnelle, l'école, les collectivités locales et le financement de la sécurité sociale, afin d'augmenter notre croissance potentielle sur cinq ans.

The Importance of being a Cyclical Dove and a Structural Hawk

Jared Bernstein
Center on Budget and Policy Priorities

The discussion that we are having, both in America and the EU, about budgets and budget balancing, is very confusing, and in many ways seems upside-down. Somehow budget balancing has become an outcome variable, when I think the smart economics views it as an input, that is, too many policymakers say that if we balance our budget many good things will happen. However, what the evidence actually supports is that if we focus on growth, jobs and what I would call closing the output gaps in our economies, the budget will come into balance, but targeting the budget itself as an outcome variable is mistaken.

Three interacting factors

Let me be simple if not reductionist. Imagine that there are three factors in play. There are economic conditions, and that includes everything from jobs and incomes to fiscal policy, budgets to financial markets; that is factor one. The second factor is the state of economic knowledge. What do economists know about how these pieces fit together? The third factor is politics. Later I will introduce factor four, which is ideology, and which is particularly challenging.

I saw these factors interact closely at a time in the American economy where the economic developments were nightmarish. GDP contracted by 9% in the fourth quarter of 2004, right before the current president took office –I was a member of his team– and in the quarter where we took office in 2009, we lost 2.3 million jobs. Mapping that proportionally onto the French

economy, that would be twice the job loss in 2009, which was already a very bad year here. Therefore, I have some experience in economic nightmares.

It is an interesting case study for this question of political and economic pace, and those two paces matched up quite neatly then. Broadly speaking, in 2008, in most advanced economies, both in the US and in the EU, the pace of politics and economics were actually pretty well aligned. This may seem wrong to you now after years of fumbling, the turn to austerity, and the fact that these output gaps, low GDPs growth, recessions coming back, high unemployment rates, have been terribly persistent.

However, if you think back to 2008 and 2009, there was a clear Keynesian response to the economic crisis, derived from our economic knowledge and experience of how to deal with a crisis, specifically through monetary and fiscal stimulus, and the politics actually went along in a way that was helpful and favorable, both here in the EU and in the US. This was less ideological than you think; it was not under Barack Obama that we had our first round of stimulus or the TARP, the financial rescue, or the auto bailouts, or the interventions in housing finance. All of those began under George W. Bush. That is why, in America, when someone asks what a Keynesian is, you often say that it is a conservative in a recession.

We can have a robust debate about what went wrong with all that, about whether those were all the right interventions; I happen to think they were, though they could be calibrated differently. My first point is that public policy worked well, and it worked quickly. That is not to say that it finished the job, which I will get back to in a moment. The economy tanked, but economists cooked up a coherent response, and the political system legislated it quite quickly both here and abroad. The US Congress, which these days cannot even agree to turn on the lights, passed the largest stimulus in our history less than four weeks after the President took office.

That was in 2009, and as far as I am concerned, ever since then economic policy has been going downhill. American economic policy pivoted from the jobs deficit to the budget deficit some time after the conservative sweep in the 2010 midterm elections, and that was generally preceded by the European pivot to austerity. It was still clear in 2010 that factors one and two, economic conditions and what we knew about those conditions, our policy knowledge, still pointed toward continued temporary deficit spending and stimulating monetary policy, but factor three, the problematic factor of politics, had changed.

The role of ideology

Here we have to add a fourth factor, and that is the role of ideology. Let me be clear. I am not condemning ideology; we are all of us guided by some version of ideology. What I am condemning, and strongly, is ideology that poses as something else. When it becomes a wolf in sheep's clothing is when ideology becomes pernicious, evil.

Both in the US and the EU, there are those whose goal is to shrink the size and the role of government –in some cases they are guided by libertarian views, and in others their motivation is simply to reduce the revenue streams needed to support larger government social insurance programs in order to cut taxes. My point here is not to argue with those who hold those views; I disagree, but that is a whole different panel. My point is that neither economic conditions nor economic knowledge supported deficit reduction and lower government spending, either in the US or in the EU, then or now. The bond markets were signaling this very clearly, as were the output gaps in GDP and jobs, gaps that remain to this day.

A deficit reduction and a balanced budget became, allegedly, a virtuous goal, one that somehow showed that you were willing to make hard choices, to generate suffering to present a better future somehow; but there is no evidence to support those claims. On the contrary, in America, as we speak, we are actively kicking children out of a program called "Head Start", which is free pre-school for less advantaged kids due to spending cuts. This helps neither the long-term deficit, which is not driven at all by costs like that, nor America's future. It is anti-government ideology hiding behind bogus economics, claiming that public debt was reducing growth that forced a policy pivot that continues to bedevil both the US and the EU economies.

I want to be very clear: I am not suggesting one can ignore sovereign debt burdens or thoughtlessly allow them to grow, even in good times. My view is that the correct fiscal stance is to be a CDSH, a Cyclical Dove and a Structural Hawk. When the cycle is depressed, you need a large budget deficit; when the cycle is strong, you need to be hawkish and have your budget deficit really come down. These days we have a problem with what we call cyclical hawks.

The toxic collision between bad policy and bad economics has made policymakers in too many advanced economies literally unable to learn from their mistakes, and I mean "literally" literally. I was reading recent IMF work on, which essentially asked the question regarding austerity measures: Is what you thought would happen from fiscal consolidation systematically different from what actually happened? These statisticians were essentially asking the question whether the fiscal consolidation impacted your GDP the way you thought it would. Technically, they were investigating the

statistical relationship between forecast errors in GDP and forecasts in fiscal consolidation across the EU. What they found after extremely rigorous analysis was that austerity measures were consistently associated with larger GDP drops than they expected. Their estimate of the multiplier was off by a factor of three.

Coming back to the two questions I was asked to address, political and economic pace and the role of ideology, what can we learn from the story of these four factors? There are two things. Firstly, in the initial stage of the economic crisis, the pace of economics and policy were impressively aligned. Secondly, ideology ultimately became a huge burden in the quest for solution, to the point where policymakers in both and the US, and even more so in the EU, were unwilling to learn from their mistakes.

Tax-based *vs* Spending-based Consolidation

Francesco Giavazzi
University Bocconi

I would like to explain something, which is important in the austerity debate as it concerns Europe. We are obsessed with austerity because we do not have the luxury of the US. When Italy was perceived by the financial markets to be moving away from debt stability, interest rates on the public debt went up to 7.5%. This does not happen in the US. Therefore, many European countries are forced to address the budget issue because financial markets would not allow them to survive.

France is a special case today, though it will not remain a special case, because the financial markets will not ask why French interest rates are almost the same as German when their fiscal situation is so far apart.

What is missing in the austerity debate everywhere?

What is missing is the idea that there is austerity as such. There is no austerity as such; there is one type of austerity, which is implemented by raising taxes, and there is a different type of austerity which is implemented by cutting spending. The two are very different, and the data that one can put together in many OECD countries over a long period of time strongly suggests this.

When you look at fiscal austerity implemented in taxes or spending, you have to look at fiscal plans, because countries do not do once and for all change in taxes or spending; they do fiscal plans. You look at a fiscal plan that is typically implemented over a three-year horizon. All plans include an element of taxes and an element of spending, but governments seem to have a clear idea. You look at them, and you never have 50-50 in taxes and

spending. You always typically have 70% of one and 30% of the other, so you can classify these fiscal plans as those that are mostly spending-based, and those implemented by cutting spending, and those that are mostly implemented by raising taxes.

What is the answer to this question? The multiplier of the tax-based plan is large, something like two or three; in other words, you raise taxes by 1% of GDP, and over a period of 3-4 years GDP falls by 2-3%. You do the same with spending, so you have a spending-based plan that cuts spending. You do have a recession –you do not have miracles– but the recession is much smaller and eventually goes away. The recession is typically 0.5% of GDP and then goes away.

Then there are some miracle countries, Canada is one of them, where there is no recession in years one and two and then there is an outward expansion later, so you have an expansionary cut in fiscal spending. The reason Canada is different is that the consistency with which these plans are implemented is different compared to other countries. Therefore, lesson number one is stop talking about austerity and start talking about the difference it makes between balancing the budget by raising taxes or cutting spending.

Why does this happen?

You look at the data, and they are pretty clear. The macroeconomic variable that responds very differently to the two types of consolidation is private investment; in the case of a spending-based consolidation, it tends to increase, probably because firms in the private sector see that a fiscal consolidation based on spending cuts means lower taxes down the road, so that is a good environment to invest.

Regarding the US, there was a huge debate two or three months ago about the *sequester,* the automatic spending cuts that were about to destroy the US economy. They did not destroy the US economy; they went in place on March 1st, and one of the reasons they did not destroy the US economy as many people had anticipated is that there was a stock market boom, so firms seemed to react positively to the fact there was a sign of spending cuts.

There are two important objections to these empirical findings. Firstly, it all goes well outside a crisis, but during a crisis, when monetary policy can no longer help, this is no longer true. This objection is true; in normal times, monetary policy tends to help spending-based consolidation. It is as if central banks love spending-based consolidation. They tend to reduce interest rates when this happens. They hate tax-based consolidation so they raise interest rates. When you are at a zero lower band you can no longer move interest rates, and if you try to eliminate the interest rate channel you see that there is a bit more of a recession in spending-based consolidation, but still the two remain very different.

The second objection, which is also true, is that in a crisis when unemployment is high, multipliers are larger. They are, but they are for both, so the difference between the two types of consolidation remains large.

Let me say something about the IMF experiment that was just referred to. The IMF looked at the austerity plans in Europe and said they had made a mistake; that they had underestimated how large a recession you induce if you introduce austerity. The IMF had used the same multiplier for tax-based consolidation and spending-based consolidation, and because they are very different, if you use a multiplier, which is the average of the two, and then countries do a consolidation where the multiplier is much larger, unsurprisingly you make mistakes, but that is only because you made a mistake to start with.

▶ Italy as a real-world example

One final thing is to give a real-world example. Italy, when interest rates went off the roof and we came close to a default in 2011, introduced a very large fiscal contraction under pressure: at first we had to do it in a matter of a few weeks, and when you have a few weeks you do it with tax increases. Therefore, we did a huge fiscal turnaround: we did 3.3% of GDP of fiscal consolidation over two years, 2012-2013, which is large, and out of this 3.3% of GDP, 3% was tax hikes and 0.3% was spending cuts. The spending cuts only came thanks to a pension reform. The economy did minus 2.4% last year, is doing minus 2% this year, and God knows what will happen next year when more or less the multiplier is what I suggested.

Finally, about European fiscal rules, if we agree that there is a big difference between tax-based and spending-based consolidation, we should stop having fiscal rules in Europe that aim at bad debt without saying how you correct it. We should have specific rules on tax-based and spending-based adjustments, because otherwise governments do the easy thing, they raise taxes, and not surprisingly the economy collapses.

L'erreur de l'austérité

Charles Wyplosz
Institut des hautes études internationales et du développement, Genève

Revenons à la fin 2009. C'est le moment où les marchés financiers ont commencé à s'inquiéter des dettes publiques en Europe. Ils ont découvert qu'un certain nombre de pays n'avait pas connu d'équilibre budgétaire depuis trente ou quarante ans – quarante pour la France, soit deux générations. Dans un contexte très détérioré après la crise des *subprimes,* les marchés se sont naturellement inquiétés. Au même moment, l'économie de la plupart des pays était en récession. La reprise commençait à se manifester mais était loin d'être assurée. La question était donc de savoir ce qu'il fallait faire. Il y a une réponse économique et une réponse politique.

Nous avons vu la réponse politique. Nous avons appliqué le plan de stabilité et de croissance, coupé les déficits budgétaires. En clair, que s'est-il passé ? Nous avons adopté des politiques d'austérité au mauvais moment. Il y a un effet démultiplicateur qui fait que lorsque l'on fait de l'austérité, on réduit la croissance et lorsque l'on n'est pas en croissance, on crée de la récession. Cela ne pouvait pas être une surprise. La stratégie était mauvaise et fausse. Résultat : récession et chômage. Des déficits qui ne sont pas sérieusement diminués et une dette publique qui continue d'augmenter. Voilà quelle a été la réponse politique.

Pouvions-nous faire autre chose ? Y avait-il une autre solution ? Pour nous économistes, oui. Car nous raisonnons différemment dans le temps. Le temps du politique est le court terme : la crise, la réaction, la nécessité de résoudre le problème en trois semaines, etc.. Les économistes auront tendance à avoir aussi un raisonnement à long terme et à raisonner de manière différente selon le court ou le long terme.

La solution était naturelle : pas d'austérité à court terme, voire des politiques budgétaires expansionnistes là où c'était possible (c'est ce que les États-Unis ont fait, ainsi que la Suède au moment de sa crise) mais en même temps, s'adresser au long terme pour rassurer les marchés et faire ce qu'il faut pour garantir la discipline budgétaire à long terme. Autrement dit, faire une chose maintenant (laisser filer le budget) mais promettre en même temps, de manière crédible, le contraire du laxisme budgétaire que l'on pratique dans l'immédiat. Là est la grande difficulté : manier le court terme – le temps du politique, qui est la prochaine élection et le temps de l'économiste qui sait qu'il y a un court terme et un long terme qui sont différents.

Suis-je naïf de dire cela ? Valérie Pécresse me répondra que les politiques ne peuvent structurellement pas agir ainsi. C'est vrai. Ce n'est pas une question de bonne volonté. Ce n'est même pas nécessairement une question d'incompréhension. Ainsi en va-t-il avec le temps du politique : il faut avoir des résultats ou faire semblant de faire ce qu'il faut pour avoir des résultats. C'est pour cela qu'il ne faut pas s'attaquer à ce genre de problème autrement qu'en pensant en termes d'institutions. Les politiques sont coincés dans le jeu démocratique ; les institutions doivent venir à leur secours en leur interdisant de faire les bêtises qu'ils savent très bien être en train de commettre.

▶ Un pacte de stabilité inutilisable

Cela m'amène aux institutions, à l'Union monétaire et à l'Europe. Pourquoi avons-nous de mauvaises institutions au niveau européen ? En quoi ont-elles joué un rôle catastrophique durant cette crise qui n'est pas terminée ? Notre pacte de stabilité et de croissance a échoué de manière répétitive. Il a été mis en vacances quand la France et l'Allemagne ont été pour la première fois coincées, il a ensuite été réformé parce qu'il ne fonctionnait pas. Or, il ne peut pas fonctionner pour deux raisons, les mêmes : une raison politique et une raison économique.

Sur le plan politique, le pacte de stabilité dit que l'on peut imposer à un pays de prendre des mesures budgétaires. Or, jusqu'à nouvel ordre, la politique budgétaire est un acte souverain des parlements. Ils se sont battus depuis des siècles pour avoir ce droit. J'imagine donc très mal les parlements des nations européennes accepter, du moins dans un avenir proche, de céder cette prérogative qui est le tréfonds de notre démocratie. Donc, lorsque le pacte de stabilité entre en opposition avec la souveraineté nationale, il s'effondre – c'est ce qui s'est passé – tout en exerçant sur les politiques une pression à adopter des politiques d'austérité, parce que Bruxelles est sur leur dos.

Sur le plan économique, le pacte de stabilité est faux parce qu'il repose sur une incompréhension totale de ce qu'est la discipline budgétaire

– incompréhension qui va dans le mauvais sens par rapport au raisonnement politique. Le pacte de stabilité impose qu'année après année, on ne fasse pas des déficits de plus de 3%. Or, cela n'a rien à voir avec la discipline budgétaire, qui se mesure sur le long terme : on peut avoir des périodes pendant lesquelles il faut laisser filer le budget, à condition de récupérer le compas et de redresser la trajectoire ultérieurement. Ce qui est important, c'est d'avoir des institutions qui offrent une discipline de long terme sans contraindre le court terme. Or, le pacte de stabilité propose absolument l'inverse : il n'a rien à dire sur le long terme et se concentre entièrement sur le fait qu'il faudra faire 3% l'année prochaine sous peine d'être très fâché – sans pour autant avoir beaucoup de moyens pour l'imposer, pour les raisons de souveraineté évoquées.

On se trouve ainsi exactement dans une situation qui se retourne contre les politiques. Nous sommes en crise, nous sommes en récession, la dette s'est creusée... et Bruxelles nous dit qu'il faut respecter le pacte de stabilité. Nous faisons donc des politiques d'austérité.

Il faut repenser nos institutions européennes et abandonner cette approche à l'année qui n'est pas le temps du raisonnement économique et qui fait pression sur les politiques. Il faut au contraire, comme l'a dit Valérie Pécresse, encadrer les politiques par des règles sur le long terme qu'ils auront à respecter. Le pacte budgétaire va un peu dans ce sens, mais presque par inadvertance. La logique commence à émerger mais n'a pas été poussée jusqu'au bout.

Il est primordial de repenser maintenant nos institutions européennes afin de créer les conditions de la discipline à long terme en laissant toute la flexibilité qu'il faut à court terme. L'exemple suédois présenté par Anna Kinberg Batra est spectaculaire. C'est une source d'inspiration. Le plus remarquable dans cette réforme est que la Suède s'est dotée d'un comité budgétaire chargé de conseiller publiquement le ministre des Finances. C'est en quelque sorte la conscience de ce dernier, qui lui dit ce qui est bien ou ce qui n'est pas bien. Ce comité est constitué de gens de très hautes compétences, reconnus internationalement. Il y a deux ans, au moment de la crise, le gouvernement a voulu réduire le déficit budgétaire ; le comité budgétaire lui a dit qu'il ne devait surtout pas faire d'austérité mais de la relance puisqu'il y avait récession. Sous sa pression, le gouvernement a encouragé une petite relance.

Voilà les institutions dont nous avons besoin, au niveau européen en premier lieu et au niveau national ensuite.

Sommes-nous victimes d'une idéologie du déficit ?

Jean Beunardeau
HSBC

L'un des rôles des banquiers est d'être proche des marchés, censés nous donner des anticipations rationnelles sur tout ce qui va se passer. Or, pour tout ce qui concerne le débat sur les questions budgétaires, nous constatons que ce n'est pas le cas. Au contraire, ces derniers temps, les marchés financiers ne retiennent du débat économique sur les déficits publics que les considérations de court terme reliant dépenses publiques, consommation et croissance. Ils s'accrochent à l'équation court-termiste et réductrice selon laquelle « déficit = croissance » et « réduction du déficit = moindre croissance = anticipation d'une politique monétaire accommodante, hausse des actifs financiers et baisse de la sensibilité au risque ».

Or, cette corrélation, assénée par l'ensemble des analystes, laisse complètement de côté la problématique de la dette publique, qui ne réapparaît sur le devant de la scène que lorsqu'il y a un risque de défaut. Nous l'avons vu réapparaître au moment de l'Irlande, de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie, chaque fois dans le cas d'une crise mondiale puisque cela soulève toujours une question de risque systémique. Mais dès que la réponse des autorités apparaît comme suffisamment crédible pour écarter le risque systémique et le risque de défaut ou cantonner le risque de défaut à court terme, les marchés et les gouvernements se focalisent à nouveau sur la relation déficit-croissance.

C'est encore plus vrai dans les États où le risque de défaut est considéré comme quasiment nul du fait de la posture des banques centrales. Au Royaume-Uni, au Japon ou aux États-Unis, où les banques centrales ont laissé entendre qu'en tout état de cause elles rachetaient indéfiniment de

la dette publique, le risque de contrepartie est considéré comme nul par les marchés. Le débat est donc entièrement centré sur « déficit budgétaire = croissance ». Nous l'avons vu aux États-Unis au moment de la mise en place des coupes budgétaires automatiques, qui ont inquiété tout le monde – ce qui paraît aujourd'hui totalement dérisoire étant donné ce qui se passe dans l'économie américaine.

Nous ne sommes donc pas loin d'une idéologie du déficit. Cela crée un contexte dans lequel il est très difficile, pour les gouvernements, de se concentrer sur la problématique de l'équilibre des finances publiques : la société, affectée par la crise, ne les y pousse pas ; les marchés ne les y poussent pas ; et l'Europe a, involontairement, accrédité l'idée que 3% de déficit public n'était pas loin de l'optimum de la recherche de croissance économique.

▶ La difficile équation du déficit budgétaire

Les choses sont différentes dès lors qu'on se place dans une perspective de long terme, dans laquelle il ne faut pas seulement considérer le budget de l'État, l'équilibre des finances publiques ou leur déséquilibre, mais également prendre en compte l'économie nationale dans sa globalité et analyser ses interactions avec le secteur public.

Le secteur public, en démocratie, est ce qu'une nation décide de confier comme capacité de production ou comme part de sa production de richesse, à un gouvernement ou à ses collectivités, pour les gérer dans l'intérêt de tous. Par construction, sauf dans un pays 100% public, tout secteur public, même s'il produit de la richesse, fonctionne à partir d'un prélèvement sur le secteur privé. Tant que les finances publiques sont équilibrées, ces prélèvements ne posent que trois questions : l'efficacité de la dépense publique d'investissement ; l'impact du niveau de prélèvements sur la compétitivité externe du secteur privé ; le choix politique du niveau de redistribution à l'intérieur de la société. Les réponses à ces questions sont censément apportées de manière démocratique, donc respectable.

Mais l'analyse est différente lorsque l'on est en déficit, puisque se pose la question économique de savoir quel est l'objet du déficit. Si l'objet est un investissement rentable au sens socio-économique collectif – c'est-à-dire qu'il augmente suffisamment la base fiscale dans la durée pour que les rentrées fiscales à taux constant permettent de rembourser la dette créée pour le financer – , il n'y a a priori pas de problème ; mais l'expérience montre que nous avons toujours et partout surestimé l'espoir de retour des investissements publics. Si le déficit est affecté à des dépenses de consommation que l'on finance par de la dette, la problématique est extrêmement simple : si une partie de cette dette est extérieure, on finance la

consommation par la réduction du capital et par l'appauvrissement du pays. Même si l'activité est créée par la consommation, une partie de cette activité fuit à l'extérieur et au bout du compte, le pays s'appauvrit de manière nette. On crée ainsi du PIB par dépenses du capital – un PIB non récurrent, ou très marginalement (il faut reconnaître qu'il y a certains effets d'entraînements qui sont positifs), fausse l'ensemble des mesures.

Quel est l'intérêt général d'une économie nationale? On le mesure par le PIB, c'est-à-dire la production de richesses annuelle. Il faudrait en fait aussi le mesurer par l'accumulation de richesse, puisque produire moins pendant certaines années mais être, au total, un pays extrêmement riche par tête, est moins grave que de produire beaucoup une année mais d'être au total un pays pauvre. Si on boucle l'équation du déficit budgétaire servant à financer la consommation sur les comptes de patrimoine (ce qui est malheureusement rarement fait par les économistes), on trouve «déficit = consommation = croissance = PIB = appauvrissement du pays». De plus, on fausse le ratio dette/PIB, puisqu'on a mis en dénominateur un PIB non récurrent, ce qui sous-estime l'effort d'ajustement qui finira par arriver. Il est donc très difficile de chiffrer le rythme de l'appauvrissement, qui dépend beaucoup du niveau des taux d'intérêt. En revanche, l'appauvrissement est certain.

▶ Sortir du déficit

La difficulté dans ces situations est de trouver la porte de sortie. Si la situation se prolonge, elle conduit à la ruine – nous en avons eu, depuis 2000 ans, des dizaines d'exemples dans les économies nationales. Tout ce qu'on peut espérer en cas de ruine est de la partager avec les créanciers extérieurs, comme la Grèce a réussi à le faire. Il est difficile d'en sortir, car la seule réponse à une surconsommation par rapport à un niveau de production ou de revenus est de baisser la consommation et donc de créer de la récession. Contrairement à ce que l'on dit souvent, le meilleur espoir de rétablissement d'un budget n'est pas de créer de la croissance mais de créer de la récession.

Le rêve des gouvernements est d'absorber cette récession nécessaire dans la croissance structurelle d'une économie. Ce n'est pas absurde : étaler dans le temps des effets récessifs semble être bien plus intelligent socialement que de les avoir de manière trop brutale. Cela évite les gâchis et diminue les facteurs sociaux et les injustices de l'ajustement. Mais l'expérience a montré qu'on s'est toujours trompé sur la croissance structurelle : elle est en fait toujours inférieure à ce que l'on pense. Tous les budgets cherchant à absorber la correction de récession et d'ajustement par la croissance structurelle se sont donc trompés et continuent d'être en déficit sur le long terme. C'est ce que nous constatons depuis quarante ans en France.

Prenons un exemple simple, celui du premier choc pétrolier. Il n'y a pas plus simple à analyser qu'un choc pétrolier : vous avez des gens qui prennent sur votre richesse, parce qu'ils ont un rapport de forces qui font que vous êtes plus pauvres et qu'ils sont plus riches parce qu'ils ont du pétrole. Il n'est pas compliqué de voir qu'en voulant maintenir notre niveau de consommation par de la dette extérieure alors qu'on était objectivement plus pauvre, on a pris sur le capital et on s'est appauvri. Je passe sur l'austérité, la rigueur, la réforme structurelle du FMI et l'effort juste, terme un peu plus élégant pour dire la même chose. Mais je pense que quarante ans après, on peut regretter de ne pas avoir ajusté le premier choc pétrolier en France de manière plus rapide.

Plus jamais ça : il faut retrouver l'équilibre et s'y tenir dans la durée. Si on est dans une situation de relative solidité, il faut agir tout de suite, brutalement et sans état d'âme. Ce sera moins douloureux que dans la durée : contrairement à ce que l'on dit, moins on a de dettes au départ, moins il faut en créer. Si on est en situation de faiblesse, on est forcé d'attendre un peu car il serait socialement trop difficile de le faire rapidement. Il faut donc étaler dans le temps, à condition de bien faire comprendre qu'au jour dit le jour il faudra s'y mettre et s'y tenir. L'histoire est remplie de périodes très heureuses, de très longues périodes de croissance et d'emploi sans aucun déficit budgétaire.

20.

À quoi servent les économistes ?

La question est légitime, dans un contexte ou bon nombre d'économistes – mais pas tous – ont «raté» la crise financière. Myopie face à des fonctionnements de marché jugés stabilisants, lorsqu'ils se sont révélés ex post de formidables amplificateurs et canaux de transmission, difficulté à penser l'interaction entre le financier et l'économie réelle, proximité parfois trop grande avec les institutions financières, voire les États.

Plutôt que de revisiter les échecs passés fût-ce dans une perspective de «psychothérapie collective», l'objectif de cette session est de débattre de manière plus prospective : comment les économistes peuvent-ils être utiles ? Que devons-nous chercher à mieux comprendre ? Les économistes sont-ils des chercheurs, des conseillers, des experts ? Quelles sont leurs responsabilités dans chacune de ces postures ? Quelles sont les interactions nécessaires des économistes entre eux, et avec les autres ? Quel rôle pour les institutions multilatérales en charge de la surveillance de l'économie mondiale ?

Contribution du Cercle des économistes

Claire Waysand

Témoignages

Michel Aglietta • José Cordoba • Lars Heikenstein • Maxime Jadot
Christopher Potts • Tomáš Sedláček • Nassim Nicholas Taleb • Rintaro Tamaki

Modérateur

Philippe Escande

À quoi servent les économistes ?

Claire Waysand

Le sujet reste d'actualité, tant la profession n'a pas su, à quelques exceptions près, voir venir la crise économique actuelle. Rater la crise la plus grave depuis des décennies, en terme de perte de PIB mondial et de souffrances sociales qui l'accompagnent, est une bonne leçon d'humilité pour les économistes que nous sommes ; ce doit être aussi l'occasion de mieux comprendre nos insuffisances et surtout de chercher à y remédier. Les économistes n'ont certainement pas le pouvoir d'éviter toutes les crises – et les crises qu'ils aident à éviter ne se matérialisant pas, leur succès ne peut être mesuré à cette aune. Ils doivent néanmoins chercher à comprendre l'accumulation des risques, les enchaînements qui peuvent se produire, et ont le devoir d'alerter.

Très loin d'épuiser le sujet, je me limiterai à trois remarques qui s'appuient sur mes expériences d'économiste – en France, à l'INSEE puis à la direction générale du Trésor, ainsi qu'au Fonds monétaire international (FMI), de 2009 à 2012. J'y ai notamment eu la chance de conduire la Revue triennale de la surveillance de 2011[1], une évaluation de la surveillance de l'économie mondiale conduite par le FMI entre 2008 et 2011.

■ Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain…

Le cadre de pensée de l'économiste est souvent utile. Outre l'intérêt d'évaluations rigoureuses, les raisonnements que fait l'économiste se doivent d'être bouclés, ses recommandations sur les choix de politique économique de reposer sur des analyses coûts-bénéfices. Par exemple, analyser l'intérêt d'une mesure de soutien à tel ou tel agent économique, ou d'une dépense d'argent

1. Voir www.imf.org/external/np/spr/triennial/index.htm

public plus largement, doit à la fois prendre en compte l'effet induit, mais également le coût de la ressource, puisque l'argent ainsi dépensé devra être financé par des prélèvements pesant sur un autre agent, voire sur le même. De même, en matière d'évaluation de projet d'investissement public, le recours à une analyse socio-économique permet non pas de s'abstraire des préférences collectives mais au contraire d'en expliciter la traduction, qui risquerait d'être plus opaque dans une pure analyse multi critères.

■ **Les économistes doivent reconnaître leurs limites et chercher à les faire reculer**

Mais l'économiste butte parfois sur de vraies difficultés. La science économique décrit des comportements et des effets types, en faisant appel à des estimations économétriques qui reposent sur des effets moyens observés sur une période passée.

Dans des situations atypiques, la prévision et l'analyse deviennent plus difficiles, à court terme[2] mais aussi à moyen terme. Une forte incertitude existe ainsi sur le chemin de croissance des années à venir : la richesse nationale retrouvera-t-elle le niveau et la dynamique qu'elle aurait eus sans la crise, divergera-t-elle durablement par le bas, en niveau et taux de croissance, ou bien l'économie aura-t-elle subi une perte de richesse en niveau avec un rattrapage du rythme de croissance antérieur… ? La même incertitude, et elle est liée, existe sur la productivité du travail et donc sur le contenu de la croissance en emploi après la crise. L'économiste peut faire des hypothèses mais seule l'observation lui permettra de trancher, *ex post,* de manière certaine.

L'économiste peut aussi faire face à un manque de données. Les actifs du *shadow banking sector* représenteraient ainsi de l'ordre de la moitié pour les actifs bancaires dans la zone euro et seraient commensurables à la taille des actifs du secteur bancaire aux États-Unis[3]. Améliorer l'accès à ces données est donc nécessaire pour mieux comprendre les liens financiers et reconnaître que le manque peut aider à faire progresser la conscience d'un besoin accru d'information. L'économiste doit donc parfois savoir, et reconnaître, qu'il ne sait pas, faire part des marges d'incertitude, des hypothèses qu'il formule, et être attentif aux débats dans la profession, qui peuvent bousculer ses manières de penser.

■ **La crise a mis en lumière que les économistes doivent réussir à mieux penser l'interaction entre les mondes économique et financier**

Certaines des vulnérabilités pré-crise ont été détectées. Mais tant la crise des *subprimes,* la crise islandaise, celle de l'immobilier britannique que celles des

2. Voir par exemple « Incertitude conjoncturelle : comment la mesurer », *Trésor-éco,* numéro 111, avril 2013 https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/383819

3. Bakk-Simon et al. (2012), "Shadow banking in the Euro area: an overview", *ECB Occasional paper* 133, avril ; Trésor éco, numéro 113, mai 2013, « Système bancaire parallèle aux États-Unis : évolution et enjeux économiques », http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/386684

pays en déséquilibre dans la zone euro ont été insuffisamment appréhendées dans leur ensemble.

Les subprimes

Le caractère déséquilibré de la croissance américaine était pointé par de nombreux observateurs. Mais identifier ex ante une bulle et plus encore prévoir le moment de son éclatement est difficile (même si, assez tôt, des estimations ont été faites de la surévaluation sur le marché immobilier[4]). Plus encore, les économistes, et plus largement la communauté internationale, ont eu du mal à comprendre que ce qui était présenté comme une efficace dispersion du risque financier associé (la titrisation, avec un modèle *originate to distribute* dans lequel l'originateur du prêt ne conservait pas le risque et n'avait donc que peu d'attention à sa qualité intrinsèque) se transformerait en formidable canal de transmission une fois la crise venue.

Les courants dans certains pays de la zone euro

Les déficits, émanant de pays à PIB/habitant plus faible, et les flux de capitaux venant les financer des pays plus avancés, ont initialement été largement vus comme des phénomènes souhaitables, cohérents avec le rattrapage des économies les moins avancées. Le caractère excessif de certains déficits courants et des financements associés, notamment lorsqu'ils n'étaient pas liés à des perspectives de productivité et de rendements plus importants, l'excès d'endettement de certains agents économiques[5], n'ont été compris qu'avec le temps. Les mécanismes de transmission également : le risque de déstabilisation des secteurs financiers dans les économies affectées par ces déséquilibres, les tensions sur l'État souverain dès lors qu'il s'en porterait garant, le besoin de rompre ce lien vicieux, l'interdépendance des économies[6] dans la zone euro et le besoin d'institutions cohérentes avec cette interdépendance.

La compréhension collective progresse – en témoignent notamment les avancées sur la refonte de la zone euro et sur l'Union bancaire en Europe ; les économistes y prennent leur part.

---

4. Voir par exemple Sorbe (2008), "Éclatement de la bulle sur le marché immobilier américain", Trésor-éco 40. http://www.tresor.economie.gouv.fr/file/326883

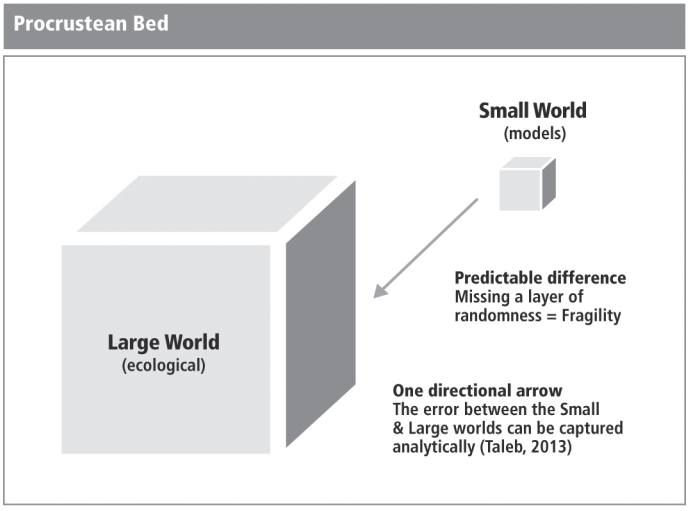
5. Voir par exemple Commission européenne (2006), "Widening current account differences within the euro area", *Quarterly report on the euro area,* volume 5 et Guyon (2007), Faut-il s'inquiéter des déséquilibres de balances courantes en Union monétaire, Trésor-éco 20.

6. Waysand, Ross et de Guzman (2010), *European Financial Linkages: a New Look at Imbalances.*

Petit monde et grand monde

Nassim Nicholas Taleb
Université de New York

Me croirez-vous si je vous dis que je travaille depuis à peu près 25 ans sur le schéma ci-dessous !



Vous avez un petit monde et un grand monde, le vrai monde. Ce dernier a beaucoup plus de désordre que le petit monde. Il y a certaines choses qui se traduisent du petit monde au grand monde. Il y a certaines choses qui ne se traduisent pas. Je vais donc vous présenter ma problématique et ensuite les problèmes que l'on devrait régler et les erreurs que nous commettons.

Dans mes travaux, j'ai distingué trois classes d'économistes. La première s'appelle – malheureusement – *fragilisista* qui vient bien sûr de

«fragiliser»: c'est comme si vous n'alliez pas chez un médecin antique, parce que la probabilité de survivre à la maladie est bien meilleure que si vous y alliez. C'est en fait l'iatrogénèse[7], en latin *non nocere* (ne pas nuire). J'appelle *fragilista* les économistes qui font plus de mal que de bien. En général, il y en a 13 qui ont eu ce qu'on on appelle le Nobel, des gens qui vous donnent des méthodes qui augmentent le risque. Nous en reparlerons.

La deuxième catégorie est celle des gens du milieu. Ils ne font ni de mal, ni de bien. Ce sont donc des gens respectables. Et il n'est pas impossible qu'un jour, il en sorte du bien. *Harmless,* mais avec potentiel. La troisième catégorie est bien évidemment celle des gens qui aident notre société à éviter des risques. Malheureusement, ils ne font pas partie de l'establishment.

Je commence donc un peu mon histoire avec ma dernière crise de nerfs. J'étais en Corée à la fin de l'année 2009. Vous savez que j'ai eu des moments difficiles dans ma vie car, lorsque je parlais des risques des marchés, les gens ne comprenaient pas. La crise de nerfs a été causée par une personnalité du FMI qui est montée à la tribune pour présenter en quelques minutes les prévisions du Fonds monétaire pour les années 2010, 2011, 2012, jusqu'à 2015. Je suis entré dans un état de rage totale et j'ai posé la question de savoir quelles avaient été les prévisions du FMI pour 2007, 2008 et 2009 en 2000, 2001 !

Le premier problème à côté duquel la plupart des gens passent, relève de la statistique: si au poids des 500 étudiants qui peuplent un amphi, on ajoute celui de la plus grosse personne du monde cela ne va guère modifier la moyenne, de l'ordre de 1%. *A fortiori* si le calcul porte sur 5 000 personnes +1. Donc les observations extrêmes n'ont aucun effet sur des choses telles que le poids.

Maintenant, passons du monde physique à celui de l'économie, et regardons le patrimoine. Nous sommes toujours 500 personnes dans cet amphi. On introduit l'homme le plus riche du monde. Est-ce qu'il va représenter 1% du total ? Non. Le problème, c'est que l'extrême domine dans toute variable économique. Moins de 1% des sociétés ont généré la moitié des rendements. Vous avez je ne sais combien d'écrivains sur la planète. Moins d'un pour cent d'entre eux génère 90% des revenus. Cela s'accélère avec la complexité et avec la globalisation. C'est ce qu'on appelle le *winner-take-all effect*. Le gagnant prend tout. C'est l'effet numéro 1. Donc, tous les outils que vous utilisez en statistiques basés sur des méthodes classiques ne servent à rien, sauf à augmenter votre risque.

Il y a de grands économistes qui ont dit que le vrai monde avait beaucoup de propriétés qu'on ne voit pas du petit monde. Herb Simmon

7. Traduction littérale de l'origine grecque: «provoqué par le médecin».

est peut-être le plus grand économiste de tous les temps, en tout cas à mes yeux ; il a compris que nous travaillions dans un monde d'opacité et qu'il fallait trouver de petites règles d'épiciers pour survivre. Le deuxième qui ait mis cette problématique en exergue, c'est Hayek. Rien des travaux de ces gens n'est rentré complètement dans l'establishment. Ils sont dans les marginaux. D'ailleurs, combien d'étudiants les ont étudiés ? Ils ont parlé du grand monde, de la différence entre le monde écologique et le petit monde.

▶ La problématique du bois vert

Le meilleur livre de finance que je connaisse *What I learned Losing a Million Dollars*[8]. L'auteur du livre, trader spécialisé dans quelque chose qui s'appelle le bois vert, connaissait tout du sujet : statistiques, théories, flots, etc. Un jour, le plus grand marchand de bois vert du monde lui a rendu visite et il s'est rendu compte que ce trader là ne savait pas que le bois vert n'était pas du bois peint en vert : il y a ainsi des choses du vrai monde qu'on ne voit pas du petit monde et il y a une logique interne du monde que l'on ne voit que quand on est praticien. C'est la problématique du bois vert, ou la problématique *Fat Tony,* du nom d'un personnage de mon livre et qui s'en va tenir une discussion avec Socrate sur les choses qu'on voit et les choses que l'on ne voit pas, mais qui sont importantes, rigoureuses, et qu'il faut connaître.

▶ Fat Tony et le risque

Les modèles économiques continueront à ne pas bien fonctionner parce que ceux qui font des erreurs ne sont pas ceux qui en payent le prix. C'est comme la banque. Les banquiers font de l'argent quand les affaires marchent, dans le cas contraire, c'est nous qui payons. Là, il y a la règle de *Fat Tony*. Le risque de *Fat Tony* est de monter dans un avion uniquement quand le pilote est à bord. On ne se demande pas pourquoi il y a eu 20 millions de décollages aux États-Unis en 3 ans et demi, et exactement le même nombre d'atterrissages d'avions de ligne. Pourquoi ? Parce que le pilote est à bord. C'est une idée centrale.

Je conclurai ainsi : la meilleure lettre que j'ai reçue est celle d'un monsieur qui me demandait comment cela se faisait qu'il comprenait mes livres, qui étaient pour lui tellement limpides, alors qu'il n'avait reçu aucune éducation, (beaucoup de gens très éduqués ne comprennent pas mes livres). À la fin

8. Jim Paul, Brendan Moyniham, Columbia University Press, avril 2013. Le livre raconte l'ascension fulgurante de Jim Paul qui, parti d'une petite ville du Kentucky est devenu en un temps record gouverneur de la Bourse du Commerce de Chicago et a perdu son poste, sa réputation et toute sa fortune en une seule décision d'investissement boursier.

de sa lettre, il a signé et il m'a expliqué qu'il était pompier. J'ai tout compris. Il y a en effet une certaine classe de risques qui fait qu'il n'est pas possible de rationaliser ce genre de choses. Dans mon nouveau livre, je propose des heuristiques très simples pour installer des règles de pénalités dans tous les domaines. N'oubliez pas une chose très importante : si je vous demande d'écrire les quatre derniers chiffres de votre numéro de sécurité sociale, et que je vous demande ensuite de prendre des risques, les chiffres seront plus corrélés que si je vous posais des questions à l'inverse. Quelqu'un qui possède une mesure de risque prend beaucoup plus de risques que quelqu'un qui n'en a pas.

Les économistes, l'éthique et la justice sociale

Michel Aglietta
Université Paris Ouest Nanterre et Cepii

John Kenneth Galbraith, qui avait beaucoup d'humour, avait déjà donné une réponse au thème de notre session : « La science économique est d'une extrême utilité parce qu'elle fournit des emplois aux économistes. » Il est vrai, comme le rappelle l'économiste coréen Ha-Joon Chang, qu'on n'a pas nécessairement besoin de bons économistes pour mener une bonne politique économique. Les pays qui ont le mieux réussi leur développement depuis 60 ans se trouvent en Asie orientale. Or le Japon et la Corée ont confié leur politique économique à des juristes, Taiwan et la Chine à des ingénieurs. Si l'on considère les hauts fonctionnaires qui ont dirigé le relèvement économique, puis la modernisation de la France après la seconde guerre mondiale, l'observation est mixte : Jean Monnet était autodidacte et marchand de vin, François Bloch-Lainé était juriste, Pierre Massé et Claude Gruson étaient des économistes formés dans les écoles d'ingénieurs que nous chérissons. Contrairement aux pays anglo-saxons, la formation économique universitaire n'a eu aucune part dans l'essor économique de ces pays.

La vraie question est donc celle posée implicitement par Galbraith : à quoi sert la science économique ? Un citoyen raisonnable répondrait que c'est une science de la société. L'économie doit donc servir le bien commun, aider à comprendre et à soigner les maux de la société : à notre époque les inégalités sociales démesurées, la progression de la pauvreté, la divergence de richesse maximale entre les grandes régions du monde (en 1900 le ratio de PIB par tête moyen entre les US et la Chine était 6,5 en 2000 le ratio entre les US et l'Afrique subsaharienne était de 19), le chômage endémique, la destruction de l'environnement, la prévention des crises financières dévastatrices.

Il est clair que la plupart des économistes sont occupés à tout autre chose à notre époque. En Occident il s'agit essentiellement d'un discours de légitimation de la capture de la société par la finance au service d'une idéologie anglo-saxonne ultralibérale, qui ne s'est pas imposée partout au même degré sur le plan politique, mais qui règne sans partage sur le plan académique. Cette idéologie se dissimule sous une prétention scientifique. L'économie serait radicalement distincte des autres modes de représentation de la société parce qu'elle se nourrit de chiffres. Or il est clair que les fondements du discours économique dominant, rationalité illimitée et coordination parfaite des marchés, sont des dogmes qui échappent à la falsification poppérienne des paradigmes, non pas des hypothèses de science expérimentale. Car comment maintenir ce paradigme lorsqu'on vit une crise systémique globale ?

La prétention de l'économie à être la science reine selon le dogme idéologique ultralibéral est mise en cause d'une manière plus fondamentale encore. Toute réflexion sur la société, si elle se veut à la fois signifiante et utile ne peut échapper à la définition du bien commun. Elle implique nécessairement une position éthique explicite de la part des économistes. C'est au nom de l'éthique et pas de la vérité scientifique que les citoyens sont en droit de s'interroger sur les conflits d'intérêts dans lesquels baignent bien des économistes.

▶ Les conséquences du théorème d'impossibilité d'Arrow

Le marché pur et parfait est une idéologie indifférente à tout régime politique parce qu'il évacue toute préoccupation de répartition des richesses. Cette idéalisation du marché a seulement besoin d'un ordre juridique pour définir et valider les droits de propriété et pour garantir la sécurité des transactions. Cependant il ne peut s'affranchir du problème du bien-être. Car comment légitimer un système économique s'il n'a pas pour finalité le bien être de la population ? Or le théorème d'impossibilité d'Arrow est l'un des plus importants de la « science économique » parce qu'il ruine l'attitude de tout économiste de bonne foi prétendant se dédouaner d'avoir un point de vue sur la justice sociale et de se conformer à ce point de vue ou de spécifier pourquoi il n'y souscrit pas dans son activité professionnelle (« *complain or explain* »).

Arrow a, en effet, démontré que dans une société démocratique reposant sur l'économie de marchés, il n'existe aucune procédure de choix social qui ne soit arbitraire au regard des conditions minimales de cohérence des choix. Cela résulte de l'impossibilité d'agréger de manière incontestable des préférences individuelles hétérogènes dans une fonction de bien être social. C'est pourquoi les macro économistes préfèrent noyer le poisson dans des modèles d'équilibre général à agent unique représentatif.

Ce théorème n'a pas conduit les économistes dits «libéraux» à spécifier les conditions sociales qui pourraient les conduire sur la pente glissante d'avoir à choisir entre les types de sociétés reposant sur l'économie de marchés, mais régulant les marchés selon les principes éthiques dont elles se recommandent : une économie maximisant la richesse des riches sous prétexte de *trickle down* n'est pas la même chose qu'une économie sociale de marchés (ce que n'est plus l'Allemagne). Ils ont préféré l'indifférence aux problèmes de répartition en se réfugiant dans la «*nouvelle économie de bien-être*» qui s'en tient au critère de Pareto : une situation économique ne peut être proclamée supérieure à une autre que si elle accroît l'utilité d'au moins un individu sans détériorer celle des autres.

Cette position théorique est très confortable individuellement en ce qu'elle évite aux économistes de se prononcer sur les problèmes de répartition qui se posent en termes relatifs, comme sur les problèmes de pauvreté qui se posent en termes absolus. Mais elle est dangereuse collectivement, car elle fait tomber la «science économique» dans l'insignifiance ou dans la justification de l'injustice.

Pour surmonter cette impasse, il faut définir l'égalité de manière que la comparaison interpersonnelle soit possible. On ne saurait se réfugier dans la confiance au vote majoritaire pour instaurer une règle juste de partage du revenu national. Car il écrase les intérêts des minorités sous-représentées politiquement, comme le marché exclue ceux qui n'ont pas d'accès à la monnaie. On ne peut se contenter non plus de formules abstraites et creuses dont les politiciens sont friands: justice, liberté, droits de l'homme. Les individus sont insérés dans une société civile où ils ont de multiples appartenances collectives. Cela requiert une expertise collective sur les interdépendances sociales dans laquelle les économistes ont toute leur place. Mais cela signifie que l'*économie doit se reconnaître comme faisant partie des sciences sociales sans aucune prétention de suprématie.* Quels sont les principes théoriques sur lesquels s'appuyer pour insérer la pensée économique dans la société ?

▶ Les dépassements par Rawls et Sen

Rawls pose le principe cardinal de l'accès aux ressources de base de la société : *les biens premiers.* Le développement d'une société se mesure à l'amélioration des conditions d'existence et aux opportunités de réalisation du potentiel humain des populations les plus désavantagées. On pourrait ajouter que c'est la contribution la plus haute à la progression des «droits de l'homme». Dans le monde en développement, tout ou presque des progrès enregistrés depuis 30 ans vient de la Chine qui a réussi à élever 400 millions de citoyens au dessus du seuil de pauvreté absolu défini par l'ONU. Cela n'empêche pas les intellectuels occidentaux, qui pérorent dans les salons

des pays où la pauvreté a énormément progressé, de s'adonner à leur sport préféré : le *China bashing*.

Ce que Rawls nous dit, c'est qu'il faut mesurer les inégalités à l'aune des ressources matérielles, éducatives et institutionnelles à la base des opportunités individuelles. Le revenu réel exprimé en PPA est un indicateur synthétique significatif du niveau de développement ; mais ce n'est pas le seul. Les biens premiers forment un ensemble beaucoup plus large pour juger des inégalités. Il faut y ajouter la qualité de la santé publique, l'éducation primaire, les libertés de base, les pouvoirs et prérogatives attachées aux fonctions sociales et les biens environnementaux.

Ainsi Rawls présuppose une égalité de principe qui dépend de ressources matérielles et institutionnelles pour déterminer quelles inégalités sont justifiables. Mais le principe lui-même est moral : la capacité à élaborer un projet de vie autonome. Amartya Sen reformule le cadre rawlsien en insistant sur l'observation directe des inégalités immédiates. Son programme, poursuivi par Esther Duflot, est d'analyser en quoi les inégalités handicapent les libertés réelles des personnes, sans présupposer ce qui est le socle de base de l'égalité et ce qui ne l'est pas.

Le concept clé de Sen est dynamique : les «*capabilities*». Ce sont les libertés réelles d'accomplissement des personnes. Elles sont définies comme étant les capacités à transformer les ressources dont chacun dispose en liberté réelle de choisir et de réaliser le projet de vie que chacun a des raisons de valoriser. Ces transformations sont des fonctionnements qui font partie de l'existence des personnes. La gamme des fonctionnements qu'une personne peut réaliser au cours de sa vie est sa liberté réelle, c'est-à-dire sa *capability*. Sen ne s'en tient donc pas aux biens premiers. Il met l'accent sur les facteurs de conversion des ressources en réalisation de vie.

Ainsi l'égalité dans l'espace des biens premiers peut entraîner des inégalités sérieuses de réalisation des projets de vie en fonction des facteurs sociaux de conversion (discriminations ethniques, rôles sociaux sexués, relations de pouvoir). Mais tout économiste désireux d'œuvrer pour le bien commun devrait aller au-delà et montrer que les libertés réelles sont l'enjeu de contradictions ouvertes dans les sociétés capitalistes contemporaines dominées par la finance.

Or depuis 30 ans les libertés réelles ont reculé dans les pays dits développés, où les jeux de l'argent ont submergé les finalités sociales. Une liberté s'est imposée à l'encontre de toutes les autres, celle de la finance qui a subordonné la multiplicité des enjeux économiques à un seul : la rente maximale que la finance prélève sur l'économie et dont bénéficie une constellation de professions associées aux lobbies financiers, y compris un certain nombre d'économistes. Réfléchissons aux revenus et situations

sociales comparés d'une infirmière et d'un trader haute fréquence à l'aune de l'utilité sociale de leurs professions respectives du point de vue de la liberté réelle des individus bénéficiant de leurs services. On aura toutes les chances de penser que nos sociétés occidentales sont bien malades ! Mais alors, la tâche des économistes n'est-elle pas de contribuer à un débat citoyen pour pousser le politique à reprendre le commandement sur l'économie et pour dessiner une feuille de route vers le développement soutenable ?

▶ Le développement soutenable comme horizon du XXIe siècle : transformations, révolutions

Comme l'a montré Fernand Braudel, validant les intuitions et les démonstrations de Karl Marx dans son histoire monumentale du capitalisme, économie de marchés et capitalisme sont liés mais ne se confondent pas. Le capitalisme n'est pas un échange synallagmatique généralisé. C'est une force d'accumulation. Il est fondé sur des relations de pouvoir dans l'accès à la monnaie. L'inégalité est son essence. Il n'est pas auto-régulateur et ne converge vers aucun modèle idéal.

C'est aussi le cœur de la théorie générale de Keynes : les capitalistes sont ceux qui ont accès à la monnaie pour financer l'acquisition des moyens de production, les salariés sont ceux qui ont accès à la monnaie en louant leurs capacités de travail. C'est pourquoi la comptabilité d'entreprise continue à ne pas compter ces capacités (appelées métaphoriquement « capital humain » comme du capital). Cette comptabilité est construite sur la valorisation de la relation de base du capitalisme, pas sur celle du bien commun de la nation. Cependant Keynes pensait que cette force pouvait être mise au service du progrès social si elle était soumise à une régulation sous le contrôle d'institutions émanant de la démocratie politique. C'est, en effet, ce qui s'est produit pendant une phase historique selon le modèle dit du fordisme. Les économistes de ce temps là ont contribué au bien commun en forgeant et en appliquant les outils de la régulation publique. Ce modèle fait partie de l'histoire. Il s'est délité dans les 30 dernières années.

La crise du capitalisme en ce début de siècle est très dangereuse. On ne peut la combattre efficacement que par une démarche venant de la société civile et revendiquant l'expansion des libertés réelles au sens de Sen. Cette démarche conduit à penser équité et efficacité de manière complémentaire plutôt que conflictuelle. Elle implique d'investir à la fois dans les capacités de base des individus (éducation et santé), mais aussi dans l'environnement (conservation et renouvellement du capital naturel, limitation du et adaptation au changement climatique) et dans les institutions (lutte sans relâche contre les discriminations de genre, d'âge et d'ethnie, pressions pour une mutation de la gouvernance des entreprises en direction de l'inclusion des parties prenantes dans des structures hiérarchiques plates).

Réorienter le capitalisme dans le sens ainsi défini implique une transition immense du régime de croissance sur plusieurs décennies, mettant un terme à la financiarisation des 30 dernières années. Il faut que s'affirment des Etats stratèges et une gouvernance capable de coordination pour produire et conserver les biens publics de la planète. Il faut donc une conception macro économique du développement soutenable pour rendre cohérente les multiples politiques à conduire. Dans cette perspective les économistes pourraient peut-être enfin servir à quelque chose.

Economists as Priests?

Tomáš Sedláček
CSOB Bank

The economist is expected to predict the future. This is not expected from any other social science; you do not expect your doctor to tell you when you will get a cancer, your sociologist to tell you when racism will end in the Czech Republic, or your lawyers to tell you what a court will decide. However, economists, perhaps self-indulgently, and this was one of our biggest mistakes for which we should have been rightfully punished, have pretended to be prophets.

Just because we cannot see the future and will never be able to so, does not mean we are useless. We are very useful as priests; for a long time we have been trying to import ethics into economics. My claim is that it already has ethics, but that we do not talk about it. The body of economics tells you what to do, quite literally; it disallows you from being normative towards it, but it is normative backwards, so to speak. It tells you the value of things, and, going all the way to the extremes, it tells you that Coke is cheaper than milk –the value of things. It tells you what to believe, for example it tells you to be rational, which is something different from what the classical priest tells us. Artists tell us to follow our hearts, whatever that means, but definitely not to be rational.

We economists tell you to maximize your utility, which is a huge philosophical and ethical standpoint. Utilitarianism is a philosophical and ethical school, we have taken it into economics, and without any proper discourse, are propagating it onwards. We are giving people a purpose in life. We are telling you about the golden age; Keynes talks about it, so does John Stuart Mill. This was the topic of classical economics, what the steady state would be; it was the topic of Thomas Malthus, of Keynes in *The Economic Possibilities of our Grandchildren,* and infamously of John Stuart Mill.

Running at full speed up against the wall

Let me finish my very brief exhortation with the identification of a complete misdiagnosis of the situation we are in. The common diagnosis that you hear today is that the economy is depressed. This is medical terminology; depression is a psychiatric or psychological illness with which we diagnose the economy. This is a fundamental misdiagnosis: the economy is not depressed but manically depressed. We suffer, if anything, from bipolar disorder. The economy has a tendency to overdo happy moods in the form of mania and bad moods in the form of depression. It is important to know that suicides happen at both ends, and our crisis is a typical mania-driven one. It was not that GDP slowed down first, we had high levels of unemployment in America, competition was going down; no, it was a beautiful day today in the economic world, there was not a cloud in the sky, and it was what I call a full-throttle bankruptcy. We were running at full speed up against the wall.

Looking at the characteristics of a person in the manic stages of bipolar disorder, that person has an extremely rosy image of the present and the future, and this is what Alan Greenspan was credited with, inventing the end of the boom-and-bust economy. *This Time it will be Different* is a beautiful book, and it is not a problem of not having enough data. We have all the data in the world.

The second characteristic is that these people spend much more money than they can afford, and one does not need to go into that.

The third characteristic is important and interesting, at least for me: these people are extremely efficient, extremely hardworking, and extremely productive. They work 24/7, and most artists that suffer from this illness produce most of their work during these times. This is exactly our problem. This is the role that economists should play. The role of an economist is not to increase GDP; the role of an economist is to decrease the amplitude of the business cycle –if there is one– which means decreasing GDP growth in the manic times.

The problem is that we have run out of this beautiful resource called debt, and this is the thing about economists I always found entertaining. Let me give you two examples of this beautiful thing called GDP. Were I to borrow EUR1 million, anyone would be foolish to call me EUR1 million richer, because everyone knows the difference between owing and owning. However, if the government takes exactly the same step, for example, if the US Government takes on a debt of 7% of GDP, and in that same year it grows 3%, everybody applauds the fact that we are 3% richer. Therefore, the biggest problem, in my reading of the situation, does not lie in the depression but in the manias. It is like treating an alcoholic: the problem

with an alcoholic is not the hangovers, but the excessive usage of alcohol the night before, so even if you come up with a perfect cure for depressions, if you come up with the perfect pill to get rid of headaches in the morning, it will not solve the alcoholic's problem, on the contrary it will make it worse.

I will say something shocking. I believe in the invisible hand, but not that of the market, that of society. When markets fail, politics come to support them, as in 2008, so that the whole society does not crash. Why have we "fetishized" the collective role of politicians, philosophers, artists, shoemakers, and so on –*Fachidioten?* This is exactly what has happened to us. We live now in the society of *Fachidioten,* and we trust ourselves.

Impasse, pair et manque ?

José Cordoba
Anesco

Il est difficile de parler des économistes en général. Il y a des théoriciens et des praticiens. Il y en a des bons et des mauvais. Je crois qu'il vaut mieux parler de l'économie. De quelles dérives parlons-nous ? Des dérives théoriques ou des dérives pratiques ? Concernant les dérives théoriques, il y a beaucoup de critiques sur la théorie des finances. L'ingénierie financière traditionnelle repose sur deux grandes hypothèses, à savoir l'efficience des marchés et la continuité des prix. L'efficience des marchés, cela consiste à dire que les prix reflètent un épuisement des possibilités d'arbitrage, qu'ils incorporent donc toute l'information disponible, et qu'ils sont des martingales. Beaucoup croient que la croyance erronée en l'efficience des marchés serait la cause de la crise financière. Je ne sais pas si c'est une hypothèse vraie ou une hypothèse fausse, mais je crois que c'est une hypothèse utile au niveau heuristique. Pourquoi ?

On sait qu'une martingale continue suit une distribution normale. À partir de cela, l'ingénierie financière traditionnelle construit des formules explicites que les traders peuvent utiliser. Le problème que l'on connaît est que les séries des prix des actifs financiers montrent de longues périodes de stabilité suivies de courts épisodes d'extrêmes discontinuité. Nassim Taleb a très bien montré que quelques heures de turbulences peuvent mettre à mal des années de sérénité. Ce n'est évidemment pas un comportement gaussien. Que faire ?

Je crois qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Il suffit théoriquement de rejeter l'une des deux hypothèses. Laquelle ? Efficience des marchés ou continuité des prix ? Je pense qu'il faut garder la seconde. Travailler avec des martingales discontinues, au niveau théorique, c'est plus difficile. C'est beaucoup moins pratique, mais c'est plus satisfaisant et plus

solide. Que des traders ne comprennent pas les techniques qu'ils utilisent, sans doute. Mais ce n'est pas là une dérive de la théorie.

▶ Dérives pratiques

On répète que les économistes ne servent à rien, parce qu'ils n'ont pas prévu la crise économique. Oui, il est vrai que les grands décideurs ont été pris de court. Mais s'ils avaient pu prévoir la crise, celle-ci n'aurait pas eu lieu. On ne connaît pas les crises évitées. Par exemple, l'effondrement évité de l'industrie financière américaine. Il est vrai que le pouvoir de prédiction de l'économie est très limité et que l'on ne pourra jamais éviter les crises. Mais la grande erreur d'Alan Greenspan, je crois, est d'avoir crû que son rôle se limitait au contrôle de l'inflation, et que les marchés réguleraient d'eux-mêmes le prix des actifs financiers. Il n'a pas vu les effets pervers de l'incitation à la prise de risque.

▶ Que faire ?

Je crois que la solution consiste à construire une bonne régulation. Comment y parvenir ? Ce n'est pas avec de grands discours un peu vides sur les dérives de la finance, mais avec rigueur et humilité travailler à partir de grandes leçons de l'expérience et de la théorie économique.

L'illusion de la maîtrise

Christopher Potts
Kepler Cheuvreux

Je suis censé être un économiste pratiquant. Cette étiquette décrit très mal ce que j'ai fait avant de devenir économiste et assez mal ce que je fais aujourd'hui. En deux mots, je suis devenu économiste à cause d'une règle que j'ai fini par suivre. Cela remonte à ma première expérience professionnelle, il y a très longtemps. Avant les PC, les i-phones, les blackberry, on n'avait même pas le droit de taper ses textes directement. On devait les remettre aux secrétaires. Notre principal outil était la calculatrice. J'étais donc très jeune, mais très content, car j'avais réussi, durant mes études, à attirer l'attention d'une société américaine de conseil aux entreprises, qui m'a embauché. C'était très cool d'être chercheur, mais je me suis ravisé assez rapidement pour une raison très simple. Pendant les absences de mes seniors, les secrétaires avaient pris l'habitude de frapper à la porte du bureau, et c'était à chaque fois le même refrain : « j'ai un client au téléphone qui veut parler à un économiste. » Les clients ne voulaient pas parler à un chercheur, mais à un économiste.

J'ai très vite compris, et je suis devenu économiste, me conformant donc à la règle de base de l'offre et de la demande. Toute une génération a suivi cette même règle, et dans ma trajectoire professionnelle, par la suite, j'ai suivi le parcours de toute une génération. J'ai donc travaillé dans le consulting. Je suis passé par l'enseignement. J'ai eu un passage dans le pétrole. Mais j'ai atterri enfin dans l'industrie de la finance moderne.

▶ Une génération

Dans les 25 dernières années, on a connu l'essor. Toute une génération a répondu à la demande. Nous vivons dans une société qui a besoin de règles, qui a besoin de justifications, qui a besoin de pronostics. Il y aura

toujours quelqu'un pour répondre à la demande, que ce soit un économiste ou un prophète. Mais l'industrie de la finance moderne a une particularité qui illustre parfaitement une règle existentielle. Cette industrie se définit par l'illusion de la maîtrise. Je pense que c'est le cœur du sujet. Quelles que soient votre intelligence ou vos compétences, vous n'en avez pas pour autant la maîtrise de l'avenir. C'est une règle de base. Je pense qu'il y a bien un débat à propos des économistes ; un malaise même qui va jusqu'à l'antagonisme à l'égard de certains d'entre nous, parce qu'une partie de nos confrères n'a pas su garder suffisamment de distance vis-à-vis de cette industrie et vis-à-vis de cette illusion de la maîtrise. C'est une règle très simple, et les événements de ces dernières années ont fait que les économistes ont perdu une partie de leur âme, ou du moins, et c'est une certitude, une partie de leur crédibilité, parce qu'ils n'ont pas su garder suffisamment de distance vis-à-vis de ce principe. Le principe est que la compétence et l'intelligence ne vous donnent pas la maîtrise. C'est aussi simple que ça.

What are economists good for?

Maxime Jadot
BNP Paribas Fortis

"Give me a one-handed economist!" A quote attributed to the late US president Harry Truman. He complained about the fact that economists always replied to his questions using the typical "on the one hand..., on the other hand...". They always listed all the possible options without coming with one definitive answer to a problem at hand. Why is this the case for economists? Why don't people make the same joke about two-handed doctors, two-handed chemists or two-handed rocket scientists? Why do all of them seem to have a one-handed answer in store whilst seeming to lack the economist's genetic uncertainty or duality? The reason is that economics is not an exact science. It is not governed by fundamental laws like for example physics or chemistry. A scientist who sees water boiling will be able to tell the temperature is exactly 100 degrees centigrade. No "on the one hand, on the other hand". Fundamental laws and unvarying rules govern the exact sciences. An economist operates in an inherently uncertain environment. The forecasts he makes about growth rates, debt levels or interest rates are governed by a multitude of uncertainties and varying factors. Whether economic growth will speed up or slow down depends amongst others on the actions of dozens of central banks, numerous government decisions, the confidence for the future of millions of consumers, the investment and hiring decisions of corporates, the credibility of politics, animal spirits on financial markets and even unforeseen events like terrorism, natural catastrophes or election outcomes.

The economist's toolkit is not only incomplete, it is also made up of relationships, which are not necessarily stable over time. That obviously makes it much harder for an economist to accurately forecast future events. Not only does he have much more "unknowns" to take into account, he has to be well-versed in a number of fields. He needs to have an idea about the

expected developments of demography, politics, fiscal policy-making, the labour market, financial markets, interest rate behavior, the central bank's reaction as well as cross-country or cross-sector spillovers. Making decent economic forecasts therefore has more to do with managing the uncertainty of a gigantic tree of outcome distributions than with making accurate point forecasts.

In a world, which is governed by uncertainty there is hardly any use for point forecasts. The analysis of extreme scenarios and the testing of hypotheses and key variables for the impact of these extreme scenarios therefore is of the utmost importance. A lot of businesses –including finance, banking or insurance– have been used to seeing their environment as a simple set of variables which tend to evolve in a linear fashion: interest rates, consumer confidence, stock markets, inflation or economic growth. All these variables are expected to behave in a normal fashion: either follow a steady trend or be mean-reverting. The past couple of years have shown us that this assumption has been proven false: reality behaves erratically, unexpectedly and in ways that were not anticipated. Stress to business models or balance sheets comes in forms we didn't expect and from corners we didn't expect it to come from.

For the moment the individual uncertainty regarding economic growth, regarding monetary stability, regarding the institutional outlook for the Eurozone, regarding the new regulatory landscape or regarding the effect of low growth on political stability is already very high. In these uncertain times all these individual uncertainties have a tendency to multiply. In those circumstances economists are called upon to shed light on what the future may hold. Before the financial and economic crisis the main regulatory, economic, financial and monetary variables were relatively stable. Forecasting seemed to be quite easy: 2% growth, 2% inflation and 4% long bond yields was a safe bet. Although economists should have been concerned with emphasizing risk scenarios, most of them were more occupied with trying to keep their forecasts as close as possible to consensus forecasts. The consensus was a safe place to be.

Right now there does not seem to be a common set of economic or financial relationships, let alone a stable consensus. This is truly unknown territory for economists. The "good times" before the financial and economic crisis were "bad times" for the creativity of economists. They tended to cling to the consensus rather than think out of the box about what could go wrong. Everybody assumed interest rates to always be low and stable. Everybody assumed the Eurozone to always keep functioning well. Everybody assumed house prices always to rise. Everybody assumed recessions would always be countered by an expansionary fiscal policy. All these beliefs and assumptions have now been seriously shaken.

This also explains the violent exchanges in the "austerity versus stimulus" debate. Whereas the debate over the size as well as the role of government is usually fought in the political arena, right now economists are being implicated too. The recent controversy over the results of the "Reinhart and Rogoff" hypothesis shows that this is not just about economics anymore: it is about politics as well. One school of thought states that austerity will boost growth through the channel of lower interest rates and higher confidence. The other school of thought claims that austerity will weigh on economic growth, will destroy confidence and undermine the austerity effort itself. This is the best illustration of the impossibility of having a "one-handed economist". Economists therefore should not attempt to be one-handed. They should realize that they are two-handed by nature. Their tendency to give multiple scenarios, analyze multiple outcomes and emphasize risk scenarios is their main strength. Their ability to look at multiple sides of a problem is their strength, not a weakness. The late president Truman should have been happy with his two-handed economists. We need more of them.

The Time when Economists Should Have Spoken Louder

Lars Heikensten
Nobel foundation

I should start by underlining that I am speaking here today more as someone who was involved in economic policy in Sweden during the last 20-25 years as director of the Nobel Foundation. However, I do have some experience of policy systems, and approaching your question quite directly, I can say that in the crisis we had in the early 1990s, it is safe to say that no one discussed in advance what would happen. There was no debate, in that sense, there was no knowledge, and when I say no one, I really mean no one. No one perceived we could have a crisis in the property sector that would eventually lead to a banking crisis, which, in turn would lead to a deep economic crisis.

Yet we did know all the time, because there was a book by Irving Fisher four or five decades ago that described the whole process. Looking at what is happening in Europe now, I would claim that almost all the problems we have now we actually knew about in advance. I was at the table in Frankfurt, in Brussels, in Washington, and I discussed the Irish credit bubble as well as the problems of the Spanish housing sector as early as 2000. I discussed the competitiveness problems in Italy and Portugal. I even pushed for financial management crisis systems in Europe together with my Finnish colleague, and we did that because we had gone through a crisis.

This time it is different. That was the attitude that people took. It is also important to underline that it was not primarily a matter of negligence. It was not only that we did not know our history, or that in general people did not want to act. It is important to know that as long as the music was playing, a lot of people earned a great deal on what was going on, and some

people earned really a lot. For example, I can remember these very famous meetings in Jackson Hole, the Federal Reserve organizes in August every year. The Indian economist Raghuram Rajan had written an excellent article in 2005 in which he raised many of the issues that played out 7-8 years later, and he was cut totally down by the American policy establishment; they did not even want to discuss it. We know now that Larry Summers tried to stop the American regulatory agencies from looking more closely at some of the markets that later exploded. You might remember that Gordon Brown, the prime minister of a Labor government, tried to stop the governor of the central bank, and governors are not usually the most radical people –I know because I was one– when he tried to raise serious issues on how a banking system should be organized. This was because he feared the possible consequences for the City of London.

Therefore, interest played a very substantial role in where we ended up; having said that, I should also say that economists bear some responsibility, but not as much as people generally think. Economists did not understand the functioning of the new subprime market and the credit default market in America very well; it was not quite understood how risks were distributed in the system. That of course is where the crisis started. Therefore, you have to look closer at systemic aspects, at the integration between macroeconomics and financial economics.

However, economists were even more at fault when they did not speak up loudly enough when policymakers and policy people used some of the methodological ideas, such as rational expectations, efficient markets, etc., as though they were giving a reasonable picture of the economy. This was not the case. Rational expectations, efficient markets and the like make sense from a methodological point of view and are good benchmarks, but if you believe that this is how the world works, you are in for trouble. On that very point, economists should have been clearer, in my opinion, and that is a responsibility we have to take.

Japanese Economists and Deflation

Rintaro Tamaki
OECD

Why were Japanese economists not useful in policy formation to address long-standing deflation? It is a question that is never raised in the Japanese context, perhaps for two reasons, firstly because the influence of economists is very limited. I do not know why, but government economists are more influential. However, looking at current policy formation in Tokyo, we have no responsible chief economist position at all, and everything is a political decision. There are many good economists in the universities, but the link between academics and government policy formation is non-existent.

Secondly, in the course of a 15-year-long deflation, economists could not agree on a remedy for how to address it. Some said, as did the BOJ governor, that it was a purely monetary affair, so we should inject as much money as possible, but others said that it was not a monetary affair but that it was about the entry of the Chinese and East European labor forces on global markets, or the gap between demand and supply. Some said that this was a demographic matter, and others said that it was a failure of the Ministry of Finance's exchange rate policy. They never agreed at all.

However, deflation is not a unique phenomenon in Japanese history; 80 years ago we had a serious deflation period after the 1930s recession, and Finance Minister Takahashi came in and made the bold decision to depart from the gold standard. The outcome was the sharp decline of the currency rate, a booming export sector, and growth in corporate profits, but it also created a huge disparity in the society. We cannot evaluate his achievement quite correctly, because this social tension led to a surge in military power, and Takahashi was assassinated by the militants a few years later. Therefore, that experiment by the Finance Minister is still inconclusive to us.

> Hence there are two reasons why economists cannot affect government policy in addressing deflation, but this time the Prime Minister took quite a bold decision. I strongly support his decision, but this is to be understood as a political campaign on his part.

Échanges

Philippe Escande, *Le Monde*

Tomáš Sedláček, vous dites qu'il faut revenir à l'économie comme branche de la philosophie morale. José Cordoba, pouvez-vous nous dire si vous pensez que l'économiste doit être un spécialiste des sciences humaines, ou de l'écologie.

José Cordoba

Je crois que l'économie est un savoir. Mais il ne faut pas fantasmer. Une théorie n'est pas vraie parce qu'elle dévoile la réalité telle qu'elle est. Une théorie est un système conceptuel plus ou moins utile pour comprendre le monde. Quand on a des exigences ou des espérances trop grandes par rapport à ce que l'économie peut donner, on est déçu et on cherche des solutions ou des réponses aux questions que l'on se pose dans d'autres domaines comme la philosophie, la psychologie, la biologie et les sciences neurologiques.

Mon expérience personnelle me fait dire que, lorsqu'on cherche ailleurs les réponses que l'on ne trouve pas dans la théorie économique, on trouve des idées prometteuses, mais dont on s'aperçoit qu'elles ne débouchent sur rien ou presque. La théorie économique n'est pas unifiée. Certains domaines, les plus étroits, sont élaborés, tandis que les plus larges restent précaires. Plus on resserre l'objet de l'étude, plus la compréhension augmente, et vice versa. Donc à la limite, l'économie, c'est tout sur rien, et rien sur tout. Mais cela est un peu l'aune de toutes les sciences.

Je crois que l'aspect le plus dur de l'économie, c'est la théorie des jeux. Qu'est-ce que la théorie des jeux ? C'est l'étude de l'interaction stratégique entre individus, avec l'hypothèse de rationalité. Qu'est-ce que la rationalité ? On suppose que les agents maximisent leur intérêt en fonction de l'information disponible. Je ne sais pas s'ils agissent ainsi ou non, mais c'est une hypothèse utile pour comprendre les choses. Un exemple très bref : la théorie des enchères. Il s'agit de répondre à une proposition d'achat. Chacun met son offre dans une enveloppe. L'offre la plus élevée gagne, mais elle paye le prix de la seconde.

C'est contre-intuitif. Les gens disaient que cela faisait perdre de l'argent. Mais cela a fonctionné. Les gouvernements utilisent cette hypothèse pour gérer le spectre électromagnétique, EDF pour vendre des blocs d'énergie, et Internet pour harmoniser le concert des marchés virtuels. Si l'on croit que l'économie va donner des réponses qu'elle ne peut pas donner, elle déçoit et on cherche ailleurs…

Philippe Escande

On attend trop des économistes. Christopher Potts, est-ce votre avis ?

Christopher Potts

Revenons à l'idée qu'il existe des règles simples et des solutions simples. C'est ce qu'on lit tous les jours dans la presse intelligente. En réalité, il y a des choix. Et l'économie est une formidable boîte à outils pour nous aider à aborder ces choix sans excès de sentiments et sans excès d'incohérences. À cet égard, je pense que les idées économiques sont essentielles.

Philippe Escande

Maxime Jadot, dressez-nous un peu le portrait-robot de l'économiste idéal pour vous.

Maxime Jadot

Je constate que les économistes ont encore beaucoup à raconter. Je pense que les économistes ont toute leur valeur dans la recherche et dans l'analyse, dans l'histoire et dans la partie mathématique économique. Cela peut servir énormément à ceux qui ne sont pas économistes pour aider à la prise de décision même si comme je l'ai dit tout à l'heure, cette prise de décision doit bien entendu se faire avec d'autres éléments, et par définition par des gens qui prennent des risques sur les éléments d'information qu'on leur a donnés.

Philippe Escande

Monsieur Heikenstein, faut-il que les économistes soient plus moraux ?

Lars Heikenstein

I try to approach the issue of how we can make economists more efficient in a very practical way, and I think that one area where we can do quite a bit is to help the public draw conclusions about how other people are doing things in other countries. We often hear that our political cultures are different, and they are, but fundamentally there are many similarities and a lot to learn.

Another point would be that economists can contribute much more in designing systems than they can in making forecasts. We can rarely forecast which way the world is going to go, but we can say meaningful things about how to design systems, set up monetary policy and budget rules, and build robust

systems. That is extremely important, and for the financial sector absolutely essential. There we have a contribution, and we know quite a bit about incentives and about macroeconomics. This would apply to many areas such as pension systems, unemployment systems, etc., where we could make things better.

When we think about how to design systems, we should put a high priority on transparency. Generally speaking, central and southern Europe are not good on this. Your societies, in my opinion, need much more transparency. When you read about what happened in Greece and Italy with their budgets before going into the EMU and so on, you see things that you should have seen a long time ago. Transparency is a good corrective, and it is linked to well-functioning political systems; the more transparency you have, the greater the chance that the politicians can do their job with people asking the right questions.

My fourth point is a very general one, but it is very useful to integrate academics into businesses, very much like Le Cercle des économistes *tries to do, and it could be done systematically. You could have things like a fiscal policy council, which some countries now have, you could have expert groups on public economics, like my country now has, financed by the government, but with a very independent agenda, asked to analyze issues that these economists believe will be important in the long term. Some of them become policy after two years, and many have become policy after ten years. Some of them have not become policy, but nevertheless, you get the right things on the agenda in good time, you get a debate going, and you also create a pool of people who can move between academia and policymaking. Those would be my four concrete points.*

Philippe Escande

Mr Tamaki, the OECD worked on the role of economists and how to improve it. What is your advice or what are your conclusions?

Rintaro Tamaki

The OECD is not just a group of economic advisers. We provide public policy advisers for policymakers. We urgently need to know what economics can tell us about how to achieve strong and sustainable growth in the coming years, and for that purpose the OECD launched an entirely new organisation-wide project, "New Approaches to the Economic Challenge". NAEC identified five main gaps: too much attention was paid to the economic sector; secondly, too much faith was invested in the ability of the markets to self-correct and remain in equilibrium; thirdly, inter-linkage and complexity resulting in increasing integration of the global economy and financial systems were underestimated; fourthly, underlying social structures and pressures were ignored in macroeconomic analysis, for example disparities and inequality; finally, risks were generally underestimated, and there was a failure to communicate the possibility of severe events to market.

Therefore, on that basis, we are undertaking a new project to provide more interlinked policy advice, for example, interlinkages between economic and environmental policy.

Florian Bercault, *lauréat du concours «Inventez 2020»*

Je poserai deux questions : ne faudrait-il pas que les économistes dialoguent avec les autres disciplines avoir afin d'avoir une pensée plus trans-disciplinaire ? Le deuxième écueil à éviter est-il la politisation des économistes ? Je pense au rôle que jouent certains auprès des partis politiques

Michel Aglietta

Je n'ai parlé que de cela, que du dialogue avec les autres disciplines. C'est vraiment l'essentiel. Mais nous n'avons absolument pas les mesures qu'il faut pour cela. Il faut penser qu'aujourd'hui, nous mesurons comme capital à peine le tiers de ce qu'est le vrai capital, de ce qui fait fonctionner la croissance et les sociétés. On ne mesure pas le capital immatériel. On ne mesure pas le capital naturel. On ne mesure pas la bonne gouvernance du capital. Il est donc évident que les critères de performance que nous utilisons ne permettent absolument pas de guider l'économie en effet vers ce qu'il faut, c'est-à-dire vers la constitution de systèmes de régulation robustes. On ne peut pas le faire aujourd'hui. On ne peut pas le faire puisque l'on oublie complètement l'interaction de l'économie avec le reste, ce qui est crucial, à savoir la société et la nature.

Claire Waysand

Avant de conclure, je dirais que je n'ai pas l'impression que les économistes jouent en France un rôle central dans le débat politique.

Sur l'interaction avec les autres disciplines, je crois que les économistes ont bien conscience que la science économique doit prendre en compte d'autres préoccupations qui ne soient pas justes, pour reprendre les termes de Michel Aglietta, une vision utilitariste et la maximisation de l'utilité pour un consommateur représentatif. Je crois que nous avons dépassé ce stade, et de loin. Il y a sans doute encore des efforts à faire. Mais l'idée que nous prenons en compte les effets redistributifs des politiques économiques, que nous prenons en compte les effets environnementaux, c'est évidemment indispensable, et cela fait partie du métier de l'économiste.

J'aurais envie de dire que l'économiste n'est ni omniscient ni omnipotent. Je crois que la conclusion de notre table ronde est un peu ce qui a été dit par Christopher Potts. Il ne faut ni excès de prétention, ni excès de défiance. L'économiste est utile. Il faut qu'il ait conscience de ses limites, et qu'il les fasse reculer.

Débat

Introduction sur le temps du politique

Les élections européennes de 2014 représentent un vrai défi. Incapacité de l'Europe à délivrer sur le terrain économique et social, comme l'attestent l'étendue de la récession, l'augmentation du chômage global et du chômage des jeunes en particulier.

Ajoutons à cela la difficulté de l'Europe à gérer convenablement le couple espace/temps. Comme les politiques nationales dont elles sont sur pas mal de points le prolongement, les politiques européennes butent sur la question de l'articulation et de la hiérarchie entre court terme et long terme pourtant indispensable pour qu'une Europe plus cohérente et plus crédible puisse peser sur la définition indispensable d'une nouvelle gouvernance mondiale.

Introduction du Cercle des économistes
Christian de Boissieu

Témoignages
Olli Rehn

Modérateur
Bruna Basini

À l'articulation du temps et de l'espace : faire vivre l'Europe à plusieurs vitesses

Christian de Boissieu

Aujourd'hui, malheureusement, l'Europe inspire plus aux opinions publiques du détachement voire des désillusions que de grands sentiments ou de fortes mobilisations. Les élections européennes de 2014 représentent de ce point de vue un vrai défi. Incapacité de l'Europe à délivrer sur le terrain économique et social, comme l'attestent l'étendue de la récession, l'augmentation du chômage global et du chômage des jeunes en particulier. Même en Suède, pays aux performances nettement au-dessus de la moyenne européenne sur ces dernières années, le chômage des jeunes dépasse les 20% (ne me faites pas dire ce que je ne dis pas : je n'avais pas pour autant prévu les émeutes récentes dans les banlieues de Stockholm…). Triomphe du court-termisme, manque de vision, de projet, de leadership, carences des politiques nationales et de la gouvernance européenne elle-même fortement dépendante des choix et des comportements des pays membres, carences pédagogiques aussi et à tous les niveaux à propos des objectifs à long terme de la construction européenne,… Tout cela, et bien d'autres facteurs, interviennent.

À cette liste non limitative, je veux rajouter la difficulté de l'Europe à gérer convenablement le couple espace/temps. Comme les politiques nationales dont elles sont sur pas mal de points le prolongement, les politiques européennes butent sur la question de l'articulation et de la hiérarchie entre court terme et long terme. Sous l'angle de l'espace et de l'aire de référence, l'Europe n'assume qu'imparfaitement cette configuration de *second best* (voire de 3e ou 4e *best*…) imposée par l'hétérogénéité et les divergences socio-politiques à l'intérieur de l'Europe, à savoir l'Europe à plusieurs vitesses (ou à géométrie variable).

Que, comme les pays membres eux-mêmes, l'Europe ait des problèmes avec la gestion du temps est une évidence. L'essor, sous la pression à la fois de la crise mondiale et de la crise de la zone euro, de l'intergouvernemental par rapport au communautaire a probablement accentué la difficulté. L'incapacité à tenir des caps à long terme est fournie par l'échec de l'Agenda de Lisbonne. La feuille de route affichée en 2000 par les chefs d'État et de gouvernement était la bonne, le diagnostic était le bon, et pourtant l'Agenda de Lisbonne est mort sous les coups du court-termisme, des agendas politiques des uns et des autres, de politiques budgétaires mal gérées… Le risque est grand que l'Agenda 2020, qui reprend les grands thèmes de l'Agenda de Lisbonne en y ajoutant le développement durable, la croissance inclusive et l'économie verte, subisse le même sort faute de volonté politique, de capacité de se projeter dans le long terme et d'en tenir le cap, faute aussi de financements adéquats. Ici, comme sur beaucoup d'autres thèmes, les carences politiques viennent des pays membres avant tout.

De même que les politiques publiques sacrifient trop souvent le cap du long terme, de même elles manquent parfois de réactivité à court terme. Le débat classique oppose l'inertie à court terme de la politique budgétaire, tenant pour partie aux indispensables et souhaitables exigences démocratiques (interventions des Parlements, obligations de transparence et *accountability),* à la réactivité de la politique monétaire. Dans la gestion du temps, il faudrait arriver à mieux concilier la recherche de l'efficacité et les exigences démocratiques, et la crise rend cet exercice à la fois plus nécessaire et plus difficile. Face aux turbulences, heureusement que la BCE a su depuis 2009 être réactive pour pallier les inerties ou les carences des autres politiques économiques, en particulier des politiques budgétaires et fiscales. En étant ainsi réactive, elle a probablement poussé certains pays à être moins ambitieux sur les ajustements budgétaires et fiscaux. Une illustration de l'«aléa moral», qui ne me conduit certainement pas à regretter la politique conduite par la BCE.

J'espère que la relance de la BEI, l'augmentation de son capital et donc de sa capacité de prêts en faveur des infrastructures, de la R&D, des PME,…vont contribuer à allonger l'horizon de la politique européenne. Vu les incertitudes sur l'Agenda 2020, il faudrait aller beaucoup plus loin dans cette direction.

Une meilleure articulation court terme/long terme serait le pivot d'une nouvelle gouvernance européenne, qui s'inscrit elle-même inévitablement dans le cadre d'une Europe à plusieurs vitesses. On retrouve le lien fort entre la gestion du temps et l'aire de référence du projet européen.

La crise mondiale ainsi que les fortes turbulences dans la zone euro ont donc imposé, parfois sans texte préalable et de manière pragmatique, une nouvelle gouvernance européenne. L'évolution marquante a consisté à conférer de plus en plus de pouvoirs propres à la seule zone euro, une façon de reconnaître les implications spéciales de l'appartenance à l'union économique et monétaire

mais aussi une source de frustrations pour les pays du marché unique en dehors de l'euro. Ainsi des pays comme la Grande-Bretagne bien sûr, mais également comme la Suède ou la Pologne ont-ils eu depuis trois ans de nombreuses occasions de manifester leur irritation voire leurs désaccords avec les pays du « noyau dur. »

Le mouvement d'identification d'une gouvernance spécifique pour la zone euro s'est amorcé après la faillite de Lehman Brothers et avec la mise en place d'un plan de sauvetage des banques en Europe à partir d'octobre 2008. Il s'est accéléré depuis, face aux défis des dettes et des écarts de compétitivité dans la zone euro.

La dynamique (si l'on peut dire…) européenne conduit à séparer de plus en plus les deux étages de la fusée : d'un côté, l'Europe des 27, et même des 28 depuis l'entrée de la Croatie, celle du marché unique, menacée d'un reformatage si la Grande-Bretagne décidait par référendum en 2017 de reprendre sa liberté ; de l'autre côté, les 17 de la zone euro, les 18 à compter de janvier prochain avec l'arrivée de la Lettonie dans la zone, à la fois désireux et obligés d'aller vers plus et mieux de coordination et d'intégration pour faire vivre la monnaie unique. D'où le nouveau pacte budgétaire européen, le passage à l'union bancaire… Il s'agit là de sauts qualitatifs destinés en priorité aux 17, mais ouverts aux autres qui le veulent et le peuvent.

■ Des progrès dans deux directions

La gouvernance de la zone euro a progressé, sous l'effet des turbulences, dans au moins deux directions. En matière monétaire, la BCE, grâce à son activisme et son pragmatisme, a contribué à maintenir l'unité et l'intégrité de la zone. En réaffirmant « l'irréversibilité » de l'euro et en pratiquant, comme les autres grandes banques centrales, une politique non conventionnelle, la BCE a su adapter sa réaction, sans à mon avis violer le traité de Maastricht (nous verrons bien ce qu'en dira à l'automne la Cour constitutionnelle de Karlsruhe…). Les États quant à eux ont non seulement mis en place des mécanismes de soutien en faveur des pays en difficulté (FESF puis MES), ils ont aussi amélioré la gouvernance budgétaire de la zone euro avec le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). À ce sujet, je salue les avancées (référence aux soldes budgétaires « structurels » et pas seulement aux soldes effectifs, semestre européen et adoption du « six pack » renforçant la coordination bien au-delà de la seule politique budgétaire et fiscale…). Mais force est aussi de constater que les sanctions prévues pour les pays déviants par rapport aux normes de déficit public et de dette publique restent les mêmes qu'avant, c'est-à-dire aussi peu crédibles et peu efficaces.

Le traité de Lisbonne n'avait pas formellement organisé une telle évolution vers une fusée européenne à deux étages – celui de l'UE et celui de l'euro –

ni conféré autant de pouvoirs propres à la seule zone euro. Seules les circonstances ont imposé le mouvement, et plus tard, à froid, il faudra adapter le droit aux faits. Plus tard seulement, car la crise économique et sociale qui met au premier rang des priorités le besoin de croissance et la lutte contre le chômage, ainsi que l'état des opinions publiques incitent à remettre à plus tard des consultations populaires. Sous l'angle institutionnel, le traité de Lisbonne a introduit le dispositif de la « coopération renforcée. » Une formule qui permet à un « noyau dur » d'aller de l'avant et de contourner ainsi l'exigence d'unanimité au cœur du marché unique et de l'Europe politique. Un dispositif qui, sur de nombreuses questions bancaires et financières, sert en fait à contourner le veto britannique brandi dès que les intérêts de la City sont en jeu.

Dans l'actualité récente, nous trouvons au moins deux appels à la coopération renforcée. Un premier cas est fourni par la taxe sur les transactions financières (TTF), qui va démarrer à 11 pays (dont les poids lourds de la zone euro : la France, l'Allemagne, l'Italie… mais sans un pays fondateur comme les Pays-Bas). On peut espérer que d'autres pays, en particulier de la zone euro, rejoindront rapidement le peloton initial. L'autre application concerne le plafonnement des bonus, plus généralement de la partie variable des rémunérations. Le projet de directive européenne en la matière est déjà récusé par la Grande-Bretagne ; il va être intéressant de connaître la position finale de pays qui souvent suivent cette dernière comme la Suède ou la Pologne.

■ Pour une coopération renforcée, même restreinte

Une coopération renforcée, même restreinte dans son champ d'application, vaut mieux qu'un Europe impuissante face aux turbulences. Par son effet d'entraînement sur les pays restés au départ en dehors, elle peut être la manière empirique de coopérer sur une échelle en extension graduelle. La formule comporte cependant des inconvénients qu'il serait absurde de nier.

D'abord, elle met en place une Europe à plusieurs vitesses (à géométrie variable). Une surprise ? Pas vraiment. Nous y étions déjà avant Lisbonne et la crise de la zone euro. Avec d'ailleurs plusieurs géométries variables : l'Europe de Schengen ne recouvre pas l'Europe de l'euro, qui ne correspond pas à l'embryon d'Europe de la Défense autour de l'axe franco-britannique, etc. La gouvernance européenne en est sérieusement compliquée : les aires de référence étant différentes selon les questions traitées, quel est le système de gouvernance adapté pour faire fonctionner et surtout durer ces « poupées russes » qui en fait ne s'emboîtent pas les unes dans les autres ?

Ensuite, l'aire étendue du marché unique va se découpler de plus en plus de l'aire plus restreinte des coopérations renforcées, ce qui pourrait à terme menacer l'unicité même du marché. Le discours de David Cameron surfe sur cette difficulté de faire fonctionner le marché unique dans une Europe à

plusieurs vitesses et de faire prévaloir, dans les différents domaines, un réel *level playing field*. On peut regretter et même contester la position britannique, mais ce serait une erreur de nier la pertinence des interrogations à propos de l'avenir du marché unique. D'autant plus que la problématique du *level playing field* se pose aussi entre pays membres de la zone euro. Sans revenir sur les polémiques nées de la politique fiscale de l'Irlande ou du Luxembourg et de certains paradis fiscaux britanniques, on peut rappeler que, dans le cas de Chypre, l'appartenance de l'Ile à la zone euro ne l'a pas empêchée (et ne l'empêche toujours pas…) de pratiquer un dumping fiscal et un dumping réglementaire (exemple du blanchiment de l'argent sale) en contradiction avec la lettre et l'esprit du marché unique !

Enfin, *last but not least,* les coopérations renforcées entre des sous-ensembles de pays vont inévitablement engendrer des arbitrages réglementaires et des délocalisations d'activités bancaires et financières. Ainsi, Londres va profiter de l'application, sur les autres places financières, de la TTF et du plafonnement des bonus. Une remarque supplémentaire non pas pour évacuer l'argument mais pour rappeler sa complexité : même si les 28 étaient d'accord entre eux sur tous les aspects de la «re-régulation» financière (ce qui est loin d'être le cas !), la question de l'arbitrage réglementaire et de la concurrence déloyale (le contraire du *level playing field)* subsisterait dans les relations entre l'Europe et le reste du monde. On le voit bien à propos des nouvelles règles prudentielles pour les banques (Bâle III) et de l'attitude fort peu coopérative des Américains en l'espèce.

■ L'heure est à l'approfondissement

Tout doit être préféré à l'impuissance de l'Europe, qui la transforme en simple spectatrice des grandes dynamiques mondiales. L'heure est à l'approfondissement, c'est-à-dire au test de notre volonté et de notre capacité collectives à faire les avancées requises en matière d'intégration et de coordination des politiques économiques pour faire vivre et réussir l'euro et la zone euro dans la durée. Malgré les arrivées récentes ou déjà programmées, l'heure n'est pas à l'élargissement, qui risquerait d'être utilisé comme un argument pour précisément ne pas effectuer l'approfondissement requis. Malgré les fuites et les contournements qu'elles engendrent, les coopérations renforcées nous permettent de répondre à certains des défis financiers et fiscaux du moment par une démarche constamment ouverte aux pays qui, pour de bonnes ou de moins bonnes raisons, resteraient à l'écart de la démarche initiale.

L'Europe à plusieurs vitesses n'est pas la meilleure des solutions, mais elle constitue aujourd'hui la moins mauvaise si l'on veut relever les défis de la récession et du chômage et conserver notre rôle géopolitique sur la scène mondiale. Elle doit être vécue comme une architecture ouverte, un processus dans lequel l'avant-garde de ceux «qui le veulent et qui le peuvent» accueillent volontiers, et sur un pied d'égalité, ceux qui les rejoignent plus tard. Nous

allons avoir l'occasion, avec l'union bancaire dans ses différentes dimensions (supervision impliquant la BCE, mécanisme européen de résolution des difficultés de certaines banques, rapprochement des systèmes de garantie des dépôts), de tester si la configuration ainsi mise en œuvre « délivre » et donne satisfaction à la fois sous l'angle économique et politique.

Une meilleure gestion du temps dans l'espace de référence adapté serait également nécessaire, sans être pour autant suffisante, pour permettre à une Europe plus cohérente et plus crédible de peser sur la définition indispensable d'une nouvelle gouvernance mondiale.

Quel avenir pour l'Union économique et monétaire

Olli Rehn
Vice-président de la Commission européenne,
Affaires économiques et monétaires, et euro

Nous parlons du temps du politique. Selon moi, la distinction que le Professeur de Boissieu a faite entre le politique au sens nombre et la politique politicienne est utile. Pour appliquer cette distinction, je vais reformuler la question et demander comment nous, Europe, pourrions combiner la politique économique pour renforcer nos systèmes d'éducation et d'innovation, réformer nos marchés du travail et changer nos régimes de retraite à moyen terme ? Tout en tenant compte des exigences démocratiques de la politique électorale qui sont souvent à court terme. À mon avis, la question ne réside pas seulement dans la manière dont nous dirigeons la politique économique et monétaire, mais aussi dans celle dont nous pratiquons le dialogue avec nos concitoyens et concitoyennes et organisons notre gouvernance économique et sa légitimité dans la zone européenne.

Je vais me concentrer sur la politique économique de la zone euro, en particulier sur la question de savoir comment l'économie européenne peut retrouver un équilibre entre les urgences et les nécessaires réformes économiques, y compris la reconstruction de l'union économique et monétaire.

Notre politique commune est orientée vers trois objectifs avec trois horizons temporels. Nous travaillons premièrement pour la stabilisation des marchés financiers et le renforcement de la confiance à court terme. Nous travaillons ensuite pour le rééquilibrage de la zone euro et les réformes structurelles pour la croissance et l'emploi qui ont plutôt un impact sur le moyen terme, mais souvent, aussi, à court terme. Enfin, nous travaillons pour la reconstruction de l'union économique et monétaire, y compris l'union bancaire. Dès maintenant, nous travaillons pour le long terme.

■ La stabilisation économique

La stabilisation économique est une action décisive de la Banque centrale européenne et les mesures de consolidation et de réforme dans les états membres ont en effet déjà eu un effet important. De plus, la BCE a indiqué récemment[1] que la politique monétaire resterait accommodante aussi longtemps que cela serait nécessaire afin de préserver la reprise économique. Cela implique une divergence avec l'action américaine qui est selon moi justifiée en raison de différences de cycles économiques. Alors qu'aux États-Unis, l'orientation de la politique peut devenir plus restrictive, dans la zone euro ou dans l'Union européenne, l'orientation de la politique demeure à juste titre accommodante.

En ce qui concerne les réformes structurelles, le conseil ECOFIN prévoit d'adopter le 9 juillet prochain ces recommandations proposées par la Commission européenne aux 27 pays de l'Union européenne et donc aussi à la France. Dans ce contexte, je défends une application intelligente du Pacte de stabilité et de croissance qui prenne en compte les efforts entrepris pour réduire les déficits structurels. J'ai proposé deux années supplémentaires pour ramener le déficit de la France à 3% d'ici 2015, car, dans un contexte économique difficile, la France a fourni l'effort de réduction de déficit structurel inscrit dans les recommandations du Conseil. Ce délai de deux ans doit être compris comme un appui supplémentaire à la croissance et devrait être mis à profit pour enrayer l'érosion persistante de la compétitivité française et ainsi lutter contre le chômage.

Des initiatives importantes ont été prises en France en novembre dernier comme le pacte pour la compétitivité et l'accord entre partenaires sociaux sur la réforme du marché du travail. Mais la situation exige une intensification des réformes pour la compétitivité économique et la soutenabilité budgétaire. Je m'entretiens régulièrement de ces questions avec le ministre Pierre Moscovici et, de façon générale, je conçois la relation entre chaque État membre et la Commission européenne comme un partenariat. Bon courage donc à la France pour ces chantiers importants, mais souvent difficiles.

Quelques mots en anglais maintenant sur l'avenir de l'Union économique et monétaire.

■ The European Semester framework

The most important institutional innovation in the past few years is the European Semester, the framework for coordinating fiscal and economic policies at European level before these decisions are finalized and implemented at national level. This is a very clear and close link between the national and European levels of policymaking. The principled commitment to do so has been an element

1. 27 juin 2013.

of the EMU right from the start, but I claim that its practical implementation has lagged behind until very recently; that might be the understatement of the year!

Policies were also previously discussed and assessed, but a genuine commitment to agreeing policy priorities and pursuing them for a common European interest was not really there. It was as if the previous surveillance mechanisms were never meant to have any impact. Given the European Semester and the new tools for economic governance, and the treaty commitment over economic policies being a matter of concern for all member states, it is now being turned into a reality for the purpose of sustainable growth and job creation in the interest of European citizens.

The European Semester culminates in the adoption of country-specific recommendations by the Council of Europe and for the Euro area in its entirety. These recommendations cover fiscal and broader economic policies, especially in the field of labor and taxation. They aim at guiding member states to pursue policies that create the best possible policy outcomes, not only for the citizens of the countries concerned but also for the citizens of the EU area as a whole. For instance, while we call for economic reforms in France and the strengthening of domestic demand in Germany, this combination would be the best possible outcome for the Euro area and for the individual countries.

■ **About the future of the EMU**

My third and final point concerns the future of the EMU. The Commission presented a blueprint last November, which sketched out elements, timelines and conditions calling for further economic and fiscal integration, especially in the Euro zone. The essential guiding principle in the reconstruction of the EMU, in our view, should be that any step towards increased solidarity needs to be combined with increased responsibility, that is, further sharing of sovereignty and deeper integration of decision-making within the Euro zone.

We have already taken major steps forward in this respect, with the substantial reinforcement of economic governance. We have recently taken another step by setting up an economic group to assess the economic and financial pros and cons and legal conditions of the partial replacement of nationalization of public debt by European issuance of public debt, such as a debt redemption fund.

Therefore, one aspect of rebuilding the EMU that has not yet received sufficient attention deserves to be highlighted with this audience. Decisions and policies that have an important impact on the perspectives of our citizens and the choices of our enterprises in today's and tomorrow's world are increasingly determined at global level, and that is why global governance of the world economy is ever more important for Europe.

Pour conclure sur la place de l'Europe sur la scène mondiale, elle peut certes diminuer, mais si elle agit dans l'unité, elle restera un acteur important

des relations internationales. Si l'Europe agit de manière fragmentée, elle pourrait perdre son influence sur les décisions globales. Dans le dernier cas, il ne resterait plus qu'à s'adapter aux choix faits par d'autres.

Nous avons trouvé des solutions relativement efficaces pour assurer la présence et l'influence de la zone euro au sein du Fonds Monétaire International et du G20, mais nous devons aller plus loin encore. La Commission ouvrira un débat sur ces questions à l'automne 2013 ; nous voulons renforcer la gouvernance interne et la représentation externe de la zone euro sur la base de méthodes communautaires.

En tant qu'Européen convaincu, je pense que les institutions européennes doivent rester la pierre angulaire de toute démarche vers une plus grande intégration de sorte qu'elle soit à la fois efficace et inclusive. Il n'est pas inutile de rappeler à quelques mois des prochaines échéances électorales européennes que c'est la réforme du modèle économique et social européen qui est en jeu. Il s'agira de défendre et développer sans arrogance, mais sans nostalgie, le modèle social européen qui combine la culture de stabilité, l'esprit d'entreprise et la justice sociale.

Christian de Boissieu

Je voudrais poser la question de savoir si le scepticisme des opinions publiques à l'égard de l'Europe et du projet européen tient au fait qu'il n'y a plus tellement de projets, que l'on manque de vision à long terme, que l'on oublie même quels sont les objectifs derrière tout cela. Est-ce qu'on attend trop de l'Europe ? Que peut-on attendre, au-delà de ce qui a commencé à être fait pour la Banque européenne d'investissement ? Que peut-on attendre de concret en matière de croissance à l'occasion des prochains sommets européens ?

Olli Rehn

Vous avez raison, il y a un lien fort entre les politiques pour la croissance et la manière dont on fait la consolidation budgétaire en Europe.

It is important that we continue to work on both tracks with a very strong accent on the policies for sustainable growth and job creation, including the work of the European Investment Bank, and at the same time continue consistent but more gradual consolidation of public finances. Why do we need a stronger role for the European Investment Bank? The EIB is the public development bank of the European Union, and it is important that it carry out its responsibility of supporting investment at a moment when investment is relatively low in Europe because of excessively tight credit conditions. That was why the capital of the EIB was recently increased by EUR10 billion to EUR60 billion of lending capacity, with EUR180 billion of fresh investment over a period of three years. This is already a reality; it is an increase of 40% in the lending capacity, and is intended to finance SMEs, infrastructure, innovation and green growth.

The next step, on which we are working with the EIB and the ECB, should be to address the financing trap of SMEs, especially in southern Europe, which is now the biggest bottleneck of economic growth in the short term. It is a kind of modern liquidity trap, because SMEs, especially in southern Europe, for example in Italy and Spain, have to pay several percentage points more in interest rates than in Germany or central and northern Europe. Therefore, we are working together on this, and I expect we will shortly come up with ambitious proposals and address this problem, alleviate the financing problem and thus support economic growth in Europe.

21.

Rendre à la politique des perspectives de long terme

La politique économique réagit souvent dans l'urgence : chute violente de l'activité, chômage de masse, crise financière, déflation… Mais elle ne doit pas perdre de vue ses objectifs de long terme, sinon la réaction dans l'urgence conduira à une situation encore plus dégradée. Quelques exemples :

– la violence de la réaction de la politique budgétaire à la crise en 2009, oubliant que la crise allait être durable, et qu'il allait falloir rétablir la solvabilité budgétaire de long terme dans une période de croissance faible ;

– à l'inverse, la violence de la correction des déficits publics en Europe depuis 2010, oubliant que si les politiques budgétaires restrictives réduisent la croissance potentielle, la situation économique et budgétaire sera encore pire dans le futur ;

– l'expansion monétaire sans limite répond au risque de déflation mais oublie l'objectif de stabilité financière : bulles sur les prix des actifs, instabilité des taux de change compte tenu de la taille énorme des flux de capitaux internationaux ;

– le chômage massif des jeunes non qualifiés a conduit certains pays à baisser les charges sociales sur les plus bas salaires et à accroître l'emploi pour ces jeunes dans les Administrations publiques, oubliant que tout cela était financé par une taxation accrue du secteur exposé et conduirait à la désindustrialisation.

On peut se demander si entreprises et politiques savent faire des politiques économiques de court terme sans tuer les politiques de long terme ?

Contribution du Cercle des économistes

Patrick Artus

Intervention

Christine Lagarde

Témoignages

Pierre-André de Chalendar • Motoshige Itoh • Adair Turner

Modérateur

Dominique Seux

Politiques économiques : arbitrage entre court terme et long terme

Patrick Artus

Dans la période récente, on a vu dans beaucoup de pays de l'OCDE des politiques économiques ayant des objectifs clairs à court terme mais faisant courir au pays le risque de graves difficultés à long terme.

Aux États-Unis, les politiques monétaires très expansionnistes ont des effets positifs à court terme sur les prix des actifs, sur l'investissement des entreprises et l'investissement résidentiel, sur les finances publiques, sur la vitesse de désendettement des ménages… Le Royaume-Uni et le Japon parviendront peut-être à obtenir les mêmes effets. Mais ces politiques monétaires très expansionnistes peuvent avoir des effets destructeurs à long terme : bulles sur les prix de certains actifs et disparition des primes de risque nécessaires, accumulation d'actifs achetés à des prix anormalement élevés par les investisseurs, instabilité des taux de change, retour du levier d'endettement qu'on voulait pourtant réduire.

Dans la première partie des programmes de consolidation budgétaire dans la zone euro (2010-2013), la volonté de réduire rapidement les déficits publics afin de rétablir la crédibilité budgétaire et la solvabilité budgétaire des pays a conduit beaucoup de pays de la zone euro, pour obtenir des résultats visibles rapidement en termes de diminution des déficits publics, à réduire des dépenses publiques utiles à la croissance à long terme (investissements publics, dépenses d'éducation…) ou à augmenter des impôts défavorables à la croissance (charges sociales) ; le coût à long terme est bien sûr la perte de croissance potentielle, la hausse du chômage structurel.

Depuis 2013, on bascule au contraire dans un choix différent : ralentir la consolidation budgétaire et limiter les réformes structurelles pour éviter de

déprimer davantage l'activité à court terme, ce qui fait peser le risque, d'une part d'une hausse durable des taux d'endettement public et de nouvelles crises des dettes souveraines à long terme, d'autre part des effets néfastes de l'absence de réformes structurelles. Le bon choix aurait probablement été de maintenir une réduction rapide des déficits publics et les réformes structurelles en compensant les effets négatifs par des investissements efficaces financés au niveau européen.

Il est clair que les crises, d'une manière ou d'une autre, réduisent l'horizon des gouvernements et font courir le risque de l'oubli des effets à long terme des politiques menées.

■ Les crises raccourcissent les horizons temporels des gouvernements

Lorsqu'il y a chute de l'activité, hausse du chômage, violente augmentation des déficits publics, effondrement du crédit, etc. l'objectif des gouvernements (et des Banques centrales) devient alors très naturellement de stabiliser les économies à court terme.

Le risque est alors que les gouvernements, concentrés sur des objectifs de court terme, oublient les effets à long terme des politiques économiques, ou s'en désintéressent. Nous allons donner trois exemples : la politique monétaire des États-Unis (ainsi que du Royaume-Uni et du Japon) ; la politique budgétaire dans la zone euro jusqu'à une période récente ; et la politique budgétaire présente dans la zone euro.

■ Politiques monétaires très expansionnistes

La Réserve Fédérale mène depuis le début de la crise une politique monétaire très expansionniste, avec en particulier des achats massifs d'actifs.

Cette politique monétaire a permis d'obtenir des niveaux de taux d'intérêt très faibles par rapport aux taux de croissance, de faire remonter les prix des actifs, d'où un soutien à la reprise de l'immobilier résidentiel, de l'investissement des entreprises, finalement de l'emploi, au travers aussi du soutien au désendettement des ménages.

Les mêmes résultats positifs des politiques monétaires expansionnistes vont peut-être être obtenus dans le futur au Royaume-Uni et au Japon, avec les programmes d'achats très importants de titres publics et la baisse des taux d'intérêt dans ces deux pays.

Mais contrôle-t-on les effets à long terme de ces politiques monétaires très expansionnistes ? Il peut s'agir :

– de prix d'actifs anormalement élevés, avec la disparition des primes de risque due aux achats de la Banque centrale ou aux achats liés à la forte baisse des taux d'intérêt à long terme. Ceci se voit sans doute aujourd'hui sur les dettes publiques, peut-être sur les actions américaines et japonaises. Le risque est alors celui d'achats

durables d'actifs à des prix anormalement élevés pour les investisseurs, qui sont alors menacés par la correction ultérieure des prix des actifs ;

– de l'instabilité des taux de change, due aux arbitrages entre devises avec une quantité de liquidité considérable créée par les Banques centrales, ce qu'on observe peut-être déjà aujourd'hui sur le yen ;

– du retour du levier d'endettement, qu'on voulait pourtant réduire, et qui se voit clairement pour les entreprises américaines avec la reprise du crédit et les rachats d'actions.

■ Consolidation budgétaire dans la zone euro : première époque

La première époque de la consolidation budgétaire dans la zone euro (2010-2013) est celle où les pays à déficit public élevé (Espagne, Italie, Portugal, Grèce, France, Pays-Bas, Irlande) ont essayé de réduire rapidement leurs déficits publics.

L'objectif de cette réduction rapide des déficits publics était de rétablir rapidement la crédibilité et la solvabilité budgétaires. Le malheur est que, pour obtenir de manière rapide, à court terme, une réduction des déficits publics, beaucoup de pays de la zone euro ont :

– réduit les investissements publics : Irlande, Espagne, Pays-Bas, Portugal, Grèce, Italie ;

– réduit les dépenses d'éducation : Espagne, Italie, Portugal, Irlande ;

– accru les impôts défavorables à la croissance, en particulier les cotisations sociales : France, Pays-Bas, Italie, Irlande.

Si la réduction des déficits publics à court terme est obtenue par des baisses de dépenses publiques ou des hausses d'impôts qui réduisent la croissance à long terme, elle est dangereuse et de plus probablement non durable.

■ Consolidation budgétaire dans la zone euro : deuxième époque

La seconde époque de la consolidation budgétaire dans la zone euro (à partir de 2013) est celle où les pays ralentissent le rythme de réduction de leurs déficits publics, limitent ou retardent les réformes structurelles (par exemple réforme de l'État, des retraites, du marché du travail) afin d'éviter de trop déprimer l'activité et afin de limiter la hausse du chômage.

On voit ainsi que la compétitivité continue à se dégrader, en Italie, aux Pays-Bas, en France, et que les dépenses publiques ne sont pas significativement réduites en France, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal.

Le risque de long terme est alors clair : que pour éviter de déprimer l'activité à court terme, certains pays laissent croître considérablement leur taux d'endettement public, ou ne fassent rien pour redresser leurs gains de productivité (sauf en Irlande et en Espagne) et leur croissance potentielle, pour réduire leur chômage structurel, faute de réformes qui pourraient avoir un effet négatif à court terme sur la demande.

■ **Synthèse : comment concilier le court terme et le long terme ?**

Comment soutenir l'activité à court terme par une politique monétaire très expansionniste (comme aux États-Unis) sans subir les effets négatifs à long terme de l'excès de liquidité (bulles, achats d'actifs surévalués par les investisseurs, instabilité des taux de change…) ? Probablement avec des règles strictes de sortie des politiques monétaires expansionnistes liées à un certain nombre d'indicateurs économiques.

– Comment réduire les déficits publics excessifs à court terme sans toucher aux dépenses qui soutiennent la croissance de long terme ? En ayant le courage de ne pas toucher à ces dépenses publiques et en réduisant les autres (transferts, salaires…).

– Comment éviter de déprimer considérablement l'activité à court terme tout en ne laissant pas les taux d'endettement public augmenter sans limite et en ne renonçant pas aux réformes structurelles ? Dans les pays en difficulté de la zone euro, il aurait sans doute fallu ne pas réduire le rythme de réduction des déficits publics ou celui des réformes, mais compenser l'effet dépressif sur la demande par des investissements publics utiles (énergie, transport de fret, numérique, isolation) financés par l'Europe.

Le FMI et le long terme

Christine Lagarde
Fonds Monétaire International

Je voudrais d'abord, à titre préliminaire, faire quelques remarques qui expriment la position du FMI sur ce qu'implique le fait de rendre à la politique économique des perspectives de long terme. Je voudrais le faire en évoquant non pas tout ce qui a été fait au cours des six dernières années, tout ce qui a été détruit, tout ce potentiel de croissance abîmé, ces opportunités ratées, ni évoquer l'ensemble des mesures qui ont été prises par tous les pays du monde pour essentiellement redresser l'économie – surtout pour les pays avancés qui subissaient de plein fouet les effets de cette crise financière et économique d'une brutalité et d'une violence incroyables.

Je voudrais surtout essayer de nous projeter dans l'avenir et apporter un premier élément de réponse à la question de savoir si la politique de sortie de crise ne risque pas de dégrader le long terme. Je voudrais d'ailleurs renverser la question et essayer de voir si des politiques de long terme ne peuvent pas être de nature à nous aider à sortir de la crise. De ce point de vue, je voudrais évoquer rapidement la politique monétaire et budgétaire en soutien de ces actions de long terme et regarder dans quelle mesure elles peuvent nous aider dans le court terme.

Je voudrais examiner rapidement la question de la réforme du secteur financier, projet évidemment de long terme, qui doit également ancrer des anticipations dans le court terme.

J'évoquerai aussi la position du FMI en matière de politique de croissance et de création d'emploi qui restent l'alpha et l'oméga de toutes les politiques économiques et des combinaisons de politiques économiques qui doivent être mises en œuvre.

Sur le plan budgétaire

D'abord, comme on le sait, sur le plan budgétaire les dettes publiques des économies avancées se sont considérablement alourdies à l'occasion des différents plans de relance mis en œuvre en particulier au cours de l'année 2009. Elles partaient de bases qui, pour certains de ces pays, mais pas pour tous, étaient élevées. L'Espagne avait un taux d'endettement public relativement faible qui s'est aggravé de manière brutale. Des pays du cœur de la zone euro étaient eux à des taux d'endettement nettement plus élevés et ont aussi augmenté considérablement leur dette. On a un taux moyen qui est aujourd'hui, en matière de dette publique, de 110%, du jamais vu depuis les années 80, sans parler d'un épisode de quelques années au moment de la Seconde Guerre mondiale. En revanche, on se trouve maintenant devant un problème ardu, de long terme et dont les économies des pays avancés vont subir longtemps les conséquences.

Quel que soit le sort que l'on réserve à ces vieilles et lourdes dettes – certaines ne sont pas si vieilles que ça d'ailleurs – il est évident que des politiques budgétaires responsables, crédibles et de long terme, sont indispensables pour placer l'endettement sur une trajectoire descendante. En dehors de la zone euro, je pense en particulier au Japon dont la dette publique est la plus élevée de toutes les économies avancées. Je pense évidemment aux États-Unis dont le taux est légèrement supérieur à 100%. Il est indispensable que ces pays indiquent dans le moyen et le long terme quelles sont les politiques budgétaires ancrées dans de la réglementation et de la législation qui ne sera pas remise en cause, de nature à ramener le déficit de ces deux pays dans des zones qui permettent de renverser la trajectoire de la dette publique et de la ramener sur une pente descendante.

La question des vieilles dettes est extrêmement épineuse et fort compliquée à résoudre puisqu'on ne va pas mettre l'ensemble des économies avancées en Club de Paris. Il va falloir à l'égard des dettes lourdes, quelle que soit l'opinion que l'on a sur le pourcentage de dette/PIB compatible avec la croissance – on se souvient au cours des derniers mois de la controverse qui a agité le seuil de 90% ou pas – repenser un certain nombre d'éléments.

Au Fonds Monétaire International, nous avons lancé un débat qui a fait l'objet d'un premier papier qui sera suivi d'un certain nombre d'autres relatifs à la façon dont on peut régler ces questions de dettes lourdes et qui toucheront à la fois à des aspects purement économiques et financiers, et à des aspects juridiques. On a évidemment rencontré un certain nombre de difficultés concernant la restructuration de la dette grecque dont une partie est soumise au droit local, une autre au droit étranger, avec l'application des clauses d'actions collectives. On a eu le même type de difficultés avec la restructuration de la dette chypriote. On a aujourd'hui devant les tribunaux de la Cour d'appel de New York une difficulté majeure avec la restructuration

de la dette de l'Argentine face aux efforts qui ont été engagés par ceux des créanciers qui n'ont pas accepté le plan de restructuration et qui risquent de rentrer dans leurs fonds à la différence de ceux qui ont accepté une remise de dette. Ce sont pour certaines des questions nouvelles que l'on doit impérativement intégrer dans la logique d'examen du poids des dettes lourdes et, pour certaines anciennes, des économies avancées.

L'ancrage sur le moyen terme dans des pays comme les États-Unis ou le Japon est impératif, mais nous ne pensons pas que l'ajustement budgétaire soit poussé à son maximum. Ce qu'il s'agit de faire et que l'on a expliqué depuis maintenant un certain nombre de mois, voire d'années, c'est de moduler le rythme de l'ajustement en fonction de la reprise et de garder une optique de long terme tout en s'attaquant à des dépenses sociales et de santé dont le poids, on le sait, ira croissant jusqu'à représenter des proportions extrêmement importantes dans les années qui viennent, notamment aux États-Unis, et là où c'est possible, en particulier là où la fiscalité globale est assez légère – autour de 26 à 30% – en accroissant également le revenu.

Une observation à cet égard dans le cas des États-Unis où la procédure budgétaire actuellement à l'œuvre et qui a pour effet un ajustement budgétaire, nous paraît tout à fait inappropriée. C'est la procédure dite du *sequestrer*. Elle est tout à fait inappropriée parce qu'elle s'attaque de manière aveugle à un certain nombre de dépenses qui sont fondamentales, précisément pour soutenir la croissance moyenne et de long terme. Lorsque, par l'effet du *sequestrer,* les États-Unis amputent des dépenses dans l'éducation et des dépenses dans le domaine des sciences ou dans le domaine de l'infrastructure, cela pèsera sur la croissance potentielle.

Ces compressions, de notre point de vue, devront être réduites, ajustées, modulées par des ancrages de réduction de dépenses qui sont de moyen terme et qui permettront de réduire la croissance extrêmement forte des programmes de soins, de santé ou de retraite qui, en l'absence de réformes, augmenteront mécaniquement de 2 points de PIB dans les dix années qui viennent. C'est cet effort-là qui est fondamental et qui est, évidemment, difficile à produire.

▶ Sur le plan monétaire

Les bilans des banques centrales ont considérablement augmenté dans les économies avancées. Ce sont les effets secondaires de politiques ambitieuses, de politiques «transgressistes» si j'ose dire, qui ont produit un certain nombre d'effets, parfois sans engager un euro – ce qui a été le cas de la politique annoncée par Mario Draghi le 22 juillet de l'année dernière. C'est le cas actuellement, en engageant beaucoup de yens, de la politique de la banque centrale du Japon. Évidemment, ce n'est pas une

politique qui pourra être menée de manière constante puisque les banques centrales arrivent, normalement, en dernière ligne de défense alors qu'elles arrivent aujourd'hui en première ligne et ménagent un espace qui permet, en principe, aux gouvernements de prendre des mesures, soit budgétaires, soit structurelles, pour remédier à la situation.

Il va donc bien falloir qu'à un moment donné un processus de retrait s'engage. De toute évidence, il faudra que cela se fasse en souplesse et sans à-coup, avec un maximum de communication et d'annonce pertinentes. Si on se rappelle les effets d'un minimum d'annonce faite par Ben Bernanke[1], on comprend que la tâche ne sera pas facile. C'est pourtant à ce point que se situe l'intersection entre le court terme et le moyen terme où des annonces qui portent nécessairement sur les mois ou l'année à venir ont des effets de très court terme qui peuvent être amplifiés et devenir redoutables. Nous sommes pourtant convaincus que dès lors qu'elles seraient effectuées de manière attentive et transitive, qu'elles soient communiquées efficacement et qu'elles soient bien orientées sur le long terme, ces annonces peuvent être effectuées – je le redis – à condition d'être visibles et prévisibles.

▶ Qu'en est-il du secteur financier ?

C'est le deuxième domaine où, de notre point de vue, une perspective à long terme s'impose. La question se pose de façon spécifique. Quand on parlait tout à l'heure des politiques budgétaires et monétaires, il s'agissait de régler, en quelque sorte, les conséquences de la crise, c'est-à-dire le gonflement des bilans d'un certain nombre d'opérateurs et le dégonflement d'un certain nombre d'autres. En matière de crise financière et de régulation du secteur financier, on doit s'attaquer à des phénomènes qui étaient présents avant la crise et qui ont d'ailleurs été de nature à engager cette crise. Je voudrais d'ailleurs citer cette belle phrase de Thomas Jefferson qui dit, en français, que « Le prix de la liberté est la vigilance éternelle. »

On connaît cette espèce de difficulté de dialectique entre le superviseur et le supervisé et l'on sait là aussi que cette « vigilance éternelle » est indispensable pour permettre à un secteur, qui a largement tendance à innover et à passer sur les côtés si c'est nécessaire, d'être réglementé par tous les moyens. Clairement, tous les banquiers centraux et les régulateurs, notamment au sein du Comité de Bâle, ont fait le choix de réglementer par l'augmentation très forte des fonds propres par des ratios de liquidité qui n'étaient pas exigés avant la crise.

---

1. Allusion au discours du 19 juin 2012 de Ben Bernanke qui prévoyait avec le maximum de précautions oratoires, que la FED cesserait progressivement d'injecter des liquidités dans l'économie américaine. Son annonce avait provoqué une certaine panique sur les marchés boursiers.

Pour que tout cela se poursuive, il faut évidemment que les progrès continuent. Ce qui a été réalisé au Comité de Bâle et ce qui vient d'être mis en œuvre par les États-Unis, par le Japon – premier à cet égard – et que les Européens sont en train de perfectionner avec l'ensemble du mécanisme des directives nécessaires à tous, tend à montrer que cette vigilance éternelle est à l'œuvre. De ce point de vue, il y a toute une série de secteurs ou de questions qui sont hors régulation et qui devraient être concernés. Un certain nombre de régulateurs s'en préoccupent. Il s'agit des produits dérivés ou du *shadow banking* qu'il faut impérativement faire entrer dans des mécanismes de régulation ou de responsabilisation donnant lieu à la prise en charge des passifs quand ils se produisent.

▶ Le juridique et le financier

Le dernier sujet qui en la matière me paraît fondamental se trouve aussi à l'intersection des questions financières et des questions d'ordre juridique, c'est l'invention d'un mécanisme dit «de résolution» ou de restructuration susceptible de s'appliquer notamment aux établissements transnationaux et qui, aujourd'hui, n'existe pas de manière concrète. Cet état de fait pèse sur les contribuables de l'ensemble des économies, avancées en particulier, et constitue une espèce d'épée de Damoclès pour le contribuable qui, finalement, doit mettre la main à la poche pour renflouer des établissements trop larges, trop grands, trop lourds, trop transnationaux pour être restructurés en l'absence d'un mécanisme de régulation. Ce mécanisme de résolution est encore absent, il commence à se dessiner, mais il n'est pas encore – loin s'en faut – harmonisé entre les États-Unis et l'Europe.

▶ Réorienter les politiques économiques de long terme

Ce dernier point est ma troisième perspective à plus longue échéance : la nécessité de réorienter les politiques économiques pour mieux traiter les questions primordiales de croissance, d'emploi et d'équité. Au départ, il y a la crise et la question est aujourd'hui de savoir comment revenir à une croissance – le G20 l'a dit à l'envi – solide, durable et inclusive. Cet impératif s'explique aussi par des tendances de fond et pas seulement par la crise que nous venons de vivre au cours des six dernières années. Parmi ces tendances de fond, la globalisation, des progrès technologiques rapides et surtout, d'énormes changements démographiques.

Aujourd'hui, cette question de la création de l'emploi concerne plus de 200 millions de chômeurs dans le monde. Dans certains pays le chômage atteint des taux considérables – 7,6% aux États-Unis, plus de 12% dans la zone euro – et, au sein de la zone euro, des pays sont victimes d'un chômage redoutable comme l'Espagne, la Grèce et un certain nombre d'autres. Chez les jeunes, on peut être assuré de doubler la moyenne nationale.

Quelle est la réponse ? La réponse, en matière de création d'emplois, est évidemment la croissance qui est la meilleure pourvoyeuse d'emplois. Pour ce faire, il faut arriver à un bon équilibre et à un bon dosage entre les politiques d'offre et les politiques de demande. De manière plus précise, il nous semble au sein du FMI que beaucoup de pays doivent s'engager, pas seulement l'Allemagne, dans des réformes structurelles permettant de libérer de la productivité – il existe des gisements de cette nature – et de s'efforcer d'éliminer les rentes. Nous avons eu des exemples assez frappants dont un que je citerai car il est particulièrement illustratif : lorsqu'on a mis en œuvre le premier programme relatif à la Grèce, on a demandé qu'un certain nombre de réformes de structure soient mises en œuvre. On a notamment demandé que des rentes soient éliminées entre autres que la mise en vente des produits d'alimentation pour bébés soit en libre circulation et non pas réservée aux officines de pharmacies. La mesure a finalement été mise en œuvre au terme d'un lobbying acharné et le prix des petits pots pour bébés a baissé immédiatement de 30%. Les officines de pharmacie se sont reprises rapidement et ont récupéré la mise en vente des petits pots pour bébés ; les prix ont augmenté mécaniquement de 30% ans la foulée. Il y a ainsi toute une série de petites rentes qui existent dans de nombreuses économies.

Il faut donc libérer la productivité là où les gisements existent, éliminer les rentes, encourager les initiatives créatrices de valeur. Il nous semble aussi que des politiques actives de marché du travail sont indispensables, axées sur des programmes d'éducation, de formation, de formation professionnelle, d'ajustement entre l'offre et la demande d'emplois qualifiés pour aider tout simplement à retrouver l'emploi.

Enfin, il y a un point qui m'est cher personnellement et sur lequel les équipes du FMI ont travaillé avec succès : il faut absolument redoubler d'efforts pour doper l'emploi des femmes. Ce n'est pas forcément le problème majeur en France, mais dans un certain nombre de pays et notamment d'économies avancées – je pense en particulier au Japon – il faut faire des progrès. Pour cela, on peut tout simplement mettre fin à la discrimination fiscale dont souffrent les deuxièmes revenus, renforcer les prestations des congés parentaux, améliorer les modes de garde des enfants et les rendre plus abordables.

Ces mesures peuvent fondamentalement soutenir des économies de façon durable. Le Fonds Monétaire International a fait une étude récemment dont il ressort qu'augmenter le taux de participation des femmes sur le marché du travail au Japon en particulier et au niveau des pays d'Europe du Nord ferait faire un bond de 8% du PIB par habitant en quelques années. De ce point de vue je dois dire que les mesures récentes qui ont été annoncées par le premier Ministre Abe pour le Japon en la matière me paraissent aller dans le bon sens.

Enfin, au-delà de la croissance et de l'emploi, les politiques doivent aussi être orientées vers une économie plus équitable, plus inclusive. À nouveau les recherches au sein du FMI et dans d'autres institutions indiquent qu'une répartition plus équilibrée du revenu aboutit à une croissance plus soutenue ainsi qu'à une plus grande stabilité économique.

Comment faire ? Il y a un certain nombre de méthodes bien connues qui doivent être appliquées en fonction des circonstances du pays. Parmi celles-ci :

– les dépenses d'investissement dans l'éducation ;
– la formation ;
– la protection des services sociaux de base ;
– la création d'une fiscalité progressive ;
– la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale.

Ce sont là les questions qui importent le plus pour les populations et qui devraient être celles qui importent aussi le plus pour ceux qui les gouvernent.

Permettez-moi à ce stade de citer mon ami Jean-Claude Juncker. « Nous savons tous ce qu'il faut faire pour préparer l'avenir, mais nous ne savons pas comment nous faire réélire une fois que nous l'aurons fait. »

Pour conclure en anglais *« Just get cracking and do it! »*

We're in a mess

Adair Turner
Former Chairman of the Financial Services Authority

The theme for our session is the balance between short-term policy imperatives and a focus on long-term priorities. That is clearly –as Patrick Artus has suggested, a particularly severe problem today, when we are very aware that apparently necessary short-term measures might impose long-term harm.

But I would like to suggest that:

– the problem is still more fundamental ;

– free market financial systems, and in particular credit creation systems, if left to themselves, have a systematic tendency to favour short-term and potentially unstable activities over those which meet long-term investment and innovation requirements;

– that tendency was fundamental to how we got into our current mess;

– both constructing a better financial system for the future and getting out of the current macro recession will require more radical and unconventional policy measures than yet implemented or even openly considered.

We're in a mess. The developed world economies are on a path to suffer an entire decade of no growth in living standards –perhaps longer still. Unemployment is dangerously high and still growing, particularly among the young. Even in the US, which is recovering better from the post-crisis recession, growth is anaemic, long-term unemployment is a serious problem, and inequality is increasing as large parts of the US workforce face static or declining real wages.

How did we get into this mess? Essentially because we allowed the financial system to create too much debt. In some countries –Greece and Italy– too much public debt was the key problem. In many others however –Spain, Ireland, the U.S., and UK for instance– the problem was too much

private debt. Good theory shows that increased debt levels make economies more vulnerable to instability –overshoots and irrational exuberance in debt markets matter far more than in equity markets. And empirical analysis by, for instance, Cecchetti and Kharroubi, and by Taylor and Schularick, increasingly suggests that private debt levels beyond some level tend to be bad for economic growth. The fundamental problem is that free market financial systems have an inherent tendency to expand credit supply and thus aggregate leverage far beyond the socially optimal level.

They also create too much of the wrong type of debt. Stories about the beneficial role, which banks play within an economy almost always describe how our banks intermediate household savings into loans to businesses which invest in real projects. Most modern macroeconomic models omit the financial system almost entirely: but to the extent they do include it, banks take savings and fund investment projects .

But as a description of modern real world banking systems this is just wrong. Only a very small proportion of what banks do, is well described as intermediating household savings into investment projects. In the UK the banking system estimate that accounts for perhaps around 15% of the total balance sheet.

Instead what banks mainly do is to fund activities which do not involve new investment: they make mortgage loans to households to buy, primarily, existing housing assets: they provide unsecured consumer credit, enabling impatient consumers to bring forward future consumption: they lend money to private equity firms to increase in leverage against already existing business assets, and they lend money to investors taking positions in already existing commercial real estate.

The empirical facts differ by country –but on average across the developed world, most credit creation is about encouraging consumption and about leveraged asset plays, and a small minority funds new investment projects.

And there is nothing which ensures that a free financial system will ensure an optimal mix of these different categories of credit: indeed the insights of Hyman Minsky and others make it clear that the free market result is bound to be a severely sub-optimal one, creating too much credit in the upswing and harmfully destroying credit in the downswing.

A free-market credit creation process, whether driven by banks or shadow banks, is thus inherently biased towards the short-term: and it is an inherent driver of instability. And it's that reality which drove us into the mess of the financial crisis and the post-crisis recession in which we still find ourselves.

That crisis has left us with too much debt - private and increasingly also public. It also leaves us with a huge paradox, a fundamental asymmetry in public policy, the reality that:

– yes we got into this crisis as result of too much debt;

– but if we try to get out of it simply by paying down debt, by deleveraging, we will drive economies into deep recessions and make it still more difficult to achieve either recovery or indeed long-term deleveraging.

▶ The problem is as follows

With a debt overhang –a level of debt, which the private sector now believes is excessive– the private sector attempts to deleverage. As a result economies move into recession and public finances move into deficit. That is natural and indeed provides a useful demand offset to private sector financial surpluses. Without the public deficits we are now running, the recession would be far worse.

But those deficits inevitably mean that public debt stock levels increase –across the developed world– to potentially unsustainable levels.

▶ What to do?

The concern is that all available policies seem to be either subject to diminishing effectiveness or carry harmful side effects.

– We have reduced interest rates to the zero lower bound and in some countries are deploying quantitative easing (QE), but there is a risk that those policies will not adequately stimulate the real economy but will produce the dangers to which Patrick Artus referred –asset bubbles, harmful financial innovation, increased levels of leverage, a return to the very thing which got us into a mess in the first place.

– A danger that policies like the UK's government's subsidies for housing markets will give a temporary boost to the economy, but reinforce the bias towards consumption and against investment, which has imbalanced the UK's economy for many years.

– But also an apparent danger that if we now relaxed fiscal consolidation in order more directly to stimulate demand, we would drive public debt to GDP to unsustainable levels.

It seems that we might be entirely out of ammunition. With all tools constrained or potentially harmful. But I believe that is a wrong analysis. And an unacceptably defeatist response to the slow growth and rising unemployment to which our past policy errors have condemned our societies.

▶ There are policy levers available, but they are radical

I believe we can and should:

– radically reform our financial sector, to create banks far less leveraged than existed pre crisis , with capital ratios something like the 25% proposed by Anat Admati and Martin Hellwig. That would both greatly decrease

the danger of future financial instability and, alongside other policy tools, constrain harmful leverage within the real economy;

– achieve these much higher capital ratios without dangerously rapid deleveraging by, necessary, using central bank created money to finance the recapitalisation;

– constrain some categories of credit creation not only by much higher bank capital ratios but also by direct borrowing constraints on individuals and firms with loan to income constraints on residential mortgages and commercial real estate, and taxation constraints on the ability of private equity to create private profit simply by leveraging up against existing assets;

– recognise that in the long-term we may also need special categories of institution –long-term Investment Banks– to ensure adequate long-term investment in infrastructure and innovation. That may imply a potential role for a sponsoring state which goes beyond that allowed by the dominant neo liberal consensus.

In sum therefore I believe that it is possible both:

– to create a future financial system which can meet society's long term needs better than in the past;

– to better navigate our recovery from the post-crisis problems created by past policy mistakes.

But that both will require far more radical policies than have so far been implemented or even debated.

L'entreprise et le long terme

Pierre-André de Chalendar
Saint-Gobain

La question posée dans cette session est très macroéconomique et je voudrais l'aborder sous l'angle particulier – qui est celui avec lequel je me sens le plus à l'aise - de la microéconomie. Je crois que les relations entre les deux sont un sujet sur lequel le FMI a beaucoup travaillé depuis un moment. Comment, dirigeant d'un groupe mondialisé, voit-on les arbitrages court terme/long terme ?

Tout d'abord, pourquoi le long terme est-il important dans une entreprise ? Pour un industriel, les décisions les plus importantes que l'on a à prendre sont des décisions d'investissement et c'est à l'aune de l'investissement qu'il faut apprécier l'horizon de temps, de la décision de l'investissement à sa rentabilité finale pour l'entreprise, les clients et les actionnaires. Entre le moment où l'on commence à l'envisager et le moment où est mis en œuvre un projet de nouvelle usine, il s'écoule en général au moins un an pour l'analyse et deux ans pour la conception et la réalisation. Les premiers résultats positifs sont enregistrés entre un et trois ans plus tard, un peu moins si tout va bien. Mais, la véritable rentabilité d'un projet est de dix à quinze ans pour les usines comme celles de de Saint-Gobain. Bien sûr, tous les métiers n'ont pas la même intensité capitalistique et l'on voit bien que ce sont les métiers les plus intensifs en capital qui nécessitent la meilleure perspective à moyen terme.

Je retiens donc un horizon de dix ans. Quand on est au-delà, on retrouve le domaine de la puissance publique qui est absolument fondamental et doit jouer un rôle sur le très long terme, qu'il s'agisse des infrastructures ou de la politique énergétique.

Pour décider à 10 ans, on a besoin du moins d'incertitudes possibles et il y en a de plus en plus. Pour un industriel, la crise des dernières années a considérablement accru les incertitudes, et rend les décisions d'investissement, en particulier dans les métiers capitalistes, de plus en plus difficiles. Cela fait dérailler beaucoup de projets, surtout dans les pays développés. C'est moins le cas dans les pays émergents où la croissance est plus forte et où les industriels bénéficient souvent d'avantages comparatifs dans l'accès à un coût du capital meilleur que la moyenne.

J'évoquerai ensuite la manière dont on concilie dans l'entreprise le court terme et le long terme. Il y a là quelque chose d'assez simple, mais que je crois fondamental : pour une entreprise, le long terme est toujours une succession de courts termes. Si l'on n'a pas cela en tête, on peut mourir assez facilement avant d'avoir réussi. Je crois que c'est une différence irréconciliable entre la microéconomie et la macroéconomie et entre les entreprises et les États. En effet, les entreprises sont souvent mortelles. Il n'y en a d'ailleurs pas beaucoup qui durent 350 ans.

Une entreprise ne peut pas accumuler les pertes comme les États accumulent les déficits et, de ce point de vue-là, la différence de vocabulaire est significative puisque dans une entreprise on parle de pertes et qu'en macroéconomie on parle de déficit. Dans une entreprise, quand il y a la crise, le premier impératif, c'est la survie. Quand les vents de court terme sont contraires, il faut s'adapter vite et fort tout en préservant l'essentiel.

De ce point de vue-là, il faut essayer d'utiliser à bon escient cet indicateur, comme les sondages en politique, qu'est le cours de bourse. J'ai le sentiment que, face à ces contraintes, les entreprises prennent en général des mesures d'ajustement beaucoup plus fortes que ne le font les États tout en gardant un cap stratégique souvent plus clair. Elles maintiennent par exemple leurs efforts de R&D alors que les organisations et les frais de structure sont revus sans ménagement.

Il s'agit ensuite de savoir si l'on peut tirer les enseignements de la microéconomie pour la macroéconomie. Que faire au niveau de la politique économique pour que les entreprises investissent ? Ceci est fondamental en Europe et en particulier dans notre pays. C'est peut-être un peu présomptueux de donner des conseils, mais dans un groupe mondialisé, on voit ce que font les gouvernements autour de la planète et on peut donc en tirer des enseignements.

▶ Deux priorités

Pour moi, deux priorités se dessinent : il faut avoir une vision claire et il faut être pragmatique. Tout d'abord, il faut avoir une vision claire, avoir une stratégie et l'afficher. C'est à mon avis l'une des meilleures manières de réconcilier le long terme et le court terme : donner un cap. D'ailleurs, je

remarque que, récemment, les banquiers centraux l'ont de mieux en mieux compris et ils inscrivent de plus en plus leurs décisions de court terme dans une perspective. Pour une entreprise, c'est le point de départ. Chez Saint-Gobain, nous avons fait un constat de la croissance à moyen terme sur les marchés de l'habitat au-delà des cycles, à la fois dans les pays émergents et développés, et c'est à partir de là que nous avons conçu notre vision. Je crois qu'il doit en être de même pour les pays et les grandes institutions internationales : avoir une vision claire, une vision porteuse et qui entraîne.

Ensuite, il faut être pragmatique. Cela peut paraître banal. Je ne suis pas un spécialiste de macroéconomie, mais je crois que le bon sens n'est pas toujours, partout, la qualité la plus partagée. Le pragmatisme n'est pas la qualité la plus immédiatement perceptible en France, en tout cas vu de l'étranger, dans les différents pays dans lesquels nous travaillons. Cela veut dire, pour la politique économique, accepter une réalité simple : ce sont les entreprises qui font la croissance et font l'emploi à moyen terme à travers l'investissement. Il faut les mettre au coeur de la politique économique, non pas toujours les aider, d'abord essayer de ne pas les entraver.

Certains facteurs ne sont pas dans les mains des responsables d'un pays – l'environnement financier international, les taux d'intérêt, les taux de change et d'autres – mais il y a beaucoup d'autres facteurs sur lesquels des marges de manœuvre existent et j'ai envie de dire que la première priorité est d'éviter de perturber, ne pas changer tout le temps, essayer de réduire les incertitudes du cadre fiscal, les obstacles juridiques, réglementaires et sociaux de toute sorte. En France, en caricaturant – je m'excuse de le faire, mais je suis sûr que le ministre de l'Économie[2] nous redonnera un cap de long terme – on a un peu l'impression depuis un an que l'on est passé du déni au zigzag. Cela s'est traduit par d'importants progrès – je crois qu'il faut les souligner –, mais il y a encore beaucoup à faire.

Vision à long terme et pragmatisme sont pour moi les deux éléments fondateurs de toute politique économique. Sans eux on risque d'ajouter la défiance à l'incertitude.

2. Voir pages suivantes le débat avec Elsa Fornero, Pierre Moscovici et Jean-Claude Trichet.

About Abenomics

Motoshige Itoh
Tokyo University

Our discussion here reminds me of the very famous words at the beginning of Tolstoy's *Anna Karenina,* "Happy families are all alike, but every unhappy family is unhappy in its own way." It is very important to understand the different features of individual countries in order to give us a broader understanding of what is going on.

Regarding the case of Japan, although we have a huge amount of public debt, if you look at household, corporate or financial debt, we are in very good shape, so the issue is very different. The reason our private sector debt is in very good shape is that we had long, difficult years of adjustment. The other difference is that, while the crisis in Europe is very urgent, the crisis in Japan was very calm and peaceful. That is a problem, because we had a very stagnant economy for many years, so deflation started and debt accumulated, but the interest rate on government bonds was very low. This is deflation, and it is impossible to think about long-term prosperity without stopping deflation. This is the starting-point of Abenomics.

▶ What is the difficulty behind deflation?

People were preparing for their future, so the household sector accumulated savings and the financial sector could not find anywhere to lend money, so they just bought government bonds. Therefore, what we needed was unconventional market forces to wipe away deflation, and Abenomics was very successful in that respect. You probably saw a very dramatic jump in stock prices, regardless of some turbulence, so that we are about 50% higher than where we started, and the very expensive Yen was corrected. It is not a weakening of the Yen; it is just a correction of its very high value to normal levels.

▶ What is the next step?

Regarding the good shape of the private debt situation, one of the most important reasons for the growth strategy was our ability to mobilize savings. People usually talk about growth strategies in terms of more long-term supply side issues, but demand side is equally important in Japan. Therefore, if there is a bright future for the reforms, the behavior of the private sector should change.

Let me also talk about public debt issues. Once deflation stopped and there was a nominal growth rate, this helped the government a lot because tax revenues started increasing. The government already has a plan to raise the consumption tax rate from 5% to 10% in the next two years, so this kind of dramatic measure to adjust the fiscal conditions cannot be introduced without stopping deflation. Therefore, short-term and long term duration is very different between countries; of course, the gender gap issue is very important, and is one of our priorities.

Therefore, once we have more room to implement policies because we have stopped deflation, we can think about more dramatic measures in the long term. Abenomics is still working very well, and I hope it can provide more results in the future.

Débat

Les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe

Contribution du Cercle des économistes

Olivier Pastré

Témoignages

Elsa Fornero • Pierre Moscovici • Jean-Claude Trichet

Modérateur

Hedwige Chevrillon

Les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe

Elsa Fornero, *Université de Turin*

The title and the framework of this debate are a very good illustration of the situation in ItaIy over the last two years. We had inconsistencies between three different time frames: the very short term, almost immediate, time frame of financial markets; the long term time frame of the relative decline of our real economy, in particular of our manufacturing sector, and the immobile time frame of politics. This produced an inconsistency and at this point Mario Monti was asked to step in and form a technocratic government.

This government, of which I was a member, introduced some fundamental reforms in what I regard as a very positive story. Tribute must be given to the President of the Republic, Giorgio Napolitano for being able to sort out this very difficult situation whose implications went far beyond Italy and included Europe and the euro. Many economists were saying in 2011 and early 2012 that the chance that the euro would disappear within a year was over 50 per cent. I can quote Paul Krugman on this. The crisis was there and the technocratic government's action was a great help in overcoming it.

Hedwige Chevrillon, *BFM Business*

Pierre Moscovici, comment se faire réélire si on fait ce qu'il faut faire ?

Pierre Moscovici, *ministre de l'Économie et des Finances*

Pour un politique, l'objectif n'est pas d'être battu, même si l'obsession n'est pas d'être réélu. Mais il n'y a rien de plus difficile que de faire de la politique. De ce point de vue, le fait de chercher à réconcilier le temps court qui est le temps des urgences, le temps long qui est le temps où les réformes produisent leurs effets, et le temps démocratique qui est scandé par des consultations électorales est à mon sens une fierté. Faire en sorte que l'adhésion démocratique soit au rendez-vous n'est pas une mauvaise chose.

Hedwige Chevrillon

Jean-Claude Trichet, voulez-vous nous aider à comprendre comment les entreprises françaises, espagnoles, italiennes, européennes peuvent être à l'épreuve de cette crise, et surtout à l'épreuve de l'Europe qui parfois semble bien loin. Avez-vous le sentiment que l'on est dans une période encore plus difficile sur le plan des marchés ? Christine Lagarde l'a rappelé, avec la différence de politique entre la FED et la Banque centrale européenne. Est-ce que cela peut créer des distorsions ? Et surtout, est-ce qu'un risque pèse encore sur l'Europe ?

Jean-Claude Trichet, *ancien Président de la Banque centrale européenne*

Un mot sur le contexte mondial, un mot sur les défis particuliers que l'Europe va relever et un mot sur ce que j'appellerais «la légitimité démocratique nécessaire» de ce qui est en train de se construire.

En ce qui concerne le contexte économique et financier mondial, nous sommes à mes yeux en crise d'adaptation permanente depuis le premier choc pétrolier en 1973, et surtout depuis l'explosion de la crise de l'Amérique Latine au début des années 80. Ensuite, se sont succédé une série de crises d'adaptation structurelles majeures qui ont frappé tous les continents, tous les groupes de pays, y compris bien entendu l'Union soviétique et la Chine qui ont été conduites à changer radicalement de concept économique. L'idée qui s'était bien ancrée selon laquelle les pays avancés étaient eux-mêmes sanctuarisés grâce à une sorte de «privilège» de première industrialisation et d'invention de l'économie de marché, était complètement fausse. Depuis les années 2007-2008, c'est le tour des pays avancés. Ils ont connu trois épisodes successifs dans le développement de leur propre crise financière : la crise des *subprimes* de mi-2007 jusqu'à Lehman Brothers, mi-septembre 2008 qui marque le début d'un épisode absolument dramatique dont aujourd'hui encore on sous-estime la gravité, à savoir la menace grave et immédiate de l'effondrement complet du système financier, et par voie de conséquence, la menace d'une grande dépression. Dans mon analyse, cette dépression eût été pire que celle de 1929, tellement la rapidité de la diffusion et l'ampleur des chocs ont été grandes. Nous sommes depuis fin 2009-début 2010, dans le troisième épisode de la crise, celle des risques souverains. La seule différence est que les deux premiers épisodes avaient un épicentre aux États-Unis, alors que maintenant, l'épicentre est en Europe. La meilleure illustration que je puisse en donner, c'est Ben Bernanke me disant début 2010 en pointant son doigt sur moi, *«Now, Jean-Claude, it's your turn.»* Il avait eu le sentiment de porter le poids de l'épicentre de la crise jusqu'au début 2010, ce qui était vrai. À partir de là, l'Europe, et plus particulièrement la zone euro, a en effet cumulé tous les risques, toutes les difficultés des grands pays avancés et, en sus, les problèmes particuliers à un continent en construction institutionnelle, constitué d'un ensemble de pays qui ont, ensemble, une ambition historique extraordinaire, jamais vue dans le passé de l'histoire humaine.

Un mot sur le temps. L'articulation entre le court terme et le long terme est une spécificité propre aux banques centrales qui doivent réfléchir à l'impact de ce qu'elles font à 10 ans, à 30 ans, à 50 ans, tout en prenant des décisions de court terme tous les mois et en étant en première ligne sur les crises de liquidité lorsqu'elles adviennent.

La résilience du système financier est un problème général. Comment arriver à rendre le système beaucoup plus solide, tout en sachant qu'il ne faut pas, évidemment, avoir un *deleveraging* qui serait totalement tragique, qui nous plongerait effectivement, comme Adair Turner l'a dit, dans une grande dépression.

Le grand défi que je vois pour l'Europe désormais, c'est que nous sommes appelés, par nos propres décisions, prises par nos 17 démocraties que je crois toutes exemplaires, à mettre en œuvre un grand nombre de mesures nouvelles : le semestre européen dont parlait Olli Rehn, le renforcement du pacte de stabilité et de croissance ; j'ai été moi-même ici un défenseur acharné du pacte de stabilité et de croissance (SGP), dans une période (2003-2004) où la France et l'Allemagne étaient contre et s'employaient à en entraver l'application. Nous avons aussi désormais le nouveau pilier de surveillance des déséquilibres macroéconomiques. Dans le jargon, il s'agit de la procédure de «surveillance des déséquilibres macroéconomiques» *(Macroeconomic Imbalances Procedure – MIP)* qui est aussi importante que le SGP (il s'agit de surveiller les évolutions de coûts unitaires de production, les indicateurs de productivité et les déséquilibres externes dans l'ensemble des pays européens de la zone euro). Le MIP est absolument essentiel et son absence était une très grave lacune dans la construction initiale de la zone euro. Il est essentiel que les pays européens qui ont perdu leur compétitivité poursuivent des stratégies de «stabilité compétitive» pour éviter de se retrouver à l'avenir dans la situation de certains pays qui avaient laissé certaines évolutions nominales de revenus et de coûts en euro galoper de +100% en onze ans quand la moyenne était à +35%. J'ai donné aux ministres des Finances tous les mois depuis 2005 les chiffres qui illustraient ces divergences porteuses des plus grandes difficultés. Cela dit, nous avons donc renforcé considérablement une union économique, budgétaire et politique de fait, avec le Pacte de stabilité et de croissance renforcé, avec le Semestre européen avec le nouveau Traité qualifié de *«Fiscal Compact»,* avec la Procédure de surveillance des déséquilibres et des compétitivités, avec l'Union bancaire. Mais cette union politique, de fait, n'a pas son pendant en termes de légitimité démocratique. C'est la raison pour laquelle je pense indispensable de donner plus d'importance, de capacité d'influence et de pouvoir de décision ultime au Parlement européen. J'ai fait moi-même des propositions en ce sens. Je crois qu'il s'agit là d'un élément capital. L'Europe est critiquée, me semble-t-il, essentiellement parce que nos concitoyens ne la ressentent pas comme étant réellement, profondément, démocratique. Les élections européennes seront un

moment démocratique très important l'année prochaine pour l'Europe. Je crois que le temps est venu d'aller vers beaucoup plus de démocratie européenne, dans des conditions qui doivent être claires et lisibles par tous les citoyens, avec une relation appropriée entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Vous êtes peut-être étonnés qu'un banquier central fasse l'éloge du Parlement européen, mais je dois dire que dans la crise, l'institution au sein de laquelle le cœur de l'Europe battait vraiment très fort, avec la Commission bien entendu, qui était aussi en première ligne, c'était le Parlement européen ; c'était très impressionnant.

Maintenant, laissez-moi vous donner en conclusion quelques chiffres qui vont vous étonner : le nombre des créations d'emplois dans la zone euro et aux États-Unis depuis la création de l'euro, le 1er janvier 1999 : au dernier trimestre de l'année dernière (je n'ai pas de chiffres plus récents fiables), nous avons créé 13 759 000 emplois dans la zone euro, et les États-Unis ont créé 11 827 000 emplois sur la même période ! Pas loin de 2 millions d'emplois de plus dans la zone euro… Vous savez combien je suis moi-même convaincu que l'Europe a d'énormes progrès à faire. Il faut que notre potentiel de croissance augmente notablement grâce aux réformes structurelles nécessaires. Il ne faut pas être complaisant : nous avons des problèmes de chômage qui sont absolument inadmissibles et dramatiques. Mais ne pratiquons pas en permanence l'*eurobashing* parce qu'il n'est pas justifié. Tous les pays avancés ont, dans la période présente, de très gros problèmes à résoudre.

Hedwige Chevrillon

Pierre Moscovici, comment l'Europe peut aider les sociétés françaises, ou les sociétés européennes, justement, à se sortir de ces épreuves. La parole est à vous.

Pierre Moscovici

Je suis dans une situation un peu singulière, parce que je n'appartiens pas vraiment aux technocrates, je ne suis pas un homme politique aujourd'hui dans l'opposition. Je suis simplement le ministre en exercice d'un pays qui se bat dans la crise. Je regarde l'Union européenne, maintenant comme acteur : j'ai déjà exercé de nombreuses fonctions, j'ai été ministre des Affaires européennes, parlementaire européen, et je pense comme Jean-Claude Trichet qu'il faut réhabiliter son rôle, ou plutôt tenir compte de la croissance de son rôle dans la mécanique européenne. Aujourd'hui, je siège à l'Eurogroupe, cette réunion des 17 ministres des Finances qui a à gérer pour l'essentiel des programmes extrêmement compliqués avec le Fonds Monétaire International et la Banque centrale européenne. Ce qui me frappe tout de même, quand on parle de temps long, temps court, temps économique, temps politique, c'est que l'Union européenne est dans une situation de potentielle déstabilisation qui doit nous inquiéter tous.

Alors, il y a bien sûr la déstabilisation économique et je ne vais pas ajouter à ce qu'a dit Jean-Claude Trichet, mais aussi une déstabilisation politique. Je le dis avec inquiétude, l'inquiétude d'un Européen. Le rapport des opinions publiques à l'Europe me fait peur, aujourd'hui. On voit bien qu'une certaine forme d'austérité crée dans beaucoup de pays (on peut penser à la Grèce, à la Hongrie, à la France) une tentation populiste et que cette tentation populiste elle-même bouscule les institutions. Tant que l'Europe apparaîtra comme une punition, une contrainte, une potion, quelque chose de dur, tant qu'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel, à ce moment-là, en effet, les peuples auront tendance à se retourner contre l'Europe. C'est la raison pour laquelle nous devons être, les politiques, quelles que soient nos situations, pour le coup, des créateurs d'espoir, de perspective. Nous ne devons pas laisser l'Europe s'enfoncer dans le rejet, avec le sentiment qu'elle est extérieure, technocratique, précisément, qu'elle ne tient pas compte des aspirations du moment.

Cela passe d'abord, par le constat que dans la zone euro – et je m'en réjouis – il semble que la menace ait changé de nature. On parle de temps court et de temps long. J'ai été très frappé que la zone euro ait su subir le temps. Nous n'avons pas la maîtrise du temps. Les sommets de la dernière chance se sont multipliés. Les négociations auxquelles je peux participer avec Christine Lagarde sont des négociations qui sont plus qu'irritantes parce que nous passons des nuits à décider de sujets qui ont été mal préparés pour prendre des décisions qui, au final, doivent être revues. Mais, tout de même, il me semble que l'euro a trouvé la stabilité, la stabilité financière. Donc, aujourd'hui, la menace, c'est le déficit de croissance. La priorité doit être la croissance.

De ce point de vue, il semble qu'il y ait un début de prise de conscience qui doit beaucoup en effet aux travaux du Fonds Monétaire International, qui doit aussi à une pression extérieure, celle des États-Unis, qui doit à la réflexion de la Commission européenne. Je crois qu'il faut aller jusqu'au bout de cela et mettre au second plan ce que j'appellerais le «nominalisme», c'est-à-dire cet amour excessif de cibles qu'il faut atteindre à un instant donné dans des conditions données et quelles que soient les circonstances. De ce point de vue, le fait que l'on mette en avant la résorption des déficits structurels, que l'on exige de tous les pays – et la France ne fait pas exception – des réformes structurelles qui peuvent être difficiles, qui ne sont pas prises dans le déni, mais qui permettent aussi de tenir compte des structures du pays, de sa sociologie, de sa psychologie, parce que tout cela ne peut être négligé, c'est cette voie-là qu'il faut emprunter. Il faut se donner pour cela le temps nécessaire.

Je suis très reconnaissant à la Commission européenne de nous avoir donné à nous, la France, deux ans pour parvenir en deçà de 3%, tout simplement parce qu'elle a eu l'intelligence de comprendre qu'il ne fallait pas casser la croissance. À l'inverse, pour le pays, cela veut dire ne pas laisser filer ce temps, et agir suffisamment vite et suffisamment fort pour qu'au final, on vienne à remplir ces objectifs.

Hedwige Chevrillon

Pensez-vous que la société française soit capable de supporter ces chocs ?

Pierre Moscovici

Oui, je le pense. La démocratie n'est jamais une contrainte, c'est un choix, que beaucoup nous envient. Elle est fragile, la situation dans le reste du monde le prouve, il suffit de regarder ce qui se passe en Égypte, par exemple. Il faut tenir compte de cette fragilité. Il faut réussir justement à marier ces deux temps, celui des urgences et celui du politique, celui aussi du temps des effets des réformes qui est encore plus long. Mais ce sont ces deux choses qu'il faut sans arrêt associer dans une tension qui doit être créatrice.

Sur l'Europe, je voudrais ajouter deux choses. La première est qu'il est très important que l'Europe elle-même se réforme. Je voudrais souligner à ce propos la très grande importance des travaux sur l'union bancaire. C'est un chantier gigantesque qui paraît technique, mais qui est en réalité éminemment politique, si on veut lutter contre la fragmentation financière, pour permettre que les canaux de transmission de la politique monétaire soient plus efficaces, pour faire en sorte que le financement même des PME en bénéficie. Ce chantier est de moyen terme, mais il faut le faire avancer très vite. Il y a un an, on en parlait peu, aujourd'hui, on a posé des fondements dont la directive qui a été adoptée lors du dernier Conseil de l'ECOFIN : la possibilité de recapitaliser de façon directe les banques pour éviter des crises qui pourraient se reproduire. Il y a comme cela toute une série de réformes structurelles qui sont de l'Union européenne elle-même.

Enfin, dernier point, je pense qu'il faudra changer la gouvernance de l'Europe et commencer par la zone euro. Là-dessus, je voudrais faire quelques réflexions. La première est que, dès lors qu'il y a une zone euro (et elle doit être le fer de lance de la construction européenne), il est nécessaire qu'elle ait un budget, en partie à effet contracyclique, par exemple pour assurer un seuil minimal d'assurance chômage. Il faut aussi qu'elle soit plus lisible elle-même, et que l'on ne voie pas, comme cela, 17 ministres qui se réunissent la nuit…

Hedwige Chevrillon

Donc, il faut un ministre.

Pierre Moscovici

Je pense qu'il faut un ministre des Finances de la zone euro. On pourrait l'appeler Président permanent de l'eurogroupe, pour ma part je l'appellerai ministre des Finances, il me semble que c'est plus clair, plus visible. En termes d'échéance, il me semble qu'il faudrait profiter du renouvellement l'an prochain des institutions européennes, du Parlement européen et de la Commission européenne. La question qui se pose est de savoir si ce ministre des Finances de la zone euro doit être uniquement le Président de l'eurogroupe, ou s'il doit

être aussi le Commissaire chargé des affaires économiques. À titre personnel, je privilégierais plutôt la seconde solution qui pourrait créer une synergie forte.

Enfin, je ferais une dernière proposition. Le Parlement européen a pris une importance considérable. J'y ai siégé la première fois en 1994. C'était un forum entouré de lobbys. J'y suis retourné en 2004. C'était devenu un Parlement. En 2013, il est encore plus un Parlement. Il a barre sur la Commission. Il a un pouvoir de contrôle, il a un pouvoir de co-législation. Il n'est donc pas logique que nous ayons la zone euro comme instance exécutive, que nous n'ayons pas au sein du Parlement européen une chambre de la zone euro. Je ne dis pas un Parlement de la zone euro distinct du Parlement européen, mais à l'intérieur du Parlement européen, une instance, une commission, un comité, une chambre, qui puisse légiférer sur les affaires qui sont d'intérêt commun à la zone euro. Vous voyez que l'on a beaucoup à faire, mais encore une fois, l'urgence est de réconcilier nos concitoyens avec la construction européenne.

Hedwige Chevrillon

Elsa Fornero, comment est-ce que vous voyez, vous, cette gouvernance économique de l'Europe pour aider les sociétés européennes à traverser cette crise ?

Elsa Fornero

I would like to say some words of caution about reforms. There is an outcry for reforms as if they had miraculous healing power per se. *However, I believe that at the European level there are a few misunderstandings about what single countries can achieve in a short time and this can cause problems.*

The recent Italian experience is a case in point. Reforms were repeatedly requested by the European Commission; they were initially introduced with the general awareness that this meant sacrifices. But Europe constantly called for more sacrifices and consensus waned. There should be more awareness at European level of how much sacrifice a country can take in a short period.

Apart from outside pressures there is the question of the actual acceptance of reforms. A reform voted by Parliament can still produce little or no results if it is not properly understood, assimilated by people and translated in actual change of behaviour. Taking the Italian pension reform as an example, this was interpreted by public opinion as yet another austerity measure, which I am not denying it is, but there is much more in it that was overlooked. It is a rebalancing of generational relationships that goes far beyond the crisis, it takes part of the pension burden away from younger generations. This however did not get through: when you introduce a basic reform, someone will lose advantages and this provokes immediate opposition since these people see what they regard as "acquired rights" reduced or taken away and do not consider the more general architecture.

Another aspect I want to consider is social cohesion. This is essential in absorbing resentment about «acquired rights» being reduced or taken away; people were not happy with the pension reform but accepted it because of social cohesion, mainly for Europe's sake. Although the popularity of Europe has decreased, like everywhere else in the European Union, Europe is a sort of "sentiment" in Italy, Italians are "naturally" Europeans. No political force in Italy is seriously considering abandoning the euro.

One final consideration: the procedure for excessive deficit was closed a couple of weeks ago. This is a relief. It is not a complete change of scenario but it means that austerity is starting to pay off and that politicians, if they manage to remain credible, have now a chance to design scenarios for the future capable of improving people's welfare.

Jean-Claude Trichet

Je dirais que dans tous les pays avancés, le problème principal est que la quasi-totalité des opinions publiques sont elles-mêmes trop court-termistes : elles exigent des résultats rapides en se préoccupant peu des conséquences à moyen, long et très long terme. Ceci complique considérablement la gestion optimale de nos démocraties politiques. Cela exige de tous les politiques, de toutes sensibilités, du courage et des efforts considérables de pédagogie. Je crois qu'aujourd'hui, dans la compétition entre les diverses économies, le véritable avantage compétitif, c'est la lucidité de l'opinion publique. Une opinion publique éclairée et lucide est un atout stratégique, à long terme, considérable pour l'économie et la nation concernée. D'où l'importance du débat public informé, de medias de grande qualité, de responsables politiques mais aussi économiques et sociaux n'hésitant pas à s'exprimer et à enrichir l'information et la compréhension de nos concitoyens.

Ceci dit, les hommes politiques sont aussi, bien sûr, le reflet de la lucidité stratégique de leur propre opinion. Comme le disait Pierre Moscovici, leur but n'est pas de ne pas se faire réélire !

2025 : L'Europe à nouveau le centre du monde

Olivier Pastré

En cette fraîche matinée du 22 Septembre 2025, Thomas Hollande et Dieter von Tiese, le gendre d'Angela Merkel, sont fiers d'eux et, devant les caméras, reproduisent, main dans la main, le geste hautement symbolique qu'avaient fait, 41 ans plus tôt exactement, François Mitterrand et Helmut Kohl. Ils peuvent être fiers d'eux car ce sont eux qui ont convaincu leurs électorats respectifs d'opérer en 2021 la fusion de leurs deux pays, donnant ainsi naissance à la troisième puissance mondiale, solidement campée sur les bases d'une croissance annuelle du PIB supérieure à 3%. Le Parlement siège à Paris et le gouvernement à Francfort (et non à Berlin). Thomas préside et Dieter gouverne. Résultat ? Un bloc démographique fort de 145 millions de personnes. Un PNB de 6 000 milliards d'euros. Une balance commerciale en excédent de plus de 100 milliards d'euros. Un taux de chômage ramené à moins de 6%.

Ce résultat est le fruit de la complémentarité presque parfaite entre les composantes de cette nouvelle alliance. L'Allemagne apporte deux précieux actifs dans la corbeille de la mariée : sur le plan de la méthode, sa rigueur budgétaire, son expérience de la décentralisation et son sens du compromis salarial ; et, sur le plan des résultats, une industrie performante, investissant massivement en R&D, structurée autour d'ETI bien positionnées sur les marchés mondiaux les plus porteurs et donc puissamment exportatrices. Mais la France dispose d'une dot économique tout aussi précieuse et, surtout, permettant de conforter les faiblesses du «modèle rhénan» : une démographie orientée à la hausse (2 enfants par femme contre 1,4 en Allemagne) ; un taux d'épargne élevé permettant aux Français de disposer d'un patrimoine moyen prêt, pour partie, à s'investir dans de nouveaux projets communs (300 000 euros en 2011 contre

200 000 en Allemagne) ; enfin, un système bancaire concentré et donc capable de financer une croissance potentielle ambitieuse. Cela sans même parler de l'effet de masse que produit, au niveau des entreprises, ce nouvel ensemble. Un tel pays dispose, en effet, du leadership mondial dans au moins six secteurs : l'énergie, le BTP, la chimie, la mécanique, la pharmacie et l'aéronautique.

Troisième charme incontestable d'une telle union : l'effet d'entraînement provoqué en matière de construction européenne. Les 25 autres pays de l'Union perdent ainsi un peu moins de temps à nouer d'improbables alliances avec l'un ou l'autre des deux piliers de l'Europe et se concentrent davantage sur les voies et les moyens leur permettant d'arrimer leur croissance à cette nouvelle locomotive économique. Il est clair que ce nouveau géant économique, de par sa puissance et sa capacité de réaction, a permis aussi de faire resurgir (en particulier pour les jeunes générations) l'ingrédient qui manquait le plus en France et dans une partie de l'Allemagne dans leur quête d'une difficile sortie de crise, à savoir la confiance, indispensable ciment de la croissance et donc de la création d'emplois.

Oh, certes, les voies qui ont mené à cette fusion ont été particulièrement tortueuses et semées d'embûches. Il n'empêche. Nous y sommes enfin arrivés et la physionomie de la gouvernance mondiale s'en est trouvée durablement modifiée. L'économie mondiale a retrouvé, à partir de 2017, un rythme de croissance annuel de 4%. Ce rebond a eu deux causes principales.

D'abord la prise de conscience du caractère profondément récessif des réglementations comptables et prudentielles qui régissaient, jusqu'en 2016 la finance mondiale. L'Europe a reconquis cette année-là sa souveraineté comptable, en dénonçant le contrat qui la liait à l'IASB et, quelques mois après, les normes Bâle IV pour les banques et Solvency III pour les assureurs, adoptées par l'ensemble des pays développés, ont enfin acté le fait que la stabilité financière ne pouvait pas s'imposer au prix de la croissance économique.

Le deuxième ressort de ce sursaut économique a été la relance de l'effort de R&D. En partie du fait de la crise – mais en partie seulement –, l'effort de recherche, véritable terreau de l'innovation et, donc, de la création de valeur, s'était relâché depuis le début du XXIe siècle. En Europe notamment, l'esprit de l'agenda Lisbonne arrêté en Mars 2000 ne soufflait plus que par intermittence. Il fallait réagir. C'est ce qui a été fait en 2015 par une initiative du G20 fixant des objectifs chiffrés et relativement contraignants aux investissements publics de Recherche et Développement de ses membres. C'est sur cette base que des mini-révolutions industrielles ont vu le jour tant dans le secteur des TIC que dans ceux des nanotechnologies et des énergies renouvelables.

Dans cet environnement économique recomposé, la croissance économique a pu repartir sur de nouvelles bases. Elle a profité aux pays de l'OCDE et aux BRIC mais aussi à toute une série de pays, jadis pauvres mais qui se sont mis, à

leur tour, à émerger. Ce fut notamment le cas de ceux que l'on appelait dans les années 2010-2015 les *next 13*. Ces treize pays (Afrique du Sud, Argentine, Égypte, Indonésie, Iran, Malaisie, Mexique, Nigéria, Philippines, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Vietnam) aux profils économiques et géopolitiques très différents avaient tous un point commun : une démographie très tonique à laquelle un investissement massif dans le système éducatif et une politique industrielle tirant les enseignements du passé ont donné un pouvoir de « destruction créatrice » (Joseph Schumpeter) de premier plan. Ce cercle vertueux s'est en particulier manifesté en Afrique dès lors que l'Europe a pris conscience du potentiel que recelait une intégration plus poussée avec ce continent.

Mais l'Europe, au cours de cette période, ne s'est pas seulement distinguée par le renouvellement de sa politique commerciale et de ses investissements extérieurs. Bien qu'handicapée par le Traité de Nice (2001), qui avait fait le choix de l'élargissement avant celui de l'approfondissement, l'Europe, par une politique de petits pas institutionnels, s'est progressivement dotée d'une gouvernance économique, sinon optimale, au moins opérationnelle et remise sur le droit chemin. L'Espagne et l'Italie se sont réindustrialisées et assagies budgétairement. Tout naturellement, l'Angleterre a quitté le navire européen pour connaître l'une des plus graves crises de son histoire au début des années 2020, démontrant ainsi qu'une économie nationale d'un certain rang ne peut pas reposer sur la seule finance. L'Europe continentale quant à elle a su progressivement trouver un équilibre entre la discipline budgétaire et les investissements d'avenir. Des « eurobonds » ont pu ainsi être lancés une fois mis en place les instruments de contrôle budgétaire rendant les comportements de « passagers clandestins » plus inconfortables et les « effets d'aubaine » moins nombreux.

De même, à la surprise de très nombreux observateurs, une véritable politique industrielle européenne a pu être lancée sous des contraintes très strictes et dans des secteurs, comme l'énergie, les infrastructures et les TIC, clairement délimités. Dans cette Europe convalescente, la France a su dignement tenir son rôle. Après avoir facilement bouclé la réforme de son système de retraite, elle s'est attaquée de manière déterminée aux dépenses de l'État et, en moins de dix ans, sous l'éclairage d'une LOLF revisitée, déclarée prioritaire et pérennisée, le déficit budgétaire a pu céder la place à un excédent à partir de 2019 et le niveau des prélèvements obligatoires a pu enfin commencer à refluer. La France, ayant enfin compris que l'avenir passait par la formation (professionnelle aussi bien qu'initiale) et que l'« immigration choisie » ne constituait pas une menace mais, au contraire, une chance, a été couronnée au détour des années 2020 première destination européenne pour les IDE (Investissements Directs Étrangers).

Thomas Hollande et Dieter von Tiese ont d'autant plus de raisons d'être satisfaits de la renaissance européenne à laquelle ils ont contribué que le cheminement nécessaire pour arriver à un tel résultat a été tout sauf « un long

fleuve tranquille». Les États-Unis et la Chine ont connu des crises très graves, les premiers parce que la «divine surprise» des gaz de schiste et de l'indépendance énergétique qui en a découlé n'a pu que temporairement masquer les impérities budgétaires passées et répétées, et la seconde parce que l'implacable montée des coûts salariaux a, certes, permis la constitution d'une véritable classe moyenne mais a aussi raboté la compétitivité de toutes ses industries de bas et même de moyen de gamme.

À cela se sont ajoutés deux types de menaces qui n'ont pu être déjouées qu'avec difficulté. D'abord le protectionnisme, qui a franchi un pic en 2015 avec plus de 50 conflits commerciaux portés devant la CRD (Commission de Règlement des Différends) de l'OMC et dont les effets potentiellement dévastateurs n'ont pu être limités que par une intégration plus poussée des échanges au sein d'ensembles économiques régionaux (Europe-Afrique, Asie et Amérique Latine). La deuxième menace à avoir été déjouée a été celle de l'inflation. À la minute où la sortie de crise a pointé le bout de son nez, en 2019, les tensions inflationnistes ont repris, tacitement encouragées par les gouvernements les plus populistes et les plus irresponsables. Cette reprise de l'inflation a eu, certes, le mérite d'alléger pendant quelques semestres le coût de l'endettement des États, mais a fait aussi renaître des craintes d'un temps que l'on croyait définitivement révolu. Ironie de l'histoire, c'est Jack Greenspan, le fils d'Alan, qui, nouvellement nommé patron de la Fed, se fit le plus vigoureux, s'opposant au laxisme monétaire que les sénateurs républicains appelaient de leurs vœux et que son père avait érigé en doctrine à la fin des années 1990.

L'Europe elle-même s'était, certes, progressivement intégrée mais n'en avait pas moins connu des soubresauts économiques plus qu'inquiétants. L'Espagne et l'Italie avaient frôlé le collapsus avant de se ressaisir ; le populisme ambiant avait donné lieu à de violentes «jacqueries» dans certains pays et une partie significative des grands groupes européens étaient passés sous pavillon étranger. La Société Générale était ainsi désormais indienne et Fiat, chinoise. Mais, comme nous l'avons vu, l'Europe avait su réagir à temps…

22.

Le temps des crises : une dynamique de la construction européenne

L'Europe fait face à des inquiétudes croissantes sur son présent et sur son avenir à plusieurs titres.

Tout d'abord et très pragmatiquement, l'excès de dette, par l'austérité qui s'en suit, génère des inquiétudes sur la croissance immédiate mais aussi sur l'avenir économique des pays aux dettes les plus importantes : combien de temps faudra-t-il pour réduire les dettes et reconstruire leurs capacités à produire des richesses ? Résoudra-t-on véritablement les problèmes actuels par de la mutualisation de dette ?

Le « modèle européen » inquiète également à travers la crise des institutions et de légitimité. Comment répondre à cette demande pressante alors même que la construction d'une nation s'inscrit forcément dans le temps long ? Est-ce que l'objectif d'États Unis d'Europe qui était celui des « pères fondateurs » doit toujours être celui d'aujourd'hui ? Plus généralement, quel modèle pour quelle Europe ?

Enfin, quelle est la place de l'Europe au sein de la communauté internationale ? Est-ce que le temps de l'Europe est passé ou peut-elle encore influencer le monde de demain face aux nouveaux géants ?

Contribution du Cercle des économistes

Laurence Boone

Témoignages

Marwan Lahoud • Yannos Papantoniou • Didier Reynders • Hubert Védrine
Jens Weidmann

Modérateur

Nicolas Beytout

For a more Integrated Europe

Laurence Boone

Since the beginning of the crisis, the Member States of the Euro Zone have kept wavering over growth-promoting strategies. Some have argued that the monetary policy of the ECB was too timid. Others (often the same ones), have claimed that budgetary policies became too restrictive and too soon. But overall growth strategies have ignored the short term and focused on the longer one, with the hope that structural reforms would raise future trend growth.

We could be missing the point. Europe is now faced with criticism of a different nature: its inability to solve the problem of excessive debt –especially in the banking sector, but also of companies and households– and above all, its inability to devise a common strategy, a common future, for the short as well as more medium term.

Currently, the situation seems to have stabilized. But only seemingly so and the crisis is not behind us. Without a will for more integration, in a no-growth situation, with the related soaring unemployment, the euro can and will still be threatened and more profoundly so. The will for more integration should lead to financial transfers but cannot only rest on such transfers and will ultimately depend on shared political decisions.

■ Euro Zone 1.0: a precarious stabilization

The strategies set by European authorities in order to find a way out of the crisis have first aimed at stabilizing the Euro Zone and "eradicating" any risk of a break-up. In this they were successful. Bailout mechanisms devised for countries with liquidity problems (EFSEF, ESM) and, of course, the ECB monetary policy "OMT" programme (which aims at stabilizing markets through sovereign bond purchases, provided the concerned country commit to a programme of

reforms) reassured markets of the sustainability of the euro. The decision of purchasing sovereign debts via the Central Bank's OMT program (Outright Monetary Transactions), benefitted from the experience of similar programs implemented by other Central Banks, but also from the careful analysis of the Euro Zone's specificities and the lessons learned from the European Monetary System crisis in the 1990s.The idea is to confront the markets with a "wall of money" taller than their own resources by using the Central Bank's boundless capacity of printing money… while complying with the specific political and institutional constraints of the Euro Zone

However, these strategies have suffered from two major flaws of the European governance. First, an inflexible budgetary framework based on rules rather than political choices. Second, desynchronized national microeconomic responses (since they are not harmonized), leading to a lack of voluntarism when proactive industrial policies were needed at the European level. These failures are the bitter result of a lack of coordination on short-term growth strategies and the absence of a joint vision of the future construction of Europe.

European authorities probably launched their budgetary adjustments too soon and the various channels of transmission of this policy from one country to another were neglected. Like in Japan in its own time, the early shoots of the recovery were soon stifled by brutal and massive adjustment measures. This accelerated adjustment is mainly the consequence of the effort of European countries to address the lack of coordination and the absence of a political commitment towards more budgetary integration. According to the European authorities, the sovereign debt crisis would have been less severe if there existed such a thing as "the Euro Zone as a whole", since the Euro Zone as a whole would have been able to service its debt. Peripheral countries wouldn't have been considered more risky than an American state on the edge of bankruptcy.

The strategies adopted to manage the Euro Zone were aimed at addressing problems at national levels. Loans were granted to European countries –much as the IMF would have done for independent countries on the verge of bankruptcy– in return for reforms when needed. Member states were also asked to adjust their public finances in order to avoid the same fate. All of which was done too soon, too strong, too independently of each other.

European authorities were a lot more reluctant to initiate the necessary reform of the banking sector, even though banks are essential for financing the productive economy. One of the main drags to growth is the lack of funding for SME working capital. Small and Medium Enterprises make up the bulk of the European industrial landscape: 80% of Italian and Spanish firms have fewer than 50 employees. These firms don't have –and will never have– access to the financial market: they need banks capable of taking the risk to finance them. Unfortunately, European banks have strengthened the requirements for such loans, as they cannot afford to add risk to their-balance sheet that deteriorated as a consequence of the crisis.

Two mains reasons can explain this situation: on one hand, European banks are deleveraging slowly; on the other hand, the new regulations elaborated since the beginning of the financial crisis make the lending to SME very expensive for the banks in terms of capital. In the absence of a European authority that would aim at monitoring and assisting the banking sector, each State and each regulator has been seeking to protect its banking industry, hoping that the ECB would help banks in deep trouble by injecting liquidities when needed. In contrast of the United States, there have been no real, public and transparent assessments of European banks' balance sheets, with mandatory injections of liquidity and restructuring of financial institutions in trouble. As a result, European banks are at best barely recovering, and in any case very reluctant to take a risk by financing SME.

Here again, the absence of a political will to jointly manage the errors of the first ten years of the Euro is the main cause of this failure. Restructuring the banking sector at national level through possible capital injections would have been too difficult for a number of countries with a weak banking sector –or weakened by the housing bubble–, and would have put their public finances at risk. It would have been more beneficial to manage these costs at European level, for two reasons: first, it would have initiated a harmonization of the banking sectors consolidation, thus excluding the risk of "unfair competition" created by State subsidies; second, such a mechanism would have been less costly for the Union's public finances and would have avoided the dramatic increase of risks for individual countries.

Similarly, Europe hasn't tried to build a shared destiny for its members, and never went further than macroeconomic common policies (often technocratic and obscure for people) such as monetary and budgetary policies, and financial stabilization mechanisms. There are no such things as common policies for energy, infrastructures, education, defense, industry, and no common social protection. The only thing Europe was capable of doing in the name of the Single Market was to impose changes in competition practices and standardization rules reluctantly accepted by governments. A lot of sticks, for very few carrots.

■ Euro Zone 2.0: the banking union as catalyst for integration

The ECB, which bore most of the brunt of the crisis management, could be the catalyst for more integration. The power to conduct an audit on European banks' assets has just been entrusted to the ECB. This will allow the Central Bank to shed some light on the real situation of all the banks in the Euro Zone, and force the States to reorganize their banking system. This should lead to more integration, as some States will not have the means to address the weaknesses of their banks without outside help.

The ECB would thus lay the foundations of a budgetary union, as massive common funding capacities could be necessary to carry out the restructuring of the European banking sector. This mechanism will fix European banks and enable them to take new risks such as loans to European firms and more specifically to SME that form the industrial body of Southern Europe. The Banking Union would give a new, more concrete signification to the European integration, and would allow a faster return to economic growth. But it would still be a technocratic institution.

Moreover, it is by no means certain that this would be enough to stabilize the Euro Zone. The issues of the budgetary sustainability of some countries and the necessary pooling of a portion of the public debts are still open. Above all as there remain doubts on the capacity of southern States to regain a dynamic industrial fabric in the context of the concentration of industrial activities in the North through "clustering effects".

■ Euro Zone 3.0: building new capacities to generate wealth throughou Europe

The imbalances in the distribution of wealth and income that result from this "clustering effect" can be remedied through fiscal transfers and migration flows, but also with an appropriate industrial policy[1]. Recent research in industrial economics[2] points out the leading role of economic policy in supporting the development of firms, beyond the mere "structural reforms" aiming at ensuring a sound business climate.

Industrial policies were abandoned when the "capture theory" appeared in the 1990s and stigmatized them as the most obvious symbol of distortions in competition, stating that State subsidies can be "captured" by firms or sectors best equipped to defend their interests through lobbying. As a consequence, competition rules were established in order to, among other things, reduce State aids to firms.

However, Industrial policies and competition can be complementary. An industrial policy aiming at developing innovation within leading-edge sectors is all the more efficient as there exists a strong competition among firms. These firms will try to use State subsidies to accelerate the innovation process and take leadership in their field. Similarly, industrial policies should focus on tradable sectors and more particularly those with a comparative advantage that are the most likely to contribute to exports. In some European countries tradable sectors are those with high innovative contents and the closest to the technological frontier. For others, it could be tourism or the luxury industry, for instance.

---

1. Aglietta, 2012, *Zone euro: éclatement ou fédération*.
2. Aghion, Boulanger and Cohen 2011, «Rethinking industrial policy», Bruegel Policybrief

■ Conclusion

In Europe, the crisis has abated thanks to the creation of the European Financial Stabilisation Mechanism, tighter governance rules and above all decisive action by the ECB at the end of 2011 and 2012. However, the situation is still precarious. Growth is badly needed. The integration of the banking sector, recently entrusted to the ECB as European supervisor, can lead to its stabilization. A banking Union would certainly boost a faster economic recovery and create the foundations for a budgetary Union that would in turn have a more profound stabilizing effect.

But this would not be enough to correct the economic discrepancies between the member states. Transfers and migration flows will be necessary. The Euro Zone will remain in jeopardy as long as production capacities and wealth generating activities are not revived. National structural reforms will be necessary to emerge from the crisis, but other integration policies will also have to be implemented rapidly such as transfer policies, mobility policies (but only with a long-term impact), and mostly an industrial policy.

How to Unleash the Potential of the Common Currency

Jens Weidmann
Bundesbank

Whenever the topic of conversation turns to economics and Europe these days, the euro takes centre-stage more than ever, but it is worth remembering that the euro was also a political project from the very outset. The French economist Jacques Rueff declared in 1949 that money would pave the way for European integration; literally, he said *"L'Europe se fera par la monnaie ou ne se fera pas."*

The Monetary Union: an asymmetric construction

50 years later his vision took shape, but integration brought about by the Economic and Monetary Union was, by construction, an asymmetric one. Monetary policy was united, but fiscal and structural policies remained matters of national responsibility, albeit subject to coordination rules that sought to address the deficit bias that is inherent in this institutional setting.

This was in keeping with the principle of subsidiarity as enshrined in the European Treaties, and it was also supposed to be in keeping with the principle of liability as spelled out in the no-bailout clause, which sought to complement the coordination rules by fostering market discipline with respect to fiscal policy, and this meant that bad or unsustainable fiscal policies would be sanctioned by higher market interest rates on the respective debt. It was also in keeping with the primacy of monetary stability by virtue of an independent European System of Central Banks and the prohibition of monetary financing.

Together with the rules laid down in the Stability and Growth Pact, these precautions were designed to contain the tensions inherent in this framework that combines a single monetary policy with 17 national independent economic policies.

Besides being designed to promote stability, the euro promised to foster prosperity as well. Therefore, hopes were high that the euro would set in motion a process of real convergence. It was expected that governments would have no choice but to implement structural reforms and improve their supply side; as stimulating demand was no longer an option, fiscal policy was restrained by the rules and, meanwhile, monetary policy was no longer available to national policymakers at all.

What is to be done now?

We now know that things did not work out quite as expected. This poses a fundamental question: do we need to further shift economic policies to the European level to make monetary union work, or will it suffice to amend the existing framework?

I wish to argue that both avenues can in principle lead to a stable framework. The changes required to amend the current framework are by no means trivial. However, at the current juncture, they might be more feasible than giving up national sovereignty in fiscal and economic matters while requiring the corresponding democratic legitimation.

The crisis can be read simultaneously as a sovereign debt crisis, a balance of payments crisis and a financial crisis, but there is one common principle, which goes a long way towards explaining the crisis. People respond to incentives, and in the case of Europe, implicit guarantees for banks and sovereigns caused shareholders, investors, governments and voters to ignore or worry less about risk. Underestimated contagion effects between countries exacerbated these effects, and in the end the balance between liability and control, which is essential for any market economy, had got out of kilter.

This largely explains the unsustainable developments in the run-up to the crisis, and this is what needs to be changed for the euro area to regain its footing.

Regarding the implicit guarantee given to sovereigns, a genuine fiscal union would be one path towards establishing a framework, which balances liability and control, and in this scenario control and intervention rights would be shifted to the European level. Were this prerequisite to be fulfilled, a greater mutualization of liabilities would become feasible and might also be justified.

However, it seems to me that giving up national sovereignty in fiscal matters does not really enjoy a majority support in Europe at this juncture, whether among politicians or among the general public in the member states. The typical example to address this point is President Hollande's recent response to the European Commission's recommendations for reforms. I quote "Elle n'a pas à nous dicter ce que nous devons faire."

Therefore, mutualizing debt without mutualizing control would exacerbate the tensions in the EMU framework rather than eliminate them. Hence it would not resolve Europe's woes but only make matters worse. It would not, in particular, preserve the currency union as a stability union.

▶ Strengthening the existing framework

Therefore, the only feasible way forward is to strengthen the framework laid down in the European treaties, and this implies stiffening fiscal rules, which were stretched and ignored too often in the past, with Germany and France being among the culprits. The new Stability and Growth Pact is a step in the right direction, but the mere existence of these rules does not suffice. We also need to actually apply them. Softening the rules would be a step backwards, and this is why I view with skepticism the European Commission's views on taking public investment out of the deficit calculation, because it makes the procedure more arbitrary and less transparent. The lack of credibility of fiscal policies is one of the key problems we are facing in the euro area crisis.

Further to having stronger rules, we need to make sure that, in a system of national control and national responsibility, sovereign default is possible without bringing down the financial system. Only then will we really do away with the implicit guarantee for sovereigns, and to achieve this we have to sever the excessively close links between banks and sovereigns. European banks currently hold too many of their own governments' bonds, and this is because banks do not have to hold any capital against government debt, and the risk weight assigned to sovereign bonds is zero. Counteracting excessive investment in sovereign bonds means that we need to change the capital rules for these bonds in the medium term in order to make sure they are adequately risk-weighted, and we need to limit bank exposure to sovereigns, as is already the case for private creditors. Only then will banks be able to cope with the repercussions of sovereign default.

Getting to grips with the implicit guarantee for sovereigns would be one big step towards eliminating the inherent tensions in the monetary union's structure. Removing the implicit guarantee for banks would be another one, and to make that happen we have to ensure the resolvability of banks. Defining a clear hierarchy of creditors is crucial; shareholders and creditors

will have to be first in line when it comes to bearing bank losses instead of taxpayers; to further strengthen market discipline, the establishment of a single supervisory mechanism for systemically important banks, as well as a single resolution mechanism, will be an important step forward. A common resolution regime, in this regard, will have to ensure that banks without a viable business model can exit the market in an orderly fashion.

Such a regime is crucial not only for financial stability but also for sustainable growth. A functioning resolution regime strengthens incentives for effective credit monitoring and moderates banks' risk appetites, and in doing so it enhances the allocation of capital and reduces the risk of a bubble emerging. Better still, of course, would be if banks did not even reach the point of having to be wound down in the first place, and in this regard higher capital requirements and better recapitalized banks are a part of the solution.

▶ Structural shortcomings require structural solutions

Finally, let me touch on the role of monetary policy. Monetary policy has already done a lot to absorb the economic consequences of the crisis, but it cannot solve the crisis, and this is also the consensus of the Governing Council. The crisis laid bare structural shortcomings, and such structural shortcomings also require structural solutions to improve competitiveness, address unemployment and restore fiscal sustainability. The best contribution a central bank can make to a lasting resolution of the crisis is to fulfill its mandate, namely that of maintaining price stability.

This is what Jacques Rueff meant when he made his famous statement in 1949. It was a declaration of support for common principles of monetary stability rather than an early advocacy of a single currency. We should not jeopardize now what we have fought so long to achieve. Monetary union has always been both a political project and a prosperity promise, and to fully unleash the potential of the common currency, efforts are needed on two fronts, structural reforms and the abolition of implicit guarantees for banks and sovereigns.

Eurozone: Breakdown or Recovery?

Yannos Papantoniou
Former Finance Minister, Greece

Europe is facing its most challenging crisis of the postwar period. After six quarters of recession, the slump is spreading to the euro zone's core countries. Unemployment above 12% on average is at a record high. In Spain and Greece, more than one quarter of the labor force is jobless, while the unemployment rate hovers around 60% among young people. Despite harsh austerity, large fiscal deficits persist, banks remain undercapitalized and unable to support a sustained economic recovery.

Social malaise is deepening as expectations –and actual prospects– for economic improvement are likely to remain poor for the foreseeable future. Faith in the European project is declining and, given the euro zone's lack of cohesion, stagnation and recession may lead to popular rejection of the EU, accompanied by serious challenges to democracy, including the rise of neo-fascist parties.

More cohesive social and political entities, like Japan, are better able to handle economic failure. In Europe, however, old –and new– fractures increase divisions, which may be difficult to heal. The widening North-South divide is perhaps the most evident one, but others such as immigration flows and cultural gaps are waiting in the wings.

And yet, despite the growing risks, European leaders remain remarkably inactive, apparently reassured by European Central Bank (ECB) President Mario Draghi's promise to do "whatever it takes" to protect the monetary union from collapse. But prolonged inaction, induced by relative calm in financial markets, will perpetuate stagnation and eventually lead to a breakdown of one sort or another. Either gradual attrition with weaker countries defaulting will lead to a more restricted German-led club of

"virtuous" countries, or Germany itself will choose to pursue a policy of narrow fiscal advantage by seceding from the euro zone.

What are the options?

Avoiding that fate involves choices among the following, not necessarily exclusive, options for overcoming the euro zone crisis.

First, pursuing the present strategy of austerity-cum-reform aimed at achieving ever higher internal devaluation in the over-indebted countries, so as to eventually reach a competitive balance with the stronger core economies and attain equilibrium in both the domestic and external accounts.

Second, relaxing austerity in the core countries and significantly easing monetary policy so as to compensate for demand losses in the periphery and through higher inflation in the core, facilitate the bridging of the competitiveness gap between North and South.

Third, moving to a "transfer union", by allowing substantial fiscal transfers through a centralized euro zone budget to weaker countries and regions, so as to ensure balanced growth and stronger economic and social cohesion.

The trouble with current policies is that they are one-sided, relying exclusively on extremely harsh austerity and the pursuit of structural reforms in the over-indebted economies. These policies have obviously failed, as even the International Monetary Fund recently acknowledged. Austerity led to much deeper recession than was forecast, resulting in persistently large fiscal deficits and high debt/GDP ratios while the reform effort stumbled as high and rising rates of unemployment and poverty increased resistance to it.

Experience shows that privatization, market liberalization, the opening of closed professions and government downsizing involve conflict with powerful vested interests, such as businesses in protected industries, public-sector unions or influential lobbies. Resolving these conflicts requires strong social alliances that are hard to cement in the context of poor economic prospects, social turmoil, civil disorder and political instability.

Deep and prolonged recession implies vanishing support for reforms, as governments fail to convince citizens that current sacrifice will ensure a better future. There are limits beyond which pushing a society to impoverishment –a less polite fashion to describe "internal devaluation"– produces undesirable, if not dangerous, consequences.

The short-term effects of reforms and their impact on the people

Reforms are of course an essential part of any rescue strategy since they increase productive potential, ease inflationary risks and enhance the country's prospects. Moreover, reinforcing competitiveness increases

confidence among consumers and investors about the country's economic future, thereby inducing higher spending and production.

However, their short-term impact is limited as they need time to take roots. Crucially, the confidence factors do not necessarily work in an imperfectly functioning monetary union, such as the euro zone, where the continual appearance of systemic flaws erodes confidence. In such circumstances, the result may be hoarding and capital outflows, rather than increased spending, as it happened in some over-indebted euro zone countries while they were pursuing reforms.

The common currency lacks a sovereign. Fiscal policy and banking are fragmented among seventeen separate entities while the ECB lacks the full range of powers that are required for guaranteeing the currency. The euro zone's flaws reflect the conceptual distance from the United States, which is the only model of a well-functioning monetary union. Europe's history rules out emulating the U.S. model. But, to make the euro zone work, monetary unification should extend to the fiscal and financial fields, thereby creating an integrated economic union.

▶ For a balanced policy mix

The challenge for European leaders in the next few months is to admit failure of the policies followed so far and adjust them by rebalancing fiscal policies, easing monetary policy and moving rapidly towards fiscal and banking union, backed by strong central institutions responsible to a directly elected parliament. Specifically:

– Core economies –and Germany in particular– with a stronger fiscal position should relax budgetary policies so as to rebalance demand across the currency union. They should also mobilize substantial resources through the European Investment Bank and the EU's Structural Funds for Marshall-type aid for the peripheral countries in the South. Boosting investment in small and medium-sized enterprises (SME's) and youth employment should be priority areas for such aid.

– Further reducing interest rates and reinforcing unconventional monetary policy measures by the ECB –such as firing up the market for asset-based securities collaterized by loans to SMEs– would help raise demand levels, allow higher inflation in the core economies and restore the transmission mechanisms of monetary policy. Currently, SMEs in Europe's South borrow at significantly higher rates than in the North. The spread, or difference, between the borrowing costs for small Italian and Spanish companies and their German and French peers reaches 3 to 4 percentage points for similar loans, placing them in a disadvantageous position. The credit crunch is a key factor underlying euro zone's continuing recession. Moreover, higher core inflation would reduce the adjustment burden of peripheral countries

in bridging the competitiveness gap with the core economies.

– European public debt should be partially and gradually mutualized. The introduction of Eurobonds would reduce borrowing costs for the over-indebted countries and curb speculative attacks from global financial markets. The pay-off in terms of higher growth would far exceed the additional borrowing costs for the more credit-worthy core economies.

– National banking systems should be unified, in order to separate private losses from sovereign debt, with centralized supervision and resolution authorities as well as a deposit-insurance scheme forming the pillars of a European banking union. The plans currently pursued fall far short of this goal.

– Fiscal and economic policies should be more tightly coordinated through stronger institutions that, however, should be accountable to the European Parliament. Economic and political unification should move in parallel so as to ensure democratic legitimacy.

– Emphasis should be placed on policies more directly targeted to growth. A more active industrial policy is required in order to promote research and innovation. The single market should be extended to services whose protective regime is blocking productivity growth. Free-trade arrangements should be promoted either multilaterally or bilaterally with major trading partners such as the U.S.

– Over-indebted countries should pursue with renewed vigor the implementation of structural reforms taking advantage of EU financial aid as well as the improvement in the economic environment. Austerity policies should be moderated, particularly on the tax side, so as to complement, rather than antagonize, the effort for economic recovery.

The suggested policy mix aims at a better balance between demand-oriented and supply-oriented policies and allows some limited transfers – through issuing Eurobonds and financial aid for the peripheral economies– while addressing the euro zone's systemic dysfunctionalities by promoting fiscal and financial unification.

Adopting such policies is a tall order under the prevailing political conditions in Europe. EU's history, however, suggests that, in moments of danger, the strength is gathered for facing up to the challenge. Next year's elections for the European Parliament offer an opportunity to set the agenda and form the alliances for the "ever closer union" to move forward and restore its position on the world scene.

Instaurer le dialogue entre solidarité et responsabilité

Didier Reynders
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Belgique

Il semblerait que depuis quelque temps, le débat en Europe tourne autour de la demande de plus de responsabilités de la part du nord de l'Europe, notamment de l'Allemagne et de certains partenaires, et simultanément de la demande de plus de solidarité de la part du sud de l'Europe.

Pour un originaire de Belgique, toute comparaison avec une situation interne serait purement fortuite ! Mais on pourrait se demander si les relations nord-sud sont en général celles-là. Je crois qu'il n'y a pas de miracle en la matière. On aura besoin à la fois de plus de responsabilité et de plus de solidarité. Le problème est de savoir par quoi commencer. Si j'avais un reproche à faire à la politique allemande, depuis pas mal de temps déjà, c'est sa tendance à attendre qu'on soit vraiment au bord de la catastrophe pour faire un pas. Je l'ai vécu dans le dossier grec, dans le dossier portugais et pour l'ensemble des crises que l'on a rencontrées. En Allemagne, on a tendance, pour faire pression sur un partenaire – et je peux le comprendre – sur la nécessaire responsabilité, et à ne faire le geste de solidarité qu'au dernier moment. Cela donne un peu la peur du vide. Cela donne toujours cette impression que l'on va voir exploser la zone euro.

▶ Progresser, oui mais où ?

Dans l'intégration européenne. Déjà, on travaille à une union bancaire qui se met progressivement en place. Et ce n'est pas simplement la supervision de l'ensemble des banques. J'ai connu la crise bancaire en Europe en 2008 quand on a vu arriver cette crise des États-Unis directement sur Fortis, sur

Dexia et sur bien d'autres banques. Je rappellerai qu'au début, d'ailleurs, on nous regardait comme de pauvres petits Belges malheureux qui subissaient une crise. Il n'a pas fallu 24 heures pour que beaucoup se rendent compte que cela allait gagner leur pays également. On connaît les mesures qui ont été prises dans l'urgence et qui débouchent aujourd'hui sur une supervision qui ne sera plus nationale, qui sera enfin européenne, avec petit à petit, une mise en commun des risques. Ce dernier point est d'ailleurs plus difficile car il représente déjà une intégration budgétaire européenne.

Deuxième point, le risque des élections allemandes. J'étais aux Finances et dans l'Eurogroupe à l'ECOFIN pendant la période 2004-2005 ; à l'époque, nos deux grands voisins connaissaient des difficultés budgétaires et souhaitaient qu'on assouplisse. Naturellement quand on parle de l'assouplissement des règles avec, autour de la table des Portugais, des Grecs, des Espagnols et même des Belges, il est tout naturel que tous et chacun veuillent en profiter avec une augmentation forte des salaires, une diminution des heures de travail, (36, 37, voire 35 heures), etc. Et puis, on s'étonne quelques années plus tard de souffrir d'un manque de compétitivité, d'une explosion du chômage, d'un certain nombre de maux, que l'Allemagne n'a pas vu arriver de la même façon parce que, pendant toute cette période – Jean-Claude Trichet le rappelait à chaque réunion de l'Eurogroupe – il y avait une modération salariale, non pas imposée par une autorité, mais débattue, dialoguée et discutée entre partenaires sociaux. Il faut le savoir et insister sur ce point.

Troisième élément, le fédéralisme. On ne va pas réformer les traités en 24 heures, on ne va pas aller vers une démarche totalement fédérale, mais même en France, le mot commence à apparaître de temps en temps. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que l'on ne peut pas vivre avec une monnaie unique, une banque centrale unique avec 17 états qui mènent par ailleurs leur propre politique budgétaire. On a ainsi déjà fait – comme Monsieur Jourdain, de la prose sans le savoir – du fédéralisme monétaire. Mais on n'a pas pu, on n'a pas voulu franchir le pas d'un fédéralisme budgétaire. On est en train de le faire. On est en train petit à petit d'intégrer les politiques. Cela passera peut-être un jour par une intégration plus forte quand on modifiera à nouveau les traités.

Quatrième élément, les réformes. On parle beaucoup aujourd'hui de réformes structurelles et ce sont effectivement les plus importantes. Cela n'empêche pas que l'on doive d'abord remettre nos comptes en ordre. Venant de Belgique, je n'ai aucune leçon à donner. Je peux juste faire part d'une expérience. Nous avons connu au début des années 80 un déficit qui était un déficit de 17 à 18 points, si on le calculait comme aujourd'hui. La dette est montée à 138 points du PIB en 1993. Eh bien, il faut 20 ans pour revenir progressivement à l'équilibre, malgré les crises. Donc, il faudra

garder cette logique de retour à des équilibres budgétaires, et garder en mémoire que les réformes doivent avant tout porter sur l'amélioration de la compétitivité, sur une plus grande ouverture du commerce, avec, – on en parle beaucoup, je le sais – des accords possibles avec les États-Unis.

▶ Et les Marchés Intérieurs ?

Je pense quant à moi davantage aux Marchés Intérieurs. Quand on parle d'accords possibles avec les États-Unis ou quand on parle d'espionnage américain, on regarde les grands acteurs de l'économie digitalisée, et ils sont tous de l'autre côté de l'Atlantique. Ils ont bénéficié d'un marché intérieur américain gigantesque qui leur a permis de se développer.

On a très peu de concurrence venant d'Europe. J'ai connu Nokia, leader mondial de la téléphonie, mais on est passé au smartphone, on parle d'Apple et de Samsung, on ne parle plus de présence européenne dans le débat. Le marché intérieur européen est une réforme qui n'est pas achevée. En Europe, on pourrait, par exemple, ouvrir le marché de l'énergie, mais il y a encore du chemin pour arriver à un marché de l'énergie totalement ouvert.

En fait, toutes ces réformes ont pour but de lutter contre le chômage. La réforme des retraites relève de cette lutte et ce n'est pas une mesure d'austérité. Bien sûr, pour ceux qui voient leurs droits reculer, cela apparaît comme tel, mais c'est en réalité un échange entre générations. Un jour, quand nous vivrons tous en bonne santé jusqu'à 150 ans, peut-être que l'âge de la retraite pourra être repoussé dans certains pays de 65 ans à 65 ans et demi !

Toutes ces réformes n'ont de sens, y compris la légitimité européenne, que si elles sont acceptées. Dans nos pays, ce qu'il faut développer le plus, c'est le dialogue entre les partenaires sociaux, entre les acteurs économiques : le dialogue entre les entreprises et les organisations syndicales représentatives des travailleurs. On pensait que c'était impossible dans mon pays. Ces derniers jours, on vient de mettre en place un statut unique entre ouvriers et employés. Cela s'est fait avec l'aide du gouvernement, mais d'abord en enfermant pendant une nuit les représentants syndicaux et patronaux, et ils se sont mis d'accord. C'est un message que l'on doit faire passer partout en Europe.

Une Europe puissance serait utile au monde

Hubert Védrine
Ancien Ministre des Affaires étrangères, France

Pour moi le danger numéro 1, c'est le fossé grandissant entre disons, les élites «européistes» et le grand public. Je ne crois pas qu'il faille «faire rêver». L'Europe moderne ne s'est pas construite par rêves. Elle s'est construite parce qu'il y avait Staline, Truman, la réponse du plan Marshall, et ensuite, la construction européenne. L'histoire vraie n'est pas celle qui est racontée. Depuis des années, les élites répètent en boucle qu'il faut toujours «plus d'Europe», quel que soit le sujet. C'est une rengaine anxiogène. Dans les écoles de commerce, on trouve la perspective fédérale formidable, mais dans l'électorat normal les gens trouvent massivement cela angoissant. Je pense que cela nourrit l'euro-scepticisme au sens propre du terme, mais pas l'euro-hostilité. Or les euro-hostiles, qui représentent à peu près 15% de l'électorat, sont irrécupérables. Alors que les eurosceptiques sont récupérables. Ce sont des déçus.

Je ne crois pas pour l'Europe au système fédéral, au sens classique du terme. Il faut d'ailleurs distinguer : le mot «fédéral» signifie plusieurs choses différentes, et en matière européenne, ce n'est pas la même chose de dire que c'est l'Europe qui va décider à notre place parce que l'on n'y arrive plus, qu'on est trop fatigué, que de dire que l'on décide ensemble. Ce n'est pas du tout la même chose : en termes politiques, dans un cas c'est décourageant, et dans l'autre c'est mobilisant. De toute façon aucun gouvernement ne veut du fédéralisme. On n'arriverait pas à rédiger un traité sur cette base et il serait de toute façon inratifiable par les 17 ou 18 pays, encore moins par les 28. Donc, on perd un peu notre temps avec ce thème et on inquiète les gens pour rien.

Je constate l'évolution de la position allemande. Mon ami emblématique Joschka Fischer ne dit plus ce qu'il disait dans son discours de mai 2000

sur l'avenir de l'Europe. Ce que dit Madame Merkel en ce moment est qu'il ne faut pas renforcer les pouvoirs de la Commission, que ce n'est pas une idée enthousiasmante de faire élire le Président de la Commission par le Parlement européen, qu'il n'y a pas d'urgence à réformer les traités, etc… C'est ce qu'elle dit en ce moment, et je pense qu'elle le pense.

▶ De l'avantage des avancées pragmatiques

Cela étant dit, je trouve que ces dernières années – et là, en fait, je suis d'accord avec le début de ce qu'a dit Jean-Claude Trichet[3] – nous avons fait, dans la zone euro sous l'empire de la crise et de la contrainte, des progrès extrêmement importants. Mais, sur fond global de système communautaire, c'est un système intergouvernemental, moderne, perfectionné. On décide ensemble, de plus en plus. C'est très bien. Cela sera durable et légitime à deux conditions, tout le monde l'a dit : 1) à condition que cela ne soit pas uniquement répressif, disciplinaire et punitif. 2) Qu'on s'occupe aussi, dans ce gouvernement économique de la zone euro en construction de facto, de la combinaison entre assainissement des finances publiques et croissance, qu'on s'occupe d'écologisation intelligente et rationnelle, en y réintégrant la notion de progrès, qu'on s'occupe un jour peut-être – faut-il oser ? Je ne sais pas – des taux de change.

Le deuxième point est celui du contrôle démocratique. Il y a quelques semaines, j'écoutais Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing (c'était très émouvant d'ailleurs) à l'Ambassade d'Allemagne à Paris. Ils disaient en substance « On a raté notre coup avec le Parlement européen ; on croyait que cela allait donner une identité européenne, que tous les peuples allaient se retrouver. Pas du tout. Cela ne marche pas, les gens s'en fichent. » Quand la question a été posée du contrôle démocratique de la zone euro, ils ont tous deux répondu que c'était nécessaire pour fortifier la zone euro mais ils préconisaient « un rassemblement des Parlements nationaux. » Il y a d'ailleurs un article du traité qui permet de combiner une chambre spécialisée du Parlement européen et des Parlements nationaux. En tout cas, tous les grands dirigeants politiques sont obsédés par l'idée de « rebrancher » les peuples, donc les eurosceptiques, sur la construction européenne, sans les sermonner, leur faire la leçon, ou les mépriser au risque de les énerver davantage et de creuser encore plus le fossé.

Je terminerai en disant que cette avancée pragmatique, considérable, dans la zone euro, règle pour un certain temps la question théorique du degré de transfert de souveraineté à travers l'exercice en commun de la souveraineté. Ce sont des innovations pratiques. On n'a pas eu besoin de

3. Voir le débat sur les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe entre Elsa Fornero, Pierre Moscovici et Jean-Claude Trichet.

changer les traités pour le faire. Ce sont les ministres des Finances, les Premiers ministres, etc. qui y sont parvenu avec les gouvernements, avec les Directeurs du Trésor. C'est une innovation collective très intelligente. À mon avis, on peut maintenant faire une pause. Je ne crois pas que l'on ait intérêt, même si c'était politiquement possible, à refondre les traités sur ces points, à devoir les renégocier ! Il faut plutôt capitaliser sur cette avancée.

▶ L'union sera toujours là

Quant à l'Union, elle sera toujours là. Contrairement à Patrick Artus[4], je serais plutôt pour que la Grande-Bretagne reste dans l'Union. En tout cas, il y aura la zone euro et il y aura l'Union. Ce qui tendrait à prouver que les questions de la souveraineté et d'intégration peuvent être surmontées à travers les avancées pragmatiques.

N'oublions pas les désaccords profonds entre Européens avant la crise des dettes souveraines concernant l'élargissement. Est-ce qu'il faut continuer, à quel rythme, jusqu'où ? La question n'est plus au premier plan en ce moment mais elle se pose toujours. Il y a toujours ce désaccord qui me préoccupe (et dont je parle tout le temps, quel que soit le sujet de la table ronde !) : est-ce que l'Europe doit être une puissance dans le monde ou pas ? L'Europe est-elle simplement une grosse ONG, une sorte de grosse Croix Rouge ? Une grosse machine à discours sur les droits de l'homme qui n'ont aucun effet ? etc.

Je pense qu'il faudrait une puissance et qu'elle serait utile au monde. Sans cela nous serons impuissants, donc dépendants et réduits à gérer les décisions prises par les autres. Je sais et je respecte le fait que, pour beaucoup de peuples en Europe, c'est une notion inquiétante.

Nous n'avons jamais réussi, nous les Français, à convaincre sur ce point. Il faut une réponse intelligente, nouvelle, sur cette question de l'Europe puissance.

4. Voir l'article d'introduction à la session 21 de P. Artus.

L'industrie au cœur du projet européen

Marwan Lahoud
EADS

Les mots que je vais prononcer témoigneront de la forte implantation d'un industriel en France, en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni. Ce n'est pas tout à fait l'ensemble de l'Europe, mais c'en est une partie importante qui représente des pays très impliqués dans les affaires industrielles.

Jens Weidmann citait Jacques Rueff en disant que «la monnaie sera au cœur de la construction européenne une sorte de condition sine qua non». Mais il ne faudrait pas oublier que la construction européenne a pour point de départ deux initiatives industrielles, la CECA et EURATOM. Deux échecs. L'échec de la CECA est lié à deux éléments ; le premier est la difficulté à réguler les prix dans le secteur du charbon et de l'acier, et le second plus fondamental est le choix du secteur. Il faut choisir les secteurs sur lesquels il y a un avenir, sur lesquels l'Europe a des atouts. C'était le cas d'EURATOM qui a échoué à cause des intérêts nationaux fortement divergents. C'était donc un échec politique.

Si on revient aux bases, l'origine du poids de l'Europe dans l'économie mondiale se trouve dans la révolution industrielle. C'est d'ailleurs le poids de tout le bloc occidental, Europe, États-Unis. Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, ce qui tire le retour à la croissance des États-Unis, c'est une sorte de nouvelle révolution industrielle.

Je fais partie des gens qui sont convaincus que nous avons besoin d'une industrie en Europe si nous voulons conserver une économie forte. Que faut-il pour cela ? Il faut créer les conditions du développement d'une industrie, en laissant faire les entreprises. Je ne parle pas d'une politique industrielle européenne, ni même de la somme de politiques industrielles nationales. Donnons-nous, donnez-nous les conditions favorables et laissez-nous faire. N'entravez pas l'action des entreprises.

De la stabilité avant tout

De quoi s'agit-il concrètement ? Il s'agit de stabilité de l'environnement fiscal. Il s'agit de stabilité de l'environnement réglementaire, notamment en matière de droit du travail. Je ne parle pas ici d'évolutions ni de réformes. Je parle de stabilité. Il s'agit de tenir compte des conséquences en chaîne des décisions qui sont prises. Il convient encore de citer les réglementations environnementales qui, pour importantes qu'elles soient pour l'avenir de la planète, vont parfois si vite qu'elles se traduisent par des difficultés pour les entrepreneurs d'entreprendre.

Donc, ne pas entraver l'action des entreprises, les laisser faire sans intervenir dans leur action quotidienne. Pour illustration je choisis l'aéronautique. Voilà une industrie qui a démarré, il est vrai, d'un effort public, avec des avances remboursables, avec des investissements dans les industries liées à la défense. Et aujourd'hui, voilà une industrie qui se développe avec de l'emploi en Europe, et non pas ailleurs – quand je parle de l'Europe, il s'agit principalement des quatre pays que j'ai cités. Une Europe qui a une culture du management et une culture de l'innovation.

Je conclurai en disant qu'il faut que tous les temps soient pris en compte. On a parlé du temps des élections, du temps long, du temps des entreprises. Olivier Pastré a parlé d'avenir en parlant de 2025. Mais aujourd'hui, dans nos entreprises, il y a des dessins qui préfigurent les avions de 2050. Et pour durer jusque-là, il faut préférer la gestion à la communication, le non spectaculaire au spectaculaire.

Échanges

Simon Ganem, *lauréat du concours «Inventez 2020»*

On parle beaucoup d'austérité, de règles budgétaires en Europe, mais on oublie souvent le chômage donc l'emploi. Que pensez-vous d'une politique commune de l'emploi, d'une Union européenne pour l'emploi, autour d'un socle d'assurance chômage pour relancer le projet européen par la solidarité ?

Didier Reynders

Deux ou trois éléments de réponse, d'abord sur la politique de l'emploi en tant que telle. C'est vrai que ce que l'on veut surtout aujourd'hui, c'est lutter contre le chômage, beaucoup plus qu'entendre parler sans arrêt de croissance. On peut le faire d'abord en évitant de prendre des mesures de rigueur pénalisantes pour un retour à l'équilibre budgétaire.

Quand on prend des mesures de restriction budgétaire, on peut déjà éviter d'y inclure des mesures qui vont à l'encontre de l'emploi.

Deuxièmement, les banques. On parle beaucoup des banques, mais il faudra en parler encore plus, car, pour financer de l'emploi et la création d'entreprises, il faudra se poser la question de savoir quel rôle on voudra leur attribuer dans l'arbitrage entre le court, le moyen et le long terme. Cette question des financements s'imposera à un moment donné du processus.

Troisième élément : ce qui donnera aussi une activité en matière d'emploi, c'est le marché intérieur. Sur ce point une remarque importante : la mobilité va être de plus en plus au cœur du débat de l'emploi. Dans d'autres régions du monde, les gens se déplacent beaucoup plus facilement que chez nous, où les barrières linguistiques, les barrières des états, sont encore très fortes.

Peut-on aller plus loin au travers de plans de relance ? Je crois que le nord de l'Europe peut progressivement relancer la consommation. On a vu les salaires bouger un peu en Allemagne. On les voit bouger dans d'autres pays. Il y a des plans d'investissement communs. L'étape suivante, c'est concevoir des politiques d'emploi, un socle social, peut-être un socle fiscal, on en revient au

fédéralisme, on en revient à l'idée de partager des décisions. Le fédéralisme, c'est partager la souveraineté. J'ai vécu pendant des années dans un pays– je ne sais pas si c'était vrai ici – où la politique monétaire était fixée à Frankfurt par une banque centrale allemande, avec uniquement des Allemands autour de la table. Depuis que l'on a fait la BCE, on a deux Belges maintenant autour de la table, à Frankfurt, qui participent à la discussion. Auparavant, on appliquait les règles allemandes, point.

Cela veut dire que dans le débat actuel, l'enjeu est de plus en plus d'arrêter de parler des sceptiques ou des pas sceptiques, des « pour l'Europe » ou des « pas pour l'Europe », mais de politiser le débat européen. La politique de l'emploi, veut-on qu'elle soit de gauche ou de droite, qu'elle soit libérale ou socialiste, qu'elle soit verte, jaune ou d'une autre couleur, mais que l'on arrête de se dire que l'on est pour le processus européen ou contre le processus européen. Cela ne veut plus dire grand-chose. On doit être mature et oser un vrai débat de fond : quel type de politique en Europe ?

Jens Weidmann

It is dangerous to lead a central banker astray on other areas of policy. Normally I advocate a rather restricted role for monetary policymakers. The first point would be to make the link with budgetary consolidation. It has to be clear that if budgets were balanced, each national authority would have countered cyclical swings in unemployment, much more than is currently the case. Secondly, if we are countering structural differences with a common unemployment scheme and organizing structural transfers, this underlines the point that it would require much more control over national policies. Is it acceptable to organize structural transfers through unemployment insurance schemes if we decide independently on our retirement age and our labor laws? You can externalize bad policies to everyone else through national decisions.

Therefore, if you want this, it has to be clear that this means giving up national sovereignty in a lot of other areas, and I do not see willingness to do this on the political level at this juncture. The task for government in addressing unemployment is to facilitate structural change through efficient governance, an efficient and stable tax scheme, an educated labour force, and by ensuring the unemployed are taken care of so they do not lose their human capital.

Marwan Laboud

Ma réponse ne portera évidemment pas sur une politique de l'emploi, mais sur la création d'emplois et sur les conditions de cette création d'emplois. Monsieur Reynders disait qu'en n'entravant pas les secteurs qui croissent, il y a de la création d'emplois. Ce qu'il faut, c'est non seulement ne pas les entraver, mais leur donner confiance en termes de stabilité. Souvent, aujourd'hui, des entreprises qui sont capables d'embaucher, de créer de l'emploi en leur sein, chez les sous-traitants et dans l'ensemble de l'écosystème, ne le font pas ou le

font moins qu'elles pourraient parce que les conditions ne sont pas réunies. Le problème n'est pas tant le côté défavorable que le côté instable. J'y insiste.

Je ferai une remarque supplémentaire. Dans un groupe comme EADS, on peut voir la disparité des réglementations sociales entre les pays. On est surpris parfois parce qu'il y a des différences totalement contre-intuitives ; par exemple, il est beaucoup plus facile de mettre en place un plan social en France qu'en Allemagne.

Laurence Boone

Je pense que cette session et ce débat ont été le parfait reflet des contradictions qui existent au sein des pays de la zone euro, avec l'idée originale de faire de l'euro une monnaie commune qui permettrait de faire une Fédération des États-Unis d'Europe. Je crois que l'on en est très, très loin aujourd'hui. Ce qu'on a montré, c'est que l'on avait fait une monnaie commune avec beaucoup de monde, et qu'on n'était pas du tout prêt à aller aussi loin dans les politiques économiques d'intégration, notamment en matière budgétaire. Je voudrais rappeler juste deux points : le premier est que sur l'Union bancaire, les décisions qui ont été prises récemment renvoient aux responsabilités nationales le traitement d'une faillite de banque ou le traitement d'un renflouement de banque. On n'a donc pas du tout coupé le lien entre les banques et les souverainetés nationales. On en a parlé un peu, mais je crois que l'on pourrait aller plus loin là-dessus.

Le deuxième point porte sur le problème de transfert et de solidarité. Finalement, Jens le soulignait, nous n'y sommes absolument pas prêts, et nous nous trouvons dans une situation assez ambiguë, où les transferts se font quand un pays demande de l'aide et des programmes. À ce moment-là, il perd sa souveraineté plutôt que de la partager avec les autres. On aboutit finalement à quelque chose qui est pire que de pouvoir mettre en commun des décisions communes pour arriver à prendre des décisions budgétaires communes, qui nous permettraient aussi de pallier les problèmes de croissance de court terme.

23.

Le monde face au choc des temps

À l'exception de la Corée du Nord et de quelques tristes réduits du même acabit, tous les dirigeants du monde font face à la dictature de l'urgence. Beaucoup, dans le monde développé comme dans le monde émergent, se montrent hors d'état de définir et de mettre en œuvre un programme de réformes pourtant destiné à améliorer, à horizon de quelques années, le bien-être de l'ensemble de la collectivité. Beaucoup se montrent hors d'état de se saisir des enjeux intergénérationnels comme le vieillissement ou le changement climatique.

Comment faire face à ce défi ? Est-ce affaire de technologie de gouvernance, à l'image de la généralisation du modèle de la banque centrale indépendante qui a été conçu pour répondre au problème de l'incohérence temporelle ? Faut-il miser sur des modalités spécifiques de concertation sociale ou de consensus trans-partisan (Europe du Nord) ? Faut-il miser sur les organisations internationales (Europe du Sud) ? Faut-il se résigner à attendre les crises et à compter sur elles pour forcer les sociétés à dépasser leur myopie ? Ou bien faut-il accepter que les enjeux temporels divisent nécessairement les sociétés parce que la distribution des préférences pour le présent est très hétérogène ?

Contribution du Cercle des économistes

Jean Pisani-Ferry

Témoignages

Benoît Cœuré • Gerhard Cromme • Koichi Hamada • Pascal Lamy
Youssou N'Dour • Erik Orsenna

Modérateur

François Lenglet

Les politiques publiques face à la barrière des temps

Jean Pisani-Ferry

Les politiques publiques sont partout confrontées à la question du temps. Qu'il s'agisse de redressement des finances publiques, de réformes, de croissance, de retraites, ou encore de préservation du climat, à chaque fois les décisions sont urgentes mais leurs résultats ne seront visibles qu'au bout de 5, 10 ou 20 ans, si ce n'est plus. Cela pose un problème économique et un problème politique. L'un et l'autre sont redoutables.

Le problème économique naît de l'incertitude. La réussite d'une action dont l'effet est éloigné dans le temps est par nature plus affectée par des aléas de toutes natures que celle d'une action à effet immédiat. Selon l'état du monde qui prévaudra à l'horizon auquel on raisonne, la même décision se révélera judicieuse, néfaste ou inutile.

Les économistes ont beaucoup étudié la décision en régime d'incertitude, mais ils ont surtout abouti à en souligner les difficultés. Les gouvernements, quant à eux, restent souvent prisonniers du raisonnement déterministe. Quand ils veulent prendre en compte l'incertitude et l'irréversibilité, c'est souvent – l'inscription du principe de précaution dans la constitution – de manière quelque peu mécanique.

La difficulté est redoublée quand un enjeu de nature cognitive se combine à l'incertitude. Plus une question implique le temps long, plus les mécanismes qu'elle met en jeu ont des chances d'être mal connus et plus il est probable qu'ils donnent matière à controverse. C'est, bien sûr, le cas du changement climatique, mais la même difficulté s'observe dans d'autres domaines comme par exemple les conséquences de l'accumulation de dette publique ou les effets

des réformes structurelles. Or si l'incertitude est paramétrable, le désaccord sur les mécanismes fondamentaux l'est beaucoup moins.

Le problème politique est bien évidemment d'abord celui de la préférence pour le présent. Comme l'a illustré la controverse entre Nicholas Stern et William Nordhaus sur le choix du taux d'actualisation pertinent en matière climatique, il n'y a pas consensus sur la pondération entre équité intertemporelle entre générations et équité interindividuelle au sein d'une même génération. Les débats sur la dette publique, les retraites, et le climat illustrent eux aussi cette difficulté. À chaque fois, certains les regardent à travers un prisme intergénérationnel quand d'autres privilégient le prisme interindividuel.

En outre, les sociétés démocratiques où le débat politique s'organise autour des conflits de répartition ont du mal à se saisir des enjeux du temps long. Les gouvernants eux-mêmes tendent, du fait de la contrainte de réélection, à s'orienter vers le court terme. Jean-Claude Juncker, le premier ministre luxembourgeois, a parfaitement résumé l'affaire en une petite phrase lapidaire qui a fait florès : « Nous savons tous ce qu'il faut faire. Ce que nous ne savons pas, c'est comment être réélus si nous le faisons. »

L'aptitude des sociétés à se saisir des enjeux temporels renvoie donc à leur capacité à surmonter ces différents problèmes. Les sociétés où le débat sur les politiques publiques est marqué par l'antagonisme des représentations et la focalisation sur le présent trébuchent ; celles qui savent faire mûrir en leur sein un débat exigeant parviennent à se projeter dans l'avenir. Il est donc particulièrement important de réfléchir à la nature des obstacles qui empêchent de se saisir des enjeux du long terme et d'identifier les moyens de franchir ce qu'on peut appeler la barrière des temps.

La France, en la matière, ne s'illustre pas par son aptitude à surmonter les obstacles. Il est néanmoins instructif de lui appliquer cette grille de lecture toute simple et d'examiner comment la société française prend en charge les enjeux auxquels elle est aujourd'hui confrontée.

■ Les retraites

Il est intéressant de commencer par les retraites, parce que contrairement aux apparences, c'est en ce domaine que la France a le mieux réussi à organiser une délibération pacifiée. En effet si le débat est vif sur les solutions, les projections du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) qui servent de base aux discussions sur le choix des mesures de redressement sont en fait largement acceptées.

Il n'en a pas toujours été ainsi. À la fin des années 1990, les conclusions du rapport Charpin, préparé dans le cadre du Commissariat du Plan, avaient été contestées par le rapport Teulade, préparé dans le cadre du Conseil économique et social. En dépit des faiblesses techniques du second, la simple existence de

deux rapports avait créé la confusion et contribué à focaliser la discussion sur le diagnostic, bloquant ainsi l'avancée vers des solutions. La création du COR, en 2000, et surtout le travail patient qui y a été conduit entre experts et partenaires sociaux, ont progressivement permis de faire le partage entre, d'un côté la construction du diagnostic et l'évaluation des options, et de l'autre le choix des solutions.

Les premiers travaux ont été conduits dans la concertation au sein du COR. L'élaboration de différents scénarios et variantes a permis à chacun de cerner l'ampleur du problème et d'évaluer ce que pouvaient apporter différents types de solutions. Ensuite, chacun a pris position et le gouvernement a fait le choix des mesures proposées au vote du parlement.

Bien évidemment, la concertation n'a pas créé de consensus sur les réponses. Le COR n'a pas reçu pour mission de diminuer la préférence française pour le présent, et l'aurait-il reçue qu'il aurait été bien en peine d'y répondre. Notre focalisation sur les conflits de répartition et notre réticence à distinguer questions intertemporelles et questions interindividuelles restent entières. La représentation des générations futures dans le débat social comme dans le débat politique reste une question sans réponse. Néanmoins la discussion sur les retraites offre un modèle de ce qu'il faudrait atteindre dans d'autres domaines : les controverses se construisent sur une base factuelle commune. La démocratie sociale y gagne en transparence et en maturité.

L'exemple est-il transposable ? Partiellement, certainement. Mais il faut reconnaître que le problème des retraites est intellectuellement simple : les variables décisives – démographie, productivité, chômage – sont peu nombreuses, comme le sont les paramètres – durée de cotisation, mode de calcul des cotisations, âge légal, indexation des pensions. Les interactions entre ces variables et paramètres avec les grandeurs-cibles – équilibre des régimes, niveau des pensions – sont par ailleurs quasi mécaniques et en tous cas facile à apprécier. Les difficultés cognitives sont donc limitées. On peut ainsi s'entendre sur le modèle et faire autant de variantes que nécessaire pour explorer l'espace des possibles. Bien entendu, la multiplicité des régimes crée une certaine complexité institutionnelle. La prendre en compte pose cependant une difficulté technique, et non conceptuelle.

■ Les finances publiques

Ce qui est possible en matière de retraites l'est-il aussi en matière de finances publiques ? Les deux enjeux ont beaucoup à voir, puisque, *in fine,* il s'agit, dans les deux cas, d'engagements publics : à servir des pensions dans le premier, à rembourser une dette financière dans le second. Cependant le débat sur les finances publiques est généralement plus acrimonieux : parce qu'il renvoie à une série de dimensions autrement plus complexes comme le rôle de l'État et la fiscalité ; parce qu'aussi le rôle d'assureur en dernier ressort que joue l'État

le conduit à enregistrer sur son bilan la matérialisation de toute une série de risques – économiques, financiers, sanitaires, géopolitiques... ; parce qu'encore l'appréciation des effets économiques d'une consolidation budgétaire est sujet à controverse ; parce qu'enfin la question des limites à l'endettement public reste incertaine pour les économistes eux-mêmes. La question des finances publiques est ainsi bien plus stochastique que celle des retraites. Un paramétrage méthodique à la manière du COR peut aider à éclairer l'avenir, il n'y suffit pas.

Cela ne signifie pas qu'il soit impossible de progresser. Venant après d'autres innovations institutionnelles comme l'attribution à l'opposition de la présidence de la Commission des Finances, la certification des comptes publics, et la montée en régime des évaluations de la Cour des Comptes, la création, dans le cadre du traité budgétaire européen, du Haut Conseil des Finances Publiques (HCFP) offre l'occasion d'améliorer le débat sur les finances publiques. Comme le COR, ce conseil composé de magistrats de la Cour des Comptes et d'experts n'a aucun rôle décisionnel. Il n'empiète pas sur les prérogatives du parlement mais a pour fonctions d'éviter au gouvernement la tentation de faire mauvais usage de son avantage informationnel et d'éclairer les choix collectifs en l'alimentant d'une expertise indépendante.

Tel que l'a fixé la loi organique de décembre 2012, le mandat du HCFP est limité. Une interprétation étroite peut en être donnée, qui borne son rôle à la validation des prévisions économiques et à l'appréciation des écarts de la trajectoire de finances publiques par rapport au sentier anticipé. Si le Conseil y satisfait, le progrès sera déjà significatif et permettra d'en finir avec la pollution des choix de finances publiques par des considérations purement conjoncturelles. Il est de surcroît probable que l'institution choisira de donner à ce mandat une interprétation large et s'attachera à fournir périodiquement une évaluation de la soutenabilité des finances publiques et des risques associés. Il est probable aussi qu'elle sera amenée à se prononcer sur les incidences des politiques budgétaires et fiscales sur la croissance, non seulement par le canal de la demande mais aussi par celui de l'offre.

Si tel est le cas, le HCFP permettra peut-être, malgré les difficultés, de construire pièce par pièce les bases d'un débat plus informé et plus discipliné sur les choix budgétaires à moyen terme. L'enjeu est d'importance et le pari n'est pas gagné tant il est vrai que le système politique français manifeste une certaine allergie à l'égard des autorités indépendantes, même si, comme c'est le cas en matière de finances publiques, celles-ci sont dépourvues de tout pouvoir de décision.

■ Environnement et climat

Les débats sur les questions énergétiques et climatiques mobilisent très largement une expertise puisée dans le domaine des sciences dures. Les économistes sont par exemple largement minoritaires au sein du Groupe

d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC ou IPCC, selon l'acronyme anglais). Cela n'a pas empêché la poursuite, des années durant, de polémiques portant sur la réalité du changement climatique et le principe d'une limitation des émissions. En France, le débat sur la transition énergétique implique également beaucoup d'experts issus des sciences dures. Et pourtant, l'accord peine à se faire sur le constat et l'évaluation des différentes options.

Pourquoi en va-t-il ainsi ? Une raison tient certainement à la complexité du sujet qui doit faire converger diverses sources d'expertise dans un cadre de décision en situation d'incertitude. En dehors même des questions de diagnostic sur les risques climatiques – sujet qui est plus consensuel en France qu'au niveau mondial – toute décision implique un jugement sur le potentiel de technologies dont certaines sont à peine entrées dans la première phase de leur développement.

Le défi tient aussi à la grande diversité des acteurs impliqués dans le débat. En matière de retraites, la discussion se déroule essentiellement avec les partenaires sociaux traditionnels. Chacun de ceux-ci agrège déjà en son sein différents intérêts et points de vue. La structure du débat limite donc l'hétérogénéité des acteurs et de leurs prises de position. Or il n'en va pas du tout de même en matière climatique : la société civile est fragmentée. Par exemple, le Conseil national du débat sur la transition énergétique compte sept collèges de seize membres chacun.

La combinaison de ces deux difficultés – cognitive et politique – explique sans doute qu'alors même que les défis sont particulièrement aigus, le débat sur les questions énergétiques et climatiques ne parvienne pas, comme c'est le cas en matière de retraites, à faire fond sur les apports d'une instance non-décisionnelle dont les conclusions soient consensuelles. Au niveau international, les rapports du GIEC font régulièrement l'objet de contestations. Dans le débat énergétique français, l'absence d'une instance de ce type est source de divergence et d'incompréhension au-delà même de l'inévitable.

■ Réformes de croissance

Beaucoup des problèmes qui viennent d'être passés en revue se retrouvent à propos des réformes dites structurelles. De ces réformes – du marché du travail, de la concurrence, des services publics, etc. – on attend en général un relèvement du PIB potentiel à l'horizon de quelques années : trois ou cinq ans en général, voire plus s'agissant par exemple des réformes éducatives. Mais cette amélioration n'est pas sans ambiguïté : même si c'est loin d'être toujours le cas, ces réformes peuvent se payer d'un accroissement des inégalités, d'une dégradation de la qualité des emplois, etc. À court terme, elles ont souvent (pas toujours) des effets négatifs soit sur la croissance, soit sur l'emploi. Ces réformes impliquent donc des arbitrages complexes, à la fois instantanés et intertemporels.

L'impact exact des mesures est par ailleurs l'objet de controverses. Les réformes, d'abord, ne peuvent pas se juger indépendamment du contexte dans lequel elles s'inscrivent. Il y a interdépendance ou complémentarité entre elles. Des avis discordants s'expriment ensuite quant à leurs effets, parce que les modèles implicites ou explicites utilisés pour les évaluer diffèrent. Ces problèmes cognitifs persistent y compris parmi les chercheurs, comme l'a illustré aux États-Unis la célèbre controverse sur les effets du salaire minimum.

Tout cela explique que ce champ des politiques publiques fasse l'objet de différends récurrents. Acteurs sociaux et politiques ne sont d'accord ni sur les effets attendus de telle ou telle mesure, ni en conséquence sur les priorités, et pour les départager, la base d'expertise partagée fait souvent défaut. En France, le Conseil d'analyse économique (CAE) peut atteindre, et c'est important, un consensus en son sein, mais il est exclusivement composé d'économistes universitaires. La création en 2005, sur le modèle du COR, du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) visait à susciter, en matière d'emploi et de marché du travail, la construction d'un diagnostic partagé. Le COE a permis de rapprocher experts et partenaires sociaux, mais il n'a pas abouti à des évaluations originales d'une précision comparable à celle du COR.

La tâche est ardue, mais moins impossible qu'on pourrait le croire. Aux Pays-Bas, le *Centraal Plaanbureau* publie à l'occasion de chaque élection législative une évaluation de l'impact économique des programmes de tous les principaux partis. Il évalue donc, en toute indépendance, l'impact des mesures structurelles figurant dans ces programmes, et met en lumière les choix que ceux-ci impliquent. Non seulement les tenants de ces mesures n'y trouvent pas à redire, mais la confrontation des résultats nourrit les débats électoraux. Mais en France, ces sujets font toujours l'objet de vifs désaccords, sans que les travaux d'experts et la concertation aient beaucoup contribué à rapprocher les points de vue.

■ Un bilan inégal

Ce qui a été accompli dans le domaine des retraites montre qu'il est possible de délimiter les domaines de l'accord et du désaccord et, sur cette base, d'avancer vers ce que les Britanniques appellent une politique publique fondée sur des faits. Mais le modèle n'est pas entièrement transposable aux domaines dans lesquels le dissensus est de nature cognitive et dans ceux – parfois les mêmes – dans lesquels la fragmentation des acteurs sociaux fait obstacle à l'agrégation des préférences.

Si l'approche, faite de dialogue et d'évaluation méthodique des options envisageables, peut faire école dans tous les domaines où l'on doit s'attacher à construire les éléments d'un consensus partagé, les problèmes de représentation et de structuration de la société civile ne sont pas les mêmes d'un champ à

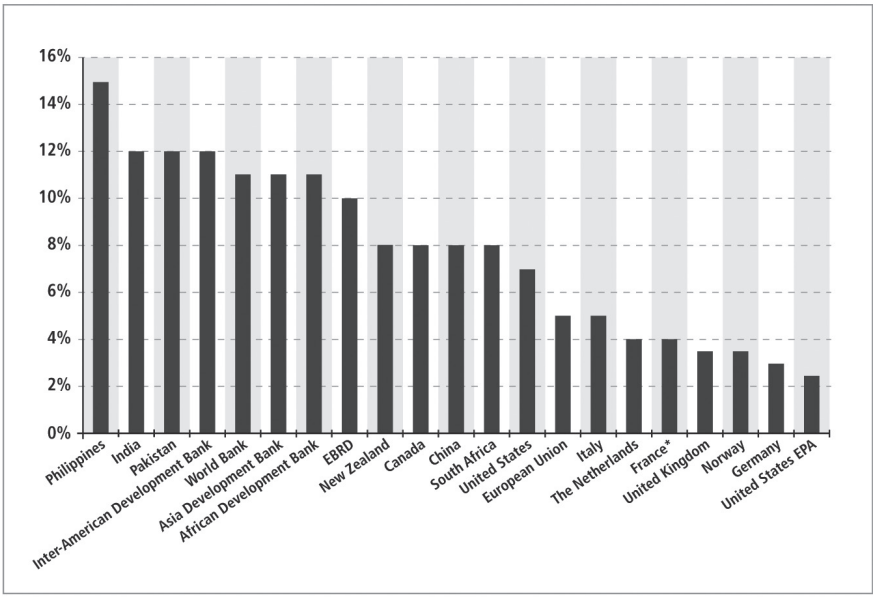
l'autre. Il faut donc identifier des méthodes qui permettront, d'une part, de mobiliser l'évidence et de rapprocher les points de vue dans des domaines marqués par des dissensus cognitifs ; d'autre part, de construire un dialogue raisonné entre des acteurs hétérogènes, tant par la nature de leurs objectifs que par leur capacité à arbitrer entre ceux-ci.

Comment agréger les préférences temporelles ?

Pascal Lamy
Organisation Mondiale du Commerce

L'interdépendance créée par la mondialisation complique-t-elle encore le rapport entre le court terme et le long terme ? La complexité des systèmes voue-t-elle à l'échec les efforts des gouvernements ?

Government discount rates



Un mot sur la réponse théorique, un mot sur la réponse pratique et un mot sur le rôle des institutions, qu'elles soient nationales ou internationales. La réponse au plan théorique à cette question est assez simple : il s'agit d'agréger des préférences temporelles différentes entre les pays, voir par exemple la variétés des taux d'actualisation qui sont utilisés.

Cette remarque vaut aussi pour les non disciplines : les démographes et les anthropologues n'ont pas la même échelle temporelle que les financiers ou les gens de média. C'est vrai pour les groupes sociaux, en fonction de l'âge, du statut économique et social. C'est vrai pour les individus, y compris dans leurs rêves et leurs cauchemars. L'identité est souvent accolée à un coefficient temporel.

Comment donc, au plan théorique, agréger des préférences différentes pour le présent et pour l'avenir ? L'agrégation de préférences temporelles différentes étant un des sujets de la démocratie au même titre que d'autres préférences relatives à la liberté, à la sécurité, à la justice… il faut donc se doter, aux différents niveaux des pouvoirs, de processus d'agrégation efficaces pour amoindrir ces tensions.

▶ Combler le fossé entre savoir et action

Prenons une approche plus pratique – je fais-là référence à un travail en cours depuis plus d'un an que je mène avec un certain nombre de bons esprits venant de divers continents convoqués par l'*Oxford Martin School*. Il s'agit d'examiner ce qui fait la différence concrète entre ce qui marche et ce qui ne marche pas, en partant d'un postulat de départ que le savoir sur des enjeux de long terme de l'humanité dans différents domaines est vaste, mais que, en revanche, notre capacité d'agir en fonction de ce savoir est médiocre. Dans ces conditions, comment combler ce fossé entre le savoir et l'action ? Nous sommes partis d'un certain nombre d'exemples. Je n'en citerai ici que deux.

– Pourquoi la communauté internationale a-t-elle été assez efficace en matière de lutte contre le SIDA ?

– Pourquoi cette même communauté est-elle si peu efficace en matière de surpêche des océans ?

La conclusion à ce stade est qu'il y a au moins deux éléments qui expliquent pourquoi cela marche dans certains cas et pas dans d'autres. Le premier est majeur, c'est le passage du savoir, de la connaissance à la conscience. Ce que les Anglais appellent *from knowledge to awareness*. C'est évidemment un pas essentiel dans une démarche politique, l'expérience prouvant que cette conscience est inséparable d'un narratif et que les «sachant», en général, ne sont pas de bons créatifs et pourtant le côté rituel de la création, le côté narratif de la politique, devient essentiel.

Le deuxième élément qui fait dans beaucoup de cas la différence entre le succès et l'échec, c'est l'émergence de coalitions, parfois improbables, entre les acteurs publics, les souverains, que ce soient des États ou très souvent maintenant des villes, des initiatives privées venant du monde des affaires et de la société civile, qui arrivent en quelque sorte à faire converger des intérêts a priori différents sur un but précis, dès lors qu'ils parviennent à partager une préférence entre le présent et l'avenir, et sur ce qu'il faut faire pour éviter que l'avenir ne se détériore.

▶ Le rôle des institutions

J'ai eu l'expérience de ces institutions au niveau national, européen et international, ma réponse est assez claire : au niveau international, les institutions jouent, certes, un rôle important, elles incarnent les règles du jeu collectif. Elles sont parfois dotées de capacités à faire respecter ces règles. Elles sont très importantes dans la représentation des disciplines collectives, mais elles ne sont que subsidiaires pour une raison très simple : elles sont en général affectées d'un déficit de légitimité, ce qui est d'ailleurs bien normal. On ne comble pas ce déficit de légitimité aux différents niveaux, local, national, continental, mondial, sans de très grandes difficultés.

Cela me ramène à une constatation fondamentale sur laquelle d'ailleurs j'ai évolué avec le temps. J'ai longtemps pensé, qu'au niveau global en tout cas, la réponse à ces articulations très différentes entre court terme et long terme consistait à globaliser correctement des problèmes locaux. Je pense aujourd'hui que la solution est plutôt l'inverse, il faut localiser correctement des problèmes globaux, parce que la prise en compte des différences de préférences temporelles se règle plus aisément du local vers le global qu'à l'inverse.

Pourquoi le compromis franco-allemand est-il si important ?

Gerhard Cromme
Siemens

Je voudrais vous faire part d'une petite anecdote qui a eu lieu après les élections présidentielles en France. J'ai eu plusieurs fois la possibilité de m'entretenir avec le plus haut représentant de la République française et un jour, je lui ai dit : « Monsieur le Président, Monsieur Schröder aurait pu gagner les élections en 2005, mais il les a perdues de justesse. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'il a commencé ses réformes trop tard, douze ou dix-huit mois trop tard. Je ne connais pas vos plans pour 2017, mais si vous en avez, il faut vous dépêcher. »

C'est clair, les réformes de structure ne sont pas très coûteuses, mais elles sont pénibles. Il faut parler aux gens, il faut leur faire comprendre pourquoi elles sont nécessaires, et il faut attendre deux ou trois ans pour voir leurs effets positifs. Ce n'est qu'à partir de ce moment, que sur le plan électoral, on a une chance d'être réélu. Voilà pour le premier point.

Deuxième point qui me tient particulièrement à cœur : aujourd'hui, dans une période difficile, dans les médias, dans les discussions des deux côtés du Rhin, il y a des sous-entendus, des désaccords, de suspicions, etc. Mais je peux vous assurer d'une chose : c'est que nous, en Allemagne, nous avons besoin d'une France forte, compétitive et sûre d'elle-même. Pourquoi ? En Europe, rien ne bouge s'il n'y a pas de compromis préalable entre la France et l'Allemagne. Certes, les autres pays européens n'aiment pas toujours lorsque nous nous mettons d'accord. Mais ces mêmes pays parlent d'absence de leadership lorsque nous ne le faisons pas. Donc, il est finalement plutôt de notre intérêt de le faire.

Le compromis franco-allemand, est déjà en lui-même un embryon du compromis qui unit toute l'Europe : entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, entre la pensée nordique et la pensée méditerranéenne. Ce compromis recouvre déjà 80 à 90% de tout ce qu'on pense et croit en Europe. Mais un compromis franco-allemand qui serait accepté par tous doit être un compromis entre deux partenaires qui sont véritablement au même niveau. En ce moment, nous constatons que les problèmes de la France sont plus importants que ceux de l'Allemagne, et cela ne peut pas durer. La France, à mon avis, devrait engager le plus rapidement possible ces réformes de structure indispensables pour redonner à son industrie la compétitivité nécessaire au niveau mondial. Je suis optimiste et je continue d'entrevoir, au milieu des zigzags, une ligne droite qui va dans la bonne direction. J'espère que tout ce qui est en discussion actuellement sera mis en application dans les mois qui viennent.

Monetary Policy in a Fragmented World

Benoît Cœuré
Member of the Executive Board of the ECB

In my remarks[1], I would like to address an issue that central bankers don't consider as central to their role even though it attracts much public attention: the distributional consequences of central bank action.

More than five years have passed since the financial crisis started. This period has been a time of particular economic hardship. The recession and the subsequent sovereign debt crisis in the euro area have been accompanied by rising unemployment, lower incomes and reduced household wealth as house prices have dropped in some countries. But the pain was not evenly shared. Between 2007 and 2010 the distribution of income widened in OECD countries and poorer households have been hit harder, especially in several euro area countries[2]. Taken together, these developments are a source of great concern to all Europeans.

To be clear, the central bank's mandate is not to address rising inequalities or to steer the distribution of income. In fact, the use of explicit redistributive monetary policy tools, such as credit controls, was abandoned decades ago. Since then, central banks have been granted goal independence and assigned a clear mandate to keep inflation low. To borrow from T. Padoa-Schioppa, monetary policy is mandated to focus on stability rather than

---

1. This speech was delivered at the 41st Economics Conference of the Österreichische Nationalbank, Vienna, 10 June 2013. I wish to thank A. Saint-Guilhem and O. Vergote for their contributions, and Frank Smets and Oreste Tristiani for their comments. I remain solely responsible for the opinions contained herein.
2. See OECD, 2013. "Crisis squeezes income and puts pressure on inequality and poverty", New Results from the OECD Income Distribution Database, 15 May 2013. It includes the comment: "In Spain and Italy, while the income of the top 10% remained broadly stable, the average income of the poorest 10% in 2010 was much lower than in 2007."

equity or efficiency. In the given framework, the distributional consequences of monetary policy are temporary, unintended, with a view to safeguarding price stability. Ensuring a fair distribution of income and consumption, or promoting economic justice for society as a whole are issues that lie outside the realm of monetary policy. They are the tasks of other economic and financial policies.

Since the beginning of the crisis, monetary policy has been acting, however, in a fragmented world. And the fragmentations were along different fault lines.

In the euro area, fragmentations had a horizontal dimension (among individuals), a vertical dimension (over time) and a spatial dimension (across participating countries). And they have significantly impaired the potency of our standard monetary policy actions. The crisis measures of the ECB have accordingly acted on the horizontal, vertical and spatial transmission impairments of monetary policy. Most importantly, our measures have prevented catastrophic outcomes for the euro area economy. And these outcomes would have had the biggest impact on the weakest in society.

Does all this –as the conference title asks– imply a changing role for central banks in macroeconomic stabilisation? The answer is no. Monetary policy should aim at preserving price stability, the primary mandate given to us by the EU Treaty. With regard to the objective, there are no differences between monetary policy in normal and crisis times. Only the intensity and the choice of instruments might require an adjustment.

Affecting intra-temporal and spatial allocations should remain the responsibility of governments and other authorities. Rather than being redistributive, central banks in a fragmented world should aim at repairing monetary policy transmission, and restoring thereby the distributional neutrality of monetary policy.

I will structure my remarks along three lines. First, I will describe the distributional consequences of monetary policy and the channels through which monetary policy can affect the distribution of income in normal times. Second, I will consider the crisis period and the role of non-standard monetary policy measures. And finally, I will look at the role of other economic and financial policies.

▶ Distributional consequences of monetary policy in normal times

Back in the 1960s, monetary policy in western European economies had explicit and legal redistributive functions. For example, central banks used credit control measures to complement more traditional instruments consisting of quantitative ceilings on lending rates or controls over the volume of bank lending to the private sector. Direct control over credit was

thought at that time to better stabilise economic cycles and inflation. Yet credit controls were also used for other policy purposes, such as to finance government debt at lower interest rates than markets would allow, and to foster the allocation of credit to specific sectors considered as priority activities –in short, to pursue an industrial policy.

Central banks came to realise that credit controls were not the best way to fulfil their stability objective. What's more, they came with undesired side effects. In particular, quantitative credit ceilings were negatively affecting competition, innovation and efficiency in the banking sector[3]. In some countries, the use of credit controls as one of the main instruments of policy led to a rapid expansion in the money supply, persistent inflation and frequent balance of payment crises.

Today, central banks conduct monetary policy by altering the short-term interest rate to affect inter-temporal decisions on consumption and savings. This inter-temporal –or vertical– redistribution is at the heart of the monetary policy, which aims at price stability. A change in the policy rate is transmitted to other interest rates at various maturities through a long sequence of inter-temporal arbitrages. Ultimately, any change in interest rates for consumers and firms affects saving, investment and spending decisions through an inter-temporal substitution effect.

Monetary policy also affects the distribution of income on the intra-temporal –or horizontal– dimension. Changes in short-term interest rates impact on consumption, savings and wealth in different ways, depending on the characteristics of individual households. But all these effects can be considered as temporary, indirect and unintended, that is, a side effect of a strategy, which aims at ensuring price stability in the economy.

So let me briefly describe how monetary policy can, in principle, affect the distribution of income. Let me start with the impact over the short term before taking a longer-term perspective.

Over the short term, we can see three main channels through which monetary policy may have distributional consequences.

Monetary policy may act upon the cyclical component of the distribution of income

In fact, income distribution may narrow during an economic expansion and widen during an economic contraction, especially if labour markets are not functioning well and the burden of adjustment is disproportionately felt by outsiders. Just think of the case where, for example, an increase

3. For a detailed account of these experiments with credit controls, see: D. R. Hodgman, "Credit Controls in Western Europe: An Evaluative Review", paper presented at the conference on "Credit Allocation Techniques and Monetary Policy", Federal Reserve Bank of Boston, September 1973.

in unemployment and a decline in the labour force participation are felt excessively by low-skilled workers. Hence, this cyclical pattern of the income distribution would imply that an expansionary monetary policy shock would also contribute to a narrowing of the income distribution.

An unanticipated surge in inflation will lower the real value of nominal assets and liabilities

This tends to redistribute wealth from lenders to borrowers. As a majority of net borrowers are in the lowest part of the income distribution, an expansionary monetary policy shock would help to narrow the income distribution.

A monetary policy shock may impact on the price of financial and real assets by affecting interest rates and expectations

The distributional consequences depend on asset ownership patterns. In general, households in the highest percentiles of the income distribution tend to have greater financial wealth and a larger share of income derived from financial assets. If an expansionary monetary policy has positive wealth effects, it would lead to a widening of the income distribution. In the same vein, if financial markets are fragmented, an expansionary monetary policy may contribute to widening the income distribution by redistributing wealth from individuals who do not trade in financial markets to those who trade frequently in financial markets and tend to have higher incomes. [On the other hand, however, a decline in house prices is hurting low and middle-income households disproportionately, as their wealth tends to be concentrated in housing.

So what about the empirical relevance of these various channels? Most studies find that the impact of monetary policy on the income distribution via lower unemployment of low-skilled workers is more important than the redistributive effects from unanticipated inflation. This means that monetary policy, by stabilising economic fluctuations, indirectly affects the cyclical variation of the distribution of income. A recent study based on the new Eurosystem Household Finance and Consumption Survey indicates that monetary easing during the crisis allowed a substantial decline in the debt burden of mortgage-holding households. This was particularly so in euro area countries under stress, as well as for some disadvantaged groups of households, such as the unemployed and those with low income or temporary labour contracts.

Still, these effects are all temporary. It was Knut Wicksell who, in his pioneering work “Interest and Prices”, illustrated the inability of monetary policy to permanently affect output and employment. His concept of the “natural rate of interest” distinguishes between the market rate of interest, set by the central bank, and the natural rate of interest that would balance

investment and saving. As long as the market rate is less than the natural rate, firms and households want to invest and spend more, causing prices to rise. Such a cumulative inflation would continue until the central bank raises the market rate to match it to the changing natural rate. Wicksell's analysis ultimately suggests that the real forces driving the underlying natural rate of interest are outside the control of the monetary authority.

What does that imply at the current juncture? Since monetary policy cannot permanently affect the inter-temporal price of saving, savers who are concerned by the low level of long-term real interest rates should worry less about accommodative monetary policy than about the development of structural factors, such as productivity, which are beyond the control of central banks.

Does this imply that monetary policy has no long-run or permanent effect on the distribution of income? Certainly not. In fact, in the long run, monetary policy can control inflation, both its level and variability, as well as the variability of aggregate demand. In this regard, price stability can foster a more even distribution of income through several channels.

First, high inflation generates uncertainty and discourages investment. The associated reduction in wages relative to the return on capital would contribute to widening the income distribution. Second, the uncertainty and reduced effectiveness of financial markets caused by inflation and macroeconomic instability reduces investment in human capital. Third, inflation and macroeconomic instability may harm poorer households disproportionately. This is because poorer households, which have limited or no access to the financial system, are unable to smooth consumption in response to adverse income shocks. In addition, poorer households tend to hold a larger fraction of their financial wealth in cash, implying that they are particularly vulnerable to higher inflation. Finally, inflation and macroeconomic volatility may harm some sectors of the economy disproportionately, such as manufacturing or export-oriented industries, in which wages tend to be relatively lower.

Overall, monetary policy aimed at low inflation and economic stability is the most likely to lead to greater social equality over the longer term. In this sense, "compassionate monetary policy is, most likely, simply sound monetary policy".

▶ Monetary policy during the crisis

Over the past five years we have experienced the deepest recession in euro area countries since the end of World War II. The associated fall in activity was unprecedented: at the trough reached in June 2009, euro area nominal GDP had declined by almost 5% on an annual basis. The

recovery has been sluggish for the euro area, which is now experiencing a double-dip recession, with growth expected to recover only gradually. The implications for the distribution of income cover the three dimensions, which characterise the allocation of resources.

On the vertical (or inter-temporal) dimension, the income and wealth losses of the existing generation are severe. In addition, young people are those most affected by unemployment. To take two examples, youth unemployment in Spain was at 55% and in Greece at 57% at the end of 2012. This seriously affects the lifetime income and wealth prospects of this group and may cause a "lost generation" to emerge. Not only is unemployment an immediate social loss, but it is a stressful life event that reduces individual well-being in many persistent ways.

On the horizontal (or intra-temporal) dimension, small and medium-sized enterprises (SMEs) and low-income households were hit hardest by the crisis. Wage cuts and income losses, for example, have been the largest for low-skilled, low-wage workers. According to Eurostat, the dispersion of disposable income in the euro area as measured by its Gini coefficient has risen by more than 3% between 2005 and 2011. Recent ECB surveys show how SMEs and households reported increasing financing obstacles, with bank loans becoming harder to obtain. In addition, recent data suggest that SMEs, if they can obtain a loan, face higher costs of bank lending than large companies. In fact, interest rate spreads on SME loans compared with those for large non-financial companies have widened to an average of 40 basis points since 2010.

Finally, the crisis has brought to the fore the spatial (or geographical) dimension

Euro area countries suffered different fates during the crisis. We have observed sharp cross-country dispersion in the cumulated changes in real GDP since the start of the crisis. In 2012, real GDP was around 20% lower than in 2007 in the country most affected, while it was around 10% higher in the country least affected by the crisis. The cross-country dispersion of unemployment has also widened, with latest unemployment rates ranging from 4.8% in Austria to 27% in Greece.

Spatial inequality has been magnified by the adverse feedback loop arising from the close association between banks and their sovereign, which has led to fragmented financial conditions across countries and, at the height of the crisis, to fears of a euro break-up. In particular, banks' funding costs have remained persistently high in some countries despite cuts in the ECB policy rate, implying heterogeneous financing conditions for households and firms across countries. This was also shown by the increasing reliance

of banks in stressed countries on Eurosystem funding. Widening TARGET2 imbalances –that is, large intra-central bank positions– is a well-known symptom of these developments.

So what did the crisis mean for monetary policy? First, we saw impairments to the traditional inter-temporal arbitrage mechanism, which has curtailed the effectiveness of our standard monetary policy. Second, horizontal and spatial fragmentation –that is, impairments across banks, markets and countries resulting from structural impairments and from the adverse feedback loop described above– have challenged monetary policy operating with a single instrument. Furthermore, we observed a self-reinforcing relationship between the spatial- and inter-temporal dimensions of fragmentation. For example, the lack of liquidity in the interbank market impaired the price-finding mechanism along the yield curve. As a result, our monetary policy impulses were not evenly transmitted across countries or adequately along the yield curve.

▶ How should monetary policy be conducted in such a fragmented world?

First and foremost, monetary policy should aim at repairing the transmission of monetary policy by reducing the fragmentations in the economy and restoring distributional neutrality. Does this imply fundamental differences between monetary policy in normal and crisis times? The answer is no. Monetary policy acts within the same stability mandate, following the same long-term objectives as in normal times. It is only the choice of instruments and the intensity of monetary policy action that differ. In this respect, it has been argued that reducing fragmentation can imply a redistribution of risk in times of crisis. For example, by relaxing collateral requirements for their lending programmes, central banks can insure against a tail event in which the borrower and the collateral fail to cover the borrowed amount. The main insight here is that redistribution of risk is not a zero-sum game, but that the overall risk in the economy, in our case in the monetary union, can be reduced. I agree with this view, but I would also like to stress that any such insurance provided by the central bank should come with appropriate safeguards to mitigate moral hazard.

Let me explain how the ECB acted in the crisis and how monetary policy in particular has alleviated the fragmentations in the euro area following the principles outlined above.

First, in the wake of a widespread confidence crisis following the collapse of Lehman Brothers which threatened to produce very adverse economic outcomes with strong reductions in output, deflationary spirals and high unemployment, we made a series of policy rate cuts. These limited the consequences the downturn could have had on the income of households and firms across the euro area.

Our more recent rate cuts have narrowed the interest rate corridor between the deposit rate and our main policy rate to 50 basis points. These rate cuts have further eased the financing conditions of borrowers in the euro area and they have contributed to a decline in the cross-country heterogeneity in funding costs. Banks from stressed countries, which participate most in Eurosystem liquidity-providing operations will benefit from the lower interest rate charged for these operations. This will, over time, translate into reduced financing costs and improved access to credit for households and firms in stressed countries.

Second, apart from standard monetary policy, the ECB has also resorted to a number of non-standard measures. By re-directing credit to those segments where financial intermediation ceased to function, the non-standard measures supported those areas most in need and thereby countered the increasing heterogeneity. The announcement of outright monetary transactions (OMTs) in particular has played a crucial role: it has improved the transmission of monetary policy by removing the "tail risk" arising from redenomination concerns in certain euro area countries.

Overall, while our non-standard measures were designed for the euro area as a whole, their use has varied among counterparties and across countries. In this regard, our non-standard measures restored the distributional neutrality of our monetary policy by mitigating distortions in certain stressed asset classes or sectors. Their impact has prevented very adverse economic outcomes for certain sectors and countries, and because of the effect this would have had on the rest of the euro area, it has thereby also supported medium-term price stability in the euro area as a whole.

Today we are clearly seeing signs of improvement in financial conditions. Spreads in sovereign and corporate debt markets have fallen. Deposits placed by the euro area money-holding sector with banks in stressed countries have increased by about 200 billion euros since August 2012. As a consequence, borrowing from the Eurosystem has declined. TARGET2 balances of the national central banks in these countries have fallen by more than 250 billion since their peak of around 1.09 trillion euros in August last year. And these improvements largely reflect the removal of fears of a systemic collapse of the monetary union that were previously being priced in by markets. They also reflect the reintegration of euro area funding markets, against the backdrop of a continuing adjustment effort by participating countries. Falling TARGET2 balances are the best proof that the distributional consequences of non-standard monetary policy measures are unintended and temporary.

▶ The role of other economic and financial policies

Economic divergences and heterogeneity remain high in the euro area. This concerns in particular the fragmentation in some markets and diverse

and weak loan growth across participating countries. While monetary policy in this situation has alleviated the severity of the downturn, let's not forget Wicksell's insights. Monetary policy cannot alter the level and distribution of income in a durable way.

The distortions at the heart of the current vertical, horizontal and spatial fragmentation can finally only be addressed by adequate economic policies outside the realm of monetary policy. Indeed, other stakeholders have to take the leading role by continuing to address the underlying structural weaknesses that are affecting our economies.

Let me mention three policy areas that I consider fundamental in this regard.

Policies aimed at the financial sector

The first policy realm relates to policies aimed at the financial sector. Governments and financial sector authorities need to further encourage the repair of banks' balance sheets. Banks in the euro area finance the backbone of our economic system: households and small and medium-sized companies.

The decision to establish a European Single Supervisory Mechanism (SSM) is an essential institutional step overseeing such a process. The SSM will contribute to greater financial integration, a level playing field and greater financial stability. It should be complemented by a unified European framework for bank resolution and recovery, and with a Single Resolution Mechanism with the authority to wind up banks in a timely and impartial manner. To complement this, further efforts are essential for banks to build up sufficient capital, remove legacy risks from their balance sheets and to make these balance sheets fit for lending. Repairing the financial sector is the best way to ensure that the debt crisis does not bear a permanent impact on income distribution, and hence that it does not impose a permanent constraint on monetary policy.

Fiscal policy

It is normally the role of fiscal policy (including in its tax dimension) to deliver any income distribution that society would like to implement based on a normative prior. It is normally the role of fiscal automatic stabilisers to cushion the economic and distributional impact of a deep economic recession of the sort we are experiencing. I say "normally" because we are not in normal times. Fiscal imbalances and weak sovereign balance sheets have prevented fiscal policies from cushioning the large and protracted financial and economic shocks of the past five years.

The lesson from this is clear. Running excessive fiscal deficits at the expense of future generations can be very costly in times of crisis. Therefore, maintaining sustainable fiscal budgets is a necessary condition to achieve distributional equality, both inter-temporally and intra-temporally.

Structural economic policies

Let me finally mention the structural economic policy domain. Structural policies are key to making an economy more flexible so that it can optimally and rapidly respond to negative economic shocks and avoid the higher costs in terms of lost output and higher unemployment associated with the slower and more protracted adjustments made by rigid economies.

It is designed in such a way that it curtails rent-seeking behaviours in labour, product and capital markets, structural reform will not only unleash competition and innovation but it will also temper the distributional and social consequences of the needed adjustments. Structural labour market policies are a case in point. They can help to prevent labour market adjustments from falling disproportionately on outsiders, including the younger generation.

Let me conclude by listing the main arguments put forward in my remarks:

– First, the role of monetary policy is clearly defined in the EU Treaty. The ECB has been mandated by the people of Europe to maintain price stability over the medium term. Fulfilling this mandate means preserving the value of money over time and contributing to overall economic stability. This has the effect of shielding the lowest-income groups and maintaining living standards for the entire population. Therefore, monetary policy is neutral with regard to fairness and the allocation of resources. But this neutrality can only be ensured if monetary policy transmission is not impaired.

– Second, and as a result, monetary policy in crisis times should aim at repairing monetary policy transmission by reducing fragmentations in the economy and restoring thereby distributional neutrality. There is, however, no fundamental difference between monetary policy in normal and crisis times. The intensity and the choice of instruments in a crisis might need to be adjusted, but monetary policy should continue to act within the same stability mandate and following the same long-term objectives as in normal times.

– Third, the ECB's monetary policy actions have offset market dislocations and thereby contributed to restoring distributional neutrality during the crisis. In particular, non-standard measures have helped to eliminate tail-risks and, together with the standard measures, have prevented very adverse outcomes for the euro area that would have hit in a disproportionate way the weakest in society, and put at risk price stability.

– And finally, despite the temporary relief brought by our policies, there are limits to what monetary policy can do. Steering income allocation within countries and across countries is the responsibility of elected governments and other authorities. Important work has been done, but in the current environment it is essential that euro area governments continue their reform efforts, individually and jointly, keeping in mind the need to curtail rent-seeking behaviour and protect the weakest in society.

L'Afrique, une solution pour le monde nouveau

Youssou N'Dour
Ministre du Tourisme et des Loisirs, Sénégal

Chers amis, chers concitoyens du monde, nous voilà interpelés par une crise globale qui nous invite à réfléchir davantage sur nos choix politiques, économiques et sociaux, mais aussi à nous unir, en vue de préserver l'humanité grâce à la concorde, la justice, la paix et la démocratisation de la consommation mondiale.

À mon sens, le stade des questions et des débats d'école est dépassé, l'heure est aux réponses. Nous sommes tenus non seulement de trouver les solutions globales mais encore de les appliquer dans les meilleurs délais au profit de nos enfants.

Il y a près de 30 ans, je découvrais un livre fort intéressant de Jean-Jacques Servan-Schreiber *Le Défi mondial*. Il n'avait pas seulement décrit mais encore averti sur les conséquences de la mutation profonde de notre société. Hélas pour nous autres, l'indifférence, la consommation de masse effrénée des pays riches, les agressions systématiques contre notre planète, la guerre du pétrole, les endémies et autres fléaux, ont aveuglé les principaux décideurs, leur faisant oublier de faire prendre les mesures qui s'imposaient en prévision de l'inévitable globalisation qui ouvrirait une ère nouvelle marquée par le changement de rythme, l'accélération de la vitesse, l'installation d'un paradigme mondial.

L'ordre mondial a ainsi eu tort de croire que ces changements seraient réversibles et que le modèle économique se reproduirait à la suite de l'application des *business models*. À la vérité, il faut admettre que les schémas de la société industrielle ne sont plus le modèle approprié de la société informatisée et

numérisée. Un nouvel ordre est en train de s'installer fort d'un paradigme nouveau. C'est dans ce contexte que doivent être analysés les chocs que nous vivons et qui sont bien plus importants et graves que la crise de 1929.

Les crises systémiques nous mettent devant nos responsabilités. La question est de savoir si nous sommes prêts à assumer nos vraies responsabilités. Sommes-nous aptes à l'universalité ?

Car tout n'est pas mauvais dans le Monde nouveau qui s'impose à nous. Il y a du bon et des opportunités d'aller vers une vie globale plus juste. Le Monde nouveau met à notre disposition, à l'image d'Internet, des autoroutes et des carrefours de l'information. Il favorise le partage accéléré de la connaissance, offre des chances à la systématisation et la globalisation du travail, booste la consommation mondiale. Il montre la voie du réseau universel. Ce monde nouveau se comprend et repose fondamentalement sur le progrès, parce qu'il offre la possibilité d'une appropriation humaniste des préoccupations globales.

En constituant un réseau et en mettant à profit l'intelligence artificielle qui assurera la démocratisation de la connaissance et des ressources, l'humanité assurera les termes de la liquidation de l'indifférence des plus riches. À la généralisation des modèles qui a montré ses limites doivent être préférée l'innovation et l'audace. Nous devons aller au-delà de nos frontières, aider les pays pauvres à se doter de cadres macroéconomiques stables et fiables, investir davantage dans l'agriculture, la santé, l'éducation, les infrastructures, les services, les énergies renouvelables, etc. Et pour ce faire, il faut accélérer le processus du partage, combattre les inégalités, les endémies et autres fléaux, circonscrire les conflits, réduire les fractures entre le Nord et le Sud, créer les conditions propices et indispensables au monde nouveau qui vient.

Voilà les registres sur lesquels sont attendues les Organisations internationales et régionales. Elles doivent être plus ambitieuses et surtout plus justes, pour répondre aux attentes des nations et des peuples. Les organisations internationales doivent s'inventer une conformité aux exigences des temps modernes et trouver des réponses appropriées aux chocs présents et à venir.

C'est dire combien il est important d'anticiper sur les manifestations et transformations de l'économie mondiale mais aussi et surtout d'anticiper et de devenir le partenaire de cette Afrique qui bouge et dont certains pays affichent des statistiques sans pareil dans le reste du monde. Comme le monde nouveau qui vient en ces temps de crise et de questionnements, l'Afrique se dresse forte de sa démographie galopante, de ses terres vierges, de ses nombreux cours d'eau naturels, de ses énergies innombrables, de ses énormes promesses. Avec son approche *win-win* et sa volonté affirmée d'assumer son leadership, l'Afrique se présente comme une solution du 3e millénaire.

Et c'est dans cette posture qu'elle attend ses partenaires.

Crise ou métamorphose ?

Erik Orsenna
De l'Académie française

À Dakar, lors d'une rencontre avec l'association des écrivains sénégalais, mes hôtes s'étaient réjouis d'accueillir un immortel. Mais ils m'avaient dit très vite « Tu es immortel, mais tu n'es pas éternel. » Alors, on avait palabré longuement, à la dakaroise, et à la fin, l'un d'eux m'avait dit : « Ah, je sais pourquoi tu es immortel, mais pas éternel ! » – « Ah bon, pourquoi ? » Il avait répondu : « Les crédits ne sont pas arrivés. »

Premièrement, comme l'a dit Pascal Lamy, il faut croire à ce que l'on sait. On en sait de plus en plus, mais on n'arrive pas à y croire. De la même manière, on sait que vous – pas moi – vous êtes mortels. Est-ce que vous faites suffisamment ce que vous aimez ? Est-ce que vous dites « je vous aime » aux gens que vous aimez ? Non ? Donc, vous êtes nuls. Donc, il faut croire à ce que l'on sait. Croire à ce que l'on sait, cela veut dire avoir une histoire, une histoire, comme le disait encore Pascal Lamy, c'est le narratif. C'est l'histoire de ce qui est possible, l'histoire de l'humain, mais aussi l'histoire de ce qui pourrait être possible, l'histoire du rêve en même temps. C'est pour cela que ceux qui pensent qu'en termes de rigueur, il faut arrêter la Culture sont des débiles mentaux, des meurtriers de l'avenir.

Deuxièmement, nous ne sommes pas en période de crise, nous sommes en période de métamorphose. Cela n'a rien à voir. Si l'on attend la fin de la crise, comme certains, on risque d'atteindre longtemps. Pour comprendre la métamorphose, je fais toujours appel à mes quatre maîtres à penser, Ovide, Chou En-Lai, Lionel Zinsou et Gilles Kepel, parce qu'ils disent tous la même chose : « il faut prêter de l'attention au temps. » Il faut savoir que la métamorphose, c'est douloureux. La métamorphose, c'est un engendrement, c'est une adolescence, et cette adolescence, il faut l'accompagner.

Troisièmement, nous sommes au Cercle des économistes. Ce que nous avons à régler ensemble, c'est ce que Pascal Lamy appelait « l'agrégation des préférences ». Je dirais que c'est la communauté des temps différents. Prenez l'exemple de la mer. La mer a permis la mondialisation, la surface de la mer. Quelque chose me dit que l'analyse des profondeurs de la mer, des courants marins, permettrait de voir dans un système infiniment vivant qui a fait ses preuves comment cohabitent des temps différents, et comment justement cette cohabitation des temps différents permet la vie.

Advising Abenomics

Koichi Hamada
Special Advisor to the Japanese Prime Minister

What you will hear from me today is generally consistent with Prime Minister Abe's views expressed in his speech in London weeks ago. It may not reflect in detail, however, the current policy stances of the Japanese Government, because it also contains what I would like to propose to the Prime Minister in the future.

Motonari Mohri, an influential feudal lord (Daimyo) in the fifteenth century near the hometown of the Prime Minister gave an arrow to each of his three children and told them to break them. They did it easily. He then gave them to the arrows tied together, and asked them to break them. They could not break them. This is the lesson that the father lord used with his children to demonstrate the need for "co-operation" that would make the bond stronger. And so the "three arrows" of Abenomics are meant to work in co-operation. As already Vice Minister Nishimura clearly explained, those three arrows are:

1. Bold monetary policy;

2. Flexible fiscal policy;

3. Strategies to promote growth.

Arrows are not necessarily parallel, but structurally related. I will explain the structural relationships between arrows: The first arrow navigates the actual growth path towards the full employment capacity growth. In my opinion, the second arrow is not as important as the other two, but many consider that it is an important part of the co-operation "bundle," and the third arrow enhances the capacity growth path itself.

1. Monetary policy, the first arrow, is effective when deflation and the high yen leave excess capacity in the economy. This arrow already hit the bull's eye!

– The asset markets, stock and the yen immediately responded.

– Monetary ease was successful through real balance effect, portfolio rebalance (Tobin's *q*) and acceleration effect in the credit channel.

– Already it is working through to the goods market and the labor market.

– High economic growth rate of 4.1% (1st quarter), and improvement of labor (job offers/applicants) ratio throughout regions are indications of success.

As long as there is excess capacity, easy money works even without growth strategy (the third arrow). When the economy hits the level of full employment, then money does not increase output or employment and it may trigger inflation.

2. Fiscal Expenditures, the second arrow, are necessary to maintain the quality of public services. According to Robert Mundell, under the flexible exchange rate, the role of this second arrow is quite limited unless monetary policy keeps the level of interest low.

3. Growth Strategy, the third arrow will keep the capacity growth path enhanced.

▶ Fluctuations in the Tokyo Stock Market

Nikkei rose consecutively for 9 month over 70% since Mr. Shinzo Abe launched his lower-house campaign. This is a recent record. After the recent correction in late May, the market is still up more than 40% higher than last November.

Asset markets such as the stock market and the currency market are volatile by nature.

Like the Rip Van Winkle story, one wonders which is the dream and which is the reality.

Real economic statistics, GDP, job offers-applicants ratio, unemployment rate, and land price all tell that recovery is real than imaginary.

▶ Return to the Arrow, the Growth Strategy

Growth Strategy, the third arrow, will enhance the full employment capacity growth. The growth path is expanded through various structural means such as technological innovation, TPP (Trans-Pacific Partnership) and corporate tax policy.

Expectations of the third arrow: Growth Strategy expectations are high primarily because people still do not trust in recovery through monetary policy. Or people still believe in the Old Fashioned MITI type Industrial Policy, which is no longer true! When Japan operates at the frontier of industries, the government can't choose the winners.

Of course, exceptions exist when externalities require the need for public goods. Mainly, however, growth strategy is hidden in competition, markets and corporate ingenuity –along the Koizumi-Takenaka regulatory reform lines.

▶ Premier Abe's Speech, June 16th in London

Some speeches about the third arrow preceding the London speech might have been somewhat misunderstood. In the London speech, the philosophy is clearly declared: we are a Japan that challenges; Japan that is open, and Japan that innovates.

Even in the preceding speeches, the essence of the Third arrow was hidden in bureaucratic language. There are several gems to be uncovered in the text.

– Improve childcare facilities and invite more women into the workplace;

– Complete regulatory reform;

– Utilize the TPP (Trans-Pacific Partnership) to modernize still inefficient industries;

– Give tax incentives to new investment; and

– Create a proper market for electricity.

What can be done to encourage investment in the Japanese economy? Rather than engaging in wishful thinking (painting rice cakes), begin by considering what the government can do right now: "Ask not what God can do for the industries. Ask what government can do or undo for the economy." What government can do or undo is, for example,

– deregulate;

– participate in the TPP;

– reduce the corporate tax rate, or introduce system to encourage investment such as accelerated depreciation, and the longer loss-offsetting period.

These measures sometimes require sacrifices. Deregulation requires sacrifices from bureaucrats who have to relinquish some of their authority; TPP may be painful to some farmers, and reducing the corporate tax rate is disagreeable for budget bureaus.

And consumers will bear the burden of the increase in consumption tax. We need burden sharing in order to build a better nation. Introduction of Social Security Numbers for taxpayers may be hard to the wealthy.

▶ Concluding Remarks

I am an academic, and not a politician. I came to New York not to sell the announced form of the third arrow but to tell how it can be effectively activated.

The Prime Minister courageously announced the policy of monetary ease, the first arrow, in spite of the reluctance of the Bank of Japan. He did the same quite smoothly with Japan's decision to participate in the negotiation for the TPP in spite of a strong opposition from some sectors.

I am very fortunate to share my views on economic policy with the Prime Minister. If you place your trust in his political leadership, I am certain that you will regard Japan as a land of promise, worthy of investment, and as the land with traction engine in the world.

Échanges

François Lenglet, *France 2*

Benoît Coeuré, quelques commentaires sur cette thématique du temps des sociétés et du temps des politiques. Comment les réconcilier ?

Benoît Cœuré

D'abord une réaction à ce qu'a dit Pascal Lamy à propos de « l'agrégation des préférences temporelles », comme un des grands problèmes de la gouvernance mondiale. Le degré d'impatience des peuples n'est effectivement pas le même. Pascal Lamy l'a dit dans le contexte de la négociation entre l'Europe et la Chine, ou entre l'Europe et le Brésil. On voit bien que le fait de discuter du changement climatique entre des pays, des sociétés, des économies qui n'ont pas la même préférence pour le présent, explique pourquoi on n'arrive pas à se mettre d'accord sur ce point. Je pense que c'est très profond. Je voudrais ajouter que la remarque vaut à l'intérieur de l'Europe.

La zone euro est dans bien des domaines, pour le meilleur et pour le pire, une sorte de laboratoire des déséquilibres et des contradictions que l'on constate au niveau mondial. Les taux de préférence pour le présent sont différents au sein de la zone euro. Elle met ensemble des pays dont certains étaient en rattrapage rapide, avec des aspirations de revenus plus fortes, en particulier dans les pays d'Europe du Sud.

Aujourd'hui, on voit que les taux d'intérêt varient sensiblement d'un pays à l'autre de la zone euro. Il s'agit donc, et c'est toute la difficulté, de trouver des solutions communes dans une zone où les préférences pour le présent sont très difficiles à réconcilier. Un des problèmes auxquels fait face la Banque centrale est de fixer un taux d'intérêt unique dans une zone où les préférences sont si diverses et où le rôle social des marchés financiers qui devrait être de répartir, de transférer, les ressources au cours du temps, ne fonctionnent pas dans la zone euro. Les marchés financiers, normalement, devraient assurer cette agrégation des préférences, et aujourd'hui, dans la zone euro, ils ne le font pas.

Jean Pisani-Ferry

Je voudrais juste faire remarquer que l'on a commencé la journée avec le Commissaire aux Affaires économiques et monétaires, qu'on l'a continuée avec la Directrice générale du Fonds Monétaire International, qu'ensuite on a eu Jean-Claude Trichet, Jens Weidmann et maintenant Benoît Coeuré. Il y a donc un fil « Banque centrale » et « Affaires monétaires » qui court tout au long de cette matinée. Mais ce n'est pas tout à fait par hasard, puisque finalement, les banques centrales sont des institutions que se sont trouvées de plus en plus en charge de problèmes intertemporels, en charge de ce portage dans le présent des problèmes du futur. Ce n'est pas exactement ce pour quoi elles avaient été créées, ça ne correspond pas du tout à la philosophie qu'elles avaient dans les années 90 où finalement, elles disaient « On fait ce que l'on fait aujourd'hui, et on ne vous dit rien sur ce que l'on fera demain. » Ce n'est que plus tard qu'elles ont commencé à préciser leurs objectifs et la manière dont elles voyaient l'interaction avec les agents privés sur comment relier demain à aujourd'hui. Dans la crise, elles sont allées beaucoup plus loin. La Banque centrale l'a fait encore récemment en entrant véritablement dans le pilotage prospectif des anticipations et en commençant par dire : « Voilà ce que l'on va faire demain, et voilà combien de temps on va le faire en fonction des conditions, l'étape suivante étant de dire comment on réagira à tel ou tel type d'événement. » On voit donc ce mouvement s'accélérer à l'occasion de la crise.

Ma question est la suivante : la crise actuelle est-elle en train d'accoucher d'un mouvement long, ou – comme certains l'ont dit – sommes-nous plutôt en train de pratiquer des politiques exceptionnelles, dangereuses, dont il va falloir sortir et par rapport auxquelles il va falloir revenir à une espèce de *statu quo ante ?*

Benoît Cœuré

Non, je ne vois pas de changement de paradigme ou de rupture de long terme, mais des réactions à une crise qui est nouvelle et qui a des caractéristiques particulières. Pour revenir à la question du temps et de la temporalité qui est notre fil directeur, quand on réfléchit au rôle d'une Banque centrale, c'est de fixer le taux d'intérêt, certainement à court terme, si possible à plus long terme, et on s'y emploie. Souvent, on y arrive. Qu'est-ce que le taux d'intérêt ? C'est le prix du temps. La Banque centrale, donc, dans l'économie, fixe le prix du temps. Donc, elle est au cœur de cette problématique.

Or que voit-on dans la crise de la zone euro ? On voit que la crise de la zone euro met en évidence une contradiction entre trois temporalités : le temps de la finance, très rapide, le temps de l'ajustement des marchés financiers, le temps de l'économie qui est plus long parce qu'il s'agit de décisions d'embauche, d'investissement qui sont longues, et le temps de la politique qui est un temps compliqué, très compliqué, parce qu'il y a à la fois des aspirations immédiates des peuples qui veulent des solutions, et en même temps, un temps de

«délivration» de la politique qui est parfois très long. Toute la difficulté de la crise de la zone euro, ce sont ces différentes temporalités de la politique.

Les temporalités de la politique doivent être gérées par les politiques et pas par les autres. C'est ce qui fait la noblesse de la politique, comme l'a dit Pierre Moscovici. Mais on n'aimerait pas le faire à leur place.

Ce que peuvent faire les banques centrales, c'est, dans une certaine mesure, rapprocher le temps de l'économie du temps de la finance et du temps de la politique, en jouant justement sur le taux d'intérêt. Aujourd'hui, dans la zone euro, les taux d'intérêt sont très bas. La Banque centrale européenne a décidé tout récemment que, non seulement ils étaient très bas, mais qu'ils le resteraient, voire qu'ils seraient encore plus bas sur une période très longue. C'est la nouveauté. Cela permet de protéger la zone euro des turbulences et peut-être des métamorphoses mondiales, comme l'a dit Erik Orsenna. Le monde est en métamorphose. La zone euro est en phase de guérison, il faut qu'elle soit tranquille et protégée pour se guérir, et c'est aussi le rôle de la Banque centrale d'y veiller. Cela permet aussi de rapprocher le temps de l'autonomie du temps des politiques. Cela permet aux politiques de reprendre le contrôle du temps, de construire des solutions, de construire un récit politique, un narratif – comme diraient les Anglo-saxons – et de concevoir le processus de réformes.

Tout cela fonctionne à condition que le temps soit employé à bon escient et que le temps ne soit pas perdu. C'est ce qui a été dit très justement par Monsieur Cromme, quand les réformes se font mûres, on perd le temps qui a été donné.

Arnaud Dubief, *lauréat du concours «Inventez 2020»*

Certains pays ont quand même connu des profondes réformes comme la Nouvelle-Zélande dans les années 80, ou la Suède et le Canada dans les années 90. Ils ont consenti à des efforts de court terme pour des objectifs de plus long terme. Comment les pays européens peuvent-ils retrouver cette hiérarchie entre court terme et long terme qui est nécessaire pour toute décision de politique économique ? Est-ce qu'il y a un secret ?

Pascal Lamy

Oui, il y a un secret, mais on ne peut pas s'en inspirer en France. Le secret, c'est leur taille. Ce sont des petites communautés, des communautés où l'agrégation des préférences collectives est beaucoup plus facile. Que l'on prenne le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Suède, la Suisse, le Chili, le Costa-Rica, le Cap-Vert, le Rwanda, pour ne prendre que quelques exemples, tous ces pays ont beaucoup mieux fait que les autres dans les arbitrages politiques et sociaux qui consistaient à organiser leur navigation dans la mondialisation. C'est un effet de taille. C'est ce que j'ai appelé sur d'autres tribunes «l'effet canoë». Sur une petite embarcation, la tentation de faire le zouave est immédiatement réprimée par les autres. Je n'en tire pas de conclusion de nature ovidienne, comme dirait

Erik, mais c'est mon expérience. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles je crois profondément à la décentralisation. La gouvernance des peuples, des humains, est quelque chose qui doit reposer sur un sentiment d'appartenance. Ceux qui ont un sentiment d'appartenance fort font beaucoup mieux que les autres. Je crains que ce ne soit un des problèmes sérieux pour les pays que je connais le moins mal.

Erik Orsenna

Concernant l'agrégation, il y a une question assez intéressante. C'est l'agrégation des dynamismes. Si vous vous promenez en France, vous voyez partout des dynamismes incroyables, notamment dans le domaine des villes qui montent, qui montent, qui montent. Dans un contexte qu'on pourrait dire moyenâgeux, vous avez des villes qui montent dans des États centraux complètement exsangues. D'où la question qui se trouve à poser, par d'ailleurs, une sorte d'algèbre. On a en France une somme de dynamismes et la somme de ces dynamismes est égale à la dépression générale. C'est un peu étrange. Alors, la question qui se trouve posée quand il y a tous ces pôles de dynamisme, c'est comment on agrège tout ça et comment on fait une nation avec une somme de Singapour ?

François Lenglet

J'aurais envie de prolonger la question de notre étudiant, parce qu'évidemment, ces pays dont on parle on conduit des expériences à un moment où la croissance était relativement forte. La question qui se pose aujourd'hui pour les réformes qui ont un coût de court terme n'est-elle pas de savoir quel soutien parallèle apporter à la demande de façon à pouvoir maintenir le bateau à flot, dans une période où il faut à la fois se réformer et continuer à croître ?

Jean Pisani-Ferry

Je ne pense pas qu'il faille poser la question de cette façon. Je pense qu'il faut se poser la question de savoir dans les réformes – et on en a de nombreuses à conduire – quelles sont celles qui ont potentiellement des effets favorables sur la croissance, y compris à court terme. Il faut essayer de sélectionner. On n'a pas les moyens d'avoir une politique de soutien de la demande, on l'a déjà dit. Il faut que ce soit la politique de réforme elle-même qui contribue à soutenir la demande. Typiquement, ce sont des politiques qui consistent à libéraliser les possibilités pour les entreprises de réduire leurs effectifs en période de récession. Ce sont des politiques qui se traduisent immédiatement par une augmentation du chômage, une baisse de la confiance. C'est ce qui est arrivé du reste à Schröder et c'est pour cela que cela a pris du temps. Mais il y a d'autres politiques qui créent la croissance, parce qu'elles favorisent la croissance, parce qu'elles créent du pouvoir d'achat. Dans le menu des réformes, il faut sélectionner de cette manière.

En ce qui concerne les méthodes, et pour faire un peu un devoir de philosophie de Terminale, il y a la conscience et il y a la connaissance. Pascal Lamy disait que l'on peut avoir la connaissance sans la conscience. On peut aussi avoir la conscience sans la connaissance. C'est exactement la situation dans laquelle nous nous trouvions sur la question des retraites il y a 10 ou 15 ans. On se disputait sur les faits, sur la question de savoir quelle était l'ampleur du problème et qu'apportait tel ou tel type de solution. Aujourd'hui en France, on ne se dispute plus sur les faits, on se dispute sur les solutions, et je pense que c'est un grand progrès. C'est à partir du moment où les gens sont d'accord sur la nature des problèmes qui se posent à l'horizon de 10, 20 ou 30 ans, et sur ce qu'apportent les différentes solutions qu'on peut avancer. Ensuite, il est parfaitement normal qu'il y ait des désaccords. Ce sont des désaccords sur la répartition de la charge de la résolution d'un problème. C'est un bon débat social. Je pense que l'on y est arrivé, on a fait des progrès en matière de connaissance. Le problème est que sur un certain nombre de sujets, on est encore dans la situation où l'on n'est pas d'accord sur les faits. On a des problèmes de connaissance. En particulier sur les problèmes de réformes, sur ce qu'elles vont apporter. On n'a pas d'évaluation qui crée le consensus. Donc, c'est beaucoup plus difficile.

Gerhard Cromme

Dans une démocratie, la politique ne bouge que sous la pression. On l'a très bien vu lors de la construction européenne : autrefois, c'était la menace russe, aujourd'hui, c'est la menace des marchés financiers qui ont fait qu'à Bruxelles, en 3 ans, on a pris plus de décisions que dans les 10 ou 20 ans précédents. J'aimerais ajouter à ce que disait Pascal Lamy que, bien entendu, dans les petits pays, c'est plus facile de faire des réformes que dans les grands, mais d'un autre côté, entre les grands et les petits, il y a quand même un point commun : on ne bouge que quand on est au bord du gouffre. Dans certains pays, on l'a été plus tôt, et dans d'autres on l'a été plus tard.

Dans le cas de l'Allemagne, pourquoi Monsieur Schröder a-t-il bougé le moment venu ? Premièrement, à l'époque, vous vous souvenez que l'Allemagne était l'homme malade de l'Europe. Plus de 5 millions de chômeurs, et Monsieur Schröder perdait les élections locales les unes après les autres. Il savait qu'il allait à sa perte s'il ne faisait rien. Il s'est dit qu'il allait «mettre le paquet» et il a créé l'Agenda 2010 qui fut un grand succès, mais seulement après avoir perdu les élections. Une fois de plus, je le répète, il aurait pu gagner les élections fédérales et rester chancelier s'il avait commencé un peu plus tôt.

L'Allemagne a fait un choix. En fin de compte, en Allemagne, on a partagé le travail en créant des emplois dits «précaires», c'est-à-dire des emplois avec des durées de seulement 6 mois, 12 mois ou 24 mois, et avec un faible niveau de rémunération. Pourtant, les gens sont conscients qu'il vaut mieux avoir du travail, même si ce travail n'est pas un travail stable. On sait qu'avec

un travail «précaire», dans les deux années qui suivent, presque 50% de ces salariés trouvent un emploi stable. Donc, premièrement ils ont du travail et deuxièmement, ils ont l'espoir de trouver du travail stable. C'est ce qui fait qu'en Allemagne, malgré les réformes, on n'a pas connu la misère. En France, je suis absolument sûr qu'on n'a pas besoin d'une révolution, mais d'ajustements bien choisis. C'est la question que je pose à mes amis français : «Vous avez tellement d'atouts, alors – pour moi, vu de l'extérieur – pourquoi une très grande part de la population française n'accepte pas la compétition mondiale» ? Vous ne pouvez que gagner, avec votre démographie, avec votre système scolaire et d'éducation, avec votre savoir-vivre…

Question du public

Youssou N'Dour, nous passons dans notre société médiatique plus de la moitié de notre temps à consommer des médias, c'est-à-dire à avoir un rapport au monde à travers des écrans. Nous produisons et consommons plus de signes que de matière. Il ne peut y avoir de compréhension des changements et des réformes si, à côté de l'organisation des marchés et des échanges économiques, nous n'organisons pas les échanges de signes. Vous avez donc raison, la solution est dans le narratif. Mais pour cela, contrairement à Pascal Lamy, je ne fais pas confiance au politique, parce qu'il a sous-traité la pédagogie de son action et de son temps aux médias d'infos brèves et continues. Youssou N'Dour, vous le musicien, qui êtes finalement le seul à pouvoir agréger les temps, pouvez-vous ici et maintenant, nous chanter une chanson qui nous dise où nous allons et quand nous achèverons la métamorphose ?

Youssou N'Dour

Votre constat sur l'importance qu'ont prise les médias aujourd'hui n'est que trop vrai, Facebook et les autres réseaux ont remplacé les grands-mères et les grands-parents qui nous racontaient des histoires. Cela a complètement quitté notre quotidien. C'est vrai qu'aujourd'hui, il faut faire avec, au niveau des contenus et de la valorisation de ces contenus.

J'entends parler énormément de l'Europe, de l'Union, et je refuse que ce débat tourne uniquement autour de l'Europe. Pour rendre encore hommage à cette organisation qui a pensé «monde», restons dans le cadre du monde et je pense que l'on s'entendra beaucoup plus que de parler de la France et de l'Allemagne. Je sais que, derrière un discours politique, cela vaut ce que cela vaut, tout le monde peut avoir son interprétation. À partir d'une chanson ou juste d'une citation, on peut aller beaucoup plus vite. Nous l'avons fait précisément sur des actions qui sont amplifiées après par l'appropriation de cette idée par les populations.

Question du public

Pourquoi n'y a-t-il qu'en ce moment, à partir de la crise de 2008, que l'on observe une divergence dans les taux de la dette européenne et pas avant ?

Koichi Hamada

That is because the Bank of Japan did not know simple monetary theory. The media and the politicians did not understand it either and followed the lead of the Bank of Japan, and sometimes the Minister of Finance's bureaucratic opinions. However, what I hope Shinzo Abe will do is to change the agenda of politics. We tried to make the case that monetary policy or exchange rate policy could improve the Japanese situation, and no one listened to us, but Mr Abe is one of the very few politicians with the power to attempt this experiment.

Christina Romer, former CEA advisor, said that monetary policy did not work everywhere because it was not seriously attempted. That is one thing. The second thing is for those students who think politics is nonsense, but politics is important. Whatever good ideas there are around, politicians can choose to discuss debating points. Just printing money does not work, and in order to improve society, Abe needs to start a political process that asks politicians, bureaucrats and central bankers to share some pain. The consumption tax is often talked about, and that is a good way to share pain, but politicians and other people should also share it. However, we need strong leadership in order to impose this kind of sacrifice, and after the July election he will be able to do that.

Benoît Cœuré

Pourquoi est-ce que les taux d'intérêt n'ont pas reflété avant la crise les différences entre pays ? Pour deux raisons : tout d'abord, parce qu'il y avait des règles de bon fonctionnement, un règlement de copropriété dans la zone euro qui n'a pas été pris au sérieux par les copropriétaires eux-mêmes. Cela a été dit très clairement par Jean-Claude Trichet et je ne vais pas revenir dessus. Deuxièmement, parce que les acteurs sur les marchés financiers n'ont pas fait leur travail qui était un travail d'appréciation du risque. Donc, c'est une défaillance à la fois des autorités politiques et des investisseurs. C'est ce qui doit changer maintenant.

Lionel Zinsou

Les historiens veulent inventer un concept auquel on n'accorde pas assez de crédit. Il faudrait le développer. C'est l'avantage de l'arriération. *The advantage of backwardness.* Au fond, on saute des générations technologiques et l'Afrique est en train de vivre cela. Beaucoup de monde est en train de vivre cet avantage d'être arrivé très tard, comme dit Robert Boyer.

Mais qu'est-ce que cela veut dire, dans la vie quotidienne, ce choc des temps ? Youssou, qui est notre ministre à tous, fait semblant d'être le Ministre du Sénégal, mais en fait, il est notre ministre à tous. Et vous, Erik, c'est quoi, ces hommes qui tout d'un coup, en une génération, en cinq ans, en dix ans d'activité professionnelle, sont en train de vivre une histoire de milliers

d'années compactée en quelques années ? Ce rattrapage, cette renaissance, c'est beaucoup d'anomies, de conflits, c'est demain une Afrique très éclatée, une Asie très éclatée. Ou au contraire, est-ce une immense chance ? Est-ce un choc positif ou négatif ?

Erik Orsenna

Il y a tous ces temps en même temps. C'est quand on essaie d'écrire un roman qu'il faut reprendre un peu de lenteur et un peu d'humus, c'est-à-dire d'humilité. On retrouve une lenteur essentielle avant de respirer de nouveau. Mais c'est le principe même de la respiration. On est un peu replié et puis on se déploie. C'est dans cette articulation des deux qu'il se passe quelque chose avec des gens qui sont toujours dans la frénésie de l'action, ou qui sont uniformément lents. Je ne vois pas la fécondité d'un cercle des tortues.

Benoît Cœuré

Je vais peut-être vous surprendre, mais je pense que la question de Lionel Zinsou s'applique aussi à l'Europe. La crise est un formidable bon en arrière. C'est une perte d'activité, une perte d'emplois, une perte pour tous les jeunes qui sont au chômage en Europe. Si on en reste là, c'est une perte définitive, mais c'est aussi l'occasion de repenser l'Europe et de la rendre meilleure. Mais pour cela, il faut attaquer le problème à bras-le-corps et ne pas se replier sur nos intérêts nationaux. Je pense que votre question devrait être méditée aussi par les Européens.

Jean Pisani-Ferry

Disons que l'on a mis en évidence un problème qui n'est pas neuf, mais on en a exploré une partie de sa complexité. C'est ce problème de l'agrégation des préférences temporelles, à partir de la remarque de Pascal Lamy sur les questions de l'agrégation entre les pays très différents. On en est venu progressivement à dire que cela s'appliquait à des pays apparemment très proches, à l'intérieur même des pays, entre des populations ou des groupes sociaux qui n'ont pas du tout les mêmes préférences.

Pour nous qui sommes habitués à réfléchir aux problèmes politiques en termes distributifs, c'est vrai que c'est une dimension qui introduit une échelle de complexité qui justifie probablement quelques autres Rencontres du Cercle des économistes !

Déclaration finale du Cercle des économistes

Le Choc des temps
L'économie mondiale entre urgences et long terme

Jamais le monde ne s'est trouvé confronté à une telle difficulté de gérer les décalages entre horizons temporels. Les citoyens, en premier, subissent de plein fouet la difficulté des politiques à réconcilier différentes temporalités. Dans des contextes certes très différents, par exemple au Brésil ou en Turquie, apparaît bien ce décalage entre le temps du politique et celui des populations, préoccupées évidemment par le quotidien mais ayant aussi besoin de se projeter dans l'avenir. Mais **le choc des temps** c'est aussi le conflit entre le temps de la finance et celui de l'économie réelle : le court-termisme d'une partie des marchés financiers atrophie l'horizon de décision des entreprises. Le G20 avait cette vocation exceptionnelle de réguler l'économie mondiale, quelques années seulement après sa création. On peut penser que les mesures effectives ne sont pas à la hauteur des déclarations d'intention. Mais les institutions mondiales ne s'installent pas en un jour, surtout parce qu'on leur demande de régler l'urgence du court terme et l'organisation à long terme de l'économie mondiale. En définitive ce sont donc cinq temps qui s'entrechoquent : le temps de l'entreprise, le temps de la finance, le temps du politique, le temps du citoyen et le temps des institutions.

Les difficultés à sortir de la crise cristallisent ce conflit des temps. Notre défi consiste à penser la **transition** vers une croissance équilibrée et soutenable en réconciliant la nécessité d'aller vite avec celle de protéger les catégories les plus vulnérables.

Enfin, nous sommes confrontés à de véritables **urgences.** En Europe, la crise de la zone euro est bien loin d'être résolue. Mais ne nous y trompons pas : l'urgence est de concevoir de nouvelles politiques économiques qui permettent de **relancer la croissance.** En France, l'urgence porte sur les réformes structurelles. La jeunesse est la grande sacrifiée de la période que nous traversons. C'est la raison pour

laquelle, dans le cadre des Rencontres 2013 d'Aix-en-Provence, le Cercle des économistes a organisé le concours «Inventez 2020 ! La parole aux étudiants», invitant la jeune génération à exprimer ses attentes pour la décennie à venir.

▶ 12 propositions pour un retour de la confiance

En Europe, le calme relatif sur les marchés ne s'est pas accompagné d'un retour de la confiance suffisant pour une reprise de la croissance. Toute sortie de la crise de la zone euro passera obligatoirement par deux conditions : la mise en œuvre d'un agenda réaliste de réduction des déficits publics et, sous une forme publique ou privée, la reprise des transferts d'épargne du Nord vers le Sud. Ce sont là les objectifs des trois premières mesures, destinées à redonner un espoir de croissance en Europe.

1. Un mécanisme européen unique de restructuration et résolution de banques

Le cercle vicieux entre crise de dette souveraine et crise bancaire ne peut être rompu que par une union bancaire effective. Après l'audit des banques, la prochaine étape réside dans une gestion européenne des restructurations bancaires. Malheureusement aujourd'hui, la solution proposée maintient les recapitalisations directes au niveau national, ce qui ne permet en rien de découpler le risque bancaire et le risque souverain. Nous appelons à la création d'une structure totalement européenne, un mécanisme de résolution unique sous autorité indépendante. Il permettra une harmonisation des résolutions bancaires y compris la participation du secteur prive. Il aura comme instrument le fonds de résolution des faillites, essentiellement financé par les banques, qui, en mutualisant les recapitalisations directes, complètera le Mécanisme Européen de Stabilité.

2. Une gestion des risques en faveur de l'investissement de long terme

Le vieillissement démographique en Europe porte en germe une montée de l'aversion au risque des investisseurs. Cela aggrave le court-termisme des marchés et rend d'autant plus urgent de partitionner les risques entre dette junior et dette senior. Il faut aussi pouvoir faire supporter les risques de long terme par les investisseurs les plus solides, privés ou publics. Dans le cas de l'assurance-vie, il s'agit de modifier le couple risque-rendement afin d'en faire un véritable placement de long terme.

3. Une assurance-chômage européenne contracyclique

L'existence d'une union monétaire appelle à des éléments d'union budgétaire. Pour recouvrer une faculté de stabilisation budgétaire, il faut envisager un budget pour la zone euro, avec ressources propres et possibilité d'émettre des euro-obligations.

Un dispositif d'assurance-chômage européen non seulement accroîtra la solidarité entre pays de la zone euro, mais surtout permettra de mieux assurer contre les chocs asymétriques (10% de chômage des jeunes en Allemagne, 56% en Espagne). Rendre l'assurance chômage plus contracyclique signifie moduler la durée d'indemnisation en fonction du cycle : la réduire en période de croissance et inversement.

Pour la France, en 2012 le Cercle des économistes avait introduit le débat sur la compétitivité. Les six mesures qui suivent sont destinées à accélérer cette politique de l'offre.

4. Basculer le CICE en baisse des cotisations sociales en 2014

Le Cercle avait appelé de ses vœux un choc de compétitivité l'an dernier et salue la volonté gouvernementale de prendre ce sujet au sérieux avec le CICE adopté en automne dernier. Cette mesure était astucieuse car elle jouait sur le temps : elle s'applique en 2014 mais a un effet dès 2013. Cela dit le chemin à parcourir pour restaurer la compétitivité de la France est encore très long. Nous proposons donc de transformer l'essai du CICE par une baisse des cotisations sociales en 2014 pour maintenir la compétitivité.

5. Poursuivre la réforme du marché du travail par un meilleur dialogue social

Nous saluons l'accord du 11 janvier 2013, mais nous ne pouvons pas en rester à ce premier pas. Diminuer la dualité du marché du travail entre emplois protégés et situations précaires requiert une réforme en profondeur du marché du travail. Un des moyens les plus efficaces d'encourager les embauches en CDI serait de trouver un meilleur équilibre entre durée des contrats et protection des travailleurs.

En matière de négociations salariales des dialogues constructifs ont été amorcés au niveau national. Mais pour concrétiser cette impulsion, il faut faire évoluer d'autres échelons de négociation. Au niveau sectoriel, nous proposons de simplifier le système de branches, en passant de 600 à 40 branches, tout en ayant à l'esprit que ceci n'est qu'une première étape dans la recherche permanente de la plus grande proximité des parties prenantes pour les négociations salariales. Dans l'ensemble de cette négociation, il faudra envisager la question du financement du syndicalisme.

6. Réforme des retraites : la transition vers un équilibre structurel

Nous considérons que les réformes en cours doivent s'inscrire dans un projet de long terme. Le problème est qu'on espère que ces réformes vont produire d'ores et déjà des gains sur le court terme, alors que souvent c'est l'inverse qui se produit. Toute politique économique de long terme doit donc être pensée en termes de transition. Il faut élaborer une méthode pour mener

à bien, sans susciter de tensions sociales incontrôlables, les réformes que l'on sait nécessaires : introduire les mesures progressivement, par exemple en ne les appliquant qu'aux nouveaux entrants. Si l'on souhaite faire une réforme systémique des retraites, c'est-à-dire qui permette une transparence et une convergence des différents régimes, il faut introduire de réelles modifications de fonctionnement, par exemple la retraite par points. Mais cela pourrait n'être introduit que pour les contrats de travail nouvellement signés, sans modifier les contrats en vigueur.

7. Une politique d'offre dans l'immobilier, le transport et la distribution

Plutôt que de solvabiliser excessivement une demande, ce qui se traduit en hausse des prix immobiliers face à une offre largement inélastique, il serait temps de centrer la politique du logement vers la libération du foncier. Une politique d'offre, qui s'attaquerait aux entraves à la concurrence, permettrait à la fois d'augmenter le pouvoir d'achat en entrainant une baisse des prix de l'immobilier, et de participer à la création d'emplois. Dans le même ordre d'idée, beaucoup de choses sont à faire dans le secteur des transports. Relancer des projets d'infrastructures moins gourmandes en énergie et en carburant aurait le même type d'effet.

8. Une rupture technologique dans l'industrie de l'environnement

En réalité, il n'y a pas eu de rupture technologique dans le domaine de l'écologie : l'usage des énergies renouvelables reste extrêmement coûteux, et aucune technologie propre n'a encore apporté la solution au défi environnemental. Il est impératif de donner l'impulsion nécessaire à une véritable révolution industrielle de l'écologie. Dans le domaine de l'énergie, le signal prix joue un rôle majeur dans l'allocation des investissements et dans les choix de consommation. En outre, il est nécessaire de financer massivement la recherche et l'innovation en matière d'environnement, trop peu de moyens ont été jusque là alloués. Il faut réorienter une partie plus importante de l'impôt crédit recherche vers la R&D dans les secteurs des énergies et des technologies propres, et réactiver l'idée d'une fiscalité écologique.

9. Bouleverser les structures administratives

Les réformes structurelles que nous appelons de nos vœux et la réduction de la dépense publique ne pourront se faire que si elles sont accompagnées d'une réorganisation de la fourniture des biens et services publics. La France n'a pas été capable d'équilibrer un budget en 40 ans. Il faut mettre l'accent sur un État efficace et sur les réformes qui élimineront les doublons de structure, notamment à travers une architecture simplifiée des collectivités territoriales.
Il faut responsabiliser les opérateurs publics, par exemple en substituant aux structures existantes des agences. Ces agences, dans la lignée de la LOLF, seront

pourvues d'un budget indépendant, ne s'appuyant pas sur des taxes affectées. La transparence et l'évaluation des politiques publiques sont un préalable indispensable à ce genre de réforme.

La jeunesse représente un atout formidable pour la France. Cet atout est largement sous-utilisé, si ce n'est complètement gâché. Ceci concerne autant les aspects financiers que plus qualitatifs. La France est l'un des pays qui allouent la part la plus importante des transferts publics aux retraités par rapport à la part destinée aux moins de 25 ans. Toute politique de la jeunesse passe donc par un transfert de ressources vers les jeunes, qui pourrait atteindre 1 à 2 points de PIB. Ces trois mesures vont dans ce sens.

10. Créer un « contrat jeunesse »

Trop nombreux sont les jeunes qui décrochent du système scolaire – 1,9 millions de jeunes âgés de 15 à 29 ans ne sont ni étudiants, ni employés, ni en formation. Ils sont la plupart du temps absents de tous les fichiers. L'illettrisme touche 4% des 18-25 ans.

Pour permettre à ces jeunes en décrochage scolaire de franchir le difficile premier pas vers une recherche d'emploi ou la reprise d'une formation, il faut leur donner les moyens financiers de le faire. Nous proposons la création d'un véritable « contrat jeunesse ». Ce contrat consiste à verser une allocation monétaire à ces 1,9 millions de jeunes, à condition qu'ils respectent leur engagement contractuel à chercher un emploi ou suivre une formation qualifiante. Ce contrat doit être à durée limitée mais renouvelable. Pour que cette mesure soit crédible, il est nécessaire de centraliser les informations sur ces jeunes à l'aide de l'ensemble des sources disponibles.

11. Multiplier par dix les écoles de la deuxième chance

Pour accompagner la volonté de réinsérer dans une formation ces jeunes en décrochage, il faut développer les Écoles de la deuxième chance, tout en évaluant rigoureusement leurs effets. Une telle initiative, en marge du système éducatif français, ne peut s'imaginer que dans l'articulation avec une réforme du système dans son ensemble.

12. Favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail

Un droit à l'apprentissage

Une façon de faciliter la transition vers l'emploi est d'utiliser de manière plus systématique l'alternance et l'apprentissage dans les modes de formation. La France doit s'engager, dans les cinq ans à venir, à fournir à tout jeune au minimum six mois d'apprentissage. L'idée est d'instaurer un système gagnant-gagnant entre les jeunes entrants, dont le coût d'insertion est trop élevé, et les entreprises : une faible rémunération des jeunes en apprentissage (sur le mode d'une période d'essai) en échange d'une promesse d'emploi à moyen terme.

Une politique de défiscalisation de la période d'essai

Dans le même ordre d'idée, une défiscalisation totale des périodes d'essais allègerait les coûts d'entrée des jeunes, avec comme condition le remboursement des cotisations sociales par l'entreprise si l'essai ne se concrétise pas en emploi stable. On suggère également la prise en charge du logement par l'entreprise pendant la période d'essai.

Il faut également faciliter les conditions de cumul emploi-études, qui reste aujourd'hui la principale cause du décrochage d'un grand nombre d'étudiants, par exemple en exonérant ces emplois de cotisations retraites.

Le monde ne retrouvera une trajectoire économique satisfaisante qu'en regagnant une certaine confiance, c'est-à-dire, en maîtrisant l'incertitude. Là réside la bonne gestion des temps. Les mesures proposées vont dans ce sens.

Final statement
by Le Cercle des économistes

The Clash of Times:
The World Economy between Emergencies and the Long Term

The world has never been confronted with by such difficulty in managing the gaps between time-related horizons. **The clash of times** is the gap between the time of politics, that of populations, and that of institutions. It is also the conflict between the short time of the financial world and that of the corporate world.

The difficulty in getting out of the financial crisis precipitates this conflict of times. Our challenge is to conceive the transition to balanced and sustainable growth by reconciling the need to go quickly with the need to protect the vulnerable groups.

In Europe, the Euro zone crisis is far from being resolved, but the **urgency** is also to find new political solutions to revive growth. In France, the emergency concerns structural reforms. The young are the great victims of the times we are going through. That's why Le Cercle des économistes has organised a competition called «Invent 2020! It's the students' turn to speak.»

▶ **12 proposals to bring back confidence:**

In Europe, exit from the crisis will happen on two conditions: a realistic agenda for the reduction of public debt and transfer of savings from the North to the South:

1. Implement a single European mechanism to restructure banks.

2. Risk management that favors long-term investment.

3. Establish a counter-cyclical European unemployment insurance.

For France, six measures to speed up the competitive impact:

4. Overturn the CICE (tax credit for competitiveness and employment), **to lower the social contributions in 2014.**

5. Continue to reform the labour market through better social dialogue, by simplifying the branch system (reduce the current 600 branches to 40).

6. Implement a pension reform that will apply only to new entrants in order to start the transition towards structural balance.

7. Conduct a supply policy in real estate (free the land), transport and distribution.

8. Cause a technological breakthrough in the environment industry by redirecting the R&D tax credit to the clean energy and technology sectors.

9. For an efficient State, eliminate the structural doubles with a simplified architecture of local and regional authorities and agencies that do not rely on assigned taxes.

The young are a wonderful asset for France. All youth-related policies go through a transfer of resources to the young, which could reach 1 to 2 points of the GDP.

10. Create a «youth contract»: a monetary allowance against contractual commitment to look for a job or go on a training scheme leading to a qualification for the 1.9 million young people who are neither students, nor employees, nor on a training scheme.

11. Increase the "second chance schools" tenfold

12. Promote the integration of young people on the labor market:

– Give each young person the right to an apprenticeship.

– Make trial periods and work-study combinations tax exempt.

Index des Auteurs

A

Aghion, Philippe 496
Aglietta, Michel 631
Algan, Yann 376
Artus, Patrick 668
Attali, Jacques 401

B

Backer, Christophe de 149
Bahr, Dietmar 425
Bailly, Jean-Paul 275
Bazin, Hubert 51
Beffa, Jean-Louis 43
Beigbeder, Charles 257
Belhaj Abdallah, Jameleddine 525
Bello, Abdoul Salam 121
Belotti, Mario L. 129
Bénassy-Quéré, Agnès 304
Benhamou, Françoise 34
Benkler, Yochai 380
Berès, Pervenche 465
Berger, Laurent 167
Bernstein, Jared 608
Betbèze, Jean-Paul 270
Beulin, Xavier 231
Beunardeau, Jean 618
Blanchard-Dignac, Christophe 278
Bofinger, Peter 64
Boissieu, Christian de 474, 656
Boone, Laurence 704
Borletti, Maurizio 318
Bourguignon, François 347
Brender, Anton 414
Buch, Claudia 309
Burrow, Sharan 328

C

Camus, Philippe 132
Cannon, Lawrence 488
Cartapanis, André 56
Caruso, Antonella 522
Cerutti, Dominique 384
Chalendar, Pierre-André de 683
Charpin, Jean-Michel 440
Chaussade, Jean-Louis 233
Chevalier, Jean-Marie 214
Chibout, Moral 366
Cicurel, Michel 192
Clamadieu, Jean-Pierre 387
Clemons, Steve 490
Cœuré, Benoît 742
Cohen, Élie 514
Cordoba, José 640
Cromme, Gerhard 740

D

Derviş, Kemal 506
Donnedieu de Vabres, Loraine 260
Duflo, Esther 115

E

Espinosa de los Monteros, C. 548

F

Faivre-Dupaigne, Benoît 95
FAN, Gang 153
Fernandez, Ramon 544
Ferraz, João Carlos 109
Finchelstein, Gilles 48
Flores, Renato 37
Fontagné, Lionel 398
Fontaine Vive, Philippe de 106
Fornero, Elsa 442, 690
Frank, Bo 228
Frazer, Jendayi 478
Fukuyama, Francis 24

G

Gadonneix, Pierre 224
Gallois, Louis 136
Garcia-Legaz Ponce, Jaime 321
Gaudemar, Jean-Paul de 580
Gaymard, Clara 559

Germa, Philippe 221
Ghosn, Carlos 399
Giavazzi, Francesco 612
Guillaume, Marc 244
Gupta, Anil 263

H

Hamada, Koichi 756
Heikensten, Lars 647
HU, Yifan 197
Hubert, Patrick 518

I

Ibrahim, Hadeel 390
Itoh, Motoshige 686
Iwata, Kazumasa 481

J

Jacquet, Pierre 90
Jacquillat, Bertrand 157
Jadot, Maxime 644
Jouyet, Jean-Pierre 422

K

Kinberg Batra, Anna 601
Klein, Étienne 20
Klein, Olivier 69
Kotz, Hans-Helmut 187

L

Labaye, Eric 74
Lafont, Bruno 552
Lagarde, Christine 672
Lahoud, Marwan 723
Lahrichi, Nezha 583
Lamy, Pascal 737
Lavenir, Frédéric 352
Lazare, Philippe 254
Le Boulch, Éric 199
Le Bras, Hervé 460
LEE, Hye Min 492
Lombard, Didier 554
Lombard, Éric 142
Lorenzi, Jean-Hervé 11
Lubochinsky, Catherine 124
Lund, Gunnar 446
Lustig, Nora 104, 341

M

Maillard, Dominique 251
Margerie, Christophe de 164
Martel, Jean-Pierre 282
Martel, Thierry 350
Masson, André 455
Mayaki, Ibrahim Assane 95
Mbembé, Achille 40
Mboweni, Tito 273
McDowell, Kathryn 586
Mestrallet, Gérard 77
Mistral, Jacques 14
Molander, Per 509
Molinié, Éric 362
Mongin, Pierre 81
Montbrial, Thierry de 550
Morel, Laurent 368
Moscovici, Pierre 690
Mucherie, Mathieu 142

N

N'Dour, Youssou 752
Nabli, Mustapha 112
Naidoo, Jayendra 344
Noyer, Christian 183

O

Orsenna, Erik 754
Ouissika, Dorothée 449
Oursel, Luc 236

P

Papantoniou, Yannos 713
Pastré, Olivier 698
Pécresse, Valérie 604
Perrier, Yves 556

Pfetten, Jean-Christophe Iseux von 46
Pisani-Ferry, Jean 730
Placet, Jean-Luc 315
Plassat, Georges 169
Pollin, Jean-Paul 176
Potts, Christopher 642
Prot, Baudouin 417

R

Rehn, Olli 662
Reynders, Didier 717
Ricol, René 562
Romanet, Augustin de 160
Rosa, Hartmut 392
Ross, Alec 248
Roulet, Alexandra 496
Roux, Dominique 356
RYU, Jin Roy 285

S

Saint-Étienne, Christian 538
Sajhau, Philippe 371
Sarkozy, Guillaume 288
Sedláček, Tomáš 637
Sellal, Pierre 483
Senard, Jean-Dominique 290
Shefrin, Hersh 129
Sirou, Carol 203
Songwe, Vera 84
Soria López, José Manuel 400
Suwa-Eisenmann, Akiko 338

T

Taleb, Nassim Nicholas 627
Tamaki, Rintaro 649
Terrier, Georges 432
Tilahun Alemu, Bethlehem 267
Tissot, Nicolas 325
Trainar, Philippe 566
Trannoy, Alain 598
Trichet, Jean-Claude 691
Turner, Adair 679
Turner, Antony 218
Tyson, Laura 502

V

Valovaya, Tatiana 486
Védrine, Hubert 720
Villain, Jean-Paul 139
Villani, Cédric 573
Villepelet, Serge 293

W

Wahl, Philippe 195
Watanabe, Hiroshi 358
Waysand, Claire 624
Weber, Rémy 428
Weidmann, Jens 709
Weigert, Benjamin 309
Wolburgh Jenah, Susan 206
Wyplosz, Charles 615

Z

Zinsou, Lionel 27

Achevé d'imprimer en décembre 2013
sur les presses de Wagram Éditions
95870 Bezons

Imprimé en France

Wagram Éditions est titulaire de la marque Imprim'Vert